

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-07

Séances publiques
n^{os} 151 et 152 p. 08-63

Questions au
Gouvernement p. 64-99

2023-2028

n°63



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-07

Séances publiques p. 08-63

151^e séance du mercredi 8 juillet 2026 p. 08-28

152^e séance du mercredi 8 juillet 2026 p. 29-63

Questions au Gouvernement p. 64-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :

Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

16/09/2026

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Le Président du Parlement de Mongolie choisit le Luxembourg pour sa première visite depuis son élection



Le Président du Grand Khoural d'État de Mongolie (1^{re} rangée, 3^e à gauche) s'est rendu au Luxembourg pour sa première visite depuis son élection.

M. Sandag Byambatsogt, Président du Grand Khoural d'État de Mongolie, a été accueilli le 27 août 2026 à la Chambre des Députés à l'occasion d'une visite officielle. Il a notamment été reçu en tête-à-tête par le

Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et par des représentants du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur

et à la Grande Région dans le cadre d'un échange de vues.

Cette rencontre a permis de souligner la qualité des relations entre le Luxembourg et la Mongolie, fondées sur une coopération de longue date et une volonté commune de renforcer les échanges entre les deux pays. Les discussions ont notamment porté sur les relations parlementaires, la coopération bilatérale ainsi que sur plusieurs enjeux internationaux.

M. Wiseler a salué la vitalité démocratique de la Mongolie et l'importance accordée par le pays au développement de relations avec des partenaires au-delà de ses deux voisins directs, la Chine et la Russie. M. Byambatsogt a, de son côté, exprimé sa reconnaissance pour le soutien apporté par le Luxembourg, notamment dans le domaine de la santé, et souligné sa volonté d'approfondir les liens entre les deux Parlements. Un groupe d'amitié a été mis en place à cet effet au sein du Grand Khoural d'État.

Le Président du Parlement mongole a invité ses interlocuteurs luxembourgeois à se rendre en Mongolie afin de poursuivre les bonnes relations entre les deux pays. Une délégation parlementaire luxembourgeoise avait effectué un voyage en Mongolie dans le cadre d'une visite de travail en mars 2026.

35 ans d'indépendance de l'Ukraine



M. Alex Donnersbach (1^{re} rangée, 6^e à gauche) a représenté la Chambre des Députés à l'occasion de la Journée de l'indépendance de l'Ukraine.

M. Alex Donnersbach, membre de la Commission de la Défense, s'est déplacé le 24 août 2026 à Kyiv pour les festivités du 35^e anniversaire de l'indépendance de l'Ukraine. La fête nationale ukrainienne célèbre la déclaration d'indépendance du pays vis-à-vis de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS).

M. Donnersbach a représenté le Parlement luxembourgeois lors d'un échange avec M. Ruslan Stefanchuk et des représentants de la Verkhovna Rada ukrainienne. Il a également participé à des entretiens avec des représentants du Gouvernement ukrainien, portant notamment sur les domaines de la défense et de l'économie.

Depuis le début de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, plusieurs députés luxembourgeois se sont rendus en Ukraine pour soutenir leurs homologues et le peuple ukrainien.

L'Administration parlementaire recrute :

un ingénieur en sécurité informatique opérationnelle (m/f/d) pour les besoins du service technologies de l'information – poste à pourvoir sous le statut de salarié de droit privé

En cas d'intérêt, veuillez scanner le code QR suivant :



La Directrice du Fonds des Nations Unies pour la population reçue à la Chambre des Députés



Mme Diene Keita, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) (1^{re} rangée, 4^e à gauche), a été accueillie à la Chambre des Députés.

Mme Diene Keita, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), a été reçue le 2 septembre 2026 à la Chambre des Députés dans le cadre d'une visite de travail. L'échange avec le Président de la Chambre des Députés et les membres de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité a notamment porté sur une étude réalisée par l'UNFPA qui s'intéresse au désir des jeunes de fonder un couple et d'avoir des enfants.

L'UNFPA est l'agence des Nations Unies chargée de la santé sexuelle et reproductive. Ses missions consistent à garantir les droits et les choix des femmes, des filles et des jeunes dans plus de 150 pays. L'objectif de l'UNFPA est de s'assurer « que chaque grossesse est désirée, que chaque accouchement est sécurisé et que chaque jeune peut réaliser son potentiel ». L'agence est financée principalement par des contributions volontaires des États membres.

Mme Keita a remercié les députés luxembourgeois pour le soutien financier que le Luxembourg, pays

donateur le plus généreux par habitant, fournit à l'agence. Ce soutien serait d'autant plus important dans un contexte international difficile qui a vu certains pays donateurs supprimer leurs contributions. Face à la question de savoir comment l'UNFPA gère cette situation, les représentants ont expliqué avoir pu amortir une partie de cette perte en réalisant des économies d'échelle, évoquant toutefois des conséquences graves sur la capacité de l'UNFPA à soutenir les populations vulnérables, ce qui a entraîné des pertes humaines.

Les jeunes souhaitent toujours fonder une famille, mais rencontrent des obstacles matériels

Les représentants de l'UNFPA ont ensuite présenté les résultats d'une étude menée auprès de quelque 109.000 jeunes de 18 à 39 ans au sein de 73 pays. Le questionnaire a été réalisé en ligne et portait notamment sur les aspirations personnelles des jeunes adultes, leurs relations, leur désir de fonder un couple et leur projet de parentalité. L'étude montre que, malgré les incertitudes auxquelles les jeunes sont confrontés, ceux-ci restent globalement confiants dans leur avenir : 66,6 % se disent optimistes quant à leur avenir personnel. Le désir d'avoir des enfants reste lui aussi largement présent. Chez les personnes âgées de 35 à 39 ans qui n'ont pas d'enfants, 71,7 % des femmes et 79,5 % des hommes déclarent souhaiter en avoir.

Ces résultats suggèrent un décalage entre les aspirations des jeunes et leur capacité à les concrétiser. Les principaux obstacles seraient d'ordre matériel, notamment l'insécurité financière et les difficultés d'accès au logement. Les représentants de l'UNFPA ont ainsi invité les responsables politiques à s'attaquer à ces obstacles en priorité.

Visite du Procureur général du Parquet populaire suprême de Chine

Le Procureur général du Parquet populaire suprême de Chine, M. Ying Yong, a été reçu à la Chambre des Députés dans le cadre d'une visite de travail.

L'échange a notamment porté sur les bonnes relations bilatérales entre la Chine et le Luxembourg, à l'approche du 55^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. La situation en matière de coopération judiciaire entre les autorités chinoises et européennes a également été abordée.

Le Procureur général du Parquet populaire suprême de Chine est revenu sur les visites effectuées par la Chambre des Députés en Chine, notamment la visite officielle en décembre 2025. Dans ce contexte, il a exprimé le souhait que davantage de parlementaires luxembourgeois soient reçus en République populaire de Chine.



Mission d'observation électorale au Kazakhstan



M. Claude Haagen a participé à la mission d'observation des élections législatives au Kazakhstan.

Le 23 août 2026, M. Claude Haagen, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée

parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE), a participé à la mission d'observation électorale au Kazakhstan. Aux côtés de quelque 80 parlementaires issus d'une trentaine de pays, le député luxembourgeois a observé à Almaty le déroulement des élections législatives.

Des élections dans un paysage politique en évolution

Ces élections étaient les premières à se tenir depuis la révision constitutionnelle adoptée au début de l'année instaurant, entre autres, un parlement monocaméral. Dans un paysage politique marqué par des changements structurels, ce scrutin est ainsi intervenu à un moment décisif pour le pays. Les autorités kazakhes présentent les réformes engagées comme un moyen de consolider et de moderniser les institutions politiques. Des voix critiques estiment toutefois qu'elles risquent de renforcer davantage la prédominance du pouvoir présidentiel.

En raison du recul de la liberté de la presse ces dernières années, tel que relevé par les organisations Reporters sans frontières et Freedom House, le déroulement du scrutin a fait l'objet d'une attention particulière de la part des observateurs nationaux et internationaux.

Un scrutin calme mais des conclusions plus nuancées

M. Haagen s'est rendu dans plusieurs bureaux de vote afin d'observer les différentes étapes du processus électoral. Sur le terrain, il a pu constater que les opérations se sont déroulées de façon ordonnée et calme, avec des équipes bien préparées.

Néanmoins, les conclusions préliminaires de l'AP-OSCE livrent une appréciation plus nuancée. Si les élections anticipées ont été bien préparées sur le plan technique, la déclaration indique qu'elles se sont déroulées dans un contexte marqué par un manque de pluralisme politique.

Le souvenir des enrôlés de force et de la grève nationale de 1942



Le Président de la Chambre des Députés lors de son discours à l'occasion de la cérémonie commémorative qui a eu lieu à la Halle Victor Hugo à Limpertsberg.

Les commémorations traditionnelles dédiées respectivement à l'enrôlement de force des générations de 1920 à 1924 et à la grève nationale qui s'en est suivie se sont tenues les 30 et 31 août 2026. M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés, et M.

André Bauler, Vice-Président de la Chambre, ont assisté aux cérémonies.

L'enrôlement forcé des jeunes Luxembourgeois entre 18 et 22 ans a été proclamé par le Gauleiter Gustav

Simon le 30 août 1942 à l'ancienne halle des foires à Limpertsberg. Le lendemain, une grève d'ouvriers luxembourgeois a éclaté à la tannerie Idéal à Wiltz, qui ont protesté contre cette conscription forcée dans la Wehrmacht. Le mouvement s'est rapidement étendu à tout le pays pour devenir une grève nationale dirigée contre l'occupant qui cherchait aussi à effacer l'identité luxembourgeoise de la population. Le régime nazi a répondu par la violence et 21 grévistes ont été fusillés.

M. Wiseler a affirmé que tant l'enrôlement forcé que la grève nationale font partie de la mémoire collective de la population luxembourgeoise. Le Président de la Chambre a aussi souligné que la grève nationale demeure jusqu'à aujourd'hui un symbole de la volonté des Luxembourgeois de défendre leur identité, alors qu'ils étaient bien conscients des conséquences qu'un tel soulèvement allait avoir. « Si hunn als Vollek „Nee“ gesot zur Okkupatioun, a si wossten, datt dat Konsequenzen hätt. »

Le Président a par ailleurs fait référence aux leçons qu'il est possible de tirer des réactions de la population luxembourgeoise en 1942. « Les Luxembourgeois se sont engagés pour la liberté de leur pays, mais aussi pour la démocratie et l'état de droit. Je pense que nous sommes aujourd'hui toujours prêts à nous engager pour ces valeurs », a-t-il conclu.

La Chambre des Députés célèbre la Journée du Benelux

La Journée du Benelux est célébrée chaque année le 5 septembre pour commémorer la signature de la Convention douanière belgo-luxembourgeoise-néerlandaise le 5 septembre 1944 à Londres, considérée comme le point de départ de la coopération Benelux.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et la Présidente actuelle de l'Assemblée interparlementaire Benelux, Mme

Francine Closener, ont tenu à adresser un message de félicitations au Benelux, qui agit comme un moteur d'innovation au sein du projet européen. La libre circulation des personnes, initiée dans le cadre du Benelux, a par exemple servi de modèle à l'accord de Schengen signé en 1985 avec la France et l'Allemagne.

Le Luxembourg assure la présidence tournante de l'Assemblée interparlementaire Benelux jusqu'au

31 décembre 2026. Depuis le début de cette présidence le 1^{er} janvier 2025, cinq séances plénières du Parlement Benelux ont eu lieu au Luxembourg.

Retrouvez le message vidéo en scannant le code QR suivant :



Nouvelles dispositions concernant la Police grand-ducale

8193 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Le projet de loi n° 8193 vise à préciser les dispositions de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale relatives au contrôle de l'honorabilité des membres de la Police ainsi que des candidats à des postes relevant tant du cadre policier que du cadre civil.

Le texte introduit une enquête d'honorabilité pour les candidats au cadre civil de la Police grand-ducale, indépendamment de leur statut, alors qu'aucun contrôle spécifique de ce type n'est actuellement prévu. Pour les candidats au cadre policier, il maintient un contrôle renforcé, tenant compte des responsabilités particulières liées à l'exercice des missions de police.

En outre, le projet de loi crée une base légale permettant au ministère public de transmettre au directeur général de la Police grand-ducale des informations à caractère pénal concernant des membres de la police, qu'ils appartiennent au cadre policier ou au cadre civil, indépendamment d'une enquête d'honorabilité. Cette transmission d'informations vise à permettre au directeur général de réagir rapidement lorsqu'un comportement est susceptible de compromettre l'intégrité du service ou la sécurité publique, notamment en prenant, si nécessaire, des mesures conservatoires à l'égard de l'agent concerné.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 04/04/2023

Rapporteuse : Mme Nancy Arendt

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

20/04/2023 Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Présidente : Mme Stéphanie Weydert) :

15/04/2026 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et des amendements gouvernementaux

Examen des avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

24/06/2026 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/07/2026

Loi du 16 juillet 2026

Mémorial A : 2026, n° 365, page 1

« Platzverweis » renforcé

8426 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Le projet de loi n° 8426 vise, d'une part, à remplacer l'article 5bis de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale afin d'élargir le champ d'application de la mesure de police administrative dite « Platzverweis » et de préciser les comportements susceptibles de justifier un rappel à l'ordre ainsi qu'une injonction d'éloignement, mesures permettant à la Police d'intervenir à l'égard de personnes dont le comportement trouble gravement l'ordre public.

D'autre part, la loi en projet introduit un nouvel article 5ter dans la loi précitée du 18 juillet 2018 afin de permettre le prononcé d'une interdiction temporaire de lieu à l'encontre des personnes qui adoptent de manière répétée l'un des comportements visés à l'article 5bis et ayant donné lieu à un « Platzverweis ».

Dépôt par M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 25/07/2024

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Présidente : Mme Stéphanie Weydert) :

02/10/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

21/05/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

28/01/2026 Entrevue avec le Procureur général d'État
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

10/06/2026 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

24/06/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/07/2026

Loi du 16 juillet 2026

Mémorial A : 2026, n° 364, page 1

Fonction publique : examen-concours d'admission au stage

8569 – Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les administrations de l'État

Le présent projet de loi s'inscrit dans l'objectif d'amélioration du processus de recrutement dans la fonction publique et a pour objet d'adapter certaines modalités de l'examen-concours en réponse au bilan réalisé par le Ministère de la Fonction publique suite aux réformes de 2015 (division de l'examen-concours en deux épreuves distinctes : épreuve d'aptitude générale et épreuve spéciale) et 2018 (introduction de tests psychométriques informatisés et standardisés dans une épreuve d'aptitude générale).

Les principales innovations apportées par le projet de loi n° 8569 sont les suivantes :

– inscription à l'épreuve d'aptitude générale (EAG) uniquement possible suite au dépôt d'une candidature pour un poste vacant publié sur GovJobs ;

– abandon du principe de deux/trois grandes sessions annuelles d'EAG pour chaque groupe de traitement en faveur d'une organisation plus fréquente et régulière de l'EAG ;

– discontinuation de la liste de réserve des candidats ayant réussi l'EAG et qui n'ont pas encore été admis au stage de fonctionnaire ;

– diminution de la durée de validité de la réussite de l'EAG : un an contre cinq ans auparavant ;

– limitation annuelle du nombre de fois qu'un candidat peut retenter l'EAG pour un groupe de traitement après un premier échec ;

– prise en compte pendant un an des résultats obtenus par le candidat à l'épreuve spéciale lors d'une procédure de recrutement (auprès de la même administration ou d'une administration différente).

Dépôt par M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, le 04/07/2025

Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission de la Fonction publique

(Président : M. Maurice Bauer) :

07/05/2026 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

04/06/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/07/2026

Loi du 16 juillet 2026

Mémorial A : 2026, n° 457, page 1

Fonction publique : connaissance des trois langues administratives

8582 – Projet de loi fixant les modalités du contrôle de la connaissance des trois langues administratives pour le recrutement des fonctionnaires et employés de l'État et des fonctionnaires et employés communaux et modifiant : 1° la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ;



2° la loi du 25 juillet 2018 portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État ;
3° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le présent projet de loi s'inscrit dans l'objectif d'amélioration du processus de recrutement dans la fonction publique et a pour objet d'adapter les modalités du contrôle de la connaissance des trois langues administratives pour le recrutement des fonctionnaires et employés des administrations de l'État et des communes.

Les principaux apports du projet de loi n° 8582 sont les suivants :

- harmonisation des niveaux de compétence (cadre européen commun de référence pour les langues) requis dans les langues administratives indépendamment du groupe de traitement/d'indemnité : B2 pour la première langue, B1 pour les deuxième et troisième langues ;
- informatisation et standardisation des épreuves de langues avec la possibilité de passer les épreuves soit à distance, soit dans les locaux du CGPO ;
- introduction de l'évaluation d'un troisième composant, compréhension écrite, qui s'ajoute aux deux composants déjà existants : compréhension et expression orale ;
- interdiction de repasser l'épreuve pendant 6 mois après un échec ;
- transfert de la compétence pour l'organisation des épreuves de langues de l'INAP vers le CGPO ;
- création d'un second poste de directeur adjoint du CGPO.

Dépôt par M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique, le 14/07/2025
Rapporteur : M. Marc Lies

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Maurice Bauer) :

07/05/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
04/06/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/07/2026
Loi du 16 juillet 2026
Mémorial A : 2026, n° 458, page 1

Jetons de présence

8657 – Projet de loi portant modification des articles L. 514-10, L. 527-1, L. 552-1, L. 564-2 et L. 564-3 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à établir la base légale nécessaire pour le paiement des indemnités sous forme de jetons de présence dont bénéficient les membres de certains organes institués par le Code du travail.

Le projet précise ainsi dans le Code du travail que ces indemnités, jusqu'à présent fixées par décision du Conseil de Gouvernement, sont désormais déterminées par règlement grand-ducal.

À cette fin, il est proposé de modifier les articles L. 514-10, L. 527-1, L. 552-1, L. 564-2 et L. 564-3 du Code du travail.

Dépôt par M. Georges Mischo, Ministre du Travail, le 26/11/2025
Rapporteuse : Mme Françoise Kemp

Travaux de la Commission du Travail
(Président : M. Charles Weiler) :

11/03/2026 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
24/06/2026 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08/07/2026
Loi du 17 juillet 2026
Mémorial A : 2026, n° 368, page 1

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 08	Prise de position du Gouvernement : M. Marc Spautz, Ministre du Travail
M. Claude Wiseler, Président		Vote sur l'ensemble du projet de loi 8657 et dispense du second vote constitutionnel
2. Motion de M. Sven Clement relative à la publication du rapport élaboré par le LUCET dans le cadre du projet ALPHA endéans 24 heures	p. 08	5. Débat de consultation sur l'organisation du temps de travail p. 12
Exposé : M. Sven Clement		Exposé : M. Marc Spautz, Ministre du Travail
Discussion générale : Mme Barbara Agostino (intervention de M. Sven Clement) M. Ricardo Marques Mme Francine Closener M. Michel Lemaire M. Meris Sehovic M. Marc Baum Mme Barbara Agostino M. Sven Clement		Débat : M. Charles Weiler Mme Carole Hartmann M. Georges Engel (dépôt de la motion 1) M. Michel Lemaire Mme Djuna Bernard M. Sven Clement M. Marc Baum (dépôt de la motion 2) (intervention de M. Luc Emering)
Vote sur la motion modifiée (rejetée)		Prise de position du Gouvernement : M. Marc Spautz, Ministre du Travail (interventions de M. Georges Engel, M. Mars Di Bartolomeo et M. Sven Clement)
3. Motion de M. Marc Baum relative aux secteurs professionnels et aux postes de travail exposés aux PFAS et au TFA	p. 10	Motion 1 : M. Charles Weiler Mme Carole Hartmann Mme Djuna Bernard M. Michel Lemaire M. Georges Engel
Exposé : M. Marc Baum		Vote sur la motion 1 (adoptée)
Discussion générale : M. Charles Weiler M. Luc Emering Mme Claire Delcourt M. Michel Lemaire Mme Djuna Bernard M. Marc Goergen (intervention de M. Marc Baum)		Motion 2 : M. Marc Baum M. Charles Weiler M. Sven Clement Mme Carole Hartmann Mme Djuna Bernard M. Georges Engel M. Charles Weiler M. Sven Clement M. Marc Baum
Vote sur la motion (adoptée)		Vote sur la motion 2 (rejetée)
4. 8657 – Projet de loi portant modification des articles L. 514-10, L. 527-1, L. 552-1, L. 564-2 et L. 564-3 du Code du travail	p. 11	6. Ordre du jour p. 28
Rapport de la Commission du Travail : Mme Françoise Kemp		M. Claude Wiseler, Président
Discussion générale : Mme Françoise Kemp Mme Corinne Cahen M. Georges Engel M. Michel Lemaire Mme Djuna Bernard M. Sven Clement		Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président
		Au banc du Gouvernement : M. Marc Spautz, Ministre

(La séance publique est ouverte à 09.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Motion de M. Sven Clement relative à la publication du rapport élaboré par le LUCET dans le cadre du projet ALPHA endéans 24 heures

(Motion déposée en séance publique n° 150 du 7 juillet 2026 – à consulter au compte rendu n° 62/2023-2028 en page 51)

D'Sëtzung vun de Moie fänke mer mat der Motioun vum Här Sven Clement iwwert d'Publikatioun innerhalb vu 24 Stonne vum Rapport LUCET zum Projet ALPHA un. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Agostino, den Här Marques, d'Madamm Closener, den Här Lemaire an den Här Sehovic. Här Clement, ech ginn Iech als Auteur vun der Motioun d'Wuert.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Merci, Här Président. Léif Kollegeinnen a Kollegen, och ouni de Schoulminister, ier ech dës Motioun presentéieren, fänken ech awer mat eppes un, wat een an dësem Haus vläicht seelen héiert: Ech korrigéiere mech.

(Exclamations)

Wéi mer gëschter dës Motioun deposéiert hunn, war net ofzegesinn, datt de Rapport just fénnef Deeg méi spéit publizéiert géif ginn. Zu deem Zäitpunkt stoung eleng fest: Embargo bis Mëtt Juli, ouni Datum, ouni Erklärung. Den Datum vum 13. Juli an der Kommissiounssëtzung vum 14. Juli kenne mer eréischt zanter gëschter aus der Äntwert vum Minister op meng parlamentaresch Fro.

An an eiser Motioun stoung, d'Elteren aus dem Cycle 1.2 misste bis den 9. Juli decidéieren. Dat koum aus

engem Mëssversteesdemech op enger Gemeng tëscht ALPHA a Schoulorganisatioun.

Une voix | A!

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Dat war en éierleche Feeler, an ech stinn dozou. D'Leit vum Terrain, Enseignanten, déi den ALPHA-Projet all Dag liewe mussen, hu mech drop higewisen, nach éier den Här Meisch mer äntwerte konnt. Déi éischt landeswäit Wiel, an dat wëll ech ganz kloer gesot hunn, fält eréischt am zweeten Trimester 2027. Dofir géif ech proposéieren, dat deementspriedend an der Motioun ze änneren.

Mee opgepasst: Dës Korrektur mécht d'Saach net besser fir d'Regierung. Si mécht se u sech méi schlëmm. Well wat hunn déi selwecht Leit vum Terrain mer och gesot? An de véier Pilotschoulen hunn d'Elteren hir Wiel fir d'Rentrée 2026 scho getraff, an zwar am zweeten Trimester vun dësem Schouljoer, zu engem Zäitpunkt, wou de Rapport vum LUCET virloong, scho fäerdeg, am Tirang. Fäerdeg zanter Februar, laut dem Sëtzungsprotokoll, deen d'Press jo scho gesinn huet an deen d'Journalisten hunn, mee d'Chamber selwer nach net.

Déi éischt Familljen, déi dës wëssenschaftlech Decisiounshëllef also gebraucht hätten, d'Pionéier vum Minister sengem eegene Projet, waren déi Éischt, deenen dës Informatiounen verweigert goufen. Ech hu mäi Feeler bannent 24 Stonnen heibannen op der Tribün korrigéiert, wéi d'Fakten um Dësch loungen. De Minister sëtzt zanter Februar op engem fäerdeg Rapport. Dat ass den Ennerscheid, iwwert dee mer haut ofstëmme bei dëser Motioun.

Dës Motioun freet eppes ganz Bescheidenes: de Rapport elo ze publizéieren, fir datt all d'Deputéiert en nach virun der leschter Plenarwoch a virun der Kommissiounssëtzung vum 14. Juli am Detail analyséiere kënnen, an net eréischt een Dag nom grouse Public. Wien dergéint stëmmt, jo, dee stëmmt derfir, datt d'Chamber hir eege Kontrollaarbecht eeben net maache kann.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

Ech ginn elo der Madamm Agostino d'Wuert. Madamm Agostino.

Discussion générale

Mme Barbara Agostino (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Merci och dem Här Clement fir dës Motioun. Ech mengen, do sinn zwee Punkten, wéi Der ganz richteg gesot hutt. Dat eent ass den Datum, wou Der gëschter, wéi Der eis d'Motioun ofginn hutt, gesot hutt, d'Eltere misste sech effektiv an der kommen-der Woch decidéiere fir d'Alphabetiséierungssprooch. Mir hunn nach gëschter am Gank hei dobausse geschwat, wou ech Iech drop higewisen hunn, dass dat net géif stëmmen. Ech sinn och frou, dass Der Iech dann nodréiglech informéiert hutt an dëse Punkt op alle Fall rectifiéiert hutt.

Ech géif Iech och proposéieren, Dir sidd zwar nëmmen Observateur an der Educatiounskommissioun, mee kommt einfach laanscht! Et ass ëmmer eng ganz flott, spannend ...

M. Sven Clement (Piraten), auteur | A parallel zur Finanzkommissioun!

Mme Barbara Agostino (DP) | Jo, mee Dir kënnt jo da jongléieren. Ech kann Iech nëmmen soen: D'Educatiounskommissioun ass eng ganz flott a spannend Kommissioun.

Mee komme mer zrëck zum LUCET-Rapport. Dir schwätzt vu Februar. Ech hu mech och do informéiert. De LUCET-Rapport ass effektiv déi éischte Kéier am Februar erauskomm. An do waren nach sämtlech Mëssverständnisse dran. An dee Rapport ass dunn am Mee finaliséiert ginn.

An deem Gremium sinn dräi Leit, dräi Gremien, ver-trueuden. Eng Kéier ass et d'Uni Lëtzebuerg, eng Kéier ass et den Héichschoul- an eng Kéier den Educatiounsministère. De LUCET-Rapport wäert e Méinde verëffentlecht ginn an en Dënschen an der Educatiounskommissioun presentéiert ginn. Do wäerten och all déi néideg Froe beschwat kënne ginn.

Domat wär de Sujet och fir mech kloer an ech proposéiere menger Fraktioun, dës Motioun dofir net matzestëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Agostino. Här Marques.

M. Ricardo Marques (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech nëmme menger Virriednerin uschlëssen. Ech soen och dem Här Clement Merci, dass e verschidde Saache rectifiéiert huet, well et ass effektiv och esou, dass d'Elteren net elo an iergendenger Hektik eng Decisioun mussen treffen fir d'nächst Joer. Dat kënn d'nächst Joer zustanen.

Ech hat awer och an enger QP verschidde Suerge formuléiert. Ech krut awer innerhalb vu 24 Stonnen eng Äntwert op all meng Suergen. An ech freeë mech am Fong op déi Diskussioun, déi d'nächst Woch stattfënnt. Do ass et net just dem LUCET seng Stëmm, déi wichteg ass, mee déi vum ganze Komitee an déi vun der Evaluatioun vum Minister. An ech denken, dass do déi richteg Plaz ass, wou mer an aller Rou an ouni Hektik iwwert déi Resultater solle schwätzen. Well hei ass et wichteg, dass mer iwwer Fakte schwätzen. Déi wäerten an deem Rapport kommen. An ech freeë mech op d'Diskussioun.

An dofir gesi mir elo net de Moment, fir elo an der Hektik iergendepes ze kréien. Mir kucken, dass mer an der néideger Kommissioun déi néideg Experten zesummekomme loosse. An esou wéi meng Informatiounen sinn, kréie mer de Rapport awer e Méindeg-owend scho geschéckt, soudass mer eis e bësse preparéiere kënnen. An dat ass fir eis esou an der Rei.

An dofir géif ech menger Fraktioun och proposéieren, dës Motioun net matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, merci. Ech muss direkt den Här Clement enttäuschen. Leider kënnen mer dës Motioun awer net matdroen, well dee Choix, op Franséisch oder op Däitsch, dee gëtt jo elo net gemaach.

(Interruption)

Also ass d'Basis vun Ärer Motioun eigentlech faktesch falsch. Et gëtt keng Urgence an deem Sënn. An duerfir ass dat alarmistesche, fir ze soen, a 24 Stonne misst en elo publizéiert ginn. Dat kënnen mir leider net matdroen.

Mee d'Kritik un deem Embargo droe mer awer mat, gradesou wéi d'CSV, déi jo schon de 15. Juni eng Question parlementaire gestallt huet. Ech fannen et ganz kriddeleg, wann een de Leit d'Gefill gëtt, dass hei bei deem Projet ALPHA Saache vertuscht ginn.

D'Vertrauen an dese Projet ass nämlech extreem wichtig, fir dass d'Ëmsetzung och geléngt. Mee wann ee Gewerkschaften an och verschiddenen Enseignanten nolauschert, krute verschidde Leit awer eigentlech e bëssen de Mond verbueden, wa se eppes Kritesches zu deem Projet ze soen haten. Firwat ass dat esou? Dat verst mir net, well d'Problemer opgedeckt an nozebesseren, dat ass jo eigentlech de Sënn vun engem Pilotprojet. Wann een dat net wëll maachen, dann hätt ee sech déi Pilotphas eigentlech och kënnen spueren.

Et war vu virera jiddwerengem kloer, dass den Echantillon vun de Pilotschoulen immens kleng ass. A wann ech richteg verstane hunn, ass dat jo anscheinend och de Grond, firwat dass d'Fiabilitéit vun der Etüd vum LUCET a Fro gestallt ginn ass. Mee den Echantillon war, wéi gesot, scho kleng, wéi d'Resultater nach am Sënn ware vum Ministère. Mee elo, wou se

anscheinend dann net méi gradesou positiv sinn, elo gëtt et dann anscheinend e Problem bei der Methodik.

Fir esou Onsécherheeten ze vermeiden a méi kloer Resultater ze kréien, sote mir vun Ufank un, dass et besser gewiescht wier, wann een dee Pilotprojet op méi Schoulen ausgeweit hätt, op Schoulen, déi fräiwëleg matgemaach hätten. Dann hätt mer nämlech eng ganz aner Datebasis gehat an dann hätt een eréischt duerno an enger weiderer Etapp generaliséiert. D'DP an hire Minister wollten do net matgoen. Si wollten dat elo onbedéngt duerchsetzen, direkt.

Ech si gespaant op déi Etüd. Ech si frou, dass mer se dann en Dënschden oder vläicht souguer schon exzeptionellerweis e Méinde presentéiert kréien. Et ass e bësse spët. Et ass e bësse spët! An ech hoffe wierklech, dass do net eppes vertuscht ginn ass vun der Politik, well et géif dem Projet ALPHA, dee jo awer wierklech wichteg ass, richteg schueden.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Jo, merci, Här President. Mir ënnerstëtzen dës Motioun mat zwou Hänn. Vu menger Virriednerin ass vu Vertraue geschwat ginn. Ech mengen, bei ville Leit war d'Vertrauen an deem heite Projet vun Ufank un net do. A wann dann elo nach erauskënnt, dass schon am Februar eng Etüd erauskomm ass, déi dann quasi, muss ee jo soen, geheim gehale gouf, dann ass dat net de richteg Wee, dee mer sollte goen. Dat mécht och, dass d'Vertrauen an d'Institutiounen awer iergendwéi e bësse verluer geet.

A voilà, d'Motioun seet an deem Sënn jo alles. Do steet alles dran. An dofir wäerte mir dës Motioun ënnerstëtzen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Dass d'ADR ka Motiounen matstëmmen, déi faktesch falsch sinn, ass keng Niegkeet. Mir dinn eis do e bësse méi schwéier domadder. Mir deelen awer ausdrécklech d'Kritik, déi eng Rei Kolleginnen a Kollegee scho geäussert hunn un der Virgoensweis vum Ministère hei.

Wéi mer de Projet ALPHA hei an der Chamber gestëmmt hunn, hunn ech nach op der Tribün am Numm vu menger Partei de Minister opgefuert, am Dialog weiderzefueren an Transparenz walten ze loosse, well dat Vertraue schaaft. D'Virgoensweis vum Ministère ass hei extreem problematesch, féiert dozou, dass mer onnéideg Diskussiounen hunn, féiert dozou, dass et zu Zweifel kënn.

Dowéinst deele mer d'Opfuertung, dass déi Etüd soll public gemaach ginn. Ech erënnere drun, dass et eng Etüd ass vun enger ganzer Rei vun Etüden, dass mer hei e Projet hunn, deen, wat d'wëssenschaftlech Evaluatioun ugeet ... Déi huet jo mam Pilotprojet schon ugefaangen. Do hu mer ganz, ganz vill Donnéeën. Mir wëllen d'komplett Datelag hunn. Dowéinst muss déi Etüd publizéiert ginn. Dofir hu mer als Gréng och eng Demande gemaach, fir d'Educatiounskommissioun zesummekommen ze loosse. Déi Demande ass accordéiert ginn. Mir gesinn eis en Dënschden an der Kommissioun, an da wäerte mer

do d'Diskussioun weiderféieren, ouni Poleemik, op Basis vun de Fakten an am Interêt vun de Kanner.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och mir hunn effektiv Problemer, eng Motioun matzestëmmen, wou wierklech d'Fakten, déi drastinn, net der Wourecht entspreche. Mee wéi awer och vill vu menge Virriedner deele mer déi Kritik, déi dodraner ausgedréckt gëtt.

Hei ass e ganz sensibelen an e ganz wichtige Projet, wou mer als Chamber eis driwwer ausgeschwat hunn, dee kontrovers war, deen eng gesellschaftlech Auseinandersetzung virdrun, währenddem an duerno mat sech bruecht huet. An et ass ganz vill Vertraue vusäite vum Minister verspillt ginn op eng onnéideg an onnëtz Aart a Weis fir dee wichtigen an och eiser Meenung no nach ëmmer u sech eigentlech gudder Projet. An dat ass an eisen Ae wierklech farlässeg.

A wat solle mer dann elo maachen? Elo kréie mer gesot, dass dënschdes déi Kommissioun ass, déi op Initiativ vun deene Gréngen effektiv zesummekënnt. Elo kréie mer dankenswäerterweis, wéi wann dat eppes wier, wou mer missten op d'Knée falen, méindes owes dann déi Etüd. Also déi gëtt et jo. Ech mengen, dass et effektiv och richteg ass, dass ee soll elo eng Avancée maache vun Transparenz an dat dote wierklech diskutéieren, a seriö diskutéieren, esou wéi dat sech gehéiert.

An deem Sënn deelen ech d'Kritik vu menge Virriedner. Mee d'Motioun selwer ass faktesch net richteg, duerfir kënnen mer se net matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. D'Madamm Agostino huet nach d'Wuert gefrot.

Mme Barbara Agostino (DP) | Jo, ech wollt awer nach eppes soen. Hei ginn awer falsch Saache gesot, well et ass keng Decisioun vum Educatiounsministère, dese Rapport net ze verëffentlechen. An déi ganz Diskussioun, déi hei gefouert gëtt, ass, dass gesot gëtt, den Educatiounsministère wëllt dee Rapport net verëffentlechen. Ech soen et nach eng Kéier: Et ass keng Decisioun vum Educatiounsministère, dee Rapport net ze verëffentlechen!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Agostino. Domat wär all Demande fir ze schwätzen ofgeschloss. Da kritt den Auteur zum Schluss nach eng Kéier kuerz d'Wuert.

Une voix | Wou ass en dann?

Une autre voix | Wou ass de Rapport?

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Jo, also wann de Minister näischt ze verstopen hätt, dann hätt e jo haut kënnen mam Rapport heihinner kommen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Datt de Minister den Dialog an deem heiten Dossier net sicht, mee quasi gezwonge muss ginn, dass gesi mer u senger Presenz haut de Moien an der Plenièr. En hätt jo kënnen kommen an dat selwer verteidegen. Nee, e muss Majoritéitsdeputéiert virschécken, fir säint ze verteidegen.

D'Majoritéit wëllt léiwer fënneg Deeg waarden. Dat stellen ech fest. Dat ass ze erwaarde gewiescht. Wat ech awer net ka stoe loosse: Ech hu mech fir mäi faktesche Feeler an der Motioun entschëllegt an och eng Propos gemaach, fir dat ze änneren. Ech stellen awer fest, dass hei d'Majoritéit weiderhi mat Feelinformatiounen hantéiert.

Ze soen, de Minister oder de Ministère hätt et net an der Hand, dee Rapport virzäitig ze publizéieren, an hie wär net schold drun, dat ass no alle Rapporten, déi an der Press sinn, falsch, well déi dräi Vertrieber vum Ministère hunn et an der Hand. Wann déi hir Demande fir den Embargo zeréckgezunn hätten oder guer net eréischt formuléiert hätten, da wär dee Rapport schonn ëffentlech.

Also elo ze behaapten et wär net de Ministère, deen hei à l'origine vun deem Embargo wär, dat ass genau-sou falsch wéi mäin 9. Juli, deen ech drageschriwwen hat. Mat engem Ënnerscheed: Ech stinn zu mengem Feeler. De Minister probéiert weiderhin, hei Niwwelbommen ze werfen!

(Brouhaha)

An dofir hu mer och gëschter all d'Sëtzungskollor vum deem Steering Committee ugefrot. An da wäerte mer jo do gesinn, wat wirklech an deene Sëtzung stattfonnt huet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Domat wäeren d'Wuertmeldungen dann ofgeschloss.

An da géinge mer zum Vott vun der Motioun vum Här Clement kommen. Dem Här Clement seng Motioun gëtt an där korrigéierter Form ofgestëmmt, esou wéi hien dat virdru proposéiert huet.

Vote sur la motion modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 7 Jo-Stëmme, 51 Nee-Stëmme, 2 Abstentionen. Dës Motioun ass also mat 51 Nee-Stëmme géint 7 Jo-Stëmme bei 2 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Laurent Zeimet), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

3. Motion de M. Marc Baum relative aux secteurs professionnels et aux postes de travail exposés aux PFAS et au TFA

(Motion déposée en séance publique n° 134 du 18 mars 2026 – à consulter au compte rendu n° 55/2023-2028 en page 43)

An da komme mer elo zu eise initialen Ordre du jour zrëck, an zwar enger Motioun vum Här Marc Baum iwwert d'Aarbechtsplazen, déi de PFAS- an TFA-Chemikalien ausgesat sinn. D'Riedezäit kennt Der alleguer. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Charel Weiler, den Här Luc Emering, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Michel Lemaire an d'Madamm Djuna Bernard. An den Här Baum huet d'Wuert.

Exposé

M. Marc Baum (déi Lénk), auteur | Merci, Här Président. Et ass eng Motioun, déi virun zwee Méint am Kader vun enger Debatt hei deposéiert gouf. Se ass an där Seance presentéiert ginn. Mir haten d'Chance, elo virun enger Woch déi Motioun och kënnen an enger grousser Commission jointe ze presentéieren. Dir wësst, et geet virun allem ëm Aarbechtskonditiounen. Et geet ëm Santéskrittären, ëm eng Prise en charge vu Leit, déi op hirer Aarbecht verstärkt PFAS ausgesat sinn.

Ech mengen, et war eng ganz gutt Diskussioun, déi mer do an der Commission jointe haten, a mir waren eis alleguer eens. D'Regierung huet och reagiert dorobber. Ech hu keng negativ Stëmm héiere par rapport zu deem, wat an där Motioun steet. An ech mengen, datt mer eis eens waren, datt et eng esou wichteg Fro ass, datt et eppes ass, wou Parlament a Regierung zesummen an enger hoffentlech ganz grousser Unanimitéit dat dote sollten ugoen, déi Fro stellen. An duerfir hoffen ech hei och op e ganz grouse positive Vott.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Da ginn ech dem Här Weiler d'Wuert. Här Weiler.

Discussion générale

M. Charles Weiler (CSV) | Merci, Här Président. Och merci dem honorabelen Deputéierte Baum fir dës Motioun. Mir deelen déi Bedenken, déi och an der Motioun ugefouert gi sinn. Mir hunn an der jointe effektiv, mengen ech, och ganz konstruktiv driwwer diskutéiert, wou d'Regierung och Stellung dozou geholl huet. Ech mengen, d'Fuerderungen, déi si jo schonn deelweis opgegraff ginn duerch d'Mesüeren aus dem interministerielle PFAS-Rapport. A vu dass mer jo ëmmer ganz oppe mat de Motioun vum der Opposition emginn, ...

(Hilarité)

... géif ech och menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun matzestëmmen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Den Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Jo, merci, Här Président. Ech soen dem Här Baum och Merci fir déi Motioun. Ech mengen, d'PFAS waren déi lescht Zäit e Sujet, wou mer vill driwwer diskutéiert hunn. An hei geet et jo ëm zwee Voleten. Deen ee Volet ass, mengen ech, d'Sourcen, wou d'PFASen hierkommen, méiglechst drastesch kënnen ze reduzéieren. Mir hate jo och iwwert d'Waasserschutzgebidd an esou weider hei rezent Diskussiounen. An hei geet et awer éischter drëm, mengen ech, déi Leit, déi direkt de Schuedstoff am meeschten ausgesat sinn, ze protegéieren. An ech mengen, dat kënn mir nëmme matdroen, an dofir wäerte mir och dës Motioun ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, merci, Här Président. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si ganz frou ze héieren, dass d'Majoritéit dës Motioun

matstëmmt. Ech hat mer nämlech natierlech elo vill Gedanke gemaach, wat een alles hei nach kéint argumentéieren, fir dat awer wichtegt Thema hei matzedroen.

Mir wëssen, dass d'PFAS keng abstrakt Ëmweltproblematik sinn, bei där et dann nëmme ëm Ëmweltschutz geet, mee et geet ëm mënschlech Gesondheet, ëm d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz. An ech mengen, d'Verbesserung vun den Aarbechtskonditiounen an de Schutz vun de Salaréie viru gëftege Substanzen gehéieren zu de Grondwäerter vun eiser Partei. An datt verschidde Beruffer halt eng méi héich Exposition hu wéi aner, schéngt mer ganz evident. An dowéinsten fannen ech et ganz richtig, dass hei gefuerdert gëtt, eng Kartografie vun de betroffenen Secteuren an Aarbechtsplazen auszuschaffen, esou wéi och eng Iwwersiicht hëllef géng, d'Risiko besser ze identifizéieren.

Mee de Punkt, deen ech och nach wollt maachen, dat ass, dass ee vläicht net just ... Mir haten d'lescht Woch an dëser Kommissioun iwwert d'Landwirtschaft geschwat, iwwert d'Pompjeeën an iwwer Betriber, Industrien. Mee et dierf een awer och net vergiessen, dass nach aner Secteuren do mat dra sinn, nämlech alles, wat de Gesondheitsberäich ass. Mir wëssen, dass verschidde medezinnesch Instrumenter wéi och eenzel Narkosegaser benotzt ginn, wou eeben déi Substanzen dra sinn. An ech mengen, och Holland, wann ee sech dat als Beispill hält, huet hei Alternative gesicht, an deem Sënn, dass se intravenéis Anästhesiemethode benotzt hunn do, wou et méiglech ass. An dat weist eeben, dass een esou eng Kartografie muss breet uleeën.

Ech wëll awer och dës Geleeënheet nach eng Kéier notzen, fir eng Kéier un e wichtige Prinzipp ze erënneren, dee mer och am Kader vun der Interpellation haten, nämlech dass net d'Allgemengheet soll fir d'PFAS opkommen, mee deen, deen dës Substanzen am Endeffekt produzéiert respektiv an d'Ëmwelt bréngt, nämlech de Pollueur-payeur-Prinzip. An net méi spéit wéi elo dësen Hierscht wäert Frankräich eebe fir déi industriell Betriber, déi PFAS an d'Waasser ofleeden, eng Redevance aféieren.

Esou eng änlech Iddi hate mir och hei am Mäerz eebe virgeluecht. Mir bedauern, dass se deemools keng Majoritéit fonnt huet an hoffen, datt dës Debatt dann d'Regierung dozou beweegt, an hirem nationale PFAS-Aktionsplang konkret Mesüeren an deem Sënn virzeginn.

Voilà. Domat, mengen ech, hunn ech meng Punkte gemaach. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Den Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Merci, Här Président. Och mir droen dës Motioun mat. Ech mengen, wann e Mënsch krank gëtt, ouni dass en dofir kann, duerch schiedlech Ëmweltafloss, da soll natierlech do eng Prise en charge médicale sinn. Dat ass selbstverständlech an dat ënnerstëtze mir natierlech.

Et ass vläicht eppes, wat ee sech froe kann. Hei geet et jo ëm d'Reconnaissance vun deene Krankheeten. Do muss ee jo wëssen, dass dat, wann een elo bei der praktescher Ëmsetzung kuckt, vläicht net esou einfach gëtt. Ech mengen, d'Konsequenzen, wann ee krank gëtt vu PFAS, dat geet jo vu kierperleche Krankheete bis hin zu psychesche Krankheeten. Dat deckt jo wierklech déi ganz Bandbreit of. Awéieren een et do op PFAS zrëckféiere kann, soll een – an deem Effort muss ee maachen – detektéieren. Et gëtt vläicht bei der praktescher Ëmsetzung e bësse schwéier. Mee,

wéi gesot, dat hält eis net dervun of, déi heite Motioun matzestëmmen.

Ech wéilt just nach ee Punkt soen. Et muss ee vlächit heiansdo oppassen, wann een iwwer PFAS schwätzt, dass een heiansdo ganz séier an e wäertende System erageet. Wa Leit Ëmweltafloss ausgesat ginn, schiedlechen Ëmweltafloss, ech mengen, dann huet ee vlächit oft déi Biller am Kapp, soen ech elo mol, vu grouse multinationale Firmen, déi aus Profitgier hir Leit deene Substanz aussetzen.

Mee ech mengen, vill vun deene Saachen, déi och hei am Haus ënnerstëtzt ginn, geréiere PFAS. Mir hunn zum Beispill, och wa mer elo kucke bei gewëssene Materialien an der Materialforschung, déi thermesch Eegeschafte hunn, hëtzebestänneg Eegeschafte, mat deene mer elo schaffe fir Energieoptiméierung, geréiere PFASen.

An déi aner Saach, ech mengen, et war den Här Emering, deen et gesot huet, d'Beispill vum Ee, datt, wann een en Ee hält aus, soe mer, enger Haltung, wou een dann e Bioe hält, wann een dat ësst, wou d'Déieren dann am Kontakt waren, dass do vlächit méi PFAS sinn. Dat heescht, et ass net eng Diskussioun, déi een ëmmer esou wäerte kann, an dass net ëmmer do direkt e Schëllegen ass. Et ass eng Diskussioun, déi ee méi allgemeng an, wéi gesot, och léisungsorientéiert muss ugoen.

Awer, wéi gesot, mir stëmme dës Motioun mat. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmoos merci, Här Lemaire. Dann huet d'Madamm Bernard d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, d'Debatt iwwert d'Ursaachen an d'Versaachen vun de PFAS ass eng, déi mer hei souwuel an de Kommissioun wéi och an der Plenië scho laang haten. Ech wëll do net am Detail drop agoen. Ech mengen, wouriwwer mer eis alleguerten u sech eens sinn, ass, dass et op ganz ville verschidene Plaze Verursaacher gëtt vu PFAS an dass et eng gemeinsam Verantwortung ass, fir hei aktiv ze ginn an och do d'Quellen ze reduzéieren.

Wat awer hei d'Haaptelemt vum dëser Motioun ass, dat ass, dass et mëttlerweil evident ass, dass verschidde Beruffsguppe ganz besonnesch exposéiert sinn. Vu verschidde wësse mer haut scho ganz spezifesch: D'Landwirten an d'Landwirtinnen, d'Industrie, mee awer och verschide Sécuritétsberuffer, wéi notament de Pompjee, gi schonn explizit genannt. Mee doriwwer eraus sinn et ganz sécher och nach ganz aner Beruffsguppen, déi hei betraff sinn. Dowéinst ass déi Kartografie esou néideg. Ech mengen, doriwwer ware mer eis alleguerten eens.

Och doriwwer eraus wësse mer mëttlerweil, dass PFAS en Impakt hunn op Kriib, op d'Fruchtbarkeet vu Mënschen. An natierlech déi Beruffsguppen, déi ganz besonnesch deem exposéiert sinn, déi muss ee schützen. Do muss ee ganz besonnesch drop agéieren. An do ass natierlech och eng Fro vun de Konsequenzen, déi sech stellt, wann dës bis diagnostizéiert sinn. An dowéinst ass dës Motioun ganz, ganz wichteg an eng gutt Initiativ vun de Kollege vun deene Lénken.

An ech sinn och an deem Sënn ganz positiv iwwerrascht a frou iwwert déi konstruktiv Haltung vun de Kollege vun der Majoritéit. Dat weist jo, dass et awer nach méiglech ass, och als Oppositioun hei Akzenter ze setzen, an dass mer do net ëmmer op daf Ouere stousse. Dat appreciéiere mer.

(Interruption)

Vun dohier natierlech eis Ënnerstëtzung och an nach eng Kéier merci un d'Kollege vun deene Lénke fir dës Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Majo dann. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Ech erspueren Iech elo nach eng ganz PFAS-Ried.

M. Claude Wiseler, Président | Jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | Mee mir wäerten och dës Motioun matstëmme. An ech fannen et immens flott, dass de Marc Baum awer elo, ier en eis wäert verloossen, esou e Laf huet. Fir d'ëischt hutt Der d'Verfassung mat em gestëmmt als ...

(Interruption par M. Marc Baum et hilarité)

... DP/CSV an elo och nach eng Motioun. Also ech fannen, de Marc huet e richtege Laf. An dat ass richtig flott.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Bon, wëllt Der dovunner profitéieren, Här Baum, fir nach eng Kéier d'Wuert ze huelen?

M. Marc Baum (déi Lénk), auteur | Léiwer net.

M. Claude Wiseler, Président | Léiwer net. Ok.

(Hilarité)

Da wär d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

An da géng ech d'Motioun vum Här Marc Baum zum Vott stellen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Da kommt, mir probéieren, och op 60 elo ze kommen – wa schonn, da schonn.

(Hilarité)

Kuckt emol Är Procuratiounen. Voilà, merci. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat ass: Jo: 60 Stëmme, Nee: keng, Abstentoun: keng. Dës Motioun ass also à l'unanimité mat 60 Stëmme ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Zeimet), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Octavie Modert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Laurent Mosar), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Françoise Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusti Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

4. 8657 – Projet de loi portant modification des articles L. 514-10, L. 527-1, L. 552-1, L. 564-2 et L. 564-3 du Code du travail

An da komme mer zum nächste Punkt vun eiseem Ordre du jour vun de Moien. Dat ass de Projet de loi 8657, eng Ofännerung vum Aarbechtsrecht. D'Riedezeit ass he de Basismodell. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Georges Engel, den Här Michel Lemaire, d'Madamm Djuna Bernard an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Françoise Kemp. Madamm Kemp, et ass un Iech.

Rapport de la Commission du Travail

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif Iech dann elo de Rapport vum Projet de loi 8657 maachen, deen eng Rei Artikelen am Code du travail ëmännert.

De Projet de loi gouf de 26. November 2025 vum deemolegen Aarbechtsminister an der Chamber deposéiert. Sënn an Zweck vum Projet ass et, déi néideg Rechtssicherheet fir d'Ausbezuule vun de Jetonen a verschidde Gremien ze garantéieren. Betraff sinn ënner anerem d'Commission de réexamen vun der ADEM, d'Commission médicale an d'Commission d'orientation et de reclassement professionnel.

Bis elo goufen d'Jetone vun dëse Kommissiounen vun der Regierung fixéiert. Dës ass awer net méi konform mat den neie Virschreft vum der Direction du contrôle financier, laut deenen d'Ausbezuule vun allen Indemnitéiten am Kader vun engem Mandat am Gesetz oder an engem Règlement grand-ducal virgesi muss sinn.

Konkreet ännert dës Projet déi deementspreechend Artikelen am Code du travail esou ëm, fir et der Regierung ze erlaben, d'Indemnitéite vun de concernéierte Kommissiounen iwwer e Règlement grand-ducal festzeleeën.

Des Weidere gëtt och déi néideg Base légale geschaf, fir datt déi intern Organisatioun vun de concernéierte Kommissiounen iwwer e Règlement grand-ducal ka gereegelt ginn.

Den 2. Februar 2026 huet d'Chambre de Commerce hiren Avis zum Projet ofginn. Doranner begréisst si de Projet a plädéiert derfir, datt déi deementspreechend Reglementer gläichzäitig a Kraaft treden.

Den éischten Avis vum Staatsrot koum de 24. Februar 2026. An deem goufe virun allem legistesche Recommendationen gemaach. Des Weidere gouf proposéiert, den initiale Begrëff vum „mode d'indemnisation“ duerch dee vum „montant des jetons de présence“ ze ersetzen, well dësen d'Natur vun der Remuneration méi prezis erëmspigelt.

An der Kommissiounssëtzung vum 11. Mäerz 2026 gouf de Projet eng éischte Kéier examinéiert an déi zwee schonn uewe genannten Avisa goufen ënnert d'Lupp geholl. An där selwechter Kommissiounssëtzung gouf ech zur Rapportrice ernannt.

Den 11. Mee 2026 goufe parlamentaresch Amendementer zum Projet deposéiert. Dës iwwerhuele virun allem déi legistesche Recommendationen vum Staatsrot an ersetzen den initiale Begrëff vum „mode d'indemnisation“ duerch dee vum „montant des jetons de présence“.

Doropshi koum den 9. Juni 2026 en zweeten Avis vum Staatsrot.

An enger weiderer Kommissiounssëtzung de 24. Juni 2026 gouf de Rapport ugehall.

Da géif ech mer elo erlaben, zu mengem politeschen Deel ze kommen.

Discussion générale

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif dann och gär nach e puer Wiederer als CSV-Spreecherin

zu dësem Projet soen. Meng Fraktioun wäert dëse Projet matstëmme, well en déi néideg gesetzlech Basis a Rechtssécherheet schafft, fir datt d'Jetone vun de concernéierte Kommissiounen och an Zukunft wei-der kënnen ausbezuegt ginn.

Als CSV si mir eis der Wichtigkeet vun dëse Kommissiounen bewosst. Dës Kommissiounen huelen dacks Decisiounen, déi e groussen Impakt op déi concer-néiert Persounen hunn. Dowéinst ass et gutt, datt an dëse Kommissiounen déi néideg Experte sëtzen oder dass si an der Tripartitt besat sinn. Esou gëtt garantéiert, datt d'Entscheidung op enger breeder Expertis berouen an déi verschidde Perspektiven an de Kom-missioune berécksichtegt ginn.

Domat soen ech Iech villmools Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Ma-damm Kemp villmools Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mëndleche Rapport. An déi nächste Riednerin ass dann d'Madamm Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Merci och der Rapportrice, déi ganz kom-plett war. An domadder wollt ech da just den Accord gi vun der DP-Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Och d'LSAP gëtt den Ac-cord zu dësem Projet. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Jo, mir ginn och den Ac-cord. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Ech wollt elo kreativ sinn, mee ech ginn och den Accord vun deene Gréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Da ginn ech dem Här Clement awer och nach eng Kéier d'Wuert, quitte datt en net wollt schwätzen. Mee dat do kann en och soen.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Elo wollt ech Zäit spue-ren a mech ofmellen. Mee ech ginn och den Accord fir d'Piraten.

M. Claude Wiseler, Président | Ma voilà.

Dann, wann d'Regierung wëllt, ka se och den Accord ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Ech wollt der Madamm Kemp Merci soe fir den exzellente Rapport an Iech alleguerde fir d'Zoustëmmung. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ma dat war elo schnell duerch. Ech soen Iech alleguer Merci dofir.

An da komme mer zum Vott vum Projet de loi 8657. Den Text steet am Document parlementaire 8657⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8657 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Interruption)

Jo, et war e wéineg schnell gaangen, effektiv. Ech waarden also e wéineg, eier ech de Vott ofschléissen.

(Hilarité)

Elo geet et nach drëm, dee richtege Knäppchen ze huelen. Ok, merci. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also à l'unanimité mat 60 Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Laurent Zeimet), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Laurent Mosar), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closeener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Streff), Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitu-tionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. Débat de consultation sur l'organisa-tion du temps de travail

An da komme mer zum nächste Punkt vun eise-m Ordre du jour, an zwar enger Consultatiounsdebatt iw-wert d'Aarbechtszäitorganisatioun. D'Riedezäit ass hei e Modell 2. Domat huet d'Regierung 30 Minutten Zäit fir unzefänken, d'CSV 31, d'DP 24, d'LSAP 22, d'ADR 15, déi gréng, d'Piraten, déi Lénk 10 an d'Regierung zum Schluss nach eng Kéier 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Charel Weiler, d'Ma-damm Carole Hartmann, den Här Georges Engel, den Här Michel Lemaire, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo fir unzefänken den Aarbechtsminister, den Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech soen Iech Merci, datt mir haut d'Méiglechkeet hunn, iwwert d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit ze diskutéieren.

Vill Kolleegen hu mech gefrot: Firwat dës Debatt? Ma fir mech ass et wichteg, dass esou eng Debatt soll stattfannen zesumme mat der Chamber, am Virfeld, wann een d'Detailer mécht an d'Diskussioun feiert mat de Sozialpartner, mee dass och d'Chamber an déi Diskussioun matagebonnen ass. An dofir wäert ech och elo net hei eng laang Ried halen – ech wier frou, Här President, wann ech déi Minutten, déi ech elo aspueren, de Mëtten, oder herno, géif bäikréien,

mee ech mengen, d'Reglement gesäit dat net vir –, fir dann och duerno d'Geleeënheet ze hunn, op déi een-zel Proposen anzegoen an Iech och ze soen, wat eis Iddie sinn, wéi ee kéint verschidde Saachen upaken.

D'Aarbechtszäit ass eppes Wichteges. Si ass eppes Wichteges fir jiddwereen. Si betrëfft d'Salariéen, déi all Dag versichen, Beruff a Privatliwen ënner een Hutt ze kréien. Si betrëfft d'Entreprises, déi an engem ëmmer méi usprochsvollen ekonomeschen Ëmfeld musse schaffen. Si betrëfft d'Familljen, déi Kanner erzéien oder sech ëm eeler Familljemembere këmmen. A si betrëfft och d'Attraktivitéit vun eise-m Land an d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft. Genee dowéinst wollt ech dës Diskussioun als Éischt mat der Chamber féieren.

Ech hunn iwwer vill Joren hei am Plenum gesiess. An aus där Erfahrung eraus sinn ech ëmmer dervun iwwerzeugt bliwwen, datt déi grouss gesellschaft-lech Debatten an dësem Land net eréischt dann an d'Chamber gehéieren, wa schonn alles decidéiert ass, mee dass am Virfeld och d'Chamber soll an dës De-batten agebaut sinn.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | D'Chamber soll net nëmmen iwwer Resultater diskutéieren. Si soll och d'Méiglechkeet hunn, sech ze äusseren zu dëser politescher Orientéierung vum Land, well dat huet hei Konsequenze fir d'ganz Lëtzeburger Land, fir d'Privatliwen, fir d'Aarbechtswiwen an och fir d'Ekonomie.

Et ass genee aus deem Grond, dass ech Iech haut alleguerde wëll nolauschten, ier sech d'Gespräicher mat de Sozialpartner an eng nei Phas wäerte beginn. Ech wëll héieren, wéi déi verschidde politesch Sensi-bilitéiten dëst Thema gesinn a wéi se op dat Thema kucken. Ech wëll d'Argumenter héieren, d'Bedenken, awer och déi konkret Propositionen. Ech mengen, datt dat eiser Demokratie guttdeet an datt dat och de weidere Gespräicher mat de Sozialpartner méi eng breet Basis ka ginn.

Dës Debatt ass dobäi net den Ufank vun dësem Aus-tausch, mee e weidere Schrëtt. Schon an der Aar-bechtskommissioun hat ech d'Deputéiert agelueden, hir Froen an Iwwerleeungen zum Thema Aarbechts-zäitorganisatioun un de Ministère erunzebréngen. Verschidde Membere vun der Kommissioun hunn dës Méiglechkeet genotzt, an déi entsprechend Äntwer-ten, sou wäit wéi et mer méiglech war, hunn ech Iech allegueren zoukomme gelooss. Ech weess, et sinn der nach nokomm, mee do ass et och net méi onbedéngt aleng den Aarbechtsministère, deen déi ka liwweren. Do brauch ech och nach aner Verwaltungen. An dofir wëll ech mech entschëllegen, wann do nach net alles bis a leschter Minutt konnt geliwwert ginn. Ech wollt domadder bewosst e fräien an oppenen Austausch encouragéieren. Déi Debatt vun haut ass fir mech déi logesch Fortsetzung vun dëser Approche.

Dëse Kontext soll zum Handeln opruffen. Mir hunn an de leschte Méint eng sozial Situatioun erlieft, déi net ëmmer einfach war. Et gouf Spannungen, et gouf Meenungsverschiddenheeten an et gouf zum Deel och e Verloscht u Vertrauen tëscht deene verschidde-nen Acteuren an der Sozialpartnerschaft. D'Tripartitt huet awer gewisen, dass et méiglech ass, sech nees un en Dësch ze setzen an de Sozialdialog nei oder frësch opliewen ze loossen. Dat ass eng Entwécklung, déi ech ausdrécklech begrüessen. Ech si fest dovunner iwwerzeugt, datt déi grouss Reforme vum Aarbechts-recht nëmme kënnen gélengen, wa se am Dialog aus-geschafft ginn. Dat ass net ëmmer deen einfachste Wee, mee et ass dee Wee, deen eist Land staark gemaach huet an deen och an Zukunft déi beschte

Resultater am Interêt vun deene Schaffenden an am Interêt vun der Economie wäert bréngen.

D'Aarbechtszäitorganisatioun ass genee esou en Dossier. Et ass e komplex Thema, dat sech net op Sloganen oder ideologesch Positiounen reduzéiere léisst. Et geet net duer, nëmmen d'Interesse vun enger Säit ze gesinn. Eis Aufgab ass et, e fairen an nohaltegen Equilibre ze fannen.

Fir mech steet de Mënsch am Mëttelpunkt vun där Reflexioun. Eng modern Organisatioun vun der Aarbechtszäit soll de Salariéen hëllefen, Beruff a Privatlieue besser mateneen ze verbannen an ënner gudden Konditiounen ze schaffen. D'Humaniséierung vun der Aarbechtswelt ass eppes, wat mer a menger viregter Karriär ëmmer e besounnesch grouss Uleies war, an dat gëllt och haut nach.

Gläichzäiteg däerfe mir awer och d'Realitéit vun eise Betriber net ignoréieren. Well wa si net kompetitiv bleiwen, da kënnen si op Dauer keng sécher an attraktiv Aarbechtsplaze méi ubidden. Et geet also net ëm Flexibilitéit fir déi eng Säit oder ëm Schutz fir déi aner. Et geet drëm, dee richtegen Equilibre ze fannen am Interêt vun hinnen allegueren.

Dës Besoin no Equilibre ergëtt sech och aus den Entwécklungen, déi mir an der leschte Jore gesinn hunn. D'Aarbechtswelt huet sech verännert. Eis Gesellschaft huet sech verännert. D'Erwaardungen vun de Salariéen hu sech verännert. Ech hat de Moien nach eng Entrevue mat enger Associatioun um 7.30 Auer, fir de Point ze maachen iwwert d'Problemer an deem Secteur, wou ënnerstrach ginn ass, dass d'Aarbechtszäitorganisatioun bei der Leit méi eng grouss Wichtigkeet huet wéi eleng de Loun. Wann et nach fir bestëmmte Generatiounen virun allem d'Pai war, déi am Mëttelpunkt stoung, ass et haut, an ëmmer méi, och d'Aarbechtszäitorganisatioun: Wéi kann ech Famillieliewen a Beruffsliewen ënner een Hutt bréngen?

D'Erwaardungen vun de Salariéen hu sech verännert. Mee och d'Entreprise hunn haut aner Erausforderungen wéi nach virun 20 oder 30 Jore. An der meeschte Famillje ginn haut béid Partner schaffen. Vill Mënschen iwwerhuelen zousätzlech Verantwortung fir hir Kanner oder fir eeler Familljememberen. Jonk Generatiounen leeë méi Wäert op eng gudd Conciliatioun zwëschen Beruffs- a Privatliwen. Gläichzäiteg sti vill Betriber virun der Erausforderung, qualifizéiert Mataarbechter ze fannen an u sech ze bannen. Gläichzäiteg mussen si de Volume vun der Aarbecht an d'Opdräit, déi net zu all Moment déi selwecht sinn, och kënnen managen. An dofir brauche mer eng aner Aarbechtszäitorganisatioun. Dat sinn Entwécklungen, déi mir net ignoréiere kënnen.

Besounnesch déi digital Transformatioun an déi ëmmer méi breet Nutzung vun der Kënschtlecher Intelligenz verännere eis Aarbechtswelt schonn haut. Et ass eis Verantwortung, dës Entwécklungen net nëmmen ze begleeten, mee och viraussichtlech ze analyséieren. Genee aus deem Grond lancéiert den Aarbechtsministère aktuell eng Etüd iwwert den Impakt vun der Kënschtlecher Intelligenz op de Lëtzebuerg Aarbechtsmarché an op déi eenzel Secteuren, fir eis politesch Entscheedungen op eng zolidd Grondlag ze stellen.

Dobäi ass et wichteg ze soen, dass eis Aarbechtsgesetzgebung sech ëmmer erëm un déi gesellschaftlech Realitéiten ugepasst huet. Si ass net stoe bliwwen. D'Aarbechtszäit ass am Laf vun de Joerzénge net an no reduzéiert ginn. D'Congéien hu sech weiderentwéckelt. Nei Instrumenter wéi de Plan d'organisation du travail oder den Horaire mobile sinn agefouert ginn. All dës Schrëtt hate gemeinsam, dass si probéiert hunn, op nei Realitéiten ze reagéieren,

ouni déi fundamental Rechter vun de Salariéen a Fro ze stellen. Mir sinn also haut net virun enger Revolution. Mir sti virun enger Kontinuitéit an enger Evolution. Mir stellen eis awer d'Fro, ob de gesetzleche Kader, dee mir haut hunn, nach iwwerall de Besoin vun eiser Zäit entsprécht.

Genee do setzt och de Koalitionsaccord un. D'Regierung huet sech engagéiert, zesumme mat de Sozialpartner eng Reorganisatioun vun der Aarbechtszäit ze erméiglechen an domat eng besser Conciliatioun zwëschen Beruffs- a Privatliwen ze fërderen. Gläichzäiteg hält de Koalitionsaccord awer och eppes kloer fest: De Prinzip vun der 40-Stonne-Woch, déi maximal Dauer vun der Aarbechtszäit an déi gesetzlech Zouschläi fir Sonndesaarbecht an Aarbecht op Feierdeeg ginn net a Fro gestallt.

Fir mech si béid Aussoe gläich wichteg. Op där enger Säit geet et drëm, eis Reegelen do unzepassen, wou et Sënn mécht a wou se de Mënschen an den Entrepreneuren am Alldag hëllefen. Op där anerer Säit geet et drëm, déi Grundprinzipien ze erhalen, déi d'Salariéen zënter Joerzénge schützen an och an Zukunft musse Bestand hunn. Dat ass de Kader, an deem ech dës Diskussioun féiere wëll.

Mäi Virgänger, de Georges Mischo, hat schonn am leschte Joer bilateral Gespréicher mat de Sozialpartner opgeholl. Dobäi goufen eng Rei Sujeten ugeschwat. Et war deemools ofgemaach ginn, den Inhalt vun dësen Gespréicher net ëffentlech ze kommentéieren, esoulaang kee gemeinsaamt Resultat virläit. Un dësen Accord wëll ech mech och halen. Wéi ech d'Amt vum Aarbechtsminister iwwerholl hunn, hunn ech dës Gespréicher och nees opgeholl, awer net direkt am groussen Kader, mee esou, dass mer eis mol erëm zesummen eng Vertrauensbasis kënnen schaffen. An ech wëll, wa mer dës Debatt hei ofgeschloss hunn, och mat de Sozialpartner zesummen iwwert déi Themen diskutéieren, esou wéi mir och haut hei dës Debatt maachen.

Ech wëll, an dat ass mer wichteg, dass mer all zesummen e komplette Bléck op den Dossier vun der Aarbechtszäitorganisatioun werfen. Nodeems de Sozialdialog duerch d'Tripartitt nees u Schwung gewonnen huet, schéngt mir de richtige Moment komm ze sinn, fir dës Diskussioun fir d'éischt hei an duerno, wéi gesot, am Hierscht mat de Sozialpartner unzegoen. Ech wëll awer och haut ganz bewusst nach net op konkret Inhalter vun eenzele Mesuren virgräifen. Ech wëll als éischt Är Analysen héieren. Ech wëll Är Prioritéiten kennen. An ech wëll wëssen, wou Dir Méiglechkeete gesitt, wou Dir d'Grenzen zitt a wéi fir Iech eng modern Aarbechtszäitorganisatioun fir déi nächst Jore soll ausgesinn.

No dëser Debatt wäert ech dann och gären e puer vun de Reflexiounen deelen, déi mir am Aarbechtsministère schonn analyséiert hunn a fir déi mir och e Préjugé favorable hunn. Mee, wéi gesot, ech wëll elo näischt virgräifen. Ech wëll Iech mol allegueren kënnen roueg nolauscheren, fir dann och kënnen déi Saache mat op de Wee ze huelen. Et gëtt keng fäerdeeg Léisungen, et gëtt nëmme Pisten. An et bréngt een et nëmme fäerdeeg, e konstruktiven Debat ze féieren, wann een deem aneren nolauschert. Mir sollen net iwwertenees schwätzen, mee mateneen.

Villmools merci fir de Moment.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Charel Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Charles Weiler (CSV) | Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll als

éischt dem Aarbechtsminister Merci soen, dass hien dës Debatt initiéiert huet. D'Organisatioun vun der Aarbechtszäit ass eng fundamental Fro fir eis Aarbechtswelt, an et ass dofir och richtig, dass mer déi haut hei an der Chamber net diskutéieren. An ech mengen, dass et och net selbstverständlech ass, dass e Minister bewusst de Wee an d'Chamber sicht, nach éier d'Verhandlungen mat de Sozialpartner an eng decisiv Phas ginn. Dat ass e staarkt Zeeche vum Respekt vis-à-vis vum Parlament, a mir appreciéieren dat. Et weist och, dass d'Chamber net eréischt um Enn vun enger Reform zur Diskussioun kënnt, mee dass hir Positiounen an Iwwerleeungen och schonn am Virfeld mat an d'Reflexiounen afléissen. Dat ass eng gudd Saach.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Joren huet sech d'Aart a Weis, wéi mer schaffen, fundamental verännert. Mir schwätzen haut vu méi flexibelen Beruffsweeër, vun aneren Erwaardungen un d'Aarbechtswelt, vu méi Flexibilitéit an der Organisatioun vun der Aarbecht, vu méi Méiglechkeeten, vun doheem aus ze schaffen, vun neie Formen vun der Mobilitéit a vun neie Familljemodeller an enger anerer Balance tëscht Beruffs- an och Privatliwen.

A gläichzäiteg ass eis Gesetzgebung iwwert d'Joren ëmmer méi komplex an ëmmer méi fragmentéiert ginn. Iwwer Jore gouf punktuell nogebessert a reforméiert, mee dacks ouni déi global Visioun dovun, wéi eng modern Organisatioun vun der Aarbechtszäit am 21. Joerhonnert soll ausgesinn. Dobäi ass d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit haut net méi nëmmen eng Fro vum Aarbechtsrecht. Si ass och eng Fro vun eiser wirtschaftlecher Kompetitivitéit.

Une voix | Très bien!

M. Charles Weiler (CSV) | An enger Zäit vu Fachkräftemangel gëtt d'Attraktivitéit vun engem Aarbechtsmarché ëmmer méi zu engem entscheidende Standuertfacteur. An dofir ass dës Debatt och eng Chance. Eng Chance, fir nei Weeër ze denken. Eng Chance, fir de Salariéen eng besser Organisatioun vun hirem Alldag ze erméiglechen. Mee och eng Chance, fir eis Betriber attraktiv an och kompetitiv ze halen.

A wann d'Digitalisatioun an d'Kënschtlecher Intelligenz eis eppes weisen, dann ass et dës: D'Aarbechtswelt vu muer wäert net méi einfach ginn. Si wäert méi komplex ginn. Si wäert méi individualiséiert ginn. A si wäert och méi flexibel ginn. An dowéinst dréint dës Debatt sech u sech ëm eng zentral Fro: Wéi organiséiere mer d'Aarbecht am 21. Joerhonnert esou, dass se besser un d'Realitéit vun Liwen ugepasst ass an dobäi op där anerer Säit e staarke soziale Schutz och weider garantéiert?

An ech wëll direkt eppes kloer soen: D'Zil ass net méi schaffen. D'Zil ass awer och net manner schaffen. D'Zil ass, besser organiséiert ze schaffen. An dat ass fir eis als CSV och de richtige Kompass fir dës Debatt.

Fir eis ass eng Saach kloer: Mir gleewen un d'sozial Maartwirtschaft. An déi ass vill méi wéi en ekonomesch Konzept. Se ass e Gesellschaftsmodell. E Modell, deen op enger einfacher Iwwerzeugung baséiert: De soziale Fortschritt an d'wirtschaftlech Leeschtung ginn Hand an Hand. Dat eent brauch dat anert. An eng staark Wirtschaft brauch gudd ausgebild, motivéiert an engagéiert Mataarbechter. A motivéiert Mataarbechter brauche fair Aarbechtsbedingungen, sozial Sécherheet, Planungssécherheet an eng gudd Balance tëscht dem Privatliwen an dem Beruffsliewen.

Dofir gleewe mer och net drun, dass Kompetitivitéit a Schutz Géigesätz sinn. Au contraire, an engem Land wéi Lëtzebuerg sinn d'Qualitéit vun eiser

Aarbechtswelt an d'Flexibilitéit vun eiser Organisatioun ëmmer méi en Deel vun eiser Kompetitivitéit.

Une voix | Très bien!

M. Charles Weiler (CSV) | Betriber konkurréiere virun allem ëm Talenter. An Talenter entscheede sech ëmmer méi fir déi Entrepreneuren an déi Standuerter, déi eng modern Organisatioun vun der Aarbecht, gutt Aarbechtsbedingungen an Entwécklungsperspektive bidden.

Une voix | Dat ass wouer!

M. Charles Weiler (CSV) | Mee wa mer iwwert d'sozial Maartwirtschaft schwätzen, da schwätze mer och iwwer Vertrauen, Vertrauen an d'Betriber, mee virun allem och Vertrauen an eise Sozialdialog. An dat war iwwer Joerzéngten ëmmer eng vun de Stärken vun eisem Land. E staarke Sozialdialog, eng Kultur vum Kompromëss an e Gläichgewicht tëscht wirtschaftlecher Dynamik an dem sozialen Zesummenhalt. A genee dës Gläichgewicht mussen mer och an Zukunft erhalten.

Dofir dierf dës Debatt och net zu enger ideologescher Debatt ginn. Et geet net ëm Patrone géint Salariéen, net ëm Flexibilitéit géint Schutz, mee et geet drëm, gemeinsam Léisungen ze fannen, déi de Salariéen eng besser Organisatioun am Alldag erméiglechen, an op där anerer Säit de Betriber déi néideg Flexibilitéit ginn an domat och de soziale Fridden hei am Land stäerken.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis als CSV ass kloer: Kollektivverträge spillen eng zentral Roll, wann et ëm d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit geet. Firwat? Well se et erlaben, de verschiddene Realitéiten an de Secteuren an an de Betriber Rechnung ze droen. Ech hunn dat och selwer iwwer vill Joren an der Praxis erlieft, wéi ech Kollektivvertragsverhandlungen juristescht begleet hunn an och als Buergermeeschter esou e Vertrag zesumme mat de Sozialpartner verhandelt hunn an och zum Ofschluss bruecht hunn. Do hunn ech konkret gesinn, wéi vill pragmatesch an equilibréiert Léisungen kënne fonnt ginn, wann d'Sozialpartner zesumme ronderëm den Dësch setzen an no Kompromësser sichen, am Interêt vun all de Parteien. De Kompromëss ass hei dat zentraalt Wuert.

D'Industrie huet aner Besoine wéi d'Handwierk. Den Horeca-Sektor huet aner Erausforderungen wéi de Finanz- oder de Gesondheitssektor. Eng eenheetlech Léisung kann dës Diversitéit nëmme begrenzt Rechnung droen. A genee do läit u sech d'Stärken vun de Kollektivverträgen. Se ginn de Sozialpartner den néidege Spillraum, fir Léisungen auszeschaffen, déi och un d'Realitéit vum Terrain ugepasst sinn an déi vun deenen, déi all Dag domat schaffen, och gemeinsam gedroe ginn, well dat och fundamental wichteg ass fir de Fonctionnement an engem Betrieb.

A fir eis ass dat de richtege Wee. De Staat setzt de gesetzleche Kader. An d'Sozialpartner fëllen dës Kader mat Liewen a gestalten déi konkret Ëmsetzung. An ech mengen, dat grad dës Aufgabeverdeeler iwwer Joerzéngten ee vun de grouse Succès vum Lëtzebuerger Sozialmodell war.

A wann een un dës Wee gleeft, da stellt sech automatesch eng weider Fro. Wa mer de Sozialpartner méi Gestaltungsspillraum wëlle ginn, da mussen mer hinnen och e gesetzleche Kader ginn, op dee se sech kënne verlossen. Genee dofir sinn ech och iwwerzeugt, dass méiglech Upassung vum Aarbechtsrecht am Kader vun dësen Gespréicher net nëmme d'Zil dierfen hunn, méi Flexibilitéit ze schafen. Se müssen och derzou bäidroen, méi Rechtssécherheet ze garantéieren.

Ech hunn an der Praxis gesinn, dass d'Sozialpartner ëmmer erëm kreativ an equilibréiert Léisungen

fannen, déi och de Besoine vun engem Sektor oder engem Betrieb gerecht ginn. Heiansdo beweegen sech dës Léisungen awer an engem juristeschen Beräich, deen net ëmmer ganz kloer ass oder wou se vill Interpretationsspillraum dran ass.

Wa mer d'Aarbechtsrecht änneren, da mussen mer et an deem Sënn vereinfachen, dass am Idealfall keng Kontradiktionen méi méiglech sinn tëscht den Dispositionen vun engem Kollektivvertrag, deen ausgehandelt gouf, an dem Code du travail, dass net méi d'Aarbechtsgericht sech domadder befaassen muss, ob spezifesch Bestëmmungen vun engem Kollektivvertrag konform zum Aarbechtsrecht sinn. Well dat schafft Onsécherheet, net nëmme fir d'Patronen, mee och fir d'Salariéen.

Ech mengen dofir, dass et eng vun den éischten Prioritéiten vun de kommende Gespréicher muss sinn, de gesetzleche Kader do ze preziséieren an och ofzespecken, wou et néideg ass. Net fir all Detail nei ze reglementéieren, au contraire, mee fir de Sozialpartner méi kloer a manner contraignant Reegelen an domat och méi Rechtssécherheet ze ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charles Weiler (CSV) | Et ass awer wichteg, an deem Kader och ze soen, dass eng Vereinfachung ni mam Ofbau vun de Schutzrechter, wéi beispillsweis de maximalen Aarbechtszäiten, verwiesselt duerf ginn. Déi bleiwen an onverzichtbare Bestanddeel vun eisem Aarbechtsrecht.

Une voix | Très bien!

M. Charles Weiler (CSV) | Wann d'Sozialpartner verantwortungsvoll Léisungen ausschaffen, da soll an da muss de Gesetzgeber hinnen och e gesetzlecht Fundament bidden, dat deen Handlungsspillraum och zouléisst. Fir mech ass genee dat eng vun de wichtege Missiounen vun engem moderner Aarbechtsgesetzgebung.

Une voix | Très bien!

M. Charles Weiler (CSV) | Eng weider Reflexioun an deem Kontext betrëfft d'administrativ Entlaaschung. Wa mer iwwer eng modern Organisatioun vun der Aarbechtszäit schwätzen, da sollt mer eis net nëmme d'Fro stellen, wéi nei Instrumenter kéinten ausgesinn. Mir sollten eis och d'Fro stellen, ob déi Instrumenter, déi mer haut schonn hunn, esou funktionéieren, wéi se eigentlech geduecht waren. Besonnesch eis PMEen an eis Familljebetriber stinn awer dacks viru groussen administrativen Erausforderungen. Net all Betrieb ka sech en RH-Departement oder och juristesche Spezialisten leeschten.

Bon, ech mengen, et ass elo net un eis, haut schonn op all eenzel administrativ Prozedur anzugehen, well genee do ass de Sozialdialog gefrot. Et sinn d'Sozialpartner, déi all Dag mat dësen Reegele schaffen. Et sinn d'Salariéen an d'Patronen, déi am beschte wëssen, wou d'administrativ Hürden entstinn, wou d'Prozeduren ze vill schwéierfällg sinn an och ze komplizéiert a wou de gesetzleche Kader net méi ganz der Realität vum Terrain entsprécht.

E Beispill ass d'Vereinfachung vum POT, deen einfach ze vill komplex an ze vill komplizéiert reglementéiert ass, soudatt en u sech an der Praxis quasi net benotzt gëtt. A wann e benotzt gëtt, dann ass en och ganz oft contraire zum Droit du travail, wat och net de Sënn vun der Saach ass, soudatt do eng Vereinfachung néideg ass. Ech géif mer dofir och wënschen, dass konkret Propositionen mat an déi kommend Gespréicher hei abruucht ginn.

Fir eis als CSV geet et drëm, wéi gesot, do, wou et méiglech ass a wou et Sënn mécht, e gesetzleche

Kader ze schafen, deen einfach ass, deen verständlech ass, deen pragmatesch ass an deen och praktesch uwendbar ass um Terrain. Wa mer ze vill komplizéiert Reglementatiounen hunn, da geet et an der Praxis oft schief. Eng gutt Gesetzgebung erkennt een net dorun, dass se besonnesch vill a komplex Reegelen huet. Eng gutt Gesetzgebung erkennt een dorun, dass se um Terrain och funktionéiert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charles Weiler (CSV) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis ass eng Saach kloer: D'40-Stonnen-Woch bleift de Referenzkader. Esou steet et och am Koalitionsaccord. An dat entsprécht och eiser Positioun. Gläichzäitg heescht dat awer net, dass d'Verdeelung vun de 40 Stonnen net méi flexibel ka sinn. D'Fro ass net: Wivill Stonnen gi geschafft? D'Fro ass: Wéi organiséieren mir dës Stonnen sou, dass se de Besoine vun de Salariéen an de Betriber besser gerecht ginn?

Fir vill Leit ass Zäit haut eng vun de wäertvollsten Ressourcen. Fir Elteren, déi hir Kanner an d'Crèche oder an d'Schoul bréngen. Fir Leit mat laange Pendelzäiten. Fir Persounen, déi Familljememberen doheim fleggen a betreiwen. Oder fir Mënschen, déi sech nieft hirem Beruff och gesellschaftlech engagéieren, Stéchwuert Benevolat. Wa mer eis iwwert dës Grondprinzip eens sinn – ech mengen, dass mer net mat jidderengem doriwier eens sinn, mee quant au principe –, da kënne mer eis mat der Fro befaassen, wéi dës 40 Stonnen an Zukunft méi modern a méi flexibel organiséiert kënne ginn.

An ee Beispill, dat an deem Kontext ëmmer nees genannt gëtt, ass d'Verdeelung vun de 40 Stonnen op véier amplat vu fënnef Deeg, dat net als Obligatioun, net als allgemengt Recht, mee als eng Méiglechkeet, do, wou d'Sozialpartner sech drop verstännegen an et fir de Betrieb an d'Salariéen och Sënn mécht.

Dat heescht och net, dass esou e Modell iwwerall funktionéiert. D'Realitéit vun den eenzele Secteuren sinn ze vill ënnerschiddlech, fir eng eenheetlech Léisung virzegeen. Mee do, wou esou eng Organisatioun machbar ass, ka se Virdeeler mat sech bréngen: méi Zäit fir d'Famill an d'Privatliewen, manner Zäit am Verkéier, wat erëm Repercussiounen op eng Entlaaschung vun eise Stroossen huet, a fir vill Betriber ass et och en zousätzlecht Instrument, fir attraktiv als Employeur ze sinn an och nei Talenter unzézéien.

Ech denken, dass dat Iddie sinn, déi et op d'mannst derwäert sinn, seriö analyséiert ze ginn. Net fir se iwwerall anzeféieren, mee fir do Léisungen ze erméiglechen, wou en Accord fonnt gëtt a wou een zur Meinung kënn, dass et eng Plus-value fir déi béid Säiten bréngt.

Eng weider Reflexioun betrëfft de Compte épargne-temps. Ech mengen, dass dës Instrument nach net säi ganz Potenzial ausgeschöpft huet. Dobäi ass et wichteg ze erënneren, dass de CET am Privatsektor haut scho mat Kollektivvertrag an och ënner bestëmmte Konditiounen iwwer an interprofessionellen Accord agefouert ka ginn. D'Fro ass dofir fir mech manner, ob mer en neit Instrument brauchen, mee villméi wéi mir dat Instrument, wat et haut scho gëtt, besser notze kënnen.

De CET gëtt de Salariéen d'Méiglechkeet, Zäit ze sammeln a se zu engem spéideren Zäitpunkt ze notzen, sief et fir familiär Engagementer, fir Weiterbildung oder och fir aner perséinlech Projeten. Dat ass och net manner Aarbecht. Dat ass virun allem méi Fräiheet bei der Organisatioun vun der eegener Zäit.

Mir als CSV géifen eis dofir wënschen, dass d'Sozialpartner och dës Instrument nach eng Kéier op de Leescht huelen a kucken, wéi et do, wou et, wéi ëmmer, Sënn mécht, méi breet ka genotzt ginn.

Eng lescht Reflexioun wëll ech nach mat op de Wee ginn. Si betrëfft d'Rouzäiten an d'Pausen. Och hei solle mer eis d'Fro stellen, ob déi aktuell Reegelen an alle Situatiounen nach de Realitéit vum Terrain entsprechen. Ech denken dobäi besonnesch u Léisungen, déi och hei d'Sozialpartner awer iwwer Kollektivvertrëg oder sektoriell Accordé kéinten ausschaffen. Well och hei gëllt dat selwecht, wat ech virdu scho gesot hunn: D'Realitéit vum engem Industrie-, Handwierks- oder Horeca-Betrieb ass net déi selwecht wéi déi vun anere Secteuren. Mee wa Patronen a Salariéen zesummen eng equilibréiert Léisung fannen, da muss de gesetzleche Kader hinnen och deen néidege Gestaltungsspillraum loosse.

An dat gëllt och fir d'Pausen. Eng laang net remuneréiert Mëttegpaus bedeit net automatesch méi Liewensqualitéit. Et ass oft de Contraire de Fall. Si verlängert d'Presenzzäit am Betrib a mécht et fir vill Salariéë méi schwéier, Beruff a Privatlieue mateneen ze verbannen.

An enger Zäit, an där d'Digitaliséierung et erlaabt, ëmmer an iwwerall erreechbar ze sinn, dierfe mer och d'Recht op Deconnexioun net vergiessen an et muss och an eisen Ae gestärkt ginn. Flexibilitéit duerf net bedeuten, permanent disponibel ze sinn. Och dat ass en Deel vu moderner Aarbechtszäitorganisatioun. Ech mengen dofir, datt och dës Fro mat Pragmatismus an am Kader vum Sozialdialog solle gekläert ginn, dat net, fir Schutz ofzebauen, mee fir de gesetzleche Kader do unzepassen an ze vereinfachen, wou et Sënn mécht.

Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Aarbechtswelt wäert sech och an Zukunft weider veränneren. An eis Verantwortung als Politik ass et, dës Entwécklungen net ze fäerten. Eis Verantwortung ass et, de richtige Kader ze schafen, fir dës Entwécklungen am Interessi vun de Salariéen, de Betriber an eiser Gesellschaft ze gestalten. Fir eis als CSV ass dobäi eng Saach fundamental – ech kommen nach eng Kéier drop zrëck, well et einfach wichteg ass –: den néidege gesetzleche Kader ze ginn, fir gemeinsam déi Léisungen auszuschaffen, déi de Realitéit vum de verschiddene Secteure gerecht ginn. Dat ass fir eis dee beschte Wee, fir Moderniséierung, sozial Verantwortung a wirtschaftlech Stärkt mateneen ze verbannen. Mir wëllen eng Aarbechtswelt, déi kompetitiv ass, déi awer gläichzäitig och mënschlech bleift.

Eng modern Organisatioun vum der Aarbechtszäit ass dofir net nëmme eng Fro vum Aarbechtsrecht. Se ass och eng Fro vum Vertrauen – Vertrauen an eise Sozialdialog, Vertrauen an d'Sozialpartner a Vertrauen an d'Fäegkeet, gemeinsam nohalteg Léisungen auszuschaffen. Moderniséieren, ouni eise Sozialmodell opzeginn. Flexibilitéit schafen, ouni d'Schutzrechter ofzebauen. A Verännerung erlaben, ouni d'Sécherheet vun de Leit a Fro ze stellen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, Här Minister, Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Aarbechtswelt huet sech an de leschte Jore staark verännert. Net nëmme d'Betriber, mee och d'Liewensrealitéit vun de Salariéen ass haut eng aner. D'Bedürfnisser hu sech weiderentwéckelt. Et huet sech ëmmer méi e Mentalitéitswiesel bemierkbar gemaach. Soss war deen normalen 9-to-5-Job, bei deem een all Dag déi selwecht Schaffzäiten hat, d'Reegel. Dat ass awer hautdesdaags net méi onbedéngt de Modell, wéi sech d'Salariéen den Alldag wënschen.

Zënter der Pandemie sinn och aner Méiglechkeeten, fir seng Aarbecht ze maachen, méi verbreet. Ech denken hei zum Beispill un den Teletravail, deen deemools eng Alternativ war, fir d'Restriktiounen ze bewältegen, an haut awer a ville Betriber Deel vum Alldag ginn ass.

En Alldag, deen och esou present ginn ass, well den Trajet op d'Aarbecht fir vill Leit esou laang dauert, datt deelweis Stonne verluer ginn, während deenen een dann och net sengen Hobbye kann nogoen oder Zäit mat der Famill a Frënn ka verbréngen. Den Trajet op d'Aarbecht hält dacks ze vill Zäit, souwuel fir eis Lëtzebuurger Residentë wéi awer och fir eis Grenzgänger.

Dann ass et och esou, dass déi méi jonk Generatiounen mëttlerweil aner Erwaardungen hunn, wéi dat bei de méi eelere Generatiounen de Fall war. Haut wëll ee sech net entscheede mussen, ob een e Familljeliewe wëll, erfollegräich am Beruff wëll sinn oder ob ee genuch Zäit huet, fir sengen Hobbyen nozegoen. D'Salariéë wënsche sech do, en Equiliber ze fannen, och wann d'Aarbecht e groussen Deel vun eise Liewe bestëmmt.

D'Fro, déi sech hei konkret stellt, ass: Wéi kënnen mir dësen Equiliber erreechen? A wien ass am beschte placéiert, fir dës Balance och ze fannen? Fir eis läit d'Äntwert am Sozialdialog. Déi beschte Léisunge fir d'Organisatioun vum der Aarbechtszäit entstinn do, wou Patronat a Salariat zesumme verhandelen an d'Realitéit vum Terrain kennen.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Genée dofir huet de Kollektivvertrag fir eis eng zentral Roll ze spillen. Dësen erlaabt et, d'Aarbechtszäit esou ze organiséieren, datt souwuel d'Besoine vum Betrib wéi och déi vun de Salariéë berücksichtegt ginn.

An deem Sënn begrüesse mir och, datt un engem Aktionsplang geschafft gëtt, fir d'Kollektivvertragswiesen zu Lëtzebuerg ze stäerken, esou wéi d'EU-Obligatiounen eis dëst och virginn.

An engem Kollektivvertrag fanne sech nämlech d'Sozialpartner op Aenhéicht erëm a verhandelen. Si negociéieren en Accord mat Concessiounen vu béide Säiten, en Accord, bei deem den Interessi vum Salarié an all Evolutioun vertrueden ass, ënner anerem och wéi d'Aarbecht innerhalb vum engem Betrib kann organiséiert ginn, esou dass d'Besoine vum Betrib an dem Salarié consideréiert ginn.

An deem Kontext wëll ech awer e wichteg Punkt ënnersträichen. Fir eis ass de Kollektivvertrag dat beschte Mëttel, fir d'Aarbechtszäit tëschent Patronat a Salariat ze organiséieren. Mee da muss och dat gëlen, wat ausgehandelt gouf.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Haut ass dat awer net ëmmer de Fall. Et gouf an de leschte Joren eng Rei Urteeler, déi mir eis ugekuckt hunn, bei deenen eenzel Dispositiounen aus Kollektivvertrëg vun de Gerichter annulléiert goufen. Ech wëll just ee Beispill nennen. Am Botzsecteur huet d'Cour de cassation 2018 eng Dispositioun iwwert d'Iwwerstonne bei Deelzäitaarbecht gekippt, obwuel dës tëschent de Sozialpartner ausgehandelt a festgehalen gouf.

Esou Situatiounen weisen, dass d'Sozialpartner juristesches Sécherheet brauchen. Wa si no laange Verhandlungen e Kompromëss fannen, da muss se sech och drop verlosse kënnen, datt den Accord Bestand huet. Soss verléiert de Kollektivvertrag u Wierksamkeet an ass domadder och kee staarkt Instrument méi am Sozialdialog.

Wa mir de Sozialdialog dofir wierklech wëlle stäerken – an dat verlaangt jo och d'Europäesch Unioun –, da muss mir och de Kollektivvertrëg méi Rechtssécherheet ginn. Dat géif d'Vetrauen an dëst Instrument stäerken an och sécherlech eng Rei Betriber, déi vläicht haut méi retizent sinn, motivéieren, méi Kollektivvertrëg ofzeschlëssen.

Kolleginnen a Kollegen, esou wichteg de Kollektivvertrag och ass: Dësen ass net iwwerall eng Realitéit. Zu Lëtzebuerg hunn eng ganz Rei Betriber, virun allem déi kleng, kee Kollektivvertrag. Och fir dës Salariéë muss d'Aarbechtsrecht Léisunge bidden.

Zu Lëtzebuerg hate mir 2020 bal 36.000 PMEen, an dorënner waren e bësse méi wéi 30.000 Mikroentreprise mat manner wéi zéng Salariéen. An esou Betriber muss et och fir de Salarié méiglech sinn, seng Demanden a seng Besoine sengem Patron matzedeele. D'Schwieregkeet ass, datt de Patron deenen neie Bedürfnisser awer net ganz nokomme kann, well den aktuelle gesetzleche Kader net ëmmer dës Flexibilitéit erlaabt.

(M. André Bauler prend la présidence.)

Eist Aarbechtsrecht bitt de Salariéen zu Lëtzebuerg vill Schutz. Dat ass e Schutz mat Acquisen, déi een net a Fro dierf stellen an déi mir och als Demokratesch Partei net a Fro wëlle stellen.

Op verschiddene Punkten ass et awer weinst deenen neien/verännerten Erwaardunge legitim, sech d'Fro ze stellen, ob eist Aarbechtsrecht net deelweis vereelt ass an ob et den haitegen Ufuerderunge vun de Salariéen nach entsprécht. Ech denken hei virun allem un Elteren, déi sech e méi ausgeglachten Alldag wënschen, fir Zäit mat de Kanner ze verbréngen, an dat brauch Flexibilitéit.

Den Challenge vum der Aarbechtszäitorganisatioun ass deen, en Equiliber ze fannen tëschent dem privaten an dem Berufsliewen. Et ass e wichtegen Equiliber. Dowéinst ënnersträichen ech nach eemol déi wichteg Efforten, déi an de leschte Joren an deem Sënn och scho gemaach gi sinn. Ech denken hei besonnesch un d'Reform vum Congé parental – dee kompletten, awer och dee fraktionéierten. De Succès vun dëser Reform weist, datt d'Flexibilitéit an d'Méiglechkeet, sech ze adaptéieren, de Leit, de Salariéen, wierklech wichteg sinn.

Dowéinst setze mir eis als DP scho laang dofir an, datt den Aarbechtsalldag méi flexibel ka gestalt ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | De Begrëff „Flexibiliséierung“, dee gëtt dacks falsch verstanen. Fir eis heescht dat net, dass d'Patronen hir Salariéen zu all Moment an ënner alle Konditiounen kënnen schaffe loosse. Fir eis bedeit Flexibilitéit, d'Aarbechtsorganisatioun un déi nei Liewensrealitéiten unzepassen. Esou kënnen mir dem Wunsch no enger besserer Work-Life-Balance Rechnung droen.

Une voix | Ganz richtig!

Mme Carole Hartmann (DP) | Wou gesi mir elo konkret esou Besoinen? Vill Eltere wëllen haut hir Aarbechtszäit anescht organiséieren. Net fir manner ze schaffen, mee fir méi Zäit mat hire Kanner ze hunn. Famillen, deenen hir Kanner zu Lëtzebuerg scolariséiert ginn, hätt gären dënsches oder donnesches mëttes fräi, wann d'Kanner aus der Schoul kommen. Anerer, wéi eis franséisch Kollegen, géifen et virzéien, mëttwochs fräi ze hunn oder manner laang ze schaffen. Wann d'Organisatioun vum Betrib et erlaabt, da soll d'Aarbechtsrecht esou Léisungen net verhënneren.

En éischte Beräich, wou mir Spillraum fir méi Flexibilitéit gesinn, sinn d'Pausereegelen, dat a Relatioun

mam Trajet op d'Aarbecht. Huet ee moies vill Stau, da kéint et sënnavoll sinn, den Dag am Teletravail unzefänken an eréischt méi spéit op de Büro ze fueren. Esou géif ee wäertvoll Zäit gewannen an de Verkier géif gläichzäiteg entlaascht ginn.

Den aktuelle gesetzleche Kader mécht esou Modeller awer schwéier. De Code du travail gesäit haut just eng eenzeg onbezuelt Paus vir. Géif een de Moien doheem schaffen an duerno op de Büro fueren, da géif den Trajet als Paus gëllen an d'Mëttespaus misst bezuelt ginn.

Mir gesinn hei Potenzial, fir de gesetzleche Kader méi flexibel ze gestalten, zum Beispill andeems méi wéi eng onbezuelt Paus méiglech wier, natierlech bannent enger kloer definierter Limit. Sou këinten nei Aarbechtsmodeller entstoen, ouni dobäi de Schutz vun de Salariéen a Fro ze stellen.

Et geet dobäi also net drëm, méi Pause vum Prinzip hier ze schafen. Et geet drëm, d'Pausen esou ze organiséieren, datt nei Aarbechtsmodeller iwwerhaapt méiglech sinn.

Et geet eis hei ausschliisslech ëm den Trajet op d'Aarbecht. Deplacementer, déi en Deel vun der beruflecher Aktivitéit sinn, bleiwen natierlech Aarbechtszäit. Esou Modeller kënnen dofir och net op all Secteur applizéiert ginn. Si komme just do a Fro, wou d'Natur vun der Aktivitéit an d'Organisation vum Betrib et erméiglechen.

En anere Punkt ass déi deeglech Maximalaarbechtszäit. Verschidde Salariéë géifen heiansdo léiwer een oder zwee Deeg e bësse méi laang schaffen, fir den nächsten Dag mëtten oder e ganzen Dag fräi ze hunn. Anerer géife vläicht léiwer véier Deeg zéng Stonne schaffen an duerfir e ganzen Dag fräi sinn oder méi e laange Weekend hunn.

D'Aarbechtsrecht setzt hei haut Grenzen, datt aus Grënn vum Salariatsschutz, an dat ass och richtig. Mee de Schutz vun de Salariéen an eng méi flexibel Organisation vun der Aarbechtszäit schlësse sech net d'office aus. Do, wou e Salarié an e Patron sech eens sinn an d'Organisation vum Betrib et erlaabt, soll de gesetzleche Kader méi Flexibilitéit erlaben, ...

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | ... ouni dass doduerjer déi wéchentlech Maximalaarbechtszäit a Fro gestallt ass.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Ganz richtig!

Mme Carole Hartmann (DP) | Esou Besoine fir méi Flexibilitéit kënnen sech awer och net nëmmen aus dem Familjeliewen erginn. Och aner Entwécklungen hunn ëmmer méi en Afloss op d'Organisation vun der Aarbechtszäit. Niewent der Digitaliséierung an den neie Liewensrealitéiten hunn och, wéi mer rezent gesinn hunn, extreem Wiederkonditiounen ëmmer méi en Afloss op d'Organisation vun der Aarbechtszäit.

D'Hëtztwell vu virun zwou Wochen huet dat nach eemol däitlech gewisen. Wa mir haut mat aussergewöhnleche Situatiounen wéi dëser Hëtztwell konfrontéiert sinn an d'Natur vun der Aktivitéit et erlaabt, da soll de gesetzleche Kader genuch Spillraum bidden, fir am Accord tëschent Patron a Salarié d'Schaffzäite kuierzfristeg unzepassen an esou déi gréisst Hëtzt an dësem Fall ze vermeiden.

En anere Beräich, wou mir Spillraum fir méi Flexibilitéit gesinn, sinn d'Rouzáiten. Net jiddereen huet haut déi selwecht Erwaardungen u seng Fräizäit. Déi eng wëllen hir Zäit besser mam Familjeliewen

ofstëmmen. Anerer géifen hir Fräizäit léiwer ënnert der Woch huelen an dofir mol samschdes oder sonndes schaffen.

De gesetzleche Kader soll, esou wäit wéi méiglech, de verschiddene Liewensrealitéiten vun de Salariéë Rechnung droen. Och bei de Rouzáite gesi mir deemno Spillraum, fir méi flexibel Léisungen ze erméiglechen, ouni de Schutz vun de Salariéen a Fro ze stellen.

D'EU-Direktiv, déi schreift hei eng deeglech Rouzäit vun 11 Stonnen an e wéchentlech Repos vun op d'mannst 35 Stonne vir. Zu Lëtzebuerg geet de gesetzleche Kader haut doriwwer eraus. Do, wou d'Demande vum Salarié ausgeet an et operationell am Betrib méiglech ass, kéint eng manner héich Rouzäit, ugeleent un dës Direktiv, et verschiddene Salariéen erméiglechen an hinnen hëllefen, hiert Berufs- a Familjeliewe besser mateneen ze verbannen.

Kolleeginnen a Kolleegen, all déi genannte Punkten hunn ee gemeinsamen Nenner. Et geet net drëm, de Schutz vun de Salariéen ofzebauen. Et geet drëm, méi Flexibilitéit do zouzeloossen, wou si dem Salarié hëlleft an d'Organisation vum Betrib et erlaabt.

Esou gesi mir och d'Zesummespill tëschent Kollektivvertrag an Aarbechtsrecht: Do, wou de Kollektivvertrag déi passend Léisung bitt, soll dësen déi éischt Wiel sinn. Do, wou en net besteet oder net all Äntwerte ka ginn, muss och de gesetzleche Kader déi néideg Flexibilitéit bidden.

Fir eis ass awer ee Prinzip ganz kloer: Esou Flexibilitéit kënnen net eesäiteg decidéiert ginn. Si sollten ëmmer op engem Accord tëschent dem Patron an dem Salarié berouen.

Do, wou e Kollektivvertrag besteet oder méiglech ass, ass dës fir eis dat beschte Mëttel, fir esou Léisungen auszeschaffen. A wou et kee Kollektivvertrag gëtt, soll de gesetzleche Kader et erlaben, datt esou Ofkommen op Demande vum Salarié a mam Accord vum dem Patron méiglech sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dës sinn nëmmen e puer Pisten, déi mir Iech, Här Minister, matginn. Et geet eis hei net drëm, fäerdeg Léisungen virzegeen. Et geet drëm, eng Diskussioun unzestoussen, wéi eist Aarbechtsrecht de Liewensrealitéiten vun haut besser Rechnung droe kann. Dës Diskussioun muss zesumme mat de Sozialpartner gefouert ginn, esou wéi Dir et, Här Minister, an Ärer Introduction och schonn indiquéiert hutt.

An deem Sënn begrëisse mir als DP och ausdrécklech, datt all d'Sozialpartner erëm beim Comité permanent du travail et de l'emploi setzen. Well esou kënnen mir am beschten de jeeweilige Besoinen an der Realitéit vum Terrain Rechnung droen.

De legale Kader muss de Besoine vun haut – a beschtefalls och vu muer – entsprechen. Mir sinn iwwerzeegt, dass e moderne Salariésschutz a méi Flexibilitéit sech net ausschléissen. Am Géigendeel, wa mir béides intelligent mateneen verbannen, kënnen mir eist Aarbechtsrecht besser un d'Liewensrealitéiten vun haut upassen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci Iech, Madam Hartmann. An als nächste Riedner ass den honorablen Här Georges Engel agedroen. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëilt ech dem Minister Merci soen, dass en dësen Debat hei ugefrot huet. Ech si frou, dass et dann och an der Aarbecht

mat der Chamber zu enger Neiorientéierung kënnent nom Verloscht vum Vertrauen, deen awer an dës leschte Méint a Jore geschitt ass. Et ass eng gutt Initiativ, dass mer haut kënnen heiriwwer schwätzen.

A mir schwätzen haut net just iwwer Stonnen, Pausen, Referenzperioden oder Iwwerstonnen. De Sozialphilosoph Axel Honneth, deen huet an de leschte Joren nees eng al, mee trotzdem immens aktuell Fro opgeworf: Kann eng Demokratie iwwerhaapt gutt fonctionéieren, wann d'Aarbechtswelt, an där déi meescht Biergerinnen a Bierger all Dag liewen, net fair, net inklusiv an net transparent organiséiert ass?

Seng Iddi ass, dass d'Aarbecht ee vun deene wichtege Piliere vun enger demokratescher Gesellschaft ass, net nëmme well Aarbecht de Leit en Akommes gëtt, mee well si Mënschen zesummebréngt. Änlech wéi d'Schoul ass d'Aarbechtswelt eng Plaz, wou sozial Verbindungen geschaf ginn tëschent Leit mat verschiddene Biografien, verschiddene kulturellen Hannergrënn a verschiddene Liewensrealitéiten.

Aarbecht ass also net nëmmen eng privat oder ekonomesch Fro, mee et ass och eng sozial oder demokratesch Fro, well an der Aarbecht léiere Mënschen, mateneen Verantwortung ze droen, sech an engem gemeinsame Kader erëmzefannen, mateneen ze schafen an och unerkannt ze ginn. A wann Aarbecht gutt organiséiert ass, ka si aus schaffenden Individuen och effentlech engagéiert Mënsche maachen, Leit, déi sech als Deel vun enger Gesellschaft verstinn, déi Vertrauen an hir Institutionen hunn an déi d'Gefill hunn, dass si an dëser Demokratie och eng Plaz hunn.

Mee dat fonctionéiert nëmmen, wann d'Aarbechtswelt selwer fair, sécher, inklusiv an transparent ass. Wann d'Aarbecht nëmme Stress, Unsécherheet an Ofhängegkeet bedei, da stäerkt si net d'Demokratie, mee schwächt d'Gefill vun Unerkennung a sozialer Zugehöieregkeet.

An do läit och d'Verantwortung vum Staat. Hie muss derfir suergen, dass gutt, fair a sécher Aarbechtskonditiounen net zum Zoufall ofhänken, mee garantéiert sinn. Well wien eng staark Demokratie wëll, muss och eng Aarbechtswelt schafen, an där Mënsche mat Dignitéit, Sécherheet a Respekt kënnen schaffen.

An ech géing Iech gären hei en Zitat virlesen, et ass op Lëtzebuergesch iwwersat ginn: „Aarbecht ass e Bindeglied vun eiser Gesellschaft. [...] Lëtzebuerg soll e Land bleiwen, an deem Aarbecht verbënnt an net trennt; an deem Wuelstand a Gerechtegkeet Hand an Hand ginn. All Aarbecht zielt – an all Mënsch och.“ Et ass en Zitat vun deemolege Fraktiounspräsident vun der CSV, dem Marc Spautz, an engem „Tageblatt“-Artikel vum November 2025, sécherlech och a Richtung vum deemolegen Aarbechtsminister a vum Premier. An dëser Ausso kann een nëmmen zoustëmmen.

Wann all Aarbecht zielt, da muss och de Salarié geschützt ginn. Wann Aarbecht verbanne soll, da muss si och fair organiséiert sinn. A wa Wuelstand a Gerechtegkeet Hand an Hand solle goen, da kann eng Moderniséierung vum Aarbechtsrecht net bedei, datt Schutzgrenzen ofgebaut ginn.

Well Aarbecht kann och de Géigendeel vun deem, wat ech virdru gesot hunn, bewierken. Wa se schlecht organiséiert ass, wa se onsécher ass, wa se net planbar ass, wa se sech ëmmer méi wäit an d'Privatliewen erandrëckt, da gëtt Aarbecht net méi zu engem Instrument vu sozialer Participatioun, mee zu enger Quell vu Stress, Ofhängegkeet an Ausgrenzung. An da besteet de Risiko, dass ee lues a lues net méi schafft fir ze liewen, mee leeft fir ze schaffen.

An dat ass de Kär vun der Debatt vun haut. Et geet net drëm, ob d'Aarbechtswelt sech verännert huet,

well dat huet se. Et geet och net drëm, ob et an enger moderner Ekonomie Flexibilitéit brauch. Natierlech brauch et déi. Mee d'Fro ass: Flexibilitéit ënner wéi enge Konditiounen? A fir wien? A mat wéi enge Garantien? A mat wéi engem politesche Verständnis vu Gerechtegkeet?

Wann een iwwer Aarbechtszäit schwätzt, da kann een dat ganz sterill maachen. Da schwätzt een ëmmer nëmmen iwwert d'maximal Stonnen den Dag, iwwer wéchentlech Grenzen, iwwer Pausen, iwwer Congéen, iwwer Iwwerstonnen, Teletravail, iwwert d'Organisation vum Planning. Mee hannert all dës Begrëffer, an dat duerfe mer net vergiessen, do sti Mënschen.

Ech kommen op dat Beispill zrëck, wat d'Madamm Hartmann gesot huet. Stellt Iech eng Persoun vir, déi moies fréi doheem schonn ufänkt um 6.30 Auer mat schaffen, bis 8.00 Auer déi éischt Dossiere scho mécht, ier den Dag richteg lassgeet. Duerno ginn d'Kanner an d'Schoul bruecht. Méi spët geet et op de Büro. Nodeems se do geschafft huet, geet et dann um 16.00 Auer heem, fir d'Kanner sichen ze goen. Ows dann erëm, wann e bësse méi Rou ass, kann een e puer Saachen nach ofschléissen.

Fir esou eng Persoun ass Aarbechtszäit keng abstrakt Zuel an engem Gesetzestext. Et ass d'Fro, ob een d'Kanner owes nach gesäit, ob een ouni Dauerstress duerch den Dag kënn, ob een nach Zäit huet, fir sech ëm d'Famill ze këmmen, ob een nach Energie huet fir sech selwer, fir seng Gesondheet a fir seng Interessen, fir sai Liewen ausserhalb vum der Aarbecht anzesetzen.

Fir esou eng Persoun kann eng gutt gereegelt Flexibilitéit e richteg Gewënn fir d'Liewensqualitët sinn. Dat ka bedeuten: manner Zäit am Stau, méi Zäit mat de Kanner, méi Rou am Alldag, besser Méiglechkeeten, Verantwortung a Beruff a Verantwortung doheem ze vereenen.

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel (LSAP) | Dat ass de positiven Deel vun enger moderner Aarbechtsorganisation, an dee soll och net ignoréiert ginn. Mat den néidege Sécherheetsbarrière soll een doriwwer nodenke kënnen.

Mee de Punkt geet wäit iwwert den Teletravail eraus. Et soll net nëmmen ëm d'Méiglechkeet, vun doheem aus ze schaffen, goen. Et geet hei méi grondleeënd ëm d'Fro, wéi vill Zäit d'Aarbecht am Liewe vun de Leit anhëlt, wéi planbar dës Zäit ass a wéi vill Raum nach bleift eebe fir Famill, Erhuelung, Gesondheet a gesellschaftleche Mateneen.

An duerfir ass de ganzen Aspekt vum der Aarbechtszäitverkürzung esou wichteg. Wann eng Persoun duerch eng 38-Stonne-Woch, duerch eng zousätzlech Congéswoch reell Zäit zeréckkritt, dann ass dat net just zwou Stonnen manner schaffen. An ech sinn e bësse perplex iwwer verschidden Aussoen heibanen: „Net méi schaffen, awer och net manner schaffen.“ Ma wa se dat alleguerten esou iwwerluecht hätten, da géinge mer haut nach 50 Stonnen schaffen, mir géingen haut nach sechs oder siwen Deeg an der Woch schaffen a mir hätten haut kee bezuelte Congé!

(Brouhaha)

Et muss een e bësse méi wäit denken an e bësse méi wäit no vir denken! An dat ënnerscheet eng konservativ Haltung vun enger progressiver Haltung.

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Georges Engel (LSAP) | An ech hunn och den Drotseelakt hei gesinn tëschent Flexibilitéit an tëschent sozialen Errungenschaften, déi vu

Gewerkschaften, vun alle Borden, mat erkämpft goufen. An ech hu gespuert, wéi een Dilemma an enger Partei ass, wou d'Span ganz wäit auserneeget tëschent engem Aarbechtsminister, dee sozial agestallt ass, a liberalen a méi kapitalistesche orientéierte Kräften hei, déi och ganz haart „Très bien!“ gejoint hu bei verschiddenen Aussoen. Dee Spagat, dee gëtt ganz schwéier! Et muss een do scho méi konkreet ginn, léif Kolleegen hei op menger rietser Säit.

An ech hunn och d'Impressioun, datt se éischter eng Zäitmaschinn wëllen erfannen, wéi datt se reell Verbesserunge wëlle maachen. Well am Endeffekt bleift eng Stonn ëmmer nach eng Stonn.

A wann ee vun Aarbechtszäitverkürzung schwätzt, dann ass dat, wéi gesot, net nëmmen zwou Stonnen manner schaffen, mee et sinn zwou Stonnen méi fir Famill, zwou Stonnen méi fir Hobbyen, Interessien, Engagement oder einfach méi Zäit fir sech. Dat bedeit Liewensqualitët. A genau dofir huet d'LSAP sech ëmmer fir eng besser Organisation vum der Aarbecht agesat. Dat gesäit een och un de verschidde Congés spéciaux, déi an de leschte Joren agefouert oder gestärkt goufen.

Well déi Zäit, déi sech duerch eng besser Organisation vum der Aarbecht zrëckgeholl gëtt, dat ass net just Privatzäit. Et ass Zäit, an där Mënschen net nëmme fonctionéieren, mee liewen. An dofir ass ee jo awer op dës Welt: fir ze liewen. Et ass Zäit, an där ee sech ëm anerer ka këmmen. Zäit, an där ee sozial Beziéunge fleegt, an där ee sech erhuele kann, an där ee sech an der Gesellschaft abréngen kann.

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel (LSAP) | An a villen Diskussiounen, och heibannen, kritiséiere mer ëmmer genau dësen Ëmstand, dass keng Zäit méi fir de Mateneen ass, dass keng Zäit méi do ass, fir sech gesellschaftlech ze engagéieren, déi Zäit, déi d'Liewen u sech liewenswäert mécht. An déi Zäit, wann ee se net méi huet, déi féiert zu Frustratiounen.

Mee genau well Flexibilitéit esou vill ausmaache kann, muss se och richteg gereegelt sinn. Mir dierfen net esou maachen, wéi wann all Salaré hei déi selwecht Méiglechkeeten hätt. Well net all Salaré kann am Teletravail schaffen. Net all Salaré ka säin Dag fréi andeelen. Net all Salaré schafft virun engem Computer mat enger gewëssener Autonomie an engem gewëssene Spillraum.

Vill Leit schaffen um Chantier, am Commerce, am Botzsecteur, an der Fleeg, an der Logistik, an der Restauratioun, am Transport, am Kontakt mat de Clienten, mat Presenzpflichten, mat kierperlecher Belaaschtung, mat fixen Zäiten, mat Realitéiten, déi sech net einfach an en Homeoffice-Kalenner androe loosse.

A fir dës Leit ka schlecht gereegelt Flexibilitéit séier eppes ganz aneres bedeuten. Si ka bedeuten: méi laang Deeg, méi kuerzfristeg Ännerungen am Planning, méi Iwwerstonnen, méi Ennerbriechungen, méi Zäit, déi net richteg als Aarbechtszäit unerkannt gëtt, méi Drock, ëmmer disponibel ze sinn, a manner Planbarkeit fir d'Liewen ausserhalb vum der Aarbecht.

An duerfir muss dee Punkt hei ganz kloer sinn. Flexibilitéit ka Fortschritt sinn, mee nëmme wa se fir de Patron a fir de Salaré fonctionéiert. Wa Flexibilitéit virun allem bedeit, dass de Salaré sech ëmmer méi un d'Besoinen vum Betrib upasse muss, da schwätze mer net vu Fortschritt. Da schwätze mer vu manner Schutz. An ëmmerhi gi mer awer een Drëttel vun eise Dag schaffen, an dat während 40 Joer.

Eng allgemeng Opmaachung vum Aarbechtsrecht klängt vläicht modern, mee si kann, wa se net gutt

encadréiert ass, ganz séier zu engem Réckschritt féieren. A genau duerfir brauche mer e staarke gesetzleche Kader an e Staat, dee seng Verantwortung hëlt.

A mir brauchen och eng Kontroll vum Aarbechtsgesetz, vun der ITM. Et ass schonn e bësse symptomatesch, wann ee gesäit, wéi d'Roll vun der ITM bei dëser Regierung geännert huet. Hei gëtt bei de Kontrollen, wat d'Aarbechtsgesetz ugeet, scho méi duerch d'Fangere gekuckt, wéi een dat bei der Law-and-Order-Politik vun dëser Regierung gewinnt ass. An et kënn een net laanscht d'Gefill, dass hei mat „deux poids, deux mesures“ geschafft gëtt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Georges Engel (LSAP) | Här President, mir schwätzen eis och fir eng Moderniséierung vum Aarbechtsrecht aus, mee d'Richtung vun enger Reform ass hei entscheidend. An de leschte Joren ass ëmmer un deem Aarbechtsgesetz an dem Code du travail geschafft ginn. Nach haut de Moien hu mer eng Ännerung virgeholl. Et sinn nei Congés spéciaux bäikomm, d'Aarbechtszäite si gekierzt ginn duerch méi Congé an en zousätzleche Feiertag an allgemeng ass fir méi Sécherheet ronderëm d'Aarbecht gesuergt ginn. Dofir huet d'LSAP sech ëmmer staarkgemaach.

An dat weist: Den Droit du travail ass net rigid. E kann a muss op déi nei Realitéiten äntworten. Do bleift och nach vill ze dinn. Et ass virdrun ugeschwat ginn: den CET. Effektiv ass och do sécherlech nach Verbesserungspotenzial.

Wann d'Liewen an d'Aarbechtswelt méi komplex ginn, da brauch een net manner Schutz, da brauch ee méi kloer Reegelen. Wann Aarbecht, Famill, Mobilitéit, Betreuung a Gesondheet ëmmer méi schwéier ënner een Hutt ze bréngen sinn, da brauch ee méi Planbarkeit. Duerfir soe mir ganz kloer: Jo, den Droit du travail muss reforméiert ginn, mee en dierf net manner sécher sinn an en dierf net esou reforméiert ginn, datt de soziale Fortschritt, dee mer eis mat eisen Alliierten erkämpft hunn, relativéiert gëtt. Mir kënnen iwwer Teletravail schwätzen, mir kënnen iwwer Horaire mobile schwätzen, mir kënnen iwwer eng besser Organisation vum Aarbechtsdag schwätzen, mee dat dierf net iwwer eng allgemeng Entschäerfung vum Aarbechtsrecht geschéien.

An duerfir ass fir eis dat richteg Instrument net eng blann Liberaliséierung vum Gesetz, mee de Kollektivvertrag, an dat natierlech och mat der néideger Rechtssécherheet. De Kollektivvertrag ass hei net en Detail. Nee, et ass dat demokratescht Instrument, fir Aarbechtszäit fair ze organiséieren. Well am Kollektivvertrag, Dir Dammen an Dir Hären, kann ee genau den Ausgläich fannen, deen d'Gesetz eleng net ka leeschten: genuch Flexibilitéit, fir op déi alldieglech Defie vun engem Secteur oder engem Betrib ze reagéieren, mee gläichzäiteg genuch Sécherheet, fir dass dës Flexibilitéit net op d'Käschte vum Salaré geet.

Dat gëllt och fir de Plan d'organisation du travail. Och do si sécherlech Verbesserungen ze maachen an och do kann een eng Reform ugoen. A wann d'Referenzperiod ausgedent gëtt, da kritt de Betrib méi Flexibilitéit. Mee dat dierf net ouni Géigeleeschtung kommen. Haut ass e Mount ouni zousätzlech Konditioun méiglech. Fir eng Ausdeenung mussen zousätzlech Kompensatiounen bäikommen. Dee Prinzipp, dee muss bliwen.

Eng Ausdeenung vum der Referenzperiod op e Joer, wéi se deelweis vum Patronat gefuerdert gëtt, wier iwwerregens och kontraproduktiv a géing d'Zuel vun de Kollektivverträge erfrosetzen, wat sécherlech net am Sënn vun der EU-Direktiv iwwert de Mindestloun an d'Kollektivvertrag wier.

Et kann een ënnerscheeden tëschent Büroaarbecht an Aarbecht um Terrain, tëschent Secteuren, wou Teletravail méiglech ass, an deenen, wou en net méiglech ass. Tëscht Aarbechtsplazen, wou flexibel Verdeelung de Leit hëlleft, an deenen, wou se just Onsécherheet schaaft. Zum Beispill mat méi Congé, mat besserer Kompensatioun, mat klore Reegelen iwwer Pausen, mat engem richtegen Droit à la déconnexion, mat enger klorer Definitioun, wat Aarbechtzäit ass a wat net. Dat ass eng sozialdemokratesch Approche. Net Nee soen zu Verännerungen, mee d'Veännerungen esou organiséieren, datt se gerecht a sécher sinn.

An dës Fro ass net nëmmen eng national Fro, et ass och eng europäesch Fro. D'EU-Direktiv ass ganz kloer: D'Kollektivvertrëg sinn eent vun de wichtegsten Instrumenter, fir fair Léin a fair Aarbechtskonditiounen ze garantéieren. An d'EU seet och kloer: Do, wou d'Ofdeckung duerch d'Kollektivvertrëg ze niddreg ass, do muss se gestärkt ginn. An ech si ganz gespaant op den Aktiounsplang vum Aarbechtsminister zu dësem Sujet.

Kollektivvertrëg sinn an deem Kontext awer net déi eenzeg méiglech Mesür. Kleng Betriber hunn oft déi strukturell Méiglechkeeten net, fir Kollektivvertrëg auszeschaffen, an da kann een och en Accord interprofessionnel maachen. Dat ass en Instrument, dat méi geziilt ass wéi e klassesche Kollektivvertrëg, well et sech op e konkrete Sujet ka konzentréieren: d'Aarbechtzäit, den Teletravail, d'Pausen an esou weider.

Esou Accorde kënnen et erlaben, och fir kleng Betriber kloer a fair kollektiv gereegelt Léisungen ze fannen, ouni dass déi ganz Komplexitéit vun engem komplette Kollektivvertrëg muss gedroe ginn. A mir wëssen och, dass grad kleng Betriber virun deene reelle prakteschen Defie stinn. A wann e Betrib nëmmen e puer Salariéen huet, da sinn effektiv zwou Stonne manner Aarbecht pro Woch, och zousätzlech Congésdeeg, eng aner organisatoresch a finanziell Belaaschtung, wéi dat an engem grouse Betrib ka sinn. An dat dierf een net ignoréieren.

An duerfir kënnen mer eis och aner Mesüeren, déi ee parallel do kann huelen, virstellen, nämlech eng selektiv Betribssteuer, fir genau och deene kleng Betriber bei esou Belaaschtungen, jee no Situatioun, ze hëllef. Dat kéint gestaffelt gemaach ginn. Do kann ee sech eng ganz Rei vu Modeller virstellen. Et géif deenen eenzelne Betriber dann och konkret Loft ginn, fir eeben och op de Wee vun enger Aarbechtzäitverkürzung oder besseren Aarbechtskonditiounen ze goen. Dat ass fir eis dee richteg Wee: net de Schutz vun de Salariéen erofsetzen, mee kleng Betriber cibléiert ënnerstëtzen, fir dass de soziale Fortschrëtt och an der Praxis ëmsetzbar ass.

An duerfir ass et och esou wichteg, dass alles, wat iwwert de legale Kader erausgeet, kollektiv zesumme mat den nationale Sozialpartner ausgedandelt gëtt. An dobäi ass fir eis kloer: Esou Froen duerfen net op Niveau vun enger Personaldelegatioun diskutéiert ginn. Do ass d'Kaz ëmmer méi staark wéi d'Maus. An et ass nämlech och net esou sécher – wa Parteien hei wëlles hunn, eppes dorunner ze änneren oder dat éischter op Personaldelegationsniveau wëllen ze maachen –, wéi dat mat den national representative Gewerkschaften ze diskutéieren.

Ech hunn hei e bëssen d'Impressioun gehat, wéi wann deen Accord, dee mer haten, dass awer Kollektivvertrëg an d'Aarbechtzäiten, déi domadder verbounne sinn, sollte mat den national representative Gewerkschaften diskutéiert ginn ... Ech hunn hei awer esou eraushéieren, wéi wann et och méiglech

wär, dass dat sollt tëschent dem Personal an dem Patron geschéien.

(Interruption)

Dat hunn nach Leit heibannen esou héieren. Ech mengen, dass dat net dee richteg Wee ass. An duerfir hate mer d'lescht Joer schonn hei eng Motioun deposéiert, déi och ugeholl gouf, fir de Rôle exclusif vun de representativen nationale respektiv sektorielle Gewerkschaften bei de Verhandlungen an der Ënnerschrëft vum Kollektivvertrëg ze confirméieren. Dat muss och de Prinzipp bleiwen. Aarbechtzäit, Flexibilitéit a Schutzgarantië mussen zesumme mat de representativen nationale Sozialpartneren ausgeschafft ginn. An duerfir hunn ech hei och nach eng Motioun, déi dat nach eng Kéier bestärkt.

A, si ass nach net ënnerschriwwen. Ech maachen dat nach.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

– que les conventions collectives constituent un instrument essentiel pour garantir des conditions de travail équitables, transparentes et adaptées aux réalités des différents secteurs ;

– que toute modernisation de l'organisation du travail doit se faire dans le respect des droits, de la sécurité et de la prévisibilité des conditions de travail des salarié-e-s ;

– que la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats souligne l'importance du renforcement des négociations collectives ;

– que la Chambre des Députés a déjà adopté, le 21 janvier 2025, une motion visant à reconnaître le rôle exclusif des syndicats représentatifs dans la négociation et la signature des conventions collectives,

invite le Gouvernement à

– réaffirmer le rôle central du dialogue social et des conventions collectives dans le modèle social luxembourgeois ;

– promouvoir une extension de la couverture des salarié-e-s par conventions collectives ;

– garantir que toute flexibilisation accrue de l'organisation du temps de travail soit encadrée par des accords collectifs négociés avec les syndicats représentatifs ;

– veiller à ce que les syndicats représentatifs conservent leur rôle central dans la négociation et la signature des conventions collectives de travail.

(s.) Georges Engel, Taina Bofferding, Claire Delcourt.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Här President, wa mer iwwer Aarbechtzäitorganisatioun schwätzen, da schwätze mer natierlech och iwwer Work-Life-Balance. Mir mussen iwwer eng aner entscheidend Fro awer och nach schwätzen: Wéi bleift de Lëtzeburger Aarbechtsmaart attraktiv am Verglach mat eisen Nopeschlänner? Laang Zäit ass dës Attraktivitéit haaptsächlech iwwer Paien definéiert ginn. Mee haut geet dat net méi duer. Wa Liewenskäschte klammen, wann de Logement fir vill Leit zu enger permanenter Belaaschtung gëtt, wann Trajeten ëmmer méi Zäit huelen a wann d'Salären zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun sech ëmmer méi no beienee beweegegen, da ginn d'Aarbechtskonditiounen ëmmer méi wichteg. An dobäi gesäit een och an den Zuele vum Temps partiel, dass sech d'ASTellung zur Aarbecht verännert: Ëmmer manner Leit schaffe klassesch Vollzäit. Ëmmer méi Leit schaffen tëschent 50 an 100 %.

Besonnenesch bei deene méi Jonke gesäit een en Ëmschwong, deen do ganz kloer ass.

An dat heescht net, datt d'Leit manner schaffe wëllen. Et heescht, dass si anescht schaffe wëllen. Si wëllen Zäit fir e Liewen ausserhalb vun der Aarbecht. Si froen net méi nëmmen: „Wat verdéngen ech?“, mee si froen: „Wéi liewen ech mat der Aarbecht? Kann ech meng Kanner nach gesinn?“, an all déi Froen, déi do ronderëm sinn. Haut sinn dat zentral sozial Froen, a si froen dat haut och absolutt mat Recht.

An dozou kënn, datt d'Aarbechtswelt sech och objektiv verännert huet. Am Verglach zu viru 50 Joer gëtt d'Aarbecht haut anescht organiséiert. Vill Produktivitéitsgewënner sinn duerch Technologien, Digitalisatioun an elo och duerch Kënschtlech Intelligenz méiglech. Vill Aufgaben, déi fréier vill Zäit gebraucht hunn, kënnen haut méi séier, méi automatiséiert a mat manner manueller Aarbecht gemaach ginn. An dës Fortschrëtt, Dir Damm an Dir Hären, dierf net nëmmen dozou féieren, dass ëmmer méi Produktivitéit gefrot gëtt. Dës Fortschrëtt muss och bei de Leit ukommen.

An et sinn och zentral Froen fir d'Zukunft vum Lëtzeburger Aarbechtsmaart, déi mer hei diskutéieren. Well wa Lëtzebuerg attraktiv bleiwe wëll, da muss et sech net nëmmen duerch d'Salären ënnerscheeden, mee et muss sech duerch gutt, fair a sécher Aarbechtskonditiounen ënnerscheeden. An duerfir ass d'Aarbechtzäitverkürzung fir eis eng vu ville modernen Äntwerten op déi nei Erausforderungen.

An dobäi ass et wichteg ze ënnersträichen: Eng Verkürzung vun der Aarbechtzäit bedeit net automatesch e Réckgang vun der Produktivitéit. Am Géigendeel souguer: Vill Etüden an Erfarunge weisen, dass gutt organiséiert méi kuerz Aarbechtzäiten d'Motivatioun, d'Konzentratioun an d'Effizienz erhéien. Mënschen, déi manner iwwerlaascht sinn, schaffen net manner gutt, mee dacks op laang Dauer besser.

Här President, ech kommen zum Schluss. D'Fro ass also net, ob mir d'Aarbechtsrecht moderniséieren. D'Fro ass, wéi mer et maachen. Fir eis ass et kloer: Moderniséierung, jo, mee net ouni Schutz. Flexibilitéit, jo, mee net ouni Géigeleschtung. Nei Aarbechtsmodeller, jo, mee kollektiv gereegelt a mat klore Garantien. Mir wëllen d'Rad no vir dréinen an net zeréck. Wann d'Aarbechtswelt sech verännert, muss dat bedeiten, dass de Fortschrëtt och bei de Leit ukënn, a Form vu méi Zäit, méi Erhuelung a méi Liewensqualitéit – kuerz: fir méi Liewen. Dat ass de Kär vun enger moderner Aarbechtspolitik.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Engel. An als nächste Riedner ass den honorabele Michel Lemaire agedroen. Här Lemaire, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Damm an Dir Hären, et ass richteg a wichteg, datt mer haut déi Debatt iwwert d'Aarbechtzäite féieren. Am Virfeld vun dëser Debatt krute mer eng Rei Dokumenter, déi mer konnten agesinn, déi och e bessert Licht an domat e bessert Verständnis op d'Lëtzeburger Aarbechtswelt mat senger Partikularitéit werft.

Mir hunn en Dokument vu 60 Säite mat enger ganzer Hellewull u Statistiken. Ech behaapten, datt et souguer ubruucht wär, eleng iwwer eenzel Statistike gesonnert Debatten ze féieren, wat natierlech haut net méiglech ass. Dofir wäert ech haut d'Gewicht enger-säits op eis allgemeng Opfaassung vun Aarbechtzäit

an Aarbechtszäitflexibiliséierung leeën an anerersäits eenzel Akzenter setzen zu Aspekter, déi eis besonnesch wichteg erschéngen.

Wa mer och mat ville Politickpunkte vun der Regierung net averstane sinn, esou bekenne mer eis awer zumindest an deem Punkt ganz kloer zum Grondgerescht vun den Aarbechtsprinzipien, wéi se hei an der Fiche vun där Debatt formuléiert goufen. Mir sti fir en Aarbechtskader, deem seng éischt a prioritär Aufgab de Schutz vun de Salariéen ass. Mir sti fir d'Bäibehale vun der 40-Stonne-Woch. Mir sti fir d'Bäibehale vun de Limitte vun der Aarbechtszäit an den noutwendige Salairesmajorationen, wa Leit sonndes oder feierdaags musse schaffen.

Ech denken, an der aktuell ugespaanter ekonomescher Situatioun, awer och an där Situatioun, wou an de leschte Méint a Joren de soziale Fridden ëmmer erëm op d'Prouf gestallt gouf, géif et eis Gesellschaft warscheinlech méi splécke wéi zesummeféieren, wa mer elo d'Aarbechtsrecht nei erfanen géifen a riskéieren, d'Interessie vun Arbeitneemen an Arbeitgebeer awer e bësse géinteneen auszuspielen.

Sécherlech kann ee Statistiken zitieren, wou an eenzelne Länner scheinbar méi Produktivitéit bei manner Aarbechtszäit erziilt gëtt. Mee dacks feelen eis d'Gesamtbild an d'Partikularitéite vun der Aarbechtswelt vun deem Land.

E Reduzéiere vun der Wochenaarbechtszäit géif déi strukturell Problemer kaum léisen. Mir hunn a sämtleche Wirtschaftszweiger, a souguer bei der öffentlecher Hand, e Manktum u qualifiziertem Personal. Dat ass e seriöse Problem, deen d'Aarbechtszäitverkürzung politesch verschlimmere kéint an d'Erbréngen oder d'Ëmsätze vun Dëngschtleeschungen zousätzlech erschwéiere géif. Géif d'Aarbechtszäit beispillsweis ëm 10 % gekierzt ginn, misste Berechnungen no Zéngtausende Persounen weider agestellt ginn. Wou kommen déi Leit all hier?

Ganz besonnesch fatal wier dat fir den Handwiersktssektor. Mir géifen nieft bestoenden Hürden – Stéchwuert erhéichte Material- an Energiepräisser, Problemer bei de Liwwerketten et cetera – eng weider Hürd schafen. Mir brauche fir eis kleng a mëttelstännesch Betriber méi Sécherheet, net manner, well si si mat de Motor vun eiser Wirtschaft.

D'Prioritéit muss sinn, de Lounniveau an d'Aarbechtsplazen ofzesécheren. Mir schwätzen eis kloer fir eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten aus iwwerall do, wou et am Einverneemen tëscht Patron a Salarié méiglech ass. Och hei soll een zesummefannen an net trennen. Vill Patronen hunn haut scho selwer Virdeeler doduerch, dass si hire Salarié Flexibilitéit ubidden, wat sech natierlech positiv op Privat- a Famillieliewen auswierkt.

Wat de Plan d'organisation du travail, de POT – en ass schonn ugeschwat ginn –, ugeet, deen innerhalb vum Aarbechtsrecht d'Modalitéite reegelt, sou hu mir do eng ganz pragmatesch Approche. Ech mengen, hei ass et an éischter Linn en Appell un d'Regierung. Mir hu jo och eng Etüd iwwert de POT, déi eis virläit. An do goufe jo eng ganz Rei Problemer a Lacunnen opgedeckt. Et ass och scho vu Komplizéierung geschwat ginn. Ech denken, hei ass et elo dann e bëssen eng Fläissaarbecht vun der Regierung, Léisungen auszeschaffen.

Da kommen ech elo zu méi spezifeschen Aspekter, déi awer eis ganz Opmierksamkeet verdéngen.

Mir kënnen d'Debatt iwwert d'Aarbechtszäit net féieren ouni d'Theema vun der Dezentraliséierung. Ech erkläre mech. Wann ech an enger normaler Woch aus dem Éislek – wat net bei Ettelbréck ophält, wéi

ee menge kéint – muss lassfueren, zum Beispill vu Clief, fir sécher um Punkt 9.00 Auer an der Stad ze sinn, muss ech ëm 7.00 Auer starten. Wann ech owes Gléck hunn, kommen ech ouni gréissere Stauerëm heem. Wat ass iwwerens, wann ech net de Privileeg – wéi vill Leit – vum Auto hunn an zum Beispill mam öffentlechen Transport, ech soen elo, vu Wilwerdang op de Belval muss? Dat sinn zwou, dräi, véier Stonnen, heiansdo souguer méi, déi d'Leit manner hu fir d'Famill, fir d'Fräizäit a fir Erhuelungszäiten. Wéi kann et da sinn, dass d'Zentraliséierung zumindest an Deeler awer weidergefouert gëtt, amplaz hei endlech déi néideg Akzenter ze setzen? Wa Minetter bei mech op Clief kommen, ginn ech dacks am selwechten Otemzoch gefrot, wou se sech en Hotel kënnen huelen. Wa mir als Éisleker allkéiers en Hotel missten huelen, wa mer an de Süde fueren, da géife mer awer zu aarme Leit ginn.

Elo kann ee soen: Selwer schold! Et hätt ee sollen no wunne goen do, wou ee schafft. Mir wëssen awer all: Déi éischt Pai, déi ee kritt, ass meeschtens net déi déckst. An et kann een et jo net wéi de Jong bei sengem Bewerbungsgespräch maachen, wou de Chef seet: „Déi éischt Pai, déi Der kritt, ass 3.000 Euro, a méi spéit kritt Der 4.000 Euro“, an dann de Jong seet: „Et ass gutt, da kommen ech méi spéit.“ Dat kann een do net maachen. An dofir ass u sech de Moment, wou ee seng éischt Pai kritt, och dee Moment, wou een eppes sicht fir ze wunnen, fir bei den Eltere fortzegeen.

Op mech an op vill Leit bezunn kann ech soen: Mat menger éischter Pai hätt ech ganz sécher keng Wunneng no bei der Stad fonnt. An ech ka ganz sécher soen, dass ech mer mat menger Pai och keng Wunneng am Raum Dikrech-Ettelbréck hätt kënne leeschten.

Ech kommen ofschléissend nach drop zeréck zum Schluss, firwat mer déi Problemer iwwert d'Aarbechtszäitverkürzung iwwerhaupt méi global musse kucken. Mee Fakt ass: Dezentraliséierung ass e weesenteche Punkt, wa mer d'Debatt iwwert d'Aarbechtszäit féieren. An eng eescht gemengten Debatt iwwert d'Aarbechtszäitreegle beinhaltet och eng eescht gemengten Diskussioun iwwert d'Dezentraliséierung.

Da sinn ech drop agaangen, dass mer am Virfeld vun där Debatt eng ganz Rei Statistike kruten. Et géif där Diskussioun gerecht ginn, wa mer op ganz vill Statistike géifen agoen. Eng Statistik, déi mech awer besonnesch interpelléiert hutt, ass déi vun den Épisoden de maladie am Gesondheets- a Fleegeesektor a méi allgemeng, wéi et hei steet, bei der Action sociale. Hei gi mer vun 92.944 Krankheetsepisoden am Joer 2016 op 175.975 Krankheetsepisoden am Joer 2025 erop. Trotz dem Bevëlkerungswuesstum si mer hei net méi ganz wäit ewech vun enger Verduelung.

Mir mussen iwwer eise Gesondheets- a Fleegeesektor schwätzen. A wat huet dat mat den Aarbechtszäiten ze dinn? Mir sinn am Gesondheets- a Fleegeesektor mat der Situatioun konfrontéiert, dass mer ënnerschiddlech Aarbechtskontrakter hunn. Eng Persoun mat engem Klinikekontrakt, zum Beispill dem FHL, huet aner Aarbechtszäitdispositiounen wéi zum Beispill eng Persoun am SAS-Kontrakt.

Wat bedeit dat grad fir d'Leit mat Famill a Kanner? D'Opdeelung vun der Aarbechtszäit a vun de Schichte kënnt spéit, ze spéit virum nächste Mount, fir den nächste Mount ze plangen. Vill Familien, wou déi zwee Partner musse schaffen goen, kréie sech net gutt genuch organiséiert, fir d'Betreiung vun hirem Kand sécherstellen. Et ass oft méi dacks d'Reegel

wéi d'Ausnam, dass si net zurzäit de Betreuungsstrukture matdeele kënnen, wéi d'Prise en charge vun hire Kanner vun deem Mount ausgesäit. Deelzäit schaffen ass dacks just ënner bestëmmte Konditiounen méiglech, déi keng wirklech Work-Life-Balance erlaben.

D'Leit si genervt a gestresst, ier se op d'Aarbecht kommen. D'Fleegeepersonal, wat mam Alter och oft mat zousätzleche gesondheetleche Problemer ze kämpfen huet, oft wuertwärtlech, well se sech de Réck kromm geschafft hunn, op deem seng spezifesche Besoine fir geännert Aarbechtszäitmodeller kann oft kaum agaange ginn. Och wann ee gesetzlech ofgeséichert ass, kann een indirekt Drock gemaach kréien, fir awer schaffen ze goen, och wann et zum Beispill fir déi entspriechend Persoun aus familiäre Grënn oft net geet, eeben zum Beispill weinst de ville Krankmeldungen an deem Secteur. D'Personal ass ëmmer méi ausgebrannt. Dat ass e grouse Problem, wou mer endlech musse Léisunge fannen.

Vläicht eng virlescht Remark – ech mengen, et ass hei och ewell gesot ginn –: Mir kënnen déi beschte Gesetzter ausschaffen. E Gesetz erkennt een effektiv oft dodrun, dass et net dat komplizéiertst Gesetz ass, mee dass et kloer Reegele gëtt. Mee ech mengen, och wa mer d'Gesetzter nach esou perfekt maachen, komme mer awer – an dat ass e Gedanken, deen ech wëll formuléieren – net ëm de Prinzip vum der Solidaritéit.

Wa mer eis d'Bauern zum Beispill ukucken, d'landwirtschaftlech Beruffer, wann déi mol eng Kéier wëllen an d'Vakanz goen oder esou, déi meeschtens rar geséint sinn, hu se zum Beispill d'Méiglechkeet, iwwert de Maschinenring, dee jo dann eng gutt Aarbecht mécht, do Léisungen ze fannen. Et ass awer do oft generatiounenüwwergräifend zum Beispill de Papp am Betrib oder soss e Familljemember, deen dann aushëllef. Dat heescht, an deem Secteur gesi mer ganz kloer eng Solidaritéit, déi matspillt. An ech denken, dee Gedanke vu Solidaritéit musse mer och allgemeng formuléieren, wa mer ëmmer iwwer Aarbechtsrecht, Aarbechtszäit, Aarbechtsbedéngunge schwätzen.

Dann eng ofschléissend Remark. Mir schwätzen haut iwwer Aarbechtszäit. Mir kënnen déi Diskussioun ëm d'Aarbechtswelt och ëmmer méi opfächeren. Mir kënnen, soen ech elo mol, am Hierscht eng Diskussioun féieren iwwer Krankmeldungen, zum Beispill iwwer Absenteismus. Mir kënnen am Fréijoer eng Debatt féieren iwwer Aarbechtsbedéngungen. Mir kéinten déi souguer sektoriell opdeelen. Alles dat ass méiglech. Eng ginn d'Géfill awer net lass, dass mer oft méi Symptombekämpfung maachen amplaz Ursachebekämpfung vun engem Problem, deen awer méi déif verwuerzelt ass.

Vläicht verschleieren all déi Debatten e grondsätzleche Problem: dass ëmmer méi Leit, dass ganz Beruffssectoren, an dat weisen d'Statistike jo awer och zum Deel, sech ëmmer manner wuel fillen op hirer Aarbechtsplaz. An hei gi mer op de Kär vum Zesummeliewen an op de Kär vum eise Zesummeliewen an der Aarbechtswelt.

D'Leit fülle sech ëmmer manner wuel op hirer Aarbechtsplaz, well den demografesche Wuesstem deen ass, dass et eis ëmmer méi schwéier fält, eis fleegebedürfteg Leit mat der néideger Zäit an domat Dignitéit ze versueren.

D'Leit fülle sech ëmmer manner wuel op hirer Aarbechtsplaz, well se net déi néideg Zäit fir hir Famill a fir d'Kanner hunn.

D'Leit fülle sech ëmmer manner wuel op hirer Aarbechtsplaz, well se sech net méi sécher fillen. Net méi



spéit wéi e Samschde war en Artikel an der Zeitung, wou all d'Partei sech zu deem Sujet geäussert hunn.

Wat musse mer also maachen, wa mer iwwer Aarbechtszäit, Aarbechtsbedéngungen et cetera schwätzen? Ech huelen elo mol d'Kofferwuert „Aarbechtsbedéngungen“. Ech sinn iwwerzeegt: Wa mir e Lëtzebuerg mat engem vernünftege Wuesstem gestalten, wou genuch Personal do ass, fir eis al, krank a schwaach Leit mat der néideger Zäit an Dignitéit ze fleegen, gestalte mir e gelongent Aarbechtsëmfeld.

Wa mir e Lëtzebuerg gestalten, wou d'Leit ouni Stress a Stau op hir Aarbecht kommen, gestalte mir e gesond Aarbechtsëmfeld.

Wa mir e Lëtzebuerg gestalten, wou d'Leit no bei hirer Aarbecht wunnen, gestalte mir e gesond Aarbechtsëmfeld.

Wa mir e kanner- a familjefrëndlecht Lëtzebuerg gestalten, gestalte mir e gesond Aarbechtsëmfeld.

Wa mir e Lëtzebuerg gestalte vun enger gemeinsamer Sprooch, och vun enger richteger Integratioun, gestalte mir e gesond Aarbechtsëmfeld.

An dat sinn alles Diskussiounen, wou mer déi grouss Problemer uginn. Wa mer déi grouss Problemer géife léisen, géife mer déi kleng Problemer automatesch – oder zum Deel – mat léisen. Dofir plädéiere mir fir eng Gesamtapproche. Dat ass meng Iwwerzeegung an déi vu menger Partei.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Lemaire. An als nächst Riednerin ass déi honorable Madamm Djuna Bernard agedroen. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Firwat gëtt et iwwerhaupt en Aarbechtsrecht? Déi Fro klénkt banal, mee si ass u sech de Kompass fir dësen Debat. D'Existenzberechtigung vum Aarbechtsrecht war vun Ufank un de Schutz vum Salarié, an dat virun ausbeuterische Konditiounen, viru gesondheetsschiedleche Konsequenzen, virun der Realitéit, dass an der Relatioun tëscht Patron a Salarié dee leschten déi méi schwaach Positioun huet an oft an engem Ofhängekeetsverhältnis steet.

Ech soen awer fir d'éischt emol der Regierung Merci fir den detailléierten Äntwertkatalog, deen den Aarbechtsminister eis am Juni zoukomme gelooss huet. Well déi Zuelen, déi mer hei kritt hunn, déi schwätzen eng kloer Sprooch. An et ass wichteg, dass mer an dësem Debat op Fakten an net op Gefiller opbauen.

Éischtens: Déi effektiv geleschten Aarbechtszäit geet zanter Joerzénge erof, zu Lëtzebuerg an an der ganzer EU. No den IGSS-Donnéeën ass déi duerchschnëttlech Wochenaarbechtszäit am Privatsektor vu 37,1 Stonnen am Joer 2016 op 36,7 Stonnen am Joer 2025 gefall. Och d'Iwwerstonne ginn erof, vu ronn 30 bezuelten Iwwerstonne pro Salarié a pro Joer virun der Pandemie op 23,3 Stonnen haut. Wien also behaupt, d'Land géif ënnergoen, wa mer net allegueren nach méi schaffen, jo, dee schwätzt u sech géint d'Tendenz vun deene leschten zéng Joer.

Zweetens: Mir schaffe méi laang wéi eis Noperen a mir si gläichzäiteg dat produktivste Land an der EU. An en interessante Fakt um Rand: A Frankräich, wou jo offiziell d'35-Stonne-Woch gëllt, läit déi effektiv geleschten Aarbechtszäit quasi um selwechten Niveau wéi bei eis. Dat weist: Déi legal Norm an déi geliefte Realitéit, dat sinn zwou verschidde Saachen.

Drëttens, an dat ass dee Punkt, deen eis Gréng awer an deenen Äntwerten, déi mer kritt hunn, ganz besonnesch Suerge gemaach huet: D'Gesondheet vun eise Salarié leit. Den Absenteismustaux ass vun 3,7 % am Joer 2016 op 4,9 % am Joer 2025 geklommen an ass no der Pandemie ni méi op e Virkrise-niveau zrëckgaangen. An déi Zuel, déi eis wierklech alarméiere muss: D'Krankheetsepisode wéinst Depressioun hu sech an deene selwechten zéng Joer méi wéi verdoubelt, vun 2.500 op iwwer 5.400 Fäll pro Joer. Gläichzäiteg muss de Ministère op d'Fro no der Prevalenz vum Burnout an no de Käschte vun de psychosoziale Risikoën äntweren, dass se keng Donnéeën hunn. Dat ass eng Wëssenslück, déi u sech keen heibannen einfach esou ka stoe loosson.

A véiertens: D'Salarié selwer soen eis u sech ganz kloer, wat se wëllen. Laut der Quality-of-Work-Enquête vun der Chambre des Salariés géifen 2025 ganzer 68 % vun de Salarié gäre manner schaffen, bei de Vollzäitbeschäftegte souguer 73 %. An déi jonk Generatioun stellt zu Recht a Fro, datt se just lieue fir ze schaffen, an dat grad an enger Zäit, wou hir Zukunft duerch d'Multitude vun de Krisen esou onsécher ginn ass, wéi se eebe ginn ass. Et ass also, anescht wéi verschidde Stëmmen an eise Nopeschland et gären hätten, definitiv fir eis net de Moment, fir deene Leit ze soen, datt se elo nach méi schaffe musse goen.

Här President, loosst mech ganz kloer sinn: Déi aktuell Gesetzgebung ronderëm d'Aarbechtszäitorganisatioun, déi ass net méi adaptéiert. De Plan d'organisation du travail, d'Häerzstück vun der Reform vun 2016, ass, wann een éierlech ass, an der Praxis e Flopp. Nëmme 9 % vun de Betriber mat op d'mannst fënnf Salariéen hunn en iwwerhaupt jee-mools benotzt, an nëmme 7 % zanter der Reform.

Firwat? D'LISER-Enquête gëtt d'Äntwert. 57 % soen, dass se kee Besoin gesinn, 25 % kennen den Dispositiv net emol an 11 % hunn drop verzicht, well en ze komplizéiert ass oder well d'Reform vun 2016 si ofgeschreckt huet. Et ass also en Instrument, dat ee Véierel vun de Betriber net kennt an dat déi, déi et kennen, als ze schwéierfällig empfangen. Also et ass u sech kee gutt Instrument.

Nach eppes weist eis d'Realitéit. Et gëtt haut Situatiounen, wou d'Aarbechtsrecht méi streng ass, wéi et d'Salariéen a bestëmmte Situatiounen wierklech arrangéiert: beim Repos hebdomadaire, bei der zweeter Paus am Dag. Dat sinn alles Punkten, déi mer héieren hunn, och wéi mir mat de Sozialpartner diskutéiert hunn.

Wat geschitt an der Praxis? Ma ganz oft héiere mer, dass de Patron an de Salarié sech iergendwou arrangéieren an datt se dobäi u sech net konform zum Aarbechtsrecht sinn. Wa Gesetz a geliefte Alldag mëttlerweil esou wäit auserneeleien, jo, dann ass awer u sech eppes faul. Do musse mer drugoen.

Mee dat ass awer fir eis op kee Fall e Virwand, fir de Schutz ofzebauen. Eis Aufgab ass et, Weeër ze fanen, fir deene Salariéen, déi méi Flexibilitéit wëllen, dës en conformité mam Gesetz och ze ginn, ouni dee Schutz ofzeschwächen, deen all déi aner brauchen, déi sech eebe net op Aenhéicht mat hire Patronen arrangéiere kënnen.

D'ITM huet eleng am Joer 2025 iwwer 1.200 Infractiounen géint d'Bestëmmunge vun der Aarbechtszäitorganisatioun festgestallt. De Schutz ass also keng theoreetesche Fro, mee och haut nach eng ganz wichteg Necessitéit.

An deem Sënn soe mir als Gréng Jo zu enger Flexibiliséierung an enger Moderniséierung. Och Jo zu enger Diskussioun iwwert d'Annualisatioun vun der

Aarbechtszäit. Mee ënner enger Konditioun, déi fir eis net verhandelbar ass: Eng méi laang Referenzperiod bis hin zu enger Annualisatioun gëtt et fir eis nëmme am Kader vun engem Kollektivvertrag.

Firwat? Ma well d'Annualisatioun ouni kollektiv Ofsécherung eebe keng Flexibilitéit ass, mee eng eesäiteg Verschiebung vum Risiko op de Salarié. Wien iwwer Méint eraus net weess, wéini a wéi vill e schaffe muss, jo, dee kann näischt plangen. Dee ka keng Crèche, kee Sport, kee Benevolat, kee Familjeliewe plangen.

Mee mir wëssen awer och: E Betrib brauch Previsibilitéit, fir sech ze organiséieren. Dat ass ganz kloer. Mee e Mënsch brauch se geneesou. Dowéinst si mer Verfechter vun der Iddi, dass Kollektivvertrag eebe grad do kënnen garantéieren, dass Flexibilitéit mat Kompensatiounen verhandelt gëtt, ugepasst un déi spezifesch Realitéit vun deene verschidde Secteuren.

D'Aarbecht ronderëm d'Iwwerschaaf vum POT an der allgemenger Aarbechtszäitorganisatioun gehéiert eiser Meenung no an de strukturierte Sozialdialog, an de CPE. En Debat iwwert d'Fundamenter vun eise Aarbechtsrecht, dee laanscht d'Sozialpartner gefouert gëtt, deen ass zum Scheitern verurteilt.

Här President, eng zweet Thematik, déi an dësem Debat ëmmer erëm hei grouss ugefouert gëtt, ass déi vun der Reduktioun vun der Aarbechtszäit. An och hei plädéiere mir Gréng fir eng gewëssen Éierlechkeet.

Éischtens: D'Fuerderung no manner Aarbechtszäit, jo, déi ass legitim. Zweetens: D'Réform vun de Salarié wëllen hir Aarbechtszäit reduzéieren. An international Etüde weisen, datt eng méi kuerz Aarbechtszäit, jee no Modell, d'Produktivitéit duerchaus kann erhéijen an de Stress ka reduzéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Zweetens: An enger Zäit vu wirtschaftlecher Onsicherheit dierfe mer den Impakt vun enger genereller Aarbechtszäitreduktioun op d'Betriber awer och net ignoréieren. Verschidde Secteuren krite dëst wuel opgefaangen, mee an anere Secteuren, déi momentan ganz besonnesch ënner Drock stinn, wéi zum Beispill an der Industrie, do riskéiert et, eng staark zousätzlech Belaaschtung fir d'Betriber ze sinn. Eng eenheetlech Aarbechtszäitreduktioun gëtt den ënnerschiedleche Realitéit vun eise Secteuren eiser Meenung no fir de Moment net gerecht. Tëscht Büroaarbecht, Industrie, Gesondheessektor oder engem Schichtbetrieb gëtt et nun emol fundamental ënnerscheider. Dofir soll eng Aarbechtszäitreduktioun eiser Meenung no virun allem iwwer Kollektivvertrag sektoreis verhandelt an ëmgesat ginn.

Och wa mer haut net mengen, dass et de richtege Moment ass fir eng generell gesetzlech Aarbechtszäitreduktioun, dass dee Moment nach net komm ass, dierf awer d'Diskussioun eiser Meenung no net ofgeschloss sinn. Mat der Entwécklung vun der Kënschtlecher Intelligenz an der Automatiséierung wäerte sech forcement eis Aarbechtswelt an eis Produktivitéit fundamental veränneren. Wa Produktivitéitsgewënner ëmmer méi mat manner mënschlecher Aarbecht erreecht ginn, da wäert sech zwangseefeg d'Fro stellen, wéi dës Gewënner gerecht verdeelt ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | A véiertens, an dat ass eise staarke Plädoyer fir haut: Jo, mir sinn net der Meenung, dass d'pauschal Fuerderung vun enger reduzierter Aarbechtszäit déi eenzeg Léisung ass. Se geet nämlech net wierklech nuancéiert op verschidde

Liewensphasen, Realitéiten a Besoine vun de Leit an. Dowéinsten wëlle mir als Gréng folgend Proposen erabringen, Proposen, déi laangfristeg zu enger Reduktioun vun der Aarbechtszäit wäerte féieren.

D'Zesummebrénge vun Aarbecht a Famill ass an enger Welt, an där béid Elterendeeler schaffen wëllen a virun allem och schaffen müssen, ee vun de gréissten Challenge. D'Deelzäitstatistiken aus dem Froekatalog weisen dobäi och e Gerechtegkeetsproblem. Bal 40 % vun de Fraen am Privatsektor schaffen deelzäit, mee nëmme 15 % si Männer.

Mir proposéieren dowéinsten eng Familljenaarbechtszäit, déi et jonken Elteren erlaabt, hir Aarbechtszäit iwwer e begrenzten Zäitraum bis zum drëtte Liewensjoer vum Kand ëm bis zu 25 % ze reduzéieren, sous condition, dass béid Partner drop zrëckgräifen. Dat wier eng nohalteg Verlängerung am Geescht vum Congé parental a géing mat sech bréngen, dass ee méi Zäit fir Famill, manner Drock op d'Crèche an och duerno e garantéierte Retour an d'Vollzäit hätt. D'Co-tisation-sociale vun der feelender Schaffzäit géingen an deem Modell vum Staat iwwerholl ginn, a bis zu engem gedeckelte Montant géingen d'Eltere finanziell entlaascht ginn.

Mir sinn och der Meenung, dass de Congé pour raisons familiales ausbauen ass. An hei menge mer virun allem fir elengerzéiend Elteren a fir Eltere vu schwéier kranke Kanner. An den Transfert vun net gehollenen Deeg vun der éischter op déi zweet Altersperiod muss hei méiglech gemaach ginn.

An ofschléissend – an ech komme gläich zum Schluss, Här President – maache mer als Gréng e Plädoyer, fir e Congé „Bénévolat“ anzeféieren, ganz besonnesch am Hibleck op déi Mënschen, déi Verantwortung fir ONGen an ASBlen a Fondatiounen iwwerhuelen, déi dës leeden, déi dës weiderentwéckelen an domadder zum Allgemengwuel an dem Fonctionnement vun eise Sozialstaat bäidroen.

Mir proposéieren dofir, fir Administrateure vun ASBlen aus der mëttelster a gréisster Kategorie vun ASBle bis zu 100 Stonne pro ASBL zur Verfügung ze stellen, déi d'Patrone vun de betraffene Salariéen da vum Staat rembourséiert solle kréien.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Aarbechtswelt ännert sech. D'Erwaardunge vun de Mënschen ännere sech, an eist Aarbechtsrecht muss do matgoen. Mee matgoen heescht fir eis sécher net ofbauen. Als Gréng gleewe mer drun, dass mer de Schutz an d'Interête vun de Salariéen an d'Besoinen vun de Betriber ënner een Hutt kënne kréien – duerch gezielte Upassungen, duerch staark Kollektivverträge an duerch e Sozialdialog, deen deen Numm endlech erëm verdéngt.

Modern Aarbechtszäitorganisatioun heescht fir eis eng staark Protektioun fir déi, déi se brauchen, Previsibilitéit fir Salariéen a fir Betriber a Flexibilitéit, déi de Mënschen déngt an net nëmme de Bilanen. Loosst eis dësen Debat an deem Geescht féieren!

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Mardamm Bernard. An als nächste Riedner ass den honorable Sven Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir debattéieren haut iwwert d'Zäit. An ech fannen et bal poeetes, dass mer eis dofir e ganze Moien Zäit huelen.

Den Här Aarbechtsminister huet bekanntlecherweis dësen Debat ugefrot. An ech soen dat ganz éierlech: Dat ass gutt esou a merci fir déi Ufro. Well no der

Tripartitt vum Juni, nom Resilienzpak, ass de Moment richtig, fir déi nächst grouss Fro unzegoen.

D'Kafkraaft ass besser ofgeséichert wéi virdrun. Den Index steet, och wann et schon nees Stëmmen aus der CSV gëtt, déi en awer wëllen attackéieren. An elo kënne mer dann endlech iwwert d'Struktur schwätzen, an net just iwwert d'Symptomer.

Mee ier mer dat maachen, loosst mech kuerz beschreiwen, wéi ee Gefill ech hat, wéi ech deen Debat hei vun eiser Säit préparéiert hunn, op wat ee sech astelle kéint an op wat dat Ganz geif erauslafen.

Well u sech sinn d'Positiounen bei deem Debat hei jo keng gréisser Iwwerraschung. Op där enger Säit gëtt et déi, déi soen: „Flexibilitéit, Flexibilitéit, Flexibilitéit! D'Betriber müssen ootme kënne, soss geet de Standuert futti.“

Mee d'Betriber hunn d'Outilen, wéi de Plan d'organisation du temps de travail, also de POT, jo weist. Mee nëmme 9 % vun de Betriber hunn e bis elo benotzt. A 57 % soen, se brächten e guer net. Sou dréngend kann also déi Flexibiliséierungsdemande guer net sinn.

Op där anerer Säit gëtt et déi, déi soen: „32 Stonnen, selwecht Pai, an zwar am beschte scho muer de Moien, soss geet de Sozialstaat futti.“

An dann diskutéiere mer do derzwëschen dräi Stonne laang e bësse laanschteneen, jiddweree mat senger Positioun, an e geet och de Mëtten hei eraus mat där Positioun, ouni gréisser Ännerungen.

An de Salarié? Jo, dee steet den nächste Moien dann awer nees am Stau an huet vun deem Debat genau näischt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech probéieren dofir, et e bësse konkret ze maachen. Well déi Fro, déi hei um Dësch läit, ass jo net: Flexibilitéit, jo oder nee? D'Fro ass: Flexibilitéit fir wien?

Flexibilitéit ass nämlech keng Einbanstrooss. Et ass e bësse wéi Fräiheet: Jidderee fënnt se super, soulaang e se selwer definéiere kann. Wann e Betrib seet, e brauch flexibel Referenzperioden, fir op de Marché ze reagéieren, da kann ech dat novollzéien. Mir sinn och net déi Partei, déi de Betriber d'Liewe schwéier maache wëll. Mir hunn näischt géint e mobil Kader, näischt géint d'Annualiséierung vun der Aarbechtszäit – am Prinzip.

Mee da gëllt och de Prinzip vum der Symmetrie: Wann de Betrib Flexibilitéit kritt, fir op de Marché ze reagéieren, da muss de Mënsch Flexibilitéit kréien, fir op säi Liewen ze reagéieren. Dat ass fir eis d'Konditioun. An déi ass och net verhandelbar.

Konkret heescht dat fir eis véier Saachen:

Éischstens: Déi absolutt Limitte bleiwen absolutt. Da muss se och nach effikass kontrolléiert ginn. An do hunn d'Zuele vum Ministère eis jo awer gewisen, dass bei der Effikassitéit vum Contrôle vum Anhalen definitiv nach kann eng Schëpp bäigeluecht ginn. 48 Stonnen d'Woch, 10 Stonnen den Dag, dass ass keng Verhandlungsmass, dass ass e physiologesche Plafong. Wien dodru rëselt, dee rëselt un der Gesondheet vun de Leit, an d'Rechnung dofir bezuele mir dann all zesammen iwwert d'CNS.

Zweetens: D'Referenzperiode ginn net eesäiteg vum Patronat respektiv vum Patron dekretéiert. D'Personaldelegatioun an d'Gewerkschaft muss mat um Dësch setzen, wann esou Modeller am Betrib agefouert ginn an duerno och kontrolléiert ginn – ech kommen erëm drop zrëck –, well Sozialdialog ass keen Dekor. Dat ass d'Fundament, op deem mer dat Ganz opbauen.

Drëttens: All Salarié muss d'Recht kréien, seng Aarbechtszäit op Ufro ze reduzéieren, mat der entsprecherender Upassung vum Salaire. Dat ass evident. Wie sech ëm seng Kanner këmmert, wien eng Formatioun mécht, wie krank Elteren doheem huet, dee soll net biedele müssen, fir manner schaffen ze dierfen.

A véiertens – dat ass e Punkt, deen ëmmer erëm vergiess gëtt –: An de Betriber mat méi wéi 50 Salarié muss et e Retourrecht ginn. Wie reduzéiert huet, muss nees kënne eropgoen. Well soss ass den Deelzäitjob keng Liewensphas, mee eng Fal. An där Fal stichen haut da virun allem Fraen. Dat wësse mer all a mir kucke leider zanter Joerzénge no.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eist Aarbechtsrecht behandelt haut e 25 Joer ale Programmierer an eng 58 Joer al Fleegeerin genau d'nämmlech, wéi wann et eng an déi selwecht Persoun wier. Dat ass awer net modern. Dat ass einfach nëmme bequeem.

Dofir schloe mer dräi ganz konkret Mesüre vir:

Fir d'Salariéen ab 60 e Recht op Aarbechtszäitreduktioun mat enger staatlecher Bedeelegung, fir dass déi Reduktioun net an d'Altersarmut féiert an net d'Pensioun massakréiert. E sougenannte „soft landing“ an d'Pensioun amplat de Burnout mat 61.

Da muss och endlech mat Strofen duerchgegraff gi géint Betriber, déi ze oft – an do gëtt et déi eng an et gëtt déi aner – Salariéen ab 49 Joer entloossen, well se ze deier ginn. Wann et Strofe géif ginn an déi och konsequent duerchgesat géife ginn, da géif et op eemol vill manner Dir-sidd-iwwerqualifizéiert-Bréiwer. Dat kann ech Iech haut scho versprechen.

A fir déi Jonk eng Primm fir Betriber, déi jonk Leit ouni Erfahrung astellen a se mindestens dräi Joer halen. Net astellen an no der Proufzäit erausgeheien, mee halen.

A wa mer haut iwwert d'Aarbechtszäit schwätzen, da steet u sech en Elefant am Raum. U sech muss ee soen, den Elefant steet am Stau. Mir diskutéieren hei ganz seriö doriwwer, wéi d'Stonnen am Büro organisiert ginn a maachen dobäi d'Aen zou virun der Tatsaach, dass Honnerttausende vu Frontaliere Stonnen a Stonnen op der A3, der A31, op der B51 verbréngen, well eis Steierofkommessen nach aus enger Zäit stamen, wou Homeoffice vill ze oft e Bastelraum war.

E franséische Frontalier huet haut 34 Deeg. An de 35. Dag ass keen normalen Iwwerschreidungsdag. Neen, da gëtt réckwierkend all Dag a Frankräich versteierbar. Dat ass keng Steierpolitik, mee dat ass eng Strofexpeditioun géint d'Work-Life-Balance.

Mir Piraten hunn dat Theema scho mat e puer Question-parlementairen thematiséiert. A Frankräich huet bekanntlecherweis eng technesch Nott virgeluecht, wou se 40 % Teletravail proposéiert hunn. An eis Regierung, déi huet gekontert mat 25 %. Firwat also esou zaghaft? Mee d'CIG treëft sech am zweete Semester jo an do kann een da jo op e Resultat hoffen. Net e Resultat „Mir sinn a konstruktive Gespréicher“, mee e konkret Resultat.

Generell muss mer den Teletravail, wou ëmmer méiglech, méi attraktiv maachen, net just fir d'Frontalieren, mee natierlech och fir d'Lëtzebuurger Residenten, well och si stinn all Dag am Stau a verléieren domat net just Geld, mee wäertvoll Liewenszäit. An doriwwer eraus en Ofsetzbetrag fir Teletravailleurs am Kader vum Artikel 105 L.I.R., fiskal Encouragement fir Betriber, déi den Teletravail aktiv féieren an dezentral Satellitbüroen no bei de Grenzen. Well déi bescht Aarbechtszäitreform ass déi Stonn, déi net am Stau stattfënnt.

A schlussendlech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Veier-Deeg-Woch. Ech weess, bei deem Wuert

kréien déi eng Glanz an den Aen an déi aner kréien en Häerzrasen. Mir Piraten soen haut net: „32 Stonne fir jiddereen, muer, per Gesetz!“ Mee mir soen och net: „Dat funktionéiert ni, Enn vun der Diskussioun!“, well och dat wier gelunn.

D'Belsch huet hire Modell: véier Deeg mat bal 10 Stonnen. Éierlech gesot, dat ass keng Verkiezung. Dat ass eng Kompressioun. An déi passt weeder bei d'Crëchenëffnungszäiten nach bei de Réck vun engem 55-järeg Bauaarbechter. Als individuell Optioun? Jo, gär. Als Wonnermëttel? Nee, merci.

Island dogéint huet et am ëffentleche Secteur getest: 35, 36 Stonnen, voll Pai. Resultat: d'Produktivitéit stabil oder souguer besser, d'Wuelbefanne massiv erop. Haut schafft do d'grouss Majoritéit esou. An Island ass, zumindest wat d'Populatiounsgréisst ugeet, mat eis ze vergläichen.

A Groussbritannien hunn d'Pilotprojeten no dem 100-80-100-Prinzip gewisen: 100 % Pai, 80 % Zäit, 100 % Leeschtung, manner Absenteismus, manner Fluktuation, stabil Chifferen.

Dofir eise Virschlag, ganz pragmatisch: e staatlech begleet Pilotprojet zu Lëtzebuerg. Betriber, déi fräiwëlleg matmaachen, kréie steierlech Ureizer an eng wëssenschaftlech Begleedung. An da kucke mer op d'Donnéen, op eis Donnéeën aus eiser Economie, mat eisen IGSS-Zuelen, mat eise Ëmfeld, an net op déi aus dem Ausland. A wann d'Resultater gutt sinn, hu mer eng Basis. Wa se schlecht sinn, hu mer eis eng deier Ideologieschluecht erspuert.

An deenen, déi elo soen, esou e Pilotprojet wier ze deier, deene soen ech: Kuckt Iech d'Käschte vum Absenteismus, vum Burnout a vun der Fluktuation un! A, ech géif soen, kuckt Iech se un. De Problem ass: D'Regierung seet eis selwer, dass se déi Zuelen an déi Daten haut guer net hunn. Mir bezuelen also souguer nach eng Rechnung, vun där mer net mol wëssen, wat finalement op hir dropsteet. Jo, mir bezuelen déi, ouni eppes doraus ze léieren. Da misst e Pilotprojet et awer derwärt sinn.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir Piraten sinn net géint d'Betriber. Mir wëllen, dass se kompetitiv bleiwen an hir Leit halen. Mir sinn awer och bei de Gewerkschaften, wann et drëm geet, zu de Maximalgrenzen, zum Sozialdialog an zum Index ze stoen. Mir si virun allem fir déi Leit, déi moies opstinn a schaffe ginn an owes gären nach e Stéck Liewen iwwreg hätten. D'Aarbechtszäit vum 20. Joerhonnert war op d'Maschinn getakt. Déi vum 21. muss op de Mësch getakt sinn. D'Flexibilitéit gehéiert net dem Patron an net dem Syndikat. Se gehéiert deem, deem seng Zäit et ass.

An, Här Minister, Dir hutt Iech dësen Debat gewünscht. Mir hunn Iech konkret Virschléi matbruecht: symmetresch Flexibilitéit mat haarde Limiten, e Retourrecht op Vollzäit, geziilt Mesüre fir Jonk an Al, en Datum fir den Telearbeitsvertrag mat Frankräich an e Pilotprojet fir d'Veier-Deeg-Woch. Huet der roueg e puer mat! Mir verroden och kengem, vu wem se kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Clement. An ech ka mer dës Debat net virstellen ouni d'Interventioun vum Här Marc Baum, deen awer net hei agedroen ass.

(Interruption)

Mee en huet sech schonn a Stellung bruecht. Dann hutt Dir, honorable Marc Baum, d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech wäert Är Virstellungskraaft och doranner net

enttäuschen an hei selbstverständlech Stellung huelen.

Ech hu relativ intensiv versicht, deene sechs Virriedner nozelauscheren. A bei Verschiddenen ass et mer awer virkomm, wéi wann een awer d'Diskussioun e bësse kadréiere misst.

Also d'Fro ronderëm d'Aarbechtszäit a wéi se organiséiert ass, ass eng zentral a liewenswichtig Fro vun deenen, déi fir Loun schaffen. Am 19. Joerhonnert hu sech genau ëm déi dote Fro déi éischt Interesseverriedunge gegrënnt vu Leit, déi fir Loun schaffen. Spéider sinn aus deenen d'Gewerkschaften entstanden. An net ëmssoss war déi éischt grouss an zentral Fuerderung vun där Gewerkschaftsbewegung d'Afféierung vun enger 40-Stonne-Woch.

An et huet iwwer 100 Joer gedauert, aus dem 19. Joerhonnert, bis se zu Lëtzebuerg eng Realitéit ginn ass. A stéckelchersweis ass ee vun engem komplett dereguléierte Maart hikomm zu Reegelen, déi ee sech ginn huet, wéi Aarbechtszäit organiséiert ass. An dat ass och ganz einfach nozevollzéien, firwat et esou wichtig ass. Well an der Lounaarbecht déi Aarbechtszäit am Fond net engem selwer gehéiert, mee se gehéiert dem Patron. Well de Patron definéiert, wivill Stonnen ee schafft, wéini een ufänkt, wéini ee Pause mécht, wéini een ophält. Et ass déi Zäit, déi engem net selwer gehéiert.

An duerfir huet d'Moderniséierung vun der Aarbechtszäit am 20. Joerhonnert aus zwee Kärelementer bestanen. Éischtens: d'Begrenzung vun der Aarbechtszäit an d'Begrenzung vun der Disponibilitéit fir de Patron. Dat huet doranner bestanen, dass Congésdeeg entstane sinn. Dat huet doranner bestanen, dass d'Wochenaarbechtszäit definéiert ginn ass an erfogusat ginn ass. A wann hei de Spriecher vun der CSV seet, dass d'Zil net wier, manner ze schaffen, dann ass dat e Broch mat 100 Joer chrëschtlech-sozialer Politick! Nach 1970, wou dat éischt Gesetz fir d'Aarbechtszäitreduzéierung op 40 Stonnen deposéiert ginn ass, huet den deemolege Rapporteur, e gewëssen Här Jean Spautz, gesot, dass d'Zil misst sinn, dass mer ugangs des 21. Joerhonnerts an enger Welt liewen, wou mer just nach eng 30-Stonne-Woch als Reegelaarbechtszäit hätten.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dat war d'Philosophie vun enger chrëschtlech-sozialer Vollekspartei!

(Brouhaha)

An dat zweet grousst Element vun der Aarbechtszäit, dat war, där Reegelen ze ginn. Dat heescht: Wéi gött se gerechent? Op den Dag, op d'Woch, op de Mount? Wéini si Rouzäiten? Wéini si Pausen? An dee Kader, déi Ausenanersetzung, dat war eng gesellschaftlech an eng politesch Debat. An déi politesch Debat huet Afloss gehalen an dat, wat mer haut Code du travail nennen.

A bei all – bei all! – Verbesserung am Sënn vun de Leit, déi fir Loun schaffen, ass d'Patronat Stuerme gelaft. Bei der éischer Reduzéierung vun der Aarbechtszäit ass gesot ginn: „D'Economie geet zugronn. Eis Economie geet zugronn!“ An, Här Weiler, Dir wësst et och: Wéi de Kennungsschutz agefouert ginn ass, war dat den Tenor vum Patronat, domat géif d'Lëtzeburger Economie zugronn goen, well et kéint een elo kee Mësch méi entloossen.

De Géigendeel ass geschitt, wéi – an domat zitieren ech en eeemolege Premierminister – all Kéier zu där Zäit, wou d'CSV nach wirklech chrëschtlech-sozial war, wéi all Kéier, wou dës Partei Sozialgeschichte geschriwwen huet. Domadder gött elo hei anscheinend gebrach.

An déi Reguléierungen hunn zwee grouss Elementer mat sech bruecht. Nämlech éischtens: D'Sécherheet vun de Leit ass an d'Luucht gaangen. Mir hunn eis Instrumenter ginn, notament d'ITM, fir och déi Sécherheet ze kontrolléieren an d'Anhale vun deene Konditiounen. Zweetens ass d'Gesondheet vun de Leit, déi geschafft hunn, an d'Luucht gaangen. Och do hu mer eis Instrumenter ginn. D'Santé au travail ass geschafte ginn. A sou lacunaire se haut och nach ëmmer sinn, géif eng Moderniséierung doranner bestoen, déi Instrumenter méi staark ze maachen.

An d'Konsequenz dovunner war, nieft dem allgemenge gesondheetleche Fortschritt, dass d'Liewenserwaardung an all deene Länner, déi déi dote Mesüre geholl hunn, an d'Luucht gaangen ass. An dat ass den zivilisatoresche Fortschritt vun enger moderner Aarbechtszäitreguléierung.

An zu Lëtzebuerg hu mer awer och de spezielle Modell, dass alles dat, wat net iwwer Gesetz gestëmmt ass, also wat Aarbechtsrecht ass, wat den allgemenge Kader bitt, tëscht de Sozialpartner negociéiert gött. An dat stäerkt Instrument dovunner ass de Kollektivvertrag. Am Aarbechtsrecht ass souguer ausdrécklech virgesinn, dass et Méiglechkeete gött, punktuell, a bestëmmte Punkten, zum allgemengen Aarbechtsrecht kënnen ze derogéieren. Dat ass haut méiglech. Dat ass e flexibel Aarbechtsrecht. Déi Instrumenter, déi gött et.

A wann et eppes muss ginn aus dëser Debat, wat, hoffen ech, konsensfäeg ass, dann ass et, dass mer eng Stärkung vum Kollektivvertragswesen onbedéngt brauchen. An dës ass d'Struktur vun engem modernen Aarbechtsrecht, wat am 20. Joerhonnert entstanden ass a sech bis haut entwéckelt huet. Modernitéit war also ëmmer Synonym vu sozialem Fortschritt an doraus entstane individueller Fräiheet.

Här President, den Aarbechtsminister schreift a senger Debat, dass et eebe géif dorëm goen, dës Aarbechtsrecht ze moderniséieren. Hei gött da vu Liewensweise geschwat, déi sech geännert hunn, Mentalitéiten – dat huet d'Madame Hartmann gesot –, déi am Wandel wieren. An ech mengen effektiv, dass d'Realitéit sech geännert hunn. A ganz vill Saachen am Liewen, op der Aarbecht vun deenen allermeeschte schaffende Leit hu sech fundamental entwéckelt. Awer, an dat misst eigentlech den Aarbechtsminister wëssen, e bewusste Choix vun de Salariée war dat an deenen allermannste Fäll.

Op der Aarbecht sinn d'Leit dem Patron ënnerworfen. Dat ass eist Aarbechtsrecht. Dat ass haut net anescht wéi virun 30 Joer oder wéi virun 100 Joer. De Patron oder de Chef dirigéiert d'Employéen a léisst se esou schaffen, wéi en dat fir richtig hält, oder fir den Interessi vu sengem Betrib, meeschtens am Kader vum besteende Recht. Mir gesinn hautdesdaags och ëmmer méi och ausserhalb vum besteende Recht, Stéchwuert Plattformarbecht. An d'Employéen hunn do relativ wéineg matzeschwätzen.

Wat awer geännert huet an deene leschte Joerzëngen, dat ass de Kader, an deem de Patron oder de Chef seng Direktioun iwwer d'Employéen ausübt. D'Kontroll an d'Iwwerwaachung hunn duerch digital Moyene sécher zougeholl – Stéchwuert permanent Errecherbarkeit –, Drock, an domadder Muecht, wéinst techneschen Entwécklungen, déi d'Employéen deels ersetz kënnen, och. D'Zerstéckelung vun Aarbechten duerch nei Organisationsformen mat staarkem Automatieverloscht fir Employéen ass a ville Secteuren op der Dagesuerdnung. Atypesch Aarbechtsverhältnissen ginn ëmmer weider an d'Luucht.

An ech kéint elo weiderfuere mat dëser Opzielung, mee wichtig ass ze soen, dass d'Struktur vun der

Aarbechtswelt haut sou oder sou schonn eng staark an net vum Salarié gewollte Flexibiliséierung mat sech bréngt, déi och a virun allem op seng Käschte geet.

An dat gesi mer och haut, datt mer a ganz ville Secteuren eng Aushiewelung vum Aarbechtsrecht gesinn. A verschiddene Secteuren ass et gang und gäbe, datt entre-temps d'Leit nach en 20-Stonne-Kontrakt ugebuede kréien, an dann, wann d'Picke sinn, gëtt de Kontrakt wocheweis op 30 oder 35 Stonnen ausgeweit. Dat ass eng Realitéit haut an et ass d'Aushiewelung vum Aarbechtsrecht. Do misste mer virgoen.

An dat huet alles Konsequenzen, a mir gesinn et. Dat sinn dem Aarbechtsminister seng eegen Zuelen. An ech sinn dankbar, datt Der op déi Froen, déi déi véier Parteien, déi sech hei an dëser Chamber fir Aarbechtsrecht interesséieren, déi Froe gestallt hunn, nämlech d'CSV, d'LSAP, déi gréng an déi Lénk, vill an ausgibeg geäntwert hutt. Déi dräi aner Parteien hunn et net néideg fonnt, Zuelen ze froen oder Etüden oder méi detailléiert Saachen ze wëssen.

An déi Zuele weisen eis et: D'Zuel vun Erkrankungen, déi stressbedéngt sinn, huet zolidd zougeholl an deene leschte Joren. An deene leschten zéng Joer eng Verduebelung vun den Depressiounen, eng Verduebelung vu Knachen- an Artikulationskrankheeten. Beim Burnout oder anere psycheschen Erkrankungen hu mer zu Lëtzebuerg keng Zuelen – eng Lacune, déi och vill ausseet. Mir gesinn also just d'Spëtzt vum Äisberg.

A ganz vill Etüden, de „Quality of Work Index“ oder international Zuele vun Eurostat oder Eurofound, soen eis, dass d'Leit sech ëmmer méi ënner Drock gesat spieren, dass den Drock eropgeet an dass se ëmmer méi dem Drock ausgesat musse schaffen.

Duerfir ass déi eigentlech zentral Fro: Wat wëllen dann d'Salariéen? Gëtt et dozou Etüden? Jo, déi gëtt et. An d'Salarié schwätze ganz kloer eng aner Sprooch: Se wëllen deen Drock net! Se fannen et eng Noutwendegkeet, där Aarbechtsintensivitéit, déi zougeholl huet, eppes aneres entgéintzesetzen, nämlech manner kënnen ze schaffen – dat, wat iwwer 100 Joer och d'chrëschtlech-sozial Politick ausgemaach huet.

An dat, wat elo hei ugestouss gëtt, Här President, dat ass de Géigendeel vu Moderniséierung. Dat, wat vu Patronatsproposen sech jo zum Deel d'CSV an d'DP zu eege gemaach hunn an deene leschten zwee an engem hallwe Joer, ass de Géigendeel vu Fortschrétt. Et ass e Réckschrétt: Den Employé soll Autonomie verléieren an net manner, mee méi zur Dispositioun vum Patron stoe mussen. An dat ass réckstänneg. Dat ass almoudesch.

Wat hei proposéiert gëtt, ass net dat, wat eis Gesellschaft weiderbréngt – an d'ailleurs och net eis Betriber. An et ass och eng Zäit ginn an dësem Land, wou och d'Patronat dat verstanen hat an och wirklech op Sozialdialog aus war an net op permanent Konfrontatioun a réckschréttlech Politick.

An dat seet souguer de fréieren UEL-President. Dee seet, datt déi Attack, déi Offensiv, vun dëser Regierung, wat d'Aarbechtszäit an d'Aarbechtsrecht ugeet, vëlleg onsënneg ass an net am Interessi vun de Betriber, well d'Betriber sech aner zentral Froe stelle wéi déi doten Attacken, déi geridde ginn.

Mir hunn och kloer Zuele kritt, och vum Aarbechtsminister, datt et keng Etüde gëtt – keng! –, datt eis bestehend Aarbechtsrecht iergendwéi en Hemmnis wier fir Investitiounen, fir Wuesstum. Esou eppes gëtt et net. Et gëtt keng esou Etüden! Eist Aarbechtsrecht ass keen Hemmnis, ass kee Kompetitivitéitsnodeel. Dat, wat par contre eis Opmierksamkeet bräicht, dat

ass, datt mer deelweis net méi attraktiv sinn a ganz ville Secteuren, wou mer eng Penurie hu fir Salariéen. Also misste mer genau do usetzen. Also misst genau dat de Wee sinn, fir Aarbecht erëm méi attraktiv ze maachen.

Här President, ech mengen och, datt dëst Land am Fong aner Problemer huet wéi déi, déi d'Regierung hei dauernd probéiert ze schafen. Ech mengen och, datt dat Elementer wieren an der Fro vun der Wunnengsnout, an der Fro vun der Transition énergétique, an der Fro vun der Ausbildung, wou Patronat a Salariat guer net esou wäit ausenannerleien. Dat wieren déi Elementer, déi eng wirklech Moderniséierung géifen ausmaachen.

Här President, ech halen awer op mat menger Interventioun mam Depot vun enger Motioun, déi, mengen ech, net vill verlaangt, mee awer sollt vun der Regierung a vun de Majoritéitsparteie considéiert ginn, well se setzt nämlech deem, wat vu villen elo hei gesot ginn ass, nämlech der Stärkung vum Kollektivvertragswesen an der konkreter Ëmsetzung am Kader vun der Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit, en Zeechen a stäerkt dat a wier e Bekenntnis vun dëser Regierung. Ech hoffen, datt se dat Bekenntnis och mécht.

Merci, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– *vu la directive (UE) 2022/2041 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne, et notamment son article 4 relatif à la promotion de la négociation collective ;*

– *considérant que le taux de couverture des conventions collectives au Luxembourg se situe très en deçà du seuil de 80 % fixé par la directive, ce qui rend l'établissement d'un tel plan d'action obligatoire ;*

– *considérant que ce plan d'action doit être établi après consultation des partenaires sociaux ou en accord avec eux, et fixer un calendrier clair et des mesures concrètes pour accroître progressivement la couverture conventionnelle ;*

– *considérant que le débat de consultation demandé par le Ministre du Travail sur l'organisation du temps de travail a vocation à alimenter les travaux législatifs du Gouvernement en la matière ;*

– *considérant que le patronat revendique une flexibilisation accrue de l'organisation du temps de travail dans un sens défavorable aux salarié.e.s ;*

– *considérant que transférer par la loi à l'employeur seul des marges de flexibilité aujourd'hui subordonnées à un accord collectif reviendrait à accorder cette flexibilité sans contrepartie et hors de toute négociation, privant les employeurs de tout intérêt à conclure une convention et affaiblissant le recours à la négociation collective, et allant à l'encontre de l'objectif poursuivi par la directive (UE) 2022/2041 ;*

– *soulignant son attachement au modèle luxembourgeois de dialogue social, à la stabilité des relations sociales et au rôle central des partenaires sociaux dans la détermination des conditions de travail,*

invite le Gouvernement à

– *renoncer à toute réduction, par la loi, des protections garanties par le Code du travail en matière d'organisation et de durée du temps de travail ;*

– *faire en sorte que toute flexibilisation supplémentaire de l'organisation du temps de travail demeure intégralement un objet de négociation entre partenaires sociaux et ne puisse être obtenue que par la voie conventionnelle ;*

– *établir et mettre en œuvre, en concertation avec les partenaires sociaux, le plan d'action national de promotion de la négociation collective prévu par la directive 2022/2041, avant d'engager toute réforme de l'organisation du temps de travail.*

(s.) Marc Baum, David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Baum. Ech gesinn, datt eng Fro kéint un Iech gestallt ginn duerch den Här Luc Emering. Géift Der déi erlaben, Här Baum? Ech gesinn, Dir erlaabt déi, ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | Selbstverständlech.

M. André Bauler, Président de séance | ... well Der Iech op d'Riederpult zoubeweegt. Da kann den Här Emering seng Fro stellen.

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President. An och merci un den Här Baum, dass Der meng Fro unhuet.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ganz gär.

M. Luc Emering (DP) | Ech hunn Iech elo gutt nogelauschert. Ech hunn heiansdo gemengt, mir wieren hei erëm am Sklavenhandel ukomm, sou wéi Der dat awer e bëssen hei duergestallt hutt.

M. Marc Baum (déi Lénk) | A, mee da gitt mol d'Platformaarbechter kucken. Do si mer effektiv bei engem Sklavenhandel ukomm.

M. Luc Emering (DP) | Ech hunn eng konkreet Fro, déi ech Iech wëll stellen, well Der dat och e bëssen ernimmt hutt als Modell. Dir wësst jo, dass Der d'Méiglechkeet hutt ... Jiddereen heibannen huet d'Méiglechkeet, eng Societéit mat engem Kapital vun engem Euro ze grënnen. Dann ass en och Patron, ka Leit astellen. An dofir ass meng Fro: Hutt Dir eng Visioun, wéi Der e Betrib kéint opbauen, dee Leit astellt à 30 Stonnen d'Woch a 40 Stonnen d'Woch bezitt?

Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ben, et ass dee selwechte Prinzipp, deen 1975 gegollt huet, wou mat vollem Lounausgläich d'Zuel vun 48 op 40 Stonnen erofgaangen ass. An, Här Emering, ech géif dann d'Géigefro stellen: Wësst Der, datt et och zu Lëtzebuerg scho Betriber gëtt, déi genau dat dote gemaach hunn, nämlech eng Aarbechtszäitreduzéierung vu 40 op 32 Stonne mat vollem Lounausgläich? An als Äntwert hu se gesot, datt dat eppes wier, wat, éischstens, de Krankstand géif reduzéieren, d'Motivatioun vun de Mataarbechter géif steigern, a se hu festgestallt, datt d'Produktivitéit pro Aarbechtsstonn an d'Luucht gaangen ass, amplaz datt se erofgaangen ass. Dat sinn déi Elementer, déi mer objektiv hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Voilà, mir beweegen eis esou lues op d'Enn vun dësem Debat zou, engem Debat de consultation, dee vun der Regierung ugefrot ginn ass.

An do ass et och virgesinn, datt d'Regierung e Schlusswuert huet. An da géif ech den Här Aarbechtsminister Marc Spautz bidden eropzekommen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Merci, Här President. Ech muss elo nach all d'Ziedelcher, fir op alles kënnen esou gutt wéi et geet ze äntworten, richteg placéieren. Net dass ech bei iergendengem vergiesen, dorop ze äntworten. Mee wann net, dann hutt Der jo och d'Méiglechkeet, mech drun ze erënnere.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeginnen a Kollegeen, ech wëll als Éischt jiddwerengem

Merci soe fir dës interessant Debatt: dem Charel Weiler, dem Carole Hartmann, dem Georges Engel, dem Här Lemaire, dem Djuna Bernard, dem Sven Clement an dem Marc Baum.

Ech mengen, dass d'Debatt am Fong den Zweck erfüllt huet, dass mer alleguerte gesinn hunn, dass mer och an der Definitiou vun der Aarbechtszäit net alleguerten dat selwecht drënner verstinn an dat selwecht drënner gesinn. Dat war mer awer éierlech gesot och scho bewosst, ier mer mat där Debatt hei ugefaangen hunn, dass do och wäerten ënnerschiddlech Iddien ervirkommen.

Op verschiddene Punkte vun all deenen Debatte sinn eis Meenungen auserneegaangen. Do hu jo och schonn déi eng oder déi aner Riedner dozou Stellung geholl. An dat weist awer, dass d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit e Sujet ass, deen d'Leit all befaasst. Et ass just ëmmer d'Fro, aus wat fir engem Bléckwénkel een et kuckt, wat an deem Sujet d'Haaptprioritéit ass. Deen, dee moies zwou Stonnen am Stau steet. Deen, dee mëttes Schwieregkeeten huet, fir an der Paus kënne séier bis heem ze sprangen.

Dat war an aneren Zäite méi einfach, well dann huet een oft ... Mir hunn no bei der Aarbechtsplaz gewunnt. Respektiv, ech ka mech nach erënneren – dat beweist mer, dass ech och schonn d'Chance hu vun der fréier Gebuert -: Wéi ech an d'Stad schaffe komm sinn an den 80er-Joren, sinn ech moies um 7.15 Auer fortgefuer, ech war um 7.30 Auer hei an ech si mëttes heem iesse gaangen. Dat ass haut nach ...

(Interruption par M. Georges Engel)

Nee, mam Auto déi Zäit, Här Engel. Dat ass haut nach just en Dram, deen een dofir huet.

Mee ech wëll awer och soen: Wann et an deem Thema einfach Léisunge géif ginn, da ginn ech jo emol dovun aus, dass d'Leit alleguerte scho laang Léisungen dozou fonnt hätten an dass et dofir e bësse méi schwierig ass, iwwerall do Léisungen ze fannen.

Ech hat schonn am Ufank vu menger Interventioun gesot, dass ech dës Debatt bewosst organiséiert hunn, ier ech ufänken, mat de Sozialpartner an den Detail ze goen, wat bei der Rentrée wäert geschéien, well et mer wichteg war, de Bols an d'Iddie vun der Chamber an deen Debat kënne mat eranzehuelen. Ech wollt Är Analysen, Är Prioritéiten an Är Propositionen héieren an ech kann Iech versécheren, dass ech déi verschidde Beiträg mat grousssem Interesse nogelauschert hunn.

An ech wäert elo net probéieren, op all eenzel Interventioun am Detail anzegoen. Ech géif villméi probéieren, déi verschidde Sujeten, déi haut ugeschwat gi sinn, thematesch opzegräifen a meng Reflexiounen dozou mat Iech ze deelen.

De Sozialdialog ass fir mech do e ganz wichtige Punkt. Ier ech op déi eenzel Theeme wëll agoen, wëll ech nach eng Kéier erklären, wéi wichteg de Sozialdialog an deem Punkt ass. Well ouni de Sozialdialog komme mer hei net virun an där heiter Debatt.

Trotz ënnerschiddleche Positionen iwwert den Inhalt vun enger méiglecher Reform hat ech awer och parteiwwergräifend verstanen, dass dat och fir all Partei, déi heibanne vertrueden ass, wichteg ass, dass dat Ganzt am Sozialdialog stattfënnt. Vill vun Iech hunn ënnerstrach, dass eng Reform vun der Aarbechtszäit nëmmen da ka geléngen, wann och jiddweree sech an deenen Dossieren, déi mer dann herno wäerte bréngen, kann erëmfannen.

Ech begréissen dat ausdrécklech. Fir mech ass dat e wichtegt Signal, well grad bei esou engem Sujet wéi der Aarbechtszäitorganisatioun, deen esou direkt an

den Alldag vun de Salariéen an de Betriber agräift, ass et wichteg, dass mir no Léisunge sichen, déi vun de Sozialpartner matgedroe kënne gi respektiv vun de Sozialpartner kommen.

Dat bedeit net, datt mir op all Punkt eng unanime Léisung wäerte fannen, mee ech mengen, mir sinn eis eens hei am Sall, dass en Accord tëschent de Sozialpartner ëmmer besser ass wéi eng Léisung, déi géint déi eng oder déi aner Säit mat alle Mëttelen duerchgesat gëtt.

An dofir wëll ech Iech och soen: D'Regierung huet hir Meenung nach ëmmer net geännert zu deem, wat mer an enger Motioun zesummen decidéiert hunn. Dofir – ech hunn d'Wuert net gär – ass Är Motioun indirekt superfetatoire, Här Engel, mee et schéngt mer awer kee Problem ze sinn, déi Motioun unzehuelen, fir net erëm eng Kéier hei Grabenkämpf ze maachen. Mee d'Regierung huet sech dozou organiséiert. D'Regierung huet heibanne gesot, wat se wëll, an de Premierminister huet dat an net manner wéi dräi Debatten ënnerstrach. Ech wëll dat dozou nach eng Kéier soen. An dat ass fir d'Regierung och guer keng Diskussioun.

Eng gesetzlech Reduzéierung vun der Aarbechtszäit. A mäi Kollege Marc Baum ass e bessen drop agaangen. Ech hunn e bessen – e bessen, awer net vill – eng aner Liesaart vun deem, wat e gesot huet. Iwwert d'Gesetz vum 9. Dezember 1970 – wann Der an den zweete Soussol déi aner Säit gitt, fannt Der et erëm, d'Debatte vun deemools – ass heibannen eng grouss Diskussioun gefouert ginn. Do ass et drëm gaangen, fir d'éischt vun der 48-Stonne-Woch op d'44-Stonne-Woch erofzegoen an duerno an Etappe bis op d'40-Stonne-Woch, wat fir den 1. Januar 1975 de Fall war.

An ech wollt do net de Marc Baum, mee en anere Kollege drun erënneren: Dat war eng CSV/DP-Regierung. Just fir dat ze soen. Et war eng CSV/DP-Regierung, déi dat deemools heibanne verabschit huet, mat der Ënnerstützung och vun der LSAP. Mee ech wëll awer soen: Dir hutt et virdrun esou dohinner gestallt, wéi wann déi Konservativ an d'CSV ëmmer do Schwieregkeete gehat hätten. Ech wëll just soen: De Minister kum deemools vun der CSV, de Rapporteur kum vun der CSV an d'Initiativ kum vun der CSV. Just fir dorun ze erënneren.

An ech wollt kucken an där ganzer Zäit: Duerno war et 39 Joer laang hannerteneen eng Partei, déi den Aarbechtsminister hat. An deenen 39 Joer ass keng gesetzlech Ännerung vun der Aarbechtszäit op deem do Volet komm!

(Brouhaha)

M. Georges Engel (LSAP) | Dat ass net wouer! Dat ass net wouer! Dat ass net wouer!

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Erlaabt mer just do ... Aarbechtszäit. Mir schwätzen net vu Congé, Här ... Mir schwätzen net vum Congé a vun ...

Plusieurs voix | A!

M. Georges Engel (LSAP) | Vu wat schwätzt Der dann?

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Majo vun der 40-Stonne-Woch.

(Interruption par M. Georges Engel)

Majo, Här Engel, da sinn ech jo wéi Dir. Dir hat selwer d'Geleeheneet, dat ze maachen, an Dir hutt et net gemaach. An elo hätt Der gär, dass mir dat innerhalb vun e puer Méint duerchzéien.

M. Georges Engel (LSAP) | Leet emol eng aner Plack op!

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Jo, ech leeën eng aner Plack op, Här Engel. Mee deen dote Kritikpunkt musst Dir Iech leider gefale loosson.

M. Georges Engel (LSAP) | Leet eng aner Plack op!

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Wann Dir ëmmer ausdeelt, da musst Der och kënne astiechen.

M. Georges Engel (LSAP) | Wie war da virdrun Aarbechtsminister?

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

War den Här Juncker net Aarbechtsminister?

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Majo ech wëll Iech awer just soen: Bei der CSV ass eppes geschitt. Mee Dir fuerdert hei eppes, vun deem Der näischt wëllt wëssen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, si mer hei an engem Consultatiounsdebat?

Une voix | Dat seet grad dee Richtegen!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, den Här Spautz huet d'Wuert! Wien nach ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Här Di Bartolomeo, den Här Spautz huet elo d'Wuert.

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | O, Här Di Bartolomeo!

(Interruption)

D'gesetzlech Reduzéierung vun der Aarbechtszäit, wéi d'Kollegen heibanne gefrot hunn, dass dat hir Fuerderung ass. Ech hat et virdru gesot: Mir hunn am Koalitiounsprogramm stoen, an dozou steet d'CSV, dass mer net un d'40-Stonne-Woch eruginn. Dat wëll awer net heeschen ... Ech verstinn d'Zil, dat hannert dëser Fuerderung steet. Mir deelen d'Iwwerzeegung, dass d'Conciliatioun zwëschen Beruffs- a Privatliewen eng vun de groussen Erausforderunge vun eiser Zäit ass. Als Regierung hu mir eis awer kloer, ech hunn et scho gesot, zum Koalitiounsaccord positionéiert. Eng generell gesetzlech Aarbechtszäitreduzéierung steet dofir aktuell net zur Debatt.

Et ass awer richteg, dass den technologesche Fortschritt, d'Digitaliséierung, an eenzelne Beräicher zu Produktivitéitsgewënner gefouert huet. Et ass awer net fir all Secteur an net fir all Beruff de Fall. Et gëtt vill Aktivitéiten, bei deenen eng kontinuéierlech physisch Presenz néideg ass, notament am Gesondheits- a Fleegesecteur, am Sécherheitsberäich oder och a villen Deeler vun Industrie an Handwierk. Eng generell Reduzéierung vun der gesetzlecher Aarbechtszäit géif dofir net iwwerall déi selwecht Konsequenzen hunn a kéint a verschidde Secteuren zu organisatoreschen a wirtschaftlechen Erausforderunge féieren. Genee dëst ass och a wëssenschaftlechen Etüden ënnerstrach.

Ech wëll awer genee soen: Och a Kollektivverträge sinn aner Aarbechtszäitmodeller komm. D'38-Stonne-Woch ass a verschiddene Betriber iwwer Kollektivvertrag agefouert ginn. An dat ass och vun deene jeeeweilige Regierungen ëmmer positiv matbegleet ginn. Mee dat waren Ofkommessen, déi op vertraglecher Basis bestanen hunn a wou och déi Betriber sech zesumme mat de Gewerkschaften eens gi sinn.

An och e Bléck op d'Ausland weist, dass ee virsiichteg mat Vergläicher soll sinn. A Frankräich gouf zwar schonn am Joer 2000 eng 35-Stonne-Woch agefouert, gläichzäitig goufen awer d'Reegele fir d'Iwwerstonnen däitlech liberaliséiert. Laut de leschten Donnéeën louch déi tatsächlech Aarbechtszäit vu Vollzäitsalariéen 2022 an 2024 och a Frankräich trotzdeem bei ronn 40 Stonnen.

Dat weist, dass déi legal Aarbechtszäit an déi real Aarbechtszäit net onbedéngt dat selwecht sinn an datt Produktivitéitsgewënner sech net automatesch an enger allgemenger Reduzéierung vun der Aarbechtszäit néierschloen.

Dat heescht awer net, datt mir d'Fro vun enger Conciliatioun zwëschent Berufs- a Privatlewen op d'Säit leeën. Am Géigendeel, mir wëllen dëst Zil iwwer méi geziilt a flexibel Mesürene erreechen, déi deene verschiddene Realitéite vun de Secteuren an de Besoine vun de Salariée besser Rechnung droe wéi eng pauschal gesetzlech Aarbechtszäitreduzéierung.

D'Weiterentwécklung an d'Adaptatioun vu Congé war och e weidert Thema heibannen, dat vun de Kolleegen ervirbruecht ginn ass. Ech verstinn d'Parteien, dass se sech fir eng Weiterentwécklung vun de Congéen asetzen. Wéi mir et och schonn an der Chamber ugekënnegt hate bei der Regierungserklärung, si mer amgaang, un enger Reform fir déi verschidde Congé-spécialle ze schaffen, fir dass mer en eenheetleche gesetzleche Kader dofir schaffen. Do geet et ëm de Congé pour raisons familiales, eng Erweiterung vum Congé d'aidant, vum Congé am Stierfall, eng Flexibiliséierung vum Congé de maternité, wou mer och do bestëmmte Konditiounen a Rechter wëllen adaptéieren un déi Zäit vun haut an och un eng Aarbechtszäit aus familiäre Grënn. Do si mer amgaang, drun ze schaffen. An dëse Projet wäerte mer och nach am Laf vun dësem Joer deposéieren.

Dat bedeit awer net, dass d'Thema vun de Congéen domadder ofgeschloss ass, well och an de Congé kann et nach ëmmer eng Diskussioun ginn innerhalb vun de Betriber. An ech kann Iech soen, an der Zäit, wéi ech Kollektivverträge verhandelt hunn, ass et ganz oft de Congé gewiescht, deen och mat am Mëttelpunkt stoung, fir méi Congé ze maachen. An och dat wäerte mer als zentraalt Argument bei de Verhandlungen ugesinn. An ech sinn och der Meenung, dass do och nach viles wäert kënne geschéien.

Mir sollen och de Sozialpartner d'Méiglechkeet ausschaffen, dass se Ouverturen hunn, fir d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit eng Plaz kënnen ze fannen. Ech géif dofir dëst Thema net vun Ufank un ausschleissen, mee et wäert sécherlech och do musse gekuckt ginn, wat dat alles vu Virdeeler ka mat sech bréngen. An do ass och zum Beispill de Plan d'action national, fir méi Kollektivverträge ze kréien, e Punkt. An dat ass och en Encouragement, fir dat do kënnen ze maachen.

Et ass och dovun geschwat ginn, de Plan d'organisation du travail, de POT, un d'Realitéit vun de Betriber unzepassen. Ech freeë mech, dass dëse Sujet haut ugeschwat gouf, well ech mengen, datt mir hei eng gemeinsam Analys deelen. De POT ass am Fong e ganz interessant Instrument. Hie sollt et de Betriber erlaben, d'Aarbechtszäit méi flexibel ze organiséieren, an de Salariée gläichzäiteg déi néideg Planungssecherheet ginn.

An der Praxis weist sech awer, dass dësen Dispositif seng Ziler nëmmen zum Deel erreecht. Den Aarbechtsministère hat de LISER mat enger Etüd iwwert de Plan d'organisation du travail an den Horaire mobile beoptraagt. Dës Etüd weist, dass de POT haut virun allem vu méi grouse Betriber an der Industrie genotzt gëtt, während vill aner Betriber op aner Instrumenter wéi Iwwerstonnen, Interimsaarbecht oder Soustraitance zréckgräifen.

D'Participanté vun där Etüd hunn och erkläert, firwat dat esou ass. Vill Betriber kënnen hir Aktivitéit net e Mount am Virus genau plangen. Anerer empfinden d'Reegelen als ze komplex oder d'Kompensationsmechanismen als ze schwéier ëmzesetzen. An da

kënnst ëmmer nach eng Kéier derbäi, wat en dernière minute ka geschéien. Och dat schléisst net all d'Problemer aus.

De Constat ass also kloer: De POT gëtt haut net an deem Mooss genotzt, wéi en eigentlech geduecht war. An ech sinn dofir der Meenung, dass et sénnvoll ass, dësen Dispositif am Kader vun de Gespréicher mat de Sozialpartner ze analyséieren an ze kucken, wéi mir en da kënne weiterentwéckelen, fir datt hie besser de reelle Besoine vun de Betriber entsprécht, ouni awer dobäi de Salariée hir Planungssecherheet aus den Aen ze verléieren. Et geet dobäi net drëm, de Schutz vun de Salariée ofzebauen. Et geet drëm, en Instrument, dat am Prinzip gutt ass, esou ze verbessern, datt et an der Praxis och wierklech funktionéiert.

Da gëtt et nach aner Pisten, déi ech wëll mat de Sozialpartner diskutéieren. Wéi ech schonn a menger éischter Interventioun ugekënnegt hat, wëll ech elo e puer Piste soen.

Eng éischt Reflexioun ass de Lien zwëschent der Organisatioun vun der Aarbechtszäit an eise Aktiounsplang, fir d'Couverture vun de Kollektivverträge ze erhéien. D'Regierung huet sech do kloer en Zil gesat, de Sozialdialog ze stäerken an awer gläichzäiteg, an et ass heibanne vu verschiddene Kolleegen ugeschwat ginn, d'Rechtssécherheet vum Kollektivvertrag och ze stäerken. Well et ass wichteg, dass keng Diskussioun ka stattfannen: Ass elo de Kollektivvertrag maassgebend oder ass et d'Gesetz?

Et ass haut vun e puer Säiten déi Fro och ugeschwat ginn, an ech wëll, dass mer et fäerdegbréngen am CPTe, an ech sinn och do zouversichtlech, dass mer fir déi Rechtssécherheet Léisunge wäerte fannen, fir dat och hinzekréien. Ech mengen, dass dat e ganz wichtige Punkt ass an dat och dozou bäidréit, fir méi Kollektivverträge ze kréien an et och nach méi attraktiv ze maachen, fir méi Kollektivverträge ze kréien.

Da sinn ech och der Meenung, dass et wichteg ass, dass mer et fäerdegbréngen, Gesamtléisungen ze fannen, wou jiddweree sech dran ermëfent. Dat ass souwuel fir de Betriber wéi och fir de Salarié.

D'Zil muss et och sinn, dass et méiglech ass, wann do aner Saache sinn, déi kéinte kontradiktoresch sinn zum Aarbechtsrecht, dass mer do draschreien, dass et dann ëmmer de Kollektivvertrag ass, dee priméiert, fir dass keng Diskussioun vu Rechtsunsécherheet besteet.

Et ass heibanne geschwat gi vun der Kontrollroll vun der ITM. Et ass hei ënnerstrach ginn, dat wier e Philosophiewissel. Mir sinn der Meenung, dass Preventioun eppes ganz Positives ass, a mir hu jo d'Geleeënheet, eis och nach am Laf vun dësem Joer iwwert d'ITM ze ënnerhalen, well mer de Projet fir d'Reform vun der ITM an der Phase finale hunn, wou mer och da kënnen am Detail bei dësem Projet nach eng Kéier dorop zréckkommen.

Mee ech bleiwen derbäi, dass dat, wat de Georges Mischo agefouert huet, fir ze soen, dass et wichteg ass, d'Preventioun ze ënnersträchen, e gutt Resultat ass an op engem gudden Wee ass an dass dat awer net dozou gefouert huet, dass guer keng Kontrolle géife stattfannen an dass keng Strofe géifen ausgeschwat ginn. Och Strofe ginn ausgeschwat. Dir hutt dat am Bericht vun der ITM, am Bericht annuel, gesinn. An ech hat och d'Geleeënheet, verschiddene Kolleegen an enger Question parlementaire kënnen dodrop ze äntwerten. Ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer, wann dann de Projet vun der ITM um Dësch läit, dat dann och am Detail kënnen hei zesammen diskutéieren.

Ech mengen och, dass eng modern Aarbechtsinspektioun net nëmme kontrolléieren oder sanktionéieren soll, mee och informéieren, sensibiliséieren a begleeden. Well mir stellen och fest, dass et oft Betriber sinn, déi net grad e Lëtzeburger oder en europäeschen Ursprung hunn, déi ganz vill Schwierigkeeten hunn ze wëssen, wat hei zu Lëtzebuerg am Sozialrecht besteet a wéi d'Sozialrecht hei zu Lëtzebuerg a ville Punkte priméiert. Dofir, wéi gesot, wa mer op dat zréckkomme vun der Reform vun der ITM, kënne mer eis gären nach eng Kéier am Detail doriwwer ënnerhalen.

Et ass geschwat gi vum Recht op Deconnexioun. De gesetzleche Kader gesäit schonn haut vir, datt all Betriber, deen informatesch Outile notzt, e Régime du droit à la déconnexion festleet iwwer e Kollektivvertrag, wann esou een existéiert, oder soss am Kader vun engem Accord mat der Personaldelegatioun. Dat ass bewosst esou gereegelt, well déi konkret Ëmsetzung staark vum Fonctionnement an der Organisatioun vum jeeweilege Betriber ofhänkt.

Mir sinn awer oppen, fir ze analyséieren, ob de Grondprinzip vum Droit à la déconnexion am Gesetz nach méi kloer muss preziséiert ginn. Mee de Punkt bleift: Wann een owes um 22.00 Auer e Mail mécht, ass da schonn den Droit à la déconnexion violéiert oder net? Oder ass en eréischt violéiert, wann ee seet: „Du muss mer elo direkt äntwerten!“?

Dat ass e prinzipielle Punkt, well ech kenne Leit, an et steet elo esou ee virun Iech, wann deen eng Iddi huet, dee geheit déi an de Computer. Mee dat heescht awer net automatesch, dass en och nach zum selwechte Moment gären eng Äntwert hätt. An ech ka mer virstellen, dass Leit an engem bestëmmte Generatiounenalter och déi Iddi hunn: „Schreif elo léiwer direkt, well soss vergëss de, wat s de grad do ...“, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dat huet näischt mam Alter ze dinn.

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Huet dat näischt mam Alter ze dinn? Merci, Här Clement.

... fir dass een dat net vergësst.

Dann ass et, de Compte épargne-temps méi attraktiv ze maachen. E puer Parteien hunn och de Wunsch geäussert, dass mer dat solle maachen. Ech mengen, dass dat eng interessant Reflexioun ass, well dësen Dispositif haut nach ëmmer relativ wéineg genotzt gëtt. Dobäi kann de Compte épargne-temps souwuel fir d'Salariée wéi och d'Betriber Virdeeler mat sech bréngen. Hie kann de Salariée eng méi flexibel Organisatioun vun hirer Aarbechtszäit erméiglechen an de Betriber hëllefen, sech un déi konkret Besoine vun hirer Aktivitéit unzepassen. Ech géif dës Fro dofir gär mat de Sozialpartner diskutéieren, fir zesammen ze kucken, wéi mir dësen Dispositif méi attraktiv kënne maachen an eng méi breet Notzung dovun kënne fërderen.

D'Fuerderung, déi komm ass: Absenteismus reduzéieren. D'Thema Absenteismus ass och ugeschwat ginn. Ech mengen awer, dass et sech dobäi virun allem ëm eng Fro vu physischer a psychescher Gesondheet handelt. Dëst fällt an d'Kompetenz vum Gesondheitsministère, deen zesumme mat deene concernéierten Acteuren schonn intensiv un dësem Thema schafft, notamment am Kader vun engem Groupe de travail. Ech hoffen awer, datt méi eng flexibel Organisatioun vun der Aarbechtszäit och dozou bäidroen kann, verschidde Situatiounen besser ze organiséieren, an domat indirekt och en Impakt op den Absenteismus kann hunn.

E puer Pisten, déi ech dann awer och nach wëll mat de Sozialpartner diskutéieren. Mir solle verschidde

Sujeten analyséieren. Ech denken do un den Aktiounsplang vun de Kollektivvertrëg. Ech hunn deen elo schonn e puermol erwänt, dass et do méiglech ass, verschidde Punkten auszeschaffen, wéi mer déi kënnen an de Mëttelpunkt stellen.

Do geet et virun allem drëm, dass de Sozialdialog groussgeschriwwen gëtt an dass mer vill méi eng grouss Ofdeckung mat de Kollektivvertrëg erreechen, dass mer méi Kollektivvertrëg kréien. Ob dat dann onbedéngt betriplech Kollektivvertrëg sinn oder sektoriell Kollektivvertrëg sinn, dat ass am Fong egal. Et muss ee soen, mir hunn am Bankesektor ee vun deene gréisste Kollektivvertrëg, deen et gëtt. Dat ass e Ramekollektivvertrëg. Et sinn anerer, déi hu Betribskollektivvertrëg, an et gëtt och nach den Accord interprofessionnel u sech, wat eng Zwëscheléisung ass zwëschen deenen zwee.

An ech mengen, dass et eis wichteg muss sinn, dass mer déi 80 % kënnen erreechen, déi och an der Direktiv virgeschriwwen sinn. An do muss ech soen, ech hat do am Ufank och eng aner Meenung dozou. Bei den Éffnungszäite vun den Tankstellen hu mer méi wéi 40 Kollektivvertrëg kritt, an do leie mer elo ongeféier bei ronn 2.000 Leit, déi dodriwwer ofgedeckt sinn. Do ass dann awer méi Interêt do gewiescht herno, fir Kollektivvertrëg ze maachen, wéi mer ..., op alle Fall wéi ech mer dat am Virfeld konnt virstellen, wat also beweist, dass och e Kollektivvertrag kann zu enger positiver Entwécklung bäidroen.

Et geet och drëm, an dat ass mer och wichteg, mat de Sozialpartner driwwer ze diskutéieren, iwwert d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit an dat vun der Mobilitéit. Dir wësst allegueren, deemno vu wou Der kommt – verschidde Kolleegen hunn heibanne Beispiller ginn –: Du bass zwou Stonne moies an zwou Stonnen owes ënnerwee, fir op d'Aarbecht ze kommen. Mir mussen och do kucken, ob et net méiglech ass, dass mer do eng aner Aarbechtszäitorganisatioun kënnen kréien, fir dass och do laanscht d'Stouszäiten aner Méiglechkeete sinn. Mee dat soll een um betripleche Volet maachen an net mat engem globale Gesetz, mee dass dat betriplech misst méiglech sinn.

Ech erënneren ëmmer drun, an et si méi Kolleegen, déi och schonn an deene Länner waren an déi méi oft ënnerwee si wéi ech: Och do ass et méiglech a gigantesche Bürosgebaier, well och d'Life géifen dat net packen, wa se allegueren zum selwechte Moment géifen ufänken. Och do si versaten Éffnungszäiten a Schließzäiten a wéini d'Leit ufänke mat schaffen a wéini d'Leit ophalen. Ob mer et net och do fäerdegbréngen, an där enger oder där anerer Form dat hinze kréien.

Et ass geschwat gi vum Teletravail, besonnesch fir eis Frontalieren, duerch déi steier- a sozialversécherungsrechtlech Reegelen, déi net onbegrenzt kënnen ausgebaut ginn. Ech mengen, dass et kloer ass, dass mer do nach wäerten Diskussiounen mat eisen Nopeschlänner dozou féieren. An et ass jo hei och gesot ginn, dass mer plazeweis a Gespräicher mat hinne sinn.

An da muss et och méiglech sinn, an dat dierf een net aus den Ae verléieren, dass mer et fäerdegbréngen, iwwer aner Weeër dat Ganz ze entzerren. Wat wëll ech domadder soen? Dat war scho vun der viregter Regierung och diskutéiert ginn, fir op verschidde Plazen Hubben ze bauen direkt bei der Grenz, fir dass een, nodeem een dann de Stau op der Douane, déi et zwar net méi gëtt, mee wou awer heiansdo Kontrolle sinn, iwwerwonnen huet, dann op deem éischte Site, deen hei zu Lëtzebuerg ass, d'Méiglechkeet huet, sech anzeloggen an da vun do aus seng Aarbecht kënnen ze maachen, fir dann net

an déi Fal vun de Steiere kënnen ze kommen, dass dat och eng Méiglechkeet ass, déi een net soll aus den Ae verléieren.

Da muss mer och iwwert d'Reegelung betreffend d'Pause schwätzen. Ech wëll awer do eppes hei kloer soen: Fir mech ass et keng Paus, wann ech beim A geschafft hunn an ech fuere bei de B, dass do derzwëschen eng Paus ass. Also domadder hätt ech e Problem, wann ech moies eng Lëscht kréien ... Ech hu mol an engem Betrib geschafft, wou s de méi Branchemente gemaach hues, also d'Elektresch hues missen unhänken, am Laf vum Dag. Wann dat allkéiers eng Paus gewiescht wier, wann ech vum A bei de B a vum B bei den C gefuer wier, da wier et relativ problematesch gewiescht. An ech mengen, dat kann et net sinn an dat kann een och do net als Paus bezeichnen.

Et ass och dat selwecht ... Et muss een driwwer nodenken, ab wéini ee ka bei de Client goen oder net bei de Client goen. Et sinn ëmmer méi Handwerksbetriber, déi eis soen, dass se Schwieregkeeten hunn, well de Client net méi wéi an der Zäit ..., dass dann een doheem war an da konnt e kommen, wann e wollt, dann huet e gesot: „Am Laf vum Moien.“ Dass et elo och ëmmer méi Schwieregkeete gëtt, well e genaue Rendez-vous muss stattfannen, entweeder fir dass de Betrib dohinner kennt respektiv dass deen, deen de Betrib bestallt huet, och kann do sinn. Och do muss et méiglech sinn, dass mer deene Punkte méi no kënnen kommen.

D'Veier-Deeg-Woch ass hei ugeschwat ginn. Mir wëssen, dass mer Kollektivvertrëg hunn, wou d'Veier-Deeg-Woch drasteet, d'Veier-Deeg-Woch mat zéng Stonnen. Dat ass eppes, wou mir der Meenung sinn, dass een do Rechtssécherheet muss schafen, fir dass dat iwwer Kollektivvertrag och legal méiglech ass. Well et kann ëmmer erëm eng Kéier geschéien, dass op eemol ee seet: „A, ech sichen dat do un“, an da kennt et zum Urteel an d'Aarbechtsrecht seet dat eent, de Kollektivvertrag seet dat anert. Dofir ass et fir eis wichteg, dass do de Kollektivvertrag priméiert, mee dass een och déi Méiglechkeete muss schafen.

Dat selwecht ass hei geschwat gi vun der Méiglechkeet vun de 44 Stonnen. Och do sinn ech der Meenung, dass dat gesetzlech soll bei 44 Stonne bleiwen, awer iwwer Kollektivvertrëg d'Méiglechkeet muss geschaf ginn, op déi 35 Stonne gegebenefalls erfroeg, déi d'europäesch Gesetzgebung virgesäit. Mee dat kann och nëmmen iwwer e Kollektivvertrag gemaach ginn. Dat wier dann och en Ureiz, fir méi Kollektivvertrëg ze maachen, an et wier och eng Rechtssécherheet fir déi Leit, déi dat maachen.

D'zentraalt Uleies vun der Regierung ass et, d'administrativ Belaaschtung fir d'Bierger, d'Betriber an d'Administratiounen do ze reduzéieren, wou dat méiglech ass, ouni dobäi op néideg Schutzbestëmmungen ze verzichten. D'Reflexioun soll sech och an de Gespräicher iwwert d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit erëmfannen. Ech mengen, dass et sech lount, zesumme mat de Sozialpartner ze analyséieren, op wéi enge Punkten déi aktuell gesetzlech Reegelen oder administrativ Prozeduren onnéideg komplex sinn oder an der Praxis net optimal funktionéieren.

Zum Schluss wollt ech soen ... Oder kréien ech déi Minutten nach bäi vun de Moien, Här President?

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dir kennt d'Äntwert schonn, Här Spautz.

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Ech hat geduecht. Ech war jo awer brav.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt probéiert.

Une voix | D'Reglement ass d'Reglement.

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll Iech nach eng Kéier allegueren villmools Merci soe fir dësen oppenen a konstruktiven Debat. Är Bäitrag hunn nach eng Kéier gewisen, dass d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit e wichtegt Theema ass, dat vill Facetten huet an dat et verdéngt, grëndlech diskutéiert ze ginn.

Ech huelen déi verschidde Reflexiounen an Iwwerleeungen, déi haut virgedroen goufen, selbstverständlech mat an déi weider Aarbechten. Mir wäerten d'Diskussiounen am Hierscht mat de Sozialpartner weiderféieren. An ech si weiderhin dovun iwwerzeegt, datt mir am Dialog déi beschte Chance hunn, equilibréiert an nohalteg Léisungen ze fannen, fir de Besoine vun de Salariéen an de Betriber gerecht ze ginn.

Fir mech ass awer kloer, dass dës Prozess transparent soll bleiwen. D'Chamber wäert selbstverständlech iwwert déi weider Entwécklungen an deem Dossier informéiert ginn. An ech freeë mech ëmmer op e konstruktiven Austausch, ob et an der Kommissioun ass oder och heibannen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, villmools merci fir den Debat. An ech sinn dervun iwwerzeegt, dass mer all zesummen et wäerte fäerdegbréngen, eppes erauszebréngen, wat souwuel am Interêt ass vun deene Leit, déi schaffe ginn, wéi och am Interêt vun der Kompetitivitéit vun de Betriber.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wäere mer dann um Schluss vun der Diskussioun ukomm.

Motions

Während der Diskussioun zu deem Débat de consultation sinn zwou Motiounen deposéiert ginn, d'Motioun Nummer 1 vum Här Georges Engel an d'Motioun Nummer 2 vum Här Marc Baum.

Motion 1

Mir géingen natierlech mat der Motioun Nummer 1 ufänken. An ech wëllt froen, wien dozou wëllt Stellung huelen. Den Här Weiler. Fänkt Dir un, wannechgelift, Här Weiler.

M. Charles Weiler (CSV) | Merci, Här President. Jo, de Minister ass schonn op d'Motioun vum Här Engel agaangen. Mir waren och effektiv e bëssen iwwerrascht iwwert déi Motioun, well mer déi lescht Mäint awer vill, net nëmmen hei am Haus, mee och dobaussen, iwwert dës Thematik geschwat hunn, soudatt de Positionnement kloer ass, a souwuel den Aarbechtsminister wéi och de Premier kloer Stellung bezunn hunn. De Minister ass virun nach eng Kéier op déi eenzel Punkten agaangen. En huet se u sech och confirméiert. Do brauch et u sech net méi Wieder. De Rôle central vum Sozialdialog souwéi vun de Gewerkschafte bei der Ausschaffung vun de Kollektivvertrëg an och d'Erhéijung vun de Kollektivvertrëg, datt mer der méi brauchen, ech mengen, dat ass virun nach eng Kéier kloer vum Minister gesot ginn. Dofir droe mir als CSV dat hei selbstverständlech mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Sinn nach aner Wuertmeldungen zu dëser Motioun do? D'Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech deem uschlëssen, wat den Här Weiler gesot huet. Ech mengen, mir sinn och a menger Interventioun dorobber agaangen, dass fir eis de Kollektivvertrag en zentralen Outil ass am Kader vun der

Aarbechtszäitorganisatioun. Dat seet och déi heite Motioun, iwwert déi mer an enger änlecher Form, mengen ech, och schonn eng Kéier hei diskutéiert hunn. Duerfir kënne mir och eisen Accord zu dëser Motioun ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. D'Madamm Bernard an duerno den Här Lemaire.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Jo, mir stoungen den 21. Januar 2025 schonn eng Kéier hannert där heiter Motioun a sinn natierlech net dovunner ofkomm. Au contraire, ech mengen, et ass immens wichteg, datt mer dëst haut bei dësem Debat nach eng Kéier bekräfigen. An dowéinsten kann ech nëmmen eis Ennerstëtzung dozou ausdrécken.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Jo, merci, Här President. Och wa mer an der Debat hei ënnerschiddlech Meenungen zu verschiddene Punkten haten, hu mir an dëser Motioun awer näischt fonnt, wat eis dovun offhale géif, se matzedroen. An et ass och wichteg, datt mer eng Rou do hunn an deem Secteur. An dofir droe mir dës Motioun och mat. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Nach aner Wuertmeldungen? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da wollt ech froen, ob den Auteur nach wëllt d'Wuert huelen.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, ech sinn amgaangen, mer e bësse Suergen ze maache bei esou vill Eestëmmegeket hei an dësem Raum bei enger Motioun vun der Opposition. Mee, bon, si ass jo dann an hirem Wortlaut richteg a gutt. Ech fannen et och gutt, datt de Sozialdialog dann awer elo richteg seriö geholl gëtt an net de Feeler gemaach gëtt wéi virun e puer Méint.

Ech hunn awer gemengt, et wär wichteg, d'Motioun hei ze deposéieren, well et a verschiddene Rieden net ëmmer esou kloer war, ob een déi Froe mat der Personaldelegatioun oder mat den national representativen Gewerkschaften géng klären. Heimadder ass et ganz kloer. Wann dat heiten ugeholl gëtt, dann ass déi doten Diskussioun jo fäerdeg. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

An ech géng d'Motioun Nummer 1 vum Här Engel zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

De Vott ass op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Wann Der nach eng Kéier kéint kucken, wannechgelift. Bon, da maachen ech de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 59, Nee: 0, Abstention: 0. Dës Motioun ass also à l'unanimité mat 59 Jo-Stëmme géint keng Nee-Stëmme bei kenger Abstention ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar (par M. Ricardo Marques), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Françoise Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener (par M. Ben Polidori), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Streff), Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire et Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

An da komme mer zur zweeter Motioun, där vum Här Marc Baum. Dir wëllt direkt eppes soen, Här Baum? Dann hutt Dir d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ech hat virun net d'Méiglechkeet, nach eng Kéier kuerz drop anzegoen, duerfir wëll ech dat hei maachen, fir datt awer och d'Kolleginnen an d'Kollege wëssen, ëm wat et inhaltlech geet.

Et sinn am Fong dräi Saache gefrot, wou d'Regierung invitéiert ass. Aus den Aussoe vum Här Minister hunn ech elo näischt héieren, wat deem an direktem Widersproch géif stoen.

Dat Éischt ass, datt een och nach eng Kéier e Bekenntnis mécht, datt et fir déi Protektiounen, déi am Moment am Code du travail a Saachen Aarbechtszäitorganisatioun dra sinn, net iwwer e Gesetzesprojet elo zu Verschlechterungen un deem kënnt, wat am Moment virgesinn ass.

An, zweetens, wa mer iwwer Flexibiliséierung schwätzen, datt dat eng Matière ass, déi, wat d'Aarbechtszäitorganisatioun ass, tëschent de Sozialpartner iwwert de Wee vu Kollektivverträge soll verhandelt ginn.

An datt mer duerfir, drëtens, d'Fro vun de Kollektivverträge als eng zentral gesinn. Dat heescht, dee Plan d'action, dee muss ganz séier kommen, well soss hu mer eng Flexibiliséierung ouni staark Kollektivverträge, ouni staark Couverture vun de Salariéen. An dat, mengen ech, wier net sënnvoll.

Duerfir dës Propos, fir dës dräi Punkten als Chamber esou festzehalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Wie wëllt dozou Stellung huelen? Här Weiler.

M. Charles Weiler (CSV) | Merci, Här President. Ech hu vläicht just eng generell Remark. Dat géllt och fir d'Motioun vum Här Engel. De Minister kënnt u sech heihinner an eng Consultatiounsdebat. E wëll d'Positionnement vun deenen eenzelne Parteien héieren. Dofir mengen ech, datt dat net de richtige Moment ass, fir d'Regierung ze invitéieren oder opzefuerderen, verschidde Saachen ze maachen, zemoos well de Minister jo och drop insistéiert huet – wéi ech dat och mol fir mech a menger Ried gemaach hunn –, datt d'Sozialpartner zesummekommen, datt mer dat solle respektéieren, datt mer am Virfeld do net schonn e Kader solle schafen, wou mer eis vläicht bei deem engen oder anere blockéieren.

Quitte datt ech vläicht e bësse tëscht zwee Stillsetzen, well hei och Saachen dra sinn, déi mer sympathesch sinn, mengen ech: Kommt, mir loosse den Minister a seng Leit schaffen a ginn de Sozialpartner

déi néideg Zäit, fir an den Negociatiounen déi richteg Solutiounen ze fannen! Dofir mengen ech, datt dat hei deem géif virgräifen. An dofir stëmme mer dës Motioun net mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech wollt u sech net nach eng Kéier drop agoen, well den Här Baum déi Motioun ganz gutt erkläert huet a mer se och wäerte matstëmme.

Ech war awer elo e bësse irritéiert iwwert déi Ausso vum Här Weiler, datt d'Chamber quasi selwer soll hire Rôle opginn, fir Proposen ze maachen. Jo, et ass eng Consultatiounsdebat. Jo, de Minister huet Froe gestallt. Mee dann ass et awer och un der Chamber als Legislatuer, fir net nëmme mat Proposen ze kommen, mee och vläicht mat Fuerderungen an déi dann och an en Text ze géissen an déi dann och zum Vott ze stellen. Da kann een dergéint sinn. Dat ass absolut legitim, datt ee politesch enger anerer Meenung ass. Mee et kann een awer net higoen a soen: „D'Chamber ass gefrot ginn. Elo mécht dann en Deputéierten an der Chamber eng Propos, iwwert déi d'Chamber soll ofstëmme. Mee mir stëmme awer do dergéint, well mer der Meenung sinn, d'Chamber soll während esou enger Debat net ofstëmme.“ Also dat ass awer, mengen ech, e falscht Versteesdemech vum Parlamentarismus. An dofir wollt ech dat just kloerstelle vun eise Point de vue aus.

Mir wäerten awer d'Motioun matdroen, well et ass definitiv näischt dran, wat net misst adresséiert ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Elo hunn ech nach Wuertmeldungen vun der Madamm Hartmann, der Madamm Bernard, dem Här Engel an duerno nach eng Kéier dem Här Weiler, ech huelen un, als Reaktioun op dat, wat elo gesot ginn ass. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, dass den Här Clement awer hei e puer Confusiounen mécht. Fir d'Éischt felicitéiert Der dem Här Minister, dass en déi Orientatiounsdebat mécht, fir en amont vun den Diskussiounen mat de Sozialpartner d'Parlament ze consultéieren, an duerno sot Der, dass d'Parlament awer u sech och soll kapabel sinn, selwer Decisiounen ze huelen. Dat sinn zwou verschidde Saachen. An dowéinst mengen ech, dass Der do zwou Saache matenee vermëscht.

An där Orientatiounsdebat hu mer, mengen ech, haut alleguer gesot, wéi eng Piste mir gesinn, fir d'Aarbechtszäitorganisatioun unzepassen. An als DP hu mir do ganz kloer d'Kollektivverträge als e wichtege, wann net dee wichtigste Outil designéiert. Mir hunn awer och drop opmierksam gemaach, dass et Salariéer gëtt, déi an engem Betrib schaffen, wou net esou vill Mataarbechter sinn a wou och vläicht kee Kollektivvertrag do ass a wou och vläicht kee Kollektivvertrag zustane kënnt. Mir si schonn der Meenung, datt sech och fir déi Concernéiert muss Gedanke gemaach ginn, wéi mer och op der Basis vun eise Aarbechtsrecht kënne d'Méiglechkeete schafen, wéi et op Demande vum Salarié an am Accord mat dem Patron kann zu enger Flexibiliséierung kommen. Aus deem Grond kënne mir als DP-Fraktioun Är Motioun zu deem dote Punkt net komplett deelen.

A wat den drëtten Punkt ugeet, do hunn ech a menger Interventioun och begréisst, dass den Aarbechtsminister amgaangen ass, deen Aktionsplang zu der Stärkung vun de Kollektivverträge opzesetzen. An do wëll ech soen, dass mer haut awer u sech e relativ grouse Konsens haten – Dir hat dat och gesot, Här Baum –, wann et drëms geet, d'Rechtssécherheet vun de Kollektivverträge ze stärken. An dat ass ee Punkt,

deen ech och fir ganz, ganz wichteg halen, well mir müssen et fäerdegbréngen, dass dat, wat tëschent de Sozialpartner ofgemaach gëtt, herno och gëllt an dass et net herno gekippt gëtt oder déi eng oder déi aner Mesür gekippt gëtt an dass herno u sech dat, wat festgehalde gëtt tëschent de Sozialpartner, awer a Fro gestallt gëtt. An duerfir ass dat e ganz wichtige Punkt, dass déi Rechtssécherheet do ass, wann e Kollektivvertrag geschloss gëtt, dass dee Kollektivvertrag dann och gëllt.

Ech géif menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun hei net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Mir brauche méi Kollektivverträge. Ech mengen, do misste mer eis mëttlerweil hoffentlech allegueren eens sinn, well se sinn e wichtige Hiewel fir d'Aarbechtszäitorganisatioun an doriwwer eraus natierlech och nach eng Rei weider Fakten. An ech hunn e Plädoyer a menger Ried gemaach, dass et fir eis do d'Plaz ass, fir méi Flexibiliséierung unzesidelen, fir déi ze negociéieren, an dat mat de Sozialpartner. An dowéinst gesinn ech kee Widdersproch tëscht deem, wat ech a menger Ried gesot hunn, par rapport zu deem, wat hei an der Motioun gefuerdert gëtt. An dowéinst géing ech deene Grénge proposéieren, se matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, wa mer hei vun der Regierung gefrot ginn, eis Meenung ze soen, wat ech ganz gutt fannen, ass et och d'Recht an d'Flicht vun enger Chamber, déi Meenung an enger Motioun festzeschreiwen an doriwwer ofstëmmen ze loossen. Do gëtt et fir mech keng Diskussioun. Do kann een derfir oder dergéint sinn. Dat ass jo da jiddwerengem säi Recht. Dofir mengen ech net, dass ee sech hei sollt abstenéieren, fir Motiounen ze maachen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet: Ech hunn hei ëmmer mat engem gewëssene Bedenken awer elo héieren, dass och Diskussiounen iwwert d'Aarbechtszäit kënnen oder sollen am Betrib selwer tëschent dem Patron a senge Leit diskutéiert ginn. An ech hunn awer de Minister net héiere soen, dass d'Kollektivvertragsgesetz soll geännert ginn, wat awer Partie intégrante vun engem Kollektivvertrag ass, d'Aarbechtszäit. Elo weess ech net, wouhinnet datt et soll higoen. Da waarde mer nach of, wat d'Sozialpartner da mam Minister diskutéieren. Wat dës Motioun awer ugeet, kënnen mir déi heite matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Här Weiler.

M. Charles Weiler (CSV) | Jo, merci, Här President, just kuerz. D'Madamm Hartmann huet et u sech scho gesot: Et geet hei net drëm, eng Motioun zum Vott ze stellen oder net. Mir hu jo och déi éischt Motioun vun der LSAP matgestëmmt. Déi aner stëmme mer net mat, well se d'Gesprécher an d'Verhandlungen, déi

ënnert de Sozialpartner géife stattfannen, hypothekeiere géifen. Dofir géif ech an deem Moment esou eng Motioun – dat ass och eng Fro vun Delikatess – net erabréngen. Bon, dat ass awer de bonne guerre, et esou ze maachen. Mir gesinn dat anescht. Dofir stëmme mer se net mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Doropshin huet den Här Clement nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Jiddwereen huet d'Recht, zweemol ze schwätzen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Charel Weiler, fir dat nach eng Kéier kloerzestellen, well natierlech dierf d'Chamber och an enger Consultatiounsdebat Motiounen proposéieren an déi stëmmen. Ech hat elo ee Moment d'Iddi, ganz séier Norwegen-Tricote fir d'Majoritéit kafen ze goen, esou wéi se elo geruddert huet, fir déi heiten ze rejetéieren.

(Exclamations)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An et ass weider keng Wuertmeldung do. Da kritt den Auteur zum Schluss nach eng Kéier d'Wuert, den Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Effektiv, déi alleréischte Remark am éischten Tour vum Här Weiler, wat d'Legitimitéit vum Depot vun enger Motioun ugeet, war net ganz glécklech. Ech kucken driwwer ewech, virun allem well et mech awer vill méi onglécklech mécht, wat en duerno gesot huet iwwert den Inhalt heivunner. Nach vill méi onglécklech huet mech gemaach, wat d'Madamm Hartmann dozou gesot huet, an och beonruengt zum Deel.

Éischters: Dat hei soll net iergendwellech Fait-accomplie schafen, ier d'Sozialpartner matenee schwätzen. De Géigendeel soll sinn. Et soll déi Diskussioun kadréieren an et soll Sécherheete ginn. Et soll Sécherheete ginn, datt et keng eesäiteg Verschlechterunge gëtt. Et soll dat, wat vu jiddwerengem gesot ginn ass, nämlech eng Stärkung vun de Kollektivverträge, erauskommen. Dëst steet explizitt dran. An datt d'Stärkung vun de Kollektivverträge an dem Kollektivvertragswiesen eng Prekonditioun ass, fir kënnen seriö iwwer Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit ze diskutéieren, dat schéngt mir awer relativ logesch ze sinn.

A wann d'Madamm Hartmann ëmmer vun deene Betriber schwätzt, déi kee Kollektivvertrag hunn: Mee wësst Der, all Betrib, och en Zweek-Mann-Betrib, kann e Kollektivvertrag hunn. E muss mol keng Personaldelegatioun hunn. Dat ass legal absolutt méiglech. All Betrib kann e Kollektivvertrag hunn. Also ass d'Stärkung vum Kollektivvertragswiesen eppes, wat jiddwer Patron ugeet. Soulaang en net e rengen Independant ass oder fir sech schwätzt, ass dat eppes, wat jiddwer Patron ugeet.

An d'Stärkung vum Kollektivvertragswiesen ass dat, wat awer déi meescht op jidde Fall heibanne gesot hunn. Déi Ausföerunge vun der Madamm Hartmann hu mech dorunner awer erëm zweifele geden.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Diskussioun zu der Motioun Nummer 2 ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun Nummer 2 vum Här Baum zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Et feelt nach ëmmer een. Da schléissen ech de Vott esou of.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 39 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 39 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Ben Polidori), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Diane Adehm), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Charles Weiler), Paul Galles (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar (par M. Ricardo Marques), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Zeimet) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire et Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire).

An domat wäere mer dann um Schluss vun dem Programm vun haut de Moien ukomm.

6. Ordre du jour

Éier Der elo fortgitt an d'Mëttespaus, wollt ech nach proposéieren, d'Motioun an d'Resolutioun vum Här Ben Polidori iwwert d'Gehälteraccorde vun der Fonction publique, déi gëschter Mëtten deponéiert goufen, als leschte Punkt op den Ordre du jour vun de Mëtten ze setzen, an zwar nom Projet de loi 8582, wéi et op eisem Ordre du jour steet.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung vum Ordre du jour vun de Mëtten averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

An da si mer um Schluss vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kennt de Mëtten nees um 14.00 Auer zesummen.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 12.19 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 30
M. Claude Wiseler, Président
2. **Communication du Gouvernement** p. 30
M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
3. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet des épisodes de canicule** p. 30
Exposé : Mme Djuna Bernard (dépôt des motions 1 à 3)
Débat : M. Ricardo Marques | Mme Mandy Minella | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup (interventions de Mme Corinne Cahen, M. André Bauler, M. Meris Sehovic, M. Alex Donnersbach, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Djuna Bernard et M. Ben Polidori) | M. Marc Goergen (intervention de M. André Bauler) | M. Marc Baum
Prises de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Djuna Bernard (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez | M. Tom Weidig (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez
4. **Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 38
M. Claude Wiseler, Président
5. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet des épisodes de canicule (suite)** p. 39
Motion 1 : M. Ricardo Marques | Mme Mandy Minella | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | Mme Djuna Bernard
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : M. Ricardo Marques | Mme Mandy Minella | Mme Taina Bofferding | M. Marc Goergen (intervention de Mme Corinne Cahen) | M. Fred Keup | M. Marc Baum | Mme Djuna Bernard
Vote sur la motion 2 (rejetée)
Motion 3 : M. Ricardo Marques | M. Luc Emering (intervention de M. André Bauler) | Mme Taina Bofferding | M. Marc Goergen | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Baum | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
Vote sur la motion 3 (rejetée)
6. **8426 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale** p. 42
Rapport de la Commission des Affaires intérieures : M. Laurent Mosar
Discussion générale : M. Laurent Mosar (dépôt de la motion 1) (interventions de M. Marc Baum et M. Mars Di Bartolomeo) | M. Luc Emering (interventions de M. Meris Sehovic) | M. Dan Biancalana (dépôt des motions 2 et 3) (interventions de M. Laurent Mosar et M. Tom Weidig) | M. Tom Weidig | M. Meris Sehovic (dépôt de la motion 4) (interventions de Mme Lydie Polfer et M. Tom Weidig) | M. Marc Goergen (interventions de M. Franz Fayot, M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, et M. Laurent Mosar) | M. Franz Fayot (parole pour fait personnel) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum (interventions de M. Tom Weidig et M. Laurent Mosar)
Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (interventions de M. Laurent Mosar)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8426 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : M. Meris Sehovic | M. Dan Biancalana | M. Tom Weidig | M. Laurent Mosar
Vote sur la motion 1 (adoptée)
Motion 2 : M. Laurent Mosar | M. Gilles Baum | M. Marc Baum | M. Dan Biancalana
Vote sur la motion 2 (rejetée)
Motion 3 : M. Dan Biancalana
- Vote sur la motion 3 (rejetée)
- Motion 4 : Mme Corinne Cahen | M. Jean-Paul Schaaf | M. Marc Baum (intervention de Mme Djuna Bernard) | M. Tom Weidig | M. Dan Biancalana | M. Meris Sehovic
Vote sur la motion 4 (rejetée)
7. **8193 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale** p. 56
Rapport de la Commission des Affaires intérieures : Mme Nancy Arendt
Discussion générale : Mme Nancy Arendt | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Tom Weidig | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8193 et dispense du second vote constitutionnel
8. **8569 – Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les administrations de l'État** p. 58
Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Maurice Bauer
Discussion générale : M. Maurice Bauer | M. Gusti Graas | M. Ben Polidori | M. Michel Lemaire | Mme Djuna Bernard
Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8569 et dispense du second vote constitutionnel
9. **8582 – Projet de loi fixant les modalités du contrôle de la connaissance des trois langues administratives pour le recrutement des fonctionnaires et employés de l'État et des fonctionnaires et employés communaux et modifiant :**
1° la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ;
2° la loi du 25 juillet 2018 portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État ;
3° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État p. 61
Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Marc Lies
Discussion générale : M. Marc Lies | M. Gusti Graas | M. Ben Polidori | M. Michel Lemaire | Mme Djuna Bernard
Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8582 et dispense du second vote constitutionnel
10. **Motion de M. Ben Polidori relative à la réduction des délais de décalage de la mise en œuvre de mesures salariales dans les deux secteurs de la Fonction publique**
Résolution de M. Ben Polidori relative au traitement simultané des projets de loi concernant le personnel étatique et communal p. 63
Exposé : M. Ben Polidori (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
Vote sur la motion (adoptée)
Vote sur la résolution (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Max Hahn, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Communication du Gouvernement

An ech proposéieren, datt mer direkt zur Heure d'actualité iwwerginn, an zuenger ...

Une voix | Den Här Minister wëllt eppes soen.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Minister ... D'Regierung huet nach eng Kommunikatioun ze maachen.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Ech wollt just d'Chamber informéieren, opgrond vun dem Communiqué vum Parquet gëschter, datt ech d'Chamber gefrot hunn, fir en Dënschdeg de Moien eng Interieurskommissiounssetzung anzeberuffen, fir datt ech mat de Beamte kann dohinner kommen an der Kommissioun do Ried an Äntwert stoen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Just zu Ärer Informatioun: Ech hunn déi Derogatioun och schonn akzeptéiert, fir datt déi Kommissiounssetzung en Dënschde ka stattfannen. Merci fir d'Informatioun.

3. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet des épisodes de canicule

An da komme mer zum Punkt vun eiser Aktualitéitsstonn iwwert d'Hëtztwellen, déi d'politesch Sensibilitéit déi gréng ugefiert huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) festgehalen. Dir kennt se. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Ricardo Marques, d'Madamm Mandy Minella, d'Madamm Taina Boffering, den Här Fred Keup, d'Madamm Djuna Bernard an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo d'Madamm Djuna Bernard, d'Vertriederin vun der politescher Sensibilitéit déi gréng. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt Summeren, un déi ee sech erënnert, well se schéi waren, an et gëtt Summeren, un déi mer eis erënnere wäerten, well se eis alarméiert hunn. An de leschte Wochen huet Lëtzebuerg ënner enger histoirescher Canicule gelidden. Sechs Tropennuechten um Stéck, an deenen d'Temperatur net ënner 20 Grad gefall ass. Deeg, un deenen den Thermometer Wäerter gewisen huet, déi mer fréier aus der Vakanz oder de Fernseereportagë kennt hunn an déi virun eiser Hausdier ze spiere waren.

A ganz Europa si säit dem 21. Juni Dausende Mënschen zousätzlech gestuerwen. An ech wëll haut iwwert déi Mënsche schwätzen, iwwert déi ze seele geschwat gëtt, well d'Hëtzt ass net gerecht. Si trifft net jiddereen d'selwecht. Si trifft déi, déi sech am mannste virun hir schützen kënnen, am härtesten. Si trifft déi 68 Joer al Fra am Fleegeheim, där hire Kierper d'Temperatur net méi reguléiere kann an déi keen Duuschtgefill méi huet, déi net einfach opstoe kann a sech e Glas Waasser siche goe kann. Si trifft de Patient an der Klinik, deen no enger Operatioun an engem 30 Grad waarmen Zëmmer läit, an d'Fleegekraaft, déi an deem Zëmmer eng schwéier kierperlech Schicht leescht.

Bei eisen Noperen hu mer dëse Juni gesinn, wat dat konkret bedeit. Do hu Pompjeeë mussen eeler Leit aus iwwerhëtzen ieweschte Stäck vu Fleegeheimer eraushuelen. An dat ass keng Zukunftsprognos. Dat geschitt elo, mattem an Europa.

D'Hëtzt trifft de Mann, deen op der Strooss leeft. Mir kennen alleguerten d'Recommandatiounen: Bleift doheem! Haalt Är Wunneng kill! Drénkt vill Waasser! Awer wat ass, wann ee keen Doheem huet, kee killt Zëmmer, kee Waasserkrunn, keng Dusch? Zu Lëtzebuerg wësse mer vun engem Doudesfall. A Frankräich huet een d'Doudeger gezielt. Op der Strooss stierwe während Canicule gradesou vill Mënsche wéi am Wanter vun der Keelt. Am Wanter hu mir eng Wanteraktioun. An am Summer?

D'Hëtzt trifft och d'Famill an der Flüchtlingsstruktur. Wie schonn eng Kéier un engem waarmen Dag an engem Wunncontainer stoung, dee weess: Dat sinn Iewen. Do schlofe Puppelcher, lieue krank an eeler Mënschen, schwanger Fraen a si kënnen net auswäichen, well si hir Ënnerkonft net gewielt hunn a se och net einfach verlosse kënnen.

An d'Hëtzt trifft och Mënsche mat enger Behënnung – eng dacks vergiesse Grupp. Vill vun hinne kënnen sech net selbstbestëmmt ofkillen, kuerz bis an de Bësch oder an d'Schwämm goen. Verschiddeener spieren net, dass se iwwerhëtzen, oder kënnen sech net matdeelen. Fachleit berichte vu Mënschen, déi bei 35 Grad mat der Wanterjackett an den Atelier koumen, komplett iwwerhëtzt.

Jo, an natierlech trifft d'Hëtzt och eis Kanner an de Schoulen, an de Crèche, an de Maison-relais, an deene bei iwwer 30 Grad am Klassessall weeder léieren nach spille méiglech ass.

Gradesou betraff sinn natierlech alleguerten déi Leit, déi bei der extremer Hëtzt dobausse schaffe mussen. Déi kënnen net einfach an de Schiet auswäichen. An et ass schwéier nozevollzéien, firwat et eréischt matzen an der Canicule eng Entscheedung gebraucht huet, fir hinnen endlech méi fréi Aarbechtszäiten ze erméiglechen.

Kolleeginnen a Kolleegen, wat all dës Mënsche matenee verbënnt, ass eent: Hire Schutz dierf net vum Zoufall ofhänken, net vum Wunnuert, net vum Engagement vun eenzelne Fleegekräften, net vum hire Proffen, vun hire Patronen, vu Professionellen oder vu Benevollen, déi no hinne kucken. An et dierf net dovunner ofhängeg sinn, ob zoufälligerweis ee laanschtgeet an hinnen Hëllef ubitt.

Mir brauchen eng concertéiert a proaktiv Approche, déi net eréischt a Kraaft trëtt, wann d'Canicule schonn amgaangen ass. Mir sinn der Meenung, dass et en nationalen Hëtztenschutzplang brauch, deen dësen Numm verdéngt. Aus dem haitege Plan canicule muss e Plang ginn, dee bei all Warnstuf automatesch konkret Schutzmoossnamen ausléist, an dat an eise Schoulen, an eise Betreuungsstrukturen, a Kliniken, Fleegeheimer, bei den Employeuren, an de Gemengen a bei de Rettungsdëngschter.

An zu dësem Plang gehéiert fir eis ausdrécklech och eeben den Niveau vun den Institutionen. All Alters- a Fleegeheim, all Klinik, all Struktur vun der Behënnertenhëllef brauch en eegene verbindlechen Hëtztenschutzplang, mat enger verantwortlecher Person, mat Drénkprotokoller, mat Temperaturkontroll an den Zëmmeren. An hei brauch et eng Kommunikatioun, déi jiddereen versteet, och a Liichter Sprooch.

Zweetens: klimafest Gebaier fir déi, déi se am dréngendste brauchen. Mir brauchen en direkten Investitionsprogramm fir Sonneschutz, fir Ventilatoren an do, wou et néideg ass, och fir Klimaanlagen, an

dat an eise Schoulen, an eise Kliniken, an Alters- a Fleegeheimer. A mir soen och ganz kloer: Zu dëse prioritäre Strukture gehéieren och d'Wunnstrukture fir Mënsche mat Beanträchtegung an Ënnerkonfte fir geflücht Persounen. Kee Kand, kee Patient, keng Bewunnerin, keen, dee Schutz sicht, soll zu Lëtzebuerg an engem Gebai musse liewen, dat sech am Summer an en Uewe verwandelt.

Drëtzens: Mir brauchen eng verbindlechen Summeraktioun fir Mënschen ouni Wunneng. Sou wéi am Wanter keen erfréiere soll, dierf am Summer keen un der Hëtzt stierwen. Bei enger offizieller Hëtztwarnung sollen automatesch zousätzlech kill Openthalts- an Iwwernuechtungsplazen opgemaach ginn. D'Eröffnungszäite vun den Dagesstrukture solle verlängert ginn an e gratis Zougang zu Drénkwaasser, Toiletten an Duche muss garantéiert sinn.

Mee doriwwer eraus brauche mer e sozialmedezinneschen Noutdëngscht, e sougenanntene „SAMU social“, dee bei der extremer Hëtzt aktiv op d'Leit op der Strooss duergeet, si medezinnesch evaluéiert a wann néideg och direkt Hëllef ubitt, sou wéi dat vun der Stater Buergermeeschtesch proposéiert gouf. Heizou deposéieren ech eng éischt Motioun.

Motion 1

« relative à la mise en place d'un "SAMU social" au Luxembourg »

La Chambre des Députés,

considérant

– que les épisodes de chaleur extrême sont appelés à devenir plus fréquents et plus intenses sous l'effet du dérèglement climatique ;

– qu'il appartient aux pouvoirs publics de renforcer rapidement les mesures d'adaptation afin de protéger la santé et la qualité de vie de la population ;

– que les personnes sans-abri figurent parmi les populations les plus vulnérables ;

– que plusieurs villes européennes, notamment Bruxelles, disposent d'un dispositif de type « SAMU social », assurant une intervention médico-sociale d'urgence auprès des personnes sans-abri,

invite le Gouvernement à

– mettre en place, en concertation avec les communes et les acteurs du secteur social, un « SAMU social » au Luxembourg, afin d'apporter une assistance médico-sociale d'urgence aux personnes sans-abri.

(s.) Djuna Bernard.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Véiertens: Ofkillung am effentleche Raum. An déi soll zougänglech si fir jiddereen. An dat geet net ouni eis Gemengen. An ech si frou, dass den Inneminister haut hei sëtzt. Et si si, déi Stroossen, Plazen a Quartiere gestalten. Et si si, déi Beem planzen, Schiet schafen an den effentleche Raum un de Klimawandel upassen. An dowéinsten deposéieren ech eng zweet Motioun, ...

Wannechgelift, Här President.

Motion 2

« relative à la mise en place d'un réseau "Climate Shelters" »

La Chambre des Députés,

considérant

– que les épisodes de chaleur extrême sont appelés à devenir plus fréquents et plus intenses sous l'effet du dérèglement climatique ;

– que les périodes de forte chaleur constituent un risque important pour la santé publique, en particulier pour les personnes âgées, les jeunes enfants, les personnes souffrant de maladies chroniques ;

– que de nombreuses personnes ne disposent pas d'un logement suffisamment rafraîchi pendant les périodes de canicule ;

– qu'il appartient aux pouvoirs publics de renforcer rapidement les mesures d'adaptation afin de protéger la santé et la qualité de vie de la population,

invite le Gouvernement à

– mettre en place un réseau national d'espaces de rafraîchissement dans les bâtiments publics et accessibles au public, dont la localisation est clairement répertoriée, et offrant des places assises ainsi qu'un accès à l'eau potable.

(s.) Djuna Bernard.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | ... déi d'Regierung opfuert, de Leit méi Ofkillung ... Pardon, ech hunn Iech déi falsch ginn. Bon, et ass egal. Ech ginn Iech elo scho mol déi zweet.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Gitt mer se all zesammen. Dat ass méi einfach.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Voilà.

Motion 3

« en faveur d'espaces publics et privés plus frais »

La Chambre des Députés,
considérant

– que les épisodes de chaleur extrême sont appelés à devenir plus fréquents et plus intenses sous l'effet du dérèglement climatique ;

– qu'il appartient aux pouvoirs publics de renforcer rapidement les mesures d'adaptation afin de protéger la santé et la qualité de vie de la population,

invite le Gouvernement à

– transformer l'initiative « Méi Natur an eise Stied an Dierfer » en un programme permanent de soutien aux communes destiné à financer des projets ambitieux de végétalisation, de désimperméabilisation et d'ombrage des espaces publics ;

– introduire un Klimabonus Begréngung, destiné à soutenir financièrement les personnes privées dans leurs projets de végétalisation, de désimperméabilisation et d'ombrage de leurs propriétés et copropriétés ;

– créer une initiative nationale « Klimafit Gemengen », récompensant les communes mettant en œuvre des mesures exemplaires d'adaptation au dérèglement climatique, notamment en matière de protection contre les fortes chaleurs ;

– mettre en place un programme d'investissement destiné à financer, à court et à moyen terme, des mesures de protection contre les fortes chaleurs dans les écoles, les hôpitaux ainsi que dans les établissements d'aides et de soins et les structures d'hébergement pour personnes âgées et d'autres populations vulnérables.

(s.) Djuna Bernard.

Dowéinst deposéiere mir haut eng zweet Motioun, déi d'Regierung opfuert, de Leit méi Ofkillung am urbane Raum ze bidden. Mir sinn der Meinung, dass aus der Serie vun den Appels à projets „Méi Natur an eise Stied an Dierfer“, déi 2022 vum Joëlle Welfring am Umweltministère lancéiert gouf an och nach haut

weidergefuert gëtt, e fixe Subventiounsprogramm fir Gemenge soll ginn, fir méi gréng Schoulhaff, fir ëffentlech Plazen, fir Spillplazen, Parkplazen a sou weiter. Mee och si mer der Meinung, dass d'Bierger duerch e Klimabonus solle belount ginn, wa se begréngen an entsigelen. D'Regierung muss och an dësem Beräich déi néideg Incentivë setzen, fir elo an der néideger Vitess weiderzekommen, zesumme mat de Gemengen an all Einzelnem.

Mir brauche méi Beem, méi Gréngs, méi Schiet, méi Wasserspender op all zentraler Plaz an ab der Warnstuf Orange ëffentlech Gebaier als Climateshelters. Dat kënne Muséëen, Bibliothéiken, Verwaltungsgebaier sinn, déi als Killrefugen déngen, déi kloer ausgeschëltert sinn an einfach ze fannen. Barcelona mécht et eis vir. Och dofir hunn ech elo schonn eng Motioun deposéiert.

Wa mer wëllen déi richteg Konklusiounen aus de leschte Canicullen zéien, da stellt sech natierlech och d'Fro vun der Surmortalitéit. An enger ganzer Rei europäesche Länner goufen dës Donnéeë scho publizéiert. Zu Lëtzebuerg gi mer zënter Deeg ëmmer erëm verträischt. D'Auswärtunge géifen nach lafen, krute mer gesot. Mee wa mer aus dëser Canicule léiere wëllen, hir Gefore seriö huele wëllen, dann ass et wichteg, ze wëssen, wéi vill Mënschen dës Hëtztwell d'Liewe kascht huet. Wéi héich war d'Surmortalitéit zu Lëtzebuerg? Bestattungsinstituter schwätze vum 20 % méi par rapport zu anere Juniwochen. Kënnt Dir, Madamm Ministesch, eis dës Zuele confirméieren?

Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Jo, Klimaadaptatioun kascht eppes. Eppes géint d'Klimakris ze maachen och. A jo, et nervt deen een oder aneren heibanne villäicht. Et interesséiert villäicht och grad net all Mënsch heibannen.

(Brouhaha)

Mee wat kascht et, näischt ze maachen? All Rettungsasaz, all Evakuatioun, all Doudesfall, deen ze vermeide gewiescht wier, huet e Präis – e mënschlechen, mee och e finanziellen. Dofir dierfe mer d'Konsequenze vun dëser Canicule weeder verharmlosen nach akzeptéieren.

Hëtztchutz ass eng Investitioun an d'Liewen an an d'Dignitéit vun de Mënschen an dësem Land. Mam Klimawandel erwärmt Europa sech duebel esou séier wéi aner Kontinenter. Esou Hëtztwelle wéi déi am Juni wäert et an deenen nächste Joren ëmmer erëm ginn, ëmmer méi intensiv, ëmmer méi laang. Mir mussen alles drusetzen, fir hei dergéintzegoen a fir aus de fossilen Energien erauszeklappen, an dat zesumme mat de Biergerinnen a Bierger an eise Betriber.

Mee mir mussen zäitgläich och dofir suergen, dass de Summer net zu enger Zäit gëtt, wou just déi Privilegiéiert sech kënnen ofkillen. Mir mussen eis Gemengen a Stied esou gestalten, dass d'Kanner och an Zukunft spille kënnen, dass Mënsche sech begéine kënnen an Aarbecht a Liewen och bei héijen Aussentemperaturen nach weiderhi méiglech bleiwen. A virun allem – an dat ass mäin Hauptplädoyer, firwat ech och dës Debatt an dës Fokus gesat hunn – musse mer déi vulnerabelste Mënschen, déi an eiser Gesellschaft liewen, schützen a kucken, dass si sech drop verlosse kënnen, dass se och bei extremer Hëtzt geschützt ginn. An dowéinst, mengen ech, hu mer allegueren zesummen heibannen nach e bëssen eppes ze dinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

Als éischten ageschriwwene Riedner ass de Ricardo Marques op der Lëscht. Här Marques, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Ricardo Marques (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi rezent Canicule hei am Land war net einfach eng kuerz Period vu waarem Wieder. Et war eng Hëtztwell, déi eis gewisen huet, wéi konkret an direkt d'Folge vun extremer Hëtzt fir d'Gesondheet vun de Biergerinnen a Bierger kënne sinn, a besonnesch fir déi Leit, déi am vulnerabelste sinn: eeler Persounen, krank Leit, Leit mat ageschränkter Mobilitéit, Sans-abrien, Leit, déi eleng liewen, an och d'Personal am Gesondheets- a Fleege-secteur.

Am Kader vun der Äerderwiermung solle mir eis och dorop astellen, datt dës Summer villäicht de killste wäert sinn, dee mir vun elo u wäerte materliewen. Dat ass nees esou eng Wouerecht, déi awer vu ganz ville kontestéiert gëtt. Um Enn vum Juni huet Lëtzebuerg Temperature kann, déi iwwer 40 Grad gaange sinn. Dës war schonn déi zweet Hëtztwell fir dës Joer, an dat weist daitlech: Mir schwätzen net méi vun aussergewöhnleche Situatiounen, déi all puer Joer mol virkommen. Mir mussen eis drop astellen, datt esou Hëtztwellen an Zukunft méi dacks, méi intensiv a méi laang kënne ginn.

Här President, eis Regierung huet op dës Situatioun reagéiert. D'Direction de la santé huet den 18. Juni den Niveau 3 vun der Alerte de grande chaleur aktivéiert. Duerno ass d'Situatioun nach méi eescht ginn an d'Cellule d'évaluation des risques intempéries et inondations huet rout Vigilance ausgeruff, an dat ab dem 22. Juni mëttes. Déi rout Vigilance gouf verlängert, well net nëmme d'Dageshëtzt problematesch war, mee och d'Nuechten.

Wann d'Temperaturen och nuets net méi richteg falen, da kann de Kierper sech net méi erhuelen. An dat ass virun allem fir eeler Leit a fragill Leit geféierlech. An dëser Situatioun war de Plan canicule fir Leit doheem eent vun de wichtigsten Instrumenter. Dee Plang huet sech un eeler Persoun geriicht, virun allem u Leit vu méi wéi 75 Joer, déi eleng liewen, eng ageschränkt Autonomie hunn an net schonn iwwert d'Assurance dépendance betreit ginn. Dës Persoun konnte sech aschreien oder vun engem Familljemember ageschriwwen ginn. D'Prise en charge doheem war ganz praktesch organiséiert: D'Croix-Rouge huet d'Inscriptioun geréiert, d'COPAS huet d'Koordinatioun mat de Reseau vu Fleege doheem iwwerholl an duerno koumen d'Servicer bei d'Leit. Et gouf eng éischt Evaluatiounsvisitt, duerno Iwwerwachungsvisitten an Hëllef bei der Hydratioun.

Ronn 540 Persounen waren an deem Dispositif agedroen a goufen engem Reseau zougedeelet. Dat kléngt technesch, mee hannendrun ass eppes ganz Mënschleches. Et geet drëms, bei enger Persoun unzeklappen, ze kucken, ob si genuch drénkt, ob et an der Wunneng nach auszehalen ass an ob et Zeeche vun Deshydratioun oder Malaise gëtt an ob eng séier Hëllef néideg ass. Et geet drëms, Mënschen, déi eleng sinn, net eleng ze loosse.

Här President, gläichzäitig dierfe mer net vergiesse, datt vill eeler Leit net doheem, mee an Haiser fir eeler Leit, Altersheemer a Fleegeheemer, liewen. Mee och dës Strukture stoungen ënner Drock. D'Personal huet missen nach méi op d'Hydratioun oppassen, Aktivitéiten upassen, waarm Raimlechkeete vermeiden, Leit observéieren an op all Zeeche vu Malaise reagéieren. Dat huet och gewisen, wou eis Schwäche leien. Net all Gebai am Gesondheets- a Fleege-secteur ass genuch un esou eng Hëtzt ugepasst. An Haiser, wou vulnerabel Leit liewen oder behandelt ginn,

däerf d'Fro vun der Temperatur net als Confortfro behandelt ginn. Et ass eng Gesondheetsfro. Et ass eng Fro vu Sécherheet. Et ass eng Fro vu Virbereedung.

Dofir wollt ech Iech, Här Minister, froen, ob Dir eis kéint matdeelen, wat fir eng Léieren Äre Ministère aus dëser Canicule zitt a wéi Dir gedenkt, d'Be-
treiungsstrukture fir eeler Leit unzepassen, fir an Zu-
kunft der Hëtzt Meeschter ze ginn?

D'Gesondheetsministesch huet ugekënnegt, eng Be-
standsoptam an de Spideeler ze maachen, fir ze ana-
lyséieren, wou baulech oder technesch Upassungen
néideg sinn. Dat ass e sënnavolle Schratt. Ech mengen
awer, datt déi selwecht Approche och fir d'Alters- a
Fleegeheemer muss gëllen, wou vill vulnerabel Mën-
schen all Dag betreit ginn.

Dofir, Här Minister, wollt ech Iech och froen, ob Dir
och wëlles hutt, esou eng Bestandsoptam duerch-
zeféieren, fir dës Strukture besser op zukünftige Hëtzt-
welle virzubereeden.

Här President, mir müssen eis elo schonn op déi
nächst Canicule virbereeden. Dat ass déi richteg
Konklusioun. Mir kënnen net waarden, bis déi nächst
rout Vigilance virun der Dier steet. Mir müssen elo
kucken, wéi mer d'Wunnsituatioun vun eelere Leit
verbesseren, besser ausrüsten, wéi mir d'Personal
ënnerstëtzen a wéi mir déi Leit erreechen, déi nach
duerch de Raster falen.

Dës Canicule war e Stresstest. Si huet gewisen, datt
eise System reagéiere kann. Mee si huet och gewi-
sen, datt d'Klimarealitéit méi séier virukënnt wéi vill
vun eisen Infrastrukturen. Eise Message muss dofir
kloer sinn: Mir brauchen eng dauerhaft Strategie
géint d'Hëtzt an net nëmmen eng Noutreaktioun. Am
Ausland, a virun allem a Frankräich, gouf et daitlech
méi Doudeger, déi direkt op d'Canicule zrëckzeféiere
sinn. Dat war bei eis am Land gottseidank net de Fall.
An trotzdem mussen mir den nächsten Hëtztwelle vir-
gräifen. Mir brauchen eng nationale Bléck op d'Risiken
doheem, an den Altersheemer, an de Spideeler an
an de Fleegeheemer. A mir müssen déi schützen, déi
sech net selwer kënnen schützen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques.
Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Mandy Minella.
Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

Mme Mandy Minella (DP) | Merci, Här President.
Léif Kolleegen a Kolleginnen, merci der Madamm
Bernard, dass si dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet.
Ech mengen, d'Canicule ass e Sujet, iwwert deem een
immens laang kann hei schwätzen. Si betrëfft d'Santé
publique, d'Spideeler, d'Alters- an d'Fleegestrukturen,
d'Flüchtlingsstrukturen, d'Schoulen, d'Gemengen,
d'Persounen ouni Doheem an den Aménagement du
territoire. Et ass also e Sujet, deem eis Gesellschaft als
Ganz betrëfft. Natierlech geet et dobäi och ëm d'Kli-
mapolitik. Mir müssen eis Gedanken doriwwer ma-
chen, wéi mir eis Gemengen an eis Infrastrukturen un
déi klimatesch Verännerungen upassen.

Haut wëll ech awer mäi Fokus op déi Mënsche leeën,
déi bei extremer Hëtzt zu de Vulnerabelste gehéieren:
eis eeler Matbiergerinnen a Matbierger. Well
Hëtzt treëft eis all, mee si treëft net jiddereen d'sel-
wecht. Wann ee méi al gëtt, funktionéiert d'Regula-
tioun vun der Kierpertemperatur net méi esou gutt,
d'Duuschtgefill léisst no, chronesch Krankheete gi
méi heefeg a verschidde Medikamenter maachen et
nach méi schwéier, mat extremer Hëtzt eens ze ginn.
Wat fir vill Leit virun allem onangeneem ass, ka fir
eeler Persounen séier eng eescht Gefor fir hir Gesond-
heet ginn.

Méi schwéier gëtt et, wann et och nuets net méi rich-
teg ofkilt. Mir hunn et dës Kéier erlieft: Iwwer Deeg
sinn d'Temperaturen och nuets net richtig gefall. De
Kierper konnt sech net méi richtig erhuelen. Genee
dat mécht esou Hëtztwellen eeben esou geféierlech.

Mir wëssen och, datt verschidden Alters- a Fleege-
strukturen, virun allem méi al Gebaier, sech staark
erhëtzen. Och wann de gesetzleche Kader virgesäit,
datt op d'mannst Gemeinschaftsraim kënnen ofgekillt
ginn, bleift esou eng Hëtztwell eng grouss Erausfuer-
derung fir d'Bewunner, mee och fir d'Personal.

Genee do hu mir gesinn, wéi wichteg e Plan canicule
ass. Mam Declenchement vun der Alerte rouge ginn
automatesch eng Rei Schutzmoossnamen ausgeléist.
Ënner anerem kënnen sech Persounen iwwer 75 Joer,
op eng Lëscht androen, fir datt reegelméisseg no hinne
gekuckt gëtt an iwwerpréift gëtt, ob si genuch drén-
ken, ob et hinne gutt geet oder ob si Hëllef brauchen.

Och an den Alters- a Fleegestrukturen gouf séier rea-
géiert. D'Personal gouf sensibiliséiert, d'Bewunner
goufen nach méi enk observéiert, et gouf nach méi
drop opgepasst, datt si genuch drénken, an et gouf
organiséiert, datt si sech reegelméisseg a méi kille
Raim ophalen. Dat waren déi richteg Mesüeren.

Mee et geet net nëmmen ëm Infrastruktur oder ëm
Prozeduren. An eisen Alters- a Fleegestrukture stécht
immens vill Erfahrung a praktescht Wëssen. Ech be-
grëssen et dofir, dass de Familljeminister am enken
Austausch mat de Bedreiwer steet, well grad vun dë-
sen Erfahrung mussen mir léieren.

Mir däerfen dobäi awer net nëmmen un déi Leit den-
ken, déi an enger Struktur betreit ginn, mee och un
déi Leit, déi guer keen Daach iwwert dem Kapp hunn.
Och hei gouf séier reagiert: D'Dispositiffe goufen
zesumme mat de Gemengen, de sozialen Träger an
dem Santéministère verstärkt, d'Servicer hu méi
laang op gehat an d'Noutstruktur um Findel gouf
a Betrib geholl. Dofir wëll ech och all deene Merci
soen, déi während dëser Canicule um Terrain ënner-
wee waren a sech mat vill Engagement ëm déi vulne-
rabelst Leit vun eiser Gesellschaft gekëmmert hunn,
well och fir si war Canicule.

Mee dës Canicule gëtt eis virun allem eng wichteg
Léier. D'Fro ass net méi, ob sou Hëtztwellen nach
eng Kéier kommen, d'Fro ass, wéi gutt mir drop vir-
bereet sinn. No der Canicule ass virun der Canicule.
Ech géif mir dofir wënschen, datt d'Gestioun vun der
Canicule elo systematesch evaluéiert gëtt, zesumme
mat de Gemengen, der COPAS, den Alters- a Fleege-
strukturen an de Gesondheetsacteuren, well grad
d'Erfahrung um Terrain hëllef eis, eis nach besser
virzubereeden.

Dofir géif ech d'Regierung och gäre froen: Wat sinn
elo déi nächst Schrëtt? Ass virgesinn, de Plan canicule
op Basis vun dësen Erfahrung weiderzuentwéckelen?
A ginn nach méi kloer Mechanismen definéiert, déi
bei enger laanger Hëtztwell automatesch zousätz-
lech Schutzmoossnamen ausléisen, soudatt all Acteur
genee weess, wat ze maachen ass?

D'Hëtztwelle wäerten eis an Zukunft ëmmer méi
dacks begleeden. Dofir ass et elo eis Verantwor-
tung, déi richteg Léieren ze zéien an eis vulnerabelst
Matbierger nach besser ze schützen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm
Minella. D'Wuert huet elo d'Madamm Taina
Bofferding. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här Presi-
dent. Kolleginnen a Kollegen, déi grad erliefte
Canicule, ech denken awer och un déi aner Wieder-
extremer wéi Iwwerschwemmungen, Stierm, Torna-
do, déi mer nach virun e puer Joer haten, ben, dat si
keng Ausname méi, mee dat ass d'Realitéit, mat där
mer eeben duerch de Klimawandel nach méi an der
Zukunft wäerte konfrontéiert sinn.

Lëtzebuerg, muss ee soen, huet d'Canicule am Juni
besser duerchgestane wéi aner europäesch Länner,
an dat virun allem och duerch den aussergewéin-
lechen Asaz vun eise Gesondheets- a Fleegestruktu-
ren, dem CGDIS, de Sozialdéngschter, de Gemengen
an alleguerten de Leit, déi sech eeben ëm déi vulne-
rabel Persounen gekëmmert hunn. Si all verdéngen
eise Respekt a virun allem e grouse Merci, dass si déi
wäertvoll Aarbecht gemaach hunn.

Trotzdem stellt sech d'Fro, ob d'Regierung der Situa-
tioun deem néidege politesche Stelleväert ginn huet.
Bei enger Canicule, déi op eng rout Warnstuf geet,
wou d'Temperaturen no bei 40 Grad sinn, ass schonn
ze erwaarden, dass eng Cellule de crise aberuff gëtt
an net nëmmen eng CERi, dat ass déi technesch
Cellule d'évaluation, déi just op dem Beamtenniveau
dee Moment organiséiert gëtt.

Natierlech ass eng technesch Koordinatioun tëschent
Administratiounen wichteg, mee si ersetzt awer keng
politesch Verantwortung. Krisenmanagement ass
eeben net nëmmen eng Fro vun der Koordinatioun,
mee och eng Fro vun der politescher Féierung an eng
Fro vun der politescher Responsabilitéit. An enger
aussergewéinlecher Situatioun geet et drëms, Priori-
téiten ze setzen, séier Entscheedungen ze huelen an
och der Bevëlkerung eng ganz kloer an och eng ree-
gelméisseg Kommunikatioun ze ginn. Genee dat ass
eeben d'Aufgab vun der Cellule de crise.

An do läit de Kär vum Problem. Mir behandelen
d'Hëtztwellen nach allze oft wéi en onbequeemen
temporäre Standpunkt. A vill méi muss et eeben en
integrale Bestanddeel vun eise Krisen- a vun eise
Katastrophevirbereedung ginn.

Dozou fënnf Iwwerleeunge vun eiser Säit:

Éischtens: Et brauch och an eisen Aen en nationaalt
Hëtztchutzkonzept, en nationalen Hëtztplang, wou
net nëmme just d'Roll vum Staat, vun de Rettungs-
déngschter, vun de Gemengen an dem Gesond-
heetssecteur definéiert ass, mee eeben och eng ganz
global Strategie mat deene ville Beräicher, déi hei
scho genannt gi sinn, souwuel an der Santé, Educa-
tioun awer och an der ziviller Sécherheet, am Tra-
vail, Environnement, Aménagement du territoire. Et
ass wichteg, dass een hei zesummen eng Strategie
opstellt.

Zweetens muss d'Prioritéit ëmmer beim Schutz vun
de vulnerabele Leit leien, also eng aktiv Begleedung
vun den eelere Leit, awer och allen anere Risikogrup-
pen, fir eeben ze kucken, dass do deementspreechend
Mesüre geholl ginn. Och hei ass et wichteg, dass mer
do eenheetlech Krittäre kënnen definéieren.

Drittens: Mat deem, wat mer elo erlieft hunn, mierke
mer och, dass mer eis Aarbechtswelt müssen un déi
Ännerungen, un déi Realitéiten upassen. Net jiddere
kann a klimatiséierte Raim schaffen. Dofir muss ee
kucken, fir och hei deementspreechend Mesüeren a
Protokoller festzeleeën, déi ganz kloer an transparent
sinn.

Viertens: Eis Gebaier mussen méi resilient ginn. Mir
kënnen net all Summer feststellen, dass d'Wunnengen,
d'Schoulen an och d'ëffentlech Gebaier iwwerhëtzen,
ouni konsequent an d'Isolatioun, d'Belüftung oder
an d'Begréngung ze investéieren. Hei si virun allem

d'Gemengen an der Verantwortung. An et si jo eng ganz Rëtsch Gemengen, déi Initiative geholl hunn. An hei ass et och gutt, vun deene Best-Practicen ze profitéieren. Ech kéint mer virstellen, dass vläicht hei och de Syvicol eng Roll wäert spillen, fir eeben ze kucken an de Gemengen, wou een do kann ..., well et jo Ennerscheeder trotzdeem gëtt, fir hei kënnen deementsprechend Mesüreen ze huelen an ze kucken, wéi ee vun deem anere ka léieren.

An da fënneftens – an domadder kommen ech zu eisem leschte Punkt –: Fir eis ass d'Hëtztwell och eng sozial Fro. Net jidderee wunnt an engem Haus mat engem Gaart an enger Piscine, erlieft deementsprechend och d'Hëtztwell anescht wéi eebe Leit – an där gëtt et der ganz vill –, déi an engem Appartement wunnen, dat ënnert dem Daach ass. A meeschtens ass et jo esou, dass déi Leit, déi am meeschten drënner leiden, grad déi Leit sinn, déi sech keng Klimaanlag kënnen leeschten oder soss weider Isolatiounsarbechten, respektiv well se einfach d'Méiglechkeet och net hunn, well et Locatairé sinn. An hei ass et wichteg, dass mer och d'Proprietären dozou bréngen, an hir Locatiounswunnengen ze investéieren, an zwar sou, wéi wa se selwer géifen dra wunnen, fir eeben och deementsprechend Isolatiounsarbechten ze maache respektiv déi Wunnen esou géint Hëtzt ze ekipéieren.

D'Klimakris, dat ass keng Fro vun der Zukunft. Mir si matzen dran, wéi mer et erliewen. An dofir duerfe mer eis och net just mat engem Monitoring, mat der Observatioun zefridde ginn. Mir brauchen eng Politik, déi virukuckt. Mir brauchen eng Politik, déi virbereet ass, déi Preventioun an de Mëttelpunkt stellt an déi och Klimaupassung als en Invest an eis Sécherheet an als Invest an eis Gesondheet versteet. Et ass gutt – dat wëll ech och soen –, dass d'Regierung sech leschten November eng national Resilienzstrategie ginn huet mat ganz konkrete Mesüreen. Besser wär et nach, wann och elo d'Moyene géife kommen, fir dat da ganz konkret ëmzesetzen. Mir gesinn, wéi gesot, dass et méi wéi gebraucht gëtt.

Wichteg ass – an domadder wëll ech ofschléissen –, dass mer all Euro, dee mer an d'Resilienz stiechen, och an den Zivill- an an de Bevëlkerungsschutz stiechen, net just alles, wéi mer aktuell ëmmer diskutéieren, an d'Defense oder an eis Verdeedegungsfaegkeet. Aner Länner maachen eis et vir, wéi an Däitschland, déi hunn nach kierzlech dee Pakt fir de Bevëlkerungsschutz ugehall. Et ass eebe wichteg – an domadder halen ech op –, dass mer och weider an d'zivil Sécherheet, an eis Sécherheet vun de Leit investéieren, mat der Preventioun, mat Klimaupassungen, eebe justerment dass Mënscheliwwen doduerch kënnen gerett ginn an och d'Schied an d'Käschten doduerch kënnen gespuert ginn.

A fir mam Benjamin Franklin opzehalen – et ass en Zitat, wat oft geholl gëtt am Kontext eebe vum Leadership, vum Krisenmanagement –: „By failing to prepare, you are preparing to fail.“ Voilà.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Deen nächste Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, Dir erënnert Iech och u Situatiounen, wann Der mäin Alter hutt oder méi al sidd: Mir sinn an d'Vakanz gefuer, wéi ech jonk war, op d'Côte d'Azur an engem Fiat Regata, et ware 35 Grad a mir haten natierlech keng Klimaanlag, déi ass et nämlech deemools net ginn an den Autoen, op d'mannst emol net an Europa. Mir hunn

d'Fënsteren erofgemaacht, da war Duerchbruch, an iergendwéi huet et geklappt. Mir waren alleguerde frou.

A wann et esou waarm war, och emol zu Lëtzebuerg, och dat ass et ginn, dann hu mer eis allegueren an der Klass, an der Schoul gefreet wéi d'Gecken. An de Rudi Carrell huet gesong: „Wann wird's mal wieder richtig Sommer?“ A jiddweree war frou.

(Interruption)

An et ass einfach interessant – firwat ech dat soen – ze gesinn, wéi dach awer déi allgemeng Meenungsdeitung sech verännert huet vun enger Situatioun, wou mer waren, wou d'Leit frou waren, wann et waarm ginn ass, op enger Situatioun, wou d'Leit ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Dat ass Wëssenschaft, dat ass keng Meenungsdeitung!

M. Fred Keup (ADR) | ... Angscht hunn, dass et waarm ass. A wéi dat konnt geschéien, dat ass ganz interessant. Natierlech kann ee soen: Et ass haut lichter méi waarm wéi vläicht fréier. Jo, awer dat ass an esou engem klengen Beräich, dass et deene meeschte Leit emol tatsächlech net opfällt.

(Brouhaha)

Mir haten natierlech waarm Summeren: ...

(Interruption)

Une voix | Zu Mamer schéngt et kal ze sinn.

M. Fred Keup (ADR) | ... 2019 war e waarme Summer, 2003 war e waarme Summer, 1976 war e waarme Summer. An där sinn et der eng ganz, ganz, ganz Partie ginn.

Iwwregens, méi geféierlech wéi Wäermt ass Dréchent. Dat ass méi schro, besonnesch och fir d'Landwirtschaft, ...

M. André Bauler (DP) | Dir sidd ze ...

M. Fred Keup (ADR) | ... wéi elo einfach wann et zwee, dräi Deeg eng Hëtztwell gëtt, déi et ëmmer scho ginn ass, dat muss een och emol kloer soen.

Mir liewen hei an der gemäassegter Zon a mir hunn en ozeanescht Klima. An ozeanescht Klima heescht, dass mer relativ gemäassegt Wanteren a gemäassegt Summeren hunn am Contraire zu deene Plazen an Europa, ...

(Interruption)

... wou se e Kontinentalklima hunn, zum Beispill Berlin oder Warschau, wou Der ëmmer schonn daitlech méi staark, méi waarm Summeren hutt wéi hei.

(Interruption)

Also zu Berlin ass et am Summer méi waarm wéi zu Lëtzebuerg an zu Warschau nach méi waarm wéi zu Lëtzebuerg, dat war nach ëmmer sou.

(Interruptions)

An déi Leit, déi ginn och domadder eens.

Ech wëll och hei soen: Natierlech, wann et waarm ass, huet dat Gesondheitsrisiken, dat ass jo evident. An natierlech sinn eis Rettungsdéngschter a Gesondheitsdéngschter da vill méi gefuerdert, an dat ass och e Problem, op dee mer eis musse virbereeden. An natierlech sinn eeler Leit, krank Leit, Kanner, vulnerabel Leit dann an enger gewëssener Gefor. An et ass och eis Verantwortung, eebe grad a Situatiounen, wou déi Leit a Gefor sinn, deenen ze hëllefen. Dat war och fréier esou. Just fréier waren d'Leit vläicht méi zesummen an engem Haus an esou. Et huet ee méi een op deen aneren opgepasst.

(Interruptions)

Haut soll dat alles de Staat iwwerhuelen. Et kann ee sech froen, ob dat wierklech de Sënn dovun ass.

Mir hu vill Plazen, natierlech, déi net virbereet sinn op esou eng Hëtzt. Ech hu gesot, fréier huet eis dat näischt uitgemaach am Auto, wann et keng Klimaanlag gouf, och an de Schoule vläicht net. Haut hu mer Schoulen, do kann ee ganz schwieereg existéieren, wann et esou waarm ass. Dat war iwwregens och schonn, wéi ech am Lycée war an den 90er-Joren, dann hu mer bei eis am Lycée d'Fënsteren alleguer ganz grouss opgerappt an d'Dieren opgemaach an dann hate mer Duerchbruch, dann ass et iergendwéi gaang. Haut kritt een a ville Staatsgebäier mol d'Fënsteren iwwerhaupt net méi opgemaach, well do ass e Verschluss drun.

(Brouhaha)

Dat ass d'Situatioun, wéi mer se hunn, an duerfir géif ech soen, hei, do gëtt et awer eng Léisung. A mir sinn am Joer 2026 an d'Léisung ass ganz einfach, an dat hunn ech net vill héieren haut: Klimaanlagen, Klimaanlagen, Klimaanlagen, Klimaanlagen. Baut Klimaanlagen! Dir plangt eng Schoul: Klimaanlag! Dir plangt e Lycée: Klimaanlag! Dir plangt iergendee Gemengebau: Klimaanlag!

(Interruption par M. Marc Baum)

Dat hunn ech net héieren hei vun de Gréngen, dat Wuert „Klimaanlag“.

(Interruptions)

An dat ass jo awer net schwéier am Joer 2026, Klimaanlagen ze installéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, den Här Keup huet d'Wuert, wannech gelift.

M. Fred Keup (ADR) | An dann hu mer eng ganz Partie vun deene Problemer net.

D'Léisung ass also eng ganz praktesch Adaptatioun an och e gesonde Mënscheverstand. A mir brauche keen ... Ganz éierlech gesot, d'Mënsche sinn awer erwuessen a si hunn eng Selbstverantwortung. Et brauch een awer keen, dee vun uewen erof de Leit seet: „Wann Der elo e Bam virun Äert Haus planzt, kritt Der och nach Suen.“ D'Leit wësse schonn, wa se e Bam planzen, dass et da méi Schiet gëtt an dass et da méi agreabel ass am Summer an der Wiss. Also, haalt d'Leit awer net fir Hännessen! Esou gescheit sinn d'Leit awer och, an duerfir maachen d'Leit dat jo och. Déi meeschte Leit, déi Dir awer kennt, déi hu jo awer iergendwou e Bam stoen am Gaart oder am Virgärtchen.

(Hilarité)

Et ass jo net, wéi wann dat net de Fall wier. A lo musse mer hei anscheinend d'Gemengen an de Staat dozou bréngen, dass deen de Leit dat da virschreift oder och nach subventionéiert. Nee, kommt, mir halen op!

Also, wat mer hei hunn ënnert dem Stréch, dat ass quasi eng ... Dat Ganzt, dat gëtt esou düüster duergestallt mat enger onwarscheinlecher Panikmache ... Opgepasst, ech soen net, dass keng Verantwortung do ass, dass mer net mussen oppassen, mee dat gëtt esou duergestallt, wéi wann d'Welt géif ënnergoen, en Zenario gemoolt, an da gëtt et keng Léisung méi. A dach, de Staat an d'Gemenge musse lo agräifen, well de Bierger ass jo net capabel, selwer esou wäit ze denken an ze handeln, fir sech ze schützen, a Selbstverantwortung soll et net méi ginn. E soll vun uewe rof gesot kréien, wat en ze maachen huet, well soss stierft en! Dat ass e bëssen ënnert dem Stréch dat, wat mer hei vu Verschiddene gesot kréien, an domadder sollte mer ophalen.

An nach ganz zum Schluss: Wësst Der, wat ee vun de Grënn ass, firwat dass et esou waarm vläicht ass op

verschiddene Plazen? Majo, wann Der kuckt, 1990 hate mir hei am Land 5 % verbaute Fläch. Haut, 35 Joer duerno, si mer op 12 % verbaute Fläch. Dat heescht, ee vun de grouse Grënn ass de Bevëlkerungswuesstum.

Plusieurs voix | A!

(Brouhaha)

M. Fred Keup (ADR) | A fir déi Leit, déi nach méi Bevëlkerungswuesstum wëllen, ...

M. André Bauler (DP) | De stramme Wuesstum!

M. Fred Keup (ADR) | ... a fir déi Leit, déi och nach weider enk wëllen dicht bebauen, alles no beieneen, déi nach méi Bëton wëllen, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup ...

M. Fred Keup (ADR) | ... an déi Leit, déi d'Baulücke wëlle verbauen och nach, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup, Dir misst zum Schluss kommen, wannechgelift.

M. Fred Keup (ADR) | ... also déi brauche sech awer net ze wonnere, dass et dann op deene Plazen an de Stied nach méi waarm gëtt. Och dat ass gesonde Mënscheverstand.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Wéi Der Iech elo kënnt virstellen, Här Keup, sinn eng ganz Rei Leit, déi Iech wëlle Froe stellen. Huelt Der déi Froen un?

M. Fred Keup (ADR) | Jo, mee dat wonnert mech awer elo, jo.

(Hilarité et interruptions)

Wie wëll?

M. Claude Wiseler, Président | Jo bon, ok. Ech hunn hei eng Lëscht an ech fueren där Lëscht no, wéi d'Leit sech gemellt hunn. Fir d'éischt den Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Fir d'alleréischt...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | ... extreem kreativlos, fir hei einfach nozeplapperen, wat de Jordan Bardella erzielt, Äre rietsextreeme Kollege aus dem Ausland

M. Fred Keup (ADR) | A, deen hunn ech net gelauscht! Mee wann Der dat sot ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | An dann hei kreativlos dat einfach nozeplapperen.

Dat Zweet ass: Während der Alerte rouge, an där Woch, do war et hei zu Lëtzebuerg méi waarm wéi an Deeler vun der Sahara. Fannt Der dat normal? War dat 1976 och schonn de Fall, wéi Der do mat Ärem Cabrio duerch d'Géigend gefuer sidd?

M. Fred Keup (ADR) | Mat mengem Cabrio an noplapperen ... Wat schwätzt Der do, Här Sehovic?

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, stellt elo ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Ech hunn Iech eng Fro gestallt, Här Keup. An dann awer ...

(Interruption)

M. Fred Keup (ADR) | Majo, da loosst mech äntweren, jo! Et ass ganz einfach!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Här Sehovic, Dir stellt elo Är Fro fäerdeg an dann äntwert den Här Keup. Schéin der Uerdnung no. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Ok. Nee, nach de Constat, dass dat eng extreem privilegiert Aart a Weis war, Här Keup, fir dann duerch déi Alerte rouge ze goen. D'Majoritéit vun de Leit ass do net esou bequiem doduerch komm wéi Dir.

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass eng Interpretatioun. Déi meescht Leit, mat deenen ech geschwat hunn, hunn déi waarm Temperature genoss. Sou.

(Brouhaha)

An dat anert, wat ech wëll soen, an ech soen Iech dat elo als warscheinlech ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo huet den Här Keup d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | ... mat deen eenzegen heibanen, dee Klimatologie studéiert huet, dat ass nämlech, ...

(Hilarité)

... dass et ëmmer schonn Deeg gouf während engem Joer, wou et an der Sahara méi kal ass wéi bei eis. Et gëtt souguer Deeg, do fält an der Sahara Schnéi a bei eis net!

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass et den Här Donnersbach, deen d'Wuert gefrot huet.

M. Fred Keup (ADR) | Et ass evident.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass, fir eng Fro ze stellen, net fir laang Kommentaren ze maachen. Ech wëll dat nach eng Kéier präziséieren, wat d'Prozedur ass. Här Donnersbach.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, merci, Här President. Eng kuerz ... Ech hunn eng ganz kuerz Fro fir den Här Keup: Wat wär dann déi Temperatur, wou hie sech net méi géif freeë bei enger Hëtztwell? Wat wär do d'Temperatur, wou hien da géif soen: „Do hu mer e Problem!“? Dat wär meng Fro un den Här Keup.

Une voix | 53 Grad.

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass jo eng ganz subjektiv Fro. All Mënsch ass jo do anescht. Et gëtt Leit, deene kann et net waarm genuch sinn, an et si Leit, déi hunn d'Hëtzt net gär. A jiddwereen ass och doheem anescht agericht. Mee dat ass jo ënnerschiddlech vu Persoun zu Persoun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Si war jo och un Iech gericht. Dat heescht, Dir kënnt se an Ärem Numm beäntweren.

M. Fred Keup (ADR) | O ...

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Keup huet elo eleng d'Wuert an den Här Keup ass fäerdeg mat der Äntwert, wann ech richteg verstanen hunn.

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Dann ass et un der Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Ech weess net, ob mer elo hei an enger Chamberdebatt sinn oder an engem Comedyclub hei grad, mee ech hunn dräi Froen.

M. Claude Wiseler, Président | Mir sinn an enger Chamberdebatt.

Mme Corinne Cahen (DP) | Dat Éischt ass, Dir hutt vläicht net opgepasst, wann Der vu Klimaanlage schwätzt: Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme. Dat heescht, d'Hëtzt geet iergendwou hin. Dat heescht, wann Der vill Klimaanlagen

installéiert, da geet déi Hëtzt natierlech ..., dat erhëtzt natierlech nach weider, do braucht Der nach weider Energie. Dat ass meng éischt Fro, wou dann déi Hëtzt ..., ob Der net mengt, dass Klimaanlagen awer och e Problem kënne sinn an net nëmmen eng Léisung.

Meng zweet Fro ass déi: Dir sot ëmmer, de Bevëlkerungswuesstum wär ze grouss, op där anerer Säit sot Der an aneren Debatten, mir solle méi Kanner maachen. Och do verstinn ech net esou richteg, wéi dat iwwertenee geet.

M. Fred Keup (ADR) | Olala!

Mme Corinne Cahen (DP) | An dat drëtt ass meng Fro ganz konkret: Leugnet Dir de Klimawandel, Här Keup? Merci.

M. Fred Keup (ADR) | O!

Wéi war elo scho méi déi éischt Fro? A, mat de Klimaanlagen, wéi déi fonctionéieren. Majo, dat ass ganz einfach: Do gëtt jo da waarm Loft erausgeblosen an déi geet dann zum Beispill aus dem Haus eraus, no hannen an de Gaart oder wou och ëmmer, a well déi Loft méi waarm ass, geet se jo dann direkt erop, also dat huet null Effekt op ...

(Hilarité)

Also, ech schwätzen do awer elo als een, deen e bessen eppes – pardon, wann ech dat ka soen – vu Physik eng Kéier geléiert huet a Klimatologie, also dat ass absolutt ... Dat, wat Der do sot, dat ass esou en typesche falschen Narrativ, deen et gëtt bei verschiddene Leit, muss ech ganz kloer soen. Faktuell ass dat net richteg. Klimaanlagen erhëtzen net dobaussen iergendwéi d'Loft. Also net, dass een dat mengt, hein.

Wat hutt Der nach gesot? Vum Klimawandel? Ech soen net, nee ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Bevëlkerungszuelen an de Klimawandel.

M. Fred Keup (ADR) | Klima: Et gëtt ëmmer Zäiten, wou et mol méi waarm gëtt, et gëtt ëmmer Zäiten, wou et mol méi kal gëtt. Ech si gutt placéiert, fir dat ze wëssen, well ech dat mäi Liewe laang gekuckt hunn. An Dir hutt ëmmer ... Am Moment si mer an enger Situatioun, wou et iwwert déi lescht Joerzengten e bësse méi waarm gëtt, dat kann och iergendwann erëm eng Kéier änneren. Dat heescht, effektiv si mer an enger Situatioun, wou et e bësse méi waarm gëtt, a mir sollen eis och dorobber virbereeden, zum Beispill mat Klimaanlagen.

An déi zweet Fro war wat scho méi?

Une voix | Kannermaachen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Mam Bevëlkerungswuesstum.

M. Fred Keup (ADR) | A, d'Kannermaachen!

(Hilarité)

Also, wa mer Kanner maachen, da brauche mer natierlech op där anerer Säit fir eis Aarbechtskräften, kënne mer jo déi selwer ... A, dat ass jo eng Diskussioun, déi elo vill ze vill wäit féiert. Et ass jo, et ass jo iergendwéi ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et ass gläich ze waarm duerfir!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Merci. Dann d'Madamm Bernard. Ech hunn nach d'Madamm Bernard an den Här Polidori an da kucke mer, datt mer weiderkommen. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, fir d'éischt eng Richtegstellung par rapport zu deem, wat ech sot. Ech

weess net, ob den Här Keup schonn dobanne war a meng Ried héieren huet, ...

Une voix | Nee, ech mengen net.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | ... mee ech hu gesot: Mir brauchen en direkten Investitiounsprogramm fir Sonneschutz, Ventilatoren an do, wou et néideg ass, Klimaanlagen ...

M. Fred Keup (ADR) | Do, wou et néideg ass.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | ... an eise Schoulen, Klinicken, Alters- a Fleegeheimer. Just fir dat richtegstellen.

Här Keup, ech sinn e bëssen erfieret. Dir ridiculiséiert hei eng Debatt, déi ech ugefrot hunn, wou et wierkelech ëm déi vulnerabelste Mënschen an eiser Gesellschaft geet, ...

M. Fred Keup (ADR) | Jo.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | ... Mënschen, déi an deene leschte Wochen enorm gelidden hunn, déi a staatleche Gebaier hu misse liewen a wou, mengen ech, ganz sécher net op alle Fronten alles fir déi esou super war. An ech weess net, ob Är Meinung ass, dass de Staat sech net méi misst ëm vulnerabel Leit këmmen, keng Altersheimer misst hunn, Flüchtlingsfoyere warscheinlech scho guer net, ech mengen, déi Meinung kenne mer vun Iech, mee och Schoulen a Betreuungsstrukture fir Mënsche mat enger Beanträchtegung. Sidd Dir der Meinung, dass de Staat hei keng Verantwortung huet an datt de Staat ergo sech och hei net misst ëm seng Verantwortung fir d'Isolatioun an d'Begleedung vun deene Leit këmmen? Oder wat ass Är Positioun dozou?

Ech fannen, mir missten e bëssen erëm zréck op de Sujet kommen. Well dat, wat Dir hei am Moment aus dëser Debatt macht, dofir schummen ech mech, ganz éierlech.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Keup huet d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, dat ass effektiv ... Mir müssen awer elo wierkelech den Toun erëm e bësse méi seriö opstellen an dann e bësse méi seriö driwwer schwätzen, wéi dat alles esou schlëmm hei ofleeft!

(Brouhaha)

Nee, ganz éierlech, ech hu vu Verantwortung geschwat. Do soen ech Iech och: Dann hutt Der meng Ried och net nogelauschert. Ech hu ganz kloer gesot, dass mer fir eeler Leit, fir Kanner, fir krank Leit, fir vulnerabel Leit eng Verantwortung hunn. An natierlech muss mer do eppes maachen, och an den Altersheimer. Dat ass jo evident. Dat ass jo normale Mënscheverstand. Do brauche mer elo kee vun de Gréngen, fir eis dat ze soen!

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Ech kommentéieren d'Ried elo net. Ech hu just eng prezis Fro. Dir hutt elo gesot, d'Leit sollen net esou fragill sinn a keng opféieren. Hei setzen och elo Schüler. Do waren et plazeweis a Klassenäil 37 Grad.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, dat ass schlëmm.

M. Ben Polidori (LSAP) | Dat heescht, Dir sot einfach elo, fir déi Schüler an och d'Enseignanten, ...

M. Fred Keup (ADR) | A nee!

M. Ben Polidori (LSAP) | ... déi hätte se net méi all, et wär net waarm, si solle keng opféieren, mee dat wär dann eeben esou. Da soll een e bëssen d'Äerm zesummen drécken an da gëtt et e bësse waarm e

puer Deeg an da wär dat eeben esou. Ass dat Är Mee-nung, Här Keup?

M. Fred Keup (ADR) | Nee, ech hunn dat jo selwer virdu gesot, dass mer an der Schoul, wéi ech am Lycée war, deemools d'Fënsteren nach grouss konnten opmaachen, dann ass et Duerchbruch ginn. Dat huet alt e bëssen eppes gehollef. Ech war och Proff an engem Lycée, dem LGK zu Esch. Deen ass virun 20 Joer gebaut ginn. Do war deemools en Architekt, deen hat do anscheinend eppes gebaut, dass et ni sollt ze waarm ginn. Et huet natierlech näischt fonctionéiert, awer Milliounen kascht. Duerno hat Der natierlech d'Fënsteren voll op der Südsäit. Dat heescht, och bei 28 Grad bass de do futti gaangen, well einfach d'Sonn voll era gestraalt huet. Also, dat waren Zoustänn an esou Lycéeën, dat ass net drobar!

A mir müssen op jidde Fall ... Also do gëtt et jo awer haut verschidde Méiglechkeete fir ze kucken, dat iergendwéi ze klimatiséieren, dass een och am Summer kann an de Schoulen normal Schoul halen, souwuel fir d'Schüler wéi fir d'Proffen. Well 37 Grad an engem Klassenäil, do si mer eis eens, dat ass jo net ze erdroen.

M. Ben Polidori (LSAP) | Da si mer eis do eens!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dat wär dann ...

Une voix | Très bien! Dat war d'Froestonn un den Här Keup.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà.

(Hilarité)

Dann ass et um Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Sou, merci, Här President. Fir elo d'Kéier ze kréien, ass net einfach. Jo, et geet eeben net nëmmen ëm déi Leit, déi heibanne setzen a vläicht déi Hëtzt besser verdroe wéi aner. Also, mir huet se net vill uitgemaach, mee et geet ëm allegueren déi vulnerabel Leit dobaussen, déi net déi Méiglechkeeten hunn, fir sech ofzekillen. An ech mengen, dofir ass et och immens wichteg, dass mer dat politesch eng Kéier opschaffen an net einfach ewech dinn, wéi wann dat net de Fall gewiescht wär.

Ech weess, dass mer dat schonn e puermol hei gemaach hunn, all déi Joren, allkéiers erëm. 2022 hate mer hei eng länger Heure d'actualité, déi deemools vun der LSAP ugefrot ginn ass, wou mer iwwert dee Sujet och nach eng Kéier geschwat hunn. Et kann een dat kucken, wat vun do bis heihinner gemaach ginn ass. Mee a sech ass et eppes, wou een awer trotzdem muss soen, dass déi Regierungen ëmmer erëm bäigeléiert hunn.

Et ass all Joer eppes Neies derbäikomm. Dir gitt oft gefrot an de Froestonnen, Question-parlementairen, an de Kommissiounen, wat geschitt ass. An ech mengen, virun allem de Familljeministère huet awer do villen an de leschte Joren ëmgesat. Well dat sinn nun emol déi vulnerabelste Leit. Dat läit op der Hand. Ab engem gewëssenen Alter ass eeben d'Hëtzt dat, wat am geféierlechste wäert ginn.

A jo, de Familljeminister schafft och mat deene Gebaier, déi en huet. En hätt warscheinlech och léiwer aner Gebaier heiansdo, wou d'Hëtzt net géif esou erakommen a sech net esou géif stauen. Et muss een awer do soen, wann ee mat deene Leit schwätzt, do hu se mer allegueren bestätegt, dass d'Personal de Maximum gemaach huet vun deem, wat méiglech war, an dass d'Personal alles gemaach huet, fir dass et deene Leit gutt geet.

Dat selwecht bei de Leit op der Strooss: Ech erënnere mech, dofir hat ech dat nämlech erausgesicht,

2022 hat ech hei nämlech eng Motioun matbruecht, fir deemools aus der Wanteraktioun eng Summeraktioun ze maachen. Déi deemoleg Majoritéit huet dat nämlech ofgeleent gehat. Dann hätte mer déi Diskussioun net, wou ee kéint am Summer higoen, wann eeben déi grouss Hëtzt wär.

Dat selwecht ass, wann ee kuckt op dem Gemengen-niveau. Bei eis, wann ee kuckt, de Centre culturel steet ëmmer eidel. Firwat deen net einfach opmaachen, wann esou eng grouss Hëtzt ass? Fir dass d'Leit ouni en Ennerdaach do mol kéinten eran, zumindest am Dag, wann et esou waarm ass, fir dass se der Sonn net ausgesetzt sinn. Et gëtt esou vill Klengge-keeten, wou een eppes ka maachen.

Deemools an de Rieden hate mer dat och schonn uge-deit. Et gouf iwwregens alles ofgeleent. Iwwregens, Madamm Bernard, deemools hunn déi gréng och meng Motioun ofgeleent fir Waasserspender an den Accès a public Gebaier. Dat war deemools och eng Motioun, déi ech matbruecht hat. Leider gouf déi deemools ofgeleent, soss hätte mer déi nämlech elo scho gehat. Dat sinn eeben alles Moosnamen, déi ee kann huelen.

Ech erënnere mech, dunn hate mer eng grouss Diskussioun, déi d'DP gefouert hat, ob een dann d'Chamber misst opmaachen. Fir mech ass dat guer kee Problem. Wann een Duuschterege virun der Dier steet, kann een och an der Chamber Waasser ginn. Well dat wär dee mannste Problem. Ech weess, dass dat deemools zu grösseren Diskussiounen gefouert hat mat der DP, dass dat net esou méiglech wier.

Dat selwecht fir eis Spideeler: Jo, et ass ee krank, wann een am Spidol ass. Dofir ass déi Hëtzt esou schiedlech. Firwat hunn eis Spideeler elo net allegueren déi Klimatisatioun? Déi eng soen, et wier weinst de Bakterien, dass déi sech weider verbreden. Déi aner soen, et wier net esou gebaut ginn. An et ass eeben elo d'Gesondheetsministesch, déi eigentlech zimmlech schnell muss an der Zukunft elo kucken, ob a wéi eng Gebaier kënnen mat enger Klimaanlag ausgestatt ginn a wéi eng net, wou et Sënn mécht an ob d'Bakterie sech verdeen oder net. Mee dat ass awer eppes, wat méiglech sollt sinn.

Also, Lëtzebuerg keeft elo esou vill an der Defense, wat d'Satelliten ubelaangt, wat all Méiglech ass, da wäerte mer et jo iergendwéi hikréien, dass eis Leit net un Hëtzt stierwen an de Klinicken.

(Brouhaha)

Jo, Dir kënnt do rumoueren, mee dat ass awer esou. Also, et deet mer leed, wann d'Budgeten esou héich am Moment iwwerall do sinn an den Dollar iwwerall rullt, da kënnen mer awer och higoen a Klimaanlagen an de Spideeler bauen. Do kann d'DP sech entrüsten, mee et deet mer leed, dat ass awer dat mannst, wat een ...

M. André Bauler (DP) | Ech hunn näischt gesot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee, net dir, net dir, Här Bauler!

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat ass awer dat mannst, wat een do ka maachen. Also et deet mer leed.

Bei de Schoulen dat selwecht. Mir Piraten si souwisou der Meinung, dass d'Schoulgebaier eng national Kompetenz sollt ginn, fir dass et net herno dodrun hänt wéi e Buergermeeschter, wéi e Schäfferot, a wéi enger Gemeng e lieft, wéi herno d'Bildungschancé sinn.

Do gouf et och schonn eng Kéier eng änlech Gesetzespropos deemools vum Martine Hansen. Do ass et

ëm d'IT gaangen, dass dat och national soll gereegelt ginn. Do gi mir nach méi wäit a mir soen, dass d'Schoulgebaier och méi national solle gereegelt sinn, well et kann net sinn, dass et herno un de Gemenge läit, wéi do engem seng Chancé sinn.

An dann hätt een nämlech och déi Situatioun net mat de Klassesäll ... Ech hunn och vu Gemengen héieren, déi super opgestallt sinn. Déi hu Gebaier, do war et net ze waarm. Och dat muss een eng Kéier ervirhiewen. Et gëtt och Gemengen, wou dat de Fall war. Et sinn och Gemengen, do war et dramatesch ze waarm. Do huet een dann déi Biller geschéckt kritt, wou d'Personal oder d'Schüler do souze mam Thermostat an een iwwer 40 Grad gemooss huet. Ech mengen, jiddwereen heibannen huet déi an Tëschenzäit geschéckt kritt. Dat selwecht a verschiddene Lycéeën. Mee do muss et awer méiglech sinn, fir ganz schnell eng Léisung ze fannen.

Här President, d'Zäit leeft hei net mat.

M. Claude Wiseler, Président | Dir sidd op 4 Minuten 20. Dir hutt also nach eng Minutt an eppes.

Une voix | 40 Sekonnen.

Une autre voix | Macht Iech esou lues fäerdeg!

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat selwecht bei de Maison-relais. Et ass gutt, et ass a verschiddene Gemenge schoulfräi ginn. Mee och dat hätt missen national gereegelt ginn. Bei eis zu Péiteng war am Nomëtte fräi a moies ass een an d'Schoul gaang, mee do war een awer dann herno an de Maison-relais. Dat heescht, et muss een deementspriedend och déi Maison-relais esou plangen, dass déi hëtztbestänneg sinn. Dat ass dann dee selwechte Punkt wéi bei de Schoulen.

Fir eis Piraten ass et kloer: National muss méi Verantwortung iwwerholl ginn! Et kann een net alles op d'Gemengen ofwälzen. An d'Entscheidung sollen och national geholl ginn, fir dass et fir d'Leit vill méi einfach ass, et ze verstoen. Et ass jo onméiglech, dass een herno muss bei RTL oder soss iergendeng Press kucke goen, ob d'Kanner an d'Schoul ginn. Dat muss alles national gereegelt gi fir eis. An dat muss alles eenheetlech sinn, soudass och d'Chancé fir allegueren d'Kanner am Land d'selwecht sinn. A bei der Hëtzt hoffen ech, dass d'Gesondheitsministesch och ganz schnell wäert upaken, fir d'Spideeler auszerüsten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, am Fong schwätze mer iwwer e ganz seriöse Sujet, deen alleguer d'Leit betrafft huet an ënnerschiddleche Stärkten. An ech bedauern, dass opgrond vun enger Interventioun dës Diskussioun riskéiert, zu enger Freakshow ze ginn.

(Interruption)

Déi Canicule, déi mer materlieft hunn, ass eng aussergewöhnlech gewiescht, eng, wéi mer se esou an där doter Form hei zu Lëtzebuerg nach net haten. A si ass Ausdrock vum Klimawandel. An dee gëtt et! Dee spieren d'Leit. Et sinn och vläicht an de 70er-Jore waarm Deeg ginn, mee sechs Tropennuechten hanterteneen, wou et net méi ofkilt, dat ass et nach net ginn.

Et ass et och nach net ginn an deem dote Mooss, dass d'Urgencen iwwerlaf waren, dass eis Spideeler un d'Limite kommen sinn. Och dat war eng Realitéit. Mir hunn et gemeeschert dës Kéier, mee dat ass eng Realitéit! Do kann een net einfach soen: „Dat ass eng Meenung.“ Dat ass eng Realitéit! A frot d'Fleegepersonal an de Spideeler, ënner wéi engem Stress si stoungen. Dat ass net einfach nëmmen iergendeng

Meenung, mee dat ass eng Erausforderung fir eis Gesellschaft! An déi Erausforderung gëtt méi grouss an deenen nächste Joren. Och dat wësse mer.

Ech hu mech virdrun e bëssen un d'Coviddebatten erënnert, wou op eemol Leit gesot hunn: „Dee Covid, dat gëtt et dach alles net! Dat ass eng Erfindung vun iergendwelleche Leit. An do sinn der, déi sinn hypersensibel.“

Hei ass eng änlech Debatt. An déi selwecht Leit sinn déi Vulnerabel. Och beim Covid waren et déi Vulnerabel, déi eeler Leit, déi als Alleréisch getraff waren. An déi riskéieren, och fir eist Spidolswiesen domadder eng Erausforderung duerstellen. Dat muss mer ugoen.

An d'Fro, déi mer eis bis zu där Interventioun, mengen ech, op eng relativ intelligent Aart a Weis gestallt hunn, ass: Wat muss mer besser maachen? Wéi kënne mer eis méi resilient opstelle fir d'Zukunft? An dat ass déi eigentlech Fro, déi ee sech stelle muss.

An ech mengen awer, dass mer net däerfen an e falsche Fatalismus verfalen – dat wier nämlech de Géigendeel dovunner –, fir ze soen: „Bon, de Klimawandel ass onauswäichlech. En ass do. Et huet och kee Wäert, méi Efforten ze maachen, fir géint de Klimawandel u sech virzegoen.“ Och wa mer warscheinlech d'Zwee- oder d'Drät-Grad-Zil net erreechen, muss mer dach alles derfir maachen, fir aus de fossilen Energien erauszekommen, déi de Motor vun nach ëmmer méi schlëmme Konditiounen sinn an déi komescherweis vun deene selwechte Leit ënnerstëtzt ginn, déi mengen, dass et kee Klimawandel géif ginn.

Dat Zweet, dat ass: Resilienz ass e ganz grousst Stéchwuert an der Vergaangenheet gewiescht. A mir mussen Upassunge maachen hei zu Lëtzebuerg un de Klimawandel, u Gebaier, u Infrastrukturen, un der Aart a Weis, wéi Servicer opgestallt sinn, wéi se matenee schaffen. An alles dat wäert onheemlech vill Sue kaschten. Dat wäert Milliarde kaschten, um Landesplang, um Plang vun de Gemengen. Dat sinn enorm Ausgaben, déi op eis wäerten duerkommen. A mir mussen eis bewusst sinn: Dat sinn Ausgaben, déi am Moment nach keen um Radar huet, déi net geplangt sinn am Moment.

Am Moment plange mer Ausgabe fir e potenziellen Ennemi enzousch anescht, wou mer elo 500 Milliounen méi ausgi pro Joer, deemno wéi souguer nach méi wéi 500 Milliounen. Mir brauchen och e Plang, e Resilienzplang, dee mat Suen, mat Investissementer verbonden ass, fir géint deen Ennemi, wou et och ëm Liewen an Doud geet, deen de Klimawandel duerstellt, hei zu Lëtzebuerg kënne virzegoen.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | An déi Canicule treëft d'Leit och effektiv all anescht. Well Leit, déi an engem schlecht isoléierten Appartement um fënnefte Stack wunnen – wou wa méiglech deen um véierte Stack och nach eng Klimaanlage ënnert dem Balcon huet an ee selwer net, well de Proprietär engem keng Klimaanlage dohinnergestallt huet –, déi sinn anescht vun deem heite Phenomeen betrafft, an déi leide vill, vill méi staark dodrënner! Dat heescht, den Émgang domadder ass och eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet. Och dat muss mer onbedéngt um Radar hunn!

Ganz vill, an zu Recht, ass iwwer vulnerabel Leit geschwat ginn. Wéi gi mer mat Leit ëm, déi iwwerhaapt keen Daach iwwert dem Kapp hunn? Wat si Méiglechkeeten, Offeren, déi mer als Gesellschaft kënne maachen, fir hinnen d'Liewe liewensméiglech ze maachen a ganz schwéieren Zäiten?

Dat muss wichteg sinn, grad esou wichteg wéi eng aner vulnerabel Kategorie: Dat sinn d'Kanner. An

effektiv, mir hunn allegueren déi Biller gesi vun den Thermomeetereen an de Schoulklassen, wou awer och Eltere mol net d'Méiglechkeet haten, fir d'Kanner bei sech ze huelen, éischens, well se allen zwee geschaff hunn an zweetens, well et an der eegener Wunneng net méi kal war! Där Leit sinn et och ganz vill ginn. A mir mussen och dorunner denken. Duerfir fannen ech, dass bei all deenen Diskussiounen am Moment de Grand absent den Educatiounsminister ass, souwuel den Dënschde bei der Froestonn wéi leider awer och hei.

An e leschte Gedanken, Här President, dat ass: Et gëtt och eng aner vulnerabel Kategorie, vun där bis elo kaum geschwat ginn ass: Dat si manuell Aarbechter. Dat si Leit, déi ganz dacks dobausse mussen schaffen ënnert deene Konditiounen, déi Makadam maaichen oder Haiser bauen, déi net am Schiet sinn, déi och kaum Méiglechkeeten hunn, sech zeréckzézéien, an ech hunn zu all deenen Elementer och Froe gestallt.

An do muss ech awer soen, dass déi Äntwerten, déi bis elo vun der Regierung erakomm sinn, wat de Schutz vun deene Leit ugeet, zimmlech enttäuschend sinn. Nämlech d'Äntwert ass plus ou moins: Et gëtt kee seriöse Kader am Moment, deen do Saache virgesäit! An dat ass awer net schlëmme, well mir schaffe jo mat Recommandatiounen, dat ass da vun dem Goodwill vun de jeeweilege Firmen ofhängeg.

Elo ass et awer esou, dass mer och gefrot hunn: Mee wéi vill Plainté sinn da gemaach ginn a Fäll vun extremer Hëtzt, a wéi oft ass d'ITM dann intervenéiert? 23-mol d'lescht Joer, opgrond vu Plainten, déi gemaach gi sinn, an 23-mol, 100 %, huet d'ITM Infraktioun festgestallt! Dat ass also eng Realitéit, där mer eis mussen unhuelen. An ech plädéieren och ganz staark fir de Schutz vun de manuellen Aarbechter hei am Land.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da wär et un der Regierung ze äntworten. Deen éischte Regierungsriedner ... Ech weess net, ob der duerno nach kommen. Dat gesi mer dann.

(Interruption)

Jo? Ok. D'Regierung huet 15 Minuten am Ganzen an den Här Familljeminister huet elo d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci, Här President, a merci virun allem och der Deputéierter Djuna Bernard, déi eng Heure d'actualité hei ugefrot huet, nodeems mer hei zu Lëtzebuerg eppes erlieft hunn, wat mer esou nach net kannt hunn: Siwen Deeg hannerteneen Vigilance rouge, wou et net nëmmen am Dag immens waarm war, mee notament an den Nuechten net ofgekilt huet. Eppes, wou d'Experten eis soen – an ech gleewen hinnen dat –, dass dat eppes ass, mat deem mer eis och an Zukunft nach méi wäerte mussen ausernanersetzen, well et eppes ass, wat méi oft wäert kënne virkommen.

Besonnenesch d'vulnerabel Gruppe wollt Der uschwätzen an Ärer Heure d'actualité. Ganz vill dovu falen ënner meng Kompetenzen: Mënsche mat enger Beanträchtegung, eeler Mënschen, Leit, déi op der Strooss liewen. An dofir géing ech ganz gären de Point mat Iech maachen doriwwer, wat gutt gelaf ass, wat en place war, wat déi Dispositif sinn, déi mer en place hunn. Virun allem och: Wat sinn d'Léieren, déi mer gezunn hunn an deenen eenzelne Beräicher? A

wat kënne mer virun allem besser maachen, wann et dann zur nächster Situatioun an där doter Envergure kënnt? Dat si Saachen, déi, mengen ech, och d'Madamm Minella an den Här Baum elo nach an hire Froen, an hiren Interventiounen, besonnesch ervirgestrach hunn.

Den éischte Constat ass natierlech deen, dass mer an all deene Beräicher op immens engagéiert Leit konnten zielen, déi sech mat ganz vill Passioun fir déi concernéiert vulnerabel Persounen agesat hunn. Nëmmen duerch deen Asaz, hir Iwwerstonnen, hir Efforten – a gleeft mer, och hinne war et waarm! – konnte mer sécherstellen, dass déi vulnerabel Persounen vum enger ganz gudder Prise en charge konnte profitéieren. Dofir – an ech mengen, ech soen dat am Numm vun der ganzer Regierung a vun der ganzer Chamber – hinnen alleguerten e ganz grouse Merci.

Ech géing elo gären op een nom anere vun deene Secteuren agoen. Fänke mer u mat den obdachlose Mënschen. Dat sinn natierlech déi, déi dem Wieder am stäerksten ausgesat sinn, well se eebe keen eegent Doheim hunn a sech net einfach emol esou zréckzéie kënnen. Dofir hu mer och am Alldag eng ganz villfältig Offer en place. Dir hutt et ugeschwat: Wat maache mer am Summer? Do hu mer och eng ganz breet Offer, déi eeben op d'Besoinen vun dese Leit ofgestëmmt ass an déi natierlech och un déi jeeweileg Bedingungen ugepasst gëtt. Och ouni dass Alerte orange oder Alerte rouge ass, sinn d'Sozialaarbechter natierlech drop sensibiliséiert, verstärkt no dese Mënschen ze kucken, a wann et da méi waarm ass, nach méi intensiv. Ech wäert elo dodrop agoen. Si sinn d'Experte vum Terrain. Si kennen hir Clientèle natierlech am beschten a passen hir Aarbecht, hiren Encadrement oft der Situatioun an de Besoinen vun dese Leit un.

D'Offer, déi generell en place ass, sinn Ekippen, déi op den Terrain bei d'Leit ginn an déi rezent duerch Gesondheetspersonal och verstärkt gi sinn, Méiglechkeeten, wou d'Leit sech erblöse kënnen, Duschméiglechkeeten, sozial Begleedung a virun allem och Verdeelung dann op der Plaz vu Gedréns, fir eeben derfir ze suergen, dass d'Leit net deshydratéieren. Wichteg ass ze betounen, dass dat heiten alles eng Offer ass. D'Leit si fräi, se unzehuelen oder net. Mir kënnen hei keen zwéngen, och dat gehéiert zur Realitéit an zur Sozialaarbecht derzou. Ech wëll och rappeléieren, dass, nëmme well een op der Strooss leeft, een dowéinst net onmündeg ass oder sech net selwer ze hëllef weess.

D'Alerte rouge gouf agesat oder declenchéiert fir méindes den 22. Juni. Dee Weekend virduun hate mer ganz flott Concertatiounen zesumme mat der Santéministesch, mat hire Leit, mat der Stad Lëtzebuerg, mat Ettelbréck, mat Esch a virun allem och mam ganze Sozialsektor, fir eebe grad eis op eppes bis dohinner esou nach net an där do Envergure Bekanntes zesummen ze preparéieren. An anescht, wéi et am Wanter ass, wou eis Haaptuerg ass, derfir ze suergen, dass kee wéinst kalen Temperaturen erfréiert, geet et eis am Summer drëms, dass keen duerch déi héich Temperaturen op der Streck bleift an deshydratéiert.

Dofir war eis Haaptpreoccupatioun nieft deem besteeënden Dispositif, deen ech Iech erkläert hunn, derfir ze suergen, dass mer moies vill méi fréi ufänke mat all eisen Dispositiven, a se virun allem och méi laang an d'Owesstonnen eranzéien, wou mer nach ganz héich Temperaturen kannt hunn. D'Prioritéit ass, fir dat am ganze Land unzibidden. Ech hunn et gesot: Ettelbréck, d'Stad Lëtzebuerg an Esch hunn eis hei eng gudd Hand mat ugepak, fir eebe grad moies fréi an owes spéit eis besteeënd Offer weider

ze erweideren. Déi kritesch Stonne sinn daagsiwwer moies, well et méi waarm ass, dat wësst Der, an owes, well et net ofkilt. Dofir hu mer och zu deenen Zäite probéiert, de Leit verstärkt Méiglechkeeten ze ginn, sech och ze erblosen, ze duschen, sech ze stäerken, z'essen, ze drénken, jee, eng Plaz ze fannen, wou se sech stärke kënnen. Mir hunn och d'Noutstruktur um Findel hefir a Betrib geholl.

Am Summer, wéi gesot, geet et eis drëms, d'Leit virun der extreemster Hëtzt ze schützen. An tatsächlech ass festgestallt ginn, dass natierlech vun der erweiderter Offer, déi mer dunn ugebueden hunn, och profitéiert ginn ass. Net iwwerall d'selwecht. Eis Haaptpreoccupatioun war et, fir eis esou breet wéi méiglech opzestellen an dann herno d'Resultater dobäi ze kucken. Et ass zum Beispill erauskomm, dass grad d'Noutstruktur um Findel net esou genotzt ginn ass, wéi een dat hätt kënnen denken, well aner Plazen, vläicht méi no do, wou d'Leit sech ophalen, genotzt gi sinn, méi verstärkt genotzt ginn. Soudass ech och elo d'Decisioun geholl hunn, fir de Bâtiment B als temporär Obdachlostrukture a Betrib ze huelen.

Wéi geet et elo weider? Ma mir sinn amgaangen, eis zesumme mat de concernéierten Acteuren konkret Prozeduren ze ginn, déi automatesch a Kraaft trieden. Mir hu vill Mesuren en place. Mir hunn och elo eng gewëssen Erfahrung kënnen sammelen. Mir loosse déi elo an eng eenzeg Prozedur afléissen, zesumme mat der Santé a mat den Acteuren vum Terrain a mat de Gemengen, fir eebe grad an enger nächster Alerte rouge oder orange direkt prett ze sinn an automatesch eis Dispositiven ze erhéien.

Mir wäerten dat, wéi gesot, och maachen, andeems mer eis besteeënd Strukture besser klimatesch preparéieren, andeems mer eis géint d'Hëtzt wappnen an eeben a Funktioun vun allem, wat technesch méiglech ass, och déi Plaze besser den Temperaturaugmentatiounen upassen.

Bei neie Projete wäerte mer dat vun Ufank u mat aplangen a bei besteeënden, wéi gesot, probéiere mer, dat esou unzepassen, wéi et néideg ass. Mir hunn och gesinn, dass Casieren, zousätzlech Casieren, feelen, wou d'Leit hir Saachen emol kënnen ofginn. Dat och, well bei der Hëtzt Saache mat sech erëmzedroen net super ass. Dofir wäerte mer och hei d'Offer zousätzlech ausschaffen.

Mir hunn net op déi hei Canicule gewaart. Mir wäerten och eng Buanderie sociale, nach Enn des Jores oder spéitstens ugangs d'nächst Joer, a Betrib huelen, wou d'Leit sech kënnen duschen, stäerken an Toiletten, Wäschmaschinn, alles op enger Plaz hunn. Zesumme mat der Stad Lëtzebuerg wäerte mer déi a Betrib huelen.

Dann ass et esou, dass mer nei Obdachlostrukturen a Betrib huelen, souwuel zu Esch wéi och hei an der Stad Lëtzebuerg zu Eech. An natierlech ass den Ausbau vum Housing First eng grouss Prioritéit.

Wat de SAMU social ugeet, do wäert d'Madamm Deprez herno méi am Detail drop agoen. An ech mengen, dass mer do ganz gudd Nouvellé fir Iech hunn. A wéi gesot, och do gouf et eng ganz gudd Zesummenaarbecht tëscht der Stad Lëtzebuerg, der Santé an dem Familljeministère.

Da komme mer elo bei d'Personnes âgées, wou awer vill Iwwerschneidunge sinn, och mat de Persounen mat enger Beanträchtegung. Dir wësst et, hiert Wuelbefannen ass eng vun eisen ieweschte Prioritéiten. Och dat hu vill Virriedner hei virduun esou ernimmt. An natierlech ass et esou, dass mer och a Wunnstrukturen derfir musse suergen, dass et net zu ze héijen Temperaturen kënnt. Dat steet net zur Debat.

Mee erlaabt mer, ganz e bëssen ze nuancéieren, well mer eebe grad an all deene Strukturen e ganz heterogeenen Immobiliepark hunn. Mir hu 56 Wunnstrukture fir eeler Leit, beispillsweis. Dat geet vu ganz ale Gebaier, zum Deel och geschützte Gebaier, bis zu toppmoderne Konstruktiounen, déi natierlech schonn eleng, wat d'Isolatioun betrëfft, e gudden Deel vun der Hëtzt och besser dobaussen halen. Dat heescht, et kann een och an deem hei Beräich net verallgemengeren. All Struktur ass anescht. Och hei spillt natierlech de mënschleche Facteur: engagéiert Professioneller, déi no de Leit kucken – och dat ass vun e puer Virriedner ënnerstrach ginn –, dat huet natierlech deenen eelere Mënschen enorm gehollef.

D'Bestandsopnam, déi den Här Marques ugeschwat huet, fir sech e konkret Bild ze maache vun der Situatioun, do si mer net nëmme am permanente Kontakt souwiesou mat deenen eenzelnen Haiser, mee mir hunn och direkt e Recensement an Optrag ginn, wou mer déi éischt Resultater virleien hunn. Vun deene 56 Haiser krute mer schonn 51 Äntwerten. Do sinn 49 Haiser, déi eis soen, dass se Kälteinselen, op d'mannst Kälteinselen an de Gemeinschaftssäll, en place hunn. Déi aner zwee hunn eis gesot, dass se amgaange sinn, dat schnellstméiglech en place ze setzen, spréch, se sinn amgaang, Killgeräter ze organiséieren. Si hu Plan-canicullen, Procédures d'hydratation renforcée, Sensibiliséierungsaktiounen a Formationen souwuel fir d'Bewunner wéi och fir d'Personal.

Dowéinst, op där enger Säit gëtt et vill Haiser, wou mer d'Canicule ganz gudd iwwerstanen hunn an och allgemeng keng Sur-Hospitalisatioun festgestallt hunn. An op där anerer Säit ass awer natierlech all Haus, wou et zu méi héijen Temperaturen komm ass, een Haus ze vill. Dofir, wat maache mer elo nach anescht? Och dat ass gefrot ginn.

Och haut ënnerstëtzt de Familljeministère – et ass keng Fro vu Suen, a kengem vun deene Beräicher iwwerregens, well och dat gefrot ginn ass –, d'Gestionnaire scho finanziell, fir Killsystemer anzusetzen an och baulech Mesuren ëmzesetzen. D'Haiser si sech dem Impakt vun der Hëtzt an der Tatsaach vun der Canicule och voll a ganz bewusst. Och dat ass de Retour, dee mer kruten. Et ass e Bewusstsein do, dass aktuell Mesure warscheinlech net iwwerall duerginn, fir deenen extreemste Situatiounen, wéi mer se do kannt hunn, kënne gerecht ze ginn a fir kënnen déi néideg Killung hierzestellen.

Während der Alerte rouge selwer hu mer gesinn, dass d'Haiser ugefaangen hunn, Mesuren en place ze setze, dass se séier vläicht zousätzlech Geräter kaaft hunn oder elo amgaange sinn nozerüsten. Wéi gesot, mir sinn do an enkem Austausch mam Secteur. Mir wäerte Best-Practice-Beispiller en place setzen. Dat heescht, mir regroupéiere grad all déi gudd Praxisbeispiller aus den eenzelnen Haiser, fir déi mat all den Träger ze deelen. An ech hunn och d'Commission permanente am Beräich vun eelere Leit beoptraagt, fir en Avis auszuschaffen. D'Commission permanente, dat wësst Der, do sinn alleguerten d'Acteuren, déi hëllefkräich kënnen sinn, beieneen, fir grad och hei Recommendationen ze maachen, fir dass mer nach besser preparéiert kënnen sinn.

Dëst gesot ... Ech gesinn, meng Riedezäit ass bal fäerdeg, well ech dem Martine Deprez der nach e bësse versprach hat, soudass ech Iech nach eng Kéier villmools Merci géing soe fir d'Ufroen vun deser Stonn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hahn. Contrairement zu deem, wat op Ärem Ecran steet, huet d'Regierung net 10 Minutten, mee 15 Minutten Zäit, soudatt der Madamm Deprez nach ronn ...

Une voix | ... zwou an eng hallef Minutte bleiwen.

M. Claude Wiseler, Président | ... zwou an eng hallef Minutte bleiwen.

(Hilarité)

Déi Zäit war warscheinlech anescht ageballt ginn, Här Hahn, fir datt mer Iech gebremst kréien.

(Hilarité)

Madamm Deprez, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, merci, Här President. A merci och mengem Kolleg Minister, dee scho ganz villes gesot huet. Ech wéilt awer ufänken, emol e grouse Merci ze soen. Merci un all déi Leit, déi während där Canicule um Terrain am Asaz waren, an de Spideeler, an de Flegestrukturen, am CGDIS, bei der Croix-Rouge, an den Hëllef- a Flegedéngschter, awer och all eise konventionéierte Partner, déi um Terrain bei de Leit aktiv waren, déi keen Dag iwwert dem Kapp hunn.

Et ass hirem Engagement an hirem onermiddlechen Asaz ze verdanken, datt mir esou gutt duerch déi Canicule komm sinn. An et kann een et kloer soen: De Plan canicule, esou, wéi en elo besteet, huet fonctiounéiert! Mee dobäi kënne mer et net beloossen. Mir mussen d'Léieren zéien aus deem, wat mer héieren hunn um Terrain, wat mer nach besser kënne maachen. An dat wäerte mer och maachen. Well d'Fro ass net, ob eng nächst Hëtztwell kënnt. Mee d'Fro ass, wéini datt se kënnt.

A fir deen Debrief ze maachen, sinn ech selwer an d'Spideeler gaangen an hu mat de Responsabele geschwat, fir ze kucken, wou si Schwieregkeeten hatten. An eis Konklusioun ass kloer: Wat d'Personal an d'Organisatioun ugeeft, do si mir ganz gutt opgestallt respektiv net schlecht opgestallt. Mee do, wou mer net gutt genuch opgestallt sinn, dat sinn d'Gebailchekeiten.

An den Här Goergen huet scho gefrot, wat mer dann do géife maachen. Ma mir hunn am Debrief festgehalten, datt mer elo kuerzfristeg Mesüeren hunn, déi ganz séier kënne ëmgasat sinn; mëttelfristeg Mesüeren, wou mer musse plangen, wou mer musse Budgeten ausschaffen a wou mer musse kucken, wéini wat am Existant ka gemaach ginn, a laangfristeg, dat sinn déi nei Gebaier, déi si souwisou esou geplangt, datt eng Killung do ass, datt déi néideg Raim do si fir ofzekillen. Do hu mer manner Problemer.

Wat kann ee ganz kuerzfristeg maachen? Ma do sinn d'Leit scho ganz kreativ ginn um Terrain, um Niveau vum Personal, fir besser Konditiounen ze schafen. Déi Raim, wou eng Klimatisatioun besteet, si benotzt ginn, fir Pausen ze maachen. Si kruten aner Kleedung. Si kruten d'Méiglechkeet, fir méi liicht Kleedung ze droen. An déi Säiten, wou Sonnenastralunge komm sinn, si mat Filmer ofgedeckt ginn. A mir sinn derbäi, fir zousätzlech Klimatisatiounsgeräte unzschafen, fir datt déi an all d'Spideeler kënne dispatchet ginn. An d'Spidol decidéiert dann, wou déi Plaze sinn, wou et am urgentsten ass, déi hinzustellen.

An all déi Mesüre betreffen awer net nëmmen d'Spideeler. Well mir hunn eng national Strategie an een nationale Plang, fir all eis Gebaier méi klimaresilient ze gestalten, also besser un d'Hëtzt, un extreem Wiederlagen an un d'Konsequenze vum Klimawandel unzepassen. A mir wäerten do déi néideg Suen investéieren, fir datt dat, wat do virgesinn ass, och geschitt.

An nach eng Kéier: Dat gëllt net

nëmme fir d'Spideeler. Mir hunn dat och am Regierungsrot diskutéiert a mat deenen anere Ministère dispatchet. Dat gëllt – grad esou, wéi virdru gesot – fir

d'Strukture vun eelere Leit, fir d'Schoulen an och fir d'Flüchtlingsstrukturen.

Bei Neibaute si mer schonn op deem Wee. A bei bestoende Gebaier musse mir, zesumme mat de Gemengen, mat de betroffenen Acteure kucken, wat méiglech ass.

Här President, eng Hëtztwell treëft net jiddereen op déi selwecht Manéier. Et gëtt Leit, déi vill méi staark ausgesat sinn, déi ee muss schützen, déi keng Wunneng hunn, wou se sech zrëckzéie kënne, an déi keng Méiglechkeet hunn, einfach e Raum ofzekillen.

An do si mer da beim SAMU social, wou de Minister Hahn gesot huet, ech soll kuerz drop agoen. Jo, de SAMU social ass eng Méiglechkeet, awer net nëmmen de SAMU social an der Canicule. De SAMU social ass scho méi laang ugeduecht an ass am Kader vum Drogendesch erëm modelliséiert ginn. Mir si prett. D'Camionnette ass prett. An haut ass eng éischt Reunoun, fir ze kucken, wéi dee Konzept soll ëmgasat ginn. An do wäerte mer an deenen nächsten Deeg driwwer kommunizéieren, wéi deen dann aktiv gëtt a wou deen detailléiert en place gesat gëtt.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | An Dir gesitt, ech si relativ iwwerzeegt dovunner, datt mer gutt fonctiounéiert hunn.

Nach eng Saach: d'Mortalitéit, déi hat d'Madamm Bernard ugeschwat, an dann nach d'Krisecellule, déi d'Madamm Bofferding ugeschwat huet.

D'Mortalitéit: Jo, natierlech, Dir waart drop, datt d'Zuele kommen. Mir hunn elo nach keng qualitativ Zuelen zur Verfügung, mee mir hu quantitativ Zuelen. Dat heescht, d'Zuel vun de Certificats de décès schéngt liicht erhéicht ze sinn an deene Wochen, wou et méi waarm war. Mee ech hunn awer just déi Zuelen elo kritt an net déi vun deenen anere Wochen. Dat heescht, mir mussen dat kucken iwwert dee ganze Mee, dee ganze Juni, eventuell dee ganze Juli, fir wierklech erauszefannen: Ass et eng allgemeng Tendenz, datt mer méi Décèsen hunn, oder just eng passagère Tendenz?

An dann, och wa mer do méi Décèsen hunn, muss bei all Certificat de décès gekuckt ginn: Wat huet den Dokter elo opgeschriwwen? Firwat ass déi Persoun gestuerwen? Gëtt et en direkte Lien mat der Canicule oder net? Dat heescht, déi qualitativ Exploitation vun deenen Donnéeën hu mer net, mee just déi quantitativ. An ech wäert doriwwer kommunizéieren, soubal mer se hunn.

Dann zu der Fro, firwat keng national Krisecellule zesummekomm ass. D'Äntwert ass och do kloer: Well et net néideg war! D'Cellule d'évaluation des risques intempéries et inondations hat d'Situatioun permanent ënner Kontroll. D'Krittäre waren net erfëllt, fir eng Cellule de crise anzusetzen. Eis Spideeler waren zu kengem Moment iwwerlaascht. Mir hatten all Moment op d'mannst 200 Better zur Verfügung. An den Urgence si mir vun enger Moyenne vu 730 Passagen op 750 Passagë gaangen. Dat ass eng Hausse, jo, mee et war keng Kris. Mir waren zu kengem Moment an enger Situatioun, wou d'Versuergung vum Land a Gefor war.

Här President, den Här Marques huet Recht, wann e seet: „Dës Hëtztwell war e Stresstest“, mee si huet gewisen, wat fonctiounéiert huet, mee och, wou mer mussen noleeën. An dat huele mir eescht a mir wäerten dat maachen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Do sinn nach eng Rei Froen ze stellen. Ech ginn der Madamm Bernard d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Madamm Ministesch. Dir hutt elo probéiert, e bësse Preziosiounen ze gi ronderëm d'Zuele vun der Surmortalitéit. Verstitt wannechgelift, datt mer den Term „licht an d'Luucht geet“ e bësse ze vag ass. Ech si mer sécher, datt et um Niveau vun de qualitativen Zuelen nach Detailler gëtt, déi erauszefiltere sinn. Mee reng quantitativ muss et jo awer méiglech sinn, déi Juniwoch, déi mer virun elo bal zéng Deeg erlieft hunn, ze vergläiche mat enger Juniwoch vun deene leschten zwee Joer. Do verstinn ech elo net genau, firwat een do net méi prezis Zuelendonnéee ka ginn. Et schéngt an anere Länner jo awer absolutt méiglech ze sinn.

Ech mengen, dass mer hei och scho fir d'Serenitéit an d'Faktebasis vun dësem Debat méi konkret Zuele vun Iech brauchen, souwäit se eebe schonn existéieren. Ech verstinn, datt déi qualitativ Auswärtung nach aussteet, mee fir déi quantitativ geet mer déi „licht Hausse“ awer net ganz duer.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | D'Direktioun vun der Santé kritt déi Doudeschäiner vun de Gemenge geschéckt. Dat heescht, d'Donnéee leien an de Gemengen. An et gëtt en Eurobarometer, deen heescht EuroMOMO. Do sinn éischt Donnéeë publizéiert ginn. An et gesäit esou aus, wéi wa mer a Richtung 20 % ënnerwee wären. Déi hutt Der jo och ugedeit.

Mee déi Donnéeë musse mer mat deenen anere Woche vergläichen. Dat heescht, ech krut de Moie vun deem Eurobarometer just déi zwou Woche geflaggt. Dat war déi eng Woch Enn Mee, wou mer eng éischt Vircanicule hatten an eeben elo déi Juniwoch. Mee erlaabt mer, datt ech dat do reportéieren op déi Question-parlementairen, déi ënnerwee sinn, respektiv op eng nächst Sitzung – déi mer vläicht net méi hunn –, wou mer dann do nach eng Kéier kënne driwwer schwätzen. Mee op jidde Fall kritt Der déi Donnéeën, soubal se do sinn, schrëftlech nogeliwwert.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Ech gesinn elo keng weider Fro.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Da wär ech ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig, kuerz.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, ech hu just eng kleng Fro. Mir schwätzen ëmmer iwwert de Risiko vun der Hëtzt. Et ass kloer, datt dat e Risiko ass. Mee souwäit ech weess, gëtt e Risikomanagement gemaach, a menger Meinung no ass d'Keelt och e ganz grouse Risiko. An do stierwe vill, vill méi Leit vun der Keelt am Duerchschnitt ewéi vun der Hëtzt. Ass dat richteg? Oder wat ass Är Meinung dozou?

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Also, ech hunn dozou keng Meinung. Wann dat sollt de Fall sinn, musse mer och déi Statistiken opstellen. An da wäert ech der Direktioun vun der Santé och den Opdrag ginn, ze kucken, ob et an deene Méint, wou et hei zu Lëtzebuerg kal war, eng Surmortalitéit ginn ass. An da liwwere mer natierlech déi Zuelen och no.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Heur d'actualité ofgeschloss.

4. Changement de composition d'une commission parlementaire

An éier mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, wollt ech soen, datt ech nach, wat

d'Zesummesetzung vun enger parlamentarescher Kommissioun ubelaangt, folgend Ofännerung matgedeelt krut:

An der Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ersetzt den Här Meris Sehovic d'Madamm Joëlle Welfring fir de Volet Klima.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn. Dann ass dat esou decidiert.

(Interruption et hilarité)

5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet des épisodes de canicule (suite)

Motions

An da komme mer zu de Motiounen – et ass waarm, wëll ech Iech just soen –, déi vun der Madamm Bernard hei deposéiert gi sinn.

Motion 1

D'Madamm Bernard huet se en long et en large exposéiert während hiner Ried. Dofir froen ech, wien heizou wëllt Stellung huelen. Ech gesinn, datt et waarm ass. Nee, den Här Marques. Ok.

(Interruption par M. Ricardo Marques)

Zu där éischter Motioun, jo.

M. Ricardo Marques (CSV) | Merci, Här President. Majo, ech wollt op déi éischt Motioun vun der Madamm Djuna Bernard reagéieren. Si huet vum SAMU social geschwat. Mir hunn elo grad héieren, dass eis Ministesch sech engagéiert huet, och am Kader vum Drogendesch, dëser wichteger Moossnam en neien Elan ze ginn. Si wäert, le temps venu ... Ech weess net genau, wéini et war, Madamm Ministesch, mee Dir hutt gesot, Dir géift an den nächsten Deeg, Wochen déi Propos oder dee Konzept ronderëm de SAMU social presentéieren.

Kommt, mir ginn der Saach emol eng Chance! An dofir géife mer elo soen: Hei, kommt, mir stëmmen déi Motioun elo net mat! D'Madamm Ministesch huet sech elo engagéiert, an dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzedroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Madamm Minella.

Mme Mandy Minella (DP) | Villmools merci och fir dës Motioun. Ech mengen, mir deelen d'Zil vun dëser Motioun. Et ass wichteg, dass de Persounen, déi keen Doheem hunn, eeben an extreemer Hëtzt gehollef gëtt. Mir hunn eebe grad héieren, wéi den Här Marques sot, dass d'Madamm Ministesch ..., dass de SAMU social schonn en place ass, wat dozou féiert, dass dës Motioun superfetatoire ass. An deemno géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, Här President, dat Argument kann een och ëmdréinen. Et kann ee soen, et ass gutt, dass déi Saach an der Maach ass. A fir och ze garantéieren, dass da wierklech de Suivi

gemaach gëtt, stëmme mer déi Motioun hei, fir dass dat dann och garantéiert gëtt, zemools wann et ënnerwee ass. A mir sinn eis alleguerten eens, dass mer esou e Projet brauchen, dass déi Leit, déi ouni Daach op der Strooss liewen, zu deene vulnerabelste Persounen gehéieren.

Dat fannen ech elo net dramatesch, wa mer dat hei géife matstëmmen. Au contraire, ech mengen, dat géif nach eng Kéier ganz genau eis Positioun stäerken, dass mer eis alleguerten hei eens sinn, dass mer dat brauchen. An dofir fanne mir et net superfetatoire a mir stëmmen dat ganz gäre mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Nach aner Wuertmeldungen? Den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen, mir begrëssen hei d'Initiativ fir de SAMU social, wat mer och schonn an eisem Walprogramm esou änlech drastoen haten. Ech weess elo net genee, wéi et duerno an der Praxis soll ëmgesat ginn, hei an der Proposition. Ech weess och net genee, wéi d'Regierung et elo wäert ëmsetzen. Mee en attendant, dass eppes kënnt, stéiert et eis net, dës Motioun matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Nach aner Wuertmeldungen? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Dann huet d'Auteure nach zum Schluss d'Wuert. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci. Ech si jo da vun ... Fir den inhaltleche Punkt sinn ech frou, dass et gemaach gëtt. Ech wëll awer nach eng Kéier drop hiweisen – ech weess elo nach net genau den Detail vun Ärem Konzept –, dass et, mengen ech, och net nëmme sollt an der Stad Lëtzebuerg verankert sinn, mee och nach eng ganz Rei aner Plazen am Land heivunner sollte profitéieren. Dat wollt ech just als Ustouss mat op de Wee ginn.

Bon, ech mengen, mir sinn erëm an enger éiweger Diskussioun, wou een eng gutt Iddi huet an da kritt ee gesot: „Jo, mir maachen et schonn“, an dowéinst gëtt eng Motioun elo net gestëmmt. Ech bleiwen dobäi, hei wier eng gutt Geleeënheet, fir eis einfach gemeinsam, geschlossen als Chamber nach eng Kéier zu dësem Projet ze bekennen, enger Iddi, déi notament d'Stater Buergermeeschtesch jo och erabruecht huet. Och hir nach eng Kéier merci fir hiren Impuls heiraner.

An ech fannen et einfach elo bedauerlech, datt een dat heiten elo aus de genannte Grënn net matstëmmt. Ech mengen, mir kéinten hei e konkrete Projet gemeinsam ënnerstëtzen a stäerken an deem eng Visibilitéit ginn. An dowéinst fannen ech et bedauerlech, wann d'Majoritéit dat net matstëmmt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

Da géing ech d'Motioun Nummer 1 vun der Madamm Bernard zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35, Abstentioun: 0. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Laurent Zeimet), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Diane Adehm), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel (par Mme Corinne Cahen).

Motion 2

Da komme mer zur zweeter Motioun vun der Madamm Bernard. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? Den Här Marques.

M. Ricardo Marques (CSV) | Jo, merci, Här President. Och dës Motioun geet vun enger berechtigter Suerg aus. Mir erliewen ëmmer méi dacks Hëtztwellen an et ass eis gemeinsam Verantwortung, d'Bevëlkerung, besonnesch vulnerabel Persounen, besser géint d'Auswierkunge vum Klimawandel ze schützen.

Lëtzebuerg huet sech awer viru Kuerzem eng national Klimaupassungsstrategie fir d'Period 2025 bis 2035 ginn. Dës Strategie enthält 152 konkret Moossnamen, verdeelt iwwer 17 Handlungsfelder, a mobiliséiert 14 Ministèren, an dat ënnert dem Lead vun eisem Ëmweltminister. Si verfollegt eng kohärent an transversal Approche, déi d'Klimaupassung an all relevant Beräicher integréiert. Och de Schutz géint extreem Hëtzt ass do e wichtegt Element.

D'Fro, wéi mir Gebaier, ëffentlech Raim an Infrastrukturen un déi nei klimatesch Realitéiten upassen, gëtt net isoléiert behandelt, mee als Deel vun enger méi breeder Strategie. Dobäi kënnt, datt och an de Projet vum nationale Bautereglement vun eisem Innenminister Aspekter vun der Klimaresilienz a vun der Hëtztadaptatioun matafléissen. Et geet ënner anerem ëm de besseren thermesche Confort, d'Schafung vu Schiet, d'Begréngung an aner Moossnamen, déi dozou bäidroen, eis Gebaier an eis Uertschaften un déi nei klimatesch Konditiounen unzepassen.

D'Iddi vu Climateshelters kann dobäi eng interessant Pist sinn, mee et soll un de verantwortlechen Autoritéiten a Gemenge sinn, am Kader vun der nationaler Strategie an no de lokale Besoine passend Léisung auszuschaffen. Mir brauchen eng koordinéiert Ëmsetzung an dofir keng eenzel Motioun, wou dann op esou eng eenzel Moossnam higewise gëtt. Elo ass de Moment, fir déi Strategie konsequent ëmsetzen an net parallel nei Engagementer anzegoen.

An aus dëse Grënn wäerte mir dës Motioun net matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. D'Madamm Minella.

Mme Mandy Minella (DP) | D'Fro, fir Climateshelters anzeféieren: Ech mengen, dass d'Gemengen do d'lokal Besoinen am allerbeschte kennen. Wat zu Esch Sënn mécht, ass net onbedéngt dat Richteg zu

Réiden oder zu Clierf. An dofir ass et, menger Mee-
nung no, méi effizient, wann d'Gemengen am Kader
vun hirem Noutfallmanagement decidéieren, wéi eng
Raim si bei Bedarf opmaachen. Ech mengen, et gëtt
jo scho vill kill ëffentlech Gebaier. Ech denken hei un
d'Gemengenhaiser oder och un d'Supermarchéen,
wou d'Leit kënnen eragoen. An, voilà, déi kënnen
haut schonn als Ofkillplaz déngen, an dowéinst géif
ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net
matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm
Minella. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, Här President.
Ech hunn deenen zwee elo gutt nogelauschert. Den
Här Marques huet eis elo erkläert, dass et eng national
Strategie gëtt mat wichtege Elementer, wat mer
natierlech begrëissen. Am nächste Moment sot Der
awer dann, dass Der dat do net kënnt matstëmmen,
well dat dann ze vill op dem lokalen Niveau wär. Op
där anerer Säit verteidegt Der zwar eng Koordina-
tioun, wou Der selwer sot, dass et wichteg ass, dass
koordinéiert gëtt, mee d'Motioun kënnt Der net mat-
droen. Dat hunn ech elo net verstanen. Dee Widder-
sproch hei verstinn ech wirklech net, firwat Der do
net kënnt hei ...

Well wat gëtt hei am Fong gefuerdert? Et gëtt jo ge-
fuerdert, dass en nationale Reseau mat Ofkillplazen
an eenzelne Gebaier soll en place gesat ginn – do
muss een elo kucken, wou et Sënn mécht –, fir dass
d'Leit da kënnen dohinner goen. A mir schéngt dat
méi sënnavoll ze sinn, wéi dass mer d'Leit an d'Super-
marché schécken a se sech do niewent dem Fësch
an de Kéisrayone sollen ofkille loossen.

Also, ech verstinn et net, wann een engersäits seet:
„Mir hunn eng national Strategie, et muss ee sech
koordinéieren“, a wann dann hei gesot gëtt: „Ma, da
kommt, mir maachen en nationale Reseau mat enger
Kaart, wou dat dann alles affichéiert gëtt!“, da fanne
mer dat op eemol net méi gutt. Also, ech mengen, hei
si mer erëm an der Logik vun Oppositioun/Majoritéit:
D'Oppositioun proposéiert eppes, wat eigentlech och
an d'Logik vun der Majoritéit erapasst, mee si wëll et
net matstëmmen. Da komme se hei eebe mat esou
Bidonsargumenter.

Mir fannen et schued. Dat heiten ass sënnavoll, et ass
en Deel vun der Resilienzstrategie, a mir verstinn net,
firwat een dat do net ka matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm
Bofferding. Här Goergen.

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President.
Ech wäert se natierlech och matstëmmen. Et ass awer
interessant: Ech mengen, an all den DP-Gemenge
wäerten d'Leit elo an d'Gemengenhais goen, fir sech
ofzekillen. Ech wosst nämlech net, dass dat erlaabt
wär. Mee et ass awer gutt, dass Dir et gesot hutt,
well ech huelen net un, dass, wann do e groussen
Undrang ass ...

(*Interruption par M. Gilles Baum*)

Jo, Här Baum, ech huelen et gären un. Also, ech wäert
de Street Angels a jidderengem, deen ënnerwee ass
mat Sans-abrisen, Bescheed soen, dass d'Gemengen-
haiser op sinn, dass dat elo hei eng Kéier vun der Ma-
damm Minella, eng Kéier vum Här Baum gesot ginn
ass, ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Ech soen och gär, dass
mer keng Klima hunn an dass et bei ons banne méi
waarm ass wéi baussen!

M. Marc Goergen (Piraten) | ... dat heescht, da kë-
nnen déi sech an de Gemengen ofkille goen, si kënnen
Waasser siche goen. Dat ass eng tipptopp Mesür!
Also ech mengen, et huet sech haut scho gelount,
dass jiddereen dobaussen nogelauschert huet, virun
allem déi Leit, déi ganz vulnerabel sinn an déi op
der Strooss sinn, an déi kënnen dann dat mathuelen
herno, wa se sech do wëllen ofkille goen.

(*Interruption par M. Gilles Baum*)

Dat selwecht mat de Supermarchéen: Är Iddi, sech
am Supermarché ofkillen ze goen, ass, mengen ech,
och eng komesch Excuse. Also, et ass awer scho
komesch, ze soen: „Elo sinn d'Supermarchéen an
der Responsabilitéit, dass d'Leit sech kënnen ofkille
goen.“ Also, Dir hätt eng aner Tournure kënnen huel-
len, fir aus dëser Motioun erauszekommen. Déi Mo-
tioun ass richteg a gutt an do kënnen mer ganz vill Leit
dermat hëllefen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.
Den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, loosst
mech da kuerz eppes soen zu virdrun: Ech mengen, et
war rieds gaang vu sechs tropeschen Nuechten han-
nereneen. Also, souwäit ech weess, hate mer 2003
der néng hannereneen.

M. Dan Hardy (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ech hunn dat nogekuckt, et
schéngt mer esou richteg ze sinn.

Wann et esou waarm ass, ass et wichteg, dass d'Leit
sech kënnen anzwousch ofkillen. Ech fannen dat
och elo net wirklech komplett verwerflech, wann
ee seet: „Da gitt an en Akafszenter mëttes, wann et
37 Grad sinn.“

(*Interruptions*)

Dat muss ech awer éierlecherweis ... Ech kennen och
eeler Leit, déi dat maachen. Dat fannen ech och gutt.
Also, jiddweree kann dat jo awer maachen.

(*Brouhaha*)

An ech mengen, och hei ass et esou, dass et awer,
mengen ech, och éischter eng Saach ass, déi d'Ge-
menge kënnen reegelen, och scho ganz einfach aus
deem Grond, dass all Gemeng ganz anescht ass.
Dir hutt Gemengen, déi si ganz ländlech. Dir hutt Ge-
mengen, déi si méi urban. Et si Gemengen, do ass en
Akafszenter. Et si Gemengen, do ass keen.

D'Temperaturënnerscheeder zu Lëtzebuerg sinn och
net onbedéngt ëmmer esou geréng, wéi ee mengt.
Also, aktuell hutt Der ganz am Norde 24 Grad an zu
Schengen 30. Dat si 6 Grad Ënnerscheid an eisem
klenge Land. Et mécht also schonn eppes aus. Et kë-
nnen der och esouguer nach méi sinn. Voilà.

Duerfir géif ech mech hei éischter enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. An elo sinn
ech sécher, datt den Här Baum och nach wëllt eppes
soen. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, natierlech muss een
hei dann awer matmaachen an deem Concours.

(*Hilarité*)

Also, hei geet et jo drëm, datt gefrot gëtt, datt mer
en nationale Reseau vun ëffentleche Gebaier, déi och
als Kälteshelter kënnen déngen an Zäite vu Canicule,
schafen. Dat schéngt mer eng Evidenz ze sinn, datt ee
sou eppes maache muss, och wann een en nationalen
Aktiounsplang huet, an deem awer leider Gottes ge-
nau, ganz konkret Mesüre feelen.

An natierlech sinn dat aner Gebaier zu Réide wéi zu
Esch, einfach well Réiden an Esch net dat selwecht

sinn! En ëffentlecht Gebai zu Réiden ass en ëffentlech
Gebai zu Réiden an eent zu Esch ass eent zu Esch.
D'ailleurs huet Esch eppes mat der Stad Lëtzebuerg
gemeinsam, nämlich: D'Haaptgebai ass onheemlech
schlecht isoléiert an et ass eng Afenhetzt! Nawell
brauche mer zu Esch, mengen ech, och e Kälteshel-
ter. An esou en nationale Reseau hierzestellen an
iwwerhaupt emol ze identifizéieren, ass awer eppes
komplett Sënnvolles, an ech verstinn net, firwat d'Ma-
joritéit dat net matdréit.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Domat ass
dann d'Diskussioun zu der zweeter Motioun ofge-
schloss an da kritt selbstverständlech d'Auteure nach
eng Kéier d'Wuert. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Also, u sech huet
den Här Baum alles gesot, wat ze soen ass. Et ass net
wirklech verständlech, firwat hei därmoossen ofge-
blockt gëtt. Ech héiere Widderspréch eraus bei der
Majoritéit. Deen ee schwätzt vun engem Besoin vun
enger koordinierter Ëmsetzung, da gëtt erëm gesot:
„A nee, mir hu lokal e Besoin.“ Mee dat eent an dat
anert sinn u sech keng Widderspréch. Et brauch een
eng national Koordinatioun, déi dat identifizéiert,
an natierlech mussen d'Gemenge bei sech identifi-
zéieren, wéi eng Gebaier bei sech déi passend sinn.
Déi eng hunn eng Bibliothék, wou et passt, déi aner
hunn e Centre culturel, wou et passt, aner hunn d'Ge-
mengenadministratioun, wou et dann iergendwou
passt.

Mee et geet jo hei drëms, dass een deene Mënschen,
déi wirklech an enger Situation de détresse si wéinst
der Hëtzt, eng Ulaftell kann ubidden, wou et kilt
Waasser gëtt, wou et ofgekilt ass, wou se Schiet fan-
nen, an et ass net méi an net manner, wat mer hei
fuerderen.

Ech hätt gären, dass mer hei mat sachlechen, gud-
den Argumenter diskutéieren. Déi hu mer leider net
héieren. Dat fannen ech wirklech ... Gitt Iech wann-
echgelift dach einfach e bësse Méi, wann Der wëllt
eng Motioun vun eis refuséieren! Deen intellektuellen
Usproch hunn ech awer u sech un dës Majoritéit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm
Bernard. Mir sinn eréischt bei der zweeter Motioun
vun der Madamm Bernard. Domat wär dann d'Dis-
kussioun zu dëser Motioun ofgeschloss, éier mer bei
déi nächst kommen.

An ech géing also elo d'Motioun Nummer 2 vun der
Madamm Bernard num Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht.
Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 35, Abstentioun:
5. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 20
Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding,
Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire
Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz
Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Streff), Ben Polidori et
Ben Streff ;*

*Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam
Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc
Goergen ;*

MM. Marc Baum et David Wagner.

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM.
Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile
Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Zeimet),
Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques,*

Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nancy Arendt), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Georges Mischo) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schackmel.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig.

Motion 3

An da komme mer zur drëtter Motioun vun der Maddamm Bernard. Do wëllt den Här Marques d'Wuert huelen an den Här Emering wëllt d'Wuert huelen.

M. Ricardo Marques (CSV) | Merci, Här President. Verschidde Kollege waarde scho gespaant, wat ech wäert zielen. An och wann elo gesot gëtt, mir wëilten eng national Strategie, mir wäere kontradiktoresch ... Ech weess net, wou d'Kontradiktioun ass.

Hei gouf eng Klimauppassungsstrategie ausgeschafft mat 152 konkrete Moosnamen, wou d'Hëtztbekämpfung, och mat dran ass. Dat heescht, ech wollt och vläicht froen, ...

(Interruption)

... Dir hutt déi Strategie jo gelies, wat sinn dann nach méi konkret Saachen, déi do mat dra sinn, wann Är Iddien do mat dra sinn? Dat hunn ech nach net richtig verstanen.

(Interruption)

Mee ech kommen op dat zréck, wat ech am Fong wollt soen, Här President.

D'Motioun verlaangt och nei finanziell Instrumenter wéi e permanente Förderprogramm fir d'Gemengen oder e Klimabonus Begréngung fir Privatleit. Esou Instrumenter dierfen net isoléiert duerch eng Motioun decidéiert ginn, mee müssen an de globale Kader vun der Klimastrategie, der Finanzpolitik an de besteende Förderungsinstrumenter agebett ginn. Ech sinn der Meinung, datt et elo net dréms geet, ëmmer méi Programmer unzekënnegen, mee déi Instrumenter, déi mer schon decidéiert a geplangt hunn, konsequent ëmsetzen an do, wou et néideg ass, weiderzuentwéckelen. An hei gesi mer dee Besoin net.

Aus deene Grënn wäerte mir och dës Motioun net matdroen.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Jo, merci, Här President. Ech muss soen, dass ech déi Motioun hei vun deene Grénge wierklech net an der Rei fannen!

(Hilarité)

Mir hunn, ...

(Brouhaha)

Ech fanne se ...

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, den Här Emering huet d'Wuert!

M. Luc Emering (DP) | Ech fannen, Här President ...

M. André Bauler (DP) | Loosst den Här Emering zu Wuert kommen! Wannechgelift, e bëssen Disziplin.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Emering huet ganz eleng d'Wuert. Huet et och elo, wann echgelift, Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President. Wat ech wëll soen, ass, dass ech se effektiv net an der Rei fannen, aus folgendem Grund: Mir hunn e ganze Koup Saachen an der Vergaangenheet presentéiert kritt, notament och an der Ëmweltkommissioun, fir méi Gréngs am urbane Raum, couvert boisé, verpflichtend méi Gréngs an deenen neie PAPen. Dat gëtt alles vun Iech mat de Féiss getréppelt. Da komme fir d'éischt Videoen op Soziale Meedien, wou een nëmme kann de Kapp rëselen. Wou de Leit erkläert gëtt, dass et am Schiet méi kill ass wéi an der Sonn, wat jidderee weess!

(Interruption)

An da kënnt d'Kiischt um Kuch hei nach mat esou enger Motioun drop, wou e lauter Saache gefuerdert ginn, déi d'Regierung deelweis presentéiert huet an déi Der da boykottéiere gitt. Da fannen ech dat heite wierklech net fair, esou eppes iwwerhaupt ze deponeieren. A mir wäerten dat heiten och ganz kloer net matdroen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, Här President, ech hu mech gefrot, mat wéi engem Argument d'Majoritéit dann elo dergéinhält, fir dann och déi drëtt Motioun net matzestëmmen. Ech muss soen, ech war iwwerrascht. Also, dass ee seet: „Dat ass net an der Rei!“, hätt ech mer elo net erwaart, dass dat d'Argument ass, respektiv well Iech anscheinend dann d'Videoe vun deene Gréngen net gefalen, déi Der op Social Media gesitt.

Och hei, wann een eng Kéier d'Motioun liest ... Et ass ëmmer gutt, wann een eng Kéier liest, wat dann hei och schwaarz op wäiss steet. Do steet dran, dass een e Klimabonus Begréngung kritt. Leit, déi dat wëlle maachen. Dat heescht, et ass keng Mussesaach. Déi Leit, déi net participéieren, kréien näischt.

Idem fir d'Gemengen: Do geet et och dréms, fir déi klimafit Gemengen, déi Initiativ, do ze ënnerstëtzen. Och hei, d'Gemengen, déi sech dorunner bedeelegen, kréien eng finanziell Ënnerstëtzung. Also, ech ka mech drun erënneren, dass et emol eng Kéier eng CSV gouf, déi ëmmer, wann national eppes gefuerdert ginn ass, direkt gejaut huet: „D'Gemenge muss finanziell ënnerstëtzt ginn!“ Ben, dat gi se hei.

Hei ass de Staat, deen dee Moment d'Gemenge finanziell ënnerstëtzt. Dofir verstinn ech och net, firwat een dat heiten net mat ënnerstëtzt, well et deet kengem wéi. Au contraire, déi Leit, sief dat elo privat, sief dat d'Gemengen, déi do Initiativen huelen, sollen dofir och ënnerstëtzt ginn. Déi sollen do déi finanziell Moyene kréien. Fir dann einfach ze soen: „Dat ass net an der Rei!“ ... Bon, mir fannen dat erëm e bësse cru, fir dann an Ärem Wuertgebrauch weiderzemaachen. Op alle Fall, ass et wierklech ermiddend, dass Der ëmmer mat esou Argumenter kommt.

Op alle Fall ass dat hei eng gutt Initiativ, fir eeben hei déi Mesüre weider ze ënnerstëtzen. An dofir wäerte mer och déi Motioun hei matdroen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Déi Motioun ass ganz gutt, well virun allem ginn

d'Gemengen entlaascht. D'Gemenge kréiche mat dëser Motioun ganz nei Méiglechkeete fir ze hëllefen, sief dat an de Schoulen, sief dat fir hir Seniorien oder d'Spideeler, déi dann awer national sinn. Mee d'Gemenge kréiche mer klimafit, de Gemengen hir Plazen, déi am Moment ganz oft einfach nëmme Bëttonsplaze sinn, wou d'Hëtzt sech nëmme nach staut. Also, dat heiten ass eng Mesür, déi kéint ee wierklech huelen. Virun allem wär et gutt, wa mer géifen un eis Schoulen denken. Mir hunn allegueren d'Biller geschéckt kritt, wéi schlëmm et ass.

Den Educationminister hätt haut roueg kéinten hei sinn. E war de Moie schonn net do. Do huet e geschwänzt. De Mëtte war en net hei.

(Brouhaha)

E kéint awer esou lues och seng Responsabilitéit iwwerhuelen.

(Interruption par M. Gilles Baum et brouhaha)

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, ganz kuerz.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ma nee, ech ka just dem Här Baum drop äntweren.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mee dofir, ganz kuerz!

M. Marc Goergen (Piraten) | Här Baum, de Moien déi Motioun war ganz kloer un hie gericht an hien hätt kënne heihinner kommen a soen, firwat hien déi Dokumenter net verëffentlecht.

(Interruption)

Also huet hie fir mech de Moie geschwänzt. Hie war net do.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | An der Schoul wär dat eng Datz!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An da kritt d'Madamm Welfring d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, ech fannen eppes net an der Rei, dat ass, wann hei Tatsaachen duerchernee geheit ginn. An zwar, wann hei eng Majoritéit en Naturschutzgesetz ofännert mam Pretext, fir méi séier ze bauen, wou d'Fachleit soen, dass mat deem, wat op dem Dësch läit, net méi séier gebaut gëtt, mee wou awer sämtlech Fachleit soen, dass domat d'Natur zerstéiert gëtt. An dat gëtt hei a Fro gestallt. Dat fannen ech scho ganz bizarre.

An dann dat heimadder verméschen, mat deene Virschléi, déi hei leien, mam Argument, dass mer do nei Instrumenter missten hunn oder schafen. Dat ass iwwerhaupt net sou. Hei sinn Iddien, déi géinge ganz gutt an dee Plang passen. Hei si konkret Ëmsetzungsiddien, déi wierklech géinge passen a wou een och ganz gutt kéint d'Viraarbecht, déi geleescht ginn ass mam Naturpakt, mam Klimapakt, hei notzen, fir de Gemengen e motivante Kader ze ginn, fir hei tätég ze ginn an op eng koordinéiert Aart a Weis wierklech hei Remedur ze schafen, fir preventiv aktiv ze ginn a fir och an der Klimaupassung hinnen déi néideg, wéi soll ech soen, Ofkillung ze proposéieren.

Dat heescht, hei wär wierklech eng Win-win-Situatioun. Déi Argumenter, déi ech hei héieren hunn, dat si wierklech komesch Argumenter, déi wierklech just lächerlech sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President, fir dem Här Emeringer a sengen eegene Wierder, ...

Une voix | Emering.

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... Emering a sengen eegene Wierder ze äntwerten: Ma ech fannen déi Motioun hei déck an der Rei!

(Hilarité)

Ech fannen, dat ass nämlech genau dat, wat mer brauchen: Nämlech finanziell Ënnerstëtzung fir Privatleit a fir Gemengen, fir genau déi Saache kënnen ze maachen, vun deene mer alleguer geschwat hunn, nämlech eng Begréngung vun eise Gemengen, eng Begréngung vun de Virgäert, fir déi, déi et wëllen. Dat hei ass keng Zwangsmesur, mee eng finanziell Ënnerstëtzung fir déi Privatleit, déi et wëllen, an eng finanziell Ënnerstëtzung fir d'Gemengen, fir géint d'Effete vum Klimawandel kënnen virzegoen.

Also, och do verstinn ech beim beschte Wëllen net, wéi ee ka géint esou eng Motioun sinn a muss da feststellen, datt d'DP an d'CSV anscheinend déi zwou Parteie sinn, déi d'Gemenge wëllen aleng loossen am Kampf géint de Klimawandel.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. D'Regierung huet d'Wuert gefrot, den Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ech wëll hei elo ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir musst haart schwätzen, Här Inneminister. Dat ass dee selwechte Problem wéi gëschter.

(Hilarité)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Och hei brauche mer e Pult, dat méi héich geet.

M. Claude Wiseler, Président | Dir sidd nach ëmmer grouss, mee bon. Merci.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech wëll dorobber hiweisen, datt mer amgaange sinn, en nationaalt Bautereglement virzebereeden, wou eng ganz Rei Mesure virgeschriwwen ginn, fir d'Espace-publique méi ze begréngen, fir méi Waasserfontänen dranzesetzen an datt déi „Gärten des Grauens“ net méi erlaabt ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wärend dann alleguer d'Wuertmeldunge gemaach. Ech wollt d'Auteurs froen, ob se nach eng Kéier wëllt d'Wuert huelen.

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da géif ech d'Motioun Nummer 3 vun der Madamm Bernard zum Vott stellen.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 35, Abstention: 5. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Diane Adehm), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par M. Laurent Mosar), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig.

6. 8426 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour von de Mëtten, an zwar dem Projet de loi 8426, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert de Platzverweis. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Dir kennt dee Modell. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Luc Emering, den Här Dan Biancalana, den Här Tom Weidig, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Inneminister, ech hunn dann de Mëtten dee ganz grouse Pleséier, Iech de Rapport iwwert dee sougenannte „Platzverweis renforcé“ hei virzedroen.

Wéi den Numm vun deem Projet de loi et scho seet, ass d'Haaptzil vun deem Projet, dee Platzverweis, dee mer duerch d'Gesetz vum 22. August 2022 agefouert hunn, ze verstärken an ze verbessern.

Ech brauch hei net nach eng Kéier an Erënnerung ze ruffen, datt d'Sécherheet hei am Land och eng vun de Prioritéite vun dëser Regierung ass, déi iwwerregens och esou am Koalitionsaccord festgeschriwwen ass.

D'Haaptobjektiv vun deem Projet ass elo eigentlech, op där enger Säit d'ëffentlech Sécherheet op ëffentleche Plazen ze garantéieren, op där anerer Säit awer och, d'Mënschen, d'Leit, awer och hir Bienen ze schützen an, wa méiglech, och Infractionen ze verhënneren.

Fir eng Kéier ganz kuerz den Historique vun deem Projet ze maachen – ech hunn et virdu gesot –: Dee Projet de loi vum 22. August 2022 war och schon am Virfeld relativ staark kritizéiert ginn, notament och vum Staatsrot. An och herno, wéi de Projet bis a Kraaft war, waren et haaptsächlech och d'Polizeigewerkschaften, déi e grouse Problem domadder haten, well se fonnt hunn, datt den Text net géif duergoen, fir säin Objektiv ze erfëllen, nämlech d'ëffentlech Sécherheet ze garantéieren.

Hei geet et also elo drëm, just a bestëmmten, ganz limitéierte Situatiounen kënnen dës Platzverweis unzewenden. An ech wëll och elo nach eng Kéier hei op den Exposé des motifs vun der Regierung agoen, dee

ganz kloer formuléiert: „Le Platzverweis sera renforcé pour permettre à la [Police grand-ducale] la sauvegarde effective de l'ordre public.“

D'Police kann also an Zukunft eng Interdiction temporaire de lieu géint Persounen ausschwätzen, géint déi schonn zweemol innerhalb vun de leschten 30 Deeg e Platzverweis ausgeschwat ginn ass an déi elo erëm géint déi selwecht oder änlech Reegele verstoussen.

D'Police kritt mat deem neien Text d'Méiglechkeet, d'Leit méi laang vun enger bestëmmter Plaz ze eloignéieren, wa se beispillsweis d'Entrée oder d'Sortie vun engem privaten oder och ëffentleche Gebai behënneren oder wa se gravement déi ëffentlech Uerdnung stéieren, de Verkéier behënneren oder wa se Passanten zum Beispill dervun ofhalen, sech fräi op der Voie publique ze beweegen.

Niewent der Dauer ginn am Text dann och d'Modalitéiten an d'Distanz vun engem Kilometer, wéi se preziséiert ass, ganz kloer festgeluecht.

Fir et nach eng Kéier hei ze soen: Et geet absolut net drëm, Leit ewechzejoen, mee et geet drëm, d'Rechter vun anere Leit, notament d'Recht, a seng eege Wunneng oder a säin eegent Geschäft ze kommen, ze schützen, well jidderee soll d'Fräiheet vun deenen aneren och respektéieren.

D'Police wäert dann och mat deem Text an Zukunft besser kënnen d'Fräiheet an d'Sécherheet vu ville Bierger garantéieren, an och nëmmen esou kann e Rechtsstat korrekt fonctionéieren.

Mam Platzverweis renforcé kritt also d'Police e weidert Instrument, fir d'Sécherheet an d'Fräiheet vun alle Leit ze assuréieren a fir ganz besonnesch an deem präzise Punkt d'ëffentlech Uerdnung ze garantéieren.

D'Pouvoir vum Buergermeeschter, déi ursprénglech sollten déi Interdiction temporaire de lieu ausschwätzen, si während der legislativer Aarbecht erëm aus dem Text erausgeholl ginn, och well dat vu verschiddenen oder a verschiddenen Aweise ganz prezis gefrot ginn ass.

Ech wëll och nach hei betounen, datt dësen Text an enker Zesummenaarbecht mat der Generaldirektioun vun der Police ausgeschafft ginn ass.

Wat elo d'Avisu betrëfft – an et si ganz, ganz vill Avisu zu deem Text erakomm –, versichen ech, déi eng Kéier kuerz hei ze resüméieren.

Fir d'éischt huet de Syvicol begréisst, datt d'Police nei Moyene géif kréien, fir déi ëffentlech Sécherheet ze garantéieren. D'Auteur vum deem Avisu sinn och frou, dass de Champ d'application am Ufank op d'Gemenge sollt ausgedeeent ginn. Ech hunn et virdu gesot: Dat ass awer dunne erausgeholl ginn. De Syvicol huet awer och Prezisiounen am Text gefrot, fir datt et net kéint zu arbiträren Decisiounen kommen.

De Parquet vum Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg huet a sengem Avisu virun eventuelle juristeschen Onsécherheete gewarnt, déi kéinten zu arbiträren Decisiounen féieren. Notament huet e fonnt, datt d'Motiver, fir en Eloignement auszuschwätzen, ze vag formuléiert wieren.

De Parquet vum Tribunal d'arrondissement vun Dikrech huet a sengem Avisu gemengt, gradesou wéi d'Kolleege vum Parquet vu Lëtzebuerg och, dass d'Formuléierungen, fir en Eloignement auszuschwätzen, ze vag wäeren. An en hat eigentlech och gefuerdert, d'Pouvoir vun de Buergermeeschteren erauszuhuelen, wat duerno jo och geschitt ass.

Den Tribunal d'arrondissement zu Lëtzebuerg huet eigentlech just gemengt, et kéint eventuell bei der

praktischer Umsetzung vom Text zu Interpretationsschwierigkeiten kommen.

D'Cour supérieure de justice huet kritizéiert, datt d'Mesür vum Eloignement sech net och géif op privat Entréeën applizéieren. Weiderhin hunn d'Auteurë gemengt, dass d'Formulationen am Text net prezis genuch wieren an dofir och schwéier an der Praxis ëmzesetzen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet Mängel u Kohärenz fonnt, wat d'Police administrative ugeet, an och gemengt, et misst nach zu Präzisionen am Text kommen, déi iwwerengs jo duerno och nach komm sinn.

D'Chambre des Salariés war net d'accord mam initialen Text, deen duerno jo awer ëmformuléiert ginn ass, an huet eigentlech och déi selwecht Kriticke gehat, verschidden Notiounen wäeren net prezis genuch formuléiert. A se ass och iwwert d'Pouvoir vum de Buergermeeschtere gefall. Dorobber hunn ech scho geäntwert.

Dann huet de Collectif Vocho eng Degradatioun vu gewëssenen Droits fondamentaux, besonnesch wat d'ëffentlech Fräiheete betrëfft, gefaart.

An dann huet d'Commission consultative des droits de l'homme schlussendlech eng Voie de recours géint d'Mesure vermësst.

Dann huet de Syndicat national de la Police grand-ducale nach kritiséiert, datt d'Mesure vum der Police administrative net gläich a kohärent wieren. An ech huet och gefrot, datt et misst zousätzlech zu pënnäre Strofe kommen.

Schlussendlech hat d'Kommissioun och den 28. Januar vum dësem Joer eng ganz gutt Entrevue mam Procureur général, mam Här Petry, deen och während där Sitzung seng Appreciatioun konnt zu den Texter ginn.

Schlussendlech war déi Kéier e bësse méi e groussen Hin an Hier, wat de Staatsrot betrëfft, deen um Ursprongstext eng Rei vu Kriticken hat an dorobberhin och eng Rei Opposition-formellé formuléiert hat.

Nom Haaptavis vum Staatsrot sinn nach zwee Avis-complémentaire komm. Do sinn awer och zweemol Amendements vum der Regierung nogeschoss ginn, déi dann och derzou gefouert hunn, datt all déi Opposition-formellé konnten opgehuewe ginn, soudatt den Text och elo fir de Staatsrot an der Rei ass.

Wann der nach méi Detailler wëllt wëssen, verweisen ech Iech op mäi schréffleche Rapport, deen och ganz extensiv op déi eenzel Dispositiounen ageet.

En résumé, an als Rapporteur, géif ech also hei nach eng Kéier betounen, dass et sech ëm en equilibréierten Text handelt, deen d'Rechter vum alle Bierger schützt, deenen engen an deenen aneren. A mat dësem Text gi mer dann och haaptsächlech der Police en zousätzlecht Instrument, fir ganz besonnesch d'ëffentlech Uerdnung op den ëffentleche Plazen ze schützen.

Voilà. Dat gesot, géif ech Iech dann och bieden, eng méiglechst grouss Zoustëmmung zu dësem Projet ze bréngen.

An domadder géif ech da meng Kap als Rapporteur ofdoen a meng Kap als mandatéierte Spriecher vum der CSV dann undoen.

Discussion générale

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee Rapporteur vum esou engem Projet ass, ass dat eigentlech eng grouss Éier. Mee et huet een esou an enger politescher Karriär Projeten, déi engem awer vläicht nach méi um Häerz leie wéi anerer. An ech

muss wierklech soen, datt ech extreem frou sinn, datt de Mëtten elo endlech dee Projet vum Platzverweis renforcé zur Ofstëmmung kënn, well ech wierklech vum deem Projet iwwerzeegt sinn a mer och laang dofir gekämpft hunn.

An da schwätzen ech, wéi gesot, hei haaptsächlech och aus eiser Vergaangenheet. Wéi mer nach an der Opposition waren, do – doru kann ech mech erënnere – souz de Kolleeg Léon Gloden nach op enger anerer Säit. Hie war deemools eise mandatéierte Spriecher zum Platzverweis an hien huet eigentlech deemools schon op d'Faill vum deem Projet higewisen. Leider Gottes, wéi esou oft, ass net op e gelauschert ginn an dee Platzverweis ass deemools duerchgezu ginn, mat deene Resultater, déi ech och virdu geschildert hunn.

Ech sinn also, wéi gesot, an ech mengen, och meng ganz Fraktioun, haut extreem frou, datt et elo de Mëtten dann zu deem Vott iwwert dee Projet kënn, well et, an dat ass fir mech och dat wichtegst Argument, en zousätzlecht wichteg Instrument fir eis Police wäert sinn, eis Police, déi et wierklech net ëmmer einfach huet, hire Flichten nozekommen an enger Gesellschaft, déi leider Gottes ... A mir hu virdu iwwert d'Canicule geschwat: Déi dréit sécherlech och net derzou bäi, datt d'Leit manner aggressiv sinn. An dat féiert, wéi gesot, och derzou, datt d'Aarbecht vum der Police wierklech net ëmmer ganz einfach ass.

Ëm wat geet et konkret elo an dësem Projet de loi? Ech wëll emol direkt soen, ëm wat et hei net geet: Dat hei ass kee Moyer, fir elo géint déi schwéier Kriminalitéit, géint d'Drogekriminalitéit op der Gare oder op anere Plaze vum Land virzegoen. Hei geet et drëm, eng Rei Incivilitéiten, déi sech haaptsächlech am ëffentleche Raum ofspillen, besser kënnen ze encadréieren an och besser géint déi kënnen virzegoen. Ech wëll elo just zwee Beispiller hei ginn, mee ech kéint der awer ganz vill ginn.

Dat Éischt, an dat hunn ech och scho virdu gesot: Et geet emol virun allem drëm, de Leit hir Entréeën ze schützen, well dat ass reell e grouss Problem, datt mer ëmmer méi an Entréeën vu Privathäuser, Privatimmeubelen, awer och vu Geschäftslöcher Leit leien hunn, déi leider Gottes net einfach esou kënnen vum der Police eloignéiert ginn. Ech beschreiwen Iech och net den Zoustand vum deenen Entréeën an deenen Accèsen, wann déi Leit moies wëlle komme fir opzespären. All déi Leit, déi zum Beispill un dëser Mesür zweifelen, invitéieren ech wierklech emol eng Kéier: Gitt Iech d'Situatioun heiansdo moies ukucken! Net nëmmen an der Stad, och a ganz villen anere Gemengen hei am Land. Gitt Iech dat emol eng Kéier ukucken, wat déi Leit do moies virun hirer Entrée alles esou fannen!

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Ech wëll awer och soen, datt mer och mat anere Problemer befaasst sinn. Nach eng Kéier: All Gemeng huet hir eege Problemer, mee mir sinn awer och ëmmer méi domat confrontéiert, datt Leit sech op ëffentleche Plazen awer esou eppes vum d'neiwent verhalten, andeems se randaléieren, hir Besoine mëtten op der Plaz maachen, d'Leit op eng aggressiv Manéier harceléieren, soudatt et wierklech desagreabel ass, net nëmmen fir déi Leit, déi dohinne kommen, déi Leit, déi do wunnen, déi hir Geschäfte hunn. A bis elo ass et, wéi gesot, ganz, ganz schwéier gewiescht, hei eppes kënnen ze ënnerehuelen.

Wéi gesot, ech mengen, dat hei si Problemer, déi leider Gottes, wëll ech dann och betounen, net méi kleng ginn a mat deene ganz vill Gemengen entretemps confrontéiert sinn. Ech denken haaptsächlech

och un déi grouss Südgemengen – ech denken awer och un eng Gemeng wéi Ettelbréck –, déi et wierklech och do net einfach hunn, déi ëffentlech Uerdnung garantéieren ze kënnen.

Ech soen also, datt mer haut sécherlech elo keen Allheilmittel hei wäerte schafen. An ech soen och grad esou kloer, datt dat Gesetz hei net perfekt ass. Dat eenzeg, wat ech awer soen, ass: Et ass besser wéi dat, wat mer bis elo haten! An dat ass jo mol schon e weesentleche Virdeel!

Ech weess och, datt sech berechtigt Froe gestallt ginn, wou een dann elo mat deene Leit do wäert higoen. Do mengen ech awer och, datt d'Responsabilitéit net nëmmen bei der Police läit, mee och bei de Gemengen, och bei soziale Strukturen. A sécherlech mussen do och nach parallel eng Rei Léisungen kommen. Ech kann elo just fir déi Gemeng schwätzen, wou ech Matresponsabilitéit hunn: D'Stad Lëtzebuerg ass sech d'äers voll bewosst a wäert do och aktiv mat-hëllefen, Léisungen dofir ze fannen.

Well mir awer hei och net wëssen, ob net vläicht eng Kéier dat Gesetz awer muss verbessert ginn, wäert ech elo hei, Här President, eng Motioun deposéieren, ...

Une voix | A!

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | ... an d'Opposition wäert sech freeën, déi eng Evaluatioun no zwee Joer freet, an ech ginn och dervun aus, datt déi à l'unanimité wäert gestëmmt ginn, well dat ass jo eng, géif ech bal scho soen, permanent Fuerderung vum der Opposition. An hei, mengen ech, mécht et wierklech Sënn, datt no zwee Joer spëtstens esou eng Evaluatioun kënn.

Voilà, Här President, hei ass dann déi Motioun.

Motion 1

« relative à l'évaluation de l'application des dispositions relatives au "Platzverweis" »

La Chambre des Députés,

– considérant que le projet de loi n° 8426 renforce de manière substantielle le dispositif du « Platzverweis » et introduit notamment une interdiction temporaire de lieu ;

– que ces nouvelles mesures poursuivent l'objectif de renforcer le maintien de l'ordre public tout en impliquant une restriction de la liberté d'aller et venir ;

– que plusieurs instances consultées au cours de la procédure législative, dont le Conseil d'État et le Syvicol, ont souligné l'importance d'évaluer l'efficacité, la proportionnalité et les effets concrets de ces nouvelles dispositions après leur mise en œuvre ;

– qu'une telle évaluation permettra au législateur de disposer de données objectives quant à l'application pratique de la loi, à son efficacité, à son impact sur la sécurité publique ainsi qu'au respect des droits fondamentaux,

invite le Gouvernement

– à procéder, dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, à une évaluation approfondie de l'application des nouvelles dispositions relatives au « Platzverweis » et à l'interdiction temporaire de lieu ;

– à associer à cette évaluation les autorités concernées, notamment la Police grand-ducale, les autorités judiciaires ainsi que les communes ;

– à transmettre les conclusions de cette évaluation à la Chambre des Députés, accompagnées, le cas échéant, de propositions visant à adapter le dispositif législatif à la lumière des enseignements tirés de son application.

(s.) Laurent Mosar, Luc Emering, Carole Hartmann, Stéphanie Weydert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech awer vläicht nach e puer méi generell Bemierkungen iwwert d'Sécherheet hei am Land maachen. Hei hu mer elo ee Puzzlestéck, dat mer haut derbäisetze wäerten. Wann ee mat ville Leit schwätzt, awer och a ganz villen Ëmfroen – et ass elo d'Zäit vun den Ëmfroen – esou kuckt, da gesäit een, datt niewent dem Klimawandel, der Angscht virun de Kricher, der wirtschaftlecher Situation awer och d'Sécherheet ee vun deene Sujeten ass, déi eise Matbierger am meeschte Suerge maachen a wou se sech awer eng Rei vu Froe stellen. An ech wëll dat och mol eng Kéier ganz kloer hei soen: Mir sollen dat wierklech als Politick net ënnerschätzen! Mir sollen dat net ënnerschätzen, well wann een do als Politick net reagéiert, kéint dat mol derzou féieren, datt et zu Situatione kënn, déi mir och net wëllen hei zu Lëtzebuerg hunn: datt extreem Parteien a Länner un d'Rudder kommen.

Duerfir ass et wichteg, an ech sinn extreem frou, datt dës Regierung eng ganz Rei vu Mesüre bis elo geholl huet. A loosst mech se trotzdem eng Kéier hei opzielen. Ech wëll och emol direkt soen, wann ech hei dervu schwätzen: D'Bekämpfung vun der Kriminalitéit ass e Ganzt! Do brauch een natierlech Preventioun, do brauch een natierlech e sozialen Encadrement, mee et brauch een awer och eng Repressioun. An et brauch een herno och Strofen, déi vu Gerichter ausgeschat ginn. Dat Ganzt kann nëmme fonctionéieren, wann all déi Konditione do erfëllt ginn.

An ech hunn elo net d'Zäit, mee ech fannen, datt souwuel dës Regierung wéi och ganz vill Gemengen eigentlech eng wonnerbar Aarbecht leeschten, och wat dat Sozialt betrëfft, wat d'Preventioun betrëfft. An ech wëll do eng Gemeng nennen, déi net meng Gemeng ass, nämlech Esch. Wann ech kucken, wat Esch um Soziale mécht, kann ech nëmme soen: Chapeau!

(Brouhaha)

Wéi gesot, och mäi Kolleg Jean-Paul Schaaf zu Ettelbréck mécht extreem vill Efforten an deem Beräich. An et ass och wichteg, datt mer dat net sousestiméieren.

Allerdéngs geet et nëmme mat Preventioun net duer, mir mussen och eng Repressioun hunn, déi fonctionéiert. An do wëll ech awer elo nach eng Kéier all déi Mesüeren opzielen, déi ganz besonnesch ënnert dem Impuls vun eisem exzellenten Inneminister scho geholl gi sinn.

D'Zuel vun de Polizisten ass massiv an d'Luucht gesat ginn, d'Affiere vun der Lokalpolizei ass duerchgesat ginn ...

Une voix | A! Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | ... géint d'Opposition, wou ech awer elo gesinn, datt ganz vill Buergermeeschteren, déi enger vun den Oppositionsparteien, esouguer zwou vun den Oppositionsparteien ugehéieren, déi Lokalpolizei net schnell genuch kréie kënnen. Ech froe mech d'ailleurs och, wéi schnell d'Buergermeeschteren och wäerte froen, datt dës nei Mesür an hire Gemengen ëngesat gëtt. Mee et ass jo, wéi gesot, am Ufank ëmmer esou: Et wëllt keen eng Mesür, a wa se herno do ass, da kréie ganz vill Leit se net schnell genuch ëngesat. An ech sinn iwwregens iwwerzeegt, datt dat hei genausou wäert sinn.

Dann erlaabt mer awer nach eng Kéier ze soen, datt och nach d'Bodycams agefouert gi sinn. Mir hunn eng grouss Extensioun an en Ausbau vun der

Kameraiwwerwaachung an, wéi gesot, last but not least, haut de Platzverweis renforcé, deen och e wichteg Instrument ass.

Wann ech dann awer ganz kuerz och op d'Justiz aginn: Och do ass et entre-temps zu enger massiver Opstockung vun de Magistrate komm. Och do ass d'Gesetz iwwer e Sursis fir méi grav Infractiounen ëmgeännert ginn, an net méi spéit wéi de leschte Freiden huet d'Ministesch och d'Procédure accélérée, en neie Projet de loi, déposiert, dee sécherlech och do an déi richteg Richtung geet.

Ech kann also hei ganz kloer soen: Dës Regierung huet geliiwert, ...

(Interruptions)

... huet geliiwert an deene verschiddene Beräicher! An do sinn ech ganz frou driwwer.

(Interruption)

Elo, an da kommen ech och schonn zum Schluss, Här President, awer vläicht e bësse méi nodenklech Téin. Déi sidd Der vläicht vu mir net ëmmer gewinnt, ...

(Hilarité)

... mee ech wollt dat awer emol eng Kéier soen. Ech hu virun iwwert d'Sécherheet geschwat an ech mengen, et geet Iech d'selwecht wéi mir och. Et gëtt ee jo ganz vill vun de Leit ugeschwat, Leit, déi Problemer hunn, déi iwwerfall gi sinn. An eppes, wat ech ëmmer méi héieren, an dat mécht mer wierklech Gedanken, dat ass, datt ëmmer méi Leit, fälschlecherweis vläicht och, der Meinung sinn, an deem Land géif méi no den Täter gekuckt gi wéi no den Affer.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | An ech soen Iech, datt dat net gutt ass, datt dat net gutt ass fir e Rechtsstaat, wann d'Leit d'Gefill hunn, no den Affer géif net gekuckt ginn. Ech kéint Iech elo ganz vill Eenzelfäll hei opzielen. Mir hu vun den Incivilitéite geschwat, wou Leit soen: „Elo si mer scho fënnemol am Geschäft iwwerfall ginn, den Täter ass scho fënnemol arrétiert ginn. Et geschitt strictement näischt, et kënnt emol net zu enger Poursuite!“ Mee och bei aneren, vill méi graven Infractiounen géint Kanner, géint Fraen hu leider Gottes déi Fraen, déi Kanner ëmmer méi d'Gefill, et géif net genuch fir d'Affer gemaach ginn. An dat ass eppes, wat mech perséinlech beréiert, well et hei och schlussendlech ëm de Rechtsstaat geet. A ganz besonnesch déi Schwaach an dëser Gesellschaft – an dofir kucken ech den Här Baum an den Här Wagner, déi mer jo ganz sympathesch sinn – leiden ënnert där wuessender Kriminalitéit.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | An duerfir dierf eis dat net egal sinn!

Mir mussen ganz gutt do oppassen an haauptsächlech, an dat wëll ech ganz zum Schluss soen, mir dierfen net d'Gefill ginn, datt et an deem Land zu Stroflosgesekéit kënnt fir eng Rei vun Infractiounen, soudatt d'Leit d'Gefill hunn, si géifen, egal wat se maachen, dofir keng Strof kréien. Dat heescht net, datt ech hei derfir plädéieren, datt jiddwereen an de Prisong kënnt. Nee, et gëtt och aner, vläicht vill méi sënnavoll Mesüeren. Wat mech awer stéiert, ass, datt vill ze vill Leit véier-, fënnemol abriechen oder véier-, fënnemol Leit aggresséieren, véier-, fënnemol aggressiv sech géint Fraen artikuléieren an da kënnt emol keng Plainte oder a ganz ville Fäll keng Plainte an déi Leit ginn dofir mol net bestrooft.

An dat ass eppes, wou et ëm de Schutz vun eisem Rechtsstaat geet, léif Kolleginnen a Kollegen. Hei

geet et ëm de Rechtsstaat! A wann et ëm de Rechtsstaat geet, geet et och ëm d'Demokratie.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Haut stëmme mer e wichtege Projet, deen zumindest versicht, hei Weeër opzemaachen. An duerfir wäert et Iech net verwonneren, datt meng Fraktioun dëse Projet mat grousser Begeeschterung wäert stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Här Mosar, ech hunn nach den Här Baum, deen Iech wëllt eng Fro stellen, wann Der d'accord sidd.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Ech wousst, dass ech géif den Här Baum erausfuere.

M. Claude Wiseler, Président | Ech wousst et och. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, leider hutt Der bei Ären nodenkleche Gedanken, hunn ech fonnt, net esou vill nogeduecht, ...

(Hilarité)

... well soss hätt Der net an engem Saz gesot, datt et Geschäfte gëtt, déi fënnf-, sechsmol iwwerfall gi sinn – dat ass e graven Akt, e Geschäft ze iwwerfale –, datt d'Täter gepézt gi sinn an datt se direkt erëm fräigelosst ginn an erëm iwwerfale, an erëm iwwerfale, an erëm iwwerfale. Do misst een awer froen: Wéi gesäit et da mat der Justiz zu Lëtzebuerg aus? Wéi gesäit et mat der Police zu Lëtzebuerg aus? Dat wieren déi zentral Froen.

Mee virun allem huet de Platzverweis, iwwert dee mer haut hei schwätzen, strictement näischt mat Iwwerfall op Geschäfte ze dinn!

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, also Dir sidd mer ganz sympathesch, Här Baum. Ech hunn elo – mee ech hunn nach net laang genuch geschwat – bestëmmt dräimol gesot, datt dat hei kee Moyen wär, fir d'Kriminalitéit ze bekämpfen! An ech hunn och gesot, datt dat hei Gesetz sécherlech net perfekt wier a mer nach ganz vill aner Mesüre missen huelen.

Mee, Här Baum, ech géif Iech eng Kéier invitéieren. Mir kënne gär op Esch goen. Mee Dir kënnt och eng Kéier gär mat mir hei an de Garer Quartier goen. Da gi mer bei Leit, deenen et wierklech net gutt geet. A fir déi Leit ass d'ëffentlech Sécherheet e risege Problem. An et ass eis verdammte Verantwortung, do eppes dergéint ze ënnerhuelen!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir maacht awer keen Amalgam!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. An deen nächste Riedner ass den Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Diskussioun, déi mir haut féieren, ass keng nei. Mir haten eng änlech Diskussioun viru Kuerzem bei der Police locale, mir haten eng änlech Diskussioun viru Kuerzem beim VisuPol-Gesetz a mir hate se schonn 2022, wéi et iwwert den initiale Platzverweis gaang ass.

An ech soe ganz éierlech, et ass gutt, dass mir dës Diskussioun ëmmer erëm féieren. Et ass néideg, well et geet ëm eng fundamental Fro: Wéi fanne mir déi richteg Balance tëscht de Fräiheete vum Eenzelen an dem Recht vun deenen aneren, sech am ëffentleche Raum sécher a fräi beweegen ze kënnen?

Als liberal Partei ass et eis besonnesch wichteg, datt all Fräiheete respektéiert ginn. D'Fräiheet ass de Kär vun eiser politescher Identitéit. Mee meng Fräiheet hält do op, wou deem anere seng ufänkt.

Wann d'Liewensqualitéit vun de Leit ageschränkt gëtt, wann d'Leit sech net méi sécher fillen oder wa Mënschen an hirer Aarbecht gehënnert ginn, da muss eppes geschéien. Da kënnen mir net einfach nokucken oder Probleemer schéischwätzen, wéi dat heiansdo leider awer geschitt.

Här President, mir hunn an deene leschte Méint a Jore verschidde Mesüre gestëmmt, déi zesumme mat dëser eppes ännere sollen – ech hunn der grad schonn e puer opgezielt –, Mesüeren, déi de Leit e Sécherheetsgefëll vermëttelen an déi virun allem och um Terrain konkret eppes bewierke sollen.

Et gouf vun alle Säite Feedback, notament vun der Police, vu Commerçanten a vun de Bierger, datt den initiale Platzverweis an der Praxis net duergeet. Eng Gesetzgebung muss dynamesch sinn a sech un d'Realitéit vum Terrain upassen. An ech mengen, dass mir eis hei am Haus alleguerten eens sinn, datt konkret Probleemer an dësem Beräich bestinn. An do musse mir pragmatesch sinn. Et geet net duer, ëmmer nees iwwert déi eenzel Probleemer ze schwätzen, mir mussen och eppes maachen.

Här President, loosst mech op dëser Plaz och e Wuert un eis Police riichten. Dagdeeglech gi si gefuerdert a leeschten eng immens Aarbecht. Dat weist sech och am Vertrauen, dat d'Leit an eis Police hunn. Eng nei OECD-Studie confirméiert, dass 77 % vun de Lëtzebuerger Vertrauen an d'Police hunn. An dat soll och esou bleiwen: eng Police, op déi ee sech verlosse kann.

Mee elo stellt Iech d'Situatioun bildlech vir. D'Police ass op der Plaz. Si gräift an. Si ënnerbrécht d'Leit, déi d'ëffentlech Uerdnung stéieren. An déi selwecht Leit stinn zéng Minutten drop nees do, wéi wann näischt gewiescht wier.

Une voix | Très bien!

M. Luc Emering (DP) | Dat ass frustrant. Dat ass frustrant fir d'Bierger, déi sech froen: „Firwat geschitt näischt?“ Mee et ass och frustrant fir d'Police selwer, déi an dësem Sënn eng Sisyphusaarbecht leescht.

All déi verschidde Mesüeren, déi mir déi lescht Zäit gestëmmt hunn, fonctionnéieren nëmmen dann, wann d'Police och déi néideg Moyenen huet, fir sech duerchzusetzen. Dofir ass et eis Verantwortung als Legislatuer, der Police déi néideg Instrumenter an d'Hand ze ginn, fir dass si hir Aarbecht uerdentlech ka maachen.

Här President, loosst mech nach eng Kéier ganz kloer soen, wat dëse Projet mécht a wat en net mécht. D'Zil ass et, konkret problematescht Verhalen am ëffentleche Raum ze encadréieren, egal vu wem et ausgeet. Et geet net drëms – a loosst mech dat och ganz daitlech nach eng Kéier soen –, Aarmut ze penaliséieren, och wa verschidde Kritiker dat gäre behaupten. Mir wëssen, datt verschidde Persounen, déi vun esou Mesüre beträff kënnen sinn, a ganz schwéiere soziale Situatiounen liewen. An dat huele mer och eescht.

Dofir ass et wichteg, datt dëse Projet net als Reaktioun op sozial Probleemer verstane gëtt, mee als Instrument, fir konkret problematescht Verhalen vu jiddwerengem am ëffentleche Raum ze encadréieren.

Une voix | Très bien!

M. Luc Emering (DP) | Parallell dozou gëtt haut scho ganz vill fir Leit an Nout gemaach. An dat wäert och a muss och esou weidergoen.

Dëse Projet huet ganz ënnerschiddleche Feedback kritt. Et gouf immens vill positiv Réckmeldungen. Et gouf och Kritik, virun allem wat d'Proportionalitéit, d'Previsibilitéit an d'Rechtsgarantien ugeet. Dee Feedback gouf eescht geholl. Et gouf versicht, eng Balance ze fannen. An dofir sinn ech frou, datt mir an der Kommissioun, zesumme mat de verschiddenen Acteuren, natierlech ënner Berücksichtigung vun den Aweise vum Staatsrot, de Projet op verschiddene wichtige Punkten ugepasst hunn.

Et ass wichteg, datt déi néideg rechtsstaatlech Garantien erhalte bleiwen. An dat ass och hei de Fall. Et ass nämlech net esou, dass d'Police willkürlech an direkt eng Interdiction de lieu kann ausschwätzen. Et gëtt eng kloer Gradatioun. Als Éischt gëtt et e Rappel à l'ordre, duerno eng Injonction d'éloignement. An eréischt bei widderhueltem Verhalen gëtt eng Interdiction de lieu ausgeschwat.

An och hei gëtt et Ausnamen, wann zum Beispill d'Person am betreffenen Ëmkrees wunnt oder wa se beispillsweis e wichtigen Doktesch-Rendez-vous an deem Perimeeter huet. Et handelt sech also ëm eng punktuell Mesür, déi och punktuell agesat gëtt.

Eng weider wichteg Adaptatioun, déi gemaach gouf: Et handelt sech ëm eng administrativ an eng preventiv Mesür an net ëm eng penal Mesür. Dat ass e weesentlechen Ënnerschied!

Här President, dëse Projet steet net eleng. Wéi déi aner Mesüeren, déi Deel vun enger méi breeder Sécherheetspolitik vun dëser Regierung sinn, erënnere ech un de Prinzip vum deene véier P: méi Personal, méi Presenz, méi Proximitéit a méi Preventioun. Wéi d'Police locale, den Drogendësch 2.0 oder VisuPol muss och dëse Projet als Gesamtpak ugesi ginn. Selbstverständlech gëtt haut scho vill am Kader vun der Preventioun gemaach. Mam Drogendësch 2.0 gëtt e reegelméisseg Austausch tëscht den Acteuren um Terrain realiséiert. Nieft de Mesüeren, déi haut scho fir Leit an Nout bestinn, soll bis zum Enn vun dësem Joer och en nationalen Aktionsplan fir Sans-abrue vu Familljeminstère virleien.

Fir eng gutt zougänglech a preventiv Policeaarbecht um Terrain garantéieren ze kënnen, muss awer och weiderhin an de Rekrutement an an d'Moderniséierung vun der Police investéiert ginn. A selbstverständlech gëtt de Platzverweis renforcéiert och an d'Formation vum der Police mat integréiert, well en nohaltegt Resultat kréie mir just dann, wann all Puzzlestécker aneneeggräifen. Dofir muss mir och de politesche Courage hunn, dës Linn ëmzesetzen, an d'Preventioun an d'Repressioun do zesummeschaffe loosse, wou et néideg ass.

An et läit eis besonnesch um Häerz, dës Mesür och mat där néideger Transparenz ze begleeten, an dofir wäerte mer déi Motioun, déi den Här Mosar deponéiert huet, natierlech och matdroen an denken, dass dëst ganz wichteg ass.

(M. André Bauler prend la présidence.)

Här President, d'DP huet sech scho säit Laangem fir de Platzverweis agesat. An an deem Sënn sti mir och elo hannert senger Weiderentwécklung, mat kloer Reegelen, mat rechtsstaatleche Garantien a mat enger seriöser Evaluatioun. Mir sti fir eng räsonabel Sécherheetspolitik. Et geet drëms, d'Balance ze fannen zwëschen den individuellen Fräiheeten, der Eegeverantwortung an dem Wuelbefanne vun eiser Gesellschaft. Mir hoffen, dass dës Mesüeren, zesumme mat enger gudder Presenz um Terrain, dozou bäidroen, dass d'Leit sech am ëffentleche Raum erëm e Stéck méi sécher fillen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Emering. Ech gesinn, no Ärer Ried sinn hei zwou Wuertmeldungen. Den Här Sehovic wëllt Iech eng Fro stellen. Sidd Der domadder d'accord? Dat schéngt e Jo ze sinn. Dann däreft Dir Är Fro stellen, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Merci, Här Emering, dass Der d'Fro unhuet. Mir hunn an der Kommissioun ... Oder nee, ech fänken anescht un. Dir hutt et an Ärer Ried betount: Dir sidd eng Partei, där d'Fräiheet immens wichteg ass. Do hu mer an eiser Constitutioun – an dat war eigentlech de Kär vun den Diskussiounen zwéi Joer laang an der Kommissioun – eng Dispositioun, déi seet, dass Fräiheitsaschränkunge just ënner ganz strikte Konditiounen kënnen geneemegt ginn: Et brauch een e Gesetz, se mussen proportionell sinn, se mussen strictement nécessaire sinn an esou weider an esou virun. Dat war d'Schwieregkeet vun deem heite Gesetz an dat ass am Endeffekt och de grouse Meenungsënnerschied tëscht der Majoritéit an der Oppositioun hei.

Dir hutt et net hikritt, ze definéieren, wat dann dat problematescht Verhalen ass, dat Der wëllt sanctionéieren. A souwuel an der Ried vun Ärem Virriedner wéi an Ärer Ried hutt Der dat och haut nach net gemaach. Doweinst eng konkret Fro: Dir hutt e puermol vu problemateschem Verhalen am ëffentleche Raum geschwat. Kënn Der eis e puer Beispiller gi vu problemateschem Verhalen, dat Ärer Meenung no justifiéiert, eng Interdiction temporaire de lieu auszuschwätzen?

M. Luc Emering (DP) | Här Sehovic, ech soen Iech Merci fir d'Fro. Déi Fro ass berechtigt. Ech ginn Iech awer eng Fro zrëck: Ech mengen, Dir waart scho laang net méi op deene verschiddene Plazen, wou et kritisches ass – se goufe virdru vum Här Mosar genannt –, soss géngt Der Är Fro vläicht anescht formuléieren.

Fir mech ass dëst absolutt, absolutt strictement nécessaire, wéi Dir gesot hutt. Gitt kucken. Ech mengen, et war viru Kuerzem och e ganz interessant Gespréich um RTL, wou och verschidde Commerçante gesot hunn, dass, wa mueres hiert Personal ufänkt mat schaffen, se mol fir d'Éischt botze mussen, se d'Exkrementer ewechmaache mussen, déi sech dann iwwer Nuecht do ugesammelt hunn, vun deene Leit, deenen et net gutt geet, déi do an den Entréee loungen, a mir fannen dat net gutt. A wann Dir géngt do schaffen, géngt Der dat och net gutt fannen. A wann Der géngt do wunnen, géngt Der et nach manner gutt fannen. A wann Der Kanner hätt, déi do géifen an d'Schoul goen, da géngt Der déi Fro warscheinlech net stellen.

Merçi.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Dat war keng Äntwert!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Emering. Ech gesi keng weider Wuertmeldung méi. Da komme mer zum nächste Riedner. Dat ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet geet et ëm d'Sécherheet am ëffentleche Raum. A jo, d'Sécherheet am ëffentleche Raum ass wichteg. D'Leit hunn e Recht drop, sech sécher ze fillen, d'Sécherheetsbedürfnis, dat soll een net ignoréieren. An de Staat muss handlungsfäeg sinn an d'Police brauch Moyenen, fir kënnen op konkret Probleemer ze reagéieren.

Mee d'Fro ass: Ass dëse Projet déi richteg Äntwert? An do soe mir als LSAP ganz kloer Nee. Et brauch méi

wéi dës Moosnam, fir komplex Realitéiten ze léisen, well dës Projet setzt virun allem op Repressioun. Eng Äntwert, jo, op sozial Problemer mat engem Policeinstrument. An domat ginn déi Problemer bei Wäitem net geléist. Si ginn aus dem Bléckfeld gedréckt, si gi vun enger Plaz op déi aner verréckelt a verlagert.

A wa mir éierlech sinn, da wësse mir och, wien an der Praxis am meeschte vun esou Mesüre betraff ass. Dat si ganz oft – jo, et ass e puermol ugeklongen – Leit a Prekaritéit, Leit ouni Wunneng, Leit mat psychesche Problemer, Leit mat Suchtproblemer, Leit, déi am éffentleche Raum siichtbar sinn, well se keng aner Plaz hunn.

An hei läit fir eis ganz genee och de politeschen Ennerscheid: E Platzverweis däerf ni en Ersatz vun der Sozialpolitik sinn. Dës Majoritéit, de Minister gesäit eng Situatioun, déi d'Rou stéiert, hie gesäit den Trouble oder den Trouble grave à l'ordre public, hie gesäit Leit, déi net méi op där Plaz solle sinn. Mir gesinn d'Mënschen hannendrun a wéi ee mat hinnen ëmgeet. Mir gesinn eng Persoun, déi vläicht keng Wunneng huet, eng Persoun, déi vläicht mat enger Sucht kämpft, eng Persoun, déi vläicht psychesch net stabill ass, eng Persoun, déi vläicht néierens hi kann.

Dofir ass eis Fro net just: Wéi kréie mir déi Persoun vun där Plaz ewech? Eis Fro ass: Jo, wou soll se dann hin? Loosst eis ganz konkret e Beispill huelen: Eng Persoun huet ze vill gedronk. Si steet op enger Plaz, si jätzt, si ass ganz haart, si stéiert aner Leit. Dat ass sécher keng agreabel Situatioun. An natierlech muss d'Police kënnen agräifen, wann eng Situatioun eskaléiert oder wann aner Leit gestéiert oder menacéiert ginn. Mee wat geschitt dann? Déi Persoun gëtt dann elo fortgewisen. Si geet e puer Stroosse méi wäit oder an en anere Quartier, wou dat Verhale sech och widerhéit, mee si ass nach ëmmer alkoholiséiert, si ass nach ëmmer opgereegt an hirer Situatioun. Si jätzt dann eebe just halt op enger anerer Plaz, an engem anere Quartier. Hu mir domadder de Problem geléist? Nee, mir hunn en einfach just verlagert.

An dann déi nächst Fro: Wat ass, wann déi Persoun desorientéiert ass? Wat ass, wa si de Platzverweis net richteg verstanen huet oder richteg versteet? Wat ass, wa si kee feste Wunnsätz huet, keng kloer Plaz, wou si hi ka goen, an no enger Zäit deemt-sprechend nees op déi selwecht Plaz zrëckkënn? Ass dat eng bewosst Provokatioun? Ass dat eng grav Stéierung vum Ordre public, reng juristesche gesinn? Oder ass et eng sozial, medezinnesch oder psychesch Situatioun, op déi mir mat engem net adaptéierten Instrument äntwerten?

Dat ass genau de Problem vun dësem Projet. Hie mécht aus komplexe mënschleche Situatiounen eng Fro vum Fortweisen. Mee déi Persoun, déi verschwénnt net, hire Problem verschwénnt net, hir Sucht verschwénnt net, hir psychesch Situatioun, déi verschwénnt net. Si ass just einfach net méi do, wou se virdru war – aus den Augen, aus dem Sinn. An dat schaaft keng kloer an nohaltig Sécherheet!

An, Här Minister, wéi soll iwwerhaapt d'Effikassitéit vun dëser Mesür, wa se elo a Kraaft trëtt, gemooss ginn? Wéi mer als zoustänneg Kommissioun eng Visitt vum Garer Quartier gemaacht hunn, sot den d'Polizisten, déi dobäi waren, am Gespréich, dass se zwar vläicht sécher eng weider Handhab géife kréien, mee de Problem domadder en tant que tel sécherlech net geléist ass. Also an anere Wieder: Si als Acteuren um Terrain a vum Terrain gesinn och dës Mesür ganz kritesch.

Här President, loosst eis kuerz zrëckgoen op den éischte Platzverweis. Mir als LSAP waren deemools scho kritesch – dat ass also keng nei Positioun –, mee

deemools gouf op d'mannst e Pak mat ganzheetleche Mesüeren ausgehandelt. Do war net nëmme de repressiven Deel dran, den éischte Platzverweis, mee och preventiv, sanitär a sozial Mesüeren. An et war wichteg, dat ze maachen, well wann een d'Repressioun ausbaut, da muss och déi sozial Säit ausgebaut ginn. An elo stellt sech d'Fro: Jo, wou sinn déi sozial a sanitär Mesüeren drun?

Beim repressiven Deel, jo, do mierkt een et, dat geet jo ganz schnell virun. De Platzverweis gëtt verstärkt. D'Police kritt méi Méiglechkeeten. D'Interdiction temporaire de lieu gëtt agefouert.

Mee wou bleift déi aner Säit? Wou sti mer mam Drogendesch 2.0? Wéi wäit si mer mat de preventiven a soziale Mesüeren? Et ass virdru vum SAMU social geschwat ginn. Dat ass jo sécherlech net onwichtig. Mee dat geet awer vill méi wäit mat deene soziale Mesüeren.

Wou sinn déi konkret Opfangstrukturen? Wou ass déi holistesche Approche, déi grad an esou Dossieren néideg a wichteg ass? Wou ass een effektiv an der konkreter Ëmsetzung an deene verschiddene Ministeren? Et héiert een net vill.

D'Fro ass also gestallt: Gëtt et se nach? Well wann dat eent funktionéiert, da muss och dat anert kënnen mat funktionéieren.

A fir am Fong de Stand vun den Aarbechten zu de preventiven a soziale Mesüre méi genau ze analyséieren, wëll ech heimat eng Motioun mat der Ënnerstëtzung vun deene Gréngen a vun déi Lénk deposéieren, déi effektiv genau fuerdert, en État des lieux vun alle Mesüre vum Drogendesch 2.0 ze maachen, déi an deem Kontext anonciéiert goufen, an eng Presentatioun vun dësem Bilan an der Chamber ze maachen. Wannechgelift, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés, considérant

– que le présent projet de loi (n° 8426) introduit un renforcement du dispositif du Platzverweis ;

– qu'un État fort, démocratique et social ne peut pas se fonder uniquement sur des mesures répressives, mais doit également, et surtout, miser sur des mesures sociales et préventives ;

– que, dans cet esprit, lors de l'introduction en mai 2023 du premier dispositif du Platzverweis dans le cadre du projet de loi n° 7909, des mesures sociales et préventives avaient également été prévues ;

– que le PAN Drogendesch 2.0 s'inscrit dans la même logique, en prévoyant lui aussi une approche qui ne se limite pas aux mesures répressives, mais comprend également des mesures préventives, sociales et sanitaires ;

– que le PAN Drogendesch 2.0 comporte ainsi, à côté des mesures relevant de la sécurité et de la Police, également des mesures dans les domaines de la santé, de l'accompagnement social et de l'accueil,

invite le Gouvernement à

– dresser un état des lieux devant la Chambre des Députés concernant l'état d'avancement des travaux relatifs à l'ensemble des mesures prévues dans le cadre du PAN Drogendesch 2.0, ainsi que des mesures sociales, préventives et d'accompagnement développées dans le contexte du projet de loi n° 7909 relatif au Platzverweis.

(s.) Dan Biancalana, Marc Baum, Meris Sehovic.

M. André Bauler, Président de séance | Merci.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ouni Sécherheet gëtt et kee Friden – oder

éischer Zesummeliewen – am éffentleche Raum. Mee ouni sozial Mesüre gëtt et och keng wierklech Sécherheet.

Och dëst Gesetz passt – an hei stëmmen ech dem Här Emering net zou – an eng méi breet Tendenz: Amplatz sozial Problemer als sozial Problemer unzegoen, gi se als Sécherheitsproblemer ëmdefinéiert an dann och esou behandelt.

E Platzverweis gëtt kengem eng Wunneng. E Platzverweis behandelt keng Sucht. E Platzverweis léist keng psychesch Problemer. E Platzverweis kann eng Situatioun, jo, kuerzfristeg aus dem Bléckfeld huelen, mee en ännert näischt un den eigentlechen Ursachen, un eigentleche Situatiounen. Mam Platzverweis verschwénnt och net d'Aarmut an och net déi Mënschen, déi an Aarmut liewen. An dat ass fir eis den Hauptmessage: Méi Sécherheet entsteet net duerch méi Verdrängung!

Jo, repressiv Mesüre sinn ëmmer méi sichtbar. Et ass méi einfach ze soen: „Mir verstärken de Platzverweis, mir gräifen duerch, mir maachen eppes!“ Mee déi wierklech wichteg Mesüre sinn oft manner sichtbar a brauchen oft méi laang, fir ëmgesat ze ginn: Streetwork, Suchtberodung, psychesch Betreung, Noutstrukturen, sozial Presenz um Terrain, preventiv a sozial Mesüeren, notament nidderschwelleg Natur. Si brauchen oft méi laang Zäit fir ze gräifen, mee genau déi Mesüre maachen och um Enn ganz kloer den Ennerscheid.

Här President, nieft eethesche Bedenke gëtt et och seriö rechtsstaatlech Bedenken. Mir schätzen hei vun engem „trouble grave à l'ordre public“. Mee wat ass dat konkret? An déi Fro gouf méi wéi eng Kéier och an de verschiddenen Avisen zu dësem Gesetz gestallt. Geet et duer ze jären? Geet et duer, Leit ze stéieren? Geet et duer, sech op enger Plaz opzehalen, wou ee vun deenen anere Leit als stéierend empfongt gëtt? Wou ass do d'Grenz?

Dat ass net kloer genuch. An dat ass problematesch, well hei geet et ëm staark Mesüeren, déi gräifen. Eng Persoun ka fortgewise ginn. Ënner bestëmmte Konditiounen kann hir fir 15 Deeg verbuede ginn, an e bestëmmte Perimeter zrëckzekommen. Fir esou Mesüre brauch et also och kloer Krittären. Et brauch kloer Begrëffer. Et brauch Garantien. An et brauch Kontroll.

De Staatsrot an och déi aner Justizautoritéiten hunn net fir näischt ëmmer nees – ëmmer nees! – an hiren Avisen op déi Problemer higewisen.

De Projet, deen deposéiert gouf, ass net méi dee Projet, deen haut soll gestëmmt ginn. Duerch d'Avisen an d'Amendementen ass den Text staark ëmgeännert ginn. Et huet missen, jo, fatzeg nogebessert ginn. Wann een eppes positiv bewäerte wëll, da kann et wuel nëmme dëst sinn. Dat mécht en awer dofir fir d'LSAP net besser.

De Staatsrot an d'Justizautoritéiten hunn och méi wéi eng Kéier mat Bléck op d'Verfassung op d'Previsibilitéit an d'Proportionalitéit higewisen, dëst en lien eebe mat der Aschränkung vun de Fräiheeten. Si wéi och Associatiounen aus der Zivilgesellschaft an d'CCDH hunn och op de Risiko vu Willkür opmierksam gemaach.

Ufanga sollt – an ech mengen, virdrunner sot een, dass hei net penal bestrooft gëtt – d'Netanhale vum Platzverweis penal bestrooft ginn iwwer eng Geldstrof. Dat ass also effektiv elo net méi de Fall. Mee d'initial Ausrichtung war kloer déi, vulnerabel Mënschen, Mënschen an Nout, stroferechtlech ze belangen. Elo ass et just nach administrativ.

Ufangs sollt de Buergermeeschter eng zentral Roll kréien, duerno gouf seng Roll reduzéiert. Um Enn gouf se ganz gestrach. Ufangs war eng Interdiction temporaire de lieu bis zu 30 Deeg virgesinn, elo si mer bei 15 Deeg. An och bei der Notifikatioun gouf nogebessert.

Här Minister, bei dësem Projet hutt Der misse ferm zréckrudderen. Et ass net déi éischte Kéier. Mir hunn et jo och kloer gesi bei der initialer Ausriichtung vun der Unité de police locale. Ech mengen, déi war herno aneschtens wéi dat, wat initial virgesi war.

Dir leet ganz vill Wäert op rechtsstaatlech Prinzipien. Dir betount ëmmer erëm, wéi wichteg déi sinn. An do si mer och als LSAP ganz bei Iech. An dach goufe se beim initiale Projet, an dat gesäit een och an den Avisen, mat Féiss getréppelt. De Staatsrot an d'Justizautoritéiten hunn Iech méi wéi eng Kéier kloer drop higewisen. Mir hunn Iech als LSAP vun Ufank un drop higewisen. An et ass op alle Fall net op eis gelauschert ginn. Mee mir hate schlussendlech Recht!

Här President, mir gesinn als LSAP d'Problemer am effentleche Raum. Mir maachen a riede se net ze kleng. Mee dëse Projet äntwert fir eis mat ze vill Repressioun an ze wéineg mat sozialer Verantwortung.

Mir kënnen net nëmmen d'Fro stellen: Wéi kréie mir d'Leit vun enger Plaz ewech? Mir mussen och d'Fro stellen: Wou kënnen se hin? Wéi gëtt hinnen och deementspriedend gehollef?

Sécherheet a sozial Mesüre mussen zesumme geduecht ginn. Sécherheet a sozial Gerechtegkeet gehéieren zesummen. Do brauch et en Equiliber. Dee fanne mer hei net erëm.

Wann een nëmmen op de Platzverweis setzt, da kritt een um Enn net méi Sécherheet, mee just eng Verlagerung vum Problem. Dofir wéilt ech och an deem Kontext eng zweet Motioun deposéieren, wou mer fuerderen, dass dëst Gesetz deementspriedend no zwee Joer och soll evaluéiert ginn. Wannechgelift.

Motion 3

*La Chambre des Députés,
considérant*

– que de nombreux avis rendus par des institutions judiciaires et associatives, ainsi que par le Conseil d'État, ont souligné des critiques importantes quant à la mise en œuvre du présent projet de loi ;

– que, lors de la visite de la commission parlementaire dans le quartier de la Gare, les policiers présents ont également exprimé des incertitudes quant à l'application pratique et l'efficacité du Platzverweis renforcé,

invite le Gouvernement à

– évaluer, dans un délai de deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, l'efficacité des nouvelles mesures introduites par le présent projet de loi, notamment quant à leur application pratique, leur proportionnalité et leur impact sur le terrain, et présenter les résultats de cette évaluation à la Chambre des Députés.

(s.) Dan Biancalana, Marc Baum, Meris Sehovic.

M. André Bauler, Président de séance | Merci.

(Interruption)

M. Dan Biancalana (LSAP) | Jo, Dir hutt gefrot. Ech hunn Iech och – mir kënnen herno, wa mer doriwwer schwätzen, dorop zréckkommen – e puer Remarken zoukomme gelooss. Dorobber hunn ech keng Äntwert kritt, dofir deposéiere mir eis Motioun hei als LSAP, ënnerstëtzt vun déi gréng an och déi Lénk.

An ech kommen zu Schluss. Ech hat et ugangs gesot: Mir wäerten dëse Projet net matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Biancalana. Ech gesi Wuertmeldungen hei. Erlaabt Der, datt den Här Mosar Iech eng Fro stellt?

M. Dan Biancalana (LSAP) | Natierlech.

M. André Bauler, Président de séance | A spéider den Här Weidig?

M. Dan Biancalana (LSAP) | Gären.

M. André Bauler, Président de séance | Gutt, da fänke mer mam Här Mosar un.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Här Biancalana, ech hunn Iech opmierksam nogelauschert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Dat ass gutt esou.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Ganz interessant. Dir hutt ganz vill hei iwwer Täter geschwat, iwwer vulnerabel Leit. Där gëtt et sécherlech eng ganz Rei, och bei den Täter.

Wat ech awer komplett vermësst hunn: Dir hutt kee Wuert iwwert d'Affer gesot vun deenen Incivilités – kee Wuert!

Ech hu virdrun hei eng ganz Rei vu Leit opgezielt, siefen dat Fraen, déi domm ugemaach ginn, jonk Leit, déi och permanent harceléiert ginn, aggresséiert ginn, an der Stad, op de Kiosken, Leit, déi sech do ... Ech wëll dat elo net alles beschreiwen.

Wat äntwert Dir deene Bierger, déi och e Recht hunn op Rou, op Liewensqualität? Wat äntwert Dir deenen?

(Interruption par M. Dan Biancalana)

Eleng nëmmen hei ze soen: „Dat sinn alles vulnerabel Leit“, Här Biancalana, ass sech d'Saach e bëssen einfach gemaach!

M. Dan Biancalana (LSAP) | Villmools merci, Här Mosar, fir déi dote Fro.

Ben, ech mengen, Dir wësst jo, mir hunn e Code pénal. Wa Leit aggresséiert ginn, egal wéi eng Qualitéit se hunn, hu mer e Code pénal, deen Äntwerten dozou ka ginn. Dir sidd zwar natierlech dann der Meenung, dass effektiv d'Justiz ze lax mat deenen Auteurs vun Infractionen ëmgeet, mee de Code pénal kann do ganz kloer agéieren, mengen ech. Aggressiounen sinn effektiv stroferechtlech aandbar.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Da wier et nach um Här Weidig, mat der Erlabnis vum Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Jo.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, datt ech d'Fro stelle kann. Dir sot, datt mer Leit wéi och Drogenoffhänger musse méi Hëllef ginn, an datt, wa mer Hëllef ginn, dann de Problem geléist ass. Ech mengen, Dir hutt vollkomme Recht, datt eis Gesellschaft soll all Leit an Nout Hëllef ubidden. Mee souwäit ech dat gesinn – an och an der Stad –, si ganz vill Leit, déi déi Hëllef einfach refuséieren. Déi soen einfach: „Nee, ech wëll déi Hëllef net.“ A si maachen einfach esou weider, wéi se dat wëllen. Wéi ass et da mat deene Leit? Déi sinn dach immun géint sozial Mesüeren? Wat maacht Der da géint déi?

M. Dan Biancalana (LSAP) | Keen ass immun géint sozial Mesüeren. Wann Der Iech e bësse mat der Sozialaarbecht a mat psychologescher Aarbecht auserneesetzt, da wësst Der ganz genau, dass dat Leit sinn,

déi komplex Situatiounen erliewen. An do geet et net duer, beim éischte Constat, wou se Nee soen, ze soen: „Ok, déi Leit loosse sech net hëllefen.“ Do muss een oft laang insistéieren, fir se aus hirer Situatioun erauszehuelen.

Ech mengen, dass do engersäits d'Fachkenntnis vun deene Leit, déi um Terrain schaffen ... Ech schenken deene méi Vertraue wéi Dir, well déi wësse ganz genau, wou se kënnen usetzen. Op alle Fall brauch een do, grad eebe wéi ech virdru gesot hunn, bei soziale Mesüeren e vill méi laangen Otem wéi bei repressive Mesüeren!

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Biancalana. An als nächste Riedner ass den honorablen Här Tom Weidig agedroen. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Härren Deputéiert, als ADR-Deputéierten an als Stater Gemeengeconseiller ënnerstëtzen ech de Projet de loi 8426 fir den erweiderte Platzverweis voll a ganz. An ech gratuléieren och dem Här Mosar an dem Här Emering fir hir exzellent Rieden, déi se gemaach hunn. Endlech kritt d'Police en effikast Instrument, fir datt nees méi Uerdnung a Sécherheet an den effentleche Raum kënn. Dat gëllt besonnesch fir d'Stater Gare, mee och fir d'Gare a menger Heemechtsstad Esch an op ganz villen anere Plazen am Land, wéi zu Ettelbréck.

Mir als ADR soe klipp a kloer: D'Strooss gehéiert virun allem den Awunner an de Bierger, déi all Dag do schaffen. Si schaffen de ganzen Dag, fir eis Gesellschaft weiderzebréngen, oder se wëllen hir verdéngte Pensioun genéissen. Et kann net sinn, datt aner Leit, vun deenen der vill ouni Bezuch zur Stad sinn, wéi d'Madamm Polfer gesot huet, eis Stroosse kontrolléieren an de Leit hiert Liewe systematesch stéieren.

D'Awunner vun der Gare leiden all Dag. Entrée blockéiert a mat Urin an Exkrementer verschmotzt. Et gëtt randaléiert, si ginn aggressiv géint sech selwer vir, et fënn ee Sprézen an et gëtt och gedealt. A gare la Minn, wann s de eppes sees! Ech hat emol gewot, eng Kéier ze soen: „Kanns de wannechgelift däin Dreck vum Buedem oprafen!“, an eng Kéier: „Sidd wannechgelift e bësse méi lues!“ Ech si gottseidank nach dervu komm, mee hiert Gebrëlls hunn ech nach 200 Meeter weider héieren.

Et kann net sinn, datt esou Leit eisen effentleche Raum kontrolléieren. Ech widerhuelen, de Raum gehéiert den Awunner, deenen, déi do schaffen an déi do laanscht ginn! D'Kontroll iwwert den effentleche Raum muss bei de Bierger a bei der Polizei leien an net bei aggressive Leit, déi d'Uerdnung an d'Sécherheet stéieren, vill vun deenen ouni Wunnsätz hei am Land. Et ass erstaunlech, datt et Joren dauert, bis mir endlech e Gesetz hunn, dat der Police méi Moyene gëtt fir ze handeln.

A wien ass Schold drun? De lénke Block, déi sougenannten „Zivillgesellschaft“ an Aktivisten an de Meeiden. Déi sougenannte „Menscherechtskommission“, déi awer éischter als e lénken, gréngen, woken Think Tank handelt wéi als eng neutral Instanz, ass besuergt ëm Mënscherechter. Ech froen: A wéi ass et mat de Mënscherechter vun den Awunner op der Gare? Wéi ass et mat de Mënscherechter vun eelere Fraen, déi mir erzielen, datt se Angscht hunn, owes op d'Strooss ze goen? Dat ass hinne scheinbar egal a si erwänen et och net vill. D'Léisungsvirschléi aus dem lénken Eck sinn net nëmmen naiv an onrealistes, mee och hypokritesch.

An der Kommissioun hunn déi Gréng no méi soziale Moosname gefrot. Dat ass scho kuriéis, well am Stater Gemengerot héieren ech vun deene Grénge haaptsächlech eppes iwwer Vëlospisten a wéi een nach méi Parkplazen ewechhuele kann oder wéi een nach méi Zon 30 maache kann. A firwat fuerdere se dann do net méi sozial Mesüeren? Firwat brénge se do keng nei konkreet Léisungsvirschléi? Well se ganz genau wëssen, datt d'Stad Lëtzebuerg ganz vill Méiglechkeeten ubitt, fir Leit an Nout ze hëllefen. Ech géif souguer soen, datt d'Stad Lëtzebuerg ee vun de beschte soziale Systemer hei am Land huet, fir Leit ze hëllefen.

D'Madamm Cahen an och hir Virgängerin, d'Madamm Mart, probéieren awer elo wierklech alles, fir Hëllef unzibidden. D'Realitéit ass einfach, an d'Madamm Cahen huet dat och am Gemengerot gesot: Vill Leit wëlle sech net hëllefe looslen! Dat ka vill Grënn hunn, etweeder well se esou entscheet hu fir sech selwer, an da musse mir dat akzeptéieren, oder well se psychiatresch Stéierungen hunn a refuséieren, sech behandelen ze looslen, oder well se einfach ongestéiert hire kriminellen Aktivitéiten nogoe wëllen.

A ween ass Schold un hirer Situatioun? Keen! Keen ass Schold drun. Et gëtt genuch sozial Mesüeren. Mee et kann net sinn, datt de Bierger, deen de ganzen Dag schafft an owes zrëckkënn, vun deenen dann absichtlech belästegt gëtt. A jo, ech soen absichtlech, well och wann s de zum Beispill obdachlos bass, och wann s de drogenohängeg bass, muss de dech net esou derniewent behuelen, fir aner Awunner ze stéieren. Du muss net randaliéieren, du muss net Entrée blockéieren, du muss net do urinéieren, du kanns och bei den nächste Bam goen. Du hues de Choix, dat net ze maachen. An duerfir muss eng Gesellschaft och esou Verhalen net toleréieren an net akzeptéieren.

Et ass moralesch richtig, méi strikt Mesüeren ze huelen. Et muss een hir Fräiheeten aschränken, well soss sinn d'Fräiheete vun deenen aneren, vun den Awunner, vun den eeleren Awunner zemoos, beschränkt. An duerfir wäerte mir dese Gesetzesprojet matstëmmen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Weidig. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Meris Sehovic agedroen. Här Sehovic, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Dir wësst, wéi ee seet: Eigenlob stinkt. Wësst Der, wat nach méi sténkt? D'Luef vun de Rietsextreemen.

Plusieurs voix | O! O Mamm, o Mamm!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | An domadder zu menger Ried. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Hei ass elo gemaach ginn an där Debatt, wéi wann et zwou Säfte géng ginn an deem heite Sall: déi eng, déi fir d'Awunner schaffen, fir déi Leit, déi concernéiert si vun all deene Saachen, déi beschriwwen gi sinn an déi verurteelenswäert sinn a géint déi een onbedéngt muss virgoen a géint déi mir och wëlle virgoen, an déi aner, déi vulnerabel Leit oder Krimineller oder ween och ëmmer – wéi och ëmmer Dir se definéiert – wëlle schützen an deenen déi aner egal sinn.

Mee dat ass guer net de Kär vun der Debatt hei! Ech soen dat als Vertrieeder vun enger Partei, déi den ursprüngleche Platzverweis agefouert huet – mat all senger Schwächen, déi en huet! An et hätt ee kënnen de Wee goen an engem Rechtsstaat, wann ee sech dem Rechtsstaat verbonne fillt, fir sech seriö domat

auserneezenesetzen, an op där Basis versichen, eng richtig Verbesserung ze maachen.

Mee dat hutt Der net gemaach. De Collectif Vocho huet et a sengem Avis zu deem Text wierklech op de Punkt bruecht: e „projet de loi potentiellement liberticide“. An dat ass de Problem! Dat ass de Kär vum Problem vun deem Gesetz!

D'Ursaache vun der Unsécherheet – Aarmut, Wunnengsnout, Sucht, feierend Perspektiven – ginn net ugepak. Amplaz ginn déi aus dem öffentliche Raum verdrängt, déi eis un des Problemer erënneren. Den Text, dee mer hei virleien hunn, reit sech an an eng ganz Rei vu Restriktiounen eigentlech, déi des soi-disant liberal Regierung eise Biergerinnen a Bierger an deene leschte Joren zougumutt huet.

An ier ech op d'Detailer aginn: Firwat ass dat net just eng Fro vu Semantik? De Conseil d'État huet et selwer an engem vu senger villen Avisen an deem Dossier esou formuléiert, Zitat: „Toute limitation de l'exercice de ces libertés publiques n'est valable que si elle respecte le cadre tracé par l'article 37 de la Constitution, qui reprend les critères définis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.“ Mat anere Wiederer, all Aschränkung vun de Grondrechter muss gesetzlech virgesinn, proportionéiert a fir d'Biergerinnen a Bierger previsibel sinn. Dat ass keng Formalitéit, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vun der Majoritéit, dat ass de Mindeststandard vum Rechtsstaat. A genee dese Mindeststandard konnt dese Projet de loi vun Ufank un net erfüllen. An all d'Avisen hunn drop higewisen.

An der Kommissioun stoung eigentlech eng zentral Fro am Endeffekt am Mëttelpunkt: Wéi gëtt dat Verhalen definéiert, dat e Platzverweis an eng Interdiction temporaire de lieu géng justifiéieren? Déi éischt Formulierung vum Minister, „troubles à la tranquillité, salubrité ou sécurité publique“, war dem Staatsrot ze vag. D'Majoritéit huet se duerch „ordre public“ ersat, ouni domat méi Präzisioun ze schafen, wéi de Conseil d'État dat och ausdrécklech ugemierkt huet.

Eréischt mam Zousaz „grave“ ass d'Opposition formelle gefall. No bal zwee Joer Pingpong tëscht Majoritéit a Staatsrot ass also ee Wuert derbäikomm, ouni datt de Bierger wierklech méi Rechtssécherheet kritt. Dobäi hätt et kënnen anescht goen. De Staatsrot huet et selwer proposéiert, fir zum Beispill déi ze sanktionéierend Verhalensweisen einfach opzelëschen a se kloer an d'Gesetz ze maachen, fir dass d'Leit Previsibilitéit hunn. De Minister huet dat ignoréiert. Dobäi hu mer e Projet de loi 8335, vun engem grénge Minister nach, iwwert d'Sécherheet am öffentliche Transport, wou gewise gëtt, wéi dat kéint goen, wou all Infraktioun kloer beschriwwen ass a mat enger Sanktioun beluecht gëtt, soudass de Bierger genee weess, wat verbueden ass a wat net. Wa mer dat fir den öffentliche Transport hikeréien, da misste mer et dach och hei hikeréien!

Ech wëll eppes Positives ervirsträchen: Eng vun de problemateschsten Dispositiounen, d'Interdiction temporaire de lieu duerch de Buergermeeschter ouni gerichtlich Kontroll, ass gestrach ginn, dat leider net op Initiativ vun der Regierung, mee nodeems de Conseil d'État a souguer de Syvicol sech dergéint ausgeschwat hunn.

Zanter Juli 2024 huet de Conseil d'État rekordverdächtig dräimol seng Opposition formelle oprecht erhalten. D'CCDH huet an zwee Avisen ëmmer erëm festgestallt, datt hir Recommendationen aucunement berücksichtegt goufen. D'Justiz, vum Parquet général bis zum Tribunal d'arrondissement, huet praktesch Bedenken opgeworf, déi nëmme punktuell ugepaakt goufen.

D'Muster ass ëmmer nees dat selwecht. Et gëtt just esou vill geännert, wéi néideg ass, fir eng Opposition formelle aus dem Wee ze raumen, ni méi, ni eng méi déif Auserneesetzung mat der Substanz vun de Bedenken. Dat ass net d'Handschrëft vun enger Regierung, déi de Rechtsstaat eescht hält.

Une voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Iwwerzeegung hannernt deem Gesetz ass eng einfach: Méi Repressioun bréngt automatesch méi Sécherheet! Mee ier mer eng weider repressiv Mesur stëmmen, sollte mer eis froen, ob déi virdrun da schonn eppes bruecht hunn.

Zwou konkreet Geschichten aus dem Garer Quartier, déi rezent an der Press erzielt gi sinn, ginn do eng kloer Äntwert.

D'Geschäftsfra an d'DP-Gemegeconseillère Anne Kaiffer huet hir Metzlerei am Garer Quartier dëst Joer definitiv zougemaach. Wirtschaftlech Grënn hunn eng Roll gespillt, mee si mécht kee Geheimnis draus, dass och d'Entwécklung vum Quartier ausschlaggebend ass.

Als Gemegeconseiller vun der eegener Majoritéit stellt se selwer fest, Zitat: „Es bringt ja nichts, Geschichten zu erzählen, wenn die Realität eine andere ist.“ Dat selwecht Bild huet eis honorabel Kolleegin Barbara Agostino rezent an engem Interview gezeecht. An net méi spéit wéi haut de Moien huet se et an engem Radiointerview op de Punkt bruecht. Ech zitieren nach eng Kéier: „Ech wëll méi Educatoren, méi Preventioun, net méi Police.“

Wann des zwou DP-Politikerinnen a Geschäftsfrae selwer mat hirer aldeeglecher Erfahrung um Terrain feststellen, datt déi bestoend Moosnamen an déi blann Repressiounspolitik vun der CSV/DP-Majoritéit d'Situatioun net verbessert hunn, firwat soll dann des Chamber elo mengen, nach en zousätzlecht repressiivt Instrument mat rechtsstaatleche Bedenke géif elo all eis Problemer léisen?

De Prinzip vum der Noutwendegkeet verlaangt awer genee des Fro. Géife manner agräifend Mesüeren, Preventioun, Sozialpolitik, kloer opgeléicht Infractiounen net vläicht duergoen? Op déi Fro gëtt des Regierung ëmmer nach keng Äntwert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Ech verstinn an ech deelen ausdrécklech de Wunsch no méi Sécherheet an eise Stied an an eise Quartieren. Mee e Gesetz, dat no zwee Joer nach ëmmer op vage Begrëfflechkeeten opbaut, dat keng iwwerzeegend Äntwert op d'Fro vun der eegener Effikasitéit gëtt an dat vun engem Minister virugedriwwen gëtt, deen d'Bedenke vum Conseil d'État, vun der Justiz a vun der Zivilgesellschaft nëmme esou wäit ophëlt, wéi et formal néideg ass, kënnen mir Gréng ganz sécher net matstëmmen.

Bevir ech ophalen an Iech Merci soen, deposéieren ech nach eng Motioun, zu där ech dann duerno e puer Erklärungen ginn. An ech soen Iech Merci.

Motion 4

La Chambre des Députés,

– considérant le vote du projet de loi n° 8426 visant à élargir le champ d'application du «Platzverweis» et à introduire une interdiction temporaire de lieu à l'encontre des personnes troublant de manière répétée l'ordre public ;

– considérant que les réponses purement répressives ou de déplacement géographique ne permettent pas de traiter les causes de l'exclusion sociale, du sans-abrisme, de la mendicité de survie ou des addictions ;

– constatant que la Ville de Luxembourg ainsi que d'autres communes connaissent depuis plusieurs années une concentration visible de personnes fragilisées dans leur espace public ;

– considérant que cette situation affecte à la fois les personnes directement concernées ainsi que les riverains, les commerçants, les visiteurs, les transports publics, les agents communaux et les travailleurs sociaux ;

– rappelant que la concentration de la majeure partie des structures d'aide existantes dans la capitale crée une pression disproportionnée sur certains quartiers et qu'une réponse durable suppose une meilleure répartition territoriale des structures de soutien ;

– considérant que l'approche « Housing First » repose sur l'accès rapide à un logement stable, accompagné d'un soutien social et médico-psychologique, sans condition préalable d'abstinence ou de parcours progressif en hébergement ;

– considérant que le modèle zurichois ou suisse de politique en matière de drogues est généralement structuré autour d'une approche intégrée combinant prévention, thérapie, réduction des risques et action ciblée contre les trafics et formes de criminalité liées,

invite le Gouvernement à

– présenter dans les meilleurs délais une stratégie de décentralisation des structures de soutien dans plusieurs communes, comprenant notamment des accueils de jour, des possibilités d'hygiène, des permanences médico-sociales et des espaces de repos ;

– créer davantage de structures spécialisées pour publics spécifiques, notamment les jeunes adultes et les femmes sans domicile fixe ;

– flexibiliser les horaires d'ouverture des lieux d'accueil existants ;

– appliquer l'approche « Housing First », en prévoyant un programme pluriannuel doté d'objectifs chiffrés, de logements réservés, d'équipes mobiles pluridisciplinaires et d'un financement étatique stable, afin de permettre une sortie durable du sans-abrisme ;

– mettre en place un projet pilote inspiré du modèle zurichois, combinant prévention, thérapie, réduction des risques et action ciblée contre les trafics et formes de criminalité liées ;

– associer les habitants, commerçants, travailleurs sociaux, personnes concernées et associations de quartier à l'élaboration des mesures, afin de répondre à la fois aux besoins de sécurité, de dignité, de tranquillité publique et de cohésion sociale ;

– améliorer l'articulation entre Police grand-ducale, travail social et santé publique, afin que les interventions dans l'espace public ne se limitent pas au déplacement des personnes concernées, mais permettent une orientation réelle vers des solutions d'hébergement, de soins, de stabilisation et de sortie de rue.

(s.) Meris Sehovic, Marc Baum, Djuna Bernard, Dan Biancalana.

M. André Bauler, Président de séance | Merci. Merci, Här Sehovic. An als nächste Riedner ass agedroen den honorabelen ...

(Interruption)

A, ech gesinn, do sinn eng Rei Froen.

Mme Lydie Polfer (DP) | Kann ech den Här Sehovic ...

M. André Bauler, Président de séance | Erlaabt Der, datt d'Madamm Polfer Iech fir d'éischt eng Fro stellt?

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Ganz, ganz gären. Ganz, ganz gären.

Mme Lydie Polfer (DP) | Den Här Sehovic huet ganz zu Recht drun erënnert, datt 2022 effektiv dat Gesetz vum éischte Platzverweis ënner engem grénge Polizeiminister gemaach ginn ass.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo.

Mme Lydie Polfer (DP) | An ech hunn déizäit eeben an där Fonctioun, déi ech och elo nach hunn, awer och du schonn intervenéiert a genau dat gesot, wat souwuel d'Madamm Kaiffer, awer virun x Joren ech scho gesot a geschriwwen hunn der Police, an ech hat gesot, datt dat méi soll applizéiert ginn. An du kréien ech schrëfflech vun der Police geäntwert, ech misst dann dat Gesetz awer nach eng Kéier liesen, well do géif drastoen, an ech zitëieren Iech et, dat hutt Der net gelies: „Sivant la loi, la Police peut rappeler à l'ordre la personne [...], la Police peut enjoindre la personne de s'éloigner des lieux [...], la personne peut être éloignée, au besoin par la force.“ Dat heescht, et ass insistéiert ginn, datt se dat nëmme „kéint“, an datt et also an hirem Ermessensberäich ass, ob se intervenéieren oder net. An datt dat effektiv net oft genuch gemaach ginn ass, do si mer eis ganz eens, an do deelen ech d'Meenung vu mengen zwou Parteikolleeginnen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Ech weess elo net genau, Madamm Polfer, wou d'Fro elo war.

Mme Lydie Polfer (DP) | Mee ob Der dat géingt wëssen, datt et effektiv motivéiert ginn ass, firwat datt net méi intervenéiert gouf.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Mee do si mer jo och nach, do si mer jo ... Ech hu jo selwer gesot: Mir hunn e Gesetz gemaach, e grénge Policeminister huet de Platzverweis agefouert an huet sech déi Méi gemaach ze versichen, dat am Equilibre ze hale vum Rechtsstaat. Dofir hu mer eis esou schwéier gedoen an deenen Diskussiounen an de Joren 2021, 2022.

Ech hu jo gesot, dass, wann een hätt wëlle seriö un dat Gesetz goen a kucken, wéi een dat ka verbessern, dann hätt een dat kënne maachen, dann hätt ee kënnen aner Majoritéiten an deem Haus siche wéi mat deene Rietsextreemen hei.

Plusieurs voix | O!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Dann hätt ee kënnen eng seriö Auserneesetzung féieren iwwert ...

Mme Lydie Polfer (DP) | Nee, nee!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Dann hätt ee kënnen eng seriö ... Ben, dat ass awer d'Realitéit haut!

M. André Bauler, Président de séance | Wannech gelift! Bleift beim Sujet, Här Sehovic.

Mme Lydie Polfer (DP) | Nee, dat ass net d'Realitéit!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Dat ass awer d'Realitéit vum Vott haut, dat ass awer d'Realitéit vum Vott. Et hätt ee missen – well mer hei an engem sensibelen Beräich si vum Rechtsstaat, bei de Grondfräiheeten – sech d'Méi maachen, fir dat dote ganz am Detail ze kucken. Wéi gesot, mir hunn hei an der Chamber, am legislative Prozess, Beispiller, wéi een et hätt kënne maachen. De Staatsrot huet méi wéi eng Kéier gefrot, dass een op dee Wee geet.

Dir hutt dat an der Majoritéit ignoréiert. Dat war de Choix, mee dat sinn dann déi Majoritéiten, déi dobäi entstinn. Dat ass leider esou.

M. André Bauler, Président de séance | Dann hätt den Här Weidig nach eng Fro. Erlaabt Der déi?

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Selbstverständlech.

M. André Bauler, Président de séance | Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci. Ech hunn hei där Ried nogelauschert an Dir hutt kritiséiert ..., do, do, do an esou weider. Ech hunn awer just keng konkreet Léisung gesi fir d'Geschäftsleit, déi moies dohinner kommen a deenen hir Entrée voll ass mat Urin, Exkrementer, oder wann aner Leit halt moies schaffe kommen, déi dat och gesinn.

An duerfir ass meng Fro: Wat sinn dann Är konkreet Proposen? Wat sinn dann déi konkreet Propose vun Är lénksextremer Partei?

(Hilarité)

Une voix | Géff net frech hei!

(Hilarité et brouhaha)

M. André Bauler, Président de séance | Sou, et ass elo um Här Sehovic, eng Äntwert ze ginn, an ech bieden em e bësse méi Rou am Sall. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Ech wunnen elo net op der geféierlechster Plaz vu Lëtzebuerg hei an der Stad Lëtzebuerg. Ech wunnen zu Esch, wou ech mech relativ sécher spieren. Mee ech wëll awer net verheemlechen, dass ech virun eise Appartementsgebai och mat deenen dote Situatiounen ëmmer erëm konfrontéiert gouf. An dowéinst wëll ech och fir déi Leit, déi hei nolauschteren, dat guer net relativéieren. Wann ee mat sengem Kand aus dem Haus geet an do leie Sprëtzen oder do ass Kot: Dat ass net akzeptabel! Dat ass awer net d'Ausernanersetzung hei. Dofir hu mer jo versicht, mat engem Gesetz do eng Léisung ze fannen.

Elo kann een driwwer streiden. An ech mengen, dass mer eis zu groussen Deeler eens sinn, dass de Platzverweis, esou wéi mir e gemaach hunn, warscheinlech hätt missen op verschiddene Plazen nogebessert ginn.

Dee Wee hätte mer kënne matgoen. Mee dat hätt ee missen am Respekt vum Rechtsstaat maachen. An dat ass hei net geschitt. Wéi gesot, mir hunn hei eng Definitioun, wou kee Mënsch weess, wéi e sech da lo soll verhalten, wéi e Verhale sanktionéiert ka ginn, wéi eent net. Mir dinn d'Polizistinnen an d'Poliziste leed, déi dat an hirem Alldag mussen applizéieren an Zukunft.

D'Léisung ass och eng Garantie, dass jidderee ka bei sech heem erakommen, dass en en Zougang huet zu senger Wunneng an dass en dat an Dignitéit ka maachen. D'Léisung ass awer och „Housing First“, eng sozial Offer an esou weider an esou virun. Mir wäerte bei de Motiounen nach doriwwer schwätzen, dofir ginn ech elo net méi an den Detail an.

Mee nach eng Kéier: Hei ass net den Ënnerscheed tëscht deenen, déi de Kot virun der Entréesdier akzeptéieren, an deenen, déi en net akzeptéieren. Mir fannen dat allegueren hei net akzeptabel. Den Ënnerscheed haut hei ass: Déi, déi de Rechtsstaat seriö huelen a schützen wëllen, an déi, déi bereet sinn, e fir Applaus aus engem gewëssenen Eck dann eeben e bëssen ze relativéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Ganz gutt!

M. André Bauler, Président de séance | Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen agedroen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, am Ufank vun dese Verbesserung vum Gesetz stoung jo eigentlech eng Demande vum Policecorps. De Policecorps ass komm an en huet der Chamberskommissioun gesot, dass de Platzverweis, wéi en do ass, net esou funktionéiert, wéi si et erwaart hunn an



dass mer de Leit an den eenzelne Quartieren uechtert d'Land net esou kennen hëllefen, wéi et eigentlech d'Zil vun deem Platzverweis war.

Sou. Du koumen natierlech e puer Texter, déi herno och nach eng Kéier verwäsch gi sinn. An elo hu mer haut e Projet hei leien, dee mir och esou wäerte matstëmmen, well ee vun de gréisste Kritikpunkten nämlech erausgefall ass. Dat ass, dass de Buergermeeschter entscheet hätt. Vun Ufank un hunn ech an der Kommissioun gesot, dass dat fir eis Piraten net de richteg Wee gewiescht wär, mee dass mer vollst Vertrauen an eis Police hunn, déi elo déi Entscheedunge wäert treffen. An et si jo och d'Policebeamten, déi gefrot hunn, fir dës nei Moosnamen ze kréien.

Well fir d'Police ass et net schéin. A mir waren de Garer Quartier kucken. De Minister war mat. Do huet d'Police ... Virdrun huet een hei eng Geschicht gezielt. Also, mir hunn d'Polizisten eppes ganz aneres gezielt. Mir hu se gezielt, si géifen do Leit fänken, an op eemol wäeren déi dann no fënnel Minutten – dat ass elo iwwerdrifwen, mee den aneren Dag – erëm do.

D'Awunner hunn eis dat selwecht gesot. D'Awunner hunn eis ugehalen. Ech weess jo och, wéi et ass: Wéi mir déi Visitt gemaach hunn, ass d'Police zéng Minutte virdrun eng Kéier duerchgaangen, fir dass et net ze vill schlëmm wär, wéi mer sollte goen. Mir wësse jo alleguerten, wéi et ass.

Wou d'Police net dermat gerechent hat, ass, dass Awunner eis ugehalen hunn a mat eis geschwat hunn an eis wierklech gesot hunn, wéi d'Realitéit ass. An déi ass net esou, wéi Dir elo vu Gréng oder Rout hei wollt verzielen. Also, et muss een awer och éierlech sinn.

De Garer Quartier ass haart am Moment. An dat heiten ass eng vun de Moosnamen, déi ee kann huelen.

(Interruption)

Bon, ech kann och soen, dass et zu Péiteng haart ass. Ech kann awer net soen, dass et esou haart ass wéi am Garer Quartier. Dat wär gelunn.

(Interruption par M. Franz Fayot)

Also, Här Fayot, ech hu vun Iech rezent en Artikel gelies, wou Dir gefrot hutt, dass méi gemaach gëtt, wou Der kritiséiert hutt, dass do Droge leien, dass et net propper wär.

Haut ass hei e Projet, wou een eng Moosnam kritt, fir dat ze maachen, wat Dir am Artikel gefuerdert hutt. Elo stëmmt Der et haut net mat!

M. Franz Fayot (LSAP) | Neen. Et ass och net déi richteg Léisung!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech weess, an der Press war et gutt ukomm fir ze soen, dass d'LSAP an der Stad eppes wéilt maachen. Jo, dat ass richteg.

M. Franz Fayot (LSAP) | Dir hutt dat net richteg gelies. Dir sot egal wat!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ma sécher. Wat huet Der am Artikel gesot? Am Artikel hutt Der kritiséiert, dass et ze knaschteg op der Gare ass. Dass do Saache leien. An dass do Kriminalitéit ass.

Also, esou hunn ech den Artikel an Erënnerung.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, mee dann hutt Der en net verstanen!

M. Marc Goergen (Piraten) | Dann hunn ech en net verstanen. Warscheinlech huet d'ganz Land net verstanen, op wat Dir eraus wollt.

M. Franz Fayot (LSAP) | Nee, Dir hutt e just net verstanen!

M. Marc Goergen (Piraten) | Et war warscheinlech e schéine Coup, fir sech der Madamm Kaiffer an aneren

unzeschlëssen, soudass Der och eng Kéier wollt Iech do zu Wuert mellen.

(Interruptions)

M. André Bauler, Président de séance | Här Goergen, kommt elo nees zu Ärem Exposé zeréck!

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass awer ... Et ass net bëlleg! Et muss ee ganz kloer soen: Déi viregt Regierung huet et verbockt, der Police déi richteg Moosnamen ze ginn, fir fir Sécherheet hei am Land ze suergen. Ob dat de Platzverweis ass oder ob dat aner Moosname sinn.

Ech si frou, dass den Här Gloden dat elo an d'Hand hält. Ech sinn net averstane mat allem, wat den Här Gloden mécht, also keng Suerg.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Awer bal, awer bal!

M. Marc Goergen (Piraten) | Awer mat villem!

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Et gëtt awer ëmmer besser, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Mee op d'mannst mécht en eppes, well wat virdrun ënnert dem Henri Kox hei geschitt ass déi fënnel Joer, also dat war lamentabel!

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | An et muss een och hei ganz kloer soen: D'Madamm Polfer huet deemools scho beim Platzverweis an der Kommissioun drop opmierksam gemaach, dass et net duergeet. Hir Partei huet zwar d'Motioun net matgestëmmt vum Här Gloden, deen d'Verbesserungen direkt gefrot hat deemools. Dat muss een éierlecherweis och soen. Du war d'DP ganz retizent.

Mee op d'mannst war awer deemools déi Diskussioun hei schonn, dass de Platzverweis misst verstärkt ginn. Well et ass eeben net esou. Et ass och net, dass jiddereen, deen aarm ass, esou eng komme léisst. Et ass och net, dass jiddere sech de Batti stellt, just well e keen Doheem huet. Am Contraire! Déi Leit iergere sech selwer iwwert déi Leit, déi Misär maachen. Gitt eng Kéier mat de Street Angels duerch d'Gare! Dir sidd jo do esou vill ënnerwee, hutt Der grad gesot. Gitt eng Kéier ...

(Interruption par M. Franz Fayot)

Ma jo, gitt eng Kéier mat. Gitt eng Kéier mat! Da gesitt Der, wéi déi, déi an deene prekäre Situatiounen sinn, sech opreegen iwwert déi aner, déi esou Situatiounen maachen, déi do de Knascht maachen, déi do d'Droge maachen, déi dat alleguerte maachen.

An déi sinn herno déi benodelegt. An alleguerten déi Obdachlos ginn herno mat a Verruff bruecht, well d'Police eeben net handele kann. Dat ass de Problem an dat ass d'Realitéit!

Ech weess, dass net jiddereen dat ëmmer wëll esou gesinn an dass och d'politesch Meenungen do auserneeginn. Ech weess och, dass den Här Mosar Onrecht huet, wann e seet: d'Oppositioun. Well och do, mierkt Der jo, ginn d'Meenungen auserneen. D'Oppositioun ass och net ee Block, wéi Der dat virdu gesot hutt an Ärer Ried. Et gëtt och Oppositiounsparteien, déi nach fir Sécherheet stinn.

(Interruptions)

Une voix | An de Rechtsstaat? Egal wat!

M. Marc Goergen (Piraten) | Och hei: Déi Diskussioun iwwert de Rechtsstaat hate mer jo laang genuch an derKommissioun.

(Interruption)

D'Beamte wäerte ganz kloer an der Policeschoul geléiert ginn, wéini wat wou mat deem Platzverweis ze maachen ass. An ech hunn do méi Vertrauen an eis Police wéi vläicht déi gréng oder aner Parteien.

(Interruption)

Dat ka sinn, dat ginn ech och gären zou, dass ech méi Vertrauen an eis Police hunn.

(Interruption)

Dach, dat gehéiert och zum Inhalt.

Wichtig ass, dass dat mam Buergermeeschter erauskomme ass, well dat war eigentlech eisen Haaptkritikpunkt. Well et ka jo net sinn, dass herno d'Politiker déi doten Eenzelentscheedungen ...

Une voix | Schlammschlacht!

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee, dat ass keng Schlammschlacht!

... déi eenzel Entscheedunge geholl hätten.

A jo, den Här Mosar hat bei eppes virdrun och Recht, wéi hie gesot huet, dass d'Leit net méi d'Vertrauen an d'Justiz hunn, dass et herno och weidergeet. Mee mir kennen och do ufänken, well eis Poliziste soen dat selwecht. Mir hate rezent eng Etüd vun der IGP, déi huet eis genau dat selwecht gesot.

(Interruption)

Dat ass net dem Här Gloden säin Dossier, mee do muss mer eng Kéier mat der Justiz kucken – den Här Mosar kann dat sécherlech mathuelen als President vun der Justizkommissioun –, well och eis ege Polizisten hu gesot, bei deene meeschte Fäll géinge se mol selwer keng Plainte méi maachen, well se net géinge mengen, dass d'Justiz géing drugoen. Dat ass ee vun deene grouse Problemer!

Mir kennen hei esou vill Platzverweis stëmmen, esou vill Lokalpolice an alles, wéi mer wëllen, mee wann dat hannendrun net geschitt, féiert dat zu Frust bei de Leit an zu nach méi Frust bei de Polizisten.

An dat ass ee vun deene Punkten, dee mer och gesot kruten, wéi mer um Garer Quartier waren. Si maache sech immens vill Aarbecht. An e grouse Merci un eis Police do an deem Quartier, well déi schaffe wierklech vill. Et ass just ëmmer frustrierend fir si, wann deen aneren Dag dee Gangster erëm ënnerwee ass, well si déi Moosnamen net hunn. An ech hoffen, dat heiten ass eng vun deene Moosnamen, déi ee kann huelen, fir dass eise Policecorps mol endlech do kann opräumen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Goergen. Ech gesinn eng Wuertmeldung. Den Här Fayot wëllt Iech eng Fro stellen. Sidd Der d'accord?

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, ech wëll net eng Fro stellen, ech wëll äntworten ...

M. André Bauler, Président de séance | Ech hunn den Här Goergen gefrot, ob hien d'accord wier, datt Dir eng Fro géift stellen.

M. Franz Fayot (LSAP) | Et ass e Fait personnel, och well e mech ugeschwat huet op mäin Artikel, deen ech geschriwwen hunn.

Ech wëll dem Här Goergen éischtens soen, dass ech keng Lektuuren en proximité am Garer Quartier muss vun him kréien. Ech schwätze mat ganz ville Leit. Ech sinn all Dag an deem Quartier, contrairement zu ganz ville Leit, déi sech reegelméisseg iwwert déi anscheinend esou dramatesch Situatioun do ausloossen.

Et gëtt effektiv Situatiounen, ëmmer erëm, déi net schéi sinn an déi och net tolerabel sinn. Incivilitéiten, Leit, déi net erakommen an hir Entréeeën. Ech wëll awer och soen, dass elo net all eenzel Entrée am Gare Quartier all Dag do squattéiert gëtt vu Leit. Ech mengen, déi Situatioun gëtt oft iwwerdrameséiert.

An deem Artikel, deem ech geschriwwen hunn, war am Fong just fir ze soen, am Sënn vun deem, wat den Dan Biancalana sot: dass d'Léisung net dora läit, just reng repressiv virzegoen. Et ass net eng Léisung, d'Leit just fortzuschécke vun enger Plaz op déi aner oder all Dag Policecamionnetten doruechter fueren ze hunn, mat bloer Luucht oder net. Et weist sech och, dass dat d'Situatioun u sech net wierklech verbessert.

D'Situatioun ass vill méi komplex. An d'Léisung ass och méi komplex. A se ass villschichtig. Et ass eng sozial Problematik. Et ass eng sanitär Problematik. Et ass och eng Fro vum Urbanismus. Et si Commercen, Haiser, déi eidel stinn. An dofir brauch et eng vill méi holistesche Approche, fir esou e Problem ze léisen. An dat ass net gedoe mat engem verschäerfte Platzverweisesgesetz. Bien au contraire!

Dat wollt ech Iech soen. An dat ass d'Nuance. Bon, ech mengen, et ass ëmmer schéin, fir hei Polemik ze maachen op der Chambertribün, mee dat ass d'Nuance, déi ee muss an déi Diskussioun hei erabréngen.

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Also, fir dass Geschäfte do sinn, mussen och ...

(Interruption)

Ech därfer awer äntweren.

Fir dass Geschäfte op der Gare existéieren, mussen och Clienten dohinner goen an et muss een och Loscht hunn, dohinner ze goen. An dat heescht, et muss ee sech och sécher do spieren. An dat heiten ass eng vun deene Moossnamen.

D'Madamm Polfer huet elo e puer Fotoen hei gewisen a matbruecht, wéi schlëmm et op der Gare ausgesäit. Also, et ass jo elo net, dass ee sech dat géng abilden. Dir maacht heiansdo, wéi wann ee sech dat géng abilden.

Déi Leit op der Gare, déi hu seriö déi Problemer!

(Interruption)

Ech hu vläicht keng Anung dovun. Ech wunnen net op der Gare. Dat ginn ech och gären zou. Dir wunnt do, Dir sot: Déi Problemer sinn net esou!

(Interruption)

O, dann ass dat esou. Ech hunn eeben eng aner Meenung. Ech hunn eng aner politesch Meenung an ech hunn eppes aneres gesinn, wéi mer do waren. Fir mech muss deene Leit gehollef ginn. Dir sot, deene misst net gehollef ginn! Dann ass et esou!

(Hilarité)

M. André Bauler, Président de séance | Da wier et un eiselem leschte Riedner. Dat ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, e Land, eng Gesellschaft, eng Regierung moosst sech drun, wéi se mat hire Schwächsten, hiren Äermsten, mat de prekariséiertste Mënschen ëmgeet.

„Mat dësem Gesetz bekämpft d'Regierung een Deel vun dëser Minoritéit, amplaz géint déi wuessend Ongläichheeten an d'Aarmut virzegoen. Amplaz ze destigmatiséieren, mécht [se] de Géigendeel! Si verstärkt de Stigma vun de Mënschen op der Strooss.“

Dëst, Kolleeginnen a Kolleegen, sinn d'Wierder vu menger Virgängerin, dem Nathalie Oberweis, am

Summer 2022 hei op der Tribün, wou déi éischt Versioun vum Platzverbot votéiert gouf, deemools effektiv proposéiert vun der Dräierkoalitioun DP, LSAP an déi gréng.

Mir haten deemools als eenzeg am Parlament vertruede Partei dergéint gestëmmt, och well mer woussten, dass domadder géing e geféierleche Prezedenzfall geschafe ginn. An haut wësse mer, dass eis Ängschte vun deemools begrënnert waren, well déi Bresch an eisem Rechtssystem gëtt elo, knapp véier Joer duerno, vun der CSV/DP dramatesch erweidert.

D'Schwell, op där d'Autoritéiten déi verfassungsrechtlech garantéiert Bewegungsfreiheet vun de Biergerinnen a Biergeren dierfen aschränken, gëtt nach eng Kéier zolidd erofgesat. Mat dësem Projet wäert et praktesch duergoen, dass een am Stadbild stéiert, fir interpelléiert ze ginn.

Vill Leit soe sech elo warscheinlech: „Bon, dat ka jo net esou schlëmm sinn, well dat wäert jo virun allem anerer treffen: de Strummert, den Heeschert, den alkoholiséierte Randaléierer oder den Drogesüchtigen. A wie wëllt déi scho gesinn?“

Mee ech warnen do virun, well et kann ee sech ganz séier ieren. Deene Leit hir Rechter sinn am Fong och d'Rechter vun eis alleguerten. A Rechter gi selte vun haut op muer ofgeschaf, mee se erodéieren, lues a lues, Schrëtt fir Schrëtt. A wat wäert dann déi nächst Etapp sinn? Wou bleiwe mer stoen?

Mat dësem Gesetzesprojekt gëtt net just de Platzverweis erweidert, et gëtt och de Platzverbot agefouert. Wann een zweemol vun enger Plaz verwise gouf, da kann d'Police e Perimeter festleeën, an deem ee sech zwou Woche laang net méi därfer ophalen. Mee wat geschitt dann, wann een awer an dee Perimeter geet? Wat geschitt, wann ee sech no deene 14 Deeg Platzverbuert nees op déi selwecht Plaz begëtt an do ophält?

Also, ech mengen, et brauch een net vill Fantasie, fir virauszegesinn, dass an e puer Joer den nächsten Inneminister kënnt an eis erkläert, dass d'Gesetz der Police net genuch Méiglechkeete bitt, fir déi onerwünschte Mënschen dauerhaft ze entfernen an dass duerfir d'Gesetz muss nogeschäerft ginn zum Präis vun enger weiderer Aushielegung vun de fundamentale Rechter, lues a lues, Schrëtt fir Schrëtt.

Well virun allem gitt Der net un d'Wuerzel vun deem Problem, deem Incivilitééit sinn an net Verbrieche. An ëmmer rëm gëtt deem Amalgam gemaach tëschent ..., virun ass dat Wuert „Gangster“ genannt ginn. Gangster, dat ass eppes fir de Penal, dat ass eppes fir de Code pénal, wou ee muss dergéint virgoen: Leit, déi Iwwerfall maachen. Da si mer an deem Schema. Wa mer wëlle géint Incivilitééit virgoen, géint Exkrementen, déi an Agäng sinn, wat ee muss maachen, dann ass dat heiten net de richtege Moyaen, well Der verlagert just de Problem vun engem Hausgang an engem Perimeter op en aneren Hausgang. An d'Ursach vum Problem vum Sans-abrisme, vun Tokomanie gëtt net ugaangen, mee d'Auswirkung dovunner gëtt just verlagert. An dat ka keng Léisung sinn!

A mir hunn déi wonnerbaarsten Interpretatiounen grad héieren, wat den Ordre public ass. Den Här Weidig huet eis erkläert, dass an en Agäng pissen oder géint eng Vitrin, ...

M. Tom Weidig (ADR) | Urinéieren.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Urinéieren – pardon, Här Weidig.

... an en Agäng urinéieren, dass dat eng Incivilitééit wier an dass dat net géif goen an dass dat hei drënner géif falen. Wat net géif drënner falen, dat war seng

Recommandatioun, et kéint ee jo an der Strooss widert e Bam pissen. Ben, dat fällt genausou drënner, ënnert déi Incivilitééit. An da si mer op eemol bei der Notioun vum Ordre public, déi sou schwammeg ass, dass souguer en éierbaren Deputéierten, deen e Vertreder vun der Law-and-Order-Fraktioun ass, recommandéiert, d'Leit solle widder Beem an der Strooss urinéieren als Alternativ zu den Agäng. An do gesi mer, wéi schwammeg mer sinn, op wéi enger Pente mer do ufänken ze glisséieren.

Mee, Här President, dat, wat mech am meeschten erfieert huet, dass ass déi Briechstaang, mat där d'Regierung dëst wëll ëmsetzen, well et goufe ganz vill kritesch Avisen un d'Chamber geschéckt. Mir hunn der virleie vun de Friddensgerichter vu Lëtzebuerg, Esch, Dikrech, vum Parquet général, vum Parquet vum Bezirksgericht Lëtzebuerg a vum Parquet vum Bezirksgericht Dikrech, der Staatsbeamtekummer, der Salaratskummer, der Mënscherechtskommis-sioun an der Plattform vun der Zivilgesellschaft VoCo.

De Staatsrot formuléiert a sengem éischten Avis ëmmerhin aacht Oppositiounen a leet der Regierung un d'Häerz, den zweeten Artikel vun der Reform – also d'Kärstéck –, deem de Platzverbuert an d'Lëtzebuerger Gesetzgebung aféiert, ganz ze sträichen. Wat mécht d'Regierung? An do si mer awer an engem rechtsstaatlech interessante Moment, besonnesch och, well de Rapporteur ëmmer gesot huet, et géif em de Rechtsstaat goen. Ech hunn nach ni e Gesetz gesinn, bei deem sech mat sou enger Iwwerhiefflechkeet iwwert d'Avisen vun de Justizautoritéiten ewechgesat gëtt! Wat bedeit dat fir e Rechtsstaat, wann eng Regierung esou mat der Briechstaang géint en anere Pouvoir hei am Land virgeet? Mir mécht dat éischter Suerge fir d'rechtsstaatlech Konzeptioun vun deem heite Virgoen.

An all déi Avisa si jo Ausdrock vun engem Malaise, well et stelle sech net nëmmen eethesch a moralesch Froen, et stelle sech handfest juristesche Froen, verfassungsrechtlech Froen, international Konventiounen, Notiounen vum Rechtsstaat et cetera et cetera. Sinnbildlech fir dat, wat ech an enger Kommissiouns-sëtzung erlieft hunn, un déi ech mech erënnere kann, dat war: Den Här Procureur huet versicht, d'Notioun vum Ordre public ze erklären. Wéi huet en dat gemaach? An enger Sëtzung à huis clos. Souguer de Begrëff vum Ordre public ass eppes, wat fir d'Effentlechkeet net handfest gräifbar ass. An dat weist, wéi geféierlech dat hei ass an dass et eeben näischt mat enger Verhältnisméissegkeet ze dinn huet.

Wat mer elo hei ofstëmmen, ass en Dispositiv, deem am internationale Vergläich iwwerméisseg repressiv ass. Vill méi repressiv, wéi dat zum Beispill an Däitschland de Fall ass. Mee ass de Phänomeen zu Lëtzebuerg da méi staark wéi an anere Länner? Esou schlëmm, dass mer et net op eng aner Aart a Weis an de Grëff kréien an dass mer gezwonge sinn, verfassungsrechtlech Freiheeten ze afferen, fir deem bäizekommen?

Zu där Fro krute mer häerzlech weenig objektiv Informatiounen an Zuelematerial, wat d'Basis jo awer muss sinn, fir kënnen Decisiounen ze huelen, déi zilorientéiert wieren an de Problem géifen un der Wuerzel ugräifen. Näischt! Well dee ganze Projet baséiert just op politesche Konviktiounen, net op reelle Fakten, politesche Konviktiounen, déi den Inneminister dozou bruecht hunn, fir d'éischt d'Heescherten an d'Viséier ze huelen, duerno d'Immigranten an elo d'Strummen, jee weils marginaliséiert a prekariséiert Randgruppen, déi domadder nach méi isoléiert ginn oder, wéi d'Nathalie Oberweis gesot huet, stig-matiséiert ginn.

Här President, ech géif mer wënschen, den Här Innenminister géif sech och ëm aner Problemer hei am Land mat där selwechter Verve këmmen, amplat senge politeschen Obsessiounen nozelafen.

Une voix | O!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Well während déi marginaliséiert Randgruppen an eiser Gesellschaft eng repressiv Mesür no där anerer ze spiere kréien, ...

M. André Bauler, Président de séance | Dir musst och elo geschwënn zum Schluss kommen.

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... loosse, Här President, an dat ass mäi virleschte Saz, déi repressiv Mesüre géint d'Immobilienpekulation weider op sech waarden. Bei der Aféierung vun enger Leerstandssteuer an enger Mobilisationssteuer fir Terrainen, wat och a säi Beräich fällt, do geschitt nämlech häerzlech weineg. Zu dësem Thema gouf et an der ganzer Legislaturperiod bis elo eng eenzeg Sëtzung! Sou vill zu de Prioritéiten vun dëser Regierung.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Dat war ganz schwach!

Une voix | Très bien!

Une deuxième voix | Ganz gutt!

Une troisième voix | Richteg!

M. André Bauler, Président de séance | Dann huet d'Regierung elo d'Wuert. Den Här Innenminister Léon Gloden.

Prise de position du Gouvernement

(M. Léon Gloden règle la hauteur du pupitre.)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Fir datt jiddweree mech versteet.

Här President, léif Kolleegen, Kolleegen aus der Chamber, fir d'éischt e grouse Merci fir deen exzellente Rapport vum Rapporteur, souwuel de mëndleche wéi och de schrëftleche Rapport. An ech soen och Merci fir déi gutt Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun gefouert hunn.

Här President, ech hunn et ëmmer erëm gesot, de Platzverweis renforcé kënnt esou sécher wéi d'Amen am Gebiet. De Platzverweis renforcé kënnt elo. De Platzverweis u sech ass näischt Neies, well de grénge Policeminister Henri Kox deen deemools am Policegesetz vum 2018 agefouert huet. An den Här Sehovic huet zouginn, an d'ailleurs dat war deemools eng vun de fundamentale Kritiken vum Staatsrot, datt deen aktuelle Platzverweis eng ganz Rei Schwächen hätt. An ech hu mer am Fong virgeholl, elo net op all Remark vun der Opposition, déi natierlech net an deem Sënn fundéiert ass, anzegoen, mee erlaabt mer, zwou Remarken ze maachen, éier ech mat menger Ried virufieren.

Déi éischt Remark ass: Wann den Innenminister optrëtt, fir säi Programm a sengen Domäne virstellen, da gëtt ëmmer gejaut, den Innenminister géif näischt fir d'Sozialpolitik maachen. Ech soen et: D'Police ass d'Police. D'Police schafft preventiv a repressiv. D'Police ass net de Sozialarbechter.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Très bien!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mee d'Regierung huet eng kollegial Responsabilitéit an der Sécherheet an an der Sozialpolitik. An déi gëtt op béide Säiten ëmgasat.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Zweetens muss ech awer schmunzelen, wann ech besonnesch vun deene grénge Kolleegen hei héieren, datt mer hei géife ganz schlëmm Saache maachen. Ech erënneren un de Projet de loi 8335 vum Här Bausch.

(Interruption par M. Meris Sehovic)

Ech mengen, et war d'Mesür 27 hannen am Tablo: Do steet – an dat huet e grénge Politiker deponéiert –, datt et verbueden ass, an enger Gare mat sengen Objeten op engem Stull oder op enger Fotell ze setzen. Dat ass grénge Politik, an déi wëlle se ... Wa mir se maachen, ass se net gutt, mee wa se de grénge Mäntelchen unhuet, ass se gutt.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Dat kann dach net sinn!

(Interruptions)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Voilà. Ech fueren elo mat menger Ried virun.

(Interruption)

De Platzverweis renforcé entsprécht deem, wat d'Polizistinnen an d'Polizisten um Terrain brauchen. An ech ginn net midd, et ze widerhuelen – an Dir kënnt elo honnertmol soen, et wär eng penal Mesür –: Et ass keng penal Mesür! Et ass eng administrativ Mesür. Et ass eng administrativ preventiv Mesür. Et war eng administrativ preventiv Mesür dës le dépôt vum Projet de loi an et ass eng administrativ Mesür bis haut bliwwen.

Här President, mir hunn de Platzverweis renforcé en long et en large an der zoustänneger Kommissioun beschwat. An et geet net drëm, einfach eng Persoun iergendwou muttwëlleg ewechzehuelen. Mee ech soe ganz kloer: Den ëffentleche Raum ass fir jiddereen do, mee am ëffentleche Raum beweegt ee sech a begéint ee sech mat Respekt.

An ech stellen d'Fro: Ass et normal, datt Leit am ëffentleche Raum permanent haart jäizen? Ass et normal am ëffentleche Raum, datt Leit permanent haart Musek lauschten? Ass et normal, datt ech mech mat enger Matress, mat mengen Objeten op enger Spillplaz nidderloossen? Ass et normal, datt ech mech permanent net ënner Kontroll hunn? An ass et normal, datt aner Leit, Familjen, Kanner, eeler Leit op verschidde Plazen a Bedrängnis geroden an eeben net méi wëllen an den ëffentleche Raum goen?

An ech stellen d'Fro: Wëlle mir deen ëffentleche Raum? An d'Äntwert vun der Regierung ass ganz kloer: Mir wëllen net esou en ëffentleche Raum. Mir wëllen de Rechtsstaat am ëffentleche Raum fir jiddereen. A mir brauchen och d'Situatioun net méi fir d'x-te Kéier ze evaluéieren. D'Evaluatioun ass längst gemaach, contraire zu deem, wat hei behaupt ginn ass. D'Poliziste wëllen de Platzverweis renforcé. D'Policegewerkschaften wëllen de Platzverweis renforcé. D'Leit dobause wëllen de Platzverweis renforcé. D'Commerçanten dobause wëllen de Platzverweis renforcé.

An ech widerhuelen: Den Espace public ass fir jiddereen do. D'Fräiheet vun deem engen, och dat steet an der Verfassung, hält do op, wou deem anere seng ufänkt. An d'Aufgab vun der Police, ...

(Interruption)

... an d'Aufgab vun der Police ..., an d'Aufgab vun der Police ...

(Interruption)

Lauschtet no, Dir kënnt eppes léieren!

(Interruptions)

... d'Aufgab vun der Police ass, derfir ze suergen, dass déi ëffentlech Uerdnung agehale gëtt. An dofir brauch se déi néideg Moyenen. A mir handeln!

A wann déi Debatt hei eppes weist: Déi eng si bereet ze handeln an déi aner sinn net bereet ze handeln.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Très bien!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | An ech soen et a widerhuelen et an ech widerhuelen et esou laang, wéi Der et wëllt: An engem Rechtsstaat gëtt et kee rechtsfräie Raum!

D'Police ass de Garant vum Rechtsstaat. D'Police ass de Garant vun der Demokratie. Demokratie bedeit Fräiheet. An ouni Sécherheet gëtt et keng Fräiheet. An eis Verantwortung ass et, d'Sécherheet an d'Fräiheeten am ëffentleche Raum ze garantéieren.

Den ëffentleche Raum gëtt garantéiert duerch de Rechtsstaat. An am ëffentleche Raum gëtt et keen eidele Raum. Entweder si mer am administrative Beräich, wéi et hei mam Platzverweis renforcé ass, oder mer sinn am Strofrecht, am Penalberäich. A jo, de Platzverweis renforcé ass eng administrativ Mesür, ni plus ni moins.

Et ass eng weider Mesür aus dem Sécherheitspackage vun der Regierung, fir d'Sécherheet vun de Leit an d'Sécherheitsgefill vun de Leit ze verbesseren an ze stäerken. A jo, ech sinn d'accord, et ass eng Mesür, et ass eng Äntwert op e punktuell Problem op enger bestëmmter Plaz zu engem bestëmmte Moment.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Mee dat ass all eenzel Mesür aus engem Sécherheitspackage. Dofir heescht et Package. Eis Responsabilitéit ass, dee gesamte Package an d'Prozeduren ze kréien an hei an der Chamber stëmmen ze loosse. Well et ass dee gesamte Package, deen d'Sécherheet an d'Sécherheitsgefill vun de Leit stäerkt.

A jo, esou wéi mer den Drogendesch 1.0 diskutéiert hunn, wäert ech och mat de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Regierung an de Verrieder vun der Stad Lëtzebuerg virun Enn dës Joers iwwert d'Ëmsetzung vum Drogendesch 2.0 diskutéieren an hei an d'Kommissioun kommen.

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Här President, de Platzverweis renforcé ass e Pëselstéck vun dem Sécherheitspackage vun dëser Regierung, eng temporaire Limitt fir e permanente Gewinn u Sécherheet mam Zil, d'Sécherheet ze verbesseren an d'Sécherheitsgefill vun de Leit ze stäerken.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

(Interruption)

Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géngen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8426 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8426²⁰.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8426 et dispense du second vote constitutionnel

An ech maachen d'Ofstëmmung elo op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 42 Jo-Stëmmen, 18 Nee-Stëmmen. Dëse Projet de loi ass also mat 42 Jo-Stëmmen géint 18 Nee-Stëmmen bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Diane Adehm), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Zeimet), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Alex Donnersbach), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par M.

Georges Mischo, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motions

An da si während der Debatt véier Motiounen erakomm, déi mer elo wäerten diskutéieren.

Motion 1

An ech fänke mat der Motioun 1 vun dem Här Mosar un. Här Mosar, Dir hutt se schonn explizéiert. Wie wëll zur Motioun vum Här Mosar nach Stellung huelen? Den Här Sehovic, den Här Biancalana. Här Sehovic, fänkt Dir un.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. D'Evaluatioun no zwee Joer ass eis ganz sympathesch. Mir hunn allerdéngs e Problem mat de Consideranten, méi spezifesch mat engem Considerant, deen och d'Messverständnis eigentlech vun der Majoritéit hei ganz gutt illustréiert, nämlech deen drëtte Considerant, dee behaupt, dass de Conseil d'État d'Wichtigkeet soulignéiert hätt, „d'évaluer l'efficacité, la proportionnalité et les effets concrets de ces nouvelles dispositions“. Eis Verfassung seet, dass een dat muss maachen, bevir een déi Mesüeren en place setzt an net duerno. An aus deem Grond kënnen mir dat doten net matstëmmen, och wa mer eigentlech d'Evaluatioun awer richteg fannen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Also mir kënnen mat den Invitte liewen, wäerten d'Motioun awer nawell net stëmmen, well, mengen ech, zwee Consideranten eis effektiv net gefalen. Engersäits, an Dir hutt och eraushéieren aus eiser Positioun bei „renforcer le maintien de l'ordre public“, dass mer effektiv der Meinung sinn, dass de Platzverweis net dozou wäert bäidroen. Mir hunn eng méi nuancéiert Approche.

An hei gëtt effektiv gesot, et soll een eng Evaluatioun maachen, fir sech op objektiv Donnéeën kënnen ze baséieren. Ech stelle fest, dass hei am Gesetz nogebessert gëtt, ouni Evaluatiounen am Virfeld gemaach ze hunn. Dofir stëmmen mer dat heiten net mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, mir fannen, dat heiten ass eng exzellent Motioun vum Här Mosar. Mir wäerten déi selbstverständlech matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Sinn nach aner Wuertmeldungen do?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géing ech d'Motioun Nummer 1 ...

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Däerf ech awer nach Stellung huelen?

M. Claude Wiseler, Président | Selbstverständlech. Wann Dir wëllt, da kritt Dir d'Wuert. Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Ech hätt eigentlech elo kënnen d'Prioritéit fir dës Motioun froen, well et sinn zwou Motiounen, déi dee selwechten Objet hunn, maachen dat awer net, well ech och fannen, et soll een iwwer all Motioun ofstëmmen loosse. An et sinn effektiv eng Rei Ennerscheeder an de Consideranten.

Ech fannen awer einfach ... Elo net, well ech selwer déi Motioun matredigéiert hunn, mee ech fannen eigentlech – an et brauch een nëmmen ze kucken, wann een déi zwou Motiounen niewentenee leet, déi vun der Majoritéit an déi vun der Oppositioun, also vun de Kollege vun de Sozialisten, deene Gréngen an deene Lénken –, dass déi vun der Majoritéit vill méi intensiv ass, vill méi an den Detail geet wéi déi hei elo vun de Kollegen.

Mir soen zum Beispill, wien déi Evaluatioun soll maachen, mat wem déi soll gemaach ginn. Et ass jo, mengen ech, awer eng fundamental Fro. Et geet net duer, dass een einfach seet: „Mir maachen elo eng Evaluatioun“, ouni dat ze preziséieren. Bei eis steet dat kloer dran, soudatt Der Iech net wonnert, dass ech natierlech eng kloer Präferenz fir d'Motioun vun der Majoritéit hunn. An duerfir wäerte mir déi och mat Begeescherung stëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Dat gesot, géing ech dann d'Motioun Nummer 1 vun dem Här Mosar zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschlossen.

D'Resultat vum Vott ass: 42 Jo-Stëmmen, 18 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass ugeholl mat 42 Jo-Stëmmen géint 18 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Ricardo Marques), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gérard Schockmel), Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Ben Polidori), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

Da komme mer zur zweeter Motioun. Dat ass déi éischt Motioun vum Här Dan Biancalana. Här Biancalana, wëllt Der duerno dozou Stellung huelen?

(Assentiment)

Wie wëllt ...? Den Här Mosar wëllt Stellung huelen, den Här Gilles Baum wëllt Stellung huelen. Här Mosar, fänkt Dir un.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci. Ech mengen, ech hunn et scho virduen och bei där éischter Motioun gesot: Mir kënnen net mat där Motioun liewen. Éischtens wëinst de Consideranten. Do steet zum Beispill dran, dass eng ganz Rei vun Avise kritesch wieren.

Här Biancalana, ech wëll Iech just soen, an Dir sidd jo och en engagéierte Member vun der Justizkommission: Ech kenne kee Projet, wou net negativ Avise vun de Juridictione kommen. Keen een! An déi meescht Avise sinn ëmmer kritesch, wat och eigentlech an der Rei ass, dass déi dat heiansdo mat engem anere Brëll kucke wéi de legislative Pouvoir, soudatt ech dat eigentlech iwwerhaupt net als en Argument gesinn, fir dat an e Considerant ze setzen.

Ech muss och soen: Mir waren zesummen op där Visitt. Dir hutt do mat anere Poliziste geschwat wéi ech. Ech hunn dat do net héieren, wat Dir hei an der Motioun schreift, dass do d'Polizisten net glécklech wieren a géifen drun zwiwelen. Da war dat vläicht en anere Polizist, deen Dir herno nach gesinn hutt. Déi, mat deene mir geschwat hunn – ech mengen, et ware ganz vill Kollegen do derbäi –, hunn dat doten op jidde Fall net gezielt.

A pour le surplus – ech hunn et virduen scho gesot – fannen ech: Eis Motioun seet kloer, mat wem dass soll déi Evaluatioun do gemaach ginn. Ech gesinn do kee Wuert dozou an Ärer Motioun. Dofir verstitt Der, dass mir se ënnert deene Konditione net kënnen matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Ech weess net, ob Der elo zur Motioun 2 oder zur Motioun 3 geschwat hutt.

(Interruptions)

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Entschëllegt, Här President. Déi gehéiere jo iergendwéi zesummen. Et sinn der zwou, déi eng Evaluatioun froen.

M. Claude Wiseler, Président | Dat heescht, Dir hutt zu deenen zwou geschwat?

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Nee, ech hunn elo zu där zweeter geschwat, wou den Här Biancalana freet, fir eng Evaluatioun ze maachen.

Une voix | Dat ass déi drëtt.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass déi drëtt.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, entschëllegt, dann hunn ech elo schonn zu där drëtter geschwat.

M. Claude Wiseler, Président | Ok, wann Der wëllt zu der zweeter schwätzen, da maacht dat direkt, well déi stëmmen mer elo of.

(Hilarité et interruption)

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Dat geet och. Déi zweet dann, déi kënne mer net matdroen. Hei gëtt nämlech gefrot, datt soll en État des lieux gemaach ginn. Ech mengen, déi Aarbechten, déi lafen, déi komme gutt virun. Et ass awer nach verfréit, elo schonn dofir en État des lieux ze maachen. Ech mengen, et soll een deem Drogendëschen 2.0 eng Chance ginn. Dofir proposéieren ech menger Fraktioun, déi elo net ze stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Wie wëllt also elo nach zur Motioun 2 Stellung huelen? Oder zu deenen zwou zesummen? Dat kënnt Der och maachen, wann Der wëllt. Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Nee, et ass just fir d'Motioun 2, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Ok.

M. Gilles Baum (DP) | Voilà, ech wollt Iech soen, dass den Här Minister, wéi en elo hei uewe stoung, gesot huet, dass effektiv dat, wat hei gefuerdert gëtt, bis virun Enn vum Joer géif souwisou gemaach ginn. D'Madamm Polfer huet mer dat confirméiert. Dat heescht, Work in progress.

Dofir ass fir mech a fir meng Fraktioun déi Motioun hei superfetatoire an ech géif proposéieren, se net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann den Här Marc Baum dës Kéier.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, dat ass erëm eng Kéier interessant, wat déi zwee Koalitiounspartner do soen. Deen ee seet, mer bräichten iwwerhaupt keen État des lieux, dat wär vill ze verfréit, fir esou eppes ze froen. An deen anere seet: „Mee dat leeft jo a bis Enn des Joers soll et souwisou geschéien.“

Also, vu datt esou vill Konfusioun innerhalb vun der Koalitioun evidentereis elo hei zum Virschäi kënnt, plädéieren ech derfir, datt mer d'Motioun Nummer 2, déi éischt vun der LSAP, matstëmmen. Da wësse mer, wou mer dru sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marc Baum.

(Interruption)

Wie wëllt nach dozou d'Wuert huelen? Ech gesinn, et ass elo keng Wuertmeldung do. Dat kritt den Auteur d'Wuert. Den Här Biancalana, wannechgelift.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, ech maachen de selwechte Enstat wéi den Här Baum. Den Här Mosar seet: „Et ass verfréit, mir brauchen dat à ce stade net. Dat kënnt iergendwann.“ Den Här Baum seet dann effektiv ganz kloer: „Jo, et ass jo ennerwee.“

Bon, ech mengen, hei sinn déi zwee Koalitiounspartner net um selwechten Informationsstand, wéi et schéngt. Mee eis war et op alle Fall wichteg, wéi mer dës Motioun erabruucht hunn – ganz kloer, an dat hutt Der och eräuschere virdrun –, dass déi repressiv Mesüre schnell agesat ginn. Dat mierke mer haut bei dësem Gesetz, an dass et effektiv gradesou wichteg ass, déi preventiv Mesüeren ze betruuchten. An dofir, mengen ech, och d'Opfuerderung hei un d'Regierung, e Bilan ze maachen, wat deen dote Volet ueget.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana.

An ech géing elo d'Motioun Nummer 2 vun dem Här Biancalana zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20 Stëmmen, Nee: 40 Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmmen géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Zeimet), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Diane Adehm), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig.

Motion 3

An da komme mer zur Motioun Nummer 3, och vum Här Dan Biancalana. Den Här Mosar huet schonn dozou geschwat. Wie wëllt nach d'Wuert huelen zu dëser Motioun? Ech gesinn, datt keng Wuertmeldung do ass. Da ginn ech dem Auteur d'Wuert. Här Biancalana, wannechgelift.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Bon, et wäert Iech jo elo net wonnen: Beim Zil, déi Evaluatioun an zwee Joer ze maachen, do si mer eis sécherlech eens gewiescht. Och par rapport zu där éischter Motioun. Bon, dann hu mer en Alignement do.

Mee effektiv si mer an eise Considerante largement méi kritesch wéi d'Majoritéitsparteien. Effektiv, mengen ech, ass dat heiten e Gesetzesprojet, wou ganz, ganz vill kritesch Avise virlouchen, méi wéi an anere Gesetzesprojeten – dat muss een och objektiv, mengen ech, consideréieren –, respektiv déi Leit, mat deene mir geschwat hunn, déi Polizisten, mat deene mir geschwat hunn, déi haten eng ganz kritesch Vue op de Platzverweis renforcé. An dofir hu mir se och hei erabruucht.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Domat wär d'Diskussioun zur Motioun 3 dann ofgeschloss.

Vote sur la motion 3

An ech géing de Vott iwwert d'Motioun 3 vum Här Dan Biancalana opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 40. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmmen géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Françoise Kemp), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nancy Arendt), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gérard Schockmel), Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig.

Motion 4

An da komme mer zur Motioun Nummer 4, an dat ass d'Motioun vum Här Sehovic. Här Sehovic, Dir wëllt duerno eventuell e Wuert driwwer soen. An da froen ech, wie sech zu Wuert mellit. D'Madamm Cahen an duerno den Här Schaaf. Madamm Cahen, fänkt Dir un, wannechgelift.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Här Sehovic fir déi Motioun hei, déi wierklech déi ganz vast Problematik, déi jo heiansdo awer hei e bëssen zougespëtz beschriwwen gëtt, mat deem Gesetz hei e bëssen och beweist.

Ech géing gäre fir d'éischt op d'Considerante kommen. Ech géing ufänke mat deem zweete Considerant, well et geet jo net nëmmen ëm repressiv Mesüeren, déi d'Regierung wëll maachen, mee et ass e Ganzt. Dat hei ass ee Puzzlestéck vun engem Ganzen. An ech mengen, d'Sozialaarbecht ass och e ganz grousst Puzzlestéck vun deem Ganzen.

Da mat de Consideranten 3, 4 a 5, do sinn ech absolutt averstanen. Beim Considerant 6 ass et esou, dass Dir zum Beispill schreift, dass den Housing First „accompagné d'un soutien social“ ka sinn, awer net muss sinn. An de 7, de Modèle zurichois, do kommen ech da beim Invite nach eng Kéier drop zeréck.

Den éischten Invite: Dezentraliséierung. Mee wannechgelift, mellit Iech alleguerten, d'Gemegepolitiker. Mir als Stad Lëtzebuerg wäer frou, wa méi Leit sech géingen engagéieren, wa mer dat dezentraliséiere kéinten. On ne demande pas mieux!

Mee Dir wësst awer och, wéi schwéier dat ass, well ech mengen, Dir sidd jo och zu Esch an der Responsabilitéit an Dir wësst, wéi schwéier et ass, Gemengen ze fannen, déi dat wëlle maachen. An och Quartieren. Well wann een nämlech gesäit, wéi et beim Abrigado virun der Dier ausgesäit, da wëll ech just eng Kéier soen: Banne gëtt eng formidable Aarbecht gemaach, mee bausse gesäit et wierklech net gutt aus beim Abrigado. An ech verst jiddwereen, dee keen esou en Abrigado bei sech am Quartier wëll hunn.

Dat heescht, méi Strukture kreéieren, mir maachen dat als Stad Lëtzebuerg. Just do it! Also mir si ganz Preneur och fir jiddereen. A mir wëllen dat och weidermaachen a mir hunn ons och dozou verpflichtet, dat ze maachen.

Den Housing First, frot Der: Dat mécht souwuel d'Regierung wéi och d'Stad Lëtzebuerg. Ech weess net, wéi dat an anere Gemengen ass, mee an all Bauprojekt, dee mir elo hunn, maache mer Housing First. Souwuel Strukturen, wou een zu méi muss wunnen, well ee vläicht awer iergendwéi e Suivi psychologique oder soss social brauch. An da gëtt et awer och Leit, déi an den Housing First kommen an direkt eens ginn an net méi mussen nach betreit ginn an esou weider. Ech mengen, do gëtt et och net nëmmen eng Zort vu Leit, mee jiddwereen ass eenzegarteg.

An dofir muss ech och soen, wann Der da schreift „afin de permettre une sortie durable du sans-abrisme“, de Sans-abrisme ass e vaste Sujet. An en huet a mengen Aen net direkt oder net nëmmen eppes mat deem Gesetz vun haut ze dinn. De Sans-abrisme ass e ganz vaste Sujet. Mir hunn ons als Lëtzebuerg engagéiert, bis 2030 kee Sans-abrisme méi ze hunn. An do schaffe mir, d'ganz Regierung, drun. An ech mengen, d'Gemengen och alleguer.

Da schwätzt Der vum Modèle zurichois. Dat hutt Der och am Considerant scho gemaach. Jo, Zürich, ech mengen, dass dat en interessante Modell ass. An ech wollt mer dat och nach eng Kéier ukucke goen, fir Iech alles ze soen. Mee déi, Zürich, sinn natierlech net an der EU. An déi kënnen natierlech Saache maachen, déi ... Si hunn zum Beispill dunn decidéiert, dat quartiersorientéiert ze maachen. Dat heescht, wann s de drogenohängeg bass, da kanns de an déi Struktur goen, an dee Quartier, wou s du hier kënns.

Bon, ech sinn net sécher, ob an der Stad Lëtzebuerg dann nach esou vill Leit an der Drogenzeen ënnerwee wäeren, wa se an hirem Quartier misste betreit ginn, wou se hierkommen, well se kommen aus dem ganze Land a se komme leider och dacks vu méi wäit wéi just aus dem ganze Land.

Dofir, mengen ech, kann een Zürich kucken, et kann ee sech drun inspiréieren, mee ech sinn awer net sécher, ob dat esou ëmsetzbar ass.

Dann „associer les habitants, commerçants, travailleurs sociaux, personnes concernées“. Ma natierlech! Ech mengen, dat muss een am Alldag als Politiker maachen. Il va de soi.

Ech hunn op Social Media gesinn, dass de Minister nach d'lescht Woch am Garer Quartier war mat verschiddene vun de Stater Schaffén, dass se do mat Awunner iesse waren. Et ass keng Problematik, wou eng Léisung ass. Et gëtt ganz villfälteg Problemer, dat wësse mer och allegueren. Dofir, mengen ech einfach, ginn ech Iech do Recht. Mir mussen mat de Leit schwätzen, mee dat ass awer dat, wat mer am Alldag och maachen. Dat ass awer ons éischt Aufgab als Politiker, souwuel de Geschäftsleit wéi och den Awunner an den Travailleur-socialen, all deene Concernéierten an den Associatiounen nozelauschteren an op den Terrain ze goen.

An da finalement dee leschten Invite: Dat gëtt jo gemaach, wat Der do fuerdert, dass mer eeben ... Mir wëlle méi Hébergement-socialen, mir maachen dat als Stad Lëtzebuerg. Ech mengen, dat maachen och aner Gemengen. Mat oder ouni Platzverweis muss dat gemaach ginn. Dat huet näischt heimadder ze dinn. Ech mengen, dat eent huet näischt mat deem aneren ze dinn a mir missten do wierklech oppassen, dass mer do net ze vill Amalgamme maachen tëschent Leit, déi anerer importunéieren, wou wierklech dann d'Populatioun oder Geschäftsleit leiden, an deenen, déi Hëllef brauchen, deene mer och hëllefen.

Ech mengen, et ass net einfach. A wann et einfach wär, da wësst mer et alleguer, dann hätt Dir d'Solutioun, mir hätten d'Solutioun, jiddwereen hätt d'Solutioun. Dat, wat mer haut gestëmmt hunn, dat

ass ee Pëselstéck, e mini Pëselstéck vun engem Ganzen. An dat schléisst net aus, dass mer nach besser wëllen a musse ginn, och an der Sozialaarbecht, och am Housing First, och mat den Associatiounen zesummen, an dofir géing ech menger Fraktioun proposéieren, déi heite Motioun ofzeleenen. An dann, mengen ech, kënnen mer an de verschiddene Kommissiounen driwwer schwätzen. Ma dat ass net ze maachen, ech hunn Iech elo erklärt, firwat. An dofir géing ech déi ofleenen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Corinne Cahen (DP) | Mee dat hënnert ons jo net drun, a verschiddene Kommissiounen iwwert déi verschidde Problematiken ze schwätzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. An dann huet den Här Schaaf d'Wuert.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Jo, merci, Här President. Merci och fir déi Motioun, déi duerchaus an Elementer interessant ass. Awer ... Jo, d'Madamm Cahen huet quasi alles gesot, wat ech och gesot hätt an dësem Fall.

Ech wollt just nach eng Kéier den Züricher Modell och ernimmen, deen op véier Saile baséiert: Preventioun, Sozialaarbecht, Harm Reduction a Repressioun. Do ass also och eng Vermëschung dran, Repressioun a Sozialaarbecht. An dat ass en eternalen Debat, deen ëmmer do ass, ze soen: Ass dat an alle Fäll gutt? An a wat fir enge Fäll ass dat gutt, wann een déi zwou Saachen eigentlech mateneen denkt a mateneen um Terrain applizéiert?

Meng Iwwerzeugung ass, dass dat just an Ausnahmefäll Sënn mécht – an ech soen dat als Sozialaarbechter – an net bei allem Sënn mécht. An an dësem konkrete Fall vun dësem Gesetz fannen ech perséinlech, dass dat Gesetz hei keng Sozialaarbecht verhënnert, mee au contraire vläicht souguer fir eng ganz Rei Leit eng besser Konditioun fir d'Sozialaarbecht schafft. Well, aus zwéi Grënn ...

(Interruption)

Jo, ech soen Iech dat just. Aus zwéi Grënn. Well et e Prinzip dacks gëtt bei de Leit, a mir sinn alleguer och e Stéckelchen esou: Firwat soll ech eppes änneren, wann et esou, wéi ech et elo maachen, gutt geet? Dat ass en éischte Gedanken, dat ass am Fong geholl en normale mënschleche Reflex. Firwat soll ech eppes änneren? Firwat soll ech meng Musek méi lues maachen? Et ass jo gutt esou a schéin esou, de Raum gehéiert mir et cetera. Voilà, fir elo nëmmen ee konkreet Beispill erauszehuelen. Dat ass dat Eent.

An dat Zweet, dat ass: Wann et zu enger repressiver Moossnam kënnt, da muss, genau, fir d'Ursaachen ze diskutéieren vun deem Verhalen, dat d'Leit un den Dag leeën – an da si mer bei der Sozialaarbecht –, also eng Bereetschaft do sinn, fir un deenen Ursaachen ze schaffen. Déi Bereetschaft kann awer doduerjer kommen, dass een déi Repressioun spiert.

Duerfir, aus deenen zwéi Grënn ..., mee mir kéinten dat doten awer eng Kéier elo stonnelaang diskutéieren. Aus deenen zwéi Grënn gesinn ech net, dass dat heite Gesetz contraire wier zu enger applizéierter Sozialaarbecht am öffentliche Raum. Déi zwéi si complémentaire, mee et ass gutt, an den Inneminister huet dat daitlech gemaach, dass dat eent an den Hänn vun der Police ass an dat anert an den Hänn vun aneren Acteuren ass. An do huet d'Madamm Cahen ganz recht, dat kann een duerchaus méi diskutéieren, mee haut hu mer jo Gemengen héieren, déi no méi Sozialaarbecht froen, da wäerten déi sech jo elo mellen an Ärem Appell, Madamm Cahen, dann och eng Suite ginn.

Voilà, aus deenen dote Grënn, an et kéint ee lo nach anerer opféieren, géif ech menger Fraktioun och proposéieren, dat heiten net ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schaaf. Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen, den Här Baum an dann den Här Weidig. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Dräi Saachen.

Déi éischt ass: Souwuel un der Interventioun vun der Madamm Cahen wéi och un där vum Här Schaaf mierkt een, dass hei Diskussiounsbedarf ass, dass dat hei op jidde Fall net einfach esou ze verwerfen ass, mee dass hei Elementer dra sinn, mengen ech – soen déi zwou Majoritéitsparteien –, déi wierklech eng Diskussioun oder eng verdëften Analys bräichten.

Dat Zweet, wat mer elo opgefall ass: Et ass elo fir d'zweete Kéier, dass den Trouble grave à l'ordre public vun elo zwéi Deputéierten ..., vun engem Deputéierten a vun engem Minister definéiert ginn ass als wann een haart Musek lauschtert am öffentliche Raum.

Une voix | Permanent.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Permanent. Jo, bon, dat fannen ech och speziell.

An dat Drëtt ass ... Also ech ginn net op alles an. Evidenterweis hunn ech se mat ënnerschriften, wäerte mer se matdroen. Ech mengen, dat, wat mer brauchen, dat ass net en Appell un d'Gemengen, iergendwéi sozial Strukturen ze maachen. Dat ass déi selwecht Philosophie a Politick, déi d'DP och mécht, wat d'Flüchtlingsstrukturen ugeet, a se féiert zu näischt. Dat, wat mer brauchen, ass eng national Strategie, wéi ee wou wéi eng Strukture kéint maachen, wëssend, dass dat just a Collaboratioun mat de Gemenge ka geschéien. An dozou eng Strategie ze entwéckelen, mengen ech, wier awer och eng Reflexioun wäert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, mir wäerten dës Motioun net matstëmmen, well an där ganzer Motioun, wéi ech och schonn a menger Ried gesot hunn, gëtt nees suggeréiert: Jo, mir maachen net genuch sozial Mesüeren. Wa mer nëmmen nach méi géife maachen, da géifen all déi Problemer geléist ginn. Ech mengen, dat ass absolutt net de Fall!

Ech fannen och, dass den Här Schaaf haut zwéi exzellente Argumenter bruecht huet, déi ech a menger Ried implizit, mee awer net wierklech esou ausformuléiert hu wéi hien. Dat ass: Et muss een de Leit ... Och wann s de obdachlos bass, och wann s de drogenohängeg bass, hues do trotzdem e gewëssene Choix bei den gemeng Verhalen, a mir mussen och deene Leit Grenzen opweisen. Munch Saache sinn net akzeptabel.

A wa mer de Platzverweis hunn, da kann een och do sozial Mesüeren huelen. Éischtens gesi se dann: „Hei si Grenzen. D'Gesellschaft seet mir, dat dote geet elo ze wäit.“ An zweetens kann een dann och do usetzen an de Sozialaarbechter dann och do usetzen a soen: „Jo, firwat méchs de dann all déi Saachen? Komm, mir schwätzen doriwwer. Du gesäis jo, dass dat keen akzeptabel Verhalen ass. Gesäis du net och d'Perspektiv vun deenen anere Leit?“ An ech mengen, dat ass e ganz gudder Punkt.

An duerfir: Déi Motioun ass einfach ze kuerz, déi ass nëmmen obsessiv op sozial Saachen. Och repressiv Saache sinn en Deel dervun, Grenze vu Verhalen opzeweisen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, mir hunn déi Motioun hei mat ënnerschriwwen a wäerte se och matdroen, well an der Motioun hei ganz kloer och de Versuch dran ass, déi holistesche Approche, déi verschidden Usätz, déi och zur Synergie bäidroen, fir déi ganz Komplexitéit vun der Situatioun kennen effektiv ze cernéieren an och deementsprechend kennen déi néideg adaptéiert Interventiounen an d'Weeër ze leeden.

Et ass virdrun hei vum Virriedner vun Incivilitéite geschwat ginn. Ech wëll dorun erënneren, dass dëst Haus par rapport zu den Incivilitéiten e Gesetz gestëmmt huet iwwert d'Sanctions administratives communales, wou all Gemeng dat an hiert Polizeireglement kann afléisse loossen an och deementsprechend ka géint Incivilitéite virgoen, administrativ an net penal.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Ech gesi keng aner Wuertmeldung, da ginn ech dem Auteur nach eng Kéier d'Wuert. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech war no menger Ried gefrot ginn, wat dann d'Mesüre wäeren, déi déi gréng géinge maachen. En Deel vun deene Mesüre fënnt een an där doter Motioun. Et ass néierens behaupt, dass dat all d'Problemer géing léisen, mee et ass ganz sécher esou, dass all repressiv Mesür näischt bréngt, wa mer déi heite Saachen net maachen.

An dee Constat, dass mer op där enger Säit bei der repressiv Mesüre ganz, ganz séier reglementéieren an op där anerer Säit bei deene soziale Mesüeren ëmmer erëm verträsch ginn, dat ass e Constat, dee mer an der Debatt elo e puermol gemaach hunn, soudass mer vläicht nach bleift, op deen éischten Tret anzegoen.

An ech mengen, Här Schaaf, ech wäert net mat Iech fachsimpelen, well Dir hutt do ganz sécher méi Anung wéi ech. Mee ech mengen awer, Madamm Cahen, Här Schaaf, wat eis dräi verbënnt, obwuel mer an dräi verschiddenen Parteien sinn, ass, dass mer an dräi Gemenge Responsabilitéit huelen, déi esou Strukturen hunn, a mer allen dräi awer de Constat maachen, wéi schwéier et ass op eisem Niveau, fir do ronderëm eis aner Gemengen ze iwwerzeegen. A genee dowéinst bräichte mer vum nationalen Niveau méi Ënnerstëtzung a méi Drock op där doter Saach. Dowéinst wär dat eigentlech eng ganz, ganz wichteg Geschicht, mee bon, seis drum. Voilà, dat wollt ech nach richtegstellen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Domat wär d'Diskussioun zur Motioun Nummer 4 dann ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun Nummer 4 vum Här Sehovic zum Vott stellen.

Vote sur la motion 4

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Neen: 40. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloeser (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par M. Laurent Zeimet), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusti Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusti Graas), Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig.

An domat wär dann och dës Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

7. 8193 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

A mir géingen elo zum Projet de loi 8193 iwwert d'Afféierung vun enger Eierepräwing bei der Police a fir Kandidaten souwuel am Police- wéi am ziville Kader kommen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Dir kennt de Basismodell. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Nancy Arendt, den Här Guy Arendt, den Här Dan Biancalana, den Här Tom Weidig, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Nancy Arendt. Madamm Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

Mme Nancy Arendt (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, Här Minister, bei dësem Gesetzesprojet 8193 geet et drëms, d'Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Police grand-ducale op e puer weesentleche Punkten unzupassen.

Am Mëttelpunkt steet d'Enquête d'honorabilité. Ech hu probéiert, e lëtzebuergesche Begrëff dofir ze fannen a mäin neie Kolleeg, den Chat, deen huet mer do proposéiert: Dat ass eng Iwwerpräwing vun der Zuverlässegkeet an der Integritéit. Et geet also ëm d'Fro, ob eng Persoun déi moralesch a perséinlech Garantien huet, fir an der Police ze schaffen.

De Projet huet dräi Haaptziler. Éischtens ginn d'Kritäre fir d'Honorabilitéit vun de Kandidaten an de Kandidatinne fir de Policekader méi kloer a méi komplett am Gesetz festgehalen.

Zweetens gëtt esou eng Iwwerpräwing och fir d'Kandidaten an d'Kandidatinne vum ziville Kader agefouert, well och si, jee no Fonctioun, Zougang zu sensibelen Donnéeën oder zum Fonctionnement vun der Police kënnen kréien.

Drëttens gëtt eng gesetzlech Basis geschaf fir de Contrôle continu, also eng lafend Iwwerpräwing vun der Honorabilitéit vun de Membere vun der Police, wa relevant Informatiounen vum Parquet un de Generaldirekter vun der Police weidergi ginn.

De Projet geet zréck op eng Motioun, déi d'Chamber am Juli 2020 ugehooll huet. An där Motioun gouf d'Regierung opgefuerdert, d'Fro vun der Zuverlässegkeet an der Integritéit am Policeberäich ze analyséieren an déi néideg gesetzlech Upassungen ze maachen.

De Projet gouf doropshin de 4. Abrëll 2023 deposéiert. An der Kommissioun fir bannenzeg Affäre gouf de Projet de 15. Abrëll 2026 virgestallt an ech sinn do als Rapportrice designéiert ginn.

No de Regierungsännerunge vum 16. Juli 2025 an de parlamentareschen Amendementer vum 24. Abrëll 2026 huet d'Kommissioun de Rapport de 24. Juni 2026 ugehooll.

(Brouhaha)

Am Laf vun der parlamentareschen Aarbechte goufen eng Rei Stellungnamen analyséiert: déi vum Parquet général, vum Parquet vum Tribunal, ...

M. Claude Wiseler, Président | Wann ech Iech biede kéint, e weéneig méi roueg ze sinn. Et ass schwéier ze lauschten, et ass schwéier ze schwätzen!

Mme Nancy Arendt (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Ech hu mech awer net gestéiert gespuert.

... eng Rei Stellungnamen analyséiert: déi vum Parquet général, vum Parquet vum Tribunal, vun der nationaler Dateschutzkommissioun, vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an natierlech vum Staatsrot. Dës Avisen hunn dozou bäigedroen, de Projet méi prezis ze maachen, besonnesch wat den Dateschutz, d'Rechter vun de betraffene Persounen an d'Limite vum Pouvoir d'appréciation ugeet.

Konkreet geet et an dësem Projet ëm dräi Punkten.

Éischtens gëtt eng kloer gesetzlech Basis geschaf, fir datt de Parquet ënner prezise Konditiounen Informatiounen un de Generaldirekter vun der Police ka weiderginn, wann e Member vun der Police an eng penal Prozedur verwickelt ass oder wann eng Virverurteilung virläit. Dat ass awer keng automatesch Weidergab. Si ass nëmme méiglech, wann et néideg ass, fir eng schwéier Stéierung vun der ëffentlecher Uerdnung ze verhënneren, fir déi physisch oder moralesch Integritéit vun enger Persoun ze schützen oder fir d'Sécherheet vu Besëtze ze garantéieren. De Projet setzt dobäi kloer Grenzen a Garantien.

Wann d'Fakten nach ënnert dem Untersuchungsgeheimnis stinn, däerfen nëmme ganz limitéiert Informatiounen weidergi ginn. De betraffene Member vun der Police gëtt informéiert. A wann e Verfahren ad acta, also ouni Suite, klasséiert ginn ass oder mat engem Fräisproch ophält, da mussen d'Informatiounen aus dem Dossier geläscht ginn, ausser et ass schonn eng disziplinar oder aner Entscheedung dorobber baséiert ginn.

Zweetens gëtt gereegelt, wéi d'Police an enger Urgence ka reagéieren, wann et seriö Indicien oder rasonabel Motiver gëtt, datt e Member vun der Police eng Gefor fir sech selwer oder fir anerer duerstellt oder wann en am Zusammenhang mat Faite steet, déi zu enger Verurteilung fir e Verbrechen oder Vergoe féiere kënnen. An esou engem Fall kann de Generaldirekter virleefeg Schutzmoosnamen huelen. Dat kënnen zum Beispill den Entzuch vun enger Déngschtwaff, eng temporaire Ëmverdeelung vun Aufgaben, eng Zouweisung zu administrativen Tächen oder och eng Begleitung duerch de psychologesche Service respektiv duerch de Service fir d'Gesondheet an d'Wuelbefannen op der Aarbecht sinn.

Wichtig ass hei, datt dës Moosnamen net fräi an ouni Kader geholl kënnen ginn. De Choix vun de Moosnamen muss sech ëmmer no der Natur an der

Schwéiert vun de Fakte riichten. Domat gëtt eng Balance gesicht tëschent dem Schutz vun der ëffentlecher Sécherheet, dem Schutz vun de Persounen an de Rechter vu betroune Membere vun der Police.

Drëtens reforméiert de Projet och d'Enquête d'honorabilité fir déi Leit, déi an de Policekader oder an den zivilen Kader vun der Police wëllen erakommen. Virun enger Opnam an de Stage, enger Aféierungsperiod oder enger Proufzäit gëtt iwwerpréift, ob de Kandidat oder d'Kandidatin déi néideg Zouverlässigkeet an Integritéit huet, fir an esou engem sensibelen Ëmfeld ze schaffen. Dës Iwwerprüfung berécksichtigt d'Verhale vu betroune Persounen an d'Informatiounen aus dem Strofgëst. Dobäi kënnen verschidde Quelle consultéiert ginn, wéi zum Beispill de Casier judiciaire, Gerichtsentscheidungen oder Informatiounen, ob eng penal Prozedur virläit, wann déi fir den Zweck vun der Iwwerprüfung relevant sinn.

Gläichzäiteg gëtt et och kloer Garantien. Fakten, déi zu engem Fräisproch, engem Non-lieu oder enger Entscheidung ouni weider Strofvorfollung gefouert hunn, ginn ausgeschloss. Eng Ofleennung vun enger Admissioun, déi op enger begrënnter Stellungnam baséiert ..., voilà, da gi se ausgeschloss. Déi betroune Persounen kënnen Accès zum Dossier ufroen an d'Rekursméiglechkeete bleiwen op.

Fir den zivilen Kader gëtt eng änlech Enquête agefouert, well och dës Memberen, jee no Posten, mat sensibelen Informatiounen, internen Donnéeën oder polizeileche Prozeduren a Kontakt kommen. De Projet präziséiert och, datt den zivilen Kader duerch Staats-salarié kéint komplettéiert ginn.

De Staatsrot hat am Laf vun der Prozedur verschidde formell Aspréch formuléiert. Déi hunn ënner anerem d'Previsibilitéit vun der Weidergab vun Informatiounen, d'Definitivitéit vun de virleefeg Schutzmoossnamen, d'Kompetenze vum Generaldirekter an d'Rechter vun de Kandidatinnen a Kandidaten am Kader vum Dossier betroun. Duerch d'Ännerungen, déi gemaach goufen, konnten dës Opposition-formellen awer opgehuewe ginn.

Am Ganze geet et also ëm e wichtege a geziilten Text, e mécht d'Reegele méi kloer, e schafft Sécherheet fir d'Kandidaten an d'Kandidatinnen, fir d'Police als Verwaltung an och fir d'Ëffentlechkeet. An e bréngt e bessert Gläichgewicht tëscht deem legitimen Besoin vu Sécherheet an dem Respekt vun de Rechter vun de betroune Persounen.

Domadden doen ech d'Kap als Rapportrice of an ech verweise fir all Detailler op mäi schrëftleche Rapport.

Une voix | Très bien!

Discussion générale

Mme Nancy Arendt (CSV), rapportrice | Här President, wann Der erlaabt, wëll ech mech just ganz kuerz och am Numm vu menger Partei expriméieren.

Fir d'CSV ass dës Gesetzesprojet e wichtege Schrëtt, well en d'Vertrauen an d'Police grand-ducale an an eis Institutiounen stäerkt. D'Police huet an engem Rechtsstaat eng ganz besonnesch Roll. Si ass do, fir d'Sécherheet vun de Biergerinnen an de Bierger ze garantéieren, d'Uerdnung ze erhalen an an deene Momenter ze handelen, wou d'Situatiounen dacks dringend, schwéier a sensibel ass. Dofir mussen d'Standarden, déi mir fir d'Police stellen, héich sinn. Dat gëllt fir de Policekader, deen d'Exklusivitéit vum Gebrauch vun der Waff an der staatlecher Zwangs-ausübung huet. Dat gëllt awer och fir den zivilen Kader, well modern Policeaarbecht haut och Dateschutz, Informatik, Analys, Verwaltung a ganz vill sensibel Informatiounen ëmfaasst.

Wien an esou engem Ëmfeld schafft, muss net nëmme kompetent sinn, mee muss och dem Vertraue gerecht ginn, dat de Staat an d'Bierger an d'Biergerinnen an hie setzen.

De Projet ass dobäi net eng Fro vu Mësstrauen, et ass eng Fro vu Verantwortung. Eng Enquête d'honorabilité, déi kloer am Gesetz steet, schützt net nëmme d'Ëffentlechkeet, mee och d'Kandidaten an d'Kandidatinnen an d'Membere vun der Police selwer.

Une voix | Très bien!

Mme Nancy Arendt (CSV), rapportrice | Well kloer Krittären a kloer Prozedure suerge fir Viraussicht-barkeet an Transparenz. Als CSV begrësse mir besonnesch, datt de Projet e fait Gläichgewicht sicht.

Jo, et muss méiglech sinn, séier ze reagéieren, wann et seriö Informatiounen gëtt, datt e Member vun der Police eng Gefor fir sech selwer oder fir déi aner duerstellt, oder wann d'Integritéit vum Dénsgsch a Fro gestallt ass, mee gläichzäiteg dierf esou eng Reaktioun net ouni Kader geschéien. Dofir ass et wichteg, datt déi virleefeg Schutzmoossnamen am Gesetz opgeléicht sinn, datt se verhältnisméisseg musse sinn an datt se sech och no der Natur an der Gravitéit vun de Faite riichten.

Wichteg ass och d'Présomption d'innocence, also d'Onscholdsvermutung. Eng virleefeg Schutzmoossnam ass keng Verurteilung an och keng Disziplinarstrof. Si ass eng provisoresch Moossnam, fir d'Sécherheet ze garantéieren, bis d'Situatioun eebe gekläert ass.

Genee dofir brauche mer eng gesetzlech Basis, déi kloer seet, wéini d'Informatiounen weidergi kënnen ginn, wien decidéiert, wéi laang d'Donnéee gespäichert ginn a wéi eng Rechter déi betroune Persoun huet.

D'CSV steet fir eng Police, déi staark ass, awer och fest am Rechtsstaat verankert ass. Mir wëlle Polizistinnen a Polizisten, déi gutt ausgebild sinn, déi gutt encadréiert sinn, awer och gutt geschützt sinn.

Mir wëlle gläichzäiteg eng Police, där d'Biergerinnen an d'Bierger kënnen vertrauen, well se wëssen, datt hir Pouvoiren ëmmer mat Verantwortung verbundene sinn.

Dës Projet ass dofir kee groussen ideologeschen Text, mee en néidegen, prakteschen an ausgeglachene Bausteen. En hëlleft, d'Integritéit vun der Police ze schützen, en hëlleft, d'Risikoe méi fréi ze erkennen, an en hëlleft, déi grouss Majoritéit vun de Membere vun der Police, déi hir Aarbecht all Dag mat Engagement an Integritéit maachen, ze ënnerstëtzen.

Aus deem Grond wäert ech menger Fraktioun och proposéieren, dësen Text matzestëmme. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Arendt, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mündleche Rapport. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e moderne Rechtsstaat steet op dräi Piliere, déi sech géigesäiteg ergänzen, dat heescht eng staark Legislativ mat der Chamber, eng onofhängeg Justiz an eng Exekutiv, déi d'Gesetzter ëmsetzt an déi ëffentlech Uerdnung garantéiert.

D'Police ass ee vun de sichtbaarten Deeler vun dëser Exekutiv. Si ass do, wou de Staat de Biergerinnen a Bierger ganz konkret am Alldag begëint: wann eng Situatioun eskaléiert, wann een Hëllef brauch, wann d'Sécherheet oder d'Fräiheet vun anere Leit geschützt musse ginn.

Domat übt d'Police ee vun de sensibelste Pouvoir vum Staat aus, dat heescht de Gewaltmonopol. Dat ass eng grouss Verantwortung. An engem Rechtsstaat ass dës Gewaltmonopol awer nëmme legitim, wann e kloer gesetzlech encadréiert ass, wann d'Mëttel proportionéiert bleiwen a wann Transparenz a Kontroll zu all Moment garantéiert sinn.

Esou Reegele sinn am Interessi vun eis alleguer. Si gi Rechtssécherheet um Terrain, si schützen d'Integritéit vum Corps a si stäerken d'Vertrauen an d'Police. Dat ass fir mech de Kär vun dësem Projet de loi.

Et geet net drëms, d'Police ënner Generalverdacht ze stellen. Am Géigendeel. Et geet drëms, déi grouss Majoritéit vun de Polizistinnen a Polizisten ze schützen, déi hir Aarbecht all Dag mat vill Asaz a Professionalitéit maachen, dacks a schwierige Situatiounen. Hinne soen ech iwwregens op dëser Plaz am Numm vun der DP-Fraktioun e ganz grouse Merci fir hir Aarbecht.

De Projet de loi 8193 moderniséiert d'Gesetz vun 2018 iwwert d'Police grand-ducale a schafft e kloer juristesche Kader fir d'Enquête d'honorabilité. En definéiert, wéi d'Honorabilitéit vun de Membere vun der Police iwwerpréift gëtt, net nëmme bei der Rekrutierung, mee och am Laf vun der Karriär, an, dat ass nei, net nëmme fir de Policekader, mee och fir den Zivilkader, deen ëmmer méi grouss gëtt an dacks Accès zu héich sensibelen Donnéeën huet.

De Projet reegelt donieft, ënner wéi enger Konditioun de Parquet Informatiounen un de Generaldirekter vun der Police ka weiderginn, wann e Policemember an enger Strofprouedur implizéiert ass, fir datt am Eeschtfall direkt ka reagiert ginn.

Op all déi eenzel Dispositiounen wäert ech elo natierlech net am Detail agoen, well eis Rapportrice dat scho virdru gemaach huet.

Här President, laut enger rezenter OECD-Etüd vertraue 77 % vun de Leit hei am Land hirer Police. Dat ass wäit iwwert dem OECD-Duerchschnitt. Dës Vertrauen ass keng Selbstverständlechkeet. Et gëtt all Dag um Terrain verdéngt.

Mee leider gëtt et, wéi iwwerall, och hei Ausnamen. Rezent Virfäll hunn eis gewisen, datt eenzel Situatiounen séier vill Froen opwerfen an d'Vertrauen an d'Institutiounen belaascht ka ginn.

An esou Momenter brauche mir kloer Prozeduren, eng Direktioun, déi handlungsfäeg ass an eng Kultur, an där d'Polizisten an d'Polizistinnen um Terrain wëssen, datt si Ënnerstëtzung kréien, mee och, datt si Problemer, Feeler oder onpassend Verhalen ouni Angscht viru Konsequenze kënnen mellen.

Och fir d'Biergerinnen an d'Bierger mécht et een Ennerscheid ze wëssen, datt déi, déi am Numm vum Staat handelen, datt mat Integritéit, Verantwortung a Mooss maachen. Dës Projet liwwert dofir de Kader. An dat mat den néidege Garantien.

Informatiounen kënnen nëmme fir de Contrôle continu vun der Honorabilitéit benotzt ginn. Et gëtt en Accès au dossier an et gëtt d'Méiglechkeet vum Recours. D'Informatiounen gi geléicht, wann eng Prozedur mat engem Non-lieu oder engem Fräisproch op en Enn geet.

Här President, dës Gesetz bitt sech an ee méi breede Kontext an. D'Police huet an de leschte Jore vill nei Aufgaben a méi Verantwortung kritt. Mir hunn elo just iwwert de Platzverweis ofgestëmmt. Et ass nach net laang hier, datt d'Police locale agefouert gouf. An den Effektiv ass zanter 2020 ëm bal 800 Persounen gewuess.

Dése Wuesstum ass gutt an néideg. Mee wann d'Politik der Police nei Instrumenter an nei Leit gëtt, da muss se och derfir suergen, datt de Corps déi néideg Mëttel, Zäit a Formatiounen kritt.

Well eng modern Police ass net nëmmen eng Police mat méi Personal. Et ass eng Police, déi no bei de Leit ass, déi op de Feedback vum Terrain lauscht, déi intern kloer gefouert gëtt an déi hir Mataarbechterinnen a Mataarbechter net nëmme fuerdert, mee och ënnerstëtzt.

D'Reforme vun de leschte Jore vum gesetzleche Kader fir Bodycams bis zum internen Netzwierk vun den Change-Ambassadeuren weisen, datt d'Chamber an d'Police des Ambitioun eescht huelen.

Dése Projet schreift sech an des Entwécklung an. Hie stäerkt d'Sécherheet an hie respektéiert d'Rechter vun de concernéierte Persounen. Dat richtegt Gläichgewicht tëscht Effektivitéit, Transparenz an Datenschutz, genee dat ass fir eis als Demokratesch Partei de richtige Wee.

An ech ginn heimadder den Accord vun der DP-Fraktion zu diesem Projet de loi.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Da ginn ech dem Här Dan Biancalana d'Wuert. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, effektiv vertraue 77 % vun de Lëtzebuerger laut enger OECD-Studie der Police. Dat ass, mengen ech, e ganz, ganz gutt Zeechen. Dat ass positiv an dat ass och wichteg, well effektiv d'Police de Gewaltmonopol vum Staat ausübt.

A grad dese Projet stäerkt d'Vertrauen an d'Police an d'Integritéit vun der Police, well d'Honorabilitéit vun der Police, dat ass keen abstrakte Begrëff. D'Integritéit, mengen ech, ass ganz wichteg an der Ausübung vun hirer Aarbecht.

A mir wëssen, dass d'Police d'effentlech Sécherheet garantéiert. Si huet Zougang zu sensibelen Donnéeën a kann a bestëmmte Situatiounen Zwangsmëttel asetzen. An d'Honorabilitéit rechtssécher iwwerpräwen ze kënnen a sech och d'Moyenen dofir ze ginn, ass e ganz, ganz wichteg Element bei uniforméierte Polizeibeamten, dat dann och méi kloer encadréiert gëtt.

Gradesou wichteg ass awer och d'Erweiterung op dat zivillt Personal, fir dass och bei hinne Kontrolle kënnen ausgeübt ginn.

Gradesou wichteg sinn och déi rechtsstaatlech Garantien, deenen hei Rechnung gedroe gëtt.

Ech mengen, d'Police – dat wësse mer – gëtt gemooss un héije Standarde vu Rigueur, vun Neutralitéit a vun Dignitéit. An de Bléck vun der Gesellschaft an hiert Vertrauen an d'Police, dat stäerkt natierlech och de Rechtsstaat. An dofir droe mir als LSAP dese Projet mat.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Härn Deputéiert, de Projet de loi 8193 huet als Zil, d'Enquête d'honorabilité bei der Police nei ze regelen, se op hir Zivilisten ze erweiden an den Informationsaustausch tëscht dem Parquet an der Police besser ze encadréieren.

D'ADR versteet des Zilsetzung. Eng Police verfüügt iwwer sensibel Donnéeën, si muss géint Krimineller

a kriminell Bande virgoen. Dat ass dacks geféierlech. Duerfir ass et normal, datt de Staat sech vergewëssert, datt d'Kandidaten déi néideg Integritéit matbréngen.

Mee grad well et hei ëm Grondrechtler geet an och ëm déi politesch Neutralitéit vun der Police, ass Virsicht gefrot. De Begrëff vun der Honorabilitéit bleift nämlech trotz de Präzisiounen am Gesetz relativ breet.

Mir froen eis, ob et net ubruecht gewiescht wär, méi kloer am Gesetz festzeleeën, wéi eng Elementer tatsächlech zu engem Refus féiere kënnen. Wann d'Krittären ze breet sinn, besteet ëmmer de Risiko vun enger subjektiver Interpretatioun.

Dat géllt besonnesch, wann elo bei der Enquête d'honorabilitét Kommentarer op de soziale Meedie gekuckt géife ginn. Mir hunn d'Suerg, datt doduerch nëmmen e bestëmmten Typ vu Kandidat duerchkennt, während anerer, déi vläicht eng aner politesch Meenung hu wéi de Recruteur, net duerchkommen.

Och d'Onsicholungsvermuddung ass fir eis en anere fundamentale Prinzip vum Rechtsstaat. Kee Mënsch dierf als schëlleg behandelt ginn, soulaang seng Schold net bewisen ass. Genau do stelle sech Froen. De Projet erlaabt et net nëmmen, rechtskräfteg Verurteilungen, mee och polizeilech Antecedanten, Procès-verbalen a Rapporte bei der Evaluatioun ze berücksichtigen.

Hei kéint eng Persoun als net honorabel agestuft ginn opgrond vu Faiten, déi sech net emol am Casier judiciaire ermënnen, Faiten, déi ni vun engem Gericht definitiv festgestallt goufen, déi ni zu enger rechtskräfter Verurteilung gefouert hunn. De Kandidat kritt vun all deem näischt mat a ka sech net verdeeden.

De Projet deent d'Enquête d'honorabilitét och op den ziville Kader aus. Dat ass vum Prinzip hier verstänneg, well och zivill Mataarbechter mat sensibelen Date schaffen. Mee hei muss ëmmer de Prinzip vun der Verhältnismäissegkeet gëllen. Net all administrativ Funktioun erfuerdert de selwechte Kontrollniveau.

Sécherheet ass wichteg, Rechtsstaatlechkeet an individuell Fräiheitsrechter sinn et och. Déi zwee mussen berücksichtegt ginn. D'ADR wëllt eng staark, professionell a vertrauenswürdeg Police a virun allem eng politesch neutral. Mee grad dofir mussen mir sécherstellen, datt d'Reegelen objektiv, transparent a fair sinn.

Mir begreifen d'Intentioun vun der Regierung, mee mir sinn och besuergt, datt ze vill Subjektivitéit erakënnt. Duerfir wäerte mir eis beim Projet de loi enthalten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Dann ass d'Wuert fir den Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Eis wonnerbar Rapportrice huet alles gesot, wat et ze soe gëtt. Mir bleift just ze soen, dass mer deen heite Projet de loi wäerte matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir hu vollst Vertrauen an eis Police. Duerfir stëmme mer dat mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir hu Vertrauen an eis Prozeduren an duerfir stëmme mer dat och mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss.

Wëllt d'Regierung d'Wuert huelen? Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Och ech hu vollt Vertrauen an d'Police. A merci der Rapportrice.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Domat wär d'Diskussioun zu deem Projet de loi dann ofgeschloss an ech géng de Projet de loi 8193 zum Vott stellen. Den Text steet am Document parlementaire 8193¹³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8193 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Probéiert nach eng Kéier, d'Procuratiounen nozekucken, wannechgeleft.

Kann ech nach eng Kéier kuerz den Appell maachen, ze kucken, ob d'Procuratiounen all geholl gi sinn?

(Brouhaha)

Bon, ech schlëssen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 54 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 5 Abstentiounen. De Projet de loi ass also mat 54 Jo-Stëmme géint keng Nee-Stëmm bei 5 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Zeimet), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. 8569 – Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les administrations de l'État

Op eiseem Ordre du jour vun de Mëtte steet als nächste Punkt de Projet de loi 8569, eng Ofännerung

vum Gesetz iwwert d'Umeldung fir d'Staatsexamen an d'Organisation vum de Staatsexamen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Maurice Bauer, den Här Gusty Graas, den Här Ben Polidori, den Här Michel Lemaire an d'Madamm Djuna Bernard. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Maurice Bauer. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Merci villmools, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, et ass mer haut eng grouss Freed, Iech de Mëtteg als Rapporteur de Projet de loi 8569 ze presentéieren an domadder eigentlech eng weider Moderniséierung vun der Fonction publique ëmzesetzen.

De Gesetzesprojet gouf de 4. Juli 2025 vum Minister fir d'Fonction publique Serge Wilmes an der Chamber déposéiert. E gouf de 15. Juli an déi zoustänneg Kommissioun vun der Fonction publique verwisen an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet de 15. Oktober d'lescht Joer hiren Avis dozou ugehooll.

De Staatsrot huet säin Avis den 19. Dezember 2025 ofginn an d'Kommissioun vum öffentliche Sektour huet de Gesetzesprojet an hirer Sëtzung vum 7. Mee dëst Joer vum Här Minister, zesumme mat de Beamten aus dem Ministère, virgestallt kritt. An an där selwechter Sëtzung goufen déi zwee Avisen vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a vum Staatsrot analyséiert. Schlussendlech huet d'Kommissioun de 4. Juni dëst Joer de Rapport ugehooll.

Wourëms geet et? Bei dësem Projet de loi geet et ëm eng Reform vum fréieren Examen-concours. Dee war jo schonns 2018 grondsätzlech reforméiert ginn. An zanterhier besteet dësen Examen-concours aus zwou Etappen.

Déi éischt Etapp ass déi sougenannten „épreuve d'aptitude générale“. Si besteet aus informatiséierten a standardiséierten psychometreschen Tester, déi 2018 agefouert goufen. Deemools ass een wechgaange vun de klassischen Examen, bei deenen d'Kandidaten ënner anerem Wëssen hu missen auswenneg léieren.

Mëttlerweil sinn aacht Joer vergaangen, zënterdeem dëse System agefouert gouf. No fënnf Joer ass e Bilan gezu ginn an dozou gouf eng Ëmfro bei deene betraffene Persounen gemaach, also bei de Kandidaten an de Kandidatinnen, de Stagiairen, de Responsabele vun de Ressource-humainen esouwéi bei den Direktiounen vun de Ministère an den Administratiounen.

De Bilan ass ënnert dem Stréch ganz positiv ausgefall. Déi nei Épreuve d'aptitude générale evaluéiert d'Kompetenzen amplaz vum rengen Wëssen. Si gëllt als méi modern, awer och als méi objektiv.

D'Tester ginn automatesch ausgewäert, soudass d'Resultater och vill méi séier virleien.

Doniewent ass de Pool vu Kandidaten a Kandidatinne mat vill méi diversifiéierte Profiller a Kompetenzen gewuess, ënner anerem, well och d'Persounen eng Chance kruten, déi sech am traditionelle Schoul-system net zeréckfannen.

Ausserdeem fannen d'Administratiounen an deene meeschte Fäll déi Kandidatinnen a Kandidaten, déi si sech fir déi ausgeschriwwene Poste gewënnscht hunn.

Wat gesäit elo dëse Projet de loi vir? D'Opdeelung an zwou Etappe bleift bestoen. Déi éischt Etapp ass weiderhin d'Épreuve d'aptitude générale, déi vum CGPO organiséiert gëtt. Déi zweet Etapp ass

d'Épreuve spéciale, déi geziilt op déi spezifesch Ufuerderunge vun den ausgeschriwwene Poste bei der concernéierter Entitéit ausgeriicht ass. Si gëtt vun där concernéierter Entitéit organiséiert, op Demande och mat Ënnerstëtzung vum CGPO.

Den Inhalt vun der Épreuve d'aptitude générale gëtt nach méi geziilt un déi verschidde Gehaltsgruppen ugepasst an och de System vun der Épreuve spéciale gëtt verbessert. Gläichzäiteg verfolgegt dëse Projet d'Zil, déi weesentlech Reegelen vum Recrutement op den Niveau vum Gesetz unzehiewen. Dat geet op eng Bemierkung vum Staatsrot am Kader vum engem Projet de règlement grand-ducal aus dem Joer 2023 zeréck.

De Conseil d'État huet deemools drop higewisen, dass déi essentiel Elementer vum Recrutement net aleng an engem Règlement, mee an engem Gesetz misse festgehalen ginn. Eng ganz Rei vu Bemierkunge vum Staatsrot sinn an dësem Projet de loi domadder berücksichtegt ginn, wat sech och a sengem Avis erëmispigelt.

En anere wichtege Bestanddeel vun der Reform ass d'Digitaliséierung. De ganze Recrutementsprozess gëtt digital ofgewéckelt. Sou kënnen d'Gestionnaire vum de Ressource-humainen, awer och d'Kandidatinnen an d'Kandidaten hir Dossiere vill méi einfach suivéieren.

Mat dëser Reform komme mer och ewech vun deem aktuelle System mat zwou bis dräi Sessiounen pro Gehaltsgrupp pro Joer. An Zukunft stellt eng Persoun hir Kandidatur direkt op e ganz konkret ausgeschriwwene Poste.

Wann een d'Épreuve d'aptitude générale nach net gemaach huet oder hir Validitéit ofgelaf ass, kann ee sech flexibel fir en Datum an eng Auerzäit aschreien, déi engem am beschte passt. Also hei ass et vill méi eng grouss Flexibilitéit.

Zanter der Reform vum 2018 si keng Examen méi vun den Examenskommissiounen korrigéiert ginn. Dowéinst huet et sech gewisen, dass déi traditionell Examenskommissiounen pro Gehaltsgrupp net méi dem aktuelle System géifen entsprechen.

Dofir gesäit dëse Projet de loi och vir, eng Commission de surveillance anzeféieren, déi aus dräi Membere besteet. Dës Kommissioun kënnt op d'mannst zweemol am Joer zesummen an zu hiren Aufgabe gehéiert et, den Taux de réussite vun den Épreuves d'aptitude générale ze analyséieren, d'Validitéit an d'Zouverlässigkeet vun den Tester am An ze behalen, Reklamatiounen am Zesammenhang mat der Organisation vun den Épreuves d'aptitude générale an den Épreuves spéciales ze behandelen, Recommendationen un de Minister fir d'Fonction publique ze formuléieren a schlussendlech e Joresrapport iwwert d'Organisation vun der Épreuve d'aptitude générale virzeleeën.

Niewent deenen dräi Membere si fir all Gehaltsgrupp – dat heescht den A1, A2, B1, C1 an C2 – Observateuren an der Kommissioun vertrauten, déi vun der Staatsbeamtenkammer proposéiert ginn.

D'Kandidatinnen an d'Kandidaten kréie bei hirer Aschreiwung fir d'Épreuve d'aptitude générale d'Kontaktdate vum zoustännegen Observateur. A wann et da Kritik un der Organisation gëtt, kënnen si sech bei dësem Observateur mellen. Dee kann da Bemierkungen an der Kommissioun thematiséieren.

Eng weider Ännerung vun dësem Gesetzesprojet ass, dass d'Validitéit vun der Épreuve d'aptitude générale an Zukunft op maximal ee Joer begrenzt gëtt. An dësem Projet de loi ass awer eng Iwwergangsbestëmmung virgesinn. Dës garantéiert, dass déi Persounen,

déi aktuell op der Reservlëscht stinn – also déi Leit, déi an de leschte Joren eng Épreuve d'aptitude générale bestanen hunn, awer nach keng Admission au stage kruten –, nach kënnen soulaang op der Lëscht bleiwen, wéi hir Validitéit nom aktuelle Règlement nach bestoe gëif.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, nach kuerz op d'Avis vum Staatsrot a vun der Staatsbeamtenkammer zu dësem Projet anzegoen.

De Staatsrot huet seng Zweifel un de virgesinnenen Aspierungen duerch deen neie Fonctionnement ausgedréckt. Hien ass der Meenung, dass eng einfach Erhéijung vun der Zuel vun de generelle Sessiounen duergaange wär. De Staatsrot begréisst a sengem Avis awer och de Schrëtt zu enger Auswiel op Basis vun de Fäegkeeten an de Kompetenzen fir e Poste – dëst, fir eis Fonction publique och ze stäerken.

D'Staatsbeamtenkammer begréisst de Projet de loi fir eng Moderniséierung vum Staatsexamen. Besonnesch ënnerstëtzt d'Staatsbeamtenkammer d'Digitaliséierung an d'Verbesserung vun der Rekrutierung. Allerdéngs huet d'Chamber vun de Staatsbeamten hir Forderung no Garantien, fir d'Transparenz an d'gläichberechtigt Behandlung vun de Kandidaten ze garantéieren, ausgedréckt. Si sinn och besuergt iwwert d'Reduktioun vun der Gëltegkeetsdauer vun de Resultater op ee Joer, wat si als Nodeel fir d'Kandidaten consideréieren.

Ech wëll hei op dëser Plaz am Numm vun der Fraktioun dem CGPO och villmools Merci soen, well, nodeems mer an der Kommissioun den Dossier, also de Projet de loi duerchgehooll hunn, war en Interêt, fir eng Visitt beim CGPO ze maachen, wat de Ministère vun der Fonction publique och direkt méiglech gemaach huet. Dowéinst wëll ech wierklech der Direktioun an de Mataarbechterinnen an de Mataarbechter vun dëser Plaz am Numm vun der Kommissioun Merci soe fir all déi Explikatiounen, déi mer do kruten, wou mer eis wierklech konnten iwwerzeegen, wéi dat an Zukunft wäert gehandelt ginn am ganz Prakteschen, an de Lokalitéten vum Ministère. Dowéinst: Vun dëser Plaz deene Mataarbechterinnen an de Mataarbechter an der Direktioun e ganz décke Merci.

Domadder verweisen ech da fir de Rescht op mäi schrëftleche Rapport. An dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann Der erlaabt, schwätzen ech dann nach kuerz als mandatéierte Spriecher vun der CSV zu dësem Projet de loi.

Discussion générale

Fir d'CSV ass kloer, dass d'Fonction publique e wichtege Pilier fir eise gemeinsame Fonctionnement ass. A mir mierken et. Si leescht oft mat vill manner Leit déi gläich Aarbecht wéi hir Homologen am Ausland, déi oft zu vill méi sinn, fir déi selwecht Dossiere kënnen ze traitéieren. An awer gëtt et op eng exzellente Aart a Weis an eisen eenzelnen Administratiounen gemaach.

Den öffentliche Déngscht, d'Ministère, d'Administratiounen sinn de Servicepartner vun de Gemengen an och vun de Biergerinnen an de Bierger.

Eise Staat ass nëmmen esou staark wéi déi Leit, déi hien droen. A wa mir haut iwwert dëse Gesetzesprojet diskutéieren, da geet et eigentlech ëm d'Fro: Wéi kënnen mir als Staat en attraktive Patron bleiwen, eng attraktiv Karriärméiglechkeet ubidden an eis gläichzäiteg un d'Realitéten upassen?

Léif Kollegeinnen a Kollegen, fir d'CSV brauch eng modern Verwaltung modern Rekrutementsinstrumenter. Eng performant Fonction publique brauch transparent, fair an effizient Selektiounsprozeduren.

Dëse Projet de loi ass eng rasonabel, equilibréiert a virun allem zukunftsorientéiert Äntwert op all dës Erausforderungen.

An dësem Sënn wäert ech menger Fraktioun proposéieren, dëse Projet de loi ze ënnerstëtzen. An ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mündleche Rapport. Deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Effektiv, e Staatsbetrieb muss sech ëmmer upassen. E muss sech upassen un d'Entwécklung vun enger Gesellschaft, e muss sech moderniséieren. Dat geschitt och mat dësem Gesetz. An ech mengen, et ass och wichteg, datt d'Regierung erkannt huet, datt mer hei mussen handelen.

2018 war eng éischt Reform vun den Examen duerchgefouert ginn. Déi kllassesch Examen, wéi mer se gewinnt sinn, déi gehéieren natierlech elo deelweis der Vergaangenheet un. Dat dierf natierlech net derzou féieren, datt d'Qualitéit oder d'Uspréich un d'Examen dierfen ofhuelen. Ech géing och soen, datt dat da mat dësem Gesetzesprojekt net geschitt.

Mir maachen hei e weidere Schrëtt an d'Digitaliséierung. An et ass evident: D'Digitaliséierung ass eppes, wat eis vu moies bis owes begleet. Mir kommen net derlaanscht. Doriwwer kann een diskutéieren, mee am Endeffekt huet dat awer och eng ganz Rei Virdeeler.

Et sinn an deem Gesetzesprojekt hei eng Rei positiv Elementer, op déi ech och kuerz wëll agoen. Ech mengen, den Här Bauer huet eis dat – ech soen em och Merci – scho ganz detailléiert hei ënnerbreet, mee et sinn e puer Saachen, déi een hei awer soll ënnersträichen.

Zum Beispill d'Surveillance: Déi Commission de surveillance, déi ganz wichteg ass an déi jo aus dräi Leit besteet, kritt am Fong elo d'Méiglechkeet, de Minister ze beroden. Déi kann och elo éischt Erfarunge sammelen a kann dann och e Rapport maachen. Dee ka se och un de Minister weiderginn: „Do sinn elo Schwaachpunkten. Do si Stärken“, fir da vläicht eng gewëssen Evaluatioun an Zukunft och kënnen ze maachen.

Déi Epreuve spéciale, déi natierlech hannendru kennt: Et ass evident, datt hei déi eenzel Verwaltungen dann och nach méi zousätzlech Kompetenze kréien. Et dierf ee jo net vergiessen, datt bei der EAG, also bei der Epreuve d'aptitude générale, u sech elo net direkt och Sproochekenntnisser erfuerdert sinn. Op dee Projet komme mer jo herno nach ze schwätzen. Ech wëll deem och elo net virgräifen, mee fir eis ass et awer – ech wëll dat awer elo schonn hei soen – natierlech och net onwichtig, datt an Zukunft d'Sproochekenntnisser awer op engem ganz héijen Niveau weiderhi mussen funktionéieren.

Och de Rôle vum Observateur soll een hei nach eng Kéier ënnersträichen. Dat gëtt och deem eenzele Kandidat vläicht méi eng Sécherheet, wann e weess, datt nach eng Persoun do ass, déi e begleet, déi een ënnerstëtzt.

Datt déi Examen hei elo net online gemaach ginn, dat kann een och verstoen.

An ech kommen och op déi Visitt zrëck, déi mer gemaach hunn – wat ech iwwregens ganz gutt fonnt hunn. A wat een och soll hei ënnersträichen: Et ass wichteg, dass d'Chamber och mol eng Kéier aus deem Raum hei rausgeet, op den Terrain geet, sech

informéiere geet. A mir kruten do wichteg Informatiounen. Do krute mer dann awer och matgedeelt, dass zum Beispill de Moment awer éischter de Willen do ass, dat en präsentiel ze maachen, net onbedéngt online – wat jo och munches ausseet. Duerfir ass et och wichteg, wéi gesot, datt et en Observateur gëtt, datt deen eenzele Kandidat gutt encadréiert gëtt.

Bref, ënnert dem Stréch kann ech am Numm vun der Demokratescher Partei jiddefalls dësem Gesetzesprojekt nëmmen eis Zoustëmmung ginn. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Jo, merci, Här President. Jo, et ass scho vill gesot ginn. Den Astellungsprozess, ausens large, gëtt hei moderniséiert, gëtt digitaliséiert. Dat begrësse mir och an dowéinst wäerte mer och de Projet matdroen.

Et ass och esou, dass mer jo déi Visitt gemaach hunn. Dat war och interessant, well et ware ganz vill Froen, virun allem, wéi dat ofgelaf ass, an: Wéi leeft iwwerhaupt esou en Examen of? Wann een en net selwer gemaach huet, ass dat relativ komplex gewiescht. An dat huet awer dozou bäigedroen, dass mer emol wierklech konnte visuell gesinn, wat déi Etappe sinn. An dat vun deene Leit, déi dat heite mat ausgeschafft hunn, och erklärt ze kréien, dat war, mengen ech, awer ganz, ganz gutt. An dat huet, wéi gesot, ganz vill Froen aus dem Wee geschafft. Ech sinn och frou doriwwer, dass mer dat gemaach hunn. Och nach eng Kéier deene Leit e Merci.

Wat awer och immens wichteg, mengen ech, an dësem Projet ass, ass eeben, dass ee sech kann op e Poste mellen, och wann ee kee Staatsexamen huet. Well haut ass et esou, dass déi plus ou moins zweemol d'Joer sinn. Dat heescht, wann ee sech wëll op säi Wonschposte mellen an et huet ee keen Examen, jo da kritt een dee Poste vläicht net.

An elo, wa mer dat heite stëmmen, da kann een den Examen quasi den Dag duerno maache goe bei de CGPO. Deen ass quasi elo all Dag méiglech. Ech mengen, dat gëtt der Saach och d'Méiglechkeet, dass d'Leit sech vill méi dynamesch kënnen op e Poste melle wéi nach haut, an net vläicht e Posten, dee se sech wierklech wënschen, net kompatibel wier.

An dat anert ass eeben och nach: Op d'Resultater mussen se net méi während Woche vläicht waarden, well déi mussen korrigéiert ginn. Déi sollen elo digital korrigéiert ginn. Et gëtt vläicht nach eng Kéier driwwer gekuckt. Ech mengen, dat ass wichteg an dat ass och gutt esou. Dat begrësse mer. Dowéinst wäerte mer dëse Projet och matstëmmen.

Ech soen Iech scho Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Merci, Här President. Mir stëmmen dëse Projet mat. D'Virdeeler vun deem Gesetz hu mer am Rapport an och vu menge Virriedner héieren. Allerdéings stëmme mer dat och mat e bësse Bauchweé mat.

Une voix | O.

M. Michel Lemaire (ADR) | An do si mer ganz bei der Staatsbeamtekummer, déi sech jo och ëm déi Dispositioun suert, datt d'Validitéitsdauer vum Resultat vum Examen, wéi mer et héieren hunn, vu fënnf Joer op ee Joer erofgeet. Dat kann natierlech defavorabel fir d'Kandidate sinn.

Firwat mer et trotzdeem matstëmmen, ass awer, well mer d'Intentioun vun där Dispositioun verstinn. Duerch, datt mer d'Situatioun hunn, datt op eenzel Poste sou vill Leit postuléieren, woubäi vill vun hinne jo vun Ufank un net wierklech op dee Profil passe respektiv dee Profil hunn, dee gebraucht gëtt, maache mer doduerch d'Rekrutementsprozedur schwéierfäleg a bremse se onnéideg of.

Mir géifen eis awer wënschen, datt mer dat, wat mer haut stëmmen, oder dee Punkt zumindest, e bëssen als Praxistest gesinn: Wat bréngt déi nei Dispositioun dann a verbessert se de Rekrutement nowieslech? Da waarde mer do gespaant op d'Erfahrungen um Terrain.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Och mir wäerten dëst Gesetz matstëmmen, besonnesch well et positiv ass, datt d'Kandidatinnen a Kandidaten hir Resultater lo kënnen digital nokuken, d'Prozedur vereinfacht ginn an dass net méi de Ranking, mee d'Kompetenzen an d'Ugepasstheet op déi jeeweileg konkret Poste méi am Mëttelpunkt stinn. Dat fanne mer eng modern Approche, déi eiser Fonction publique gerecht gëtt.

Mir huelen zur Kenntnis, dass sech effektiv Suerge gemaach gëtt ëm d'Gültgkeet vun de Resultater op ee Joer. Dat ass, mengen ech, schonn eppes, wat ee muss an deenen nächste Joren am Bléck halen, mee dat verhénnert awer net, dass mer dëst Gesetz trotzdeem ënnerstëtzen. Ech ginn dowéinst den Accord vun deene Gréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschlossen.

An da froen ech d'Regierung, ob se wëllt d'Wuert huelen. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Merci villmools, Här President. A merci dem Här Reporter, dem Här Bauer, fir säi gudde mündlechen a schrëftleche Rapport. An och merci fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi. D'Hauptelementer sinn hei alleguerter genant ginn.

Ech war frou, datt d'Deputéiert sech konnte selwer e Bild maache kommen an de Ministère, bei de CGPO, fir sech eng Kéier unzekucken, wéi de ganze Rekrutementsprozess ofleef, a wou si och hir Froen konnte stellen, och hir Suerge konnten ausdrécke par rapport zu der iwwerschafter Rekrutementsprozedur, déi mer da wäerten elo hei stëmmen. Mee dat war flott, an dat dréit dann dozou bäi, datt mer e bessere Versteesdemech allgemeng fir déi heite Prozedur konnte fannen.

Et wäert also an Zukunft – dovunner si mir iwwerzeegt – d'Fonction publique weider stärken, well et méi einfach gëtt fir eis, déi Profiller, déi Talenter, déi mer gäre bei der Fonction publique hätten, kënnen ze identifizéieren an dann och bei eis ze kréien. Et gëtt méi einfach fir d'Kandidatinnen a Kandidaten. Et gëtt hinne méi Flexibilitéit. An dat dréit dann dann in fine dozou bäi, datt d'Fonction publique ka méi effizient schaffen an datt se kann op d'Erausforderunge vun der Zukunft gutt virbereet sinn.

Dofir soen ech nach eng Kéier e ganz grouse Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschlossen.

Mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8569 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8569³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8569 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fäntk elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, also keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmme eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Zeimet), Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Diane Adehm), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Stéphanie Weydert), Charles Weiler (par Mme Octavie Modert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Georges Mischo) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gérard Schockmel), Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. 8582 – Projet de loi fixant les modalités du contrôle de la connaissance des trois langues administratives pour le recrutement des fonctionnaires et employés de l'État et des fonctionnaires et employés communaux et modifiant :

1^o la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ;

2^o la loi du 25 juillet 2018 portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État ;

3^o la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour vum haut de Mëtten, dem Projet de loi Nummer 8582 iwwert d'Reform vun der Iwwerpräiwung vun den dräi Amtssproochen. D'Riedezäit ass de Basismodell. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies, den Här Gusty Graas, den Här Ben Polidori, den Här Michel Lemaire an d'Madamm Djuna Bernard. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Marc Lies (CSV), rapporteur | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi huet zum Zil, d'Modalitéite vun der Kontroll vun den dräi administrative Sprooche fir de Rekrutement vun de Beamten an Employéë vun de Staats- a Gemengeverwaltungen unzepassen.

De Projet de loi 8582 ass de 14. Juli 2025 vum Minister Wilmes an der Chamber deposéiert an de 7. Mee 2026 an der zoustänneger Chamberskommissioun diskutéiert ginn.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Avis de 15. Oktober 2025 ofginn an de Staatsrot de 5. Mee 2026. De Staatsrot hat keng gréisser Umierkungen zu dësem Gesetz, huet awer d'Moderniséierung an déi juristesche Verbesserung ervirgestrach.

D'Staatsbeamtekummer huet hiren Accord ginn, awer mat e puer Kritikpunkten, wat d'Gläichstellung vun de sproochlechen Niveauen ugeet, an datt et keng automatesch Dispens méi fir d'Leit, déi hir ganz Scharitéit am Lëtzebuerger Schoulssystem gemaach hunn, gëtt.

De 4. Juni 2026 ass de Rapport an der Kommissioun fir d'Fonction publique ugeholl ginn.

De Champ d'application bleift identesch zum ugepasste Règlement grand-ducal vum 12. Mee 2010, wat d'Kontroll vun den dräi Verwaltungssproochen ugeet.

Dëse Projet gesäit d'Digitaliséierung vun de Sproochentester vir. D'Kandidaten kënnen sech online umellen an d'Tester aus der Distanz oder am CGPO maachen. Dës Reform ass Deel vun der Schafung vun engem neien Informatiounssystem, fir dee ganze Rekrutementsprozess an der Fonction publique ze digitaliséieren.

Mat dem neie System hunn d'Kandidaten e privaten Accès op MyGuichet, fir hir Resultater einfach a sécher ze kucken. Dëst Gesetz ersetzt domat den ale System vun der Evaluatioun virun engem Komitee zugonschte vun engem méi modernen a flexibelen Test. Den héijen Niveau u Sproochekompetenz soll heimat natierlech och erhale bleiwen. D'Tester evaluéieren dat mëndlecht an awer och dat schrëftlecht Verständnis vun deenen dräi Verwaltungssproochen.

Déi erfuerderlech sproochlech Niveaue ginn deene jeeweilege Karriären ugepasst, fir eng konsequent a gerecht Evaluatioun ze assureieren. Dës Reform weist de Wëlle vun enger digitaler Moderniséierung, d'Zougänglechkeet an d'Wäertschätzung vum Multilinguismus – eppes, wat eist Land eemoleg mécht.

Discussion générale

Dann dinn ech kuerz nach d'Kap vum CSV-Spreecher op.

Fir eis ass d'Digitaliséierung an d'Moderniséierung vun eise Staatsbetrieber absolutt wichteg an noutwendeg. Mir musse verstärkt an den Zäitalter vun der Digitaliséierung investéieren. Et ass eis awer och wichteg, datt all Zort vun Test konform, uniform a geséichert ass. Bei enger Visitt vun de Raimlechkeete vun der Fonction publique um Kierchbiereg virun e puer Deeg konnte mir eis dervun iwwerzeegen, datt och den digitale Sproochentest keng Lacunen opweist.

D'Sproochevillfalt hei zu Lëtzebuerg ass e grouse Plus fir eist Land. Et ass eis awer och wichteg, datt d'Lëtzebuerg Sprooch d'Sprooch Nummer 1 an der Fonction publique soll a muss bleiwen. An dësem Sënn ginn ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lies, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndlechen Rapport. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Wa mer iwwer Verwaltung schwätzen, schwätze mer natierlech och iwwert d'Kompetenzen an de Sproochen. An hei ass e Gesetz, dat eis dann d'Méiglechkeet gëtt, och emol eng Kéier de Constat ze maachen, wéi d'Sproochen an de Verwaltungen gepflegt ginn. An ouni elo ze vill ze pauschaliséieren, mengen ech, et kann een awer soen, datt, loosse mer soen, d'Sproochekenntnisser an deene leschte Joren net onbedéngt zougehooll hunn, fir mech mol esou auszedrücken.

Och déi Leit, déi an de Gemenge sinn, déi wëssen, datt et vläicht heiansdo net onbedéngt esou ganz einfach ass, Leit ze rekrutéieren, déi elo wierklech déi dräi verschidde Sprooche ganz gutt kënnen gebrauchen. Mir mussen eis awer bewosst sinn: Wa mer gär weiderhin eng staark Verwaltung hätten – an dat wëlle mer jo alleguer –, da muss och eng gewësse Sproochekenntnis do sinn.

Dat Gesetz hei setzt ouni Zweifel richteg wichteg Akzenter fir d'Zukunft. Mir passen dat enger Entwécklung vun enger moderner Verwaltung un, mee mir mussen eis awer och bewosst sinn, datt an Zukunft awer d'Qualitéit vun de Sproochen net däréi ofhuelen. Ech mengen, mat deem Gesetz hei schafe mer jo och d'Méiglechkeet, datt kënnen online Exercier gemaach ginn, Examen gemaach ginn. Doriwwer kann ee seng Meenung hunn. Dat, wat wichteg ass, ass, datt op alle Fall vu vireran all Fraude ausgeschloss ass. Mir konnten eis jo dovun och iwwerzeegen bei där Visitt. Et däréi een awer net vergiessen, datt vläicht ëmmer nach awer e gewëssene Soupçon ka bleiwen, obwuel een dat a priori natierlech net soll a Fro stellen. Mee wat wichteg ass: datt hei muss ausgeschloss ginn, datt iergendwéi och kann online eng gewësse Fraude vir sech goen. Natierlech ass jo och virgesinn, datt, wann ee Fraude mécht, een dee Moment ausgeschloss gëtt – wat eng ganz normal Saach ass.

Ech wëll vläicht op deen een oder deen anere Punkt awer nach hiweisen, deen zumindest awer däréi a kann hannerfrot ginn.

Et si jo gewëssen Dispensen hei an deem Gesetz virgesinn, dat heescht zum Beispill: Wann ee säin Enseignement ganz op Franséisch gemaach huet, da kritt een eng Dispens an där Sprooch. Elo kënnen sech awer Situatiounen stellen, well mer eeben dee Limitage opgehewen hu viru Joren ... Natierlech kann ee sech och mat 50, 55 Joer nach an d'Fonction publique mellen. Wann een awer dann 30, 35 Joer vläicht ni e Wuert Franséisch geschriwwen huet, vläicht ni e Wuert Franséisch geschwat huet, datt een dann automatesch eng Dispens kritt ... Dat soll awer zumindest gesot ginn. Ech weess, doriwwer eraus kann een oder muss een nach gewëssen Tester maachen. An ech weess datt och aus eegener Erfahrung, an de fréiere Buergermeeschter hei vu menger Gemeng weess dat och, datt mir zum Beispill fir d'Selektioun vun eenzelne Kandidaten och nach en internen Test gemaach hunn, fir am Fong geholl eng Selektioun kënnen ze maachen.

Ech wëll domadder just hei soen, datt et richteg ass, datt mer a Richtung gi vun enger Moderniséierung vun der Verwaltung, mee datt mer awer gläichzäitig net däréi zouloossen, datt d'Capacitéit, d'Qualitéit vum Schreiwen a vum Schwätze vun deenen eenzelne Sproochen däréi ofhuelen.

Vläicht nach e Wuert dann och iwwert den Directeur adjoint. Ech mengen, den Här Rapporteur, deem ech

Merci soen, war net drop agaang. Dat ass awer op alle Fall guer keng Kritik, mee et ass jo och an deem Gesetz hei virgesinn, datt och elo en Directeur adjoint zousätzlech derbäikënn.

Bon, do maachen ech dann déi selwecht Kritik, déi ech schonn e puermol bei anere Verwaltungenge gemaach hunn: Et ass jo net direkt e Krittär virgesinn, dat heescht – ech soen dat elo mol flappseg hei –, datt och een, dee Musek studéiert huet, dann also och kann Directeur adjoint ginn. Mee do soll awer elo näischt géint déi gesot sinn, ...

(Hilarité)

... déi Musek studéiert hunn. Vlächcht soll een awer op alle Fall bei de Rekrutementer dann awer gewësse Krittäre respektéieren. Ech ginn awer dervun aus, datt dat och wäert de Fall sinn.

Dem CGPO fällt natierlech hei eng zousätzlech wichteg Roll zou. Dat ass och gutt esou. Et huet ee jo och gemierkt an deene leschte Joren, datt deen ëmmer méi an deem ganze Staatsapparat eng wichteg, kompetent Aufgab ze erfëllen huet. An ech mengen, dat gesi mer och an deem Sënn ganz gutt.

Vlächcht ofschléissend: Wat och richtig a gutt ass – an ech mengen, herno kënn den Här Polidori jo nach mat enger Resolutioun an och mat enger Motioun –, ass, datt gläichzäiteg an deem Gesetz awer och d'Gemegebeamte mat integréiert ginn. Well et ass net gutt, wa mer Decisiounen huelen, déi d'Fonction publique betreffen, wann de Gemengesecteur net vu virera mat integréiert gëtt. Dat wäert jo dann an Zukunft elo ëmmer de Fall sinn, net nëmmen hei. An dat ass, mengen ech, ganz gutt. Da kënn net ëmmer en Decalage.

Mee onofhängeg vun deene puer Remarque wëll ech awer soen, datt dat Gesetz hei awer an déi richtig Richtung geet. Mir sollen allerdéngs, wéi gesot, net vergiessen, datt et an Zukunft nach wie vor wichteg ass, datt d'Kompetenz vum Liesen a vum Schreiwe vun eisen dräi Verwaltungssproochen an de Verwaltung ganz wichteg ass.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. An dann huet den Här Polidori d'Wuert.

M. Ben Polidori (LSAP) | Jo merci, Här President. Genau, ech fänken domadder un. Mir haten effektiv jo vill Diskussiounen an der Kommissioun, dass mer gesot hunn: „Ok, mir harmoniséiere jo u sech elo d'Kompetenze vun de Sproochen. Egal a wat fir engem Traitement s de lo postuléiere wäerts, ob et elo an der Karriär A, B oder C ass, et gëtt elo iwwerall d'selwecht gemaach.“ Dat heescht, an der Karriär A gëtt et vlächcht en Niveauche méi déif, mee et gëtt awer fir déi aner och en Niveau méi héich. Dat heescht, mir hunn herno eng Harmoniséierung och bei deene Saachen.

Do hate mer effektiv jo vill diskutéiert: „Wat ass dann, wann awer eng gewësse Kompetenz an der Sprooch gefrot gëtt?“ An do krute mer jo u sech erkläert an dat huet op alle Fall mol mech berouegt, dass mer gesot kruten: „Majo, da gëtt en Examen spécialisé nach wierklech gemaach an der Sprooch, well mer do wëlle kucken, ob déi Persoun Franséisch, Däitsch oder eppes ganz Spezielles kann.“

An dat, mengen ech, dréit derzou bäi, dass mer kënnen soen: Ok, wa mer dat heiten och maachen, mengen ech net, dass mer musse fäerten, dass allgemeng de Sproochenniveau an der Fonction publique wäert ofhuelen. Här Graas, ech mengen, déi Remarque, déi Der maacht, si wichteg an och richtig, mee ech mengen, mir kënnen eis awer berouegen, well dat

och weiderhi vum CGPO propper wäert kontrolléiert ginn.

Dat gesot, Här President, sinn ech och nach gespaant, wéi vill Leit deen heiten Exame vun doheem wäerte maachen. Et ass net ugeklongen, mee mir kënnen deen heiten Exame jo och à distance vun doheem aus maachen, dat heescht net méi nëmme bei de CGPO goen hannert de Computer, mee vu sengem Computer doheem aus.

Do waren och ganz vill Diskussiounen: „Wéi ass et vlächcht do mam Knäipen, Fuddelen?“ Bon, do wou mer dann de CGPO besicht hunn, hu mir och déi Erklärunge kritt a genau gewise kritt, wéi dat ofleeft. Och do kann ech menge Kolleegen heibanne soen, dass mer net der Meinung sinn, dass do e grouse Knäiprisiko ass, well den Examen esou opgebaut ass, dass dat net méiglech ass.

An doropshi géif ech och menger Fraktioun soen, dass mer deen Text kënnen mat Rou matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Merci, Här President. Ech maachen et awer kuerz. Mir wäerten deen heite Projet net matstëmmen.

Plusieurs voix | O!

M. Michel Lemaire (ADR) | Mir hunn et hei mat enger Harmonisatioun, sou harmonesch dat och kléngt, vum Kompetenzniveau an den administrative Sproochen ze dinne. Jo, a verschiddene Fäll geet d'Kompetenz fir d'Beherrsche vum Lëtzebuergeschen erop, mee trotz Épreuve spécialisée ass et awer esou, dass a verschiddene Fäll, schwaarz op wäiss, et esou ass, dass d'Lëtzebuergesch-Kompetenz erofgeet.

An der Karriär A, wann een d'Lëtzebuergesch als éischt Sprooch wíelt, geet se vun C1 op B2 erof. An der Karriär A, wann een d'Lëtzeburger Sprooch als zweet Sprooch wíelt, geet se vu B2 op B1 ruf.

D'Ufuerderunge fir d'Beherrsche vum Lëtzebuergeschen erofzeschrauwen, ass fir eis och a grad an der Fonction publique e rout Duch an ass fir eis net verhandelbar. D'Fonction publique steet am Déngscht vum Bierger. An d'Bierger, an dovun sinn ech iwwerzeegt, sinn och dergéint, dass mer d'Kompetenze vum Lëtzebuergeschen erofschrauwen. Dofir droe mir dat net mat.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, et wäert Iech net wonnen, dass mer dat net gradesou dramatesch gesinn, wéi de Kolleeg vun der ADR dat elo duerstellt. Ech mengen, mir mussen hei mat der Zäit goen. Mir schwätzen hei vun enger neier Harmoniséierung, och wat d'Approché ronderëm d'Sproochen ueget. Nichtsdestotrotz – an dat ass, mengen ech, wichteg, den Här Polidori huet et schonn ervirgehuewen – heescht dat net, dass een op deene spezifische Posten, do, wou, mengen ech, e gewëssene Sproochekrittär wierklech nach eng Kéier spezifesch gebraucht gëtt, net nach zousätzlech Tester ka maachen. Dat ass, mengen ech, ganz wichteg.

An dowéinsten kënnen mir dat heiten ënnerstëtzen – eebe grad an der Optik, dass eis Fonction publique muss kënnen kompetitiv sinn, dass mer och do déi richtig Leit fannen an dass net d'Sproochen op esou engem extreeme Punkt op eemol en Ausschlusskrittär

bleiwen a mer trotzdem natierlech d'Qualitéit sécherstellen. Ech mengen, deen Equilibre probéiere mer mat deem Gesetz hei hinzekréien, an ech gesinn dat duerchaus gewärlescht. Dowéinsten géing ech deene Grénge proposéieren, och dëst Gesetz matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Ech gesi soss keng weider Wuertmeldungen zu deem Projet de loi.

Da froen ech, ob d'Regierung nach wëllt d'Wuert dozou huelen. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Merci villmools, Här President. Ech géif dem Här Lies Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mündleche Rapport an och all den Deputéierte Merci soen, datt se dee Projet de loi hei matdroen, bis vlächcht op d'Ausnam vun der ADR. Och do nees war et jo gutt, datt Der déi Visitt gemaach hutt, fir kënnen nach eng Kéier lescht Detailer ze gesinn an och op soss Froen, déi Der Iech gestallt hutt ronderëm d'zukünfteg Teste vun eisen dräi administrative Sproochen, Äntwerten ze kréien.

Nach eng Kéier ganz wichteg ze preziséieren ass, datt d'Rekrutementsprozedur jo déi heiten ass, sou wéi mer dat virdru beim éischte Projet de loi kloer eng Kéier duergestallt hunn: Fir d'Éischt gëtt eng Épreuve d'aptitude générale gemaach. Duerno kënn eng Épreuve spéciale. A wann déi dann ofgeschloss ass, da ginn nach eng Kéier déi dräi administrativ Sproochen getest.

An et ass virun allem bei der Épreuve spéciale, wou eng Verwaltung jo dann déijéineg Kandidatin oder deejéineg Kandidat kuckt, déi oder dee se fir dee Poste brauch. Si weess jo ganz genau, wat do vu Kompetenzen erwaart gëtt, och vu sproochleche Kompetenzen. An do ka se dat dann nach eng Kéier testen. Do ka se dann higoen a méi pousséiert Sproochekenntnisse an enger oder deenen dräi administrative Sproochen verlaange wéi de Minimum, deen elo hei virgesinn ass. Well dat ass och wichteg ze betounen: De B2, B1, B1, dat ass e Minimum, dee mer lo harmoniséiert hei wäerten an deenen eenzelne Groupes de traitement aféieren.

An och do nach eng Kéier zur Prezisioun: Jo, datt mer zwar wuel bei der Kategorie A vun C1 op B2 a beim B2 virdrun op B1 erofginn, mee an der Kategorie B gi mer awer zum Beispill bei der drëtter Sprooch vun A2 op B1 erop. A bei der Kategorie C gi mer vu B1 op B2, vun A2 op B1, a vun A1 op B.

Dat heescht, mir hunn ... Jo, et ass fir ze soen: Et ass prezis, awer esou ass eise Referenzkader vun de Sproochen, dee konform ass zum europäesche Referenzkader. Mir sinn also do och eropgaangen, an net nëmmen erofgaangen. En ass, wéi gesot, e Minimum.

An dann nach eng Kéier wichteg als Prezisioun: Dat ass diskutéiert gi mat der CGFP! Dat heescht, dat hu mer alles mat hinnen zesumme gekuckt. A mir hunn dat natierlech och esou ëmgemat, wéi mer dat mat hinnen diskutéiert hunn. Dofir ware mer e bëssen erstaunt doriwwer, datt dann d'Staatsbeamtekummer – ech weess, et ass net dat selwecht wéi d'CGFP, mee et ass och net ganz anescht wéi d'CGFP – dat da vlächcht hei net esou gesinn huet.

Mee dat hu mer am Kader vum Sozialdialog mat der CGFP alles duerkdiskutéiert gehat. An et ass, nach eng Kéier, e Minimum! A wann ee gär méi wëll, da mécht een dat virdrun an der Épreuve spéciale. An da kritt ee schonn déi Kandidaten, déi déi Sproochen wäerte beherrschen – och am Lëtzebuergeschen! –, déi ee brauch, fir datt eise Staat Leit huet, déi an all deenen administrative Sproochen bewandert sinn an

domadder kënnen den Déngscht un hire Matbiergerinnen a Matbierger zu 100 % erfëllen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss.

Mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8582 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8582³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8582 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen géint 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Alex Donnersbach), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Octavie Modert), Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gérard Schockmel), Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Une voix | Neel

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass dat esou decidéiert.

10. Motion de M. Ben Polidori relative à la réduction des délais de décalage de la mise en œuvre de mesures salariales dans les deux secteurs de la Fonction publique

Résolution de M. Ben Polidori relative au traitement simultané des projets de loi concernant le personnel étatique et communal

(Motion et résolution déposées en séance publique n° 150 du 7 juillet 2026 – à consulter au compte rendu n° 62/2023-2028 en page 72)

An da komme mer zu deenen zwee leschte Punkte vun eiselem Ordre du jour, an zwar enger Motioun vum Här Ben Polidori an, wann ech richteg verstanen hunn, och enger Resolutioun vum Här Ben Polidori, déi zesummen hei diskutéiert ginn. Här Polidori, da ginn ech Iech d'Wuert.

M. Ben Polidori (LSAP) | Duerno.

M. Claude Wiseler, Président | Dir wëllt duerno d'Wuert. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen?

(Interruptions)

Här Polidori, da ginn ech Iech d'Wuert.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Sidd Der domat d'accord?

Exposé

M. Ben Polidori (LSAP), auteur | Gutt, Här President. Ech mengen, ech hu gëschter explizéiert, ëm wat et geet. Ganz kuerz just: Da soen ech Iech nach eng Kéier villmools Merci fir déi grouss Zoustëmmung, dass mer einfach hei méi Gerechtegkeet schafen, ob d'Leit elo beim Staat schaffen oder och bei de Gemengen, dass mer einfach déi Texter an der Zukunft zesummen diskutéieren an och zesummen ausschaffen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Mir müssen iwwert déi Motioun an déi Resolutioun selbstverständlech separat ofstëmmen.

Ech géif proposéieren, datt mer ufänke mat der Motioun an datt mer par main levée iwwert déi ofstëmmen, well ech gesinn Ënnerschrëfte vun alle Fraktiounen a Sensibilitäten.

Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Vote sur la motion

Wien ass domat d'accord? Dee streckt d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dës Motioun ass also à l'unanimité ugeholl ginn.

Da komme mer zur Resolutioun.

Kënne mer doriwwer och par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wien ass derfir?

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dës Resolutioun ass also à l'unanimité ugeholl.

An da si mer um Schluss vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzung ass muer de Moien um 9.00 Auer.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.42 heures.)



Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Financement et soutien public des ONG au Luxembourg	3860	Fred Keup	65	Mutilations génitales	4011	Claire Delcourt, Mars Di Bartolomeo	80
Annonces et publicités de l'État chez « Paperjam »	3896	Marc Goergen	65	Transparence rémunérations	4012	Claire Delcourt	81
Position du Luxembourg sur la justice réparatrice liée à l'esclavage et au colonialisme	3909	Yves Cruchten, Franz Fayot	65	Contamination radioactive de certains animaux sauvages	4013	André Bauler, Luc Emering	82
Normes de sécurité dans les copropriétés à usage mixte	3924	Barbara Agostino	66	Départ Tour de France	4014	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	82
Bon à tarif réduit pour la formation continue destiné aux personnes faisant face à des obstacles spécifiques à l'emploi	3942	Dan Biancalana	67	Multiplication mononucléose	4015	Mars Di Bartolomeo	82
Proposition de simplification de certaines exigences et procédures applicables aux produits chimiques	3965	Claire Delcourt, Ben Polidori	67	Mandat du délégué du personnel	4016	Barbara Agostino	83
Santé scolaire	3967	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	68	Nouvelle étude du Statec sur l'emploi	4017	Sven Clement	83
Imposition de la plus-value réalisée lors de la vente de forêts	3984	André Bauler, Patrick Goldschmidt	69	Impact de l'« US CLOUD Act » sur les capacités de défense	4018	Sven Clement	84
Fermeture du « Filmland »	3985	Octavie Modert	69	Opportunité d'instaurer une structure dédiée à l'IVG	4020	Sam Tanson, Djuna Bernard	84
Maison médicale à Luxembourg-ville	3986	Corinne Cahen	69	Agressions sexuelles facilitées par la drogue	4021	Sam Tanson	85
Élargissement de l'Union européenne	3987	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	70	Opérations d'extinction dans des zones écologiquement sensibles	4024	Meris Sehovic, Joëlle Welfring	85
Certificats de maladie dans le secteur communal et la fonction publique	3988	Marc Goergen	70	Critères d'attribution de marchés publics	4025	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	86
Résiliation de baux à loyer	3989	Marc Goergen	71	Sécurité au carrefour du Schumann's Eck	4026	Michel Lemaire	86
Enquête Discole sur ArcelorMittal	3990	Franz Fayot	71	« Homejacking »	4028	André Bauler, Luc Emering	87
Méthode de calcul pompe à chaleur	3991	Franz Fayot, Claire Delcourt	72	Ajustement des prestations en espèces pour aidants informels	4029	Sven Clement	87
Financement rénovation	3992	Franz Fayot, Claire Delcourt	73	Inégalités entre prestations en nature et en espèces pour aidants informels	4030	Sven Clement	88
Écrevisses américaines	3993	Claire Delcourt, Ben Polidori	73	Baisse d'aidants informels depuis 2018	4031	Sven Clement	88
Commission supérieure des maladies professionnelles	3996	Marc Baum	74	Cybersécurité des communes suite aux cyberattaques à Differdange	4033	Marc Goergen	88
Développement d'une industrie de la défense	3997	Mars Di Bartolomeo, Liz Braz	74	Position du Gouvernement luxembourgeois face aux développements récents liés au conflit entre les États-Unis, Israël et l'Iran	4034	Sam Tanson	89
Production audiovisuelle	3998	Mars Di Bartolomeo	75	Critères concernant l'adéquation entre la composition du ménage et le logement occupé	4036	Dan Biancalana	89
Litige concernant les dégâts constatés après les travaux de rénovation de la piste de décollage et d'atterrissage au Findel	4000	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	75	Élaboration d'une loi « santé publique »	4037	Mars Di Bartolomeo	90
Offre de produits régionaux au Stade de Luxembourg	4001	Marc Goergen	75	Différence de traitement en matière de densité entre promoteurs privés et publics	4038	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	90
Exécution des peines de prison par surveillance électronique	4002	Marc Goergen	75	Accès à la plateforme « eduAccueil »	4040	Ricardo Marques	91
Collecte de plastique	4003	Jeff Boonen	76	Risques pour la santé des personnes habitant près d'une centrale nucléaire	4041	Joëlle Welfring, Djuna Bernard	91
Budget des facultés à l'Université du Luxembourg	4004	Marc Goergen	77	Mise en place d'un système de rappel de produits	4042	Sven Clement	92
Heures de travail dans l'enseignement fondamental	4005	Ricardo Marques	78	Législation relative aux sprays contre les agressions	4043	Sven Clement	93
Obligations d'État israéliennes	4006	David Wagner	78	Digitalisation des démarches administratives	4044	Sven Clement	93
Contournement de proximité souterrain de Warken	4007	Michel Lemaire	79	Rôle du médecin généraliste dans la constatation des décès	4045	André Bauler, Gérard Schockmel	94
Luxembourg Air Rescue	4008	Meris Sehovic	79	Position du Gouvernement sur la supervision financière européenne	4046	Sam Tanson	94
Subsides pour Luxembourg Air Rescue ASBL	4009	Marc Goergen	79	Fermeture de l'agence de la BCEE au sein du bâtiment de la Fondation Jean-Pierre Pescatore	4047	Laurent Mosar, Maurice Bauer	95
Jetons de présence dans les communes	4010	Marc Goergen	79	Augmentation des primes d'assurance de responsabilité civile professionnelle des médecins	4048	Djuna Bernard, Sam Tanson	95



Inscription à la taxe sur la valeur ajoutée auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA	4049	Laurent Mosar, Maurice Bauer	96	Nomination d'un « recteur ad interim » à l'Université du Luxembourg	4054	David Wagner	97
Démission d'un membre du conseil d'administration de l'ALIA	4050	Dan Hardy	96	Sexe des personnes inculpées et condamnées pour homicide	4055	Marc Baum	98
Utilisation de mannequins féminins lors des cours de premiers secours	4052	Djuna Bernard, Meris Sehovic	96	Évolution des immatriculations de véhicules électriques	4056	Marc Hansen	98
Cours d'accompagnement pour parents divorcés	4053	Claire Delcourt	97	Prêts étudiants	4060	Ben Polidori, Liz Braz	98

Financement et soutien public des ONG au Luxembourg | Question 3860 (30/03/2026) de M. Fred Keup (ADR)

De Staat finanziert iwwert déi verschidde Ministären eng Rei vun ONGe respektiv ënnerstëtzt se mat Sachleeschungen, wéi d'Bereetstellung vu Raimleechkeeten oder anerem.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi eng ONGen am Budgetsjoer 2025, finanziell oder ënner Form vun enger Sachleeschung Ënnerstëtzung vum Staat kruten, ëm wéi ee Montant oder ewéi eng Form vu Sachleeschung et sech dobäi jeeeweils gehandelt huet, wéi vill dat am zweete Fall allkéiers kascht huet an de jeeeweilege Ministären oder aner ëffentlech Institutioun, iwwert déi déi eenzel Zouwennunge gefloss sinn, preziséieren?

Réponse (12/06/2026) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | **M. Marc Spautz**, Ministre du Travail | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, Ministre de la Protection des consommateurs, Ministre des Sports | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, Ministre de la Fonction publique | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture, Ministre délégué au Tourisme

An der Annex[†] fënnt den honorabelen Deputéierten déi gefrote Lëscht.

Fir de Besoin vun dëser Fro versteet d'Regierung d'Bezeichnung vun ONG als all ASBL a Fondatiounen, déi net nëmme fir hir eege Memberen handeln, mee fir d'Allgemengheet. Mir hu Finanzementer zréckbehalen, déi direkt iwwer Budgetsartikelen finanziert ginn.

Annonces et publicités de l'État chez « Paperjam » | Question 3896 (09/04/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Wéi d'„Tageblatt“ an engem Artikel vum 27. Mäerz 2026 thematiséiert, huet de Premierminister sech an der Ëffentlechkeet positiv iwwert de „Paperjam“ geäussert an domadder gläichzäiteg Kritik un anere Meedien hei am Land geäussert.

„Frieden sah sich offenbar am richtigen Ort, um sein Lob loszuwerden. Ebenso wie die andere Seite der Medaille: die Kritik an den anderen Medien. Gleich ‚mehr Paperjams‘ (‚plus de Paperjams‘) wünscht sich der Premier demnach. Da ‚certains médias‘ wie ‚peut-être le public en général‘ nur angezogen würden von ‚nouveaux conflits ci et là‘. Die Miesmacher von den Medien, wir kennen dieses altbekannte Lied. [...]

Frieden dürfte so der erste Medienminister sein, der öffentlich, laut und deutlich sagt, welches sein Lieblingsmedium ist – und damit auch, was die anderen nicht gut machen in seinen Augen. Damit bestätigt der Premier und Medienminister das sowieso Offensichtliche nun höchstpersönlich: Frieden mag keine Kritik, weder an seiner Politik noch an seinem Führungsstil. Punkt, aus.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Kommunikatioun a Meedien dës Fro stellen:

1. Wéi vill Publicitéiten huet de Staat ënnert dëser Regierung am „Paperjam“ kaf?
2. Wéi ee Montant huet de Staat fir dës Publicitéiten ausginn?

Réponse (09/06/2026) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. Am Joer 2024 huet d'Regierung 31 Paiementer fir staatlech Publicitéitszwecker un d'Gesellschaft Paperjam SA (Paperjam, Delano a City Magazine) iwwerwisen. 2025 waren et der 54 an dësem selwechte Kontext.

ad 2. An der follgender Tabell[†] ginn d'Montante vun deenen zwee leschte Joren opgegraff:

An dëser Analys berécksiichtege mir staatlech Publicitéit, wéi se am Artikel 2 (19) vum europäesche Reglement 2024/1083 definéiert ass. Si ëmfaasst: „d'Platzierung, d'Ervirhiewung, d'Verëffentlechung oder d'Verbreedung – an engem Meediendéngscht oder op enger Online-Plattform – vun engem Publicitéitsmessage oder Eegepublicitéit, vun enger ëffentlecher Annonce oder vun enger Informationscampagne vun oder am Numm vun enger ëffentlecher Autoritéit oder Entitéit, an der Reegel géint Bezuelung oder eng aner Form vu Géigeleeschung.“ Publicitéitsdepensen, déi Agencen am Kader vu Prestatiounen fir den ëffentlechen Déngscht gemaach hunn, sinn an dëse Montanten net mat abegraff. D'Gesamtdepensé fir staatlech Publicitéit, déi an dësem Tableau opgefouert sinn, baséieren op Ausgaben, déi bei 13 nationale Fournisseuren als staatlech Publicitéit identifizéiert goufen. Fir d'Joer 2024 sinn esou bis elo 152.899 Euro, verdeelt op 224 Paiementer, a fir d'Joer

2025, 279.559 Euro, verdeelt op 361 Paiementer, net als Publicitéit am Sënn vun der Definitioun vum europäesche Reglement 2024/1083 Artikel 2 (19), identifizéiert ginn.

Position du Luxembourg sur la justice réparatrice liée à l'esclavage et au colonialisme | Question 3909 (13/04/2026) de M. Yves Cruchten | M. Franz Fayot (LSAP)

Le 25 mars 2026, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, à une large majorité (123 États), la résolution A/80/L.48, déclarant que la traite des Africains réduits en esclavage et l'esclavage racialisé des Africains sont « les plus graves crimes contre l'humanité ». Le Luxembourg, à l'instar des autres États membres de l'Union européenne, s'est abstenu lors du vote.

Cette abstention s'inscrit dans un contexte international où les discussions sur la reconnaissance des crimes liés à l'esclavage, au colonialisme et à leurs conséquences contemporaines connaissent une intensification. Plusieurs États, notamment du groupe africain et caribéen, plaident pour un renforcement des mécanismes internationaux en matière de réparation et de justice historique.

Dans ce cadre, le plan en dix points pour la justice réparatrice porté par la CARICOM articule notamment des demandes d'excuses formelles, de programmes de développement, de transferts technologiques et de mesures de réparation à long terme.

Parallèlement, au sein des Nations Unies, des travaux sont en cours en vue de l'élaboration d'une déclaration sur les droits des personnes d'ascendance africaine. Ces discussions incluent explicitement la question des réparations pour les crimes du passé, ainsi que la nécessité de redresser les violations passées et leurs conséquences présentes et d'envisager des mécanismes de réparation adéquats.

Compte tenu du poids politique des États africains, américains et caribéens au sein des Nations Unies, l'adoption future de cadres internationaux en matière de justice réparatrice apparaît probable.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, de la Coopération et de l'Action humanitaire :

- 1) Quelle est la position du Gouvernement concernant le principe de justice réparatrice pour les crimes liés à l'esclavage, à la traite transatlantique et au colonialisme ?
- 2) Le Gouvernement a-t-il procédé à une analyse juridique de la responsabilité éventuelle du Luxembourg en matière de réparation ou de responsabilité historique ?
- 3) Existe-t-il au niveau gouvernemental une réflexion structurée – notamment sous la forme d'un processus

politique ou interministériel – visant à évaluer les implications potentielles pour le Luxembourg de l'émergence de tels cadres internationaux ?

4) Dans la négative, le Gouvernement envisage-t-il de mettre en place un tel processus, compte tenu de l'évolution des discussions au sein des Nations Unies ?

Réponse (11/06/2026) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | **M. Luc Frieden**, Premier ministre

Le Gouvernement luxembourgeois attache une grande importance à la reconnaissance et à l'examen approfondi de l'histoire de la traite transatlantique des esclaves africains et de l'esclavage, y compris de leurs causes, de leurs conséquences ainsi que de leurs répercussions à long terme. À cet égard, le Luxembourg demeure engagé, aux côtés de l'Union européenne et de ses États membres, à promouvoir la réflexion, le dialogue et la coopération sur ces questions dans les enceintes internationales pertinentes.

Dans ce contexte, le Luxembourg suit dans l'approche commune de l'Union européenne, qui vise à concilier la reconnaissance sans équivoque des injustices et des crimes historiques avec la nécessité de préserver la cohérence et la sécurité juridiques des notions employées dans le cadre du droit international.

Lors du vote de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies relative à la traite des esclaves et à l'esclavage, le Luxembourg, à l'instar de l'ensemble des autres États membres de l'Union européenne, a choisi de s'abstenir. Cette position ne remet nullement en cause la condamnation de l'esclavage et de la traite des esclaves, qui constituent des violations et des abus graves des droits humains, portant atteinte non seulement aux libertés fondamentales mais également à la dignité humaine. Elle s'explique par des considérations juridiques liées à certaines formulations retenues dans le texte, notamment l'emploi de l'expression « les plus graves » qui sous-entend une hiérarchisation entre les crimes contre l'humanité. Une telle hiérarchisation ne trouve pas de fondement dans le droit international, y compris le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Le Luxembourg évite dès lors toute formulation susceptible d'établir une hiérarchie quant à leur gravité entre les crimes contre l'humanité (comme l'Holocauste ou le génocide au Rwanda) et privilégie une terminologie conforme aux principes du droit international et respectueuse de la mémoire de toutes les victimes de ces crimes.

La déclaration explicative de vote de l'Union européenne est consultable à l'adresse suivante : https://www.eeas.europa.eu/delegations/un-new-york/eu-explanation-vote-%E2%80%93-un-general-assembly-action-a80l48-declaration-trafficking-enslaved-africans_en.

.....
Normes de sécurité dans les copropriétés à usage mixte | Question 3924 (15/04/2026) de **Mme Barbara Agostino** (DP)

A Kopropriétéiten, wou parallel och eng Aktivité commerciale stattfénnt, gëlle méi héich Sécherheetsufuerderungen ewéi bei Appartementshaiser, déi exklusiv aus Wunnenge bestinn. Hei musse verschidden Installatiounen ewéi Noutausgä, Sécherheetsdieren, Brandschutzinstallatiounen oder och Entlüftungen agebaut ginn, fir de Standarde gerecht ze ginn. Bei dësen Demarchë kann et allerdéngs dozou kommen, datt d'Koproprietären sech géint d'Installatioun vun dëse spezialiséierten Equipementer

ausschwätzen an den Exploitant dowéinst déi néideg Aarbechten net duerchféiere kann.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir de Logement an den Aménagement du territoire folgend Froe stellen:

1. Wat sinn d'gesetzlech Dispositiounen a Fäll, wou Koproprietären sech géint d'Installatioun vun obligatoresche Sécherheetssequipementer ausschwätzen? Ass et méiglech, datt eng einfach Majoritéit an der Kopropriétéit esou Installatiounen blockéiert, och wann dës fir d'Konformitéit mat de Sécherheetsnormen néideg sinn?

2. Wéi eng Autoritéit ass an esou Fäll zoustänneg, fir d'Installatioun vun dëse Sécherheetsmoosnamen duerchzesetzen: de Syndic, de Conseil syndical, d'Inspection du travail et des mines (ITM) oder déi concernéiert Gemeng?

3. Gëtt et gesetzlech Mechanismen oder Recours-méiglechkeete fir Exploitanten, fir d'Ëmsetzung vun obligatoresche Sécherheetsmoosnamen ze garantéieren, wann d'Kopropriétéit sech dogéint stellt?

Réponse (16/06/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Marc Spautz**, Ministre du Travail

ad 1. Ënnert dem geännerte Gesetz vum 16. Mee 1975 iwwert de Statut vun der Kopropriétéit vu Gebaier gëllt den allgemenge Prinzipp, datt an enger Kopropriétéit all Entscheidung op der Generalversammlung vun der Koproprietären no de jeeeweilege gëltege Majoritéitsreegele getraff muss ginn, esou wéi se am Gesetz vun 1975 festgeluecht sinn.

Déi applikabel Majoritéit am Fall vun enger Decisioun vun der Generalversammlung fir d'Installatioun vun obligatoresche Sécherheetssequipementer hântk vun der Natur vun den Aarbechten of. Laut Artikel 17 vum uewe genannte Gesetz, wann déi envisagéiert Sécherheetsaarbechten eng Ëmwandlung, Erweiderung oder Verbesserung vum Gebai duerstellen, muss d'Entscheidung vun enger Majoritéit vun de Membere vum Syndikat geholl ginn, déi op d'mannst dräi Véierel vun de Stëmme vertrieben.

D'Reparatur-, Refektiouns- oder Ersatzaarbechten, déi eng Verbesserung oder eng Transformatioun vun existéierenden Equipementer ëmfaassen, fale laut Artikel 16 Absatz 1 Punkt d) ënnert d'absolut Majoritéit.

Wa keng spezifesch Majoritéitsregel fir déi noutwendeg Sécherheetsmoosname virgesinn ass, applizéiert sech den Artikel 15 vum Gesetz. An deem Fall geet eng einfach Majoritéit duer, fir d'Entscheidung iwwert déi néideg Aarbechten ze huelen.

Et ass ze bemerken, dass am aktuelle Gesetz vun 1975 keng Vereinfachung vun de Majoritéitsreegele virgesinn ass fir de Fall, wou et sech ëm Aarbechten handelt, déi noutwendeg sinn, fir gesetzlech konform ze sinn.

D'Fro vun der honorabler Deputéierter, déi eng reell Problematik un der Schnëttplatz tëschent dem Gesetz vun 1975 an de gesetzleche Sécherheetsverpflichtungen opwerft, gëtt am Kader vun der bevirstoender Reform vun dësem Gesetz am Detail analyséiert.

ad 2. Wa bei engem bestoende Gebai d'Installatioun vu Sécherheetsmoosnamen néideg ass, fir datt den Exploitant seng Aktivité commerciale dierf ausüben, ass de Syndic zoustänneg, fir d'Decisioun vun der Generalversammlung ëmzesetzen. Hien dierf sech allerdéngs net un hir Stell setzen, ausser am Fall vun erwisener Drénglechkeet fir d'Sécherheet vum Gebai.

Wann et sech ëm eng Installatioun handelt, déi am Kader vun der Gesetzgebung iwwert

d'Établissements classés erfuerderlech ass, ass d'ITM zoustänneg fir all Froen am Zesammenhang mat der Sécherheet, der Salubritéit an der Commoditéit vun den Anlage vis-à-vis vum Public, der Noperschaft an dem Personal, souwéi fir d'Gesondheet an d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz. D'Autorisatioun vum Aarbechtsminister leet déi entspreche Bedéngunge fir den Aménagement an d'Exploitatioun fest, déi vum Exploitant anzehale sinn.

Am Fall vun engem Netanhale vun dësen Autorisationsbedéngunge kann den Aarbechtsminister géint den Exploitant eng Mise en demeure ausschwätzen, eng Frist setzen, fir d'Konformitéit hierzustellen, an, wann néideg, d'Exploitatioun ganz oder deelweis suspendéieren oder zoumaachen.

Doriwwer eraus ass den Exploitant, wann hie Salariéë beschäftegt, responsabel fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vu senge Salariéen op der Aarbechtsplaz. An deem Kader ass hie verpflichtet, all néideg Installatiounen, Ausrüstungen a Schutzmoosname virzegesinn an ëmzesetzen, déi erfuerderlech sinn, fir d'Sécherheet an d'Gesondheet vu senge Salariéen ze garantéieren.

Et ass dobäi ze ënnersträichen, datt d'Bestëmmungen am Beräich vun den Établissements classés sech ausschliisslech un den Exploitant vum concernéierten Etablissement richte. Dës Bestëmmunge gesi keng Differenzéierung tëscht Propriétaire, Locataire, Syndic, Conseil syndical oder Assemblée générale vun enger Kopropriétéit vir.

Am Beräich vun der Sécherheet a Gesondheet op der Aarbechtsplaz rucht d'ITM sech un den Employeur, dee Salariéë beschäftegt. Och an dësem Beräich gëtt keen Ënnerscheed tëscht Propriétaire, Locataire, Syndic, Conseil syndical oder Assemblée générale vun enger Kopropriétéit gemaach.

D'Verantwortung fir d'Anhale vun de gesetzlechen a reglementaresche Bestëmmungen an d'Ëmsetzung vun den erfuerderleche Sécherheetsmoosname läit deemno beim Exploitant respektiv beim Employeur, jee no der betraffener Matière.

ad 3. Am Fall wou d'Koproprietären sech géint d'Ëmsetzung vun obligatoresche Sécherheetsmoosname stellen, kann den Exploitant, geméiss Artikel 16 Absatz 1 Punkt b) vum Gesetz vun 1975, wann hie selwer Kopropriétaire ass, bei enger Generalversammlung d'Autorisatioun vun der Kopropriétéit froen, fir déi betreffend Aarbechten auszeféieren, an dobäi d'Käschte selwer ze droen, virausgesat, dass d'Aarbechten déi folgend Konditiounen erfüllen:

- a. si sinn am Aklang mat der geplangter Nutzung vum Gebai;
- b. si schiedegen net d'strukturell Integritéit oder d'Ausgesi vum Gebai;
- c. si verletzen net d'Rechter vun anere Koproprietären, hir Eenheeten an d'gemeinsam Beräicher ze benotzen.

Eng Autorisatioun op Basis vum Artikel 16 Absatz 1 Punkt b) erfuerdert eng Majoritéit vun de Stëmme vun alle Koproprietären, onofhängeg dovun, ob si op der Generalversammlung präsent sinn oder net.

Am Fall vun enger Verweigerung vun der Generalversammlung, kann den Exploitant, wann hie selwer Kopropriétaire ass, op Basis vum Artikel 16 Absatz 1 Punkt b) beim Riichter d'Erlabnis ufroen, fir op seng eege Käschten, d'Aarbechten un de gemeinsame Beräicher auszeféieren, ënner der Bedéngung, datt dës Aarbechten net vun enger Natur sinn, déi d'Soliditéit oder d'Ästheetik vum Gebai beanträchtegen oder déi aner Koproprietäre stéieren.

Bon à tarif réduit pour la formation continue destinée aux personnes faisant face à des obstacles spécifiques à l'emploi | Question 3942 (20/04/2026) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans le cadre de la facilitation de l'accès à la formation continue pour des personnes faisant face à des obstacles spécifiques à l'emploi, il existe un mécanisme de bon à tarif réduit permettant à ses bénéficiaires de suivre des cours auprès du Service de la formation des adultes (SFA) ou de l'Institut national des langues Luxembourg (INLL) à des conditions financières avantageuses.

Chaque bon est émis pour une matière précise et reste valable six mois. Le bénéficiaire s'engage à assister à au moins 70 % des séances et à fournir une évaluation des compétences acquises, condition nécessaire pour pouvoir prétendre à un bon ultérieur. En règle générale, le nombre de bons est plafonné à deux par personne, bien qu'un troisième puisse être accordé dans des situations particulières, lorsqu'il s'inscrit dans une logique cohérente de parcours professionnel.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Combien de bons à tarif réduit ont respectivement été émis par l'ADEM, l'ONIS, l'ONA et le Ministère de la Famille (MIFA), par année et ventilés sur les cinq dernières années ?

2) Quel a été le coût financier engendré par ces bons pour chacune des entités précitées, pour chacune de ces mêmes années ?

3) Combien de personnes ont introduit une demande de bon à tarif réduit depuis le 1^{er} janvier 2026 et se sont vu opposer un refus ?

4) Pour quelles raisons le nombre de bons a-t-il été plafonné ? Ne serait-il pas plus avantageux de continuer à soutenir les personnes souhaitant se former – et qui fournissent les attestations de compétences nécessaires – jusqu'à leur réintégration effective sur le marché de l'emploi, y compris si cela nécessitait plus de trois cours ?

5) Quelle est la situation des personnes qui, à l'issue d'un premier cours, n'ont pas été en mesure de présenter un bilan de compétences satisfaisant ou n'ont pas atteint les objectifs d'apprentissage fixés ? Ces personnes sont-elles définitivement exclues du dispositif des bons à tarif réduit ? Le cas échéant, quels autres dispositifs sont mis en place afin de leur garantir un accès continu, accessible et abordable à la formation ?

Réponse (10/06/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Marc Spautz**, Ministre du Travail | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) et 2) Le tableau ci-dessous reprend, pour les années 2021 à 2026, le nombre de droits d'inscription réduits à 10 euros par cours (ci-après : « bons »), ainsi que le coût financier engendré par ces bons. Conformément au règlement grand-ducal du 23 avril 2013 ayant pour objet de fixer le montant du droit d'inscription à payer lors de l'admission à un cours d'intérêt général organisé par le Service de la formation des adultes (SFA), les bons à tarif réduit peuvent être émis par l'ADEM, l'ONIS, l'ONA, les offices

sociaux ainsi que par le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil.

ad 3) Depuis le 1^{er} janvier 2026, l'ensemble des organismes émetteurs a délivré un total de 5.992 bons à tarif réduit.

La gestion et l'émission des bons à tarif réduit sont assurées au moyen du système informatique GICEA. Toutefois, ce système ne permet pas de répertorier ni de comptabiliser de manière statistique les demandes ayant fait l'objet d'un refus.

Les demandes concernées font l'objet d'un suivi individuel et personnalisé, sans enregistrement dans un système permettant une exploitation statistique ultérieure.

Par conséquent, il n'existe pas de données statistiques permettant d'indiquer le nombre de demandes de bons à tarif réduit introduites depuis le 1^{er} janvier 2026 et ayant fait l'objet d'un refus.

ad 4) L'attribution des bons à tarif réduit est régie par le règlement grand-ducal du 23 avril 2013 ayant pour objet de fixer le montant du droit d'inscription à payer lors de l'admission à un cours d'intérêt général organisé par le Service de la formation des adultes.

Les modalités d'attribution relèvent des différents organismes émetteurs, qui appliquent leurs propres critères en fonction de la situation individuelle des bénéficiaires.

Conformément à ce cadre, les bons à tarif réduit concernent exclusivement des cours d'intérêt général relevant du « tarif 1 », au sens de l'article 3 dudit règlement, et utiles au projet professionnel envisagé.

Lorsque ces bons sont attribués par l'ADEM, leur octroi s'inscrit dans le cadre de ses missions fondamentales d'accompagnement des demandeurs d'emploi vers le marché du travail.

ad 5) Conformément au règlement grand-ducal du 23 avril 2013 fixant les modalités d'accès aux cours d'intérêt général, pour bénéficier d'une seconde inscription à tarif réduit subséquente à une première participation à un cours, le certificat de participation ainsi que le bilan individuel des connaissances et compétences acquises doivent être présentés au moment de l'inscription.

Les bons à tarif réduit peuvent être attribués par différents organismes émetteurs. Chacun d'eux apprécie les demandes qui lui sont soumises selon ses propres critères et en fonction de la situation individuelle des bénéficiaires. L'attribution éventuelle de bons supplémentaires relève de la compétence de chaque organisme émetteur. Le nombre de bons attribués par un organisme émetteur est sans incidence sur l'attribution éventuelle de bons par les autres organismes émetteurs.

Le cas échéant, d'autres dispositifs de formation et d'accompagnement peuvent être mobilisés afin de garantir aux bénéficiaires un accès continu, accessible et abordable à la formation.

L'ADEM met à disposition des demandeurs d'emploi divers dispositifs complémentaires de formation, notamment pour développer leurs compétences linguistiques, à travers la promotion de llo.lu (plateforme gratuite dédiée à l'apprentissage de la langue luxembourgeoise), les cours intensifs proposés par l'Institut national des langues Luxembourg (INLL) en partenariat avec l'ADEM, ainsi que l'offre de formation « e-langues », entièrement en ligne. De même, des formations liées aux compétences transversales ou techniques (« hard skills ») sont également proposées dans le cadre d'une offre développée en collaboration avec différents partenaires publics.

Proposition de simplification de certaines exigences et procédures applicables aux produits chimiques | Question 3965 (22/04/2026) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Dans le cadre des négociations ayant eu lieu en novembre dernier au sein du Conseil de l'Union européenne sur la proposition de simplification de certaines exigences et procédures applicables aux produits chimiques, y compris le règlement relatif aux produits cosmétiques, plusieurs États membres ont soutenu un allègement de certaines obligations administratives et réglementaires. Ces discussions ont notamment porté sur l'équilibre à trouver entre simplification du cadre applicable et maintien d'un haut niveau de protection de la santé publique et des consommateurs.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Le Gouvernement a-t-il soutenu les assouplissements proposés par la Commission, notamment en matière d'obligations de notification, d'étiquetage ou d'évaluation, ou a-t-il plaidé pour le maintien de garanties plus strictes ?

2) Quelles positions le Gouvernement a-t-il défendues afin d'assurer que toute simplification administrative ne se fasse pas au détriment d'un niveau élevé de protection de la santé publique et des consommateurs ?

3) Le Gouvernement estime-t-il que le compromis finalement retenu au Conseil de l'UE répond de manière satisfaisante aux exigences de sécurité sanitaire et de protection des consommateurs ?

Réponse (09/06/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Martine Hansen**, Ministre de la Protection des consommateurs | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) En ce qui concerne les obligations visées, il convient de différencier les catégories visées par l'Omnibus VI, à savoir les fertilisants, les produits cosmétiques et les produits chimiques.

Le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité est compétent pour les aspects relatifs aux modifications du règlement CLP, à savoir le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. La position du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité a toujours été de garantir une information claire et transparente pour les consommateurs et de maintenir un niveau de protection élevé, tout en assurant un contrôle efficace des produits chimiques lors de leur mise sur le marché selon le règlement CLP ainsi qu'une harmonisation des exigences d'information y associées. Il est important de souligner que les négociations sont toujours en cours au niveau de l'Union européenne dans le cadre du trilogue.

En ce qui concerne les produits cosmétiques, qui relèvent des compétences du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, le Gouvernement n'a pas soutenu les assouplissements proposés par la Commission tels que formulés, mais a plaidé pour le maintien d'un haut niveau de protection de la santé publique et des consommateurs avec des garanties plus strictes.

Le Gouvernement attache une importance particulière :

– au maintien d'une évaluation scientifique rigoureuse des substances utilisées dans les produits

cosmétiques par le Comité scientifique pour la sécurité des consommateurs (CSSC) ;

– à l'encadrement strict des substances classées CMR (cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction) ;

– ainsi qu'au maintien d'un haut niveau de vigilance concernant les nanomatériaux et certaines substances naturelles complexes.

Enfin le Gouvernement a défendu le maintien d'une notification centralisée à la Commission des informations sur les nanomatériaux, afin de permettre, en cas de doute, une évaluation de leur sécurité par le CSSC.

ad 2) À ce jour, des substances potentiellement dangereuses pouvant tomber sous de futures interdictions/restrictions peuvent être présentes dans les produits cosmétiques. Dans l'intérêt de la santé publique et afin de limiter la durée d'exposition potentielle des consommateurs aux substances classées comme dangereuses, le Gouvernement a soutenu des périodes transitoires aussi encadrées et limitées que possible pour les produits cosmétiques concernés, tant pour la mise sur le marché que pour la mise à disposition. Le délai maximum de 36 mois concilie les exigences de sécurité sanitaire tout en permettant au fabricant d'adapter leurs produits cosmétiques aux matières premières ont été affectées par de nouvelles exigences du règlement CLP.

En ce qui concerne plus particulièrement le volet CLP, et dans un souci de protection des consommateurs, le MECB a activement soutenu le maintien de certaines dispositions améliorant la transparence et la clarté des informations disponibles, dont notamment l'emploi – au niveau de l'étiquetage – de tailles de caractères fixes ainsi que des délais de mise à jour fixes.

De manière générale, le Luxembourg considère que la protection de la santé publique et la compétitivité économique doivent être conciliées dans le cadre d'un équilibre proportionné et fondé sur les avis scientifiques disponibles.

ad 3) Le compromis retenu par le Conseil de l'UE pour les produits cosmétiques et pour le volet CLP (aspect de lisibilité) améliore de manière significative le texte proposé par la Commission européenne afin de maintenir un niveau élevé de sécurité sanitaire et de protection des consommateurs.

Le texte proposé vise à assurer une meilleure sécurité juridique en précisant davantage les procédures réglementaires, tout en tenant compte des besoins opérationnels de la chaîne d'approvisionnement.

Le Parlement européen et le Conseil convergent sur un grand nombre de points, et nous estimons que les négociations en cours évoluent dans une direction positive.

Santé scolaire | Question 3967 (22/04/2026) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

Le Rapport sur l'analyse du fonctionnement de la médecine scolaire au Luxembourg, publié fin 2023, a recommandé la transition de la médecine scolaire vers une « santé scolaire », transition qui a d'ailleurs déjà été largement entamée. Dans son discours sur l'état de la nation de l'année 2024, Monsieur le Premier ministre a réaffirmé la volonté du Gouvernement de faire évoluer la médecine scolaire dans cette direction.

Par la suite, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a indiqué que le rapport « constituera la base pour la mise en œuvre des changements indispensables » en insistant sur la nécessité d'une

réflexion interministérielle et d'une approche progressive.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes aux membres du Gouvernement :

1) Quel est l'état d'avancement des travaux préparatoires pour le renforcement de la santé scolaire ?

2) Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse peuvent-ils fournir de plus amples informations sur ces travaux, sur leur contenu ainsi qu'un échéancier pour la mise en œuvre de cette réforme ?

Réponse (09/06/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) La réforme vise à faire évoluer la médecine scolaire vers une approche globale et systémique de santé des enfants et des adolescents en âge scolaire, conformément aux recommandations formulées dans le cadre de l'audit de la médecine scolaire réalisé en 2023.

Sur cette base, les fondements conceptuels, stratégiques et opérationnels de la réforme ont été définis et validés. L'approche retenue repose sur une vision globale de la santé scolaire combinant prévention, promotion de la santé, dépistage ciblé et coordination des interventions, avec, le cas échéant, une orientation vers le système de santé.

Afin d'assurer une mise en œuvre cohérente de cette réforme, une gouvernance interministérielle associant le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a été mise en place. Cette gouvernance est structurée autour d'un comité de pilotage interministériel et de deux groupes de travail interministériels consacrés respectivement à la santé scolaire proprement dite et à l'éducation à la santé.

Plusieurs actions ont été réalisées ou sont en cours de finalisation, notamment en matière de coordination entre acteurs, de digitalisation des processus et d'élaboration d'outils de suivi.

Les prochaines étapes à construire sont plus opérationnelles et centrées sur le contenu médical et d'éducation à la santé, la fréquence des interventions et la définition des parcours tout au long de l'âge scolaire. Ces actions seront menées en concertation étroite avec les professionnels de terrain concernés.

ad 2) Comme indiqué dans la réponse à la question 1, les travaux en cours s'inscrivent pleinement dans le cadre du plan de réforme décrit dans la question parlementaire n° 2360. Ils visent à renforcer ou développer les synergies et la coordination entre les différents acteurs impliqués.

Un premier volet des travaux a porté sur la définition et le développement du concept de santé scolaire, entendu comme une approche globale intégrant des mesures de santé publique, des interventions éducatives, la promotion de la santé, un dépistage adapté à l'âge et une coordination renforcée des parcours. Ce concept commun a permis de préciser le périmètre de la réforme, les principes guidant toutes les actions, une approche davantage centrée sur les besoins spécifiques en santé, ainsi qu'une meilleure prise en compte de la santé mentale.

D'autre part, il a été réalisé deux états des lieux, un portant sur les différents acteurs intervenant dans le domaine de la santé des enfants et des adolescents (acteurs, missions, dispositifs de fonctionnement, etc.) et un sur les actions existantes en matière

d'éducation à la santé (quelles actions sont réalisées, sur quels sujets et pour quels âges).

Parmi les acteurs concernés figurent notamment la Ligue médico-sociale, les médecins libéraux agréés, les services médico-scolaires communaux (SMS), les services de médecine scolaire des écoles de la ville de Luxembourg (SME), de la ville d'Esch-sur-Alzette, de la ville de Dudelange et de la commune de Pétange, les centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée, la commission des aménagements raisonnables (CAR), les directions régionales de l'enseignement fondamental, le Service national de l'éducation inclusive (SNEI), la Commission nationale d'inclusion (CNI), le Service de médiation scolaire, les commissions régionales d'inclusion (CRI), l'Office national de l'enfance (ONE), le Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS), les départements éducatifs et psycho-sociaux (EPS) des lycées, etc.

Il a été constaté une grande multiplicité des acteurs, des dispositifs de fonctionnement hétérogènes et souvent pas ou peu articulés entre eux, ce qui peut conduire, entre autres, à des discontinuités dans la prise en charge médico-sociale, psychologique et éducative des enfants (notamment ceux ayant des problématiques multifactorielles).

Dans cette perspective et en complémentarité avec la médecine scolaire, le service ONE Schouldéngscht, récemment instauré au sein des directions régionales de l'enseignement fondamental, agit à l'interface entre l'école, l'enfant, sa famille et les services d'aide, tout en coordonnant tous les acteurs intervenant autour de lui afin de favoriser une prise en charge globale et adaptée.

Un autre axe majeur concerne la digitalisation des processus de la santé scolaire. À cet égard, le projet DeCarnet, correspondant à la nouvelle application nationale de gestion et de suivi des mesures médico-sociales des élèves, sera déployé prochainement. Cet outil permettra d'assurer un suivi optimal et continu des élèves tout au long de leur parcours scolaire, tout en garantissant la centralisation sécurisée des données. Son déploiement complet est prévu pour la rentrée 2026-2027. La digitalisation progressive des projets d'accueil individualisés (PAI), notamment via MyGuichet, s'inscrit dans cette même logique. Un premier test sera réalisé sur les PAI pour le diabète.

Concernant le cadre réglementaire, des travaux d'analyse ont été réalisés visant à renforcer, entre autres, la sécurité des professionnels de l'éducation dans la mise en œuvre des PAI.

D'autres actions, comme l'élaboration d'une formation en e-learning pour les médecins scolaires, ou comme l'élaboration d'une approche de la santé scolaire en centre de compétence, sont cours de construction ou de test.

De même, la réflexion concernant le renforcement du rôle des infirmières scolaires, en particulier dans les domaines du dépistage précoce, de l'orientation vers une prise en charge médicale lorsque nécessaire et du travail en réseau avec les acteurs éducatifs et psychosociaux, est lancée.

La prochaine étape consistera notamment à analyser les approches développées dans d'autres pays européens afin d'identifier les bonnes pratiques et de construire, en concertation avec les acteurs de terrain, un modèle fondé sur les données probantes.

Compte tenu de l'ampleur et de la complexité de la réforme et des changements législatifs en découlant, la mise en œuvre de la réforme s'effectue selon une approche progressive et pragmatique, tenant compte

à la fois des réalités du terrain, des ressources disponibles et de la nécessité d'assurer une cohérence durable entre les politiques de santé et d'éducation.

Imposition de la plus-value réalisée lors de la vente de forêts | Question **3984** (24/04/2026) de **M. André Bauler** | **M. Patrick Goldschmidt** (DP)

Wa Privatleit ee Bësch un de Staat oder un eng Gemeng verkafen, ass dëse Verkaf aktuell mat enger Besteuerung vun der Plus-value verbonden.

De Verkaf vun engem Bësch un de Staat oder un eng Gemeng kéint awer als eng Transaktioun ugesi ginn, déi dem allgemengen Interessi déngt, besonnesch am Sënn vum Ëmwelt- a Naturschutz. An deem Kontext kéint argumentéiert ginn, datt esou Transaktiounen net fiskal bestrooft solle ginn.

An deem Kader wollte mir dem Här Finanzminister folgend Fro stellen:

– Ënnert wat fir enge Bedéngunge wier de Finanzminister bereet, esou Transaktiounen vun der Besteuerung vun der Plus-value ze befreien?

Réponse (21/05/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Zu Lëtzebuerg leet de Gesetzgeber d'Conditionne fest, ënnert deenen eng Transaktioun vun der Besteuerung vun der Plus-value befreit ass.

Aktuell gesäit d'Gesetzgebung vir, datt de Gewënn beim Verkaf vun enger Immobilie un de Staat, un eng Gemeng, e Gemengesyndikat oder un de Fonds du logement nëmmen da ganz steuerbefreit ass, wann d'Immobilie zum steuerleche Privatverméige gehéiert huet, also ënner anerem keen Deel vun engem landwirtschaftlechen, forstwirtschaftlechen oder kommerzielle Betrieb wor, an och nëmmen da wann dës Transaktioun net een Ausübe vun engem gesetzleche Virkafsrecht wor. Eng méi breet Steuerbefreiung misst deemno iwwert ee Gesetz duerch d'Chamber agefouert ginn.

Fermeture du « Filmland » | Question **3985** (24/04/2026) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

No der Ukënnegung, datt d'Filmland-Studios zu Kielen hir Aktivitéiten den 31. Juli astellen, steet d'Lëtzeburger Filmbranche virun enger grousser Erausforderung. D'Studios waren zanter 2013 als zentral Infrastrukture geduecht, fir Lëtzebuerg als attraktiven Dréistanduert fir national an international Produktiounen ze positionéieren. Si hunn e komplette Service ugebueden – vun Tournagen iwwer Postproduktioun bis hin zu Spzialeffekter – an hunn esou zum Opbau vun engem kompetitiven audiovisuelle Sektuer bäigedroen.

Trotz artisteschen Erfolleger a renomméierte Kollaboratiounen ass d'Entreprise elo wéinst wirtschaftleche Schwierigkeeten, verstärktem internationale Konkurrenzdruck a strukturelle Contrainten net méi viabel. Zousätzlech kënn dës Entwécklung no der Faillite vu Paul Thiltges Distributions, wat d'Situatioun an der Branche weider verschärft.

An deem Kontext wëll ech folgend Froen un den Här Kulturminister stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung den Impakt vun der Fermeture vun de Filmland-Studios zu Kielen op d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vum Filmstanduert Lëtzebuerg?

2. Gesäit d'Regierung d'Gefor, datt international Filmproduktiounen a Koproduktiounen an Zukunft

manner heefeg op Lëtzebuerg kommen, wéinst dem Verloscht vun esou enger zentraler Infrastruktur?

3. Kann déi entstanen Infrastrukturellück kompenséiert ginn, a wa jo, wéi?

4. Ginn alternativ Studio-Infrastrukturen ënnerstëtzt oder nei Investitiounen an deem Beräich encouragéiert?

5. Wéi eng Konsequenzen huet dës Fermeture fir d'Beschäftegung am audiovisuelle Sektuer, a wéi wëllt d'Regierung déi betraffe Mataarbechter ënnerstëtzen?

6. Hunn d'Filmstudios an der Vergaangenheet Investitiounsbäihëllefe kritt an, wa jo, wéi vill?

Réponse (01/06/2026) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1. D'Filmland-Studios zu Kielen hunn iwwer vill Joren eng zentral Roll am lëtzeburgereschen audiovisuelle Sektuer gespillt an zur Kompetitivitéit an Attraktivitéit vum Filmstanduert Lëtzebuerg fir international Produktiounen bäigedroen. D'Ewechfale vun dëser privater Initiativ markéiert d'Enn vun enger wichteger Infrastruktur, déi e weesentleche Bäitrag geleeicht huet, fir en unerkannte Know-how ze entwéckelen an de Filmstanduert Lëtzebuerg nohalte ze stäerken.

ad 2. an 3. D'Attraktivitéit vun eisem audiovisuelle Sektuer baséiert net eleng op Studioinfrastrukturen, mee virun allem och op de Kompetenzen, der Expertis an dem Know-how vun den Acteuren am Sektuer.

Dobäi ass och ze bemierken, datt schonn haut en Deel vun den Tournagen zu Lëtzebuerg ausserhalb vun de Filmland-Studios realiséiert gëtt.

D'Ewechfale vun der Infrastruktur zu Kiele wäert allerdéngs dozou féieren, datt national an international (Ko-)Produktiounen um Niveau vum Tournage méi flexibel Approché mussen berücksichtegen, notament duerch d'Notzung vu besteende Raimlechkeeten oder Halen, amplat vu speziell ageriichte Studio-Dekoren.

Et goufe schonn éischt Gespréicher mat der Associatioun vun de Produzenten (ULPA) gefouert, fir d'Situatioun ze analyséieren an eng nohalte an ëmsetzbar Approche ze fannen.

ad 4. Fir d'Regierung bleift et eng Prioritéit, d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vum Filmstanduert Lëtzebuerg nohalte ze féieren. D'Zil ass et, am Dialog mat de concernéierten Acteure Léisungen auszuschaffen, déi am Aklang mam europäesche Kader stinn an dozou bäidroen, de Sektuer weiderzuentwéckelen.

Mëttel- a laangfristeg gëtt och d'Wichtigkeet vun enger professioneller Studio-Infrastruktur unerkannt, och wann d'Ëmsetzung vun esou engem Projet Zäit an eng virsichteg Virbereedung erfuerdert.

An deem Kontext wäert d'Regierung sech weiderhin enk mam Sektuer concertéieren an dobäi och d'Erfahrung vun anerem europäesche Länner analyséieren, besonnesch wat d'Organisatioun an d'Ënnerstëtzung vu Studioinfrastrukturen ugeet, fir ze evaluéieren, a wéi wäit verschidde Modeller oder Approchen als Inspiratioun déngen kéinten.

ad 5. Wéi virdrun erkläert, ass et wichteg, d'Auswierkung vun der Fermeture vun de Filmland-Studios am Kontext vun gesamte Sektuer ze analyséieren. Och an der Vergaangenheet gouf ewell ee gudden Deel vun den Tournagedeeg ausserhalb vun de Studios zu Kiele realiséiert.

ad 6. Déi privat Entreprises, déi d'Filmstudios bedriwwen hunn, hu keng staatlech Investitiounsbäihëllefe vum Filmfong oder Kulturministère kritt.

Maison médicale à Luxembourg-ville | Question **3986** (27/04/2026) de **Mme Corinne Cahen** (DP)

La maison médicale du centre a ouvert ses portes à l'adresse 23, Val Fleuri L-1526 à Luxembourg-ville.

Lors de la présentation de la campagne de sensibilisation « I Love my Hausdokter », les représentants du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale ont souligné qu'environ 30 % des patients qui se présentent aux urgences n'ont pas de médecin généraliste référent. Cela soulève des questions concernant le profil des patients qui se tournent vers les maisons médicales et l'accès à ces maisons médicales qui semblent être le point de référence pour un certain nombre de patients.

Étant donné que la rue est difficilement accessible en transport public, une personne à mobilité réduite pourrait être confrontée à des difficultés à accéder la maison médicale en transports public.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture (ndlr : à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale) :

1) Combien de patients ont consulté un médecin à la maison médicale en 2025 et les trois premiers mois de 2026 ?

2) Madame la Ministre dispose-t-elle de données sur le profil de ces patients, notamment leurs groupes d'âge, le genre, leur lieu de résidence, ainsi que le fait qu'ils indiquent avoir ou non un médecin généraliste référent ?

3) Madame la Ministre dispose-t-elle de statistiques sur les pathologies ou les raisons pour lesquelles les patients se rendent à la maison médicale ?

4) Madame la Ministre peut-elle expliquer comment est organisé l'approvisionnement en matériel médical, par exemple en Streptatests ?

5) Existe-t-il un service de transport alternatif aux transports publics afin d'améliorer l'accès à la maison médicale pour les personnes à mobilité réduite ?

6) Dans l'affirmative, quelles sont ces alternatives et existe-t-il des campagnes de sensibilisation pour en informer les patients ?

7) Dans la négative, Madame la Ministre envisage-t-elle de mettre en place un service de transport alternatif ?

Il m'a été rapporté que dans la maison médicale de Luxembourg-ville l'eau ne serait pas potable.

8) Madame la Ministre peut-elle confirmer que l'eau du robinet n'est pas potable dans la maison médicale de Luxembourg-ville ?

9) Dans l'affirmative, une stratégie a-t-elle été mise en place afin de mettre de l'eau potable à disposition ?

Réponse (21/05/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le nombre de consultations sur place à la maison médicale Val Fleuri est le suivant :

– 2025 : 15.806
– janvier 2026 : 1.628
– février 2026 : 1.121
– mars 2026 : 1.223

ad 2) Concernant le profil des patients, sauf opposition de leur part, les données suivantes sont collectées : âge, sexe et localité de résidence au Luxembourg ou à défaut pays de résidence. Les données pour l'année 2025 figurent ci-après :



1. Tranche d'âge [†]

2. Genre [†]

- féminin : 8.854
- masculin : 6.951
- non spécifié : 1

3. Localité de résidence [†]

4. Les localités de résidences avec une occurrence au-delà de 100 en 2025 [†]

La question concernant le médecin généraliste/médecin traitant n'est à ce jour pas demandée. Celle-ci pourra être ajoutée lors de la prochaine modification du logiciel statistique des maisons médicales.¹

ad 3) Pour la maison médicale Val Fleuri, en 2025, les principales raisons de consultation se répartissent comme suit [†] :

- troubles respiratoires : 32 %
- troubles cutanés : 13 %
- troubles digestifs : 12 %

ad 4) Les approvisionnements en maisons médicales sont organisés comme suit :

- Concernant les médicaments et le petit matériel de soins, les stocks et les approvisionnements sont gérés par une pharmacie de ville (contrat suite à un appel d'offres). Les passages sont réguliers, bimensuels. En cas de rupture d'un médicament, des passages supplémentaires sont demandés. L'approvisionnement en Streptatests obéit à cette organisation.
- Concernant l'approvisionnement en matériel de soin général (rouleaux de tables de consultations, désinfectant pour les mains, masques chirurgicaux...), ce sont les équipes dédiées à la Direction de la santé qui s'en chargent.

ad 5) à 7) À ce jour aucun service de transport alternatif aux transports en commun n'est à l'étude, dans la mesure où les personnes ne pouvant pas se déplacer jusqu'à la maison médicale peuvent bénéficier d'une visite à domicile par un médecin dédié au sein de l'organisation des maisons médicales.

La personne ayant besoin de la visite d'un médecin à son domicile contacte le 112. Ensuite, le 112 informe le médecin de garde en charge des visites à domicile de l'appel et du besoin exprimé par le patient. Enfin, le médecin contacte la personne, évalue le besoin, et effectue la visite au domicile de la personne requérante.

Ce dispositif est tout à fait adapté pour les personnes à mobilité réduite ou pour les personnes ne pouvant pas se rendre en maison médicale.

Il est important de préciser que le premier réflexe à avoir est de contacter son médecin traitant habituel avant de contacter les services de garde des maisons médicales.

ad 8) et 9) L'eau de la maison médicale de Luxembourg-ville est potable.

Le bâtiment qui héberge les locaux de la maison médicale a fait l'objet de gros travaux et l'alimentation générale en eau a été remplacée.

Pendant une courte période, il n'a pas été possible de consommer l'eau en raison des travaux sur le circuit d'alimentation. Ce problème est aujourd'hui résolu.

À la demande du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, un prélèvement et une analyse de

l'eau ont été réalisés. Les résultats reçus par l'Administration de la gestion de l'eau le 4 mai 2026 indiquent que les échantillons analysés sont conformes aux normes en vigueur pour une eau destinée à la consommation humaine.

Élargissement de l'Union européenne | Question 3987 (27/04/2026) de M. Yves Cruchten | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Beim rezenten EU-Gipfeltreffen in Zypern hat sich Premierminister Frieden für „schnellere und effizientere“ Beitrittsgespräche mit Kandidatenländern wie Montenegro, Albanien und Ukraine ausgesprochen. Außenminister Bettel seinerseits hat stets eine reservierte Haltung eingenommen und auf eine strenge Einhaltung der Beitrittskriterien gepocht.

Vor diesem Hintergrund richten wir folgende Fragen an die Regierungsvertreter:

1. Wie steht die Luxemburger Regierung zu der Erweiterungsfrage?

2. Welche Länder sollen nach welchen Kriterien und welchem Zeitplan „schneller und effizienter“ in die EU aufgenommen werden?

Réponse (21/05/2026) de M. Luc Frieden, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Luxemburg ist der Ansicht, dass die EU-Erweiterung eine geostrategische Priorität ist, sowie ein wichtiger Beitrag zur Stabilität und zum Wohlstand in unserer unmittelbaren Nachbarschaft. Darüber hinaus ist die EU-Erweiterung auch ein leistungsorientierter Prozess („merits-based“). Jedes Kandidatenland muss die notwendigen Reformen durchführen, um die EU-Beitrittskriterien von Kopenhagen zu erfüllen, wobei der Schwerpunkt auf der Rechtsstaatlichkeit und unseren gemeinsamen europäischen Werten liegt und somit die EU-Erweiterung zur Förderung der Grundwerte der EU (Demokratie, Rechtsstaatlichkeit, Pressefreiheit, freie Marktwirtschaft) auf internationaler Ebene beiträgt.

Certificats de maladie dans le secteur communal et la fonction publique | Question 3988 (27/04/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

A virege parlamentaresche Froen (N° 3623 an 3758) wollt ech vun de Ressortministere Kloeerheete bei Krankeschäiner am öffentliche Dénsgscht souwéi am Gemengesecteur, spezifesch wat d'Retroaktivitéit vun de Krankeschäiner betrëfft. Am Kontext vun der Uwendung vum Chapitre V – Congé pour raisons de santé vum Fonctionnairesstatut stellt sech eng weider Problematik an der Praxis, notamment beim Gemengesyndikat TICE.

An engem konkrete Fall war en Agent donneschdes a freides krankgemellt, ouni Certificat médical, konform zum Artikel 16, dee virgesäit, dass eng Persoun maximal dräi Deeg konsekutiv ouni Attest ka feelen. Duerno hat den Agent de Weekend fräi a war net fir d'Aarbecht agedeelt. Méindes huet déi Persoun sech nach ëmmer net gutt gefillt an huet sech nees krankgemellt – nach ëmmer ouni Certificat médical.

D'Direktioun vum TICE interpretéiert dës Situatioun esou, dass de Weekend (Samschdeg a Sonndeg) automatesch an d'Krankheetsperiod mat abezu gëtt, obwuel den Agent sech fir dës Deeg net krankgemellt huet, well hien, dem Schichtplang no, ee fräie Weekend hat. An der Äntwert op d'Fro N° 3758 haten d'Ministernen den Artikel 28-3 Alinea 4 vum

Staatsbeamtestatut zitéiert, dee vum Jour ouvré schreift. De Jour ouvré ass awer am Gemengesecteur net kloer am Gesetz vum 24. Dezember 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux définiert, wat am Kontext vu Schichtarbecht an onreegelméissegem Aarbechtszäiten zu Interpretatiounsspillraum féiert.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir den Interieur a fir öffentliche Dénsgscht dës Froe stellen:

1. Gëllt de Weekend am Gemengebeamtestatut als „jour ouvré“?

2. Gëllt, am Fall vu Schichtarbecht, een Dag, un deem den Agent net ageplangt ass fir ze schaffen (z. B. Roudeeg), als „jour ouvré“?

3. Bezieht sech de Begrëff vum „jour ouvré“ ausschliesslech op effektiv geplangten Aarbechtsdeeg?

4. Op wéi enger rechtlecher Basis kënnen Deeg, déi weeder geplangten Aarbechtsdeeg sinn nach explizit krankgemellt goufen, als Fortsetzung vun enger Krankheetsperiod ugesi ginn?

5. Ass et konform mam Statut vum Beamte souwéi Gemengebeamten, dass Deeg ouni geplangten Dénsgscht (Roudeeg) als Deel vun enger Krankheetsperiod consideréiert ginn?

Réponse (22/05/2026) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1. E „jour ouvré“ ass en Dag, un deem en Agent effektiv geschafft huet oder misst schaffen, egal ob dat an der Woch oder de Weekend ass. Well de Service vum TICE och iwwer de Weekend funktionéiert, kann de Weekend och jee no Aarbechtsplang vun engem Agent zu de „jours ouvrés“ gehéieren.

D'Definitioun vum „jour ouvré“ huet awer kee Bezuch zur Fro, déi den Deputéierten opwerft, nämlech ob en Agent, deen donneschdes a freides krankgemellt ass, an dann och de Méindeg dono krankheetsbedéngt net ka schaffen goen, muss e Krankeschäi presentéieren.

Den Artikel 16 vum ëmgeännerte Congésreglement vun de Gemengebeamten vum 21. Oktober 1987 gesäit vir, dass e Beamte muss e Krankeschäi virleeë fir all Aarbechtsonfäegkeet, déi 3 Deeg depasséiert. Am uewen ugefouerte Fall erkläert den honorabelen Deputéierten, dass dee concernéierte Beamte vun donneschdes u krank war, a säi Gesondheitszoustand och méindes him nach net erlaabt huet, nees schaffen ze goen, sou dass ee muss unhuelen, dass den Agent och iwwer de Weekend krank war. Deemno hat déi betreffend Persoun eng Aarbechtsonfäegkeet vu 5 Deeg, onofhängeg dovun, ob si huet missen de Weekend schaffen oder net.

An deem Fall muss de Beamten also op Basis vum Artikel 16 fir d'Krankmeldung vu méindes e Krankeschäi presentéieren.

ad 2. Ech verweisen op d'Äntwert op déi éischt Fro.

ad 3. Ech verweisen op d'Äntwert op déi éischt Fro.

ad 4. Ech verweisen op d'Äntwert op déi éischt Fro, leschten Abschnitt.

ad 5. Wat de Staatsbeamtestatut betrëfft, ass ervirzehiewen, dass déi Notioun vu „jour ouvré“ net déi Situatioun betrëfft, déi an der aktueller parlamentarescher Fro ernimmt gëtt, mee déi Situatioun, wou et ëm eng Verlängerung vun engem Krankeschäi geet.

D'Situatioun, déi an der aktueller Fro beschriwwen gëtt, ass am Staatsbeamtestatut am Artikel 28-3

¹ Il y a lieu de souligner que le « médecin référent » constitue un dispositif mis en place par la Caisse nationale de santé, dans le cadre du parcours de soins coordonnés notamment pour les patients atteints de maladies chroniques ou présentant des situations de santé complexes. Sur base d'une adhésion volontaire du patient, ce dispositif vise à améliorer la coordination des soins, la continuité du suivi médical et la qualité de la prise en charge. Les missions du médecin référent sont définies à l'art. 19bis du Code de la sécurité sociale.



Alinea 2 gereegelt. Deen Text seet: „Ce congé [also de Congé pour raisons de santé] est accordé sans production d'un certificat médical pour une période de trois jours de service consécutifs au plus.“

Déi Notioun vun „trois jours de service consécutifs“ bedeit, dass just d'Schaffdeeg gezielt ginn. Déi Deeg, wou eng Persoun net schafft, ginn also net gezielt. Dat ass meeschtens de Weekend. Bei enger Persoun, déi deelzäit schafft an zum Beispill mëttwochs ni schafft, zielt de Mëttwoch och net.

Wat d'Gemengepersonal ugeet, verweisen ech op d'Äntwert op déi éischte Fro, leschten Abschnitt. Den Ënnerschied par rapport zur Situatioun vu Staatsbeamte kënnt dohier, dass den Artikel vum Congés-reglement vun de Gemengebeamte vum 21. Oktober 1987 net vun „trois jours de service consécutifs“ schwätzt mee vun „incapacité de travail dépassant trois jours“, sou dass och Deeg wou en Agent net schafft matgezielt ginn.

Den Inneministère wäert de betreffenden Text deem vum Staat upassen.

Résiliation de baux à loyer | Question 3989 (27/04/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Mir ass ee Fall zougedroe ginn, wou ee Propriétaire vu verschiddene Residencë weinst Renovatiouns-aarbechten engen 30 Locataire hir Kontrakter kënnegt. Déi ronn 30 Locataire kënnen sech net dogéint wieren, well den Artikel 12 vum Mietgesetz vum 21. September 2006 virgesäit, datt ee Mietkontrakt ka bei gréisserer Renovatioun gekënnegt ginn. De Propriétaire beriff sech dobäi op grouss Renovatiouns-aarbechten, déi d'Gebai temporär unbewunnbar maache géifen a verweist op eng Baugeneemegung vun der Gemeng Péiteng vum 23. Mee 2024.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wat wieren d'Konsequenze fir de Propriétaire, wann sech erausstellt, dass d'Renovatiouns-aarbechten net duerchgefouert goufen?
2. Misst de Propriétaire deenen 30 Stéit an deem Fall eng Indemnitéit vun hirem Loyer vun engem Joer zeréckbezuelen (Artikel 14 vum Mietgesetz)?
3. Wéi sollen d'Locataire sech uleeën, wa si Gebrauch wëlle maache vum Artikel 14 vum Mietgesetz?
4. Wéi laang huet de Propriétaire, fir d'Renovatiouns-aarbechten unzefänken, nodeems en den éischte Locataire erausgehuet?
5. Wéi eng konkret Moossname gëtt et, fir déi Betreffen, déi bis de Summer eng nei Wunneng musse fannen, aktiv ze ënnerstëtzen?
6. Wéi beurteelt d'Regierung d'Uwendung vum Artikel 12 vum Mietgesetz bei esou engem Fall vu Massekënnegungen a gesäit d'Regierung d'Noutwenegkeet, fir de legale Kader ze verstärken, fir esou Massekënnegungen ze schützen?

Réponse (01/06/2026) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Den Artikel 14 vum Mietgesetz vum 21. September 2006 gesäit vir, datt ausser am Fall vun héijer Gewalt, de Propriétaire Schuedenersatz un all fréiere Locataire bezele muss, wann d'Raim an den dräi Méint nom Erausplënnere vum jeeweilege Locataire, net fir déi an der Kënnegung ugefouert Zwecker benotzt ginn.

D'Renovatiouns-aarbechte musse deemno och effektiv bannent dräi Méint no der Kënnegung ugefaangen hunn.

Wann d'Gericht feststellt, datt d'Motiv falsch war, dierf de Schuedenersatz fir de jeeweilege Locataire net manner si wéi de Betrag vun engem Joer Loyer.

ad 2. D'Entscheidung vun engem Joer Loyer ass net automatesch. Si stellt eng gesetzlech Ënnergrenz duer, déi nëmme gëllt, wann d'Gericht d'Motiv vun der Kënnegung als falsch qualifizéiert.

Wann d'Motiv vum Gericht also als falsch ugesi gëtt, dann huet de jeeweilege Locataire Schuedenersatz vu mindestens dem Betrag vun engem Joer Loyer zegutt.

Allerdéngs muss all Locataire individuell handeln an de Beweis erbréngen, dass d'Motiv vun der Kënnegung falsch war. D'Qualifikatioun vum Motiv vun der Kënnegung ënnerläit der souveräner Beurteilung vum Friddensrichter.

ad 3. Déi betraffe Locataire musse virum Friddensrichter vum Wunnsätz vum Logement eng Requête deposieren an där si déi entspreichend Entscheedung froen.

Si si verflucht de Beweis ze erbréngen:

- vun hirem fréiere Mietverhältnis;
- vum Motiv, dat am Kënnegungsbrëif ugefouert gouf;
- vun der Netnotzung vum Logement fir déi ugefouert Zwecker bannent dräi Méint nom Erausplënnere respektiv dem Netufänke vun den Aarbechten an deem selwechten Zäitraum;
- gegebenefalls vum falsche Charakter vum Motiv, fir d'Entscheidung vun engem Joer Loyer ze kréien.

ad 4. Den Artikel 14 setzt en Delai vun dräi Méint ab dem Erausplënnere vum Locataire fest. Dësen Delai leeft net kollektiv vum Erausplënnere vum „éischte Locataire“ un, mee individuell, fir all fréiere Locataire.

Den Delai gëtt opgehale soubal d'Aarbechten effektiv ugefaange ginn. Déi reng Absicht oder d'Ausstellung vun administrativen Autorisatiounen geet net duer. D'Aarbechte musse materiell ugefaangen hunn.

ad 5. De geltende gesetzleche Kader bitt de betraffene Locataire verschidde Moossnamen.

Den Artikel 12 Paragraf (3) vum Gesetz vum 2006 erlaabt all Locataire, beim Friddensrichter eng Verlängerung vum Kënnegungsdelai unzefroen. Dës Verlängerung dierf net méi laang si wéi zwoelf Méint nom initialen Delai vu sechs Méint. De Locataire muss beweisen, entweeder e Logement, deen him gehéiert, ze bauen oder ëmzebauen, oder e Logement gelount ze hunn, deen am Bau oder am Ëmbau ass, oder aktiv an nützlich Demarchen ënnerholl ze hunn, fir en neie Logement ze sichen.

D'Artikelen 16 bis 18 vum selwechte Gesetz gesinn doriwwer eraus d'Méiglechkeet vir, en zousätzlechen Delai fir d'Ausféierung vun der Eraussetzung ze froen. Den zousätzlechen Delai dierf dräi Méint net iwwerschreiden a kann zweemol verlängert ginn, all Kéier fir eng maximal Dauer vun dräi Méint.

Déi betraffe Stéit kënnen doriwwer eraus eng Demande fir eng abordabel Wunneng maachen.

ad 6. Den Artikel 12 Paragraf (2) vum Gesetz vum 2006 zielt limitativ d'Grënn op, déi et dem Propriétaire erlaben, e Mietkontrakt ze kënnegen. D'Renovatiouns-aarbechte kënnen ënnert dem Punkt c) ugefouert ginn, deen op déi „aner schwéier a legitim Motiver, déi vum Propriétaire ze beweise sinn“ ofziilt.

D'Beurteilung vum schwéieren a legitimen Charakter vum Motiv ënnerläit der Kontroll vum Friddensrichter.

De geltende gesetzleche Kader gesäit scho verschidde Garantiën vir:

– d'Verpflichtung zu engem schrëftlechen, motivéierte Kënnegungsbrëif, dee gegebenefalls vu Beweisstécker begleet ass;

- d'Méiglechkeet, fir de Locataire, eng gerichtlech Verlängerung vum Kënnegungsdelai unzefroen;
- d'Sanktioun no Artikel 14 am Fall vun engem net realiséierte Motiv oder bei engem falsche Motiv.

D'Gesetz vum 2006 enthält keng spezifesch Dispositiounen fir Kënnegungen, déi gläichzäiteg verschidde Stéit am selwechte Gebai betreffen. D'Uwendung vun de besteende Reegelen op de konkrete Fall ënnerläit der Beurteilung vun de befaasste Gerichter.

Enquête Discole sur ArcelorMittal | Question 3990 (27/04/2026) de M. Franz Fayot (LSAP)

En dépit de ses engagements en matière de protection de l'environnement et de réduction de son empreinte industrielle, ArcelorMittal se serait approvisionné en plusieurs milliers de tonnes de charbon provenant d'une mine particulièrement polluante. Selon une enquête menée par le média d'investigation Disclose en partenariat avec le magazine Socialter², l'usine ArcelorMittal de Dunkerque aurait reçu du charbon extrait d'une mine à ciel ouvert située à Moatize, au Mozambique, exploitée par un partenaire de l'entreprise, la société Vulcan Minerals.

Cette enquête décrit l'exposition des populations locales aux poussières toxiques résultant de l'exploitation de la mine. Les résidents seraient exposés à un air dont la concentration en particules fines dépasserait jusqu'à sept fois les seuils recommandés par l'Organisation mondiale de la santé. Par ailleurs, les sols seraient devenus impropres à la culture, tandis qu'une étude publiée dans la revue scientifique Environmental Geochemistry and Health indique une contamination des rivières et des eaux souterraines par les effluents miniers.

Interrogée à ce sujet, ArcelorMittal affirme avoir procédé à une diligence raisonnable concernant son fournisseur et soutient qu'aucun risque matériel, signal d'alerte ou constat défavorable n'aurait été identifié à l'issue de sa dernière évaluation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat, et de la Biodiversité :

- 1) Le Gouvernement est-il au courant des éléments révélés par cette enquête journalistique ?
- 2) Est-ce le respect des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme au niveau des chaînes de valeur internationales des entreprises opérant depuis le Luxembourg entrent en ligne de compte pour l'admissibilité aux aides publiques ?
- 3) Existe-t-il un mécanisme de suivi et d'évaluation des engagements pris par ArcelorMittal en contrepartie de ces aides publiques ? Si oui, quels en sont les résultats à ce jour ?
- 4) Le Gouvernement dispose-t-il d'informations sur les aides publiques, notamment européennes, dont ArcelorMittal a bénéficié pour verdier sa chaîne d'approvisionnement ?
- 5) Le Gouvernement partage-t-il l'avis selon lequel les entreprises multinationales doivent prévenir les atteintes graves aux droits humains, à la santé et à

² Delpuech, Aïda. (15 avril 2026). « Enquête avec Disclose – Derrière les promesses d'acier vert, ArcelorMittal carbure au charbon du Mozambique. » Socialter.

l'environnement résultant des activités de leurs filiales, sous-traitants et fournisseurs avec lesquels elles entretiennent une relation commerciale établie ?

6) Le cas échéant, le Gouvernement envisage-t-il de renforcer les exigences en matière de devoir de vigilance pour les entreprises opérant depuis le Luxembourg afin d'éviter des approvisionnements du type de celui décrit ci-dessus ?

Réponse (04/06/2026) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le Gouvernement a pris connaissance des éléments rapportés par l'enquête journalistique mentionnée dans la question parlementaire. À ce stade, il ne dispose pas d'éléments lui permettant de confirmer de manière indépendante l'ensemble des faits allégués.

Selon les informations communiquées par ArcelorMittal, l'entreprise indique disposer de procédures de diligence raisonnable applicables à ses fournisseurs, incluant notamment des évaluations des risques, des procédures de connaissance du fournisseur, des audits, des clauses contractuelles et un suivi. Elle précise que la mine de Moatize représenterait environ 0,5 % de son approvisionnement en charbon métallurgique.

ArcelorMittal indique par ailleurs avoir demandé des informations complémentaires à son fournisseur, engagé un examen interne associant ses experts ESG et annoncé le lancement d'un audit ESG indépendant. L'entreprise précise également avoir suspendu, à titre conservatoire, tout nouvel achat auprès du fournisseur concerné pendant l'examen de la situation.

Ces éléments, communiqués par l'entreprise, ne préjugent pas de l'appréciation qui pourrait être portée sur les faits allégués.

ad 2) Au Luxembourg, les conventions et accords-cadres régissant l'attribution des aides publiques, en particulier celles liées à la transition écologique ou à l'innovation, intègrent de plus en plus des références aux principes de responsabilité sociétale et de respect des droits humains, en ligne avec les Principes directeurs des Nations Unies. Ces engagements, souvent formalisés dans des clauses contractuelles, reflètent une volonté de promouvoir des pratiques durables et éthiques dans les chaînes de valeur des entreprises bénéficiaires.

Dans ce cadre, certaines conventions signées entre l'État luxembourgeois et des entreprises, notamment dans des secteurs exposés à des risques sociaux ou environnementaux, incluent des dispositions quant à une diligence raisonnable en matière de droits humains. Ces dispositions ne se limitent pas à une obligation formelle, mais s'inscrivent dans une démarche collaborative visant à renforcer la transparence et la durabilité des activités économiques.

Les autorités luxembourgeoises, en collaboration avec des acteurs comme Luxinnovation ou la House of Entrepreneurship, proposent d'ailleurs des outils et formations pour aider les entreprises à se conformer aux attentes en matière de droits humains.

Cette approche permet de favoriser une transition responsable tout en soutenant la compétitivité des entreprises.

ad 3) Au Luxembourg, les mécanismes de suivi et d'évaluation des engagements pris par les entreprises bénéficiaires d'aides publiques, y compris ceux d'ArcelorMittal, existent dans le cadre des conventions et accords-cadres liant ces entreprises aux

autorités publiques. Cependant, l'accès à des données précises et actualisées sur les résultats concrets de ces suivis n'est pas toujours possible, notamment en raison de limitations légales, de la confidentialité des informations industrielles, ou de l'absence de publication systématique des rapports d'évaluation.

ad 4) L'intégralité des aides notifiées et accordées par les États membres de l'Union européenne est consultable sur le site <https://webgate.ec.europa.eu/competition/transparency/public?lang=fr>.

ad 5) Oui, le Gouvernement partage le principe selon lequel les entreprises multinationales doivent mettre en œuvre une diligence raisonnable fondée sur les risques afin d'identifier, de prévenir, d'atténuer et, le cas échéant, de remédier aux incidences négatives sur les droits humains, la santé et l'environnement qui peuvent être liées à leurs activités, à leurs produits et services ainsi qu'à leurs relations d'affaires.

Ce principe est reflété notamment dans les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et dans les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales sur la conduite responsable des entreprises.

La directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité renforcera ce cadre pour les entreprises relevant de son champ d'application, en introduisant des obligations juridiques en matière de devoir de vigilance. Elle prévoit également un cadre de contrôle administratif et, dans les conditions prévues par le texte, un régime de responsabilité civile.

ad 6) Le Gouvernement entend renforcer le cadre applicable en matière de devoir de vigilance par la transposition de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité, dans les délais prévus par le droit de l'Union européenne. Il veillera à une transposition fidèle, effective et proportionnée de la directive, afin de mettre en place un cadre clair pour les entreprises concernées et conforme aux exigences européennes. Cette transposition précisera les obligations applicables aux entreprises relevant du champ de la directive ainsi que les compétences de l'autorité de contrôle qui sera désignée. À ce stade, le Gouvernement n'entend pas préjuger des choix qui seront arrêtés dans le cadre des travaux de transposition.

S'agissant du cas mentionné dans la question parlementaire, les faits rapportés appellent une vérification appropriée. Selon les informations communiquées par ArcelorMittal, l'entreprise a suspendu à titre conservatoire les achats concernés et engagé des vérifications internes et externes. De manière générale, la diligence raisonnable repose sur une approche fondée sur les risques. Elle vise à identifier, prévenir, atténuer et, le cas échéant, remédier aux incidences négatives dans les chaînes d'activités.

Dans ce contexte, il convient encore de rappeler qu'un éventuel désengagement doit être responsable, afin d'éviter que la réponse apportée ne crée, à son tour, des incidences négatives pour les personnes et communautés concernées, notamment lorsque des mesures correctives peuvent être envisagées.

Méthode de calcul pompe à chaleur | Question 3991 (27/04/2026) de **M. Franz Fayot** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Dans le cadre du régime Klimabonus Wunnen 2026, les aides financières pour les pompes à chaleur prennent désormais la forme de montants forfaitaires, indépendamment de la puissance de l'installation, sous réserve du respect de certaines conditions

techniques minimales, notamment en matière de coefficient de performance. Le Gouvernement a justifié cette évolution par la volonté d'introduire progressivement des modalités de préfinancement pour certaines composantes du régime.

Or, le mode de calcul forfaitaire soulève la question de son adéquation avec les besoins énergétiques réels des bâtiments concernés. Dans certains cas, des installations de plus grande capacité peuvent être techniquement nécessaires au regard des caractéristiques du bâtiment, tout en donnant lieu à une prise en charge proportionnellement plus faible de la part de l'État. Le mode de calcul actuel semble ainsi chercher à éviter le surdimensionnement des installations, mais il peut aussi conduire à un soutien moins adapté dans certaines situations.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelle est précisément la méthode retenue pour fixer les montants forfaitaires des aides accordées aux pompes à chaleur dans le cadre du régime Klimabonus Wunnen 2026 ?

2) Sur quelles données techniques, économiques et statistiques cette méthode repose-t-elle ?

3) Le ministère a-t-il réalisé une analyse d'impact comparant l'ancien régime et le nouveau régime forfaitaire ?

4) Le Gouvernement dispose-t-il d'une évaluation du nombre de ménages pour lesquels le régime forfaitaire aboutit à une prise en charge proportionnellement plus faible au regard du coût réel de l'installation nécessaire ?

5) Comment le ministère s'assure-t-il que le niveau d'aide reste compatible avec les besoins énergétiques réels du bâtiment, plutôt qu'avec une logique uniforme risquant de pénaliser certains cas plus complexes ?

Réponse (09/06/2026) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Plusieurs considérations ont motivé le choix d'exprimer les aides financières pour les pompes à chaleur sous la forme de montants forfaitaires, indépendamment de la puissance des installations. D'un côté ces adaptations sont nécessaires et utiles pour introduire les modalités de préfinancement des aides financières. En outre, elles présentent un caractère social et évitent toute incitation au surdimensionnement des pompes à chaleur (voir réponse à la question 3). Les montants forfaitaires dépendent du type de pompe à chaleur (air/eau ou géothermique), du type de bâtiment (maison individuelle ou logement collectif) et de la nature du projet (construction neuve ou bâtiment existant).

ad 2) Les données consolidées issues du régime précédent (période 2022-2025), couvrant à la fois les coûts d'investissement et les montants des subventions effectivement accordées, ont été à la base des analyses.

ad 3) Lors de la préparation du régime « Klimabonus Wunnen » pour la période 2026-2030, le ministère a analysé les données provenant de l'ancien régime et pris en considération les retours d'expérience du secteur collectés au fil des dernières années.

Cette analyse a mis en évidence que, sous l'ancien régime, le niveau d'aide variait fortement en fonction de la puissance installée. À titre d'exemple, pour une pompe à chaleur air/eau, la subvention moyenne



s'élevait à environ 10.000 € pour les installations d'une puissance comprise entre 10 kW et 14 kW, correspondant à un investissement moyen de 32.300 €, soit un taux de soutien d'environ 31 %. Par contre, pour les installations d'une puissance supérieure à 14 kW, l'aide moyenne atteignait 13.600 €, pour un investissement moyen de 34.300 €, ce qui représentait un taux de soutien d'environ 39 %.

Ces données montrent qu'un écart d'investissement relativement limité de l'ordre de 2.000 € pouvait conduire à une augmentation de l'aide de 3.500 €. Le mécanisme de calcul fondé sur les coûts créait ainsi une certaine incitation au surdimensionnement des installations, l'augmentation des dépenses d'investissement se traduisant par un soutien financier disproportionnellement plus élevé.

Le régime forfaitaire mis en avant pour la période 2026-2030, outre le fait de réduire la complexité administrative, sera plus équitable et enlèvera toute incitation au surdimensionnement des installations.

ad 4) Dans la grande majorité des cas, le subside prévu pour la période 2026-2030 est supérieur à celui de l'ancien régime.

ad 5) Le ministère s'assure que le niveau d'aide reste adapté grâce à plusieurs mécanismes :

- des montants forfaitaires qui encouragent un dimensionnement conforme aux besoins réels du bâtiment ;
- un contrôle des installations, notamment par la réception obligatoire des travaux et des inspections ultérieures ;
- des bonus spécifiques (par exemple pour l'adaptation du système de chauffage ou pour l'installation d'une pompe à chaleur dans les zones de protection de l'eau), permettant de tenir compte de situations particulières.

Financement rénovation | Question 3992 (27/04/2026) de M. Franz Fayot | Mme Claire Delcourt (LSAP)

Alors que la rénovation énergétique du parc existant constitue un levier central de la transition climatique et de la réduction de la dépendance aux énergies fossiles, l'absence de solutions de préfinancement adaptées pour les ménages souhaitant engager des travaux demeure un obstacle. Des acteurs du terrain considèrent qu'une partie de la population ne disposerait pas d'un accès suffisant au crédit nécessaire pour lancer de tels investissements, tandis que la coordination entre le niveau des aides publiques et les pratiques des établissements bancaires resterait insuffisante.

Un mécanisme de préfinancement pour les installations photovoltaïques, permettant de déduire directement le montant de la subvention de la facture finale grâce à une avance versée à l'artisan, est désormais en vigueur. À ce stade, aucun dispositif comparable n'existe pour les travaux de rénovation énergétique plus larges ou pour d'autres composantes du régime Klimabonus Wunnen.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Le Gouvernement dispose-t-il d'une estimation du nombre de pompes à chaleur financées par des aides publiques au cours des quatre dernières années, ainsi que du nombre de ménages ou de personnes équipés d'une pompe à chaleur au Luxembourg ?

2) Le Gouvernement dispose-t-il d'une estimation du nombre de ménages qui, au cours des dernières

années, ont renoncé à un projet de rénovation énergétique ou l'ont reporté faute de pouvoir assurer le préfinancement des travaux ?

3) Le Gouvernement dispose-t-il de données ou d'estimations sur le nombre de demandes de financement refusées par les établissements bancaires pour des projets de rénovation énergétique résidentielle ?

4) Le Gouvernement a-t-il évalué dans quelle mesure les critères appliqués par les établissements bancaires réduisent, en pratique, l'accès effectif aux aides publiques à la rénovation énergétique ?

5) Existe-t-il une concertation structurée entre les ministères compétents, la Klima-Agence, les banques et les acteurs du secteur en vue d'aligner davantage les mécanismes d'aide publique et les conditions de financement bancaire ?

6) Le Gouvernement envisage-t-il d'étendre à d'autres volets du régime Klimabonus Wunnen un mécanisme de préfinancement comparable à celui introduit pour les installations photovoltaïques ? Dans l'affirmative, selon quel calendrier et selon quelles modalités ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (09/06/2026) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Durant les années 2022 à 2025, plus de 3.000 pompes à chaleur ont été subventionnées sous le régime « Klimabonus Wunnen » (Loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement).

Ces données ne couvrent toutefois pas l'ensemble des installations réalisées au Luxembourg, certaines ayant été effectuées sans recours à une aide étatique.

ad 2) Le Gouvernement ne dispose pas de données permettant d'estimer le nombre de ménages qui auraient renoncé à un projet de rénovation énergétique ou qui l'auraient reporté faute de pouvoir assurer le préfinancement des travaux.

Toutefois, conscient que le financement de l'ensemble des travaux avant le versement de la subvention peut constituer une difficulté pour certains ménages, le Gouvernement introduira des modalités de préfinancement des aides étatiques pour les travaux de rénovation énergétique dans le cadre du régime « Klimabonus Wunnen ».

ad 3) Le Gouvernement ne dispose pas de données relatives au nombre de demandes de financement refusées par les établissements bancaires pour des projets de rénovation énergétique résidentielle, ces décisions relevant de la responsabilité propre des banques et de critères qui ne font pas l'objet d'une transmission aux autorités publiques.

ad 4) À ce jour, aucune évaluation quantitative n'a été menée afin d'établir dans quelle mesure les critères appliqués par les établissements bancaires peuvent, en pratique, limiter l'accès effectif aux aides étatiques à la rénovation énergétique.

Le Gouvernement reconnaît toutefois que le modèle actuel, dans lequel les aides sont versées après la réalisation des travaux, suppose une capacité de préfinancement préalable qui peut constituer un obstacle pour certains ménages. L'introduction progressive de modalités de préfinancement pour les différentes composantes des régimes d'aides financières « Klimabonus » permettra de remédier en partie à ces difficultés, en réduisant la dépendance au financement bancaire classique.

ad 5) Les ministères compétents se concertent de façon régulière avec la Klima-Agence et les acteurs du secteur afin de renforcer et de mieux structurer l'accompagnement des ménages dans leurs projets de rénovation énergétique.

ad 6) Il est renvoyé à la réponse à la question 2).

Écrevisses américaines | Question 3993 (27/04/2026) de Mme Claire Delcourt | M. Ben Polidori (LSAP)

De rouden amerikanesche Sumpfkriibs (Procamburus clarkii) ass eng invasiv Aart, déi sech ëmmer méi an europäesche Gewässer ausbreit an dobäi bedeitend ökologesch Konsequenze mat sech bréngt. Duerch hiert kompetitiivt Verhalen, hir héich Reproduktiounsrate an d'Iwwerdroe vu Krankheeten (ënner anerem Kriibspesch) stellt dës Aart eng eescht Gefor fir eenheemesch Kriibsaarten, Fëschpopulatiounen an déi generell Biodiversitéit duer.

A senger Äntwert op d'QP N° 1491 iwwert de rouden amerikanesche Sumpfkriibs am November 2024 hat den Här Minister uginn, datt en zweete Standuert nach misst confirméiert ginn.

An deem Kontext géinge mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, ob de genannte weidere Standuert vum rouden amerikanesche Sumpfkriibs méttlerweil nogewise gouf? Wa jo, ëm wéi eng Plaz(en) handelt et sech konkret?

2. Sinn an der Tëschenzäit nach aner „Hotspots“ oder nei Populatiounen vun dëser Aart zu Lëtzebuerg identifizéiert ginn? Wa jo, wou?

3. Wéi gëtt d'Verbreedung vun dëser invasiver Aart systematesch iwwerwaacht? Wéi dacks ginn Inventairen duerchgefouert? Gëtt et konkret Populationszuelen oder Trendanalysen?

4. Huet de Ministère eng Risikobewäertung oder Kaart erstellt, déi sensibel Gebidder (z. B. Natura-2000-Zonen oder Fëschgewässer) identifizéiert, déi besonnesch a Gefor sinn?

5. Wéi héich sinn déi aktuell Käschten am Zesammenhang mat Monitoring a Bekämpfung vun dëser Aart, a sinn zousätzlech Ressourcen oder Budgete virgesinn?

6. Wéi gëtt den Impakt vum rouden amerikanesche Sumpfkriibs op eenheemesch Aarten evaluéiert?

Réponse (08/06/2026) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Biodiversitéitsdonnéeën hei am Land fléissen an eng gemeinschaftlech Datebank, déi vum Naturmusée gëstëert gëtt (MNHN – Species Observations[†]). Do si souwuel Donnéeën vu reguläre Monitoringsprogrammer wéi och Observatiounen vum Public dokumentéiert. Fir de rouden amerikanesche Sumpfkriibs oder och roude Suppekriibs (Procamburus clarkii) bleift den Iechternacher Séi den eenzeg confirméierte Standuert.

ad 2. D'Präsenz op anere Sitte konnt bis ewell net confirméiert ginn.

ad 3. De roude Suppekriibs gëtt am Kontext vum Projet LUXIAS (2025–2027), dee vum Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) koordinéiert gëtt, och mat iwwerwaacht, dat unhand vu bekönderte Reusen. Eng aner Method, fir invasiv aquatesch Aarten ze detektéieren, ass unhand vu Waasserprouwen, déi op d'Präsenz vu geneeteschem Material getest ginn. Dës sougenannt eDNA-Anproche gouf och an engem

Projet vum LIST (INSPECT 2024–2025) getest, an de Suppekriibs konnt domadder och am Iechternacher Séi nogewise ginn. Konkreet Populationszuelen am Iechternacher Séi gëtt et bis ewell keng. An de Fléissgewässer an der Émgeigend (Lauterbuerbaach an Aleferbaach) mécht d'Waasserverwaltung och hire reguläre Monitoring am Kontext vun der Wasserrahmenrichtlinie fir déi biologesch Qualitéits-Komponenten, notament d'Fësch an de Makrozoobenthos (Site L145030A01-1[†] an L146030A01[†]). Dës Sitte ginn och dëst Joer nees beprooft.

ad 4. Well d'Verbreedung vum roude Suppekriibs op den Iechternacher Séi begrenzt ass, gëtt och nëmmen dës Zon als prioritär ugesinn, fir Moossnamen ëmzesetzen an dës Populatioun ze reduzéieren, fir datt se sech net weider ausbreit.

ad 5. Aktuell falen nëmme marginal Käschen un. Déi zoustänneg Verwaltungen hunn eng Reunoun mat der Gemeng virgesinn, no där eng méi präzise Käschenaschätzung wäert méiglech sinn.

ad 6. Aus der Literatur ass bekannt, datt de roude Suppekriibs e signifikanten Impakt op déi lokal Flora a Fauna kann hunn, dat zum Beispill duerch Prädatioun (Mollusken, Invertebraten, Fësch, Amphibien) oder och duerch Konkurrenzverhale wat d'Nahrung an de Liewensraum ueegt. Ausserdeem verursaacht dës Kribsaart Verännerungen an der Nahrungsketten an an de Liewensraum. Dofir ass et wichteg, datt dës Kribs sech net weider verbreet an déi bestoend Populatioun sou vill wéi méiglech reduzéiert gëtt.

.....

Commission supérieure des maladies professionnelles | Question 3996 (28/04/2026) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

En date du 15 mai 2025, la Chambre des Députés a voté une motion demandant au Gouvernement de s'engager au sein de la Commission supérieure des maladies professionnelles pour une prise en compte adéquate des connaissances médicales avérées en matière de maladies pouvant être causées par les effets du dérèglement climatique, auxquels certains groupes de travailleurs sont particulièrement exposés, en vue d'une modification du tableau des maladies professionnelles reconnues.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de réunions de ladite commission ont eu lieu depuis le vote de la motion en question ?

2) Une mise à jour du tableau des maladies professionnelles a-t-elle été mise en œuvre depuis lors ? Dans la négative, des discussions ou travaux sont-ils en cours en vue d'une adaptation prochaine ?

3) La commission précitée a-t-elle déjà eu l'occasion de se pencher sur les maladies professionnelles pouvant être causées par les effets du dérèglement climatique auxquels certains groupes de travailleurs sont particulièrement exposés ? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions et, le cas échéant, les suites envisagées ? Dans la négative, Madame la Ministre envisage-t-elle de porter ce sujet à l'ordre du jour de la commission ?

Réponse (26/05/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Des travaux d'analyse et de recherche sont actuellement menés au sein de l'Association d'assurance accident, portant d'une part sur les pathologies susceptibles d'être favorisées ou aggravées par les

effets du dérèglement climatique auxquels certains groupes de travailleurs peuvent être particulièrement exposés. Ces recherches concernent notamment les pathologies liées à l'exposition aux rayonnements ultraviolets ou encore les nouvelles maladies infectieuses vectorielles.

D'autre part, les 62 maladies actuellement inscrites au tableau des maladies professionnelles font également l'objet d'un réexamen par l'Association d'assurance accident. En effet, la dernière mise à jour de ce tableau remonte à 2016, de sorte qu'il ne peut être exclu que certaines maladies répertoriées ne correspondent plus pleinement aux réalités médicales, scientifiques et professionnelles actuelles. Il peut dès lors s'avérer nécessaire soit d'adapter le libellé de certaines maladies existantes, soit d'en compléter le contenu afin de tenir compte de l'évolution des connaissances médicales, des conditions de travail et des risques professionnels émergents.

Dès que ces conclusions seront finalisées, une réunion de la Commission supérieure des maladies professionnelles sera convoquée en vue d'une éventuelle adaptation du tableau des maladies professionnelles.

.....

Développement d'une industrie de la défense | Question 3997 (28/04/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

Selon des annonces récentes du Gouvernement, notamment dans le cadre de la nouvelle Stratégie de l'industrie de la défense présentée en mars 2026, le Luxembourg entend développer une base industrielle de défense et adapter sa législation sur les armes afin de permettre la production de matériel militaire sur le territoire national.

À ce jour, le cadre juridique luxembourgeois limite fortement, voire interdit, la production de certaines catégories d'armes, en particulier les systèmes dits « létaux ». Voilà pourquoi le Grand-Duché ne dispose pas d'une industrie d'armement au sens classique et n'exporte pas d'armes.

Dans ce contexte, l'évolution annoncée marque un changement structurel dans l'approche luxembourgeoise en matière de défense, avec des implications économiques et éthiques.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Quels sont les secteurs industriels précis que le Gouvernement entend développer dans le cadre de la réforme législative annoncée ?

2) Le Gouvernement prévoit-il une spécialisation industrielle du Luxembourg dans certaines niches technologiques ou segments de la chaîne de valeur de l'industrie de défense ?

3) Ces secteurs correspondent-ils aux besoins opérationnels réels de l'Armée luxembourgeoise, eu égard à sa taille et à ses missions ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il d'autoriser l'exportation d'armes produites au Luxembourg, alors que le pays s'est historiquement distingué par l'absence d'exportations d'armement ?

5) Ces exportations seront-elles, le cas échéant, strictement limitées aux États membres de l'Union européenne et aux alliés de l'OTAN ?

6) Comment le Gouvernement entend-il concilier cette évolution avec les engagements internationaux

du Luxembourg en matière de droit international humanitaire et de coopération au développement ?

Réponse (29/05/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) La réforme législative en question a pour objet d'instaurer un régime d'agrément pour les fabricants de produits liés à la défense du Grand-Duché de Luxembourg sans pour autant viser des secteurs industriels précis.

ad 2) Les domaines qui bénéficieront d'un focus particulier sont les domaines tels que exposés par les ministres Yuriko Backes et Lex Delles lors de la présentation de la « Stratégie Industrie de défense » le 26 mars 2026.

Les secteurs et technologies prioritaires adresseront premièrement des besoins de l'Armée luxembourgeoise et de celles des pays alliés de l'UE et de l'OTAN et s'orientent autour du savoir-faire existant au Luxembourg, que ce soit dans le domaine civil ou militaire. Les domaines qui bénéficieront d'un focus particulier sont les suivants :

- Produits liés à la défense
- Matériaux et technologies de production
- Systèmes automatisés et autonomes
- Cybersécurité
- Technologies de l'espace
- Logistique et mobilité militaire
- Circularité et approvisionnement
- Énergie
- Technologies et services transversaux
- Données
- Intelligence artificielle
- Technologies quantiques

ad 3) Ces secteurs ont été sélectionnés et définis suite à une analyse des technologies nécessaires en lien avec les besoins capacitaires et en premier lieu des besoins opérationnels de l'Armée luxembourgeoise et des besoins et demandes sur le marché. Les secteurs font partie de la chaîne d'approvisionnement respectivement la chaîne de valeur des entreprises produisant des capacités finies.

Aussi, afin de soutenir l'innovation dans les secteurs et technologies prioritaires identifiés dans la stratégie, un Campus sera créé pour accueillir des entreprises de défense innovantes, avec des infrastructures adaptées et un accompagnement ciblé. Il s'adressera principalement à celles capables de proposer aux forces armées des solutions innovantes susceptibles de déboucher sur des contrats.

ad 4) De manière générale, le Gouvernement autorise l'exportation de produits militaires en suivant les 8 critères de la position commune 2008/944/PESC du Conseil de l'UE du 8 décembre 2008 définissant les règles communes régissant le contrôle des exportations de technologies et d'équipements militaires.

ad 5) Les demandes d'exportation sont analysées au cas par cas, en respectant les 8 critères de la position commune 2008/944/PESC, qui ne se limite pas aux États membres de l'UE ou aux alliés de l'OTAN.

ad 6) Le Gouvernement prend toutes ses décisions relatives à l'exportation de produits militaires dans le strict respect des 8 critères définis par la position commune 2008/944/PESC du Conseil de l'UE du 8 décembre 2008 définissant les règles communes régissant le contrôle des exportations de technologies et d'équipements militaires, ainsi que des obligations

internationales applicables, y compris celles découlant du Traité sur le commerce des armes.

Production audiovisuelle | Question 3998 (28/04/2026) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Selon des informations récemment relayées par RTL Lëtzebuerg, le site de production audiovisuelle Film-land à Kehlen, infrastructure clé pour le secteur du film au Luxembourg, est appelé à fermer, avec des répercussions potentielles sur l'ensemble de l'écosystème national du film et de la production audiovisuelle. Ces développements interviennent alors même que le Luxembourg bénéficie d'une reconnaissance croissante à l'international, notamment à travers de nombreuses coproductions sélectionnées dans des festivals de premier plan.

Il apparaît toutefois essentiel de garantir la pérennité des capacités de production nationales ainsi que l'attractivité du Luxembourg pour les coproductions internationales, pilier du modèle économique du secteur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Quelles mesures concrètes le Gouvernement envisage-t-il pour compenser d'éventuelles pertes de capacités techniques ou logistiques pour les productions audiovisuelles au Luxembourg ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il d'adapter ou de renforcer les instruments existants de soutien, notamment via le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, ou de plaider au niveau européen en faveur d'une plus grande souplesse en matière d'aides d'État dans le secteur, afin de préserver la pérennité de ce dernier ?

3) Des discussions sont-elles en cours avec les acteurs concernés en vue d'assurer le maintien d'un écosystème audiovisuel complet au Luxembourg ?

Réponse (01/06/2026) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1) Les studios Film-land à Kehlen ont occupé, pendant de nombreuses années, une place importante dans le secteur audiovisuel luxembourgeois, contribuant notamment à renforcer la compétitivité et l'attractivité du Luxembourg auprès des productions internationales.

Il importe toutefois de rappeler que l'attractivité de notre secteur audiovisuel ne repose pas exclusivement sur les infrastructures de studios, mais avant tout sur les compétences, l'expertise et le savoir-faire des professionnels qui en constituent la force. Par ailleurs, une partie des tournages réalisés au Luxembourg est déjà aujourd'hui menée en dehors des studios Film-land, illustrant la capacité du secteur à s'appuyer sur des approches diversifiées et flexibles.

Dans ce contexte, de premiers échanges ont déjà été engagés avec l'Association des producteurs luxembourgeois (ULPA) afin d'analyser la situation et d'identifier des pistes de réflexion permettant d'apporter des réponses à la fois durables et réalistes.

Il convient de rappeler que les studios Film-land constituaient une initiative privée portée par six sociétés de production, de sorte que toute intervention directe de l'État dans une structure de cette nature est encadrée par des règles nationales et européennes en matière d'aides d'État.

ad 2) Face à cette situation, le Gouvernement réaffirme son engagement à maintenir la compétitivité

du Luxembourg en tant qu'écosystème de la production audiovisuelle. À moyen et long terme, la question de la mise en place d'une infrastructure de studio professionnelle se pose et appelle une réflexion stratégique approfondie, menée en concertation avec le secteur et dans le respect du cadre européen. Dans ce contexte, les adaptations possibles des instruments existants feront l'objet d'une évaluation, tout en s'appuyant sur les pratiques mises en œuvre dans d'autres pays européens.

Pour le Gouvernement, il demeure prioritaire de soutenir durablement l'attractivité et la compétitivité du secteur audiovisuel et de la place de production cinématographique luxembourgeoise. L'objectif est d'élaborer, en concertation avec les acteurs concernés, des solutions conformes au cadre européen et susceptibles de contribuer au développement continu du secteur.

Dans ce contexte, le Gouvernement poursuivra un dialogue étroit avec les acteurs du secteur et analysera également les expériences d'autres pays européens, notamment en ce qui concerne l'organisation et les mécanismes de soutien aux infrastructures de studios, afin d'évaluer dans quelle mesure certains modèles ou approches pourraient servir de source d'inspiration.

ad 3) Le Gouvernement privilégie un dialogue constructif avec le secteur afin de dégager des solutions durables et réalistes, dans le respect du cadre européen. L'objectif demeure de garantir le maintien d'un écosystème audiovisuel complet, capable de rester attractif et compétitif à l'échelle internationale. Des discussions sont en cours avec le secteur, notamment avec l'association des producteurs (ULPA), avec laquelle une première réunion s'est tenue au début du mois de mai.

Litige concernant les dégâts constatés après les travaux de rénovation de la piste de décollage et d'atterrissage au Findel | Question 4000 (28/04/2026) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

Duerch d'Renovatiounsarbechten um Findel an de Joren 2021 an 2022 si Probleemer bei der Start- a Landebunn vum Findel entstanden. D'Rëss am Belag an de mangelhafte Waasseroffloss musse permanent kontrolléiert ginn, fir d'Sécherheet vum Fluchverkéier ze garantéieren. Analyse vun onofhängegen Experte gëtt et an dëser Affär och schonn. Viru Kuerzem huet d'Madamm Ministesch um Radio annoncéiert, datt déi „nächst Schrëtt [an dësem Dossier] warscheinlech juristescher Natur sinn“.

An deem Kontext géinge mir der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

– Wéini gedenkt d'Regierung d'Klo ze deponéieren?

– Wat wier de geneeën Inhalt vun der Klo an d'Zil dovunner?

– Géing d'Klo sech géint d'Entreprise richten, déi d'Aarbechte gemaach huet, oder/an d'Entreprise, déi d'Material geliwwert huet?

Réponse (05/06/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Mat dem Gesetz vum 26. Juli 2002 (Loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg) ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare, wat den 9. August 2002 publizéiert gouf an den 13. August 2002 a Kraaft getrueden ass, an dem dozougehéirege „Contrat de développement,

de mise en valeur et d'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg“, deem iwwert d'groussherzoglecht Reglement vum 14. Abrëll 2003 approuvéiert gouf an deem seng consolidéiert Versioun um Legilux nozeliesen ass, huet de Lëtzeburger Staat d'Bedreiwe vum Fluchhafen Findel un d'Société de l'Aéroport de Luxembourg SA, besser bekannt ënnert der Enseigne lux-Airport, iwwerdroen.

Et ass also net um Staat, fir eng Klo ze deponéieren. Dat läit eenzeg an aleng an der Hand vun der Gesellschaft lux-Airport.

Informatione vu lux-Airport no gouf an der Tëscht eng Klo deponéiert, déi sech solidaresch géint déi 7 Entreprises richt, déi un de Renovatiounsarbechte vun der Start- a Landebunn bedeelegt waren.

Et geet an der Klo dorëms feststellen, datt lux-Airport net de Produit kritt huet, deen de Bedriewer vum Flughafen bestallt huet, an ëm d'Fro vun der dozougehéireger Responsabilitéit an den deementsprechenden Entscheedungen.

Et ass deemno elo eng Prozedur amgaangen, déi Kloeerheet an deem Dossier schafe soll. Et versteeft sech vum selwen, datt ech mech zu deem Sachverhalt net weider äussere wäert bis d'Justiz tranchéiert huet.

Offre de produits régionaux au Stade de Luxembourg | Question 4001 (29/04/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Ëffentlech Sportinfrastrukture spillen eng wichteg Roll, net nëmmen am sportleche Beräich, mee och als Virbild fir gesond Ernierung an nohaltege Konsum.

An deem Zesummenhang wëilt ech de Ministere fir Gesondheet, fir Sport a fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt aktuell de Lien tëscht Sport, gesonder Ernierung an ëffentleche Sportinfrastrukture gefërdert?

2. Awéiwäit ginn am nationale Fußballstadion Produiten aus der lëtzebuergescher Landwirtschaft ugebueden?

3. Et gouf mir erugedroen, dass am nationale Stadion keen alkoholfreie Béier ugebuede gëtt. Ass d'Regierung der Meenung, datt an ëffentleche Stadionen eng Offer un alkoholfreie Gedrenks, dorënner och alkoholfreie Béier, soll garantéiert ginn? Falls nee, firwat net?

Réponse (22/05/2026) de Mme Martine Hansen, Ministre des Sports, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. De Lien tëscht Sport, gesonder Ernierung an ëffentleche Sportinfrastrukture gëtt aktuell net aktiv gefërdert.

ad 2. Als Propriétaire vum Stade de Luxembourg schléisst d'Stad Lëtzebuerg Verträge mat den Organisateuren vun engem Event of. Dës si responsabel fir de Catering vun deenen Eventen.

ad 3. Den Organisateur vun engem Event am nationale Stadion an den zréckbehalene Sous-traitant definéiere wéi eng Zorte Gedrenks offréiert ginn. D'Regierung huet keen Afloss op de Choix vum Sous-traitant.

Exécution des peines de prison par surveillance électronique | Question 4002 (29/04/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

An der Äntwert op meng Fro N° 3805 hat d'Ministesch informéiert, dass aktuell zwou Persounen am

Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) als Fleegefäll agestuft sinn. Des Weideren äntwert d'Ministesch, dass der Prisongsverwaltung kee Fall bekannt wier, wou eng Persoun eng Demande op eng elektronesch Iwwerwaachung (zum Beispill eng Foussfessel) gestallt hätt an dës refuséiert krut.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir elektronesch Iwwerwaachung goufen an deene leschte 5 Jore gestallt a wéi vill dovunner goufe refuséiert oder ugeholl? Aus wéi enge Grënn goufen d'Demanden net ugeholl?

2. Wat sinn déi gesetzlech Konditiounen, déi eng Persoun erfëlle muss, fir en Antrag op eng elektronesch Iwwerwaachung ze stellen an accordéiert ze kréien?

3. Wat sinn déi medezinnesch Konditiounen, déi eng Persoun erfëlle muss, fir en Antrag op eng elektronesch Iwwerwaachung ze stellen an accordéiert ze kréien? Wéi ginn extern medezinnesch Expertisen, déi d'Inaptitude à la détention zertifizéieren, bewäert a wéi säi Constat ass hei ausschlaggebend an decisiv fir een Accord?

4. Ass et korrekt, dass finanziell Obligatiounen, wéi zum Beispill Geldstrofen oder Indemnitéiten un d'Parties civiles, mussen ofgeschloss sinn, éiert een Antrag op elektronesch Iwwerwaachung berécksiichtegt gëtt?

Réponse (27/05/2026) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. an 2. Et ass ufanks wichteg ze betounen, dass d'Decisioun, eng verurteelt Persoun ënner elektronesch Iwwerwaachung op Basis vum Artikel 688 vum Code de procédure pénale ze setzen, net onbedéngt vun enger Demande vun där Persoun ofhänkt.

Laut Artikel 673 Paragraph 1 vum Code de procédure pénale kann den Délégué du Procureur général d'État à l'exécution des peines unilateral entscheeden, eng elektronesch Iwwerwaachung ze accordéieren, wann d'Viraussetzungen erfëllt sinn (bei enger Prisongsstrof vu manner wéi dräi Joer oder wou nach dräi Joer ofesetze bleiwen, esou wéi et am Artikel 688 vum Code de Procédure pénale virgesinn ass). Sou kann, wann en Dossier beim Service de l'exécution des peines erakënnt, den Délégué – nach virun all Decisioun iwwer eng Inhaftéierung am Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) oder am Centre pénitentiaire de Givenich (CPG) a wann d'Konditiounen vum uewe genannten Artikel 688 erfëllt sinn – den Dossier un de Service central d'assistance sociale (SCAS) weiderginn, fir eng sozial Enquête duerchzeféieren, esou wéi et am Artikel 673 Paragraph 4 vum Code de procédure pénale virgesinn ass.

No dëser Enquête gëtt de Probatiounsagent vum SCAS säin Avis of, an deem hien ënner anerem d'Afféierung vun enger elektronesch Iwwerwaachung recommandéiere kann. An deem Kader gëtt och eng technesch Enquête duerchgefuert, fir ze iwwerpréiwen, ob d'Installatioun vum Material fir d'elektronesch Iwwerwaachung beim Detenu doheem méiglech ass. Den Delegierten hält duerno d'Decisioun, ob déi verurteelt Persoun vun dëser spezieller Form vun der Strofausféierung profitéiere kann oder, am Géigendeel, am CPL oder am CPG ënnerbruecht gëtt.

Bei dëser Decisioun ginn ënner anerem och Elementer wéi d'Personalitéit vum Verurteilten, säi Verhalen, seng Astellung vis-à-vis vum Affer an de Schutz vun den Interesse vum Affer, d'Prevention vun enger Réckfällgeket souwéi eng méiglech Fluchtgefor berécksiichtegt. Déi elektronesch Iwwerwaachung kann zousätzlech nach u bestëmmte Konditiounen gekoppelt sinn (z. B. d'Bezuele vun de

Gerichtskäschten, d'Entscheidung vun den Zivilparteien asw.).

An deenen anere Fäll gëtt d'Demande vum Gefaangenen oder vu sengem Affektot am Laf vum Strofvollzuch gestallt. Dës Demande gëtt da vum Delegierte fir de Strofvollzuch op déi selwecht Aart a Weis behandelt wéi hei virdru beschriwwen.

Allgemeng gëllt: De Verurteelte kann ënner elektronesch Iwwerwaachung gesat ginn, wann d'Prisongsstrof dräi Joer net iwwerschreit oder wann de Rescht vun enger ursprénglech méi héijer Strof nach héchstens dräi Joer dauert, a wann hien nowiese kann, dass hien entweder enger beruflecher Aktivitéit noheet, och wann dës nëmme provisoersch ass, e Stage, eng Schoul oder eng beruflech Formation am Kader vu senger Aschreiwung als Demandeur d'emploi bei der ADEM suivéiert, oder effektiv um Familjeliewe bedeelegt ass oder nach aus medezinneschen oder therapeutischen Grënn eng Behandlung muss suivéieren. D'elektronesch Iwwerwaachung kann och mat anere Modalitéiten vun der Exekutioun vun der Strof kombinéiert ginn, déi am Code de procédure pénale virgesi sinn, wéi och schonns uewen erwäänt. Sou gëtt drun erënnert, dass nieft de Konditiounen vum Artikel 688, den Delegierten och déi gerichtlich Virgeschichten an d'Critère berécksiichtegt, déi am Artikel 673 Paragraph 2 vum Code de procédure pénale ernimmt sinn, fir de Strofvollzuch individuell unzepassen (d'Personalitéit vum Verurteilten, d'Astellung zum Affer asw.).

D'Moosnam gëtt decidéiert nodeems eng sozial Enquête vum SCAS an eng technesch Enquête op Ufro vum Procureur général d'État duerchgefuert goufen, esou wéi et schonn erkläert gouf. D'Zäit ënner elektronesch Iwwerwaachung gëtt op d'Dauer vun der Strof ugerechent.

Fir komplett ze sinn ass nach ze bemerken, dass sech an de leschte fënnf Joer d'Zuele vun den elektronischen Iwwerwaachungen, déi vum Service de l'exécution des peines vum Parquet général accordéiert oder refuséiert goufen, wéi folgend presentéieren [†]:

ad 3. Et gëtt keng gesetzlech Bedéngung am Zesummenhang mam Gesondheitszoustand vun der verurteelter Persoun, fir dass si vun engem Placement ënner elektronesch Iwwerwaachung profitéiere kann. Dësen Aspekt ass net ausschlaggebend, fir eng elektronesch Iwwerwaachung zouzegestoen, och wann en zousätzlech eng Roll bei der Ausféierung vun der Moosnam vun der elektronesch Iwwerwaachung spille kann.

Am Fall wou den Detenu eng speziell Betreierung brauch, déi net vum CPG oder vum CPL assuréiert ka ginn, wat ganz exceptionell ass, mussen och hei d'Krittäre vum Artikel 673 Paragraph 2 vum Code de procédure pénale berécksiichtegt ginn. Den Delegierte berécksiichtegt och hei dann d'Perséinlechkeet vum Verurteilten, säi Gesondheitszoustand, säi Liewensëmfeld, säi Verhalen a seng Entwécklung am Prisong, seng Efforten am Hibleck op seng Reintegratioun, d'Preventioun vun der Réckfällgeket, de reelle Risiko vun enger Fluchtgefor, d'Astellung vum Verurteilten vis-à-vis vum Affer souwéi de Schutz an d'Interesse vun dësem, souwéi och d'Anhale vum fräiwëlegen Integrationsplang.

ad 4. Fir e Placement ënner elektronesch Iwwerwaachung accordéiert ze kréien, ass d'Bezuele vu Geldstrofen, Gerichtskäschten a Schuedensersatz un d'Zivilparteien keng gesetzlech Obligatioun. Et kann awer an d'Decisioun afléissen, ob eng elektronesch Iwwerwaachung accordéiert gëtt oder net, op Basis vum Artikel 673 Paragraph 2 vum Code de procédure pénale, besonnesch wann eng Demande fir esou eng

elektronesch Iwwerwaachung vun engem Detenu am Laf vun der Exekutioun vun der Prisongsstrof gestallt gëtt.

Et gëtt awer och drop higewisen, dass d'Moosnam vun der elektronesch Iwwerwaachung et heiansdo erméiglecht, d'Bezuele vu Gerichtskäschten, Geldstrofen a Schuedensersatz un d'Zivilparteien ze vereinfachen, well déi verurteelt Persoun am beschte Fall hir Aarbecht ka bäibehalen oder nees kann ophuelen an do duerch e méi héicht Akommes huet wéi dat, wat si am CPL oder am Kader vun enger Beschäftegung am CPG géif kréien.

Collecte de plastique | Question 4003 (29/04/2026) de **M. Jeff Boonen** (CSV)

De leschte Mount huet erëm d'„Plastiksammlung“ an der Landwirtschaft stattfont. Plastiksfolie vun de Siloen, Stretchfolie vun de Silosbotten, Ficellen an Netzer ginn op Sammelstellen zesummegefuert, fir da recycléiert ze ginn. De Landwirtschaftsministère bitt dës Service un, deen erlaabt, kollektiv d'Sammlung an de Recyclage ze maachen. Anescht misst all Bauer sech eenzel dorëmmer bekëmmern.

An deem Kader wollt ech folgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsministesch an un den Här Umweltminister stellen:

– Wéi gëtt d'Sammlung organiséiert a wien ass zustänneg?

– Wéi ginn déi verschidden Offäll weiderverschaft?

– Gëtt en „Upycling“ gemaach?

– Wéi vill Tonne kënnen pro Kategorie all Joer recycléiert ginn?

– Wéi gëtt séchergestallt, dass d'Materialien och richtig entsuergt respektiv recycléiert ginn?

– Wat fir Konditiounen mussen d'Betriber erfëllen, fir dass se kënnen bei der Sammlung matmaachen?

– Wat kascht d'Sammlung?

Réponse (22/05/2026) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Organisatioun:

D'„Plastiksammlung“, op déi sech dës parlamentaresch Fro referéiert, huet an den 90er Joren ugefaang a läit zanter 2022 am Landwirtschaftsministère sengem Zoustännegkeetsberäich.

Se gëtt reegelméisseg duerch eng europäesch Ausschreiwung vum Landwirtschaftsministère verginn (2022–2025; 2025–2029).

Bis elo huet sech all Kiéier just ee Soumissionnaire op dës Marché gemellt an zwar Servet SARL, déi aktuell d'„Plastiksammlung“ mat der Hëllef vum Hein Group SARL organiséiert.

D'„Plastiksammlung“ gëtt op d'Reegelen, déi am Cahier des charges vum Marché virgesi sinn, all Joer vun enger externer Kontrollstell fir de Landwirtschaftsministère um Terrain kontrolléiert a certifiéiert.

De Rapport vum externe Controller gëtt all Joer am Landwirtschaftsministère mat de concernéierten Acteuren beschwat, fir de Flux vun de Sammlungen am Folgejoer ze verbesseren.

Dës Marché gesäit vir, dass just Baueren hir benotzen

– Silosfolien,

– Stretchfolien,

– Heenetze,



- Bigbags a
- Ficellen,

kënnen ofginn an datt déi agesammelt Materialien dono recycléiert ginn.

D'Bauere kréien all Joer am Fréijoer vu Servert SARL en Dépliant geschéckt mat den Datumer an den Adressen vu +/- 40 Sammelstellen aus alle Regiounen vum Land, wou si déi Materialien zu deem Zäitpunkt ënner Konditiounen dierfen ofginn.

D'Firma Hein Group SARL stellt am Optrag vu Servert SARL e Container op dës Sammelstellen zur Verfügung, wou de Plastik soll ofgeluecht ginn. De Bedriewer vun der Sammelstell soll sécherstellen, datt keng Friemkierper dra sinn an och keng aner Acteuren esou Materialien ofginn.

D'Bauere mussen sech op der Sammelstell an e Formular aschreiwen, dee folgend Informatiounen freet:

- Datum,
- Betriebsnummer,
- Numm,
- Uertschaft,
- Telefon,
- Silosplastik (Mengen a m³),
- Stretchfolie (Mengen a m³),
- Netzer (Mengen a m³),
- Ficellen (Mengen a m³),
- Bigbags (Mengen a m³),
- Ënnerschrëft vum Bauer.

All Formular gëtt vu Servert SARL, vun Hein Group SARL, a vum externe Kontroller verifizéiert, fir ze kontrolléieren, ob déi Zuelen, déi um Formular stinn, och realistesch sinn a komplett ausgefüllt goufen. Falls Irregularitéiten sollten opfalen, ass de Soumissionnaire gebieden, dës mam Bauer ze beschwätzen an ze behiwen.

No de Sammlunge kënn Hein Group SARL dës Container sichen, mécht den Triage pro Kategorie, entfernt graff Buedem- a Planzenunhaftungen a weit dono d'Gewicht vun de verschiddene Kategorien of, bevir si se dann an d'Verwärtung féiert bei déi respektiv Recyclage-Firmen (siehe Tabloen[†] iwwert de gesamten Tonnage a Budget an Tonnage vun der Verwärtung pro Kategorie, Verwärtungsstell a pro Joer).

Etwaëg Schwankungen an den Zuelen entstinn duerch folgend Grënn:

- 2022 war e Joer wou no enger Paus nees mat de Sammlungen ugefaang gouf an doduerch sech gréisser Mengen ugesammelt haten,
- Schwankungen an den Tonnagen sinn och duerch meteorologesch Schwankungen ze erklären: héich Nidderschläi an der Vegetationsperiod tëscht Abrëll an August bedeiten héich Sammelmengen am Joer dono an ëmgekéiert.

Verwärtung:

D'Verwärtungsanlage befannen sech haaptsächlech am noen Ausland: Däitschland, Frankräich, Belsch, Holland (siehe Tablo iwwert Tonnage vun de Verwärtungen).

Well déi gesammelt eenzel Kategorien aus verschiddene Materialie bestinn, ënnerscheede sech och d'Veraarbechtung an d'Materialrückgewinnung:

- Silofolie/Stretchfolie

Souwuel LDPE wéi och LLDPE kënnen generell gutt recycléiert ginn, wann se no Typ sortéiert ginn. Beim landwirtschaftleche Material entsteet de Problem duerch hängeg Buedem- a Planzereschter. Dës erfuerdert e komplexe Virbehandlungsprozess mat Zerschneiden, Wäschen an Drénen, ier déi eigentlech

Produktioun vun de sekundäre Rohmaterialien ufänke kann.

An der Recyclingsanlag ginn déi sortéiert Folien als Éischt an zwou Etappen – grob, da fein – zerschnitten, wat zu Foliestécker vu 7 cm x 7 cm féiert. Dës Stécker ginn da grëndlech gewäsch, fir déi hängeg Buedempartikelen a Planzereschter erauszehuelen. Déi gerengte Foliestécker ginn da gedréchent, geschmolt a granuliert. D'Granulat, dat op dës Manéier gewonnen gëtt, ka fir d'Produktioun vun LDPE- oder LLDPE-Folien nei benotzt ginn. Dës ass dofir eng Form vu Material-Recycling.

- Heenetzter

Och wann d'Heenetzter no Typ sortéiert ginn, bestinn se aus ongeféier 50 % Heereschter, woubäi nëmmen déi reschtlech 50 % den notzbaren HDPE-Gehalt representéieren. Fir d'Sammeljoer 2022 war keng Recyclingsanlag fir dës Materialstrom an Europa verfügbar. Dofir gouf dës Materialstrom an der SIDOR Verbrennungsanlag zu Leideleng thermesch behandelt.

Érischt am Sammeljoer 2023 huet Recyouest seng Veraarbechtungsanlag zu F-61200 Argentan opgemaach, déi sech op de Recycling vu Plastikfasern aus der Landwirtschaft spezialiséiert huet. Hei goufen tëscht 2023 an 2025 Heenetzter recycléiert.

Dës ass e ganz komplexe Prozess, well souguer d'Zerschneide vun den Heenetzter eng technesch usprochsvoll Aufgab ass. Nom Zerschneiden ass d'Trennung vun de Fasere vum Heerescht e weidere komplizéierte Prozess, deem ënnerschiddlech Extraktiounskaskaden involvéiert, bis déi reng HDPE-Fasern endlech thermesch konsolidéiert, geschmolt a granuliert kënnen ginn. Dat resultéierend Granulat kann da fir d'Produktioun vun neie Plastikprodukter benotzt ginn, am léifsten am landwirtschaftleche Secteur, well déi nei produzéiert Plastik wéinst der Präsenz vu minimalen Heepartikelen net méi iwwerall agesat dierfe ginn. Déi gesammelt Heenetzter goufen awer och all recycléiert.

Leider huet Recyouest Enn 2025 Faillite gemaach, sou datt déi eenzeg Heenetzerveraarbechtungsanlag an Europa net méi a Betrib ass. E portugisesche Produzent vun Heenetzter plangt seng eege Veraarbechtungsanlag fir gebrauchten Heenetzter, awer den Datum vum Bau ass nach net bekannt.

Dofir ass fir dës Materialstrom fir virleefeg Sammlungen eng thermesch Behandlung an enger Verbrennungsanlag virgesinn.

- Bigbags

Bigbags bestinn aus dicht gewieft PP (Polypropylen) Fasern, déi traditionell zimmlech einfach ze recycléieren sinn. Well d'Bigbags normalerweis relativ propper a liicht ze zerschneiden sinn, sinn d'Prozess-Schrëtt vum Zerschneiden bis zur Granulierung an der Extraktioun vum PP-Granulat technesch relativ einfach. Dës bedeit, datt och hei Material-Recycling stattfënn.

Trotzdem gouf et eng Schwieriegkeet bei der Auswiel vun der Recyclingsanlag, well de gréissten Deel vun de gebrauchte Bigbags am Mëttleren Oste recycléiert gëtt. Aus Transparenzgrënn an och wéinst de méi kuerzen Transport-Distanze gouf schlussendlech Novus SAS zu F-27660 Bernouville ausgewielt. Dës Recyclingsanlag schafft mam franséische Réckgabesystem fir Plastik an der Landwirtschaft, ADIVALOR, zesummen a spezialiséiert sech op d'Sammlung a Recycling vu Bigbags aus der Landwirtschaft.

Fir d'Sammlungsperiod 2022 war dës Recyclingsanlag nach net Deel vum Portfolio fir de Bigbags-Recycling; dofir goufen d'Bigbags an deem Joer

thermesch recycléiert. Dës gouf vun der Bohn Umweltdienste zu D-35418 Busek duerchgefouert, déi eng standardiséiert Brennstoff-Mëschung aus net recycléierbarem Plastik produzéiert, deen an der Zement-Produktioun benotzt gëtt.

- Ficellen

Déi primär technesch Erausforderung beim Recycling vu Schnéier ass ufanks d'Zerschneide vum Material. De spéidere Schmelz-Prozess an d'Produktioun vu PP-Granulat sinn normalerweis relativ einfach wéinst dem niddrege Kontaminationsgrad am Material.

Am Joer 2023 gouf d'Verwärtung vun de Schnéier bei Recyouest zu F-61200 Argentan duerchgefouert. Nodeem si sech op Heenetzter spezialiséiert hunn, goufen d'Ficellen an de folgende Jore bei der Firma Healix zu NL-6222 Maastricht stofflech verwäert. Healix ass eigentlech op Dreifnetzer a Seeler aus der Schëfffaart spezialiséiert, déi och aus PP gemaach sinn.

Virdrun, am Joer 2022, goufen d'Ficellen nach bei der Firma Bohn Umweltdienste zu Ersatz-Brennstoff veraarbecht, well keng vun dës Verwärtungsanlagen zu där Zäit um Maart präsent war.

Grundsätzlech gëllt bei der Auswiel vun de Veraarbechtungsanlagen, datt se déi néideg gesetzlech Permissen hunn. Zousätzlech hunn déi ausgewielte Verwärtungsanlage meeschtens Audite vun de jee-weilegen nationale Retoursysteme oder Recycler-vereenegungen, déi hir eege Qualitätsstandarden definéieren. Hein Group SARL besicht reegelméisseg Veraarbechtungsanlagen am Virfeld vun enger Liwwerung.

De Käschtepunkt vun der „Plastiksammlung“ beleeft sech tëscht 2022 an 2025 an der Moyenne op 839.051 Euro pro Joer.

Budget des facultés à l'Université du Luxembourg | Question 4004 (29/04/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Universitéit Lëtzebuerg gëtt finanziell vum Staat ënnerstëtzt, fir hirer Fuerschungs- a Bildungsfunktioun gerecht ze ginn. Insgesamt solle bis 2029 ronn 2 Milliarden Euro an d'Uni souwéi d'Fuerschungsinstituter investéiert ginn. Zäitgläich rumouert et awer op der Uni an et gëtt Problemer bei der Gouvernance a Virwërf géint d'Féierung vun der Uni. Rezent huet elo och d'Doyenne vun der Fakultéit fir Droit, d'Économie et de finance vun hirem Posten demissionéiert.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi héich ass de Budget, deen all eenzel Fakultéit an all Centre interdisciplinaire zougewise kritt a wéi hunn sech dës Zuelen zënter 2022 entwéckelt (opgeléicht no Joer)?

2. Wéi hunn sech folgend Zuelen zënter 2022 entwéckelt:

- Unzuel un ageschriwwene Studenten opgedeelt no de Fakultéiten?
- Unzuel u Mataarbechter (ausgedréckt an Équivalent temps plein) an all Fakultéit souwéi all Centre interdisciplinaire, opgedeelt no Kategorie (z. B. administratiiv Personal, Fuerschungspersonal, Léierpersonal)?
- Unzuel un Doktoranten (PhD) an de verschiddene Fakultéiten a Centres interdisciplinaires?
- Unzuel u Professor-Stellen, opgedeelt no Fakultéit an no Kategorie (Associate Professor, Full Professor ...)?

Réponse (26/05/2026) de **Mme Stéphanie Obertin**,
Ministre de la Recherche et de l'Enseignement
supérieur

ad 1. De järeleche Budget vun allen Depensen no Fakultéiten (Faculté des sciences, des technologies et de médecine (FSTM), Faculté de droit, d'économie et de finance (FDEF) a Faculté des sciences humaines, des sciences de l'éducation et des sciences sociales (FHSE)) an interdisziplinären Zentren (Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust (SnT), Luxembourg Centre for Systems Biomedicine (LCSB), Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History (C2DH), Luxembourg Centre for European Law (LCEL) a Luxembourg Centre for Socio-Environmental Systems (LCSES)) opgespléckt steet an der Tabell 1* heidrënner. Dës Depensë ginn duerch déi järelech Dotatioun an den institutionelle Bonus vum Staat, wéi och duerch aner Finanzementer gedeckt, wéi d'Aschreiwungsgebühren an d'Studieprogrammer an déi extern Finanzementer, besonnesch vun der Forderung, duerch d'Programmer vum FNR, vun der Europäescher Kommissioun an déi privat an effentlech Partneriater.

Beim Verglach vun de järeleche Budgete vun de verschiddenen Entitéite vun der Universitéit muss ee verschiddenen Elementer mat berücksichtegen, wéi zum Beispill den Transfert vun Aktivitéiten an Depensen tëscht den eenzelnen Entitéiten.

ad 2. D'Tabell 2* gëtt d'Zuel vun den ageschriwwene Studente fir d'Bachelor-, d'Master-, d'Doktorats- an déi medezinnesch Spezialisatiounsprogrammer un, an och d'Aschreiwungen an d'Zertifikatsformatiounen am Kader vun der Formation continue. D'Evolution vun den Zuele reflektéiert zum Deel d'Schafung vun neie Programmer, déi mat nationale Prioritéiten oder aneren Entwécklungen zesummenhängen, wéi zum Beispill déi siwen nei Bachelorprogrammer am Beräich Medezinn a Gesondheetsberuffer. Tëscht 2022 an 2025 ass d'Zuel vun de Bachelor-, Master- an Doktoratsstudenten ëm 16 % geklommen, wat de Wuesstem vun den Enseignementsaktivitéiten an hir national an international Attraktivitéit reflektéiert.

D'Tabell 3* gëtt d'Zuel vun den Employéen an de Fakultéiten an an den interdisziplinären Zentren vun 2022 bis 2025 un, ausgedréckt an „équivalent temps plein“ (ETP). Déi Zuele ginn opgespléckt a „personnel enseignant et de recherche“ an a „personnel administratif, financier et technique“, wéi am Universitätsgesetz vum 27. Juni 2018 definéiert. D'Verännerungen erkläre sech zum groussen Deel duerch d'Integratioun vum Personal vum ULCC a vum Max-Planck-Institut Luxembourg, d'Schaffung vun zwee neien interdisziplinären Zentren, d'Entwécklung vun neie wëssenschaftlechen Aktivitéiten, d'Rekrutement duerch extern finanziert Fuerschungsprogrammer, an déi operativ an administrativ Besoine vun der Universitéit.

D'Tabell 4* gëtt d'Zuel vun den Doktoranden vun 2022 bis 2025 un, allkéiers op den 31. Dezember, no Fakultéiten an interdisziplinären Zentren, ausgedréckt an „équivalent temps plein“ (ETP). Doktoranden, déi net bei der Universitéit ënner Kontrakt stinn, sinn net an dëser Tabell matgezielt, wuel awer bei den Doktoranden an der Tabell 2.

D'Tabell 5* gëtt d'Zuel vun de Professerinnen no Fakultéiten an interdisziplinären Zentren tëscht 2022 an 2025 un, opgespléckt an déi verschidde gesetzlech definéiert Kategorien. D'Tabell enthält d'Promotiounen an de Professeschkarriären a reflektéiert och d'Delaie bei de Remplacementen. Am Ament gi 27 Poste rekrutéiert, fir d'Kontinuitéit am Enseignement ze garantéieren, nei Studieprogrammer (besonnesch

am Beräich Medezinn a Gesondheet) auszeschaffen an d'Prioritéit vun de Fakultéiten an interdisziplinären Zentren ëmzesetzen.

Heures de travail dans l'enseignement fondamental | Question 4005 (29/04/2026) de **M. Ricardo Marques** (CSV)

Verschidden Enseignanten an Educateuren aus dem Enseignement fondamental, ënner anerem aus dem Precoce, weisen drop hin, datt si am Kader vun der Schoulorganisatioun fir d'Rentrée 2026/2027 mat neie Consigné konfrontéiert ginn, déi d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit vu Personal à temps partiel betreffen.

No dësen Informatiounen soll d'Aarbechtszäit vu Persounen, déi à temps partiel schaffen, am Prinzip esou organiséiert ginn, datt si op all Aarbechtsdag präsent sinn. Am Precoce, wou d'Kanner nach ganz jonk sinn an eng stabil Bezéiung zu hire Referenzpersounen eng zentral Roll spillt, kann esou eng Organisatioun dozou féieren, datt zwou Persounen, déi sech eng hallef Tache deelen, sech net méi op ganz Deeg ofwiesselen, mee am Laf vum selwechten Dag. Dat géif konkret bedeiten, datt eng Persoun zum Beispill moies e puer Stonnen an der Klass ass an duerno vun enger anerer Persoun ofgeléist gëtt.

Esou eng Organisatioun werft wichteg pedagogesch Froen op. Am Cycle 1 an am Precoce si Stabilitéit a kloer Referenzpersounen entscheidend fir d'Wuelbefanne vun de Kanner. Zousätzlech Wiesselen am Laf vum Dag kënnen zu Onrou féieren an d'Kontinuitéit vun der pädagogescher Aarbecht erschwéieren. Dat géllt ëmsou méi fir Kanner mat spezifesch Besoinen, déi dacks besonnesch staark op viraussiichtlech Strukturen a stabil Bezéiungen ugewise sinn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt fir d'Rentrée 2026/2027 d'Aarbechtszäit vu Personal à temps partiel am Enseignement fondamental nei organiséiert gëtt?
2. Wéi bewäert den Här Minister aus pedagogescher Siicht eng Organisatioun, bei där zwou Persounen, déi sech eng 50 %-Tache deelen, sech am Laf vum selwechten Dag an enger Precoce-Klass ofléisen? Wéi een Impakt huet en zousätzlech Wiessel am Laf vum Dag op d'Wuelbefanne vun de Kanner, op d'Gruppendynamik an op d'Kontinuitéit vun der pädagogescher Aarbecht am Precoce?
3. Wéi vill Spillraum behalen d'Schoulen an d'pädagogesch Ekippen, fir eng Organisatioun ze wielen, déi de konkrete Besoine vun de Kanner an der Klass Rechnung dréit?

Réponse (27/05/2026) de **M. Claude Meisch**,
Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Ech kann déi Informatioun, déi den honorabelen Deputéierten uféiert, net confirméieren. All Joer gëtt am Fréijoer am Kader vun der Virbereedung vun der kommander Rentrée d'Circulaire de printemps spezifesch un d'Gemengenautoritéiten a generell u sämtlech Membere vun der Schoulcommunautéit gericht, fir se an der Elaboratioun vun der Schoulorganisatioun ze guidéieren an ze ënnerstëtzen. An dëser Circulaire ginn, falls néideg, déi nei Dispositiounen am Zesummenhang mat der Schoulorganisatioun presentéiert. Déi concernéiert Circulaire gesäit keng nei Virgab betreffend d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit vun den Agenten, déi Deelzäit schaffen, vir.

ad 2. Eng konkret Bewäertung vun esou enger Situatioun hängt vu ville verschiddene Facteuren of, an ass ënnert dëser Form net méiglech. Allgemeng gesinn, kann ee soen, datt previsibel an zouverlässig Bezéiungen mat Betreuerpersounen e wichteg Qualitätsfaktor sinn. Kontinuitéit erliichtert deemno d'Bindung, d'Gruppendynamik an déi pedagogesch Kohärenz. Heefeg oder onglécklech organiséiert Wiesselen kënnen dogéint bei verschiddene Kanner Stress oder Desorientéierung ausléisen. Dat bedeit awer net, datt all Wiessel per se problematesch ass. De Moment vum Wiessel muss wuel gewielt sinn a sech harmonesch an den Dages- respektiv Wochenoflaf aglidderen.

ad 3. Den Artikel 16 vum Règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental gesäit explizit vir, datt déi pedagogesch Equipe ënnert der Coordinatioun vum Coordinateur de cycle d'Interventioun vun den eenzelnen Enseignanten an de jeeweilige Klassen esou opdeelen, datt d'Verdeelung de Besoine vun de Kanner am beschte gerecht gëtt.

Obligations d'État israéliennes | Question 4006 (29/04/2026) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

En 2025, l'État d'Israël avait demandé de transférer la compétence pour l'approbation de ses prospectus obligatoires de la Banque centrale d'Irlande vers les autorités compétentes au Luxembourg. L'approbation du prospectus par la CSSF a permis à Israël de commercialiser ses obligations d'État dans toute l'Union européenne à partir du 1^{er} septembre 2025. Le prospectus est valable pour une année à partir de la date d'émission.

Cette décision de la CSSF avait suscité de vives réactions. Un certain nombre d'experts en droit international ont alerté les décideurs politiques quant au risque considérable de voir la responsabilité internationale du pays engagée par cette décision, notamment à cause de l'obligation de ne pas prêter aide ou assistance à un pays dans la commission d'actes internationalement illicites.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Pouvez-vous m'expliquer en détail les différentes étapes et échéances d'ici à septembre 2026 qui pourraient mener à une éventuelle prolongation des prospectus obligatoires israéliens par la CSSF ? Quels acteurs interviennent à quel moment dans ce processus ?

2) Est-ce que le Gouvernement est d'avis que l'approbation du prospectus par la CSSF en 2025 a engagé la responsabilité internationale du Luxembourg ? Merci de bien vouloir détailler votre analyse et votre appréciation.

3) Le cas échéant, est-ce que le Gouvernement compte intervenir dans le processus afin d'écarter tout risque qu'un établissement public de l'État luxembourgeois, en l'occurrence la CSSF, puisse engager la responsabilité internationale du Luxembourg à travers une décision administrative ?

Réponse (29/05/2026) de **M. Gilles Roth**,
Ministre des Finances | **M. Xavier Bettel**,
Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) De manière générale, il est à noter que le règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la

négociation sur un marché réglementé (le « Règlement prospectus ») ne prévoit pas de « prolongation » de prospectus en tant que telle. Un prospectus de base est valide douze mois à partir de son approbation, sous condition qu'il soit mis à jour, en cas de besoin, par voie de supplément.

La procédure de délégation prévue à l'article 20, paragraphe 8, du Règlement prospectus, qui servait de base légale à la délégation du prospectus de base de l'État d'Israël en 2025, peut se résumer comme suit : À la demande d'un émetteur, l'autorité compétente de l'État membre d'origine de celui-ci peut déléguer l'approbation d'un prospectus à l'autorité d'un autre État membre, avec son accord et après notification à l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF). Les documents et la décision de délégation doivent être transmis électroniquement le jour même à cette autre autorité. La délégation est notifiée au demandeur dans les trois jours ouvrables. Une fois que la délégation de l'approbation du prospectus a eu lieu, l'autorité compétente à laquelle l'approbation a été déléguée, est réputée être l'autorité compétente de l'État membre d'origine pour ce prospectus, et ce pour la durée de validité du prospectus en question, donc ici pour douze mois.

ad 2) Il n'appartient pas au Gouvernement de commenter des décisions de la CSSF, qui agit en toute indépendance et autonomie.

ad 3) L'indépendance et l'autonomie de la CSSF découlent de sa loi organique et des normes européennes définies par les autorités de surveillance européennes et des standards internationaux (IOSCO, Comité de Bâle) applicables en la matière. Il s'ensuit que le Gouvernement ne peut pas intervenir dans le processus décisionnel relatif à la délégation ou à l'approbation d'un prospectus.

Le droit international régissant les droits humains et le droit international humanitaire sont des normes qui s'appliquent en toute circonstance au Luxembourg en tant qu'État partie à toutes les conventions pertinentes en la matière.

Contournement de proximité souterrain de Warken | Question 4007 (29/04/2026) de M. Michel Lemaire (ADR)

Am Ettelbrécker Gemengerot gouf am Januar 2025 den neie PST (Plan sectoriel transports) fir d'Nordstad diskutéiert. Fir Ettelbréck ass enner anerem virgesinn, fir Waarken iwwert e sougenannte „contournement de proximité“ duerch en Tunnel ënnert de „Lopert“ un d'N15 unzabannen.

Donnéeën aus dem Kadaster no hu mir et awer hei deels mat Kallekbuedem ze dinn. Dësen Ennergrond ass allerdéngs vun Natur aus méi beweeglech an esou koum et an den 1980er an 1990er Joren hei zu eenzelnen Äerdbewegungen, wat et mat sech bruecht huet, datt 1996 an 1997 Stabiliséierungsarbechten an Drainagearbechten an der „rue Philippe Manternach“ um „Lopert“ hu misse realiséiert ginn.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Wéi eng Etüde goufen am Kader vun dësem Stroossebauprojet zu der Volatilité vum Buedem an der Auswirkung op d'Sécherheet vum Tunnel selwer souwéi d'Émgéigend virgeholl an zu wéi enge Conclusiounen sinn dës Etüde komm?

Réponse (28/05/2026) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu sengen parlamentarescher Fro no Informatiounen zu

den Etüden am Zesummenhang mat der Émgéigendstrooss Ettelbréck, méi spezifesch zur Geologie vum Ennergrond an den Auswirkungen op d'Sécherheet vum Tunnel, deem am Kader vun dësem Stroossebauprojet realiséiert gëtt.

– Zum aktuellen Zeitpunkt goufen am Kader vun dësem Stroossebauprojet nach keng detailléiert Etüden zu der geologescher Beschafenheet vum Ennergrond duerchgefouert. Deementspriechend kënnen och nach keng Aussoen iwwert méiglech Auswirkungen duerch de Bau vum Tunnel op d'Émgéigend gemaach ginn.

De Projet stécht am Moment nach an enger fréier Planungsphas. Déi néideg technesch, geologesch an hydrogeologesch Etüde wäerten am Laf vun de weidere Planungsphasen en integrale Bestanddeel vum Projet duerstellen an do am Detail analyséiert ginn.

Luxembourg Air Rescue | Question 4008 (29/04/2026) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Selon des informations de presse récentes, la Luxembourg Air Rescue (LAR) fait face à une augmentation significative de ses coûts d'exploitation, notamment en raison du doublement du prix du kérosène en l'espace de quelques semaines, ainsi que d'une hausse des coûts liés à la logistique, aux pièces de rechange et aux contraintes opérationnelles liées au contexte géopolitique actuel. Par ailleurs, des incertitudes subsistent quant à la sécurité de l'approvisionnement en kérosène, notamment à l'Aéroport de Findel.

Dans ce contexte, la LAR aurait introduit une demande de soutien financier auprès du CGDIS afin de faire face à ces difficultés, sans qu'une réponse n'ait encore été communiquée à ce stade.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Monsieur le Ministre envisage-t-il des mesures de soutien exceptionnelles afin de garantir la pérennité des activités de la LAR, compte tenu de son rôle essentiel dans le dispositif national de secours ?

2) Quelles garanties existent actuellement en matière d'approvisionnement en kérosène pour les activités de secours aérien, notamment en cas de perturbations au niveau de l'Aéroport de Findel ?

3) Plus généralement, Monsieur le Ministre entend-il renforcer la résilience du système de secours aérien face aux chocs externes ?

Réponse (29/05/2026) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Les réponses aux questions 2 et 3 proviennent des acteurs concernés.

ad 1) La convention du 14 novembre 2023, conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Luxembourg Air Rescue ASBL (LAR), a l'objet de définir le montant de subside dont bénéficie la LAR en contrepartie de sa collaboration opérationnelle avec l'État et le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) dans le cadre de l'exécution des missions de sécurité civile conformément à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile.

En raison des coûts extraordinaires que la LAR doit actuellement supporter, le Gouvernement augmentera ce subside de quelque 40 % à partir de 2027, sous réserve du vote de la loi budgétaire.

ad 2) Concernant l'approvisionnement en kérosène de Luxembourg Air Rescue depuis de nombreuses années, les besoins de LAR sont couverts via le

contrat d'approvisionnement de Luxair. Ce dispositif permet à LAR de bénéficier indirectement des conditions obtenues par Luxair, notamment des effets de volume, des conditions logistiques associées, ainsi que de la politique de couverture du risque prix mise en place par Luxair.

Cet élément est particulièrement important dans le contexte actuel de volatilité des prix de l'énergie et de tensions sur certaines chaînes d'approvisionnement. La hausse du prix du kérosène est répercutée selon le mécanisme contractuel applicable.

S'agissant de la sécurité d'approvisionnement, les volumes concernés restent très limités par rapport aux besoins propres de Luxair. À titre d'ordre de grandeur, les besoins mensuels de Luxembourg Air Rescue sont inférieurs aux besoins journaliers de Luxair. Cette différence d'échelle permet d'intégrer les besoins de LAR dans l'approvisionnement global de Luxair sans difficulté opérationnelle particulière.

ad 3) Sur la base du dispositif actuellement en place, l'approvisionnement en kérosène nécessaire aux activités de LAR à l'Aéroport de Luxembourg est sécurisé via Luxair. Bien entendu, comme pour l'ensemble des opérateurs aéroportuaires, cette sécurisation reste dépendante du bon fonctionnement général de la chaîne d'approvisionnement carburant au Findel, mais les volumes de LAR ne constituent pas un facteur de tension spécifique.

Subsides pour Luxembourg Air Rescue ASBL | Question 4009 (29/04/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Wéi aus engem Artikel am „Wort“ vun haut ervirgeet, huet d'Luxembourg Air Rescue aktuell mat méi héije Käschten ze kämpfen, notamment wéinst de staark geklommene Kerosinnspräisser, déi sech an de leschte Woche quasi verduebelt hunn, souwéi duerch logistesche a geopolitische Entwécklungen. D'Organisation huet an deem Kontext eng Demande fir finanziell Ennerstëtzung beim CGDIS agereecht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

– Wäert d'Regierung der Luxembourg Air Rescue zousätzlech finanziell Hëllef zousécheren, fir déi aussergewöhnlech Käschten ze decken?

Réponse (27/05/2026) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

D'Konventioun vum 14. November 2023 tëscht dem Lëtzebuerger Staat an der Luxembourg Air Rescue ASBL (LAR) definéiert d'Subventioun, déi d'LAR am Kader vun hirer operationeller Zesummenaarbecht mam CGDIS kritt, dëst am Aklang mam ofgeännerte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwer d'Organisation vun der ziviller Sécherheet.

Opgrond vun den aussergewöhnleche Käschten, déi d'LAR de Moment muss droen, ass d'Regierung beméit, dës Subventioun ëm ronn 40 % an d'Luucht ze setzen.

Jetons de présence dans les communes | Question 4010 (29/04/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Geméiss dem Artikel 27 vum Gemengesgesetz kënnen d'Gemenge Jetons de présence u Membere vum Gemengerot an u Membere vu consultative Kommissiounen ausbezuelen. De Montant vun dëse Jetonen ass heibäi vu Gemeng zu Gemeng ënnerschiddlech. An der Gemeng Péiteng huet d'Koalitioun zum Beispill direkt no de Gemengewalen de Montant vun de

Jetonen erhéicht, während an anere Gemengen dëst net gemaach gouf.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3895 huet den Inneministère erkläert, datt d'Decisiounen iwwert d'Jetons de présence vun de Gemenge kengem Kontrollmechanismus ënnerleien an datt de Ministère dofir iwwer keng Informatiounen zu hirer Héicht verfüügt. Allerdéngs ginn d'Gemengebudgete vum Inneministère iwwerpréift, an an dëse Budgete sinn och entspriechend Budgetsposte fir d'Jetons de présence virgesinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Op Basis vun de Gemengebudgete fir 2026: Wéi héich sinn d'Jetons de présence aktuell an de verschiddene Gemengen zu Lëtzebuerg, a kann de Minister eng detailléiert Iwwersiicht no Gemeng ginn?

2. Falls esou Donnéeën net zentral disponibel sinn: Wéi erkläert de Minister, datt dës Informatiounen net kënne gesammelt ginn, obwuel si deelweis an de Gemengebudgeten enthalen sinn, déi vum Ministère kontrolléiert ginn?

Réponse (29/05/2026) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Unhand vun de Budgete fir d'Joer 2026 huet den Inneministère eng detailléiert Iwwersiicht zu de Jetone vun de Gemengeréit erstallt. Dës ass an der Annex³ ze fannen.

Dozou ass ze soen:

- datt dës Chifferen aus de Budgetsdokumenten ervirginn, déi d'Gemengen un den Inneministère geschéckt hunn,
- an datt vun deenen 100 Gemengen, 75 Gemengen an hire Budgeten detailléiert Informatiounen vun de Jetons de présence bälleeën, während 25 Gemengen nëmme d'Gesamtchifferen an hire Budgeten ausweisen.

Mutilations génitales | Question 4011 (29/04/2026) de Mme Claire Delcourt | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

D'weiblich Genitalverstümmelung („Female Genital Mutilation“ – kuerz „FGM“) ass eng schwéier Verletzung vun de Mënscherechter an eng Form vu geschlechtsspezifischer Gewalt. Och wann dës Praxis zu Lëtzebuerg verbueden ass, bestinn nach ëmmer Risiken, besonnesch am Kontext vun zougezunnene Leit mat verschiddene kulturellen Hannergrënn.

Rezent Recommendatiounen vun Unicef³ weisen drop hin, datt eng besser Koordinatioun tëscht de verschiddene concernéierte Secteuren (Gesondheet, Sozialwiesen, Educatioun, Justiz) noutwenneg ass, fir souwuel d'Präventioun wéi och d'Erkennung an d'Prise en charge vun de betraffene Persounen ze verbesseren.

An deem Kontext géife mir der Madamm Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit, der Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet an dem Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliwien an Accueil follgend Froe stellen:

1. Wéi eng konkret Moossname ginn aktuell geholl oder si geplangt, fir d'Präventioun an d'Sensibiliséierung ze verstärken, besonnesch a Kooperatioun mat de concernéierte Communautéiten?

2. Wéi eng Initiative gëtt et, fir d'Formatioun vu Professionellen an deem Kontext ze stäerken z. B. am Gesondheets-, Sozial-, Educatiouns- a Justizberäich?

3. Wéi ginn d'Detektioun an de Schutz vu Persounen a Risikosituatiounen, besonnesch am Kader vun Asyl- a Migratiounsprozeduren, organiséiert a weiderentwéckelt?

4. Ass geplangt, e koordinéierte Parcours de prise en charge fir betraffene Meedercher a Fraen anzeféieren?

Réponse (08/06/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Den 20. Juni 2025 huet d'Regierung deen éischten nationalen Aktionsplang „Geschlechtsbaséiert Gewalt“ (kuerz „PAN GBV“) ugeholl.

Dësen Aktionsplang baséiert op de véier Piliere vun der Istanbul-Konventioun, definéiert aacht strategesch Moossnamen an ëmfaasst 62 spezifesch Mesuren, fir den nationalen Dispositif am Kampf géint geschlechtsbaséiert Gewalt, dorënner och d'weiblich Genitalverstümmelung (kuerz „FGM“) weider ze stäerken.

Niewent de Moossnamen aus dem PAN GBV, déi d'Stärkung vum Dispositif ustriewen, gëtt et awer och haut schonn Ulafstellen an Initiativen, fir Affer vun FGM ze empfangen an ze ënnerstëtzen.

ad 1. De PAN GBV, ënnert der Koordinatioun vum Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit (kuerz „MEGA“), erkennt d'weiblich Genitalverstümmelung (kuerz „FGM“) als eng schwéier Form vu geschlechtsspezifischer Gewalt un a proposéiert zwou konkret Mesuren, fir FGM zu Lëtzebuerg ze bekämpfen an ze evaluéieren, fir d'Bevëlkerung ze informéieren an ze sensibiliséieren an de betraffene Communautéiten eng konkret Hëllefstellung ze bidden. Ze ernimme sinn hei:

- d'Prävalenzstudie zu „weiblicher Genitalverstümmelung“ (Moossnam 6.5 aus dem PAN GBV), déi den 21. Abrëll 2026 vun Unicef präsentéiert gouf an déi skizzéiert wéi vill Fraen a Meedercher zu Lëtzebuerg vun FGM betraff oder à risque sinn, an
- den Etablissement vun der Associatioun GAMS Lëtzebuerg (Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles – Moossnam 3.6 aus dem PAN GBV), déi sech säit 2025 zu Lëtzebuerg aasetzt fir eng verstärkt Sensibiliséierung am Beräich vun der „weiblicher Genitalverstümmelung“, eng verbessert Formatioun vu Professionellen an eng cibléiert Prise en charge vu Betraffenen.

Fir d'Operationaliséierung vu GAMS Lëtzebuerg weiderzebréngen an den nationalen Dispositif fir Affer vun FGM auszebauen, huet GAMS e Comité de pilotage mat Vertrieeder vu verschiddene Ministère, notament dem Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit, dem Ministère fir Gesondheet a Sozialversécherung, dem Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliwien an Accueil an dem Justizministère an Acteuren aus der Zivilgesellschaft, y inclus Vertrieeder vun de betraffene Communautéiten, geschaf. Dëse Comité ënnerstëtzt GAMS am Opbau vun engem op d'Besoinen vun de Victinnen zentrierten Dispositif.

Derniewent huet GAMS verschidden Aarbechtsgruppen agesat, fir e spezifischen Dispositif opzebauen en vue vun enger effizienter Opklärung, Informatioun a Formatioun am Beräich vun FGM an enger professioneller Prise en charge vun den Affer.

Fir d'Associatioun GAMS, déi momentan vun der Fondation André Losch finanziert gëtt, weider ze

stäerken an hir Tätigkeet laangfristeg ofzesécheren, ass virgesinn, datt de Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit an de Ministère fir Gesondheet a Sozialversécherung d'Associatioun ab 2027 verstärkt ënnerstëtzen. An deem Kontext gouf och eng budgetär Demande fir 2027 agereecht, fir – jee no disponibele budgetäre Mëttelen – ab nächstem Joer eng Konventionéierung vun der Associatioun mat deenen zwee Ministère ze erméiglechen.

Um Niveau vum Office national de l'accueil (kuerz „ONA“) ginn d'sozio-educativ Agenten zu dëser Thematik forméiert a leeschten eng individuell Sensibiliséierungs- a Preventiounsarbecht an de Strukture fir Demandeur vum internationale Schutz (kuerz „DPI“).

Zousätzlech dozou gëtt aktuell doru geschafft, Informatiounen a Sensibiliséierungsmoossnamen zum Thema FGM an d'Formatiounen ze integréieren, déi de Primo-Arrivanten am Kader vum Dispositif d'automatisation des primo-arrivants (kuerz „DAPA“) ugebuede ginn.

Derniewent schafft de Ministère fir Gesondheet a Sozialversécherung, notament mam Planning Familial zesummen, fir Informatiouns-, Sensibiliséierungs- a Begleedungsaktiounen am Zesummenhang mat geschlechtsbasierter Gewalt an der sexueller a reproduktiver Gesondheet ze ënnerstëtzen. Dës Zesummenaarbecht erméiglecht:

- d'Organisatioun vu Sensibiliséierungsaktiounen fir déi concernéiert Bevölkerungsgruppen an d'professioneller;
- d'Verbredung vun Informatiounen iwwer déi medezinnesch, psychologesch a juristesche Konsequenzen vun FGM;
- d'Entwécklung vun interkulturellen Usätz, déi den Dialog mat de concernéierte Communautéiten fërderen;
- d'Orientatioun vun de betraffene Persounen op ugepasste Strukture fir eng medezinnesch, psychologesch, sozial a juristesche Prise en charge.

Zousätzlech hunn d'Dokteren an d'Personal vum Planning Familial vu spezialiséierter Formatiounen vu GAMS Belgique profitéiert. Dës Formatiounen bezwecken, d'Expertisen vun de Professionellen ze stäerken – souwuel um kurativen Niveau an an der medezinnescher a psychosozialer Prise en charge, wéi och um präventiven Niveau –, andeems si hinnen déi néideg Reflexer vermittelen, fir Risikosituatiounen ze erkennen, déi betraffene Persounen ze informéieren an d'Prise de décision ze verbesseren.

Wichtig ass ernimmen ass awer, datt en Affer vun FGM mam „Centre national pour victimes de violences“ (kuerz „CNVV“) och haut schonn eng konkret Ulafstell huet. Den CNVV bitt säit dem 1. Mee 2026 eng Prise en charge ambulatoire fir Affer vun all Forme vu Gewalt, an dat 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7. Fir eng spezifesch medezinnesch oder psychosozial Prise en charge orientéieren d'Ekppen aus dem CNVV en Affer vun FGM no engem ambulanten Accueil bei de Planning Familial oder GAMS Lëtzebuerg.

Eng Orientatioun, déi och vum Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle (kuerz „CESAS“) assuréiert gëtt am Kader vun der Präventioun vu geschlechtsbasierter Gewalt iwwert d'Diffusioun vun der Broschür „Répertoire des associations, institutions et structures du réseau de la santé affective et sexuelle au Luxembourg“.

ad 2. De Gros vun de Formatiounen fir Professioneller am soziale Beräich gi momentan nach vu GAMS Belgique a Lëtzebuerg ofgedeckt a wäerte progressiv vu GAMS Lëtzebuerg iwwerholl ginn. Dës Formatiounen mussen direkt vun de betraffenen Acteuren ugefrot ginn.

³ Unicef Luxembourg. (2026). Les mutilations génitales féminines : situation et enjeux au Luxembourg (Rapport). https://www.unicef.lu/site-root/wp-content/uploads/2026/04/2026_01_rapport_MGF_A4_v7.pdf



An dëser Optik bitt den ONA reegelméisseg eng obligatoresch Basisformatioun iwwer FGM fir seng sozial-educativ Agenten un. Dës Formatioun, déi vum GAMS Lëtzebuerg organiséiert gëtt, behandelt de Kontext an d'Auswirkung vum FGM souwéi déi juristesche Aspekter dovun.

D'Formatioun soll den Agenten och déi néideg Instrumenter vermëttelen, fir FGM an hir Konsequenzen ze erkennen, d'Thema op eng professionell Aart unzschwätzen a concernéiert Persounen un eng passend Betreierung weiderzeleeden.

Zousätzlech zu dëser Basisformatioun gëtt et eng méi déifgräifend Formatioun, déi virun allem u Professioneller gerichtet ass, déi am direkte Kontakt mam DPIen a Beneficiäre vum internationale Schutz (kuerz „BPI“) schaffen. Si hëlleft dobäi, d'Verständnis fir d'Besoneschkeete vum Thema FGM ze verdéiwen an d'Kompetenze vum den Agenten an der Begleedung a Betreierung vum de concernéierte Persounen weider auszubauen.

Um Niveau vum Ministère fir Gesondheet a Sozialversicherung bestinn d'neue Initiativen:

– D'Leitlinie vum Conseil scientifique du domaine de la santé zu gynékologeschen an obstetrikaleschen Gewalt, déi online zougänglech sinn an dem Gesondheetspersonal zur Verfügung stinn. Si dëngen als Referenzkader, fir Gewalt an der Betreierung ze verhënneren, respektvoll Praktiken ze fërderen an de Respekt vum der informéierter Zoustëmmung an der Betreierungsrelatioun ze stäerken.

– All Joer gëtt eng Konferenz zu der perinataler Gesondheet organiséiert, zesumme mam Luxembourg Institute of Health an der Gesondheitsdirektioun, an a Kooperatioun mat de Spideeler a mat nationale wéi och internationalen Experten. D'Editioun 2023 huet speziell d'Thema obstetrikalesch Gewalt behandelt, an huet domat zur Sensibiliséierung a Formatioun vum de Gesondheetsspezialiste bäigedroen.

– Och an der Grondlagenausbildung vum den Hiewanen ass dës Sujet integréiert. Den neie Bachelor enthält zousätzlech Moduller zum medezinesche Programm, fir d'Berücksichtigung vum de relationellen, eetheschen a psychosozialen Aspekter vum der Versuergung ze stäerken, déi essentiell sinn, fir Gewalt ze verhënneren an d'Rechter vum de Fraen ze respektéieren.

– Zousätzlech ass de CESAS dobäi, en Orientéierungsinstrument auszeschaffen, deem säin Zil et ass, de Parcours vum Affer vu Gewalt ze verbesseren. Dëst Instrument baséiert op enger Zesummenaarbecht mat der Plattform „Vivons sans violence“, déi eng zwanzeg Acteuren aus der Praxis zesummefféiert an där GAMS Lëtzebuerg och bäitriede kann, fir de Sujet FGM ze integréieren.

ad 3. Am Kader vum der Detektioun vu Vulnerabilitäten an der Betreierung vu Persounen, déi FGM erlieft hunn oder riskéieren, dovun betrëff ze ginn, intervenéiert den ONA haaptsächlech zu zwee Zäitpunkten.

Den éischte Moment ass d'Detektioun vu spezielle Besoinen a Vulnerabilitäten, déi den ONA direkt nom Depot vum enger Demandé de protection internationale zu Lëtzebuerg duerchféiert. Hei féiere speziell forméiert Gesondheetsprofessioneller (notamment Sozialaarbechter, Infirmieren a Spezialisten aus de Sciences humaines) vum ONA zwee Gespréicher mat all niem Arrivant: en éischt Gespréich kuerz no der Arrivée an en zweet Gespréich 14 Deeg méi spéit.

Tëscht dësen zwou Entrevuen assuréiert och de sozio-educativen Encadrement an de Strukturen eng kontinuéierlech Detektioun a Betreierung vu méiglechen Besoinen a Vulnerabilitäten.

D'Zil vum dëser Detektioun ass et, spezifesch Besoinen a Vulnerabilitäten esou fréi wéi méiglech ze

erkennen, fir se am Kader vum Accueil an dem Relogement kënne ze berücksichtegen. Dofir gëtt e speziell ausgeschaffte Questionnaire benotzt. D'Thematik vum der FGM gehéiert zu de Sujeten, déi an dësé Gespréicher ugeschwat ginn. Wann eng Persoun e Besoin am Zesummenhang mat FGM ausdréckt, gëtt séier eng passend Betreierung organiséiert, a Kollaboratioun mam sozialen Encadrement vum der Struktur an externe spezialiséierte Servicer.

Den zweete wichtege Moment bei der Detektioun an der Betreierung vu Persounen, déi FGM erlieft hunn oder riskéieren dovun betrëff ze ginn, ass d'sozio-educativ Begleedung, déi vum ONA während dem ganzen Accueil ugebuede gëtt. Sou si systematesch Professioneller, déi zur Thematik FGM forméiert sinn, an de Strukturen präsent a kënne, wann néideg, mat spezialiséierte Servicer wéi dem GAMS Lëtzebuerg, dem Planning Familial oder spezialiséierte Gesondheetsprofessioneller zesummeschaffen.

De Service Santé des migrants vum der Gesondheitsdirektioun assuréiert déi gesondheetlech Kontroll bei der Arrivée zu Lëtzebuerg vum DPIen am Aklang mam Artikel 41 vum Gesetz vum 29 August 2008, a mam groussherzogleche Règlement vum 3. Februar 2009, esouwéi d'medezinesch Consultatiounen fir all DPI, déi net bei der Gesondheetskeess affiliéiert sinn. D'Detektioun an d'Preventioun vu weiblechen Genitalverstümmelungen gëtt systematesch bei de Consultatiounen de primo-accueil duerghefuert.

Fir dës Betreierung ze verbesseren, huet den zoustännegen Service am Dezember 2025 d'Formatioun iwwer d'weiblech Genitalverstümmelung vum GAMS Belgique suivéiert.

ad 4. D'Zil vu GAMS Lëtzebuerg ass, nieft der Sensibiliséierungs- a Preventiounsarbecht, spezifesch Prozeduren auszeschaffen an ëmzesetzen, déi dem nationale Kontext ugepasst sinn, fir an Zukunft eng professionell, kohärent a koordinéiert Prise en charge vum Affer zu Lëtzebuerg ze garantéieren. Dëst geschitt an enger Zesummenaarbecht mat all de concernéierten Acteuren (Gesondheetsdëngschter, Accueilstrukturen, spezialiséiert Associatiounen an zoustänneg Autoritéiten).

Zu Lëtzebuerg funktionéiert aktuell schonns eng Zesummenaarbecht tëscht dem Migrantegesondheetsdëngschter, dem ONA an de spezialiséierten Acteuren, déi d'Affer jee no Kontext op déi passend Strukturen hiweisen an orientéieren.

An dësem Kontext huet GAMS Lëtzebuerg en Aarbechtsgrupp organiséiert, an deem den ONA Member ass, mam Zil, konkret Instrumenter ze entwéckelen, fir concernéiert Professioneller iwwer d'Detektioun an d'Betreierung vum FGM ze sensibiliséieren an ze informéieren.

Transparence rémunérations | Question 4012 (29/04/2026) de Mme Claire Delcourt (LSAP)

La directive (UE) 2023/970 relative à la transparence des rémunérations vise à renforcer le principe « à travail égal, salaire égal » et à réduire l'écart salarial entre femmes et hommes, notamment par l'introduction d'obligations accrues de transparence et de reporting pour les employeurs.

Or, selon des informations relayées récemment par « Luxembourg Times »⁴, le Ministère du Travail disposerait déjà d'un avant-projet en interne, sans qu'un

projet de loi formel n'ait, à ce stade, été déposé à la Chambre des Députés, et ce à l'approche de l'échéance de transposition fixée au 7 juin 2026. Entre-temps, des organisations patronales au niveau européen plaident activement pour un report et un allègement des obligations prévues par la directive, invoquant notamment les charges administratives pour les entreprises.⁵ En outre, des États membres comme l'Estonie envisagent de limiter la portée de cette directive en invoquant les charges administratives pour les entreprises, en particulier les PME.⁶

À l'approche de l'échéance de transposition fixée au 7 juin 2026, cette absence d'initiative législative formelle soulève des interrogations quant au calendrier et à l'ambition de la mise en œuvre nationale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité :

1) Le Gouvernement peut-il confirmer qu'il ne soutiendra aucune initiative visant à réduire la portée ou à retarder l'application de la directive relative à la transparence des rémunérations ?

2) Où en est l'élaboration du projet de loi de transposition de la directive au Luxembourg ?

3) Quelles mesures nationales le Gouvernement envisage-t-il pour renforcer la transparence salariale au Luxembourg ?

4) Le Gouvernement prévoit-il des mesures spécifiques d'accompagnement pour les entreprises, et en particulier pour les PME, afin de faciliter la mise en œuvre des nouvelles obligations ?

5) Une évaluation ex ante de l'impact économique et administratif de la directive sur les PME luxembourgeoises est-elle prévue ? Dans l'affirmative, selon quel calendrier et avec quels indicateurs ?

6) Le Gouvernement envisage-t-il de procéder à une évaluation ex post de l'impact de la directive relative à la transparence des rémunérations au Luxembourg ?

Réponse (16/06/2026) de M. Marc Spautz, Ministre du Travail

ad 1) Le Gouvernement n'a aucune intention, de quelque manière que ce soit, de réduire la portée ou de retarder l'application de la directive en question. L'objectif principal, comme pour toute transposition de directive, est d'assurer une transposition correcte et complète en droit national.

ad 2) Le projet de loi visant à transposer ladite directive n'a pas encore pu être déposé du fait que plusieurs ministères et administrations concernés ont dû être consultés dans le cadre de son élaboration.

L'avant-projet de loi élaboré par le Ministère du Travail sera encore adapté en fonction des discussions restant à mener avec les ministères et administrations concernés, avant qu'il ne soit présenté aux partenaires sociaux prochainement.

ad 3) Les droits prévus par la directive seront intégrés dans l'avant-projet de loi, notamment le droit pour les salariés de demander et d'obtenir par écrit de leur employeur des informations relatives à leur niveau de

⁵ Ska, M.-H., Carbonera Fernandez, S., & Valentin, O. (2026, 15 avril). Deregulation demands threaten the EU's best chance to close the gender pay gap. Social Europe. <https://www.socialeurope.eu/deregulation-demands-threaten-the-eus-best-chance-to-close-the-gender-pay-gap>

⁶ Veske, C. (2026, April 18). Läbipaistvuse asemel valime trahvid. ERR. <https://www.err.ee/1609999267/christian-veske-labipaistvuse-ase-mel-valime-trahvid>

⁴ Paul, L. (2026, 7 février). You may know what your colleague earns from June in Luxembourg. Luxembourg Times <https://www.lux-times.lu/luxembourg/you-may-know-what-your-colleague-earns-from-june-in-luxembourg/128653628.html>

rémunération individuel ainsi qu'aux niveaux de rémunération moyens, ventilés par sexe, pour les catégories de salariés effectuant le même travail ou un travail de même valeur.

Par ailleurs, l'avant-projet de loi consacrera le droit des candidats à un emploi de recevoir de l'employeur potentiel des informations concernant le salaire initial ou la fourchette salariale applicable au poste concerné, sur la base de critères objectifs et non sexistes.

En outre, afin de garantir des négociations salariales plus équilibrées et transparentes au cours du processus de recrutement, les employeurs potentiels ne seront plus autorisés à demander aux candidats des informations sur leur rémunération actuelle ou antérieure.

En parallèle, le Gouvernement suit avec attention les travaux de transposition de cette directive dans les autres États membres de l'Union européenne afin de disposer d'une vue d'ensemble des approches retenues.

ad 4) Le Gouvernement est pleinement conscient que les nouvelles obligations prévues par la directive, notamment l'évaluation de la valeur d'un poste de travail sur la base de critères tels que les compétences, les efforts, les responsabilités et les conditions de travail, peuvent s'avérer particulièrement complexes à mettre en œuvre, en particulier pour les petites et moyennes entreprises.

Il est donc essentiel de trouver un juste équilibre entre une protection effective des droits des salariés et la nécessité de ne pas imposer aux entreprises des charges administratives excessives.

Dans cette perspective, une réunion s'est tenue entre des représentants du Ministère du Travail, du Ministère de l'Économie, du Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité, de l'Inspection générale de la sécurité sociale ainsi que du Centre commun de la sécurité sociale, afin d'examiner les pistes de simplification administrative susceptibles d'être mises à la disposition des entreprises pour faciliter le respect de ces nouvelles obligations.

ad 5) Une telle évaluation n'est pas prévue à ce stade. Le Gouvernement n'exclut toutefois pas d'en examiner l'opportunité ultérieurement, à la lumière des expériences de mise en œuvre.

ad 6) Une telle évaluation n'est pas prévue à ce stade. Le Gouvernement n'exclut toutefois pas d'en examiner l'opportunité ultérieurement, à la lumière des expériences de mise en œuvre.

Contamination radioactive de certains animaux sauvages | Question 4013 (30/04/2026) de M. André Bauler | M. Luc Emering (DP)

Quatre décennies après la catastrophe de Tchernobyl, en l'an 1986, des analyses réalisées dans plusieurs « Länder » de la République fédérale d'Allemagne, dont la Rhénanie-Palatinat, révèlent que la contamination radioactive de certains animaux sauvages, en particulier les sangliers, reste inquiétante. En fait, la présence de césium-137 continue d'entraîner des dépassements des seuils autorisés pour la consommation. À en croire la presse allemande, quelque 3.000 sangliers auraient été abattus l'an dernier suite à une contamination forte. Il est donc opportun de s'intéresser à la situation spécifique du Grand-Duché de Luxembourg, le pays voisin de la Rhénanie-Palatinat, et tout particulièrement à l'état de la faune sauvage et aux risques éventuels pour la santé humaine.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Les administrations concernées organisent-elles régulièrement des contrôles de la radioactivité chez les sangliers et, le cas échéant, chez d'autres animaux sauvages abattus sur le territoire domestique ?

2) Dans l'affirmative, que révèlent les résultats des analyses effectuées quant à la présence éventuelle de césium-137 dans la viande et dans d'autres substances ?

3) Madame la Ministre estime-t-elle que la consommation de viande de sanglier et de champignons sauvages présente un danger pour la santé publique ?

Réponse (15/06/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Selon la législation luxembourgeoise en vigueur, la surveillance en matière de radioactivité de l'environnement et des denrées alimentaires fait partie des missions de la Direction de la santé, division de la radioprotection.

La viande de gibier, et donc le sanglier, est régulièrement inclus dans ces programmes de surveillance afin de détecter d'éventuelles contaminations radioactives artificielles liées notamment aux retombées de l'accident de Tchernobyl.

ad 2) Dans le cadre des missions de contrôle alimentaire, l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) organise depuis 2018 des campagnes de contrôle sur des denrées alimentaires pour vérifier la contamination en césium 134 et 137 et iode 131. Un total de 234 échantillons, dont 51 champignons, ont été prélevés et étaient conformes. ↑

Toutes les valeurs mesurées jusqu'à présent sont inférieures aux limites fixées par le règlement (CE) n° 2020/1158. Celui-ci est considéré comme la référence européenne pour les denrées alimentaires après l'accident nucléaire de Tchernobyl et a fixé une limite maximale de 600 Bq/kg pour le césium dans les denrées alimentaires en général et 370 Bq/kg pour le lait, les produits laitiers ainsi que pour les denrées alimentaires destinées à l'alimentation des nourrissons et enfants en bas âge.

Au Luxembourg, les valeurs de Cs-137 mesurées depuis l'année 2000 sont inférieures à 20 Bq/kg pour la viande de gibier et, pour les champignons, majoritairement inférieures à 250 Bq/kg. Une seule valeur isolée a été constatée, mais elle était également nettement inférieure à la limite de 600 Bq/kg.

Les sangliers peuvent présenter ponctuellement des taux élevés de Cs-137, ce qui s'explique principalement par leur alimentation. La situation au Luxembourg est assez similaire de celle observée dans les pays voisins. Cependant en Allemagne, certaines régions comme notamment la Bavière, ont connu une contamination plus forte en 1986, se traduisant par des valeurs ponctuellement plus élevées qu'au Luxembourg. Le phénomène de la présence de césium dans certaines denrées alimentaires est encore observé dans différentes régions d'Europe plusieurs décennies après l'accident.

Pour le chevreuil, le cerf et le petit gibier, aucune contamination notable n'est connue au Luxembourg ; les taux mesurés sont très faibles.

Les valeurs mesurées ayant diminué de manière continue au cours des 40 dernières années, notamment aussi à cause de la décroissance du césium, la fréquence des prélèvements a été adaptée en conséquence.

ad 3) Dans le cadre des résultats d'analyse en radioactivité, la consommation de champignons sauvages et de viande de gibier en général et particulièrement la viande de sanglier ne présente pas de risque de sécurité alimentaire.

Départ Tour de France | Question 4014 (30/04/2026) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

En date du 8 octobre 2025, le Gouvernement luxembourgeois a remis un dossier de candidature au directeur du Tour de France cycliste en vue de l'organisation du Grand Départ de la plus grande compétition cycliste du monde à partir du Luxembourg.

Le Tour de France constitue l'un des événements sportifs les plus emblématiques au niveau international, bénéficiant d'une audience médiatique mondiale et d'un rayonnement considérable bien au-delà du seul cadre sportif. L'accueil d'un « Grand Départ » représente pour les pays et villes hôtes une opportunité stratégique majeure en matière de promotion de l'image nationale et de dynamisation économique et touristique.

À la veille du Grand Départ du Tour 2026 à Barcelone et vu que les années 2027 et 2028 marquent les anniversaires de victoires du Tour par l'un de nos meilleurs cyclistes, nous aimerions savoir de Madame la Ministre des Sports :

1) Quelles sont les suites données à la candidature du Luxembourg en vue d'un Grand Départ du Tour à l'occasion du 100^e anniversaire de la victoire finale de Nicolas Frantz respectivement du 70^e anniversaire de la victoire finale de Charly Gaul ?

2) En cas d'une décision positive de la part de l'organisation du Tour, quel serait le lieu de départ exact ?

3) En cas d'une décision négative, le Luxembourg serait-il candidat pour un départ ou arrivée d'une étape pour les mêmes années ?

Réponse (22/05/2026) de Mme Martine Hansen, Ministre des Sports

ad 1) L'Amaury Sport Organisation (ASO) a annoncé que le Grand Départ du Tour en 2028 aura lieu à Reims.

ad 2) La question est devenue sans objet.

ad 3) Le Luxembourg reste intéressé pour accueillir le Tour de France en 2028.

Multiplication mononucléose | Question 4015 (30/04/2026) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Au cours des dernières semaines, plusieurs cas de mononucléose ont été rapportés. Cette maladie virale se transmet par la salive et se caractérise par une grande fatigue, une faiblesse générale, une perte d'appétit, une fièvre élevée et des ganglions enflés. Elle peut perdurer pendant des semaines, voire des mois. Sont surtout touchés les adolescents et les jeunes adultes mais aussi des gens plus âgés.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si elle peut confirmer une augmentation des cas de mononucléose infectieuse surtout sur des patients plus âgés.

2) Quelles mesures préventives le ministère recommande-t-il ?

3) Cette maladie ne devrait-elle pas figurer parmi les maladies devant être déclarées obligatoirement ?

Réponse (08/06/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La surveillance des maladies infectieuses réalisée par la Direction de la santé est basée sur les maladies à déclaration obligatoire au Luxembourg, dont la mononucléose ne fait pas partie. Les données épidémiologiques disponibles sont donc limitées.

D'après les données de surveillance syndromique disponibles, collectées auprès de deux services d'urgence (HRS et CHEM), aucune augmentation récente des hospitalisations ou des admissions aux urgences associées à la mononucléose infectieuse n'a été observée (période 2023-2026). L'analyse démographique indique que la maladie touche principalement les adolescents et les jeunes adultes.

ad 2) La prévention de la mononucléose n'est pas simple, car le virus qui en est habituellement responsable, le virus d'Epstein-Barr, est très courant et se propage facilement par la salive. De nombreuses personnes sont porteuses du virus d'Epstein-Barr sans même le savoir et peuvent le transmettre.

Quelques mesures pour limiter les risques de contracter la maladie, en particulier en présence d'une personne malade :

- ne pas partager de boissons, couverts ou objets personnels (ex. brosses à dents, baumes à lèvres)
- éviter les contacts rapprochés (ex. baisers).

Le lavage des mains reste utile pour l'hygiène générale, mais il est moins efficace contre cette infection, qui se transmet surtout par les objets en contact avec la bouche⁷.

ad 3) La liste des maladies à déclaration obligatoire au Luxembourg est basée sur la sévérité des maladies, les recommandations d'ECDC et sur les pathogènes pour lesquels des mesures ou interventions de santé publique sont envisageables, telles que la prévention d'épidémies de plus grande ampleur, la vaccination, la prophylaxie, ou l'élimination de sources contaminées. La mononucléose ne rentrant pas dans ces critères, elle ne fait pas partie des maladies à déclaration obligatoire. Version consolidée applicable au 17/02/2023 : R... – Legilux[†]

Mandat du délégué du personnel | Question 4016 (30/04/2026) de **Mme Barbara Agostino** (DP)

L'article L.415-3 du Code du travail énumère les causes de cessation du mandat de délégué du personnel. Il prévoit notamment que le mandat prend fin lorsque l'organisation syndicale ayant présenté la candidature informe le chef d'entreprise et la délégation que l'intéressé a cessé de lui appartenir.

À la lumière de développements récents, des interrogations se posent quant à l'application de cette disposition dans le cas où l'employeur est lui-même une organisation syndicale. Dans une telle configuration, la perte de la qualité de membre de l'organisation syndicale employeur pourrait, par application de l'article L.415-3 précité, entraîner la cessation du mandat de délégué du personnel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement considère-t-il que l'application de l'article L.415-3 du Code du travail, dans le cas où l'employeur est une organisation syndicale, est susceptible de soulever un risque de contournement des garanties légales attachées au mandat de délégué du personnel ?

2) Le Gouvernement considère-t-il qu'une telle configuration institutionnelle est compatible avec le principe d'égalité devant la loi entre employeurs et entre représentants du personnel ?

3) Le cas échéant, le Gouvernement envisage-t-il de préciser ou d'adapter les dispositions de l'article L.415-3 du Code du travail ?

Réponse (16/06/2026) de **M. Marc Spautz**, Ministre du Travail

ad 1) En principe, l'article L.415-3 du Code du travail, ainsi que toutes les garanties attachées au mandat de délégué du personnel s'appliquent à tous les salariés exerçant des activités sur le territoire luxembourgeois indépendamment de la nature de son employeur.

Le simple fait que l'employeur est une organisation syndicale ne saurait donc avoir pour effet de neutraliser ou d'affaiblir les protections légales attachées au mandat de délégué du personnel, lesquelles relèvent de l'ordre public social.

L'article L.415-3 dispose plus précisément que le mandat de délégué prend fin lorsque l'organisation syndicale qui a présenté sa candidature a informé le chef d'entreprise et la délégation que l'intéressé a cessé de lui appartenir.

Contrairement à certains droits étrangers, il n'y a pas de possibilité générale pour un syndicat luxembourgeois de faire révoquer un de ces délégués, cette option est seulement ouverte si le délégué ne suit pas la ligne syndicale. Dans un tel cas, le syndicat doit cependant d'abord tenter une procédure interne pour l'exclure du syndicat et pourra ensuite exiger sa révocation en tant que délégué du personnel.

De manière générale, les syndicats prévoient dans leurs statuts la possibilité et la procédure d'exclure des membres de leur organisation sous certaines conditions. Ces statuts s'appliquent à tous les membres de l'organisation syndicale indépendamment de leurs employeurs, donc également aux membres du syndicat ayant également la qualité de salarié du même syndicat.

Étant donné que les garanties attachées au mandat de délégué du personnel s'imposent à tous les employeurs (y compris aux organisations syndicales), que toute dérogation prévue par l'article L.415-3 doit être interprétée restrictivement et qu'une organisation syndicale employeur demeure tenue au respect du principe de non-discrimination, y compris à l'égard de salariés investis d'un mandat représentatif, même lorsque celui-ci s'exerce au sein de la structure syndicale elle-même, le Gouvernement considère que l'application de l'article L.415-3 du Code du travail ne crée pas de risque de contournement des garanties légales attachées au mandat de délégué du personnel, y compris lorsque l'employeur est une organisation syndicale.

Un risque de contournement n'apparaîtra que dans le cadre d'une application abusive ou détournée du texte.

ad 2) Le Gouvernement estime qu'une telle configuration institutionnelle est compatible avec le principe d'égalité devant la loi. Les organisations syndicales, lorsqu'elles agissent en qualité d'employeur, sont soumises aux mêmes obligations que tout autre employeur, et les représentants du personnel

bénéficient des mêmes droits et protections, indépendamment de la nature de l'employeur.

ad 3) Le Gouvernement n'envisage pas de modifier ou de préciser les dispositions de l'article L.415-3 du Code du travail.

Nouvelle étude du Statec sur l'emploi | Question 4017 (30/04/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Laut enger neier Etüd vum Statec, déi den 29. Abrëll 2026 publizéiert gouf, ass d'Vollzäitbeschäftegung am Kader vun engem CDI während den normalen Dageszäiten net méi d'Norm zu Lëtzebuerg. Eng Majoritéit vun de Residenten, déi zu Lëtzebuerg schaffen, ass deemno an Deelzäitbeschäftegung, schafft owes oder um Weekend.

Dës Entwécklung werft wichteg Froen op iwwer d'Qualitéit vun den Aarbechtsplazen, de Schutz vun de Salariéen, d'Work-Life-Balance, souwéi iwwer d'soziaalt Sécherheetsnetz fir déi Betraffenen. Et ass dofir wichteg ze verstoen, wéi eng Moossname vun der Regierung geplangt sinn, fir op dës strukturell Verännerungen um Aarbechtsmaart ze reagieren.

An deem Zesammenhang wëlt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkret Moossname gedenkt d'Regierung ze huelen, fir déi Salariéen ze schützen, déi an atypesche Beschäftigungsformen (Deelzäit, Owes- a Weekendaarbecht) schaffen?

2. Awéiwäit gedenkt d'Regierung d'Aarbechtszäit-gesetzgebung unzepassen, fir der neier Realitéit vum Lëtzeburger Aarbechtsmaart Rechnung ze droen?

3. Wéi gedenkt d'Regierung sécherzestellen, dass déi betraffte Persounen en adequaten Zougang zu soziale Leeschtungen a Schutzmoossname behalen, onofhängeg vun hirer Beschäftigungsform?

4. Wéi eng Mesurë si geplangt, fir d'Deelzäitaarbecht, déi dacks onfräiwëlle ass, ze reduzéieren an de Betraffenen den Zougang zu méi stabille Beschäftigungsverhältnisse ze erméiglechen?

Réponse (16/06/2026) de **M. Marc Spautz**, Ministre du Travail

ad 1. D'Regierung huet de leschte Panorama vum Statec iwwer d'Aarbechtsorganisatioun mat grousssem Interessi analyséiert.

Et muss een hei präziséieren, dass d'Etude als „atypesch“ Beschäftigungsform all Vertrag bezeechent, dee keen CDI vu méindes bis freides vun 8.00 bis 17.00 Auer virgesäit, esou dass schonn eng Aarbecht, déi liicht vun dësem Horaire ofwäicht, als atypesch ugesi gëtt. Des Weideren dierf een net vergiessen, dass dës Zuelen net nëmmen déi Salariéë representéieren, déi onfräiwëlle ënnert atypesche Beschäftigungsformen schaffen, mee och déi, déi sech dës Aarbechtsformen ausgesicht hunn, notament fir Privat- a Berufsliewe besser ze vereinbaren oder fir Berufssträff ze evitéieren.

De Statec huet virun zwee Joer Zuelen am Bezuch op d'Beweeggrënn fir verschidden atypesch Aarbechtsformen verëffentlecht. Laut der Etude hu just 10,3 % vun de Befroten uginn, dass si deelzäit schaffen, well si keng Vollzäitplaz fanne kënnen, an der Moyenne vun der Europäescher Unioun louch dës Undeel bei 20,8 %. Den Horaire mobile ass och eng atypesch Aarbechtsform, déi allerdéngs komplett am Interessi vum Salarié ass.

Esou kann een also net kategoresch soen, dass all Salariéen an atypesche Beschäftigungsformen vulnèrabel sinn.

⁷ Mononucléose (fièvre ganglionnaire)*

Et gëtt och schonn eng Rëtsch vu Mesuren, fir déi Beschäftegt ze schützen, esouwéi d'Limitatioun vun de Fäll, an deenen de Patron op Iwwerstonnen zeréckgräife kann, d'Majoratioun vum Salaira fir Sonndesaarbecht an Aarbecht op Feierdeeg, d'Recht op eng Dagesschicht ze wiesselen, wann een duerch d'Nuechtaarbecht gesondheetlech Problemer kritt, an déi obligatoresch Rouzäiten, fir der just e puer ze nennen.

Et ass der Regierung e wichtegt Uleies, datt esou vill wéi méiglech Leit eng Aarbechtszäit hunn, déi hire Wënsch a Bedierfnisser gerecht gëtt, onofhängeg dovun, ob et sech ëm eng typesch oder eng atypesch Beschäftigungsform handelt. D'Regierung huet sech duerfir am Koalitiounsaccord als Zil gesat, d'Aarbechtszäitorganisatioun am Interessi vun de Salariéen an de Patronen ze moderniséieren an esou ënnert anerem den Equilibre tëschent Berufs- a Privatliwien ze fërderen.

ad 2. D'Regierung plangt aktuell eng Reform, fir d'Aarbechtszäitorganisatioun am Interessi vun de Salariéen an de Patronen ze moderniséieren, an esou ënnert anerem den Equilibre tëschent Berufs- a Privatliwien ze fërderen.

Fir dës Reform virzubereeden, ass en Débat de consultation an der Chamber geplangt, dee virausiichtlech nach virum Summer stattfanne wäert.

Des Weidere wäerten nach Reuniounen mat de Sozialpartner organiséiert ginn, déi et zum Zil hunn, Accorden zwëschent dem Patronat, de Gewerkschaften an der Regierung am Beräich vun der Aarbechtszäitorganisatioun ze fannen.

ad 3. Am Prinzip hunn all d'Salariéen, onofhängeg vun hirer Beschäftigungsform, dat selwecht Urecht op sozial Leeschtungen a Schutzmoosnamen.

Falls et an der Praxis Problemer sollt ginn, kënnen déi Beträfften sech direkt un de Ministère oder d'Administratioun wenden, déi fir déi concernéiert Leeschtung oder Schutzmoosnam zoustänneg ass.

ad 4. Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro 1 ervirgheue gouf, ass Deelzäitaarbecht net per se eng प्रकार oder ongewollt Beschäftigungsform.

D'Regierung ass sech awer bewusst, datt et Situatiounen gëtt, an deenen Deelzäitaarbecht net dem Wonsch vun de beträffte Persounen entsprécht. An dës Fäll ass et wichteg, de Beträfften den Zougang zu méi stabille Beschäftigungsverhältnissen ze erméiglechen.

D'Regierung setzt dofir virun allem op eng aktiv Beschäftigungspolitik, déi op d'Schafe vu qualitatéiv héichwärtigen Aarbechtsplazen an op eng besser Qualifikatioun vun de Leit op der Sich no enger Aarbecht ausgeriicht ass.

Impact de l'« US CLOUD Act » sur les capacités de défense | Question 4018 (30/04/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

De Future of Technology Institute (FOTI) huet an engem rezente Rapport (Cloud Defence: An exposed European flank, 2026) festgestallt, datt Lëtzebuerg a puncto Verdeeegungscloud als „medium risk“ agestuft gëtt, well d'Direction de la défense iwwer de Prestataire Clarence op Google-Cloud-Technologien zeréckgräift – also op eng US-amerikanesch Hyper-scaler-Infrastruktur.

Virum Hannergrond vun de rezenten Entwécklungen – notament dem Asaz vun digitale „kill switches“ géint d'Ukrain a Membere vum ICC duerch d'Trump-Administratioun an der extraterritorialer Reechwäit vum US CLOUD Act – stellen sech eng ganz Rei Froen.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Verdeeegung dës Froen stellen:

1. Ass d'Regierung sech dem Risiko bewusst, deen d'Ofhängegkeet vun US-amerikanesch Cloud-Infrastrukturen – och wann se iwwer europäesch Zwëschepprestataire genotzt ginn – fir d'Sécherheet a Verdeeegung vu Lëtzebuerg mat sech bréngt?

2. Huet d'Regierung en Audit vun den aktuelle Cloud-Ofhängegkeeten am Verdeeegungsberäich duerchgefouert oder ass sou en Audit geplangt, fir déi héichste Risikosystemer ze identifizéieren?

3. Wéi eng Moosnamen huet d'Regierung ergraff oder geplangt, fir eng méi grouss digital Souveränitéit am Verdeeegungsberäich ze garantéieren – notament duerch de Wiessel op europäesch Cloud-Léisungen, déi net vun US-Hyperscaleren ofhänken?

4. Wéi evaluéiert d'Regierung de Risiko, deen d'Clarence-Léisung konkret duerstellt, besonnesch am Liicht vun der Tatsaach, datt dës Léisung op Google-Cloud-Technologie baséiert an domat potentiell dem US CLOUD Act ënnerworfen ass?

5. Ass Lëtzebuerg am Kader vun der EU oder der NATO un Initiative bedeelegt, fir gemeinschaftlech souverän Cloud-Léisungen fir de Verdeeegungsberäich ze entwéckelen?

Réponse (21/05/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense

ad 1. D'Regierung ass sech der Problematik vun enger gewësser Ofhängegkeet vun US-amerikanesch Cloud-Infrastrukturen bewusst. Informatiounssécherheitsrisiken gi bei de Projete vun der Defense berücksichtegt. D'Krittäre vun der Disponibilitéit a Vertraulechkeet ginn dobäi och consideréiert. Bei Projeten, wou Cloud-Infrastrukture misste benotzt ginn, géifen dann och d'Regulatiounen analyséiert ginn, deenen déi respektiv Cloud-Infrastrukturen ënnerleien.

ad 2. Aktuell huet d'Lëtzebuurger Defense nach keng Cloud-Ofhängegkeet fir Systemer, déi net vum Zenter fir Informatiounstechnologie vum Staat (CTIE) geréiert ginn. Fir d'IT-Servicer mat Cloud-Ofhängegkeeten, déi vum CTIE geréiert a vun der Defense benotzt ginn, gouf eng Risikoanalys duerchgefouert.

Am Kontext vum „Luxembourg Cyber Defence Cloud“-Projet vun der Defense spillen d'Krittäre vun der Disponibilitéit a Vertraulechkeet an der Selektioun vum Ubidder eng wichteg Roll. Hei mussen d'Ubidders Garantien kënnen ginn, fir den héijen Ufuerderung vum der Defense gerecht ze ginn. Dës sinn och ausschlaggebend, fir eng Akkreditatioun vun der NATO ze kréien, déi et erlaabt, dës Cloud-Léisung fir klassifizéiert Informatiounen ze benotzen.

ad 3. Bei der Defense gëtt dës duerch d'Festleeë vun de Krittären a puncto Disponibilitéit a Vertraulechkeet vun den Informatiounen souwéi den IT-Systemer a Solutiounen gemaach. Dës Krittäre gëlle gläichermoos fir US-amerikanesch an europäesch Cloud-Léisungen.

ad 4. D'Lëtzebuurger Defense huet aktuell kee Vertrag mat Clarence fir d'Benotze vun hire Cloud-Servicer.

ad 5. D'Lëtzebuurger Defense ass Member vun dem NATO-Projet „Allied Software for Cloud and Edge Services“. Hei soll eng Cloud-Léisung fir NATO-Alliiéiert entwéckelt ginn, wou klassifizéiert Informatiounen erstallt, gedeelt an ofgespäichert kënnen ginn. De Projet gouf eréischt lancéiert, mee d'Disponibilitéit an d'Vetraulechkeet wäerten och hei eng wichteg Roll spillen.

Opportunité d'instaurer une structure dédiée à l'IVG | Question 4020 (30/04/2026) de Mme Sam Tanson | Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Dans le cadre de la récente proposition de loi visant à introduire le délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), la Société luxembourgeoise de gynécologie et d'obstétrique (SLGO) a fait part de ses observations quant à l'organisation actuelle de l'accès à l'IVG au Luxembourg.

Si le cadre légal garantit en principe un accès à l'IVG, des difficultés subsisteraient dans la pratique, notamment en cas de refus de prise en charge par le/la professionnel-le.

Indépendamment de l'introduction d'un délit d'entrave, une structure dédiée à la pratique d'IVG médicalementes et chirurgicales pourrait assurer une prise en charge systématique et sans délai des patientes et renforcer la protection des professionnel-le-s.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre partage-t-elle l'analyse selon laquelle l'accès à l'IVG au Luxembourg, bien que garanti en droit, peut encore rencontrer des obstacles pratiques liés à l'organisation de l'offre de soins ?

2) Madame la Ministre envisage-t-elle la création d'une structure spécifiquement dédiée à la prise en charge des IVG ?

Réponse (26/05/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'offre de soins permettant l'accès à l'IVG varie selon la méthode utilisée, les lieux de prise en charge et les professionnels impliqués.

IVG médicamenteuse

L'IVG médicamenteuse consiste à interrompre une grossesse par l'administration de médicaments.

– Elle peut être pratiquée par tout médecin autorisé à exercer au Luxembourg, sans obligation de spécialisation en gynécologie-obstétrique. La prise du médicament à finalité abortive peut avoir lieu au cabinet du médecin, sous réserve que le médecin le juge approprié et qu'il soit conventionné avec un établissement hospitalier disposant d'un service de gynécologie-obstétrique assurant une permanence des urgences.

– L'IVG médicamenteuse peut également être réalisée dans les centres agréés du Planning Familial. L'administration du médicament à finalité abortive peut être réalisée dans les trois centres suivants : le Centre Dr Marie-Paule Molitor-Peffer (Luxembourg), le Centre d'Esch-sur-Alzette ainsi que le Centre d'Ettelbruck. L'accompagnement des personnes souhaitant ou nécessitant une prise en charge lors de la phase d'expulsion (second médicament) est assuré par le Centre Dr Marie-Paule Molitor-Peffer (Luxembourg) et le Centre d'Esch-sur-Alzette.

– L'IVG médicamenteuse peut aussi être pratiquée dans l'un des quatre centres hospitaliers : le Centre hospitalier du Nord, le Centre hospitalier Emile Mayrisch, le Centre hospitalier de Luxembourg et les Hôpitaux Robert Schuman.

IVG chirurgicale

L'IVG chirurgicale nécessite une anesthésie. Elle ne peut être pratiquée que dans l'un des quatre centres hospitaliers, par un médecin spécialiste en gynécologie-obstétrique autorisé à exercer au Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2) L'offre actuelle de prise en charge de l'IVG apparaît diversifiée et repose sur l'implication de plusieurs acteurs complémentaires.

Les centres hospitaliers ainsi que les structures agréées proposent des prises en charge multidisciplinaires. À titre d'exemple, le Centre hospitalier de Luxembourg dispose d'une « clinique » de l'orthogénie⁸ structurant ce type de parcours.

Dans ce contexte, l'offre existante ne fait pas apparaître, à ce stade, la nécessité de créer une nouvelle structure spécifiquement dédiée à la prise en charge des IVG.

Agressions sexuelles facilitées par la drogue | Question 4021 (30/04/2026) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Une enquête récente publiée par CNN et relayée par plusieurs médias européens a mis en lumière l'existence de réseaux en ligne transnationaux au sein desquels des hommes échangent et diffusent des contenus liés à des violences sexuelles, notamment commises sur des femmes inconscientes ou sous l'effet de substances.

La plateforme ne sert non seulement à banaliser et encourager les pratiques d'agression sexuelle facilitée par la drogue (ASFD), mais également à partager des méthodes visant à en faciliter la commission et à échapper à l'identification et aux poursuites judiciaires, en exploitant notamment l'anonymat et les failles des dispositifs de contrôle en ligne.

L'enquête souligne par ailleurs les difficultés importantes en matière de détection, de collecte de preuves et de suivi statistique de infractions ASFD, notamment en raison de l'amnésie des victimes, de la volatilité des traces toxicologiques et du caractère largement sous-déclaré de ces faits. À l'échelle européenne, il apparaît que les données spécifiques relatives à ce type de violences restent limitées, voire inexistantes dans certains États.

Dans leurs réponses aux questions parlementaires 1581 et 1823 relatives à la soumission chimique, les membres du Gouvernement interrogés ont souligné qu'il existe des difficultés majeures de preuve, liées notamment à la détection limitée dans le temps des substances et au dépôt tardif des plaintes. Ils ont également confirmé l'absence de statistiques spécifiques, la soumission chimique n'étant pas enregistrée comme telle dans les bases de données judiciaires.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre envisage-t-elle de faire évoluer les banques de données existantes afin de permettre une identification et un suivi statistique plus précis des cas où un ASFD est suspecté ou invoqué ?

2) Des réflexions sont-elles en cours pour reconnaître, sur le plan juridique ou statistique, les ASFD comme un élément distinct, afin d'améliorer la traçabilité de ces faits et l'analyse du phénomène ?

3) Madame la Ministre peut-elle confirmer le lien évoqué dans la presse entre la plateforme en question et une entité établie à Luxembourg ?

Réponse (27/05/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) La Direction de la digitalisation des autorités judiciaires travaille actuellement sur un projet de refonte de la chaîne pénale (JU-CHA).

À cet égard, il existe un projet de mise en place d'un « Data Warehouse » qui est censé regrouper, structurer et stocker des informations relatives aux affaires pénales (ainsi qu'un projet similaire pour les affaires civiles). Le « Data Warehouse » est nécessaire pour effectuer des analyses permettant d'exploiter les données regroupées et stockées, notamment à des fins statistiques et stratégiques.

Dans leurs échanges réguliers avec la Police grand-ducale, le sujet de l'harmonisation des codes des infractions a été également abordé, notamment dans un souci de cohérence des données statistiques fournies par la police et l'AJUD.

Cela étant, il faut souligner qu'une application métier n'est jamais conçue dans le but exclusif de relever des statistiques, mais elle doit avant tout permettre une gestion efficace des dossiers. La nouvelle application devrait permettre une organisation améliorée des données, de sorte que les informations puissent être exploitées de manière plus utile.

Il échet encore de noter qu'à l'initiative du Ministère de la Justice, un groupe de travail composé des autorités judiciaires, des autorités policières ainsi que de représentants de l'Administration pénitentiaire et des ministères des Affaires intérieures et de la Justice vient d'être créé dans le but de se concerter sur la création éventuelle d'un institut de la criminologie ou de la délinquance qui aurait pour mission e. a. de collecter et analyser les données statistiques et qualitatives relatives aux infractions et phénomènes criminels.

ad 2) Il est prévu de faire de la soumission chimique une circonstance aggravante du viol, afin de réprimer plus sévèrement ces pratiques. Cela permettra également d'assurer un suivi statistique plus précis.

ad 3) Il convient également de renvoyer aux réponses entre-temps apportées aux questions n° 3956 et 3953.

Il en ressort ce qui suit : Une recherche dans le Registre de commerce et des sociétés (RCS), qui constitue la plateforme officielle et publiquement accessible pour ce type d'informations, montre qu'aucune société portant actuellement la dénomination « Kick Online Entertainment SA » n'y est enregistrée. Même dans les données plus anciennes disponibles depuis l'informatisation du Luxembourg Business Registers (LBR), aucune information relative à une société portant ce nom ou un nom similaire n'a été trouvée. Le Gouvernement n'a ainsi pas pu identifier l'existence d'entités juridiques répondant aux dénominations diffusées dans les médias, et qui seraient liées à de telles plateformes.

L'enquête publiée par la chaîne d'information CNN renvoie à une décision de l'Ofcom britannique. Cependant, la décision, qui peut être consultée sur le site Internet de l'institution, fait référence à une société établie au Costa Rica et non au Luxembourg. Il y a donc vraisemblablement une erreur quand il est relevé dans la presse que la société mentionnée dans la décision de l'Ofcom aurait son siège au Luxembourg.

Opérations d'extinction dans des zones écologiquement sensibles | Question 4024 (30/04/2026) de M. Meris Sehovic | Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Un incendie s'est déclaré le vendredi dernier sur un versant boisé à Eschdorf à proximité du Lac de la Haute-Sûre. Selon les informations communiquées dans la presse, le feu était situé dans une zone difficile d'accès et a nécessité une intervention par le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) pendant plusieurs heures.

Le Lac de la Haute-Sûre constitue le principal réservoir d'eau potable du Luxembourg, assurant environ 50 % de l'approvisionnement en eau du pays. Dans ce contexte, les impacts potentiels d'un tel incendie, ainsi que des opérations d'extinction, sur la qualité de l'eau et sur les écosystèmes environnants suscitent des interrogations :

1) L'incendie ou les opérations d'extinction ont-ils eu un impact mesurable sur la qualité de l'eau du Lac de la Haute-Sûre ? Dans l'affirmative, quels paramètres ont été affectés et quelles mesures ont été prises ?

2) Quelles ont été les conséquences de cet événement sur la faune et la flore du Lac de la Haute-Sûre ?

3) De manière générale, quelles sont les procédures et pratiques en vigueur pour la gestion d'incendies dans les zones écologiquement sensibles ?

4) Plus spécifiquement, quelles procédures et pratiques sont en vigueur pour la gestion d'incendies à proximité des ressources stratégiques en eau potable telles que le réservoir du Lac de la Haute-Sûre ?

5) Quels efforts le CGDIS entreprend-il pour améliorer ses connaissances, ses pratiques et ses protocoles opérationnels afin de minimiser l'impact environnemental de ses interventions, notamment dans des zones sensibles ?

6) Quelles formations spécifiques les unités du CGDIS reçoivent-elles au sujet d'interventions dans les zones sensibles ?

7) Dans un contexte d'augmentation des épisodes de sécheresse liés au changement climatique, quelles stratégies et mesures préventives Messieurs les Ministres de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et des Affaires intérieures comptent-ils mettre en œuvre pour limiter les risques d'incendies de végétation et de forêts ? Des actions spécifiques sont-elles prévues pour les zones particulièrement sensibles, telles que les abords du Lac de la Haute-Sûre ?

Réponse (05/06/2026) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) L'Administration de la gestion de l'eau (AGE) ne dispose d'aucun élément indiquant qu'un déversement d'eaux d'extinction ait eu lieu, lors des opérations d'extinction, dans les cours d'eau les plus proches de l'incendie, à savoir le « Rackebaach » et le « Fënsterbaach ». Par conséquent, aucun impact sur la qualité des eaux du Lac de la Haute-Sûre n'a pu être constaté.

ad 2) L'incendie survenu à la fin du mois d'avril a touché une parcelle forestière composée de végétation pionnière et un ancien taillis de chênes appartenant à la forêt publique, sur une superficie d'environ deux hectares. Le feu est resté limité à la végétation herbacée et arbustive du sous-bois et ne s'est pas propagé à la canopée. L'événement a entraîné une combustion partielle du sous-bois. Certains chênes présentent des traces de brûlure à la base du tronc. Le développement du feuillage observé en mai s'est déroulé normalement, mais un suivi sera nécessaire pour évaluer l'évolution de ces arbres au fil du temps.

Concernant les effets de l'incendie sur la faune, il est estimé que les espèces animales de grande taille ont pu quitter la zone avant la progression du feu. En revanche, les espèces de petite taille, dont la mobilité est plus limitée, ont probablement été directement exposées à l'incendie.

ad 3) La protection de l'environnement fait toujours partie des aspects que le commandant des opérations de secours (COS) du CGDIS doit analyser et

⁸ <https://www.chl.lu/fr/service/clinique-orthogenie>



prendre en compte lors de la conduite d'une intervention, en particulier en cas d'incendie. Il s'agit notamment de vérifier s'il y a des matières inflammables, de connaître le parcours d'écoulement des eaux d'extinction contaminées et de savoir s'il faut utiliser un agent moussant et, le cas échéant, lequel.

Dans le domaine de la protection des eaux notamment, le CGDIS travaille en étroite collaboration avec l'Administration de la gestion de l'eau (AGE), qui est l'autorité responsable. La procédure d'alerte nationale du CSU-112 prévoit qu'en cas d'incendies de grande ampleur, l'équipe d'intervention de l'AGE soit alertée; celle-ci se rend dans cette hypothèse sur place ou coordonne les interventions par téléphone avec le COS.

En fonction de la situation, le COS décide ensuite, en collaboration avec l'AGE et, le cas échéant, d'autres autorités, des mesures appropriées.

Ces procédures s'appliquent à l'échelle nationale, car le risque de pollution existe partout, par exemple lorsque de l'eau d'extinction contaminée s'écoule dans les égouts puis dans la station d'épuration. Dans une zone de protection des eaux, comme celle qui entoure le Lac de la Haute-Sûre, cet aspect revêt une importance encore plus grande.

Lors de l'intervention mentionnée dans la question parlementaire, le CSU-112 a informé l'AGE, le bourgmestre, le garde forestier et le SEBES afin d'analyser conjointement les répercussions possibles sur le Lac de la Haute-Sûre.

ad 4) Voir réponse à la question 3.

ad 5) Comme indiqué ci-dessus, la protection de l'environnement lors des interventions fait partie des missions légales du CGDIS et constitue donc l'un des aspects dont le COS doit tenir compte lors de chaque intervention.

Le CGDIS a reçu de la part des administrations compétentes, des communes et des syndicats intercommunaux de gestion des eaux usées les données géographiques relatives aux zones protégées, aux canalisations d'eaux usées, etc., afin que le COS ou, à défaut, le CSU-112 puisse consulter et exploiter directement ces informations dans le cadre d'une intervention.

Le CGDIS a défini dans ses procédures internes les cas dans lesquels d'autres autorités compétentes (par exemple l'AGE, les bourgmestres, les gardes forestiers) doivent être informées afin de gérer conjointement l'aspect « protection de l'environnement » d'une intervention.

Au cours des dernières années, le CGDIS, en collaboration avec l'AGE et l'Administration de l'environnement, a déployé des efforts considérables pour retirer du marché les agents moussants non conformes présentant des concentrations excessives en PFOS/PFOA et les remplacer par des agents moussants modernes, conformes et sans fluor.

Le CGDIS dispose de son propre groupe spécialisé dans les risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques (GIS NRBC) et, au sein de ce groupe, d'une unité de « décontamination » implantée sur deux sites : l'un au sein du SEBES, à Eschdorf, et l'autre plus au sud, à Bettembourg/Dudelange. De plus, le CGDIS a mis en place ces dernières années des modules régionaux de décontamination dans neuf centres d'incendie et de secours (CIS) afin de pouvoir prendre des premières mesures encore plus rapidement et avec une plus grande réactivité en cas de pollution environnementale.

Le CGDIS collabore avec d'autres acteurs concernés au sein de différentes plateformes, par exemple au

sein du groupe de travail interministériel sur les feux de végétation dans le cadre de la Plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophe, au sein de la Commission du Lac de la Haute-Sûre, au sein de la Commission internationale pour la protection de la Moselle et de la Sarre, etc.

ad 6) Le thème de la « pollution environnementale » est déjà intégré dans la formation initiale des pompiers au niveau de chef de binôme (formation de niveau 3 en lutte contre l'incendie et sauvetage).

Ces connaissances sont ensuite approfondies lors de la formation au commandement au niveau « Commandement 2 » dans le cadre de la formation de chef de section, puis reprises et complétées au niveau « Commandement 3 » dans le cadre de la formation de chef d'équipe, en collaboration avec l'AGE. Ainsi, tout pompier susceptible d'assumer le rôle de COS a abordé et révisé ce thème à plusieurs reprises au cours de sa formation.

Pour le GIS NRBC et les unités chargées de missions spécifiques de décontamination, il existe en outre des formations spécialisées supplémentaires sur ce thème.

ad 7) Le groupe de travail interministériel sur les feux de végétation précité a élaboré un plan d'action à l'horizon 2025, qui comprend au total 17 mesures sur lesquelles les différents ministères et administrations travaillent conjointement. Ces mesures couvrent les différentes phases de la prévention des catastrophes : prévention, préparation, intervention et reconstruction. Il s'agit par exemple de mesures opérationnelles concrètes telles que l'extension du réseau de points de secours « Rettungspunkte » dans les forêts et des formations communes, ainsi que de mesures à plus long terme telles que la gestion et le développement durables et résilients des forêts.

Les spécificités de la région autour du Lac de la Haute-Sûre sont traitées au sein de la « Commission Uewersauer-Stauséi », à laquelle participe également le CGDIS.

Critères d'attribution de marchés publics | Question 4025 (04/05/2026) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

Gemäß Urteil vom 5. März 2026 zu den öffentlichen Ausschreibungen (C-210/24), bestätigt der Gerichtshof der EU (EuGH), dass öffentliche Behörden bei der Vergabe öffentlicher Aufträge Unternehmen bevorzugen dürfen, die Kollektivverträge haben, beziehungsweise Kollektivverhandlungen fördern, und für hochwertige Arbeitsplätze sorgen.

Derzeit werden die meisten Aufträge ausschließlich auf Grundlage des niedrigsten Preises vergeben.

Die Entscheidung des EuGH stellt also einen wichtigen Fortschritt dar, da sie die Verhandlung von Kollektivverträgen fördert und qualitativ hochwertige Arbeitsplätze und Dienstleistungen unterstützt.

In diesem Zusammenhang möchten wir Folgendes von Herrn Premierminister erfahren:

1. Gedenkt die Regierung die oben genannte Möglichkeit fortan für alle öffentlichen Ausschreibungen umzusetzen?

2. Inwiefern gelten bereits heute soziale Kriterien bei öffentlichen Ausschreibungen?

Réponse (01/06/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Das Urteil C-210/24 des EuGH wurde zur Kenntnis genommen und seine Auswirkungen auf das luxemburgische Recht eingehend geprüft. Dieses

Urteil betrifft die Anwendung der Zuschlagskriterien für öffentliche Aufträge, wie sie in der Richtlinie 2014/24/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Februar 2014 über die öffentliche Auftragsvergabe vorgesehen und durch Artikel 35 des geänderten Gesetzes vom 8. April 2018 über die öffentlichen Aufträge in nationales Recht umgesetzt wurden. Es hat sich gezeigt, dass diese Rechtsprechung keine Änderung des geänderten Gesetzes vom 8. April 2018 über die öffentlichen Aufträge erfordert, da dieses Gesetz gemäß Artikel 35 bereits die Möglichkeit vorsieht, qualitative – insbesondere soziale – Kriterien als Zuschlagskriterien zu berücksichtigen.

Jeder öffentliche Auftraggeber kann demnach in seinen Ausschreibungsunterlagen Zuschlagskriterien mit sozialen Aspekten vorsehen.

Es sei zudem angemerkt, dass für Bauaufträge derzeit zwar allgemeine Vertragsklauseln sowie allgemeine technische Standardklauseln bestehen, die Zuschlagskriterien jedoch nicht standardisiert sind, da jeder öffentliche Auftrag spezifische Besonderheiten aufweist.

ad 2. Wie schon in der Antwort auf die erste Frage angemerkt und auch schon in der Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr. 3862 vom 29. April 2026 erklärt, steht es aktuell jedem öffentlichen Auftraggeber frei, in seinen Ausschreibungsunterlagen Zuschlagskriterien vorzusehen, die seinem Auftrag am besten entsprechen – einschließlich solcher mit sozialen Aspekten –, sodass auch das Engagement eines Unternehmens berücksichtigt werden kann, Arbeitsbedingungen anzuwenden, die über den tariflichen Mindeststandards liegen.

Sécurité au carrefour du Schumann's Eck | Question 4026 (04/05/2026) de M. Michel Lemaire (ADR)

Mir gouf zougedroen, datt vill Automobilisten d'Kräizung um Schumann's Eck an der Gemeng Wolz als geféierlech empfangen. Wann een – vum Pommerlach kommend (N15) – d'Ausfaart Richtung Wolz hält, géif et op der Kräizung, fir lénks op d'N26 Richtung Wolz ofzebéien, ëmmer nees zu geféierleche Situatiounen kommen.

Dee selwechten Zenario ergëtt sech, wann een – vu Bitscht kommend (N15) – d'Ausfaart hält. Och hei géif et op der Kräizung, fir lénks op der N26 Richtung Bëwen ofzebéien, ëmmer nees zu geféierleche Situatiounen kommen.

Dës 2 Situatiounen erginn sech dorausser, datt d'Sicht hei limitéiert ass.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Ass et an de leschten 10 Joer op där genannter Kräizung statistesch opfälleg dacks zu Accidenter komm? Wéi enger Natur waren dës Accidenter, d. h. wéi dacks ass et just beim Materialschued bliwwen a wéi dacks goufe Persounen blesséiert?

2. Misst déi genannte Kräizung an den Ae vun der Madamm Minister entschäerft ginn? Wa jo, wéi géifen dës Mesurë konkret ausgesinn a bis wéini ass mat der Ëmsetzung dovun ze rechnen?

Réponse (01/06/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierten freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro, ob d'Kräizung um Schumann's Eck als accidentogeen ageschat gëtt a wéi eng konkret Mesurë vu staatlecher Säit geplangt sinn, fir d'Situatioun ze verbessern.

ad 1. Laut den Donnéeën, déi der Stroossebauverwaltung virleien, gouf zënter 2015 op der genannter Kräizung een eenzeggen Accident op der N26 enregistréiert.

Dësen Accident huet sech am Joer 2021 ereegent an ass op d'Netrespektéiere vun der Virfaart zeréckzeféieren. Bei dësem Accident goufen zwou Persounen liicht blesséiert.

Et sief dobäi ze betounen, dass net all Accident d'office dokumentéiert gëtt. Accidenter, bei deenen et glécklecherweis just zu Materialschued koom, ginn oft direkt vun de bedeelegte Persounen nach op der Plaz mëttelst dem „constat amiable d'accident automobile“ gekläert.

ad 2. Déi genannte Kräizung gëtt effektiv am Kader vun engem Projet nei amenagéiert. Dëse Projet ass noutweneg ginn, fir der urbanistescher a gewerblecher Entwécklung ronderëm de Rond-point an zu Wolz Rechnung ze droen an esou sécherstellen, dass d'Kräizung och an der Zukunft de méi héije Verkéier packt. Zousätzlech sinn nei Verbindungen am Vëlosnetz virgesinn.

Den detailléierte Virprojet (APD) befënnst sech an der Finaliséierungsphas. De Projet gesäit de Bau vun enger zweeter Bréck nieft der bestoender Bréck vir, souwéi d'Ariichte vun engem Kreesverkéier, fir d'Visibilitéit an d'Sécherheet op dëser Kräizung ze verbesseren.

Wann déi entsprechend Autorisatiounen virleien, ass virgesinn, am Joer 2028 mat der Ëmsetzung vum Projet unzefänken.

« Homejacking » | Question 4028 (04/05/2026) de M. André Bauler | M. Luc Emering (DP)

Homejacking ass ee kriminelle Phänomeen, deen sech an Europa an de leschte Jore weiderentwéckelt huet. Och hei zu Lëtzebuerg gouf et a gëtt et ëmmer nees där Fäll, wou Famillen oder Einzelpersonen geziilt an hirer Wunneng iwwerfall ginn. Rezent war dat nach den 22. Abrëll am Norde vun der Stad de Fall.

An deem Kader wollte mir dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll vun Homejacking gouf et bis ewell zanter 2019? Wat fir Persounen oder Famille si besonnesch viséiert?

2. A wéi ville Fäll vun Homejacking koume Persounen kierperlech zu Schued?

3. Wat fir Géigestänn goufen an deem Zesummenhang virun allem geklaut?

4. Gëtt et an der Police eng Berodungsstell, fir den Affer vun Homejacking psychologesch zur Säit ze stoen?

5. Iwwer wat fir eng Weeër sensibiliséiert d'Police d'Leit, déi éischter wéi anerer Affer vun Homejacking kéinte ginn a wat réit si hinne konkret, fir sech besser ze schützen?

Réponse (03/06/2026) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. De Begrëff „Homejacking“ existéiert net am Code pénal als eegestänneg juristesche Kategorie a gëtt deemno och net an den Datebanke vun der Police opgefouert.

Der Police hir Datebanke gesi folgend zwou Kategorien vir, déi der Fro vum honorabelen Deputéierten am nooste kommen: ↑

Am Zäitraum vun 2019 bis 2025 goufen national 229 Fäll an deenen zwou Kategorien statistesch festgehalen.

Spezifesch Zilgruppe ginn net erfaasst an Affer ginn net kategoriséiert.

ad 2. Am Zäitraum vun 2019 bis 2025 sinn a 14 Fäll kierperlech Verletzungen bei den Affer gemellt ginn, an der Moyenne also 2 Fäll d'Joer.

ad 3. Et ginn haaptsächlech Boergeld, Bijouen a Luxusueren, Handyen a Laptoppe geklaut. Autoen si méi seele viséiert.

ad 4. De Service national de prévention de la criminalité (SNPC) ass d'Berodungsstell vun der Police am Beräich Abrochpreventioun an allgemeiner Sécherheet vu Gebaier. No engem Abroch respektiv engem „Homejacking“ ginn déi betraffe Persounen vun der Police, déi d'Plainte op der Plaz opgeholl huet, informéiert an op dëse Service verwisen.

D'Demande fir eng Berodung, besonnesch bei Affer vun Abroch oder „Homejacking“, gëtt prioritär behandelt. Op der Plaz gëtt zesumme mat de betraffene Persounen d'Situatioun analyséiert an individuell Moosnamen zur Verbesserung vun der Sécherheet vum Wunnraum ausgeschafft, souwuel am Beräich vun der mechanescher Ofsécherung (Dieren, Fënsteren, Perimeeterschutz), wéi och am Beräich vun der technescher Ofsécherung (Alarmanlagen, Video-iwwerwaachung, Bewegungsmelder, Belichtung etc.). Parallell zur Berodung gëtt versicht, de Leit psychologesch Hëllefstellungen ze ginn, wéi si déi entsprechend Sécherheetesmesuren ëmsetze kënnen. D'Leit ginn och encouragéiert, sech bei Bedarf un eng professionell psychologesch Hëllef ze wenden, besonnesch wann si Affer vu Gewalt waren an en traumatischt Erleefnes haten.

Den SNPC kann zu all Moment preventiv a gratis ugefrot ginn.

ad 5. Affer oder potentiell Affer ginn net kategoriséiert. Den SNPC mécht Berodungen fir all Bierger op Demande a bitt zousätzlech gratis Formatiounen un am Beräich allgemeng Sécherheet fir Banken, Firmen, Administratiounen, Tankstelle-Bedreiwer, Ministèren, Schoulen a Gemengen.

Eng wichteg Recommandatioun, déi vun der Police ëmmer vermittelst gëtt, ass, net ze vill Informatiounen iwwer seng privat oder beruflech Situatioun op de soziale Meedien ze deelen. Nieft de mechanischen an techneschen Sécherheetesmesuren, fir selwer säin Doheem géint déi verschiddenst Formen vu Kriminalitéit ze schützen, spillt och d'Verhale vun de Leit eng wichteg Roll.

Ajustement des prestations en espèces pour aidants informels | Question 4029 (04/05/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro 3054 huet d'Regierung confirméiert, dass de reale Wäert vun de Geldleeschungen fir Aidants informels zanter 2018 ëm 15,9 % gesonk ass. Am selwechten Zäitraum ass d'Zuel vun de Leit, déi exklusiv vun engem Aidant informel betreit ginn, ëm 51 % agebrach. Dës zwee Fakten zesumme weisen eng kloer Tendenz: D'familiär Fleg doheem gëtt finanziell ëmmer méi onattraktiv, well d'Leeschungen mat de reellen Käschten net Schratt halen.

Dobäi kënnt, dass Lëtzebuerg – wou d'Liewenskäschte laut Eurostat (2024) 33 % iwwer dem EU-Duerchschnitt leien a sech ënner den dräi deierste Länner an der EU befënnst – Geldleeschungen ubitt, déi nominal mat deene vun Länner wéi Däitschland (max. 947 EUR/Mount) vergläichbar sinn, a real, wéinst der feelender Indexéierung, weider zrëckfalen. Et existéiert am selwechte Gesetz schonn e Mechanismus fir

d'Upassung vun de Sachleeschungen un d'Käschtenentwécklung (Art. 353). Dass dës Mechanismus net op d'Geldleeschungen vum Aidant ugewant gëtt, ass keng technesch Onméiglechkeet, mee eng politesch Wiel.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi justifiéiert d'Ministesch, dass d'Geldleeschungen fir Aidants informels zanter 2018 keng real Upassung un de Käschten- an Inflatiounstaux kruten, während d'Sachleeschungen fir professionell Déngscht-leeschter reegelméisseg ugepasst ginn?

2. Kann d'Ministesch eng detailléiert Berechnung virleeën, déi beweist, dass d'Netindexéierung budgetär sënnavoll ass – besonnesch am Hëlleck op d'Tatsaach, dass all Persoun, déi wéinst finanzieller Nout vun familiären Aidanten an e professionell Service wiesst, d'Fleegeversécherung e Villfacht méi kascht?

3. Wéi rechtfäerdegt d'Regierung de Vertrauensbroch vis-à-vis vun de Familljen, déi hir Versuergung doheem op Basis vun de gesetzlechen Versprieche vun 2018 opgebaut hunn?

4. Ass d'Ministesch bereet, en obligatoreschen Mechanismus anzeféieren, deen d'Geldleeschungen fir Aidants informels un d'Entwécklung vun de Liewenskäschten an d'Inflatioun bënnt?

Réponse (09/06/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Definitioun vum Aidant am Kader vun der Fleegeversécherung gëtt am Artikel 350 Paragraph 7 vum Code vun der sozialer Sécherheet präziséiert. Et ass de Beneficiaire, deen déi Persoun aus sengem Ëmfeld bestëmmt, déi him Hëllef soll. Dës Persoun, den Aidant, gëtt duerno vun der Administration d'évaluation et de contrôle (AEC) am Kader vun der Evaluation mat berücksichtegt, fir ze kucken, ob d'Hëllef an a Fleg doheem effektiv kënne garantéiert ginn.

D'Geldleeschungen am Kader vun der Fleegeversécherung ginn, geméiss dem Code vun der sozialer Sécherheet, dem Beneficiaire vun der Fleegeversécherung iwwerwisen an net dem Aidant.

Dës Geldleeschungen sinn deemno net als Salaire, Ersatzrevenu oder beruflech Remuneration vum Aidant geduecht.

ad 2. De Grondgedanke vum Gesetz läit doran, dass d'Geldleeschungen net als Ersatzrevenu fir den Aidant konzipéiert goufen. Si sinn eng Leeschung, déi dem Beneficiaire zugesprach gëtt, fir dass dësen, ënner bestëmmte Konditiounen, Hëllef an a Flegen duerch eng Persoun aus sengem privaten Ëmfeld organiséiere kann.

Dobäi besteet eng gewësse Balance: Engersäits soll de Beneficiaire d'Méiglechkeet hunn, säin Aidant selwer ze bestëmmen. Anerersäits ass et d'Aufgab vun der AEC, am Kader vun der Evaluation, ze iwwerpréieren, ob dës Persoun effektiv disponibel a capabel ass, déi néideg Hëllef an den Actes essentiels de la vie⁹ ze iwwerhuelen.

Dës Evaluatioun huet och eng Schutzfunctioun. Si soll verhënnern, dass d'Aidanten duerch eng

⁹ D'Actes essentiels de la vie couvrent d'Kierperhygiène, d'Eliminatioun, d'Ernährung, d'Kleeden an d'Mobilitéit a si laut Artikel 348 vum Code vun der sozialer Sécherheet: „1) dans le domaine de l'hygiène corporelle : les aides et soins visant à la propreté du corps ; 2) dans le domaine de l'élimination : les aides et soins visant à l'évacuation des déchets de l'organisme ; 3) dans le domaine de la nutrition : les aides et soins visant à l'assistance pour l'absorption de l'alimentation, l'hydratation et la nutrition entérale ; 4) dans le domaine de l'habillement : les aides et soins visant à s'habiller et à se déshabiller ; 5) dans le domaine de la mobilité : les aides et soins visant aux changements de position, aux déplacements et aux accès et sorties du logement.“

dauerhaft Iwwerbelaaschtung an eng Situatioun geroode, déi hir eege Gesondheet a Stabilitéit a Fro stellt. Eng professionell Prise en charge an d'Beelaaschtung vun engem familiären Aidant kënnen dofir net nëmme finanziell géinteneen ofgerechent ginn.

ad 3. De gesetzleche Kader vun der Fleegeversécherung geet éischter dovun aus, datt de Maintien à domicile duerch verschidde Forme vun Ennerstëtzung méiglech gemaach ka ginn. Dozou gehéieren engersäits déi informell Hëllef an dem Ëmfeld vum Beneficiaire, also Familljememberen oder nosterend Persounen, déi net am Kader vun der Fleegeversécherung unerkannt ginn. Anersäits kann de Beneficiaire eng Persoun als Aidant am Sënn vun der Fleegeversécherung bestëmmen.

Dës Persoun gëtt am Kader vun der Evaluatioun duerch d'AEC berücksichtegt, fir ze kucken, ob si disponibel a capabel ass, déi néideg Hëllef an den Actes essentiels de la vie ze assuréieren.

D'Geldleeschtunge ginn dobäi net dem Aidant selwer zougesprach, mee dem Beneficiaire. Si sollen et dem Beneficiaire erlaben, enner de Konditiounen vum Code vun der sozialer Sécherheet, e Bestanddeel vun de Sachleeschtungen duerch Hëllef an sengem privaten Ëmfeld ersetzen ze loosse. Si stellen awer keng berufflech Remuneratioun an och keen Ersatzrevenu fir den Aidant duer.

D'Prise en charge doheem baséiert och net eleng op der Roll vum Aidant. Si kann a soll duerch professionell Prestatairen ergänzt ginn. Ausserdem gesäit de Code vun der sozialer Sécherheet nieft de mënschlechen Hëllef an technesch Hëllefsmëttel an Adaptatiounen vun der Wunneng vir, fir de Maintien à domicile ze erliichteren.

Et kann dofir net vun engem Vertrauensbroch am Sënn vun engem net agehalene Verspriechechen un den Aidant geschwat ginn. D'Zil vum Gesetz ass et, de Beneficiaire am Maintien à domicile ze ennerstëtzen, ouni den Aidant an e beruffleche Statut oder an eng salariatänlech Situatioun ze setzen.

ad 4. Den Accord de coalition gesäit vir, datt d'Prise en charge vu Senioren, déi an engem familiären Ëmfeld versuergt ginn, soll weider ennerstëtzt ginn. D'Servicer vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet sinn aktuell mat enger Analys vun der Thematik befaasst, fir passend Mesuren auszeschaffen.

Inégalités entre prestations en nature et en espèces pour aidants informels | Question 4030 (04/05/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

De Code de la sécurité sociale behandelt d'mënschlech Aarbecht vum Aidant informel (Art. 354) a Material- bzw. Dëngschleeschtungen (Art. 353 an 356) grond-sätzlech anescht: Sachleeschtunge gi reegelméisseg un d'Käschtenentwécklung ugepasst, d'Geldleeschtunge fir den Aidant awer net. Dëst ass keng technesch Onméiglechkeet – de Mechanismus existéiert schonn am selwechte Gesetz – mee eng bewosst politesch Entscheedung. D'Ministesch huet an hirer Äntwert op d'Fro N° 3054 keng Begrënnung fir dës ongläich Behandlung geliiwert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi eng moralesch a rechtlech Begrënnung läit der Ongläichbehandlung vun de Geldleeschtunge fir den Aidant informel (Art. 354) am Verglach mat de Sachleeschtungen (Art. 353, 356) zugrond, déi reegelméisseg un d'Käschtenentwécklung ugepasst ginn?

2. Erkennt d'Ministesch un, datt dëst keng technesch Onméiglechkeet ass, mee eng bewosst politesch Wiel – a wa jo, wéi gëtt dës Wiel gerechtfäerdigt?

3. Den Text vum Art. 354 benotzt explizitt d'Verb remplacées fir d'Funktoun vun de Geldleeschtungen. Wéi ass d'Interpretatioun vun der Ministesch – datt d'Leeschtung keng Indemnité de remplacement wier – mat dësem Gesetzeswuertlaut kompatibel?

4. Gedenkt d'Ministesch, dës strukturell Ongläichbehandlung am Kader vun enger Gesetzesrevisioun ze korrigéieren?

Réponse (09/06/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Differenzéierung tëschent de Geldleeschtungen an de Sachleeschtungen berout op hirer ennerschiddlecher juristescher Natur am System vun der Fleegeversécherung.

D'Sachleeschtungen no den Artikelen 353 an 356 vum Code vun der sozialer Sécherheet betreffen Hëllef an Fleege, déi vu professionnelle Prestatairen am Kader vun engem konventionéierten a gereegelten Tariffsystem erbruecht ginn. Hir Upassung un d'Käschtenentwécklung hänkt deemno mat de Käschtestrukturen an de Bedéngunge vun der professioneller Prestatiounserbréngung zesummen.

D'Geldleeschtungen no Artikel 354 hunn eng aner Funktioun. Si ginn dem Beneficiaire vun der Fleegeversécherung zougesprach an net dem Aidant. Si erlaben dem Beneficiaire, enner de gesetzlech virgesinnene Konditiounen Hëllef an Fleege duerch eng Persoun aus sengem privaten Ëmfeld organiséieren ze kënnen. Si sinn awer net als Salaire, als Ersatzrevenu oder als berufflech Remuneratioun vum Aidant konzipiéiert.

ad 2. D'Fro vun enger Upassung vun de Geldleeschtungen ass eng Fro vun der Ausriichtung vum gesetzleche Kader vun der Fleegeversécherung.

Dëse Kader berout op dem Prinzip, datt d'Geldleeschtung net als Akommes, Salaire oder Ersatzrevenu fir den Aidant konzipiéiert ass. Si gëtt dem Beneficiaire zougesprach, fir him et ze erméiglechen, Hëllef an Fleege duerch eng Persoun aus sengem privaten Ëmfeld organiséieren ze kënnen.

Gläichzäiteg ass unerkannt, datt den Aidant, am Sënn vun der Fleegeversécherung, eng grouss Verantwortung iwwerhëlt, déi sech am Alldag dacks net op eenzel Akte limitéiert, mee eng dauerhaft Disponibilitéit an Opmierksamkeet verlaangt. Grad dowéinst gëtt den Aidant am Kader vun der Evaluatioun duerch d'AEC berücksichtegt. Dobäi gëtt gekuckt, ob hien disponibel ass an ob hie physisch, mental a psychosozial capabel ass, déi néideg Hëllef an den Actes essentiels de la vie ze assuréieren.

Dës Evaluatioun huet eng Schutzfunctioun. Si soll verhënnere, datt en Aidant duerch eng ze grouss oder dauerhaft Belaaschtung iwweruerdert gëtt. Dëse Schutz bedeit awer net, datt den Aidant an e beruffleche Statut gesat gëtt oder datt him e Revenu ausbezuelet gëtt.

ad 3. De Begrëff „remplacées“ bezitt sech op den Ersatz vun enger Modalitéit vun der Prise en charge duerch eng aner. Amplaz datt verschidden Hëllef direkt vun engem professioneller Service erbruecht ginn, kënnen se enner de gesetzlech virgesinnene Konditiounen duerch eng Geldleeschtung ersat ginn, déi dem Beneficiaire accordéiert gëtt.

Dëst bedeit awer net, datt den Aidant selwer Titulaire vun engem eegestännege Recht op eng „indemnité de remplacement“ gëtt. D'Leeschtung bleift juristesche Leeschtung zugonschte vum Beneficiaire vun der

Fleegeversécherung an net eng Leeschtung, déi dem Aidant als Salaire, Ersatzrevenu oder berufflech Remuneratioun zougesprach gëtt.

ad 4. Den Accord de coalition gesäit vir, datt d'Prise en charge vu Senioren, déi an engem familiären Ëmfeld versuergt ginn, soll weider ennerstëtzt ginn. D'Servicer vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet sinn aktuell mat enger Analys vun der Thematik befaasst, fir passend Mesuren auszeschaffen.

Baisse d'aidants informels depuis 2018 | Question 4031 (04/05/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

An hirer Äntwert op d'Fro N° 3054 huet d'Ministesch selwer zouginn, datt dem IGSS keng Donnéeën doriwwer virleien, firwat potenziell Aidants informels d'Roll net iwwerhuelen. Gläichzäiteg ass onbekannt, a wéi vill Fäll Familljememberen duerch déi nei Evaluatiounsreegele vun 2018 als Aidant ofgewise goufen. D'Regierung huet d'Leeschtungen real reduzéiert, d'Evaluatiounscritère verschäerft, an d'Zuel vun den Aidants ass ëm 51 % erofgaangen – ouni ze wëssen, wat d'Ursaache sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi kann d'Ministesch behapten, datt d'Evaluatiounsreegele vun 2018 d'Qualitéit vun der Prise en charge verbessert hunn, wann dem IGSS selwer keng Donnéeën doriwwer virleien, firwat d'Zuel vun den Aidants informels zanter 2018 ëm 51 % erofgaangen ass?

2. Wann d'Ministesch net weess, a wéi vill Fäll potenziell Aidanten duerch d'Evaluatiounsreegele vun 2018 ofgewise goufen, wéi kann si da behapten, datt déi nei Reegelen d'Qualitéit verbessert hunn ouni d'Zuel vun den Aidants strukturell ze reduzéieren?

3. Wéini gedenkt d'Ministesch déi néideg Studie beim IGSS a bei relevanten Acteuren an Opdrag ze ginn, fir dës Datelücken ze schléissen?

4. Sinn d'Conclusiounen aus de Berodunge mat de concernéierten Acteuren am Abrëll 2023 dem Parlament zougängelech? Wa jo, wou? Wann nee, firwat net?

Réponse (09/06/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. an 2. D'Zuelen, déi an der Question parlementaire benotzt ginn, si falsch interpretéiert ginn: d'Aidantë sinn zënter 2018 ëm 17 % an d'Luucht gaangen (cf. Statistiken aus der QP 3054).[†]

ad 3. Déi néideg Informatiounen dozou sinn am rezenten Cahier statistique vun der IGSS iwwert den Aidant ze fannen: Cahier statistique n° 24 – Inspection générale de la sécurité sociale – Le Gouvernement luxembourgeois[†].

ad 4. Conclusiounen kënnen eréischt erfollegen, wann d'Aarbechte vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ofgeschloss sinn an eng kohärent a komplett Synthese virliit.

Cybersécurité des communes suite aux cyberattaques à Differdange | Question 4033 (04/05/2026) de M. Marc Goergen (Piraten)

Een Artikel vum 29. Abrëll am „Tageblatt“ huet bericht, dass et am Abrëll zu enger Cyberattack op d'IT vun der Gemeng Déifferdeng koom. D'Sécherheitslück soll duerch ee Plug-in fir den Upload vun Dokumenter entstanen sinn. Ronn 5.000 E-Mail-Adresse kënte betraff sinn an et besteet d'Méiglechkeet, datt

och sensibel Donnéeën, wéi Kopie vu Carte-d'identité oder Bankverbindung consultéiert konnte ginn. D'CNPD gouf informéiert an déi betraffe Persounen sollen informéiert gi sinn. Gläichzäitig gouf betount, datt et kee Risiko an der IT-Sécherheet gëtt.

An deem Zusammenhang wëllt ech de Ministere fir den Interieur a fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wou genee waren déi betreffen Donnéeën gespäichert (z. B. op Servere vun der Gemeng, bei engem externen Déngschtleeschter, an der Cloud) a wéi war dës Infrastruktur organiséiert?

2. Wien hat Accès zu dësen Donnéeën (intern Services, extern Fournisseuren) a wéi war dës Accès gereegelt a gesécher?

3. Gräifen aner Gemengen, ewéi Déifferdeng, op déi selwecht Déngschtleeschter zeréck a goufen se vun der Cyberattack zu Déifferdeng a Kenntnis gesat?

4. Aus wéi enge Grënn gräifen d'Gemengen op privat Déngschtleeschter zeréck fir hir digital Plattformen, amplat op öffentlech oder interkommunal Strukturen wéi de SIGI?

5. Besteet eng national Reegel oder Recommandatioun vun de Ministère fir d'Benotzung vu staatlechen oder interkommunalen IT-Infrastrukturen, besonnesch wann et ëm d'Veearbechtung vu perséinlechen Donnéeën geet?

Réponse (20/05/2026) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 2. Dem Inneminister ass net bekannt, wéi déi betreffen Donnéeën gespäichert waren a wéi eng Persounen Accès zu dësen Donnéeën hatten. D'Gemengen sinn autonom an der Ausübung vun hire Missiounen, an dës gëllt och fir d'Digitaliséierung vun hiren Aktivitéiten wéi fir de Choix vun Outillen, déi dofir genotzt kënnen ginn.

ad 3. Dës ass dem Inneminister net bekannt.

ad 4. Ech verweisen op d'Antwort zur Fro 1.

ad 5. Et gëtt keng national Reegel oder Recommandatioun aus där eng Obligatioun fir d'Benotzung vu staatlechen oder interkommunalen IT-Infrastrukturen fir d'Gemengen ervirgeet.

Wat den Ëmgang mat perséinlechen Donnéeën ugeet, ënnerleien d'Gemengen och den Dispositiounen vum Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD). Dem Artikel 5 Paragraf 1 Punkt f) no muss d'Veearbechtung vu perséinlechen Donnéeën esou stattfannen, dass d'Sécherheet an d'Integritéit vun den Donnéeën assuréiert ass, domat keng onautoriséiert oder ongesetzlech Veearbechtung ka geschéien, souwéi och kee Verloscht, keng Vernichtung oder Beschädigung vun den Donnéeën¹⁰.

Position du Gouvernement luxembourgeois face aux développements récents liés au conflit entre les États-Unis, Israël et l'Iran | Question 4034 (04/05/2026) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Dans ses communications récentes, le Gouvernement luxembourgeois a surtout mis en avant sa vive

inquiétude face à l'escalade, la nécessité de préserver la stabilité régionale, la coordination avec les partenaires européens et régionaux, ainsi que le soutien aux efforts diplomatiques et à la désescalade.

Or, selon des informations relayées dans la presse, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a récemment déclaré que les Européens avaient « entendu » le message du Président américain Donald Trump au sujet du soutien attendu dans le contexte de la guerre avec l'Iran. Selon ces mêmes informations, plusieurs pays européens renforceraient déjà certaines formes de soutien logistique ou de préparation opérationnelle.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Le Gouvernement luxembourgeois considère-t-il que sa position actuelle face au conflit entre les États-Unis, Israël et l'Iran demeure inchangée, ou estime-t-il qu'une évolution de la position européenne pourrait également conduire à une évolution de la position luxembourgeoise ?

2) Comment le Gouvernement interprète-t-il les déclarations récentes du secrétaire général de l'OTAN selon lesquelles les Européens auraient « entendu » le message du Président américain Donald Trump ? Le Gouvernement luxembourgeois estime-t-il que ces déclarations impliquent, pour le Luxembourg, une attente accrue en matière de soutien logistique, politique ou autre dans ce contexte ?

3) Le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il, directement ou indirectement, une quelconque forme de soutien supplémentaire dans ce contexte, notamment sur le plan logistique, infrastructurel ou politique ? Dans la négative, le Gouvernement peut-il confirmer qu'aucune évolution en ce sens n'est actuellement envisagée ?

Réponse (26/05/2026) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense

ad 1) La position du Gouvernement concernant le conflit entre les États-Unis, Israël et l'Iran reste inchangée.

ad 2) Non.

ad 3) À ce stade, le Gouvernement n'envisage pas d'apporter un soutien supplémentaire.

Critères concernant l'adéquation entre la composition du ménage et le logement occupé | Question 4036 (05/05/2026) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Le règlement grand-ducal du 13 octobre 2023 relatif à la location de logements destinés à la location abordable, pris en exécution de la loi relative au logement abordable, prévoit en son article 4 des critères précis concernant l'adéquation entre la composition de la communauté domestique et la typologie du logement, notamment en ce qui concerne le nombre de chambres à coucher.

Dans un contexte de pénurie persistante de logements, et plus particulièrement de logements abordables, plusieurs acteurs de terrain font état de difficultés rencontrées par certains ménages pour accéder à un logement répondant strictement à ces critères, en particulier pour les familles nombreuses ou les ménages vivant déjà dans des conditions précaires.

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il d'une première évaluation de l'application de l'article 4 du règlement grand-ducal précité depuis son entrée en vigueur, notamment en ce qui concerne son impact sur l'accès effectif des ménages à des logements abordables ?

2) Monsieur le Ministre a-t-il été saisi de situations dans lesquelles des ménages se sont vu refuser l'accès à un logement abordable en raison d'une inadéquation stricte entre la composition du ménage et la typologie du logement ?

3) Monsieur le Ministre estime-t-il que les critères actuellement en vigueur permettent de concilier de manière adéquate les objectifs de qualité de logement et la nécessité de loger un maximum de ménages dans un contexte de pénurie ?

4) Des marges de flexibilité ou des dérogations sont-elles prévues ou envisagées dans l'application de ces critères, notamment pour des situations d'urgence ou de précarité avérée ?

5) Monsieur le Ministre envisage-t-il, à la lumière des premières expériences de mise en œuvre, une adaptation ou une réévaluation de ces dispositions ?

Réponse (27/05/2026) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) En réponse à la première question de l'honorable Député Monsieur Dan Biancalana, il est souligné qu'une première évaluation de ces dispositions est envisagée suite à l'analyse des données statistiques issues du Registre national des logements abordables (ci-après le « RENLA »).

En place depuis le 1^{er} janvier 2026 seulement, celui-ci constitue un instrument stratégique pour mieux comprendre et anticiper les besoins réels en logements abordables au Luxembourg, notamment en termes de typologie, permettant ainsi de développer des solutions de logements adaptées à l'évolution de la population.

Actuellement, toute nouvelle attribution d'un logement destiné à la location abordable est effectuée en application de l'article 4 du règlement grand-ducal du 13 octobre 2023 relatif à la location de logements destinés à la location abordable prévue par la loi relative au logement abordable (ci-après le « règlement »). Si la taille de la communauté domestique du locataire ne correspond pas à la typologie du logement, au sens de l'article 4, alinéa 1^{er} du règlement, l'article 67 de la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable (ci-après la « loi ») permet au locataire d'être relogé par son bailleur social.

ad 2) Le Département du logement du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire a été saisi d'une situation précise concernant le cas d'une famille nombreuse pour laquelle il est difficile de trouver un logement dont la typologie correspond à la taille de sa communauté domestique.

Il est souligné que le seuil d'âge prévu à l'article 4 du règlement est actuellement fixé à 12 ans, âge au-delà duquel chaque personne doit disposer de sa propre chambre dans un logement destiné à la location abordable. Toutefois, si ce seuil était relevé, une telle modification ne permettrait pas, à elle seule, de répondre aux difficultés constatées.

ad 3) Les critères prévus par le règlement furent adoptés dans un souci de conciliation de deux objectifs essentiels, à savoir celui de garantir des logements de qualité, d'une part, et la nécessité de loger un maximum de ménages afin de tenir pleinement compte de la pénurie de logements, d'autre part.

En ce qui concerne plus particulièrement la règle prévue à l'article 4, alinéa 1^{er}, point 1^o, disposant que

¹⁰ Article 5. Principes relatifs au traitement des données à caractère personnel

1. Les données à caractère personnel doivent être : [...] ; f) traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées (intégrité et confidentialité) ; [...].

chaque personne âgée de douze ans ou plus, ou chaque couple doit disposer de sa propre chambre, il a été recherché un juste équilibre entre les besoins croissants d'intimité des jeunes entrant dans la puberté, et l'insuffisance de l'offre face à la demande en logements abordables.

ad 4) Il est mis en exergue que les modifications proposées par le projet de loi n° 8535 précité relatif à la loi apportent davantage de précisions quant au délai dont dispose le bailleur social dans le cadre d'un relogement d'un locataire dont la communauté domestique ne correspond plus à la typologie de son logement. Ainsi, en cas de suroccupation de celui-ci, le bailleur social disposera d'un délai de 3 ans pour reloger le locataire, sauf dans le cas de motifs légitimes, liés notamment à l'état de santé des membres de la communauté domestique du locataire et dûment constatés par la commission consultative en matière de logement abordable.

Le même projet de loi prévoit d'ailleurs que si le bailleur social ne dispose pas de logement correspondant à la typologie du ménage de la communauté domestique dans son parc immobilier, il peut proposer un relogement dans un logement adéquat faisant partie du parc immobilier d'un autre bailleur social.

ad 5) À la suite de l'analyse des données statistiques engendrées par le RENLA, une évaluation du parc immobilier actuel et des besoins en matière de logement abordable est envisagée. Ces données permettront d'obtenir une vue d'ensemble des logements abordables existants – notamment en termes de typologie, de répartition géographique et de taux d'occupation – d'une part, et des besoins réels des ménages, d'autre part, et conduiront, in fine, à une meilleure planification des projets de réalisation de logements abordables.

Élaboration d'une loi « santé publique » | Question 4037 (05/05/2026) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

En date du 2 mai 2024, la Chambre des Députés a adopté à l'unanimité une motion invitant le Gouvernement à élaborer une loi « santé publique », prenant notamment en compte l'analyse de l'ensemble des mesures mises en œuvre pour lutter contre la propagation du virus du Covid-19, y compris les confinements, les restrictions de voyage, les campagnes de vaccination ainsi que l'impact sociétal de ces mesures.

Lors de la réunion de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale du 12 juin 2024, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a réaffirmé son intention de mettre en œuvre cette motion dans les mois à venir. Lors de la réunion du 26 février 2025 de cette même commission, elle a indiqué qu'un avant-projet de loi était en cours d'élaboration.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Quel est l'état d'avancement actuel de l'élaboration du projet de loi « santé publique » que le Gouvernement actuel avait annoncé comme alternative à une loi « pandémie » ?
- 2) Madame la Ministre peut-elle fournir des informations plus détaillées sur les travaux en cours, notamment quant à l'orientation générale et aux grandes lignes du projet de loi, ainsi qu'indiquer une date prévisionnelle pour le dépôt du projet de loi à la Chambre des Députés ?
- 3) L'analyse des mesures mises en œuvre pour lutter contre la propagation du virus du Covid-19, y compris

les confinements, les restrictions de voyage, les campagnes de vaccination ainsi que l'impact sociétal de ces mesures, est-elle entre-temps disponible et, dans la négative, quelles sont les raisons de ce retard ?

Réponse (29/05/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

L'avant-projet de loi relatif à la santé publique est actuellement à un stade avancé de préparation au sein du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. Les travaux de rédaction se poursuivent, parallèlement aux consultations techniques et interministérielles menées avec les acteurs et experts concernés.

L'avant-projet de loi précité vise notamment à renforcer et moderniser le cadre juridique applicable à la surveillance et à la gestion des risques sanitaires, en tenant compte des enseignements tirés de la pandémie de Covid-19, des évaluations réalisées dans le cadre européen ainsi que des développements récents aux niveaux européen et international, notamment dans une approche « One Health ».

Les travaux portent notamment sur des questions relatives aux registres de santé publique, aux systèmes de surveillance en santé publique, à la gestion des épidémies ainsi qu'au renforcement de la coopération intersectorielle dans le domaine des risques sanitaires.

Le projet entend également répondre à certains besoins identifiés en matière de santé publique, notamment à travers le développement de registres de santé publique, y compris dans le domaine des maladies rares conformément à l'accord de coalition.

Sous réserve de l'aboutissement des consultations en cours, le texte de l'avant-projet de loi pourrait être soumis au Conseil de Gouvernement au dernier trimestre de cette année.

L'analyse des mesures mises en œuvre a été réalisée de façon indépendante par un certain nombre d'acteurs, dont l'OCDE et l'OMS. L'exposé des motifs relatif à l'avant-projet de loi contiendra les raisons et aboutissants de ces analyses à la lumière des dispositions retenues.

Différence de traitement en matière de densité entre promoteurs privés et publics | Question 4038 (05/05/2026) de M. Yves Cruchten | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Dans un récent entretien avec l'hebdomadaire « Lëtzeburger Land », le directeur de la Société nationale des habitations à bon marché s'est plaint du fait que souvent, les promoteurs privés obtiennent des densités plus élevées que les promoteurs publics.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Le Gouvernement peut-il confirmer cette différence de traitement en matière de densité entre promoteurs privés et publics ?
- 2) Le cas échéant, quelles en sont les raisons précises ?
- 3) Existe-t-il des directives ou pratiques au niveau communal ou national qui expliqueraient cette situation ?
- 4) Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre afin de garantir une égalité de traitement entre les différents acteurs du logement, notamment dans un contexte de pénurie de logements abordables ?

5) Le Gouvernement envisage-t-il d'adapter le cadre légal ou réglementaire afin de faciliter la réalisation de projets à plus forte densité par les promoteurs publics ?

Réponse (22/05/2026) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Le Gouvernement ne peut pas confirmer l'existence d'une différence de traitement de principe entre promoteurs publics et promoteurs privés en matière de densité de construction.

En effet, les projets d'aménagement général et particulier soumis par les communes et les initiateurs de projets doivent respecter les exigences prévues par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, et notamment les objectifs énoncés à son article 2.

Conformément à cet article, les communes ont pour mission de garantir le respect de l'intérêt général en assurant à la population des conditions de vie optimales à travers une mise en valeur harmonieuse et un développement durable du territoire communal. Cela implique notamment :

- une utilisation rationnelle du sol et de l'espace tant urbain que rural ;
- un développement harmonieux des structures urbaines et rurales ;
- le développement d'une mixité et d'une densification permettant d'améliorer à la fois la qualité de vie de la population et la qualité urbanistique des localités ;
- ainsi que le respect du patrimoine culturel et d'un niveau élevé de protection de l'environnement naturel et du paysage.

Les projets sont examinés dans le cadre des procédures légales applicables et font l'objet d'un contrôle de légalité sur base des dossiers soumis à la Commission d'aménagement ainsi qu'à l'approbation ministérielle.

À cet égard, tant la Commission d'aménagement que le Ministre des Affaires intérieures vérifient la conformité et la compatibilité des projets avec les objectifs énoncés à l'article 2 de la loi précitée.

Le caractère public ou privé du terrain, respectivement la qualité publique ou privée du propriétaire ou du promoteur, ne constitue pas un critère pertinent en matière d'urbanisme.

L'appréciation de la densité d'un projet résulte au contraire d'une analyse globale tenant compte notamment :

- des caractéristiques urbanistiques, environnementales et fonctionnelles du site concerné ;
- du statut de la localité concernée au regard des objectifs de développement territorial définis par les instruments de l'aménagement du territoire pris en exécution de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire ;
- des contraintes en matière d'accessibilité, de mobilité ou de topographie ;
- de l'intégration du projet dans les structures urbaines existantes.

Chaque projet présente ainsi des spécificités propres pouvant conduire à des solutions différentes indépendamment du statut du promoteur.

Les projets portés par des acteurs publics sont, à l'instar de ceux des acteurs privés, développés et examinés dans le cadre des procédures légales existantes et en collaboration avec les communes.

Le Gouvernement n'a pas connaissance de directives nationales ou de pratiques institutionnalisées imposant ou favorisant des densités différenciées selon la nature publique ou privée du promoteur.

ad 2) Il est renvoyé à la réponse apportée à la question 1.

ad 3) Il est renvoyé à la réponse apportée à la question 1.

ad 4) Il est renvoyé à la réponse apportée à la question 1.

ad 5) La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain prévoit déjà, à travers son article 29bis, un mécanisme de densification applicable à certains projets de logement comportant des logements abordables.

À cet égard, l'article 29bis prévoit une augmentation du degré d'utilisation du sol pour les projets de plans d'aménagement particulier « nouveau quartier » soumis à des obligations de création de logements abordables. Dans ce contexte, le coefficient d'utilisation du sol destiné exclusivement au logement est augmenté de 10 pour cent. En outre, les dispositions du Plan d'aménagement général relatives à la densité de logement, au nombre de logements admis par immeuble ainsi qu'au nombre de logements à réaliser sous forme de maisons unifamiliales ne s'appliquent pas aux logements abordables réalisés dans le cadre de l'article 29bis.

Ces dispositions ont précisément pour objectif de permettre une densification accrue et une utilisation plus efficiente du potentiel constructible, tout en favorisant la création de logements abordables et une meilleure mixité sociale dans les nouveaux quartiers.

Le mécanisme prévu à l'article 29bis ne bénéficie d'ailleurs pas exclusivement aux promoteurs publics, mais s'applique de manière générale aux projets concernés par cette disposition légale.

Il permet toutefois aux communes, à l'État ainsi qu'aux autres promoteurs publics d'accroître de manière significative le parc de logements abordables.

Par ailleurs, les récentes modifications législatives relatives à l'article 29bis ont encore renforcé cette logique de densification maîtrisée.

Ainsi, les nouvelles dispositions applicables à partir du 1^{er} janvier 2026 visent notamment à généraliser le principe de l'augmentation du potentiel constructible, à ne plus appliquer certaines règles de densité du plan d'aménagement général aux logements abordables concernés ainsi qu'à introduire davantage de flexibilité en matière de stationnement, moyennant un concept de mobilité adapté.

Accès à la plateforme « eduAccueil » | Question 4040 (05/05/2026) de M. Ricardo Marques (CSV)

Et ass mir zougedroe ginn, datt verschidde Leit, déi zanter ville jore benevole fir ASBLen am Beräich vun der Kannerbetreierungsstruktur aktiv sinn, Schwierigkeiten hunn, op d'Plattform „eduAccueil“ zouzegegräifen, fir Dokumenter anzereeche an déi néideg Ennerschrëften am Kader vun hire Flichten ze erleedegen.

Den Accès op dës Plattform ass an der Praxis nëmme méiglech wann een iwwert e „LuxTrust Mobile“ oder de „LuxTrust Scan“ verfüügt. Déi betraffe Persounen verfüegen awer nëmmen iwwert eng „LuxTrust SmartCard“ an hu keen Accès op déi aner zwou genannten Optiounen. Dëst bréngt fir si, an hirem fräiwëllegen ASBL-Engagement, Schwierigkeiten, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen.

D'Digitaliséierung vun administrativen Demarchen ass grondsätzlech ze begrëssen, well si Prozedure méi effizient a méi séier maache kann. Si dierf awer net dozou féieren, datt Benevoller oder Responsabeler vun Associatiounen an hire fräiwëlleger Aarbecht ausgeschloss ginn.

An deem Kontext wëllt ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt den Accès op d'Plattform „eduAccueil“ aktuell d'Benotze vu „LuxTrust Mobile“ oder vu „LuxTrust Scan“ viraussetzt?

2. Aus wéi enge Grënn ass d'LuxTrust SmartCard net virgesinn, fir kënnen op d'Plattform „eduAccueil“ zeréckzegegräifen?

3. Wéi eng alternativ Léisunge si virgesi fir Persounen, déi kee „LuxTrust Mobile“ oder de „LuxTrust Scan“ hunn?

4. Wat ass déi gesetzlech respektiv reglementaresh Basis, déi den Accès op „LuxTrust Mobile“ oder op „LuxTrust Scan“ als Viraussetzung fir administrativ Demarchen am Beräich vun der Kannerbetreierungsstruktur virgesäit?

5. Wéi vill Reklamatiounen oder Ufroer fir Hëllef am Zesummenhang mam Accès op „eduAccueil“ goufen zanter der Aféierung vun dëser Plattform enregistriert?

6. Wéi sinn déi eenzel Strukturen, Trägeren an déi kleng ASBLen iwwert dës Prozeduren a Viraussetzungen am Zesummenhang mam „eduAccueil“ informéiert ginn?

Réponse (28/05/2026) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Accès op d'Plattform eduAccueil erfuerdert eng Authentifikatioun iwwer LuxTrust. Dobäi kënnen all Standard-LuxTrust-Produite benotzt ginn, dorënner LuxTrust Mobile an d'LuxTrust SmartCard. Op LuxTrust Scan kann een och zeréckgegräifen, wann ee kee Smartphone a keng LuxTrust-Kaart huet.

ad 2. D'LuxTrust SmartCard ass vollstänneg kompatibel mat der Plattform eduAccueil. Et gëtt also kee funktionellen Ausschluss vun dëser Authentifikationsmethod.

ad 3. LuxTrust SmartCard a LuxTrust Mobile kënnen benotzt ginn. Zousätzlech gëtt aktuell, an Zesummenaarbecht mam CTIE, u weideren Authentifikationsmethoden (z. B. eIDAS) geschafft.

ad 4. D'Benotze vu LuxTrust als Authentifikationsmëttel baséiert op de generelle staatleche Prinzippe fir eng sécher elektronesch Identifikatioun am Kader vun digitalen administrativen Demarchen.

Dëst garantéiert:

- eng zuverlässeg Identifikatioun vun de Benotzer;
- d'Rechtsgültigkeet vun den Demarchen;
- an de Schutz vu sensibelen Donnéeën.

Dës Approche entsprécht den nationale wéi och europäesche Kaderen am Beräich vun der digitaler Identitéit.

ad 5. Am Kader vum Start vun der Plattform eduAccueil am Juni 2025, a besonnesch am Kader vun der Agreement-Prozedur, goufen 308 Ennerstëtzungsfroen iwwer eisen OTRS-System (Open Ticket Request System) registréiert. Aktuell kann awer net genau gesot ginn, wéi vill vun dësen Ufroer sech spezifesch op Accès-Problemer bezunn hunn.

Zousätzlech goufen zanter dem Start vum Journal de bord iwwer eduAccueil de 27. Abrëll 2026 insgesamt

72 Ufroen enregistriert. Dës Ufroer waren haapt-sächlech prozeduraler Natur (zum Beispill betreffend d'Vergab vun Accèsen), si waren allgemeng séier ze behandelen a stoungen net a Verbindung mat technesche Problemer. An engem limitéierte Krees vu Fäll (sechs) gouf och nogefrot, ob d'Benotzung vu LuxTrust obligatoresch ass.

ad 6. D'Strukturen, d'Träger an och déi kleng ASBLen goufen iwwert d'Prozeduren an d'Viraussetzungen am Zesummenhang mam eduAccueil schrëftlech informéiert. Fir d'Erënnung: D'Plattform eduAccueil ass zanter dem 3.6.2025 fir d'Träger fir d'Prozedur am Kontext vun der Demande d'agrément mat LuxTrust accessibel.

D'Informatioun gouf iwwert de Ministère un all Bildungs- a Betreierungsstrukturen esouwéi un d'Träger verdeelt.

Konkreet goufen d'Strukturen an d'Träger follgendermoossen informéiert:

– D'Strukturen goufen op dräi Geleeënheete virum Start (Januar, Mäerz an Abrëll 2026) schrëftlech vum Ministère informéiert.

– Eng Informatiounssessioun (Videokonferenz) ass um Dag vun der Aktivatioun organiséiert ginn, un där ronn 270 Participanten deelgeholl hunn.

– D'Träger goufen och schrëftlech informéiert, wéi si hirem Personal Zougang zu der Plattform kënnen ginn.

Zousätzlech sinn all relevant Informatiounen och op der Internetsäit (www.enfancejeunesse.lu) vum Ministère zur Verfügung gestallt ginn.

D'Aféierung vun der Digitaliséierung vun de Prozeduren ronderëm den Agrément ass am Kader vun engem partizipative Prozess ëmgesat ginn. An dësem Kontext gouf en Aarbechtsgrupp mat den Träger an d'Liewe geruff, an deem Verrieder vun der FEDAS, der FELSEA an dem Syvicol vertruete waren. Dës Acteuren hunn aktiv an der Entwécklung matgeschafft an och un zwee Testdeeg virum offizielle Start vun der Plattform eduAccueil deelgeholl.

Fir d'Begleedung beim Start vun der Plattform ze garantéieren, gouf och en Ticketing-System ageriicht, deen et erlaabt, séier an effikass op Froen ze reagéieren, déi am Kader vum Start vun esou enger Plattform kënnen opkommen.

Déi digital Versioun vum Journal de bord ass näischt Neies. Si ass einfach an der Plattform eduAccueil integréiert ginn, mam Zil, en eenheetleche Portal fir all Demarchen ze schaffen.

Am Beräich vum Journal de bord kënnen d'Strukturen aktuell nach ëmmer d'Pabeierform benotzen. Am Kader vum „système de développement de la qualité“ huet dës Plattform d'Zil, de Professionellen um Terrain eng digital Toolbox zur Verfügung ze stellen, déi si bei enger kontinuierlecher Qualitéitsentwécklung ënnerstëtzt an hinne verschidde praktesch Instrumenter fräi accessibel mécht.

Gläichzäiteg ass et awer d'Zil, datt d'Notzung vun der Plattform eduAccueil op Dauer zur gängeger Praxis gëtt. Fir dat ze erreechen, wäert de Ministère weider sensibiliséieren an aktiv d'Benotzung vun der Plattform förderen, an den Terrain ëmmer nees aktiv an e Consultatiounsprozess mat abannen.

D'Digitaliséierung erlaabt eng méi effizient Gestéioun an eng verbessert Sécherheet vun den Donnéeën.

Risques pour la santé des personnes habitant près d'une centrale nucléaire | Question 4041 (05/05/2026) de Mme Joëlle Welfring | Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Selon les résultats d'une étude publiée le 23 février 2026 et menée par la Harvard School of Public Health, la mortalité liée au cancer était plus élevée dans les régions localisées plus à proximité de centrales nucléaires. Les résultats de l'étude suggèrent donc que le fait d'habiter près d'une centrale nucléaire engendre un risque mesurable de cancer qui diminue avec la distance. Selon les auteurs de l'étude, ces résultats sont en ligne avec d'autres études similaires déjà menées.

Notons que les 4 et 5 juin prochains se tiendra un exercice nucléaire mené par les autorités françaises et qui a notamment comme objectif de tester la sûreté de la centrale nucléaire de Cattenom en situation accidentelle. Un des objectifs consiste à fluidifier l'échange d'informations avec les pays frontaliers.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Dans quelle mesure le Gouvernement est-il impliqué dans l'exercice nucléaire concernant la centrale de Cattenom qui aura lieu en juin prochain ?

2) Les données du Registre national du cancer permettent-elles de mettre en évidence une corrélation entre l'incidence ou la mortalité liée au cancer et la proximité notamment avec la centrale nucléaire de Cattenom ?

3) Compte tenu des résultats de l'étude précitée et afin de promouvoir la santé publique, le Gouvernement envisage-t-il faire des efforts afin qu'une étude similaire à celle mentionnée ci-avant soit réalisée pour le Luxembourg voire la région transfrontalière à proximité de la centrale nucléaire de Cattenom ? Le Gouvernement prendra-t-il contact avec les pays voisins concernés en ce sens ? Dans l'affirmative, endéans quel délai et à quel niveau le fera-t-il ?

Réponse (02/06/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1) Les 4 et 5 juin 2026, un exercice d'urgence nucléaire sera organisé par les autorités françaises autour de la centrale nucléaire de Cattenom. Cet exercice, sous forme d'exercice de table, vise à tester la préparation et la coordination des acteurs en situation de crise nucléaire. Il mobilisera de nombreuses parties prenantes en France ainsi que dans les pays voisins, notamment le Luxembourg et l'Allemagne (Rhénanie-Palatinat et Sarre), afin de renforcer la coopération transfrontalière.

Le scénario, qui restera confidentiel jusqu'au déclenchement de l'exercice, simulera une situation de menace liée à un incident technique susceptible d'entraîner une émission de radioactivité.

Dans ce cadre, le Luxembourg activera ses structures nationales de gestion de crise dès le début de l'exercice :

1. une Cellule d'évaluation radiologique (CER) sera chargée de l'analyse technique de la situation ;
2. une Cellule de crise (CC), réunie au Centre national de crise (HCPN) coordonnera la prise de décision ;
3. une Cellule communication et information (CCI) va tester l'information du public et la cohérence des messages ;
4. un agent de liaison sera déployé à Metz, afin de faciliter la communication avec les autorités françaises.

Des échanges réguliers, notamment par visioconférence, permettront d'assurer une coordination étroite avec les autorités françaises et les autres partenaires internationaux.

La Division de la radioprotection participera dans la cellule d'évaluation radiologique.

ad 2) Le Registre national du cancer (RNC) est un recueil continu, systématique, exhaustif et non redondant de données sur tous les nouveaux cas de cancer survenant dans la population résidant au Luxembourg. Ses données collectées et ses résultats sont alignés aux recommandations de l'OMS et du Réseau européen des registres du cancer (ENCR).

Les données collectées par la RNC ne permettent pas de répondre à cette question spécifique. Plusieurs limites méthodologiques, statistiques et réglementaires expliquent cette situation. D'une part, la taille relativement restreinte de la population luxembourgeoise limite fortement la puissance statistique nécessaire pour détecter d'éventuelles variations d'incidence, en particulier pour les cancers rares. À cet égard, les auteurs de l'étude mentionnée soulignent eux-mêmes que les analyses portant sur une seule installation ou sur une zone géographique limitée peuvent ne pas disposer d'un nombre de cas suffisant pour mettre en évidence des associations statistiquement significatives¹¹.

D'autre part, l'exploitation des données géographiques à un niveau territorial fin doit respecter les exigences applicables en matière de protection des données personnelles et de confidentialité des données de santé, conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD). Dans un contexte de faibles effectifs, notamment pour certaines pathologies rares, une analyse détaillée à l'échelle communale pourrait entraîner un risque de réidentification indirecte des personnes concernées, ce qui limite la diffusion et l'exploitation de telles données.

Enfin, l'étude citée repose sur l'analyse de populations très larges, ce qui lui confère une puissance statistique nettement supérieure à celle qui pourrait être obtenue dans le cadre d'une analyse limitée au territoire luxembourgeois ou à une seule installation nucléaire. Dans ce contexte, la réalisation d'analyses épidémiologiques spécifiques autour d'un site isolé tel que Cattenom ne permettrait pas de tirer des conclusions scientifiquement robustes quant à l'existence d'un lien entre proximité géographique et risque de cancer.

ad 3) Il convient de mentionner que de nombreuses études se sont déjà penchées sur cette thématique. Certaines ont mis en évidence des associations statistiques entre la proximité de centrales nucléaires et certains types de cancers, tandis que d'autres n'ont pas observé de résultats concluants ou statistiquement significatifs.

La communauté scientifique discute activement des études actuellement en cours et des méthodologies y associées. La Division de la radioprotection suit ces discussions avec attention.

Comme évoqué au point 2, la réalisation d'une étude épidémiologique portant uniquement sur la proximité d'une centrale isolée, telle que Cattenom, soulève des limites méthodologiques et statistiques importantes.

Mise en place d'un système de rappel de produits |
Question 4042 (05/05/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Sécherheet vu Liewensmëttelprodukter, déi speziell fir déi vulnerabelst Membere vun eiser Gesellschaft – Bëbeeën a Klengkanner – bestëmmt sinn,

¹¹ Alwadi, Y., Alahmad, B., Vieira, C.L.Z. et al. National analysis of cancer mortality and proximity to nuclear power plants in the United States. Nat Commun 17, 1560 (2026).

muss déi héchste Prioritéit genéissen. De rezenten internationale Réckruff vu Bëbeemëllech weinst Kontaminatioun huet weesentlech Schwächen am Lëtzebuerger Informatiounssystem opgedeckt: obwuel eng potentiell Gefor vun Hiersteller selwer gemellt gouf, ass tëscht dësem Moment an der Reaktioun vun de Lëtzebuerger Autoritéite wäertvoll Zäit verluer gaangen.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Existéiert zu Lëtzebuerg e System, vergläichbar mam franséischen DGS-Urgent vum Ministère de la Santé, deen et erlaabt, Gesondheetsprofessioneller automatesch iwwert dréngend Liewensmëttelscherheetsrisiken ze informéieren? Wa jo, gouf dëse System am Januar 2025 am Kader vum Réckruff aktivéiert? Wann nee, firwat net, a gedenkt d'Regierung, esou een anzeféieren?

2. A Frankräich goufe vum Ministère de la Santé am Januar zwou DGS-Urgent-Noriichten un d'Gesondheetsprofessioneller geschéckt: eng mat enger Opfuerderung, all bedenklech Symptomer no dem Konsum vun de betraffene Produkter den Autoritéiten ze melden, an eng mat konkreeten Informatiounen zu Symptomer a Rekommandatiounen fir Dokter an Familien. Huet eng lëtzebuergesch Behörde vergläichbar Messagen u Gesondheetsprofessioneller – besonnesch un Hiewammen a Pédierer – verschéckt? Wa jo, wéini, a mat wéi engem Inhalt? Wann nee, firwat net?

3. Gouf zu Lëtzebuerg eng Opfuerderung un d'Gesondheetsprofessioneller erausginn, Fäll vu méiglecher Kontaminatioun ze mellen, fir eng epidemiologesch Iwwerwaachung ze garantéieren?

4. Wéi gouf d'Effikassitéit vum Réckruff un de verschiddene Verkaufspunkten zu Lëtzebuerg kontrolléiert? Wéi eng Verkaufspunkte goufen iwwerpréift, a wéi vill Produkter aus de betraffene Chargé goufen nach am Handel fonnt?

Réponse (08/06/2026) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Zu Lëtzebuerg gëtt et kee System, dee vergläichbar ass mam franséischen DGS-Urgent. D'Kommunikatioun tëscht den Dokter an der Gesondheetsdirektioun leeft iwwer eng schrëftlech Note.

ad 2. bis 4. Déi dräi grouss Grossiste goufe kontrolléiert, fir ze iwwerpréieren, ob hire Réckruff bei den Apdikte funktionéiert a wéi si dës Réckruff organiséiert hunn. D'Apdikte goufe vun den dräi Grossisten informéiert, déi concernéiert Produiten net méi ze verkafen an déi betraffe Chargen un d'Grossisten zeréckzeschécken. Well d'Apdikten dacks just eng Dous jee no Nofro bei de Grossiste bestellen an dës zweemol den Dag kënnen beliwwert ginn, halen si normalerweise kee grouss Stock vun esou Produiten.

An de Verkaufspunkte selwer gouf keng physisch Kontroll duerchgefouert. Et goufen awer 35 Prouwen op néng verschiddene Verkaufspunkte geholl, dorënner eng Kéier bei engem vun den dräi Grossisten. Déi 35 Prouwen hu verschidde Marken ofgedeckt, souwuel concernéiert Marken (awer net déi betraffe Chargen) wéi och Marken, déi net concernéiert waren.

Vun de 35 analyséierte Prouwen ass eng positiv ausgefall. Dës gouf direkt vun der Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) aus dem Verkéier gezunn an déi Informatioun gouf duerno och am „interactive Rapid Alert System for Food and Feed“ (IRASFF) agedroen.

Législation relative aux sprays contre les agressions | Question 4043 (05/05/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

An Holland erlieft de sougenannte „Schlumpf-Spray“ – eng Dous mat bloem Liewensmëttelfaarfstoff, déi beim Versprëtzen opschäimt an dem Ugräifer kuerz d'Siicht hält, während d'Faarf bis zu dräi Deeg op Haut a Kleeder hänkebleift – zënter dem Mord un engem 17-järegem Meedchen zu Amsterdam am August 2025 eng enorm Nofro. Zu Lëtzebuerg – wéi och an Holland, der Belsch an an Dänemark – falen de Pefferspray oder aner Tréinegas-Sprayen ënner d'Kategorie vun den illegale Waffen, wou de Besëtzer mat enger Geldstraf vu 25.001 bis 500.000 Euro oder enger Prisongsstraf vun 3 bis 8 Joer bestrooft ka ginn.

Dëst huet an Holland dozou gefouert, datt vill Leit, besonnesch Fraen, no legale Selbstverteidigungs-alternativen sichen – an zum Schlumpf-Spray gräifen, well dës keng reizend Stoffer enthält a rechtlech anescht ageuerdent gëtt wéi Pefferspray.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Fält e Spray, deen ausschliesslech Liewensmëttelfaarfstoff a keng reizend Stoffer enthält, ënner d'Loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions – a wa jo, ënner wéi eng Kategorie?

2. Ass de Besëtzer, de Kaf an d'Matdroe vun esou engem Faarfspray am ëffentlechen Raum zu Lëtzebuerg legal?

3. Wéi evaluéiert d'Regierung d'Benotzung vun esou engem Spray am Kader vun der Noutwier (Art. 416 Code pénal), besonnesch am Hëllef op d'Duebelwierkung – kuerzzäiteg Siichtbehënnerung während dem Ugrëff op der enger Säit an der méideegecher Markéierung dono op der anerer Säit?

4. Sinn der Regierung Fäll bekannt, wou e Faarfspray zu Lëtzebuerg scho benotzt ginn ass?

5. Plang d'Regierung, d'Thematik vun der legale Selbstverteidigungsmëttelen – notament Pefferspray a seng Alternativprodukter – am Kontext vun der perséinlecher Sécherheet ze evaluéieren, an dat virum Hannergrond vun den Debatten, déi a verschiddene Länner (Holland, Däitschland, Éisträich, Schwäiz) dozou gefouert ginn?

Réponse (03/06/2026) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministère de la Justice | **M. Léon Gloden**, Ministère des Affaires intérieures

ad 1. E Spray, dee keng reizend Stoffer enthält, fält net ënnert d'Waffengesetz vum 2. Februar 2022.

ad 2. Well esou e Faarfspray net ënnert d'Waffengesetz vum 2. Februar 2022 fält, gëtt et keng Bestëmmungen, déi de Besëtzer, de Kaf an d'Matdroe vun esou engem Faarfspray am ëffentlechen Raum verbidden.

ad 3. Et kann net pauschal op déi Fro geäntwert ginn, well dofir eng Appreciatioun muss vu Fall zu Fall vun der Justizautoritéit gemaach ginn. Esou gesäit den Art. 416 vum Code pénal allgemeng vir: „Il n'y a ni crime, ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui.“

Et muss awer präziséiert ginn, datt wann d'Conditione vun der Noutwier net erfëllt wieren, kënten am Fall vun der Benotzung vun esou engem Spray eventuell verschidde Strofdote bestoen, wéi z. B. Coups et blessures volontaires mat oder ouni Aarbechtsonfäegkeet, wa Blessurë mam Spray verursaacht gi wäeren (Artikelen 398 bis 410 vum Code pénal), Saachbeschiedegung, am Fall wou d'Kleeder

duerch de Faarfspray beschiedegt ginn (Artikel 528 vum Code pénal), oder eventuell och nach Outrage, wann de Spray géint eng Persoun aus dem ëffentlechen Dénkscht agesat gëtt (Artikelen 275 an 276 vum Code pénal).

ad 4. Weeder de Parquet nach d'Police hu Kenntnis vum Gebrauch vun sou engem Spray zu Lëtzebuerg.

ad 5. Et ass aktuell keng nei Evaluatioun vun dëser Thematik virgesinn.

Digitalisation des démarches administratives | Question 4044 (05/05/2026) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Kader vun der Digitalisatioun vun der Verwaltungsdéngschtleeschunge sinn an de leschte Joren eng Rei Fortschritter gemaach ginn, fir Entrepreneuren online Zougang zu hire Verwaltungsdaten ze ginn. Sou verfügen d'Employeuren zënter Oktober 2025 iwwer en Zougang zu hirem Cotisationskonto beim Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) via de professionellen Espace op myguichet.lu, an d'Assujettéierter zur TVA kënnen hire Kontosaldo an Echtzäit iwwert d'eTVA-C-Applikatioun vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) consultéieren. Et bestinn awer nach weesentlech Lücken.

Bei der CCSS gëtt de Saldo, deen op myguichet.lu ugewise ass, just eemol de Mount aktualiséiert, am Zesummenhang mat der Emissioun vum Extrait de compte fir dee Mount. Tëscht zwee Extraite kann en Employeur, deen eng Bezuelung mécht, dofir net online iwwerpréiwen, ob dës vun der CCSS korrekt verbucht gouf, wat de praktischen Notze vun dësem Tool weesentlech aschränkt.

Bei der Administration des contributions directes (ACD) ass d'Situatioun nach méi problematesch: Entrepreneuren an Independantë verfüge bis dato iwwer keng Méiglechkeet, hire Steiersaldo – weeder Steierscholden nach Steierkreditte – online an an Echtzäit ze consultéieren. Dës Fonctionnalitéit feelt komplett op myguichet.lu, obwuel d'ACD schonn aner Fortschritter am Beräich vun der Digitalisatioun gemaach huet, wéi zum Beispill d'Méiglechkeet, d'Steiererklärung elektronesch anzerechen.

Als Verglach dozou erlaabt d'eTVA-C-System vun der AED den TVA-Assujettéierten, hir Kontosituation an Echtzäit anzegesinn, woubäi de Saldo den Zoustand vum leschten Aarbechtsdag reflektéiert. En änlechen Standard sollt och fir d'Sozialcotisationskonten bei der CCSS an d'Steiere bei der ACD ugestriift ginn, fir eng kohärent a modern Verwaltungsstruktur fir all Entrepreneuren ze garantéieren.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministere fir Sozialversécherung, fir Finanzen a fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Firwat gëtt de Saldo vum Cotisationskonto op myguichet.lu just eemol de Mount aktualiséiert, während Bezuelungen zu all Moment vum Mount kënnen gelescht ginn, a wéini ass eng méi frequent Aktualiséierung geplangt?

2. Firwat verfüügt d'ACD bis dato iwwer keng Fonctionnalitéit, déi et Entrepreneuren a Steierpflichtegen erlaabt, hire Steiersaldo online ze consultéieren, a wéini ass geplangt, dës Lück ze schléissen?

3. Wéi eng technesch oder organisatoresch Problemer verhënneren aktuell bei der CCSS eng méi héich Aktualiséierungsfrequenz a bei der ACD d'Afëierung vun enger Echtzäit-Consultatioun – handelt et sech dobäi ëm Aschränkungen, déi mat den internen Informatikssystemen, mat der Interoperabilitéit mat

de Bankesystemen oder mat anere Faktoren verbonne sinn?

4. Wat schwätzt aktuell dogéint, dass d'TVA an Zukunft och iwwert de myguichet.lu kéint zougänglech gemaach ginn?

5. Gesäit d'Regierung eng koordinéiert Approche tëscht dem CTIE, der CCSS an der ACD vir, fir Entrepreneuren a Steierpflichtegen eng zentraliséiert Consultatioun op myguichet.lu ze erméiglechen?

Réponse (08/06/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministère de la Digitalisation | **M. Gilles Roth**, Ministère des Finances

ad 1. Zënter Oktober 2025 bitt de Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) den Employeuren iwwer myguichet.lu e breede Servicepackage un, deen am Ganze 15 Servicer ëmfaasst. Ee vun dësen Servicer erméiglecht d'Consultatioun vum monatlechen Saldo souwéi vun de Paiementer, déi vun den Employeuren effectuéiert goufen. All Paiement, deen erakënn a verbucht gëtt, kann esou op myguichet.lu eenzel an transparent novollzu ginn.

De Calcul vun der Cotisationskonten souwéi vun eventuellen Intérêts moratoires gëtt eemol de Mount duerchgefouert. De System ass awer esou konzipéiert, datt de Saldo am Laf vum Mount, jee no verbuchte Paiementer, kontinuierlech novollzu ka ginn. Notzer kënnen op myguichet.lu och den Historique vun de Paiementer, de Cotisationskonten an de Saldo consultéieren fir all Mount.

De System op myguichet.lu ass domat schonn haut drop ausgerichtet, Paiementer deeglech unzeweisen. Aktuell besteet nach eng kleng Aschränkung, nämlech datt d'deeglech Aktualiséierung an den éischten Deeg vum Mount nach net op myguichet.lu ugewise ka ginn.

Employeuren, déi hir Rechnung konform zum Artikel 428 vum Code vun der sozialer Sécherheet fristgerecht bezuelen, gesinn hire Paiement op myguichet.lu direkt den Dag no der Emissioun vun der Rechnung bis zum Enn vum jeeeweilegen Mount.

ad 2. an 3. De System beim CCSS ass esou opgebaut, datt eng deeglech Aktualiséierung vun de Paiementer prinzipiell méiglech ass. Aktuell bestinn nach Restriktionen, déi et net erlaben, dës Aktualiséierung op all Kalennerdag vum Mount unzebidden. D'Paiementer ginn deemno momentan eréischt ab dem Datum vun der Emissioun vun der Rechnung bis zum Enn vum jeeeweilegen Mount deeglech aktualiséiert, an net scho vum Ufank vum Mount un. Dës liicht Aschränkunge sinn op intern technesch Ursachen zeréckzuféieren.

Am Moment ass beim CCSS eng Migratioun vum besteeënden System an eng méi modern technesch Infrastruktur amgaangen. No Ofschluss vun dëser Migratioun ginn déi genannte Restriktionen selbstverständlech opgehuewen, sou datt d'Benutzer vu myguichet.lu da vun enger kontinuierlecher deeglecher Aktualiséierung iwwer de ganze Mount profitéieren kënnen.

Dës Ëmsetzung ass fir dat kommend Joer geplangt.

De besteeënden IT-System vun der Steierverwaltung erlaabt de Steuerzueler an d'Entreprise keng online Echtzäit-Consultatioun vun hiren Donnéeën. Déi Fonctionnalitéit ass am neien informateschen System virgesinn, fir deen e Marché public lancéiert gouf. D'Finanzierungsgesetz vun deem Projet ass am legislative Prozess. Dës Digitalisatiouns-Projekt kann eréischt an Ugrëff geholl ginn, wann dat nei Gesetz bis gestëmmt ass. D'Inbetriebnam vun dëser Fonctionnalitéit am neien informateschen System ass ofhängeg vun der Ëmsetzung vum Cahier de charges.

D'Steierverwaltung schafft parallel och nach zesumme mam CTIE un engem Projet, fir Contribuabel „personnes physiques“ a „sociétés“ iwwert eng Plattform d'Méiglechkeet ze ginn, fir verschidden Donnéeën ze consultéieren, ënnert anerem och de Steiersaldo.

ad 4. Den aktuellen eTVA-C-System erlaabt et elo schonn dem Assujetti säin TVA-Solde iwwert de myguichet.lu ze consultéieren an och een „extrait de compte détaillé“ am PDF-Format ze generéieren. Eng zäitno Erweiderung vum eTVA-C wäert an Zukunft och d'Consultatioun vun enger Rei aneren TVA-Informatiounen via myguichet.lu erlaben, an dobäi och d'Gestioun vum Accès vereinfachen.

ad 5. Am Koalitiounsaccord ass virgesinn, dass d'Regierung d'Notze vun der MyGuichet-Plattform bei de Gemengen an Établissements publics verbreet an dass myguichet.lu de Point d'entrée unique fir de Bierger an Entreprisë soll sinn. D'Plattform myguichet.lu ass nom Prinzipp vun engem zentralen Hub developpéiert ginn, deen et de Ministèren, Verwaltungen an aneren ëffentlech Entitéiten erméiglecht, Déngschtleeschungen fir d'Bierger an d'Entreprises unzibidden. De CTIE analyséiert reegelméisseg d'Besoinen vun de Bierger, Entreprises an de Verwaltungen, fir seng Plattform weiderzeentwéckelen an nei geneeresch Funktionalitéiten ze developpéieren. Op Basis vun dese sougenannte Building blocks ginn da konkret online Services, ënnert anerem fir d'CCSS an d'ACD, entwéckelt.

Rôle du médecin généraliste dans la constatation des décès | Question 4045 (05/05/2026) de M. André Bauler | M. Gérard Schockmel (DP)

La Police grand-ducale sollicite plus ou moins régulièrement des médecins généralistes lors de la découverte de personnes décédées, surtout en cas de mort survenue dans la solitude, de suicide ou d'accident. À en croire les gens avertis, il semble que la réquisition d'un médecin généraliste en journée, afin de constater le décès et d'établir le certificat de mort naturelle, devient de plus en plus difficile.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de personnes décédées ont été découvertes par la police depuis l'an 2020 ? Dans combien de ces cas un médecin généraliste a-t-il été sollicité ?

2) Madame la Ministre de la Santé peut-elle confirmer l'existence de difficultés quant à la disponibilité des médecins généralistes durant la journée pour intervenir dans les situations de décès en solitude, de suicide ou d'accident mortel ?

3) Madame la Ministre de la Santé n'estime-t-elle pas que ces difficultés de mobilisation sont liées en particulier à une indemnisation insuffisante, qui ne couvre ni les frais de déplacement ni le temps consacré à ces interventions ? Quel est, à cet égard, le tarif actuellement en vigueur pour cette tâche ? Ne serait-il pas opportun d'organiser un transport spécifique pour les médecins concernés ?

4) Madame la Ministre de la Santé envisage-t-elle de faire analyser cette problématique et de mettre en place des solutions adaptées en vue d'éviter que les policiers ne soient contraints d'attendre de longues heures pour finaliser les formalités en relation avec ces situations ?

5) Selon l'avis des Mesdames les Ministres de la Santé et de la Justice, ne serait-il pas utile d'examiner la possibilité de confier cette charge également à des médecins légistes ?

Réponse (12/06/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Les bases de données de la Police grand-ducale répertorient les catégories suivantes parmi les informations policières (IP) disponibles :

- Découverte de cadavre
- Mort volontaire/suicide
- Mort suspecte
- Meurtre
- Homicide involontaire
- Parricide
- Infanticide
- Empoisonnement
- Accident de la route avec décès

Il est souligné qu'une affaire peut impliquer plusieurs « personnes décédées » sous un même code IP. Les chiffres ci-dessous représentent uniquement le nombre d'affaires encodées et non le nombre exact de cadavres, qui n'est pas reflété dans les données policières.

Lorsqu'un policier appelé sur un lieu d'infraction y découvre une personne décédée, il réquisitionne d'office un médecin, qui décerne un acte de décès.

Au total, depuis 2020, au moins 1.124 réquisitions ont été adressées à un médecin. ↑

ad 2) Des difficultés ponctuelles quant à la disponibilité immédiate d'un médecin généraliste peuvent effectivement être rencontrées dans certaines situations de découverte de décès.

Toutefois, les données disponibles ne permettent pas d'en déduire une problématique généralisée ou structurelle au niveau national.

ad 3) Les éventuelles difficultés de mobilisation rencontrées ne peuvent, a priori, être attribuées uniquement à la question de l'indemnisation. D'autres éléments peuvent également entrer en ligne de compte, notamment la disponibilité des médecins à ce moment-là.

La Direction de la santé ne dispose pas, à ce jour, de données consolidées permettant de justifier la mise en place d'un transport spécifique des médecins pour ce type d'intervention.

L'indemnisation des déplacements des médecins généralistes en vue de la constatation des décès et de l'établissement du certificat de décès se fait conformément au règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins et médecins-dentistes pris en charge par l'assurance maladie.

D'une part, la nomenclature précitée prévoit à la première partie « Actes généraux », chapitre 2 « Visites », section 1 « Visites en milieu extra-hospitalier », sous-section 3 « Médecins généralistes et médecins spécialistes en gériatrie en cas de visite auprès d'un patient relevant de l'assurance dépendance ou déclaré "soins palliatifs" ou en cas de certificat de décès » les codes suivants : ↑

Les codes repris dans le tableau ci-dessus correspondent à des visites en milieu extra-hospitalier pouvant être mises en compte par les médecins généralistes en cas de déplacement pour la constatation des décès et de l'établissement du certificat de décès. Aux termes de l'article 65, alinéa 2, du Code de la sécurité sociale les coefficients desdites visites tiennent compte du facteur « temps ».

D'autre part, l'article 6 « Indemnité horo-kilométrique », alinéas 1^{er} et 2, du règlement grand-ducal

modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins et médecins-dentistes dispose que « L'indemnité horo-kilométrique ne peut être mise en compte que pour une visite en milieu extra-hospitalier et pour l'acte technique 1F11. L'indemnité est calculée d'après la carte officielle des distances. Pour le calcul, le cabinet du médecin doit être pris comme point de départ, sans que toutefois l'indemnité mise en compte ne dépasse celle correspondant aux kilomètres effectivement parcourus. [...] »

À la première partie « Actes généraux », au chapitre 3 « Déplacements », la nomenclature des actes et services des médecins et médecins-dentistes pris en charge par l'assurance maladie établit les tarifs de l'indemnité horo-kilométrique comme suit : ↑

Il y a lieu de relever que dans le cadre du service de garde en médecine générale réglementé par la convention conclue entre l'État et l'Association des médecins et médecins-dentistes, une voiture d'intervention est mise à disposition du médecin de garde. Les frais relatifs à la mise à disposition de cette voiture, de son équipement et de l'essence sont à charge de l'État.

De plus, conformément à l'article 10, point 3 du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins et médecins-dentistes, les honoraires de la visite en milieu extra-hospitalier et l'indemnité horo-kilométrique peuvent être cumulés.

ad 4) Différentes pistes de réflexion organisationnelles ont été analysées ces dernières années. Toutefois, les échanges intervenus à cette période n'ont pas conduit à identifier la nécessité de mesures organisationnelles supplémentaires ou d'un approfondissement spécifique des réflexions engagées.

Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale reste néanmoins attentif à l'évolution de la situation et ouvert à poursuivre les échanges avec les acteurs concernés si des difficultés devaient être objectivées plus précisément.

ad 5) À l'heure actuelle, il n'est pas envisagé de modifier la répartition des compétences en la matière.

Toutefois, si l'évolution des besoins ou de la pratique devait le justifier à l'avenir, une réflexion pourrait être menée sur les modalités d'organisation les plus appropriées, y compris sur le rôle que les médecins légistes pourraient être amenés à jouer dans ce contexte.

Position du Gouvernement sur la supervision financière européenne | Question 4046 (06/05/2026) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Dans le cadre de la préparation de la réunion du Conseil « Affaires économiques et financières » (ECOFIN) du 5 mai 2026, la présidence du Conseil de l'Union européenne a transmis aux États membres un document d'orientation ainsi qu'un questionnaire visant à structurer le débat politique sur le « Market Integration and Supervision Package ».

Ce document souligne notamment les enjeux liés à l'intégration des marchés de capitaux, à l'évolution du cadre de supervision financière et à la mobilisation de l'épargne en Europe dans un contexte de besoins d'investissement importants.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre peut-il indiquer si le Gouvernement a répondu à ce questionnaire et, dans l'affirmative, quelles sont les orientations défendues par le

Gouvernement dans le cadre de chacune des quatre questions ?

Réponse (05/06/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée semble se référer à la note d'orientation relative au paquet législatif sur l'intégration des marchés et la supervision préparée par la Présidence chypriote pour la réunion du Conseil « Affaires économiques et financières » (ECOFIN) du 5 mai 2026 et notamment les questions y soulevées. À cet égard, il y a lieu de noter qu'une telle note vise à faciliter et structurer un échange entre ministres sur un sujet donné, afin d'identifier d'éventuelles pistes d'orientation. Les questions qu'elle contient constituent donc moins un questionnaire à proprement parler, mais servent plutôt à orienter les échanges entre ministres.

Les questions contenues dans la note pour l'ECOFIN du 5 mai 2026 sur le paquet législatif sur l'intégration des marchés et la supervision portaient sur deux points : le champ de la supervision directe et la future gouvernance de l'ESMA. Le Ministre des Finances a réitéré la position du Gouvernement sur ces aspects lors de son intervention. Le débat s'est tenu en session publique et peut être visionné sur le site du Conseil de l'Union européenne sous le lien suivant : <https://video.consilium.europa.eu/event/en/28467> (intervention du ministre Gilles Roth vers 12.00 heures).

.....
Fermeture de l'agence de la BCEE au sein du bâtiment de la Fondation Jean-Pierre Pescatore | Question 4047 (06/05/2026) de **M. Laurent Mosar** | **M. Maurice Bauer** (CSV)

Selon nos informations, la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (Spuerkeess) prévoit de cesser ses activités au sein du bâtiment de la Fondation Jean-Pierre Pescatore à partir du 29 mai 2026, dans le cadre d'une réorganisation interne.

Il serait également prévu que le distributeur automatique de billets installé sur place soit retiré au 1^{er} juin 2026. Cette décision soulève des interrogations, notamment au regard de l'accessibilité aux services bancaires pour les résidents, en particulier les personnes âgées vivant dans cette structure.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Monsieur le Ministre a-t-il été informé de cette décision ?
- 2) Est-il envisagé d'intervenir ou d'engager un dialogue avec la Spuerkeess afin de garantir le maintien d'un accès adéquat aux services bancaires pour les résidents concernés, notamment en ce qui concerne l'accès à un distributeur automatique de billets ?
- 3) Quelles mesures alternatives sont prévues afin d'assurer l'inclusion financière des personnes âgées ou à mobilité réduite, en particulier dans des structures d'hébergement collectif ?
- 4) Plus généralement, quelle est la stratégie poursuivie en matière de maintien d'un maillage territorial suffisant en services bancaires, dans un contexte de digitalisation croissante et de fermeture d'agences physiques ?

Réponse (21/05/2026) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

D'après les données communiquées par la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE), l'activité de celle-ci au sein de la Fondation Pescatore se limite actuellement à une présence physique occasionnelle et à

l'exploitation d'un distributeur automatique de billets. À ce dernier égard, la BCEE explique la décision de retirer le distributeur par un faible niveau d'utilisation de cet équipement (seulement quelques opérations par mois) et par l'évolution des pratiques des résidents, qui recourent davantage à des alternatives, notamment le « non-cash » ou via des proches ou représentants légaux. Cette décision tient également compte des enjeux accrus de sécurité, liés au transport manuel de fonds.

Afin de garantir la continuité de l'accès aux services bancaires pour les résidents concernés, la BCEE a mis en place un ensemble de mesures d'accompagnement spécifiques :

- un accompagnement personnalisé renforcé avec notamment la possibilité de déplacements de collaborateurs sur rendez-vous et le maintien d'un suivi individualisé,
- une information et un accompagnement à la transition, via des séances d'information sur site et des formations aux outils digitaux, à la cybersécurité et à l'utilisation des services bancaires, adaptées aux publics concernés.

Ces mesures s'inscrivent dans une démarche globale de la BCEE visant à offrir des solutions plus sûres, plus efficaces et en adéquation avec les pratiques actuelles, tout en maintenant un niveau d'accompagnement adapté aux besoins des personnes âgées ou à mobilité réduite.

La stratégie poursuivie de la BCEE vise ainsi à concilier maintien d'un accès effectif aux services bancaires, transformation digitale et exigences accrues en matière de sécurité, dans un environnement en évolution avec :

- l'organisation d'un réseau modernisé et adapté aux comportements de la clientèle,
- la mise en place du projet « LuxConstellation » en 2026 visant à mutualiser le parc de distributeurs automatiques entre établissements bancaires (BCEE, BIL, BGL BNP Paribas, Banque Raiffeisen, POST et ING) avec l'objectif d'une couverture territoriale optimisée en évitant les doublons, tout en maintenant un accès suffisant au cash, et
- l'accompagnement des transitions en dialogue avec les parties prenantes et en déployant des initiatives d'éducation financière et d'accompagnement à la digitalisation, notamment pour les publics vulnérables.

.....
Augmentation des primes d'assurance de responsabilité civile professionnelle des médecins | Question 4048 (06/05/2026) de **Mme Djuna Bernard** | **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

La loi du 29 avril 1983 relative à l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire ainsi que la législation hospitalière imposent aux médecins de disposer d'une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les risques liés à leur activité.

Or, plusieurs compagnies d'assurance actives au Luxembourg auraient récemment procédé à des augmentations particulièrement importantes des primes pour ce type de couverture, pouvant atteindre, selon les actes assurés, jusqu'à 300 %, sans qu'une augmentation proportionnelle de la sinistralité ne soit clairement établie.

Cette évolution pourrait exercer une pression financière significative sur les médecins et pourrait les conduire à limiter la réalisation de certains actes, y compris des actes courants.

Une telle situation est susceptible d'avoir un impact direct sur l'accès aux soins des patient·e·s et de

soulever des questions au regard des principes de proportionnalité et de liberté d'établissement garantis notamment par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Le ministère dispose-t-il de données concernant l'évolution récente des primes d'assurance responsabilité civile professionnelle dans le secteur médical au Luxembourg, ainsi que de la sinistralité correspondante ?
- 2) Le ministère a-t-il analysé l'évolution de ces primes au regard de l'obligation légale faite aux médecins de s'assurer ?
- 3) Le ministère considère-t-il que la situation actuelle soit susceptible d'affecter l'accès aux soins ou l'offre de certaines prestations médicales sur le territoire national ?
- 4) Une concertation avec le Commissariat aux assurances a-t-elle été engagée afin d'évaluer la justification actuarielle de ces hausses ?
- 5) Est-ce qu'une intervention réglementaire visant à encadrer les primes dans ce secteur spécifique ou la mise en place d'un mécanisme d'assurance professionnelle à caractère public ou mutualisé est envisagée ?
- 6) Le ministère a-t-il évalué l'impact potentiel de ces évolutions sur l'attractivité du Luxembourg pour les médecins, notamment au regard de la liberté d'établissement garantie au niveau européen ?

Réponse (09/06/2026) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Par la question parlementaire n° 4048, les honorables Députées s'enquerraient sur l'évolution des primes d'assurance de responsabilité civile professionnelle des médecins.

Il importe de noter tout d'abord que l'assurance de la responsabilité civile médicale présente des caractéristiques particulièrement exigeantes. Il s'agit d'une branche marquée par des dommages corporels potentiellement très élevés, une forte volatilité des sinistres, ainsi que des délais de déclaration et de règlement particulièrement longs. Ces caractéristiques, ensemble avec la nécessité des entreprises d'assurances de se réassurer, peuvent conduire celles-ci à devoir constituer des provisions techniques significatives et à adapter leurs conditions de couverture en fonction de l'évolution de la sinistralité. L'impact peut donc être plus marqué dans un marché de taille restreinte comme le Luxembourg.

Concernant l'évolution des primes, il convient de noter que le Gouvernement ne saurait se prononcer sur des cas individuels. Par ailleurs, la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), telle que modifiée, transposée en droit national par la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances, s'oppose, d'une part, à l'approbation préalable ou la notification systématique des conditions générales et particulières des polices d'assurance, des tarifs [...] qu'une entreprise d'assurance se propose d'utiliser dans ses relations avec les preneurs d'assurance. D'autre part, concernant plus particulièrement les assurances obligatoires, la directive autorise la communication à l'autorité de contrôle des conditions générales et particulières, préalablement à leur diffusion. Les tarifs n'y sont toutefois pas visés. En tout



état de cause, et conformément à la directive précitée, un État membre ne saurait maintenir ni introduire des obligations de notification ou d'approbation préalables des majorations de tarifs proposées qu'en tant qu'élément d'un système général de contrôle des prix.

Sans préjudice de ce qui précède, le Gouvernement reste attentif à toute évolution susceptible de limiter l'offre médicale au Luxembourg et examinera, avec les parties prenantes, les pistes susceptibles de contribuer à la soutenabilité de cette couverture obligatoire et de concilier l'accès à une couverture adaptée avec la viabilité de l'offre sur le marché luxembourgeois.

Inscription à la taxe sur la valeur ajoutée auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA | Question 4049 (06/05/2026) de M. Laurent Mosar | M. Maurice Bauer (CSV)

Dans le cadre de l'inscription à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED), la communication d'un numéro de compte bancaire semble être exigée dès le dépôt de la demande d'immatriculation.

Si cette exigence peut se justifier notamment à des fins de vérification de l'activité déclarée et de remboursement de crédits de TVA, elle paraît en pratique constituer une condition préalable à l'immatriculation. Or, certains établissements bancaires subordonnent l'ouverture d'un compte professionnel à la détention préalable d'un numéro de TVA, ce qui est susceptible de placer certains créateurs d'entreprise et indépendants dans une situation de blocage.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer si la communication d'un compte bancaire constitue une condition préalable obligatoire à l'inscription à la TVA auprès de l'AED ?

2) Dans l'affirmative, sur quelle base légale ou réglementaire repose cette exigence ? S'agit-il d'une obligation prévue par une disposition législative ou réglementaire, ou d'une pratique administrative ?

3) Tenant compte des difficultés rencontrées par certaines entreprises en création et travailleurs indépendants pour l'ouverture d'un compte bancaire professionnel, Monsieur le Ministre envisage-t-il des adaptations afin d'y remédier, notamment en permettant la communication des coordonnées bancaires dans un délai déterminé après l'attribution du numéro de TVA ?

Réponse (05/06/2026) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Il n'existe pas d'obligation légale de disposer d'un compte en banque pour s'inscrire à la TVA auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED), même si, pour des raisons pratiques citées par les honorables Députés, et en tenant également compte des procédures de comptabilisation des paiements de la TVA effectués par l'assujetti lui-même, cette information est actuellement indiquée comme obligatoire sur le formulaire d'immatriculation, dans la mesure où un compte bancaire existe. À noter que la non-indication d'un compte bancaire n'est pas bloquante pour la finalisation de la démarche sur MyGuichet.

Le formulaire d'immatriculation fait actuellement l'objet d'une révision. Dans sa nouvelle version, il sera possible de préciser que le demandeur ne dispose pas de compte bancaire.

Enfin, il convient de préciser que, pour certains régimes particuliers de TVA, notamment le régime particulier applicable aux ventes à distance intra-communautaires de biens (communément appelé one stop shop « OSS ») et le régime particulier applicable aux ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers (communément appelé import one stop shop « IOSS »), la communication des coordonnées bancaires est exigée par la réglementation communautaire relative à ces régimes.

Démission d'un membre du conseil d'administration de l'ALIA | Question 4050 (06/05/2026) de M. Dan Hardy (ADR)

Laut engem rezenten Artikel („Reporter“: Une démission discrète et des failles persistantes) an der Press ass e Member vum Verwaltungsrot vum der ALIA am Dezember 2025 zrëckgetrueden. Bis dato ass nach keen Nofolger ernannt ginn. Während där Zäit soll de Verwaltungsrot weider zesummekomm sinn, an e soll mat nëmmen dräi respektiv véier Membere Entscheedunge getraff hunn. Dat, obwuel d'Gesetz e Verwaltungsrot vu fënnef Membere virgesäit. Doriwwer eraus thematiséiert den Artikel intern Spannungen, déif Meenungsverschiedenheeten a Bedenken, déi vum engem fréiere President vum der ALIA am Kader vum der eventueler politescher Iwwernam vum der Regulierungsautoritéit ausgedréckt goufen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Firwat huet d'Regierung dee fräie Poste vum engem Member vum Verwaltungsrot fir e puer Méint vakant gelooss, obwuel an där Zäit wichteg Entscheedunge getraff goufen?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Aarbeitsmethode vum der ALIA de gesetzleche Viraussetzungen entsprechen, besonnesch wat d'Entscheidungsfähigkeit an d'Repräsentativitéit vum Verwaltungsrot ugeet?

3. Wéi eng Moossname plangt d'Regierung, fir déi tatsächlech Onofhängegkeet vum der ALIA ze garantéieren, besonnesch am Liicht vum de Bedenken, déi vu fréiere Beamte vum der Regulierungsautoritéit iwwer potenziell politesch Amëschung geäussert goufen?

4. Kann d'Regierung garantéieren, datt déi rezent Entscheedunge betreffend RTL an aner Acteuren aus dem audiovisuelle Secteur net vum der geschwächter Gestionsstruktur vum der ALIA beaflosst gi sinn?

Réponse (05/06/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. Wéi ech och an der Reunion vum der Meediekommission vum 12. Mee 2026 schonns gesot hunn, ass et mir bei der Nominatioun vum engem Member vum Verwaltungsrot vum der ALIA wichteg, en oppenen an transparente Prozess ze garantéieren. Nodeems d'Informatioun virlouch, dass e Member demissionéiert huet, goufe Gespréicher gefouert, souwuel mat der concernierter Persoun wéi och mat den Organer vum der ALIA. Doropshi gouf e Profil erstellt an eng éffentlech Ausschreibung lancéiert. Nodeems den Delai, fir seng Demande anzerechen, ofgelaf war, huet de Verwaltungsrot vum der ALIA Interviewe mat Kandidaten gefouert an eng Recommandatioun un d'Regierung gemaach. Zur Prozedur gehéiert dann och, datt de Kandidat, dee vum der ALIA zrëckbehalen gouf, vum Regierungsrat muss adoptéiert ginn. Et ass normal an evident, datt esou en oppene Prozess net an zwou, dräi Wochen ofgeschloss gëtt.

ad 2. Jo.

ad 3. Ënner dëser Regierung ass et déi éischte Kéier, datt fir esou fräi Poste bei der ALIA éffentlech Ausschreibungen lancéiert ginn.

Fir dësen oppenen an transparente Prozess och an Zukunft ze garantéieren, ass dës Prozedur och an der Gesetzpropos iwwer d'Meediereform virgesinn. Ausserdeem ginn an Zukunft 3 vu 5 Conseilsmembere vum der Chamber aus der Zivillgesellschaft nominéiert.

ad 4. Et sief drun erënnert, wéi iwwregens och an den éffentlech zougänglechen Dokumenter nozekucken ass, datt et an der Vergaangenheet reegelméisseg zu Entscheedunge komm ass, déi net vum alleguer de Verwaltungsrotsmembere geholl goufen, z. B. wann net all Member konnt un der Reunion deelhuefen. Da sief och op d'Antwort op d'Fro 2 verwisen.

Utilisation de mannequins féminins lors des cours de premiers secours | Question 4052 (06/05/2026) de Mme Djuna Bernard | M. Meris Sehovic (déi gréng)

Plusieurs études internationales ont mis en évidence que les femmes victimes d'un arrêt cardiaque en dehors d'un hôpital ont moins de chances de recevoir une réanimation cardio-pulmonaire (RCP) de la part de témoins que les hommes. Parmi les facteurs explicatifs avancés figurent notamment des appréhensions liées au contact physique avec le corps féminin, à la crainte d'un geste inapproprié ou encore à une moindre familiarité avec le corps féminin dans les cours de premiers secours.

Dans ce contexte, il apparaît que les formations aux gestes de premiers secours utiliseraient encore majoritairement, voire exclusivement, des mannequins masculins ou neutres, ce qui pourrait contribuer à une moindre préparation des citoyen-ne-s à intervenir sur une personne de sexe féminin.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Monsieur le Ministre peut-il communiquer des données concernant les différences de prise en charge en cas d'arrêt cardiaque en dehors d'un hôpital selon le sexe de la victime ?

2) Existe-t-il des recommandations ou lignes directrices concernant la diversité des mannequins utilisés dans les formations aux premiers secours ?

3) Dans quelle mesure les formations dispensées au Luxembourg intègrent-elles des mannequins représentant le corps féminin ?

4) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'adapter les formations de premiers secours afin de mieux prendre en compte ces enjeux, notamment par l'utilisation de mannequins diversifiés et la sensibilisation aux biais ou appréhensions liés au sexe ?

Réponse (02/06/2026) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Concernant la prise en charge des victimes d'un arrêt cardiaque, il convient de préciser qu'il n'existe pas, dans les formations de premiers secours dispensées par le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), de distinction entre la prise en charge d'une victime masculine et celle d'une victime féminine.

Les gestes enseignés en matière de réanimation cardio-pulmonaire reposent sur les mêmes principes : reconnaissance rapide de l'arrêt cardiaque, appel des

secours, compressions thoraciques de qualité et utilisation précoce d'un défibrillateur automatisé externe.

Les lignes directrices 2025 de l'European Resuscitation Council relatives au Basic Life Support adulte traitent notamment de la reconnaissance de l'arrêt cardiaque, de l'alerte des secours, des compressions thoraciques, de l'utilisation d'un défibrillateur automatisé externe et de la sécurité des intervenants, sans prévoir un algorithme distinct selon le sexe de la victime.

ad 2) Le CGDIS ne dispose pas de prescriptions internes spécifiques imposant l'utilisation de mannequins représentant explicitement un corps féminin. Les formations de premiers secours utilisent des mannequins standardisés, sans caractéristiques sexuelles marquées, en mettant l'accent sur les différences liées à l'âge et à la morphologie pédagogique nécessaire à l'apprentissage : adulte, enfant et nourrisson. Cette approche vise à garantir l'acquisition des gestes essentiels adaptés aux principales catégories d'âge enseignées dans les référentiels de formation.

ad 3) Concernant les formations de premiers secours dispensées par le CGDIS, celles-ci n'intègrent pas, à ce stade, de mannequins spécifiquement féminins. Les formations reposent sur des mannequins standardisés pour adultes, enfants et nourrissons. L'objectif pédagogique prioritaire reste l'apprentissage fiable, reproductible et conforme aux recommandations internationales des gestes essentiels de premiers secours, indépendamment du sexe de la victime.

ad 4) Quant à une éventuelle adaptation future des formations, le CGDIS n'envisage actuellement pas l'acquisition spécifique de mannequins représentant le corps féminin. Les formations dispensées reposent à ce stade sur des mannequins standardisés, sans caractéristiques sexuelles marquées, adaptés aux différentes catégories d'âge enseignées, à savoir l'adulte, l'enfant et le nourrisson. Le CGDIS reste toutefois attentif à l'évolution des recommandations internationales, des études scientifiques et des bonnes pratiques en matière de formation aux gestes de premiers secours.

Dans ce cadre, il demeure bien entendu disponible pour analyser, le cas échéant, l'opportunité d'intégrer de tels mannequins ou d'adapter les supports et méthodes pédagogiques, notamment lors de futures mises à jour des référentiels de formation ou dans le cadre du renouvellement progressif du matériel pédagogique.

Cours d'accompagnement pour parents divorcés | Question 4053 (06/05/2026) de Mme Claire Delcourt (LSAP)

La séparation ou le divorce représente une étape particulièrement difficile dans la vie d'une famille. Si la relation de couple prend fin, le rôle de parent, lui, demeure. De nombreux parents séparés se retrouvent ainsi confrontés à des défis considérables en essayant de maintenir une communication constructive avec l'ex-partenaire pour préserver le bien-être des enfants et gérer les conflits liés à la coparentalité.

Conscient de ces réalités, le Familjen-Center propose une série de cours et d'ateliers spécialement conçus pour accompagner les parents dans cette transition dont notamment les cours « Kinder im Blick (KiB) ». Cette offre témoigne d'un besoin réel et croissant d'accompagnement et d'outils concrets pour aider les parents séparés à surmonter les tensions du quotidien en vue de préserver une relation parentale stable et bienveillante dans l'intérêt de leurs enfants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Le Gouvernement est-il informé du nombre d'acteurs sociaux proposant actuellement des cours similaires à ceux décrits ci-dessus au Luxembourg ? Si oui, comment ces offres se répartissent-elles sur l'ensemble du territoire ?

2) Le Gouvernement est-il d'avis que l'offre existante est suffisante ou pourrait être développée et renforcée davantage, p. ex. par le biais d'une collaboration renforcée avec le Eltereforum, qui dispose d'une bonne couverture dans les différentes régions du pays ?

3) Force est de constater que les personnes qui s'inscrivent à ce type de cours disposent souvent déjà d'une certaine sensibilité au sujet, tandis que d'autres familles ignorent l'existence de ces offres. Dans l'intérêt des enfants, le Gouvernement envisage-t-il des mesures pour mieux faire connaître ces offres et accompagner proactivement les familles concernées, par exemple en collaboration avec les communes, les écoles ou les tribunaux ?

Réponse (09/06/2026) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil dispose de conventions avec cinq acteurs sociaux qui accompagnent des parents confrontés à une séparation, un divorce ou des situations de coparentalité conflictuelle.

Ces partenaires proposent une offre diversifiée et complémentaire, articulée autour de plusieurs modalités d'intervention :

- accompagnements individuels et familiaux (consultations psychologiques, conseil socio-familial) visant à soutenir le bien-être émotionnel, améliorer la communication et accompagner les processus de réorganisation familiale ;
- médiation familiale, permettant de favoriser le dialogue entre les membres d'une famille afin de rechercher des accords respectueux dans l'intérêt des enfants ;
- programmes de groupe pour familles, centrés sur la coparentalité après séparation et la gestion des conflits ;
- groupes de parole, tant pour les parents que pour les enfants, offrant un espace d'expression et de soutien ;
- cours et séances d'information pour parents, abordant notamment les besoins des enfants en contexte de séparation et les enjeux liés à la coparentalité ;
- interventions ponctuelles dans le cadre d'un accompagnement plus global, sans constituer une offre structurée spécifique.

Ces services sont accessibles à travers plusieurs pôles régionaux, principalement situés dans les centres urbains.

Au niveau étatique, l'Office national de l'enfance (ONE) offre des prises en charge psychologiques ou psychothérapeutiques aux enfants et jeunes se trouvant dans des situations de séparation ou de divorce et qui sont en souffrance.

Lors de situations de séparations ou de divorces hautement conflictuels, des visites encadrées peuvent être mises en place par des services spécialisés tels que le Service Treff-Punkt ou le Service Mikado, afin de permettre à l'enfant de rencontrer son parent en toute sécurité.

De plus, le Service Eltereforum, du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, présent dans dix régions du pays, accompagne les parents dans toutes les situations liées à leur parentalité, y compris en cas de divorce ou de séparation. Bien qu'il ne soit pas spécialisé dans une problématique en particulier, ce service propose aux parents des espaces d'échange, en groupe ou en entretien individuel.

Pour répondre aux besoins spécifiques des familles monoparentales, diverses rencontres thématiques autour de la monoparentalité et du divorce ont eu lieu et auront lieu à l'avenir, de nombreuses familles étant concernées par cette réalité.

Pour les situations nécessitant un suivi plus approfondi, Eltereforum oriente les parents vers des structures spécialisées, à savoir les organismes compétents avec lesquels le MFSVA a conclu des conventions, comme le Familjen-Center.

ad 2) et 3) L'offre actuelle se distingue par une diversité de dispositifs et d'approches, qui s'est progressivement développée ces dernières années afin de mieux répondre aux besoins des familles confrontées à une séparation ou à des situations de conflits parentaux.

Dans ce contexte, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre pour accroître la visibilité des offres d'accompagnement, tant auprès des familles que des professionnels amenés à les orienter. Ces démarches ont également favorisé le développement de collaborations entre les différents acteurs du secteur, parmi lesquels le Eltereforum.

Les actions de sensibilisation et d'information s'articulent notamment autour des axes suivants :

- collaborations institutionnelles et professionnelles, en particulier avec les acteurs des secteurs judiciaire, scolaire, social et médico-psychologique, favorisant une orientation plus systématique des familles concernées ;
- organisation de séances d'information, de conférences et de formations, à destination tant du grand public que des professionnels (secteur socio-éducatif, juges aux affaires familiales...) permettant de développer les compétences des intervenants ;
- participation à des événements de sensibilisation au niveau communal et national (journée de la famille, matinée santé, journée des droits de l'enfant...) contribuant à une meilleure reconnaissance des dispositifs existants ;
- développement de supports de communication (brochures, sites Internet, réseaux sociaux, annonces sur les sites des partenaires, interviews...) visant à améliorer la visibilité des services ;
- implication dans un groupe de travail interprofessionnel, favorisant l'échange et la diffusion d'informations auprès de relais clés.

Par ailleurs, certaines structures bénéficient d'orientations directes émanant des juridictions ou d'autres services spécialisés, ce qui permet de toucher des publics qui ne solliciteraient pas spontanément un accompagnement.

Dans l'ensemble, ces initiatives témoignent d'un engagement continu visant à améliorer l'accès à l'information, à renforcer la coordination des acteurs et à faciliter l'orientation des familles vers les dispositifs.

Nomination d'un « recteur ad interim » à l'Université du Luxembourg | Question 4054 (06/05/2026) de M. David Wagner (déi Lénk)

À la suite de la nomination d'un « recteur ad interim » pendant l'absence du recteur titulaire, une recherche

attentive des textes juridiques et du règlement grand-ducal régissant le règlement interne de l'Université du Luxembourg a soulevé plusieurs questions.

En effet, il apparaît que le titre de « recteur ad interim » n'est pas explicitement prévu par les textes actuellement en vigueur.

Nous constatons notamment que :

- le pouvoir de nommer le recteur est encadré par l'article 8 de la loi ;
- le pouvoir de désigner un vice-recteur exerçant les attributions du recteur est encadré par l'article 8, paragraphe 5 ;
- le pouvoir de signature en cas d'absence est encadré par l'alinéa 67 du règlement d'ordre interne.

Le compte rendu des décisions du conseil de gouvernance de l'Université n'étant, à ce jour, pas encore public, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Digitalisation :

1) Est-ce que Madame la Ministre, par l'intermédiaire du Commissaire du Gouvernement siégeant au conseil de gouvernance avec voix consultative :

- a été informée du choix de nommer un « recteur ad interim » ;
- a été consultée avant la décision concernant l'intention du conseil de gouvernance de procéder à cette nomination ;
- et, le cas échéant, quel avis a-t-elle exprimé à ce sujet ?

2) Est-ce que Madame la Ministre peut nous informer sur la procédure exacte ayant conduit à la nomination du « recteur ad interim » ?

3) Est-ce que Madame la Ministre pourrait préciser sur quelle base légale repose la nomination d'un « recteur ad interim » dans le contexte de l'absence prolongée du recteur titulaire ?

4) Est-ce que Madame la Ministre peut nous expliquer pourquoi le mécanisme prévu en cas d'absence pour maladie n'a pas été appliqué dans ce cas précis ? Selon nos informations, la durée de l'absence pour maladie du recteur titulaire devait initialement s'étendre jusqu'au début du mois de mai 2026.

5) Est-ce que Madame la Ministre peut garantir que les actes signés ainsi que les décisions prises par le « recteur ad interim » ne risquent pas d'entraîner des conséquences juridiques ?

Réponse (26/05/2026) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1) Je confirme que le Commissaire du Gouvernement siégeant au conseil de gouvernance avec voix consultative m'a informée de la volonté du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg de nommer un recteur ad interim. La loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour l'objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ne prévoit pas de consultation ou d'approbation de ma part.

ad 2) L'article 8, paragraphe 5, de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour l'objet l'organisation de l'Université du Luxembourg prévoit que le conseil de gouvernance désigne un vice-recteur qui exerce les attributions du recteur pendant des absences prolongées ou définitives. L'absence du recteur pendant 6 semaines et la nécessité d'assurer un fonctionnement fluide de l'université pendant cette période justifient cette décision qui a été prise lors de la séance du 27 mars 2026 du conseil de gouvernance.

ad 3) Voir réponse 2.

ad 4) La loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour l'objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ne prévoit pas explicitement de mécanisme en cas d'absence pour maladie du recteur et le conseil de gouvernance s'est basé sur l'article 8, paragraphe 5, de la loi précitée, comme je l'ai expliqué dans la réponse 2.

ad 5) Le choix de désigner un vice-recteur qui exerce les attributions du recteur pendant une absence prolongée a été jugé conforme à l'article 8, paragraphe 5, de la loi précitée.

Sexe des personnes inculpées et condamnées pour homicide | Question 4055 (06/05/2026) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3296¹², Madame la Ministre de la Justice a présenté un tableau indiquant le nombre de victimes d'homicide, ventilé par sexe, dans les affaires traitées par les parquets entre 2020 et 2024.

Il en ressort qu'au cours de cette période, 24 victimes d'homicide ont été enregistrées par les parquets, dont 10 de sexe féminin et 14 de sexe masculin.

Dans ce contexte, je me permets d'adresser à Madame la Ministre la question complémentaire suivante :

– Est-ce que Madame la Ministre peut indiquer, pour chacun des 24 homicides recensés, le sexe de la personne inculpée ou, le cas échéant, condamnée à la suite des faits ?

Réponse (03/06/2026) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Pour les 24 homicides visés dans la question parlementaire sous rubrique, dont 10 victimes étaient de sexe féminin et 14 de sexe masculin, 2 des prévenus étaient des femmes et 21 des hommes. Au total, il y avait 24 victimes et 23 auteurs présumés. ↑

Évolution des immatriculations de véhicules électriques | Question 4056 (06/05/2026) de **M. Marc Hansen** (DP)

Le conflit au Moyen-Orient, qui se poursuit maintenant depuis presque trois mois, a eu pour conséquence une augmentation substantielle des prix du carburant. En même temps, l'Europe a connu une croissance importante des ventes et immatriculations de véhicules électriques. En effet, une augmentation des ventes de 51 % par rapport à l'année précédente a été recensée en mars 2026 au niveau européen.

Par exemple, la presse française avait rapporté le 1^{er} mai que les ventes de voitures électriques neuves avaient augmenté de 48 % sur les quatre premiers mois de l'année.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Combien de véhicules électriques ont été immatriculés au Luxembourg en mars et en avril de cette année ?

2) Ce chiffre correspond-il à une augmentation par rapport aux mois précédents ?

Réponse (01/06/2026) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert sur les nouvelles immatriculations de voitures électriques au Luxembourg dans le contexte du conflit au Moyen-Orient.

ad 1) Les nouvelles immatriculations de véhicules électriques et plug-in-hybrides recensées par la SNCA en mars et avril en valeur absolue et pourcentage des immatriculations totales sont reprises dans le tableau ↑ suivant :

ad 2) L'évolution des immatriculations de voitures en mars et avril en comparaison avec les cinq mois précédents est reprise dans le tableau ↑ suivant :

Une augmentation de la part des immatriculations de véhicules électriques parmi les immatriculations totales est observée en mars et en avril par rapport à une légère baisse au mois de février, ce qui n'est pourtant pas nécessairement expliqué par la crise du pétrole actuelle.

Dans ce contexte, il convient en effet de noter que les véhicules neufs acquis en début d'année seront uniquement immatriculés lors de la livraison. Ainsi, une augmentation des ventes se traduit par une augmentation des immatriculations quelques semaines ou mois plus tard.

Une hausse globale du nombre de nouvelles immatriculations est également observée pour les premiers mois de 2026 par rapport aux derniers mois de 2025.

Prêts étudiants | Question 4060 (07/05/2026) de **M. Ben Polidori** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

Les prêts étudiants sont garantis par l'État et leur charge d'intérêts est plafonnée à 2 %. Alors que les étudiants, comme la population en générale, fait face à une hausse croissante du coût de la vie, la question du nombre de prêts accordés se pose. Par ailleurs, il ressort des informations disponibles que les étudiants rencontrant des difficultés de remboursement peuvent, sous certaines conditions, introduire une demande de délai de remboursement, examinée par une commission consultative avant décision conjointe des ministres compétents.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances ainsi qu'à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Monsieur le Ministre et Madame la Ministre peuvent-ils indiquer l'évolution du nombre de prêts étudiants accordés au cours des 5 dernières années, ainsi que le montant total des encours correspondants ?

2) Quel est le coût total annuel pour l'État, lié à cette prise en charge des intérêts, ainsi que son évolution sur les 5 dernières années ?

3) Combien de prêts étudiants font actuellement l'objet de défaut de remboursement ? Monsieur le Ministre et Madame la Ministre peuvent-ils indiquer l'évolution de ce nombre depuis 2020 ?

4) Quel est le coût pour l'État lié à ces défauts de remboursement ?

5) Quelles mesures sont prises par l'État lorsqu'un prêt étudiant se trouve en défaut de remboursement ? Monsieur le Ministre et Madame la Ministre peuvent-ils préciser les procédures appliquées ainsi que les mécanismes de recouvrement ou d'accompagnement mis en place ?

6) Monsieur le Ministre et Madame la Ministre peuvent-ils préciser combien de demandes de délai de remboursement ont été introduites par des étudiants au cours des 5 dernières années, combien ont

¹² https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/2026/01/QP_61811_1768907100646.pdf

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

été acceptées ou refusées, et selon quels critères la commission consultative ainsi que les ministres compétents fondent leur décision ?

Réponse (03/06/2026) de **Mme Stéphanie Obertin**,
Ministre de la Recherche et de l'Enseignement
supérieur | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) Le nombre de prêts demandés et accordés sur les cinq dernières années académiques est indiqué dans le tableau[†] ci-après :

Le montant total des encours sur les cinq dernières années est indiqué en millions d'euros dans le tableau[†] ci-après :

ad 2) Le coût total annuel sur les cinq dernières années est indiqué en euros dans le tableau[†] ci-après :

ad 3) Le tableau[†] ci-après reprend le nombre total pour les prêts pour lesquels les banques conventionnées ont fait appel à garantie auprès de l'État en raison d'un défaut de remboursement définitif de l'étudiant concerné :

ad 4) Le tableau[†] ci-après reprend le montant total annuel des appels à garantie auprès de l'État par les banques en raison d'un défaut de remboursement définitif de l'étudiant concerné (exprimé en euros) :

Il ne correspond toutefois pas à un coût définitif supporté par l'État, ainsi qu'il ressort de la réponse à la question 5.

ad 5) En cas de problèmes de remboursement plusieurs solutions sont envisageables, celles-ci se résument comme suit :

– la banque peut accorder une suspension de la phase de remboursement pour trois mensualités sans formalisme particulier ;

– le plan de remboursement peut être ajusté afin de temporairement baisser la mensualité devant être

remboursée. Si cet ajustement n'entraîne pas d'extension de la période de remboursement totale de 10 ans, aucune démarche particulière n'est à réaliser ;

– si l'ajustement entraîne une extension de la période de remboursement au-delà de 10 ans, la demande doit être soumise pour avis à la commission consultative prévue à l'article 10 de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures en vue d'une décision d'accord par les ministres ayant respectivement l'Enseignement supérieur et le Budget dans leurs attributions ;

– en cas de non-remboursement du prêt par l'étudiant, la banque doit procéder à la dénonciation du prêt étudiant et à la mise en demeure de payer de l'étudiant afin de rendre l'intégralité du prêt exigible et déclencher les moyens de contrainte prévus par la convention prévue à l'article 5, paragraphe 7 de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures ;

– si ces moyens de contrainte s'avèrent infructueux, la banque pourra faire appel à garantie de l'État moyennant une demande qui doit être soumise pour avis à la commission consultative précitée en vue d'une décision d'accord par les ministres ayant respectivement l'Enseignement supérieur et le Budget dans leurs attributions.

Lorsque, à la suite d'un défaut de remboursement d'un prêt étudiant, un dossier est transmis au bureau des amendes et recouvrements de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA, les démarches de recouvrement sont entamées selon la situation du débiteur.

Pour les débiteurs résidant au Luxembourg, la procédure suivie est la suivante :

1. envoi d'un avis de paiement par courrier simple ;
2. envoi d'un premier rappel par courrier simple ;

3. envoi d'un deuxième rappel par courrier recommandé avec avis de réception ;

4. émission et signification d'une contrainte par voie d'huissier ;

5. mise en œuvre, le cas échéant, d'une sommation à tiers détenteur.

Pour les débiteurs ne résidant pas au Luxembourg, la procédure suivie est la suivante :

1. envoi d'un avis de paiement par courrier simple ;
2. envoi d'un premier rappel par courrier simple ;
3. envoi d'un deuxième rappel par courrier recommandé avec avis de réception ;

en l'absence de résidence au Luxembourg, l'émission d'une contrainte selon la procédure nationale de recouvrement n'est pas possible. L'Administration procède toutefois à un contrôle régulier de la situation du débiteur. Si celui-ci transfère sa résidence au Luxembourg, une contrainte peut être émise et signifiée par voie d'huissier, suivie, le cas échéant, d'une sommation à tiers détenteur.

ad 6) Le tableau[†] ci-après reprend le nombre des demandes de délais de remboursement pour les cinq dernières années :

La commission consultative apprécie la situation de l'étudiant dans son ensemble, en tenant compte des démarches entreprises par l'établissement bancaire concerné, ainsi que de la possibilité d'éviter un appel à la garantie au moyen de l'une des mesures évoquées en réponse à la question 5. Sa composition – comprenant trois délégués du ministre, un délégué du Ministre des Finances, un délégué du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, un délégué du Ministre de la Famille, ainsi que trois délégués des associations estudiantines les plus représentatives – garantit un examen adéquat, équilibré et complet de la situation globale.

[†] Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun*

☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun*

☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

À la découverte des portraits des Grands-Ducs et Grandes-Duchesses de Luxembourg

À l'occasion des Journées européennes du patrimoine, la Chambre des Députés et le Palais grand-ducal ouvrent leurs portes au public le **samedi 17 octobre 2026**.

Pour la première fois, cette ouverture simultanée offre aux citoyens une immersion unique au cœur des institutions et de l'histoire du pays, tout en mettant en lumière la collection des portraits des Grands-Ducs et des Grandes-Duchesses de Luxembourg.

Informations pratiques

Horaire :
10.00 – 17.00 heures (dernière entrée)

L'admission est gratuite et
sans inscription préalable.



© Maison du Grand-Duc



L'entrée s'effectue par la porte principale de l'Hôtel de la Chambre et la sortie par le Palais grand-ducal. Un contrôle de sécurité est prévu ; les objets encombrants seront consignés et restitués en fin de visite. Les capacités d'accueil étant limitées, des temps d'attente ponctuels sont à prévoir.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799